



Digitized by Google

Original from UNIVERSITY OF VIRGINIA



2*19* Histoire

AL SO

MONARCHIE DE JUILLE'

L'auteur et les éditeurs déclarent réserver leurs droits de traduction et de reproduction en France et dans tous les pays étrangers.

DU MÊME AUTEUR :

Royalisten et Républicains, Estais historiques sur des questions de politique con- temportine : I. La Question de Monarchie ou de République de 9 thermidor en 18 bru- maire; 11. L'Extedna Broite et les Royalistes rous la Restauration ; 111. Paris capi-
tale sous la Révolution française. 2º édition. Un volume in-18 4 fc. »
Le Perti libéral sous la Restauration, 2º édition, Un vol., in-18. Prix.,
L'Égitse et l'État sons la Honnrehie de Juillet. Cu vel. iu-18. Prix
Mintaire de la Monarchie de Juillet. Sept volumes la-8*. Priz de chaque volume
(Conrumné deux fois par l'Académie française, GRAND PRIX GOBERT, 1885 et 1880.)
Un Prédicateur populaire dans l'Italie de la Renaissance. Saint Bornardin de Siemme (\$380-1444), par Paul Thunest-Dangin, de l'Académie trançaise, 24 édition. Un volume in-18
La Ronnissance entirolique en Angleterre au dix-neuvième siècle. Parnère parme : Neuman et la mouvement d'Oxford. 6º édition. Un volume lu-8º.
Prix 7 fr. 50
Seconde l'autre : Le la conversion de Neuman à la mort de Wiseman (1845-1865). 4º édition, Un rolume in-8º
Thomskun runne : De la mort de Wiseman à la mort de Manning (1865-1893). 3º édition. Un volume (n-8º

PARIS. — TYPOGRAPHIE PLOT-HOURSIT MT Ch. S. RUE GARANCIÈRE. — 13219.



HISTOIRE

DE SA

MONARCHIE DE JUILLET

PAR

PAUL THUREAU-DANGIN

GRAND PRIX GOBERT, 1885 ET 1886

QUATRIEME EDITION

TOME DEUXIÈME



PARIS

PLON-NOURRIT AT CO, IMPRIMEURS-ÉDITEURS

B. RUE GERANCIÈRE - P

1909 Tour droits réservés



HISTOIRE

DE LA

MONARCHIE DE JUILLET

LIVRE II

LA POLITIQUE DE RÉSISTANCE (13 mars 1831 — 92 pavaira 1836) (SUSTR)

CHAPITRE IV

LA RESISTANCE DE CASIMIR PÉRIER

(Mars 1831 — mai 1832)

1. Luite de Coimir Périer contre le parti révolutionnaire. Répression des cinentes. Celles-ci deviennent plus cares. Insurrection de Lyon, en novembre 1831. Troubles de Grenoble, en mars 1832. — II. Procès politiques. Le pury. Seaudale de ma nequitoments. Violences qui mivent ses rures condamnations. Andace des accusés à l'audience. Le ministre continue negamioins à ordonner des pourautes. — III. Périer fait surtout appel à l'opinion, Comme il use de la presse et de la tribune. Périer orateur. Il raffermit et echauffe la majorité, il combat 'opposition. Tactique de celle-ci pour seconder ou couvrir les séditieux. Language que lui tient le ministre. Atútude de Périer en face des émentes et det débats qui suivent la prise de Variovie et dans la discussion sur la révolte de Lyon. Il souffre et s'épnise dans ces luttes sans couse renouvelées.

ı

A peine arrivé au pouvoir, Casimir Périer engage contre le parti révolutionnaire la lutte qui va remplir son ministère; lutte offensive et défensive, de tous les instants et sur tous les ter-

Google

rains: lutte si nécessare et si méritoire, que le seul fait de l'avoir entreprise et soutenne, pendant un peu plus d'une année, a suffi à sa gloire. Il n'hésite, ni ne parlemente, ni ne capitule, comme ses prédécesseurs. Toutes les forces que, dans cette société bouleversée et désarmée par une récente révolution, il trouve encore debout ou parvient à reconstituer, hommes et institutions, mœurs et lois, il les concentre dans ses mains, les oppose à l'ennemi, les anime en quelque sorte de son courage et de sa volonté. Seulement, s'il use hardiment de toutes les armes que lui fournit le droit commun, il n'en vent pas d'autres; quelque grave que soit le péril, quelque extraordinaires que soient les circonstances, il met son point d'honneur à ne pas proposer les lois d'exception auxquelles besucoup de conservateurs lui consentent de recourir !.

Avant tout, Périer doit avoir raison des émestes qui, dans les premiers mois de son ministère, d'avril à septembre, se succèdent d'une façon presque continue. Rien, chez lui, de cette timidité qui, depuis la révolution, embarrassait et arrétait les ministres quand il leur failant bousquier, dans la rue, le peuple souverain ou toucher à une de ces barricades que le souvenir de Juillet semblant rendre sacrées. Dès le premier jour, ayant constaté l'insuffisance de la loi contre les attroupements, il en présente et en fait voter une nouvelle. Jusqu'alors, on n'avant osé se servir contre l'émeute que de la garde nationale, dont il fallait subir les variations, les exigences et les défaillances. Périer ne peut se passer de cette milice, en laquelle il n'a qu'une confiance médiocre. ; mais il veut l'enca-



¹ Paut-il croire espendant qu'à certaines heures d'irritation, l'érier était tenté do ne plus se contenter du droit common? Louis-Philippe, après la most de l'érier, causant avec les chefs de sa gauche, et cherchant un peu, il est vest, à me faire valoir, aux dépens de son numetre, leur dissat, apres avoir rapprié la necessité de la liberté de la presse et du prey « Aussi me sois-je constamment oppose aux membres d'exception que l'émer me proposait souvent, quand il était dans ces acres de colere qui nous ont nut plus d'une fois. » (Hemoires d'Odriou Barrot, t. 1, p. 607-608.)

Mark-appl 1831.

³ Pener similar que l'organisation de la garde nationale et autro it l'election de ses etimes per instruct de grands penels a Cela ne peut pas ducer, chiai et un jour à La Payette, ... il faut que ou anomalies disparatations.

drer dans des éléments plus solides. Il s'applique donc aussitôt à fuire sortir l'armée, la garde municipale, la gendarmerie, de l'état de disgrace et de suspicion en la révolution les avait. mises et où le gouvernement les avait laissées; il leur fait comprendre qu'il compte sur elles, et qu'aussi elles penvent compter sur lui. Résolu a dégager la préfecture de police des compromissions révolutionanires où l'avaient entraînée les hommes politiques qui e'y étaient succédé depuis 1830, il y appelle un personnage nouveeu dans les affaires publiques, mais d'un dévoucment sûr, d'une intelligence et d'une hardiesse remayquables. M. Gisquet, ancien employé de sa maison de banque. Aussi, dès les premiers troubles qui éclatent le 16 avril 1831, à la suite de l'acquittement de Godefroy Cavaignac et de seu compagnons, la population voit avec un sentiment d'étonnement et de sécurité mettre en ligne des masses considérables d'infantorie et de cavalerie; après que des commissaires de police à cheval ent fait les sommations légales, ces troupes belayent vivement les rues et les quant; les factieux, désomentés par une vigneur à inquelle ils n'étaient pas accoulumés, sont promptement en déroute. Quelques jours plus tard, le 5 mai, le maréchal Lobau disperse une foule tumultueuse en la noyant avec des pompes à incendie : exécution grotesque et mépresente qui montre bien que le gouvernement ne se croit plus obligé de traiter l'émeute avec déférence. Aux troubles de Jain, des gens du peuple se joignent à la force publique et bitonnent les factieux, ce dont les journaux se vengent, en accusant bruyamment la police d'avoir organisé des bandes a d'assemmeurs ». La répression, loin de se dissimuler et d'avoir bonte d'ellemême, comme naguère, se montre au grand jour et s'annoace fierement. « Le gouvernement, d.t le Moniteir du 16 jain, ne manquera à aucan de ses devoirs, et mura déployer, dans ses mesures, la sévérité nécessaire, c'est la société qu'on menace, sous prétexte de l'attaquer lui-même; il le défendre par tous les moyens qu'elle lui a confiés. - Et encore : • La société ne se manquera pas plus à elle-meme que Legouvernement me lai manquera. - C'est un autre langage

que celui des proclamations de M. Odilon Barrot ou du général La Fayette, pendant le procès des ministres!

Après chaque effort, après chaque combat, Périer soutient énergiquement, contre les plantes hypocrites ou les colères vindicatives, tous ceux qui se sont compromis sous ses ordres; il assume, au besoin, la responsabilité des fautes commises par excès de sèle, sechant bien qu'à ce prix seulement, surtout au lendemain d'une révolution, le gouvernement peut s'assurer le dévouement et l'énergie de ses agents. Par contre, le ministre frappe sans merci ceux qui faiblissent. Le 25 septembre 1831, la garde nationale de Strasbourg s'est mutinée pour obtenir l'abolition d'un droit d'octroi; le préfet a parlementé et même capitulé, en promettant la réduction du droit. A peine informé, le ministre, par télégraphe, révoque le préfet et ordonne que la totalité du droit soit exigée.

L'énergie de la répression finit enfin par géner un peu l'audoce des perturbateurs; à partir du mois de septembre, les
troubles, pour être encore trop fréquents, ne sont plus permanents. Les associations révolutionnaires n'ont cependant pas
désarmé : seulement elles prennent de plus en plus le caractère
de sociétés secretes; l'émeute à ciel ouvert fait place au complot mystérieusement tramé. À la fin de 1831 et au commencement de 1832, on peut relever trois ou quatre complots
républicains, sans compter Jeux complots légitimistes et un
bonapartiste. Les uns sont découverts par la police avant
explosion, les autres avortent au premier essai d'exécution.

Entre temps, le gouvernement se voyait aux prises avec mos révolte d'un caractère absolument différent. À la fin de novembre 1831, on apprenait à Paris, non sans terreur, que Lyon était tombé au pouvoir de quatre-vingt mille ouvriers en armes, et que le drapeau noir y flottait, avec cette sinistre devise : « Vivre en travaillant ou mourir en combattant. « Cette révolte était née de la misère. La crise que l'industria lyonnaise traversuit déju avant 1830 s'était trouvée singulièrement aggravée par les événements de Juillet. Réduction des salaires on même complet chômage, telles avaient été, pour les

ouvriers, les conséquences de cette révolution qui, en même temps, les rendait plus impatients du joug et de la souffrance. Les prédications de quelques saint-simoniens ou fouriéristes, venus en mission à Lyon, n'avaient pas peu contribué à trouher encore davantage les cerveaux et à irriter les cœurs. En septembre et octobre 1831, la fermentation était à son comble. Les ouvriers émirent la prétention qu'un tarif de salaires fut imposé aux fabricants. Le prétet, M. Bouvier-Dumolard, séduit par le rôle de pacificateur, flatté de s'entendre appeler le « père des ouvriers », se laissa aller à favoriser ces derniers, plus qu'il ne convenait à l'impartiablé administrative. Sons ses auspices et au mépris de toutes les lois économiques, un tarif fut arrêté. C'étuit engager les ouvriers dans une voie sans issue. L'impossibilité d'appliquer ce tarif sut bientôt manifeste; le peuple en réclama l'exécution avec colère, et la révolte finit par éciater générale et terrible. Les incertitudes et l'impuissance d'une résistance, politiquement et mi itairement mal conduite, rendirent facile la victoire des ouvriers; la garde nationale passapresque tout entière à l'émeute; après des alternatives de combats ou de négociations, les troupes de ligne, peu nombreuses d'adleurs, furent réduites à battre en retraite hors de Lyon; encore durent-elles s'ouvrir un chemin à coups de canon, non sans lazacer derrière elles plus d'un cadavre. Le préfet, à bonne intention sans doute, ne mivit pas l'armée et demeura seul au milien de l'insurrection triomphante; si l'inspiration était couregeuse, la conduite le fut moins; exagérant encore ses concessions du début, il mit sa signature au bas de proclamations qui justifiaient, sanctionnaient la révolte et promettaient de la récompenser; en même temps, pour rétablir un peu d'ordre matériel dans la ville, il demanda et obtint la concours des insurgés, dont il semblait être devenu le chef on plutôt l'agent.

On devine ce que Casimir Périer dut penser d'une pacification achetée au prix de semblables capitulations. Si désiroux qu'il fût d'éviter une nouvelle effusion de sang, il voulut avant tout que l'autorité du gouvernement fût intégralement rétablie, sans concessions ni conditions. Des troupes nombreuses furent massées autour de Lyon; le maréchal Soult, ministre de la guerre, et le duc d'Orléans, qui fit preuve en cette circonstance d'une grande décision et d'un rere sang-froid, se mirent à leur tête. Les insurgés, convainces de l'infériorité de leurs forces, embarrassés d'ailleurs de leur première victoire dont ils n'arment su quel parti tirer, n'essayèrent même pas d'opposer la moindre résistance. La garde nationale fut dissoute, la population désurmée, le tarif aboli, le préfet rappelé et remplacé par M. de Gasparin, quelques-uns des chefs militaires disgraciés. En même temps, sous l'inspiration du duc d'Orléans, des mesures charitables étaient prises pour soulager la misère trop réelle des ouvriers.

Cet événement avait surpris et vivement ému l'opinion. On avait reconnu tout de suite qu'il n'y avait là men de semblable aux troubles in fréquents depuis les journées de Juillet; la main d'aucun parti, républicain, honapartiste ou carliste, n'y apparaissait, tout était né d'une question de salaire. Certains beaux esprits de la bourgeoine alors dirigeante crurent trouver là une raison de se rassurer. G'était avoir la vue courte. Pour qui regardait au delà des frontières un peu étroites du Parlement ou des partis, cette première entrée en scene du socialisme nué n'était-elle pas au contraire le plus mesaçant des symptômes? Et d'ailleurs ne suffisait-il pas d'observer comment les agitateurs républicains et les émissaires des sociétés secrètes avaient aussitôt cherché à ce glisser dans les range des ouvriers lyonnais, pour s'apercevoir que, des le premier jour, un ben s'établissait entre la révolution politique et la révolution sociale?

Le carnaval de mars 1832 fut, dans plusieurs villes de France, l'occasion de désordres que réprimèrent aussitôt les autorités locales, fidèles à l'impulsion donnée par Périer. A Grenoble, toutefois, des complications se produisirent qui fournirent au ministère une occasion nouvelle de marquer sa politique. Par le fait d'un préfet, pent-être un peu ardent, la troupe avait chargé la foule avec quelque précipitation; une dizaine de curieux avaient été blessés, grand émoi, aussitôt explosté par les agitateurs qui réclomèrent tumultueusement

l'éloignement du régiment accusé « d'avoir versé le sang du peuple ». Le général Saint-Clair, commandant à Grenoble, ne sut pas faire tête à ces crailleries, et, un moment prisonnier de l'émeute, il consentit à tout ce qu'elle exigenit de lus ; le 35° de ligne dut quitter honteusement le ville, où il fut remplacé par un autre régiment venant de Lyon, Une pareille défaillencerenduità l'émeute la confiance qu'elle enlevait à l'armée. Aussi le gouvernement n'hésita-t-il pas un instant : il prononça la dissolution. de la garda nationale de Grenoble, mit en disponibilité le générel Saint-Clair et le commandant de la place, enfin donne ordre de faire rentrer le 35' à Grenoble, musique en tête et enseignes déployées. Le même jour, le nunistre de la guerre publia une proclamation à l'armée, où il disait : « L'ordre public a été troublé à Grenoble ; le 35 régiment de ligne, chargé de le rétablir, a parfaitement rempli son devoir. Sa conduite a été telle qu'on pouvait l'attendre du bon esprit et de l'excellente discipline qui distinguent tous les régiments de l'armée. Le Roi a ordonné que des témoignages de sa satisfaction fuseent adressée su 351. Sa Majesté n'a point approuvé que co régiment se fût retiré de Grenoble. Le lieutenant général Delort, commandant supérieur de la 7º division mulitaire, a recu l'ordre de le faire rentrer dans la ville, avec les autres troupes qui y sont dirigées 4 Aucune sorte de transaction relativement au 35° régiment n'avait été et n'avait pu être faite entre de prétendus deputés de Grenoble et l'autorité supérieure militaire : elle la désayous formellement... Soldats! depuis le jour où le drapeau national vous a été rendu, vous n'aves cessé de l'honorer par votre dévouement, votre courage et votre discipline. Vous aves entouré le trône et les institutions de Juillet d'un rempart, au pied duquel les partis sont venus expirer. Soldats le Roi et la France vous remercient. - Quand un gouvernement parle ainsi a l'armée, il peut compter sur elle, et dès lors il est assuré de demeurer mettre de la rue.

п

Périer ne croyait pas son œuvre complète parce qu'il avait employé la force des armes contre le désordre; il voulait aussi lui opposer la force du droit. De là, les poursuites nombreuses intentées pour complots, violences factieuses, associations illégales, délits de la parole, de la plume ou du crayon. Jamais les procès de ca genre, notamment ceux de preme, n'ont été plus fréquents . On a dit du gouvernement de Juillet qu'il était processif : M. Guizot a même paru croire, après comp, qu'il l'avait été trop. Ce n'est pas en tout cas le fait d'un pouvoir arbitraire et despotique, et nul n'eserait justifier les violences que l'on demandait alors à la justice de condamner. Le malheur était que trop souvent on ne parvenait pas à obtenir cette condamnation.

La compétence du jury en matière de délits politiques et de délits de presse était, avec la garde nationale, l'un des principes de l'école libérale, peut-être devrait-on dire l'une de ses illusions. Impossible de la modifier, puisqu'on en avait fait, un peu précipitamment, un article de la Charte revisée. Quoi qu'on doive penser de cette juridiction à une époque de paix, de stabilité et de sang-froid, elle était certamement détestable au lendemain d'une révolution, quand tout était fait pour exciter, chez les jurés, les passions qu'ils devaient réprimer, pour troubler en eux la notion du bien et du mal politique, pour leur enlever cette sécurité qui peut seule donner aux

¹ On a calculé, par exemple, que, de la révolution de Juillet au 1^{ar} actobre 1833, il y avant en 281 aquies de journaux et 251 jugements : 86 journaux avancet été condamnés, dont 41 à Paris. Le total des mois de prison s'était élevé à 1226, et celui des amendés à 347,550 francs. En juillet 1835, la Tridune se vantait d'être à son 114° procès et d'avoir subi 199,000 francs d'unende. Or, pendant toute la Restauration, il n'y avait en que 181 condamnations pour délits de presse.

tomides le courage de braver certains ressentiments. Le jury acquittait presque toujours. Dons les premiers mois du ministère Périer, sur cinq poursuites pour complot ou émeute, il n'y eutpas une condamnation; pourtant, loin de nier ce qu'on leur imputait, les accusés s'en faissient un titre de gloire. Dans l'une de ces affaires, le jury avait déclaré tous les faits constants, en même temps qu'il proclamait les accusés « non coupables». La Société des Amis du peuple, einq ou six fois poursuivie, sortait de ces procès toujours indemne. A un banquet républicaru, en mar 1831, M. Evariste Galtois avait brandi un poignard, en s'écriant : . A Louis-Philippe, s'il trabit! » Il avouait le propos, déclarait avoir voulu provoquer par la le meurtre du Roi, au cas où « oslui-ci sortrait de la légalité pour resserrer les hens du peuple » ; et il ajoutait que « la marche du gouvernement devait faire supposer qu'on en viendrait là ». Le jury acquittait M. Gallois. Les articles de journaux les plus factieux, les plus outrageants pour le Roi, demeuraient impunis. Le National entre autres n'était presque jamais frappé. M. Antony Thouret, gérant de la Révolution, feuille (acobine et bonapartiste de la dernière violence, poursuivi trente fois, était acquitté vingt-deux fois. Dans certaines villes de province, le réducteur de la feuille locale était si assuré de ne pas être condamné, due le procès devenait pour lui une formalité indifférente, VI y affectait une sorte d'impertinence ricaneuse à l'égard. des juges et de familianté amicale avec les jurés!. Et quel retentissement donné à ces verdicts l'Applaudissements à l'audience, ovations tumultueuses dans la rue, cris de victoire dans la presse, sarcasmes contre le gouvernement et les magistrats. Portant de cette formule que « le jury était le pays », on pré-

¹ M. Degouve-Demunques, réducteur du Progrès du Pas-de-Caleis, se vantait, en 1838, d'avoir été 26 fois pourantsi et 26 fois acquitte. De même, l'Écho du peuple, journal républicain de Pouters, en 1835, comptait 13 acquittements sur 18 pourantes. M. Auselme Petetin, réducteur d'une feuille rauseure de Lyon, pourantes 13 fois en trois aux, n'avait été condanné qu'une fois, et encore dissiste l'que c'étuit faute d'avoir bien fait les récusations. En 1848, pour la grectuière fois, le jury de Toukouse condamne une feuille léptimiste. Sur d'autres points, à Paris notamment, le jury se montra t sévère coutre les « carlistes », pendant qu'il acquittant les républicains.

tendait que, par ces acquittements, le « pays » avait condamné le gouvernement ou même le Roi 1.

Le jury se décide-t-il à affirmer la culpabilité, le scandale n'est per moindre. Le condamné est ausutôt hissé sur une sorte de piédestal; il devient un opprimé, un martyr, pour lequel tout bon patriote dost prendre fast et cause. On ouvre des souscriptions publiques ann de payer ses amendes, et La Fayette annonce qu'il sera prêt à prendre part à toutes les souscriptions de ce genre *. Les journaux frappés impriment en gros caractères, quelquefois pendant plusieurs mois, le nomdes jurés avec leur adresse. La Revolution, condamnée le 19 février 1832, public, le lendemain, que cette condamnation est due à l'animosité de MM. Lachèze, avoué, et Billaud, agent de change. Une petite feuille satirique, les Cancens, se venge quari du verdict proponcé contre elle : « Farme, memeurs les jurés, courage, déchainez-vous... Pour commencer à m'acquitter. envers vous, je vous condamne à figurer trois fois de suite en tête de mes Cancens. Je vous attache à ce poteau populaire, nouveau pilori, index vengeur de la liberté de la presse, où deux cent mille Français viendront vous sainer des noms qu'on prodigue toujours au courage ou à l'indépendance... Abl la France entiere saura vos nome... J'ai fait tirer leur honte à vingt mile exemplaires. » Les jurés, pour échapper à cette persécution, prennent, vors le commencement de 1832, l'habitude de voter secrètement. Fureur de la Tribune, qui ne veut pas qu'on lui arrache ses victimes, elle prétend que les jurés sont des hommes publics dont la presse a le droit d'enregistrer les actes ; elle annonce même l'intention de publier la liste de toutes les condamnations, avec les noms des jurés en regard.

Lettre du 26 octobre 1831. (Mémoires de La Fayette, c. VI.)

Le Constitutionnel, qui n'étent cependant que centre groche, déclarers, quelques années plus tard (3 janvier 2832), à propos d'un acquittement de journal, que les échecs par amentaires de l'opposition etnient plus que componés par le succes judicionre qu'elle vensit d'abtenir; car, dissit-il, le jury elett le pays lui-même, tandu que la Chambra n'en était que la representat en C'est à propos de ces déclamations sur le jury que M. Thiers, dans la duquasion des tous de septembre, dénonçait » ces grands mote pédantes ues que les partis siment à uréer, et avec lesquels ils veuleux écraser la vérité ».

Cos dénonciations, déjà, par elles seules, fort pénibles pour des bourgeons d'habitudes peu multantes, ont parfois des suites matérielles : témoin ce notaire du fanbourg Saint-Antoine qui sera dévalisé, dans les journées de juin 1882, pour avoir condamné la Tribuse.

D'ailleurs, que le procès se termine par un acquittement ou, ce qui est beaucoup plus rare, par une condamnation, les accusés ont soin de transformer leur sellette en une tribune, d'où ils appellent le peuple à la révolte et jettent au gouvernement le défi, l'accusation et l'outrage. Hubert avait donné l'exemple, en septembre 1830, lors du premier procès des Amis du peuple; Godefroy Cavaignee et ses compagnons l'out suivi, en avril 1831. Depuis lors, c'est comme une enchère de scandale entre les accusés. L'un d'eux répond su magistrat qui lui demande en profession : « Émeutier. » Le 11 juin 1831, dans une affaire de complot, les amis des prévenus insultent les témoins, les juges, les jurés, envahissent le prétoire et accueillent par des offlets et des huées les ordres du président. En janvier 1832, un nouveau procès contre les Amis du peuple amène sur les banes de la cour d'assises MM. Raspail, Thourst, Blanqui, Hubert, Trélat, etc.; l'un d'eux, faisant allusion à la liste civile qu'on ducutait alors à la Chambre, déclare qu'il « faudrait enterrer tout vivant, sous les ruines des Tuileries, tout homme qui demanderait an pauvre peuple quatorze milions pour vivre *; le jury, capendant, les acquitte; la cour seule les condamne à raison des délits commis à l'audience, « Nous avons encore des balles dans nos cartouches », s'écrie alors Thouret. Parfois les magistrats eux-mêmes se laissent gagner par le faiblesse du jury, ou tout au moins trahissent une hésitation inquiète. Ceux d'entre eux qui montrent quelque fermeté sont aussitôt personnellement attaqués avec une violence sans pareille. Cette insolence des accusés était un des signes tristement caractéristiques de l'époque. M. Pasquier, dont la carmère et l'expérience étaient déja longues, écrivait a ce propos :



Le fuit a été cité per M. Persil, à la tr bene, le 9 avril 1833.

Je n'ai jamais, dans ma vie au travers des révolutions, men vu de semblable. Babeuf lui-même portait plus de respect à ses juges. Je sais que cette circonstance semble frapper beaucoup les étrangers et surtout les Anglais 1. »

Dans ces conditions, ne pouvait-on pas se demander si les poursuites n'aggravaient pas le désordre, au heu de le réprimer? Casmir Périer, cependant, ne se décourageait pas de les ordonner. Estimait-il que cette fermeté, obstinée malgré l'insuccès, était une leçon nécessaire à l'esprit public? Se flattait-il que le scandale répété des acquittements finirait par provoquer une réaction, et que le jury prendrait courage, à mesure que les ministres le convaincraient mieux de leur force et de leur résolution? En effet, vers la fin du ministère, la proportion des condamnations devint un peu plus élevée; pas assez cependant pour qu'on pût voir dans cette juridiction une garantie de répression sérieuse. Aussi, quelques années plus tard, lors des lois de septembre 1835, le législateur, instruit par l'expérience, cherchera-t-1 à clacer autant que possible la disposition de la Charte qui l'obligeait à recourir au jury en matière politique.

Ш

Quelque cas et quelque usage que Casimir Périer fit de la répression armée ou judiciaire, ce n'était pas la force sur laquelle il comptait le plus pour avoir définitivement raison du désordre. Demeuré libéral en pratiquent avec énergie la politique de résistance, il prétendait surtout agir par l'opinion, à laquelle il faisait sans cesse appel. C'était chez lui une habitude, un goût, un système, de provoquer et d'apporter, dans chaque occasion, des explications publiques et complètes. Il disent à la tubune, le 30 mars 1831, peu de jours après avoir pris le pouvoir : « Devant l'étranger, comme devant le pays, nous



Lettre à M. de Barante un date du 13 janvier 1632. (Documents inchite.)

expliquous ouvertement notre politique, nous l'expliquous aux fonctionnaires comme aux Chambres. Cette franchise est à nos yenz le premier besoin de l'époque; c'est la première garantie pour les peuples et pour le pouvoir surtout, qui, après des déclarations si franches, ne craint pas que des promesses faites au debors, ni des programmes réservés au dedans, puissent le compromettre jamais aux yeux de la France ni de l'Europe. « Il mettait en demeure ses adversaires d'en faire autant : « Accoutumés depuis quinse aus, disast-il, à savoir ce que nous voulons, nous devons souhaiter que tous les hommes d'État ou hommes de parti expliquent aussi clairement ce qu'ils veulent. »

Dans ces discussions, Périer avait recours à la presse, notamment au Journal des Débais, alors résolument conservateur. ses adversaires disaient même : « cypiquement réactionnaire » : il encourageait les babiles directeurs de cette feuille, MM, Bertin. Quelquefois, le soir, il vensit aux bureaux du journal faire. une partie de what avec M. Bertin de Yaux, le comte de Saint -Cricq et M. Guisot. . C'étart, a raconté ce dernier, le moment des conversations intimes sur l'état des affaires, les questions de conduite, les perspectives de l'avenir ; et nous nous retirions. M. Périer, content de se sentir bien soutenu dans la presse comme à la tribune, M. Bertin de Vaux, satisfait de l'importance de son journal et de la sienne propre. • Le président du conseil faignit aussi insérer dans le Monteur officiel des articles d'apologie et de polémique, écrits directement sous ses yeux. Toutefois, sur ce terroin de la presse, le nombre était contre kui; pour quelques rares journaux qui le défendaient, presque tous les autres l'attaquaient violemment '. Le vrai champ de batulle pour Périer, celui où il aimait que toutes les luttes vanssent aboutir et se décider, c'était le parlement. Celui-ci siègea presque en permanence, depuis le commencement



[•] La National disact, in 23 eveil 1831; « Un seul journal contient augment huis avec chalent le mon-time du 13 mars a c'est la ci-davant patriol de la legatement, le Journal des Dabate. « Le Temps, pourtant plutôt favorable au calonet, di sit, à la même époque, « qu'avec la preuse périodique, toke que non troubles l'avalent faite, le gouvernement n'avait qu'à choisir regre une existence assez mal securée et neuf mores bien certaines ».

jusqu'à la fin du ministère". Ce n'est pas que l'œuvre purement législative ait été alors bien importante, et surtout que le président du conseil y ait pris grande part; mais les débats politiques se succédaient fréquents, passionnés, retentissants, et Casimir Pérser y trouvest son principal moyen de gouvernement. Dans cette société où la révolution avait détruit ou ébranlé toutes les forces morales et matérielles du pouvoir, il cherchait son point d'apput à la tribune et dans la majorité. G'était par des discours et des votes qu'il s'efforcait de défendre et d'assurer l'ordre et la paix. Il lus plassast d'ailleurs d'aborder ses adversaires face à face, en un champ clos où ceux-ci papouvaient se dérober, de les contraindre, anon à confesser, da moins à entendre la vérité, de serrer de près leurs équivoques, leurs sophismes et leurs calomoies. A défaut même du succès immédiat, il avait conscience de préparer ainsi la justice fature, et cela l'aidait à se consoler des mensonges des partie : « Après tout, que m'emporte? dissit-il à ses amis ; j'ai le Moniteur pour enregistrer mes actes, la tribane des Chambres pour les expliquer et l'avenir pour les juger. »

Get homme qui prétendait gouverner au moyen du parlement était-il donc, par le don du génie on la perfection de l'art, un prateur de premier ordre? Non; tel de ses adversaires, et surtout de ses alliés, le primait sous ce rapport, surtout quand il s'agissant de ces discours préparés à l'avance comme un ministre est souvent obligé d'en pronoucer. Banquier, il n'avait pas pu se faire à écrire ses lettres. A plus forte raison se sentait-il incapable d'écrire ses discours. As début de son ministère, quand pareille nécessité s'imposant à lui, il recourait à la plume de M. de Rémusat ou de M. Vitet. Mais bien que ces derniers ne fissent que mettre en œuvre les idées que le ministre leur avait exprimées dans de longues conversations, ils avaient trop d'esprit pour être des secrétaires absolument dociles. Dans ce qu'ils lus apportaient, Périer ne trouvait pas toujours entière-



¹ Ferrer en pressut le pouvoir, trouve une tesmon en cours qui se prolonges proprieu 20 avril 1831. La nouvelle Chemiro sieges ensuite d'une façan panteure, du 25 juillet 1831 au 26 avril 1832.

ment on seulement sa pensée. C'est ce qui le décida à recourir a la pleme moins habile, mais plus soumise, d'un nommé Lingay, alors chargé des articles officiels du Monsteur. Se sentait-il présecupé du sujet de son discours, il faissat appeler Lingay, qui s'installait à côté de lui. Alors il cansait, on plutôt il se mettait en colere : « ... Ges musérables-in, ils croient me tenir... Eh bien, non... et voici on que je leur dirai... je leuz dirai... » Ainsi se déroulaient ses idées, some une forme irréguliere, heurtée, mais tempours vive et pressente. Lingay écouteit, preneit des notes, se pénétrant le mieux qu'il pouvant de ce qu'il entendait. Le lendemain, il apportait un discours écrit que le ministre corrigeait et que souvent il faisait revoir par M. de Rémusat ou M. Vitet. Perser était bien plus à son affaire dans les improvisatione. Il se trouvait alors avoir précisément les qualités de son rôle. « Athinde, accent, langage, a écrit un bon juge, tout était d'un maître". » Même quaed l'idée et la forme n'avaient. rion de sedlent, ses auditeurs étaient saisis par l'impression toute vive d'une volonté énergique, d'une impétueuse passion. A la tribune. Périer agissait plus encore qu'il ne discourait ; il commandait, entrefacit plus qu'il ne persuadait. Profondément ému lusmême, il ébranlait de son émotion ceux qui l'écoutaient. Au milien de ses emportements, — et il en avait de singulierement violents et tragiques, - en pensée restait généralement nette et mattresse d'elle-même. D'ailleurs, a'il n'était pas toujours adroit, il était toujours puissant. Quand, se dreseant de toute se grande taille à la tribune, pals par la fièvre et le colère, il menagait ses adverunires de sa main crispée ; ou bien quand, bondissant sous une interruption, il rejetait le manuscrit où sa prudence avait d'ahord contemu sa pensée, et écrasuit, sous quelque formidable apostrophe, ceux qui avaient ceé lui lancer un défi, la Chambre os sentant vraument dominée. « C'était, a dit justement M. Guizot, la puissance de l'homme bien supérieurs à celle de l'orateur. »

Cette énergie de la volonté et de la parole servit tout d'abord à reffereur la majorité. Nous avons dit quelles difficultes l'erier



³ Notes ineditende M. Dimeegige de Hauranna

[·] Souvenire du fou duc de Broglie.

avait rencontrées, dès le début, pour la constituer, et comment, un jour, en août 1831, il avait paru désespérer du succès!... Alors, sans doute, le péril immédiat avait été conjuré, et le vote de l'Adresse avait été favorable au ministère. Mais la Chambre ne s'était pas pour cela dégagée des défauts qu'elle devait à son origine, à la révolution, aux habitudes prises pendant l'opposition de quinze ans. Ces défauts étaient même ai visibles que les contemporaires en étaient frappés et presque découragés. • Gette Ghambre, écrivait alors M. Duvergier de Hauranne, s'est fait de son indépendance et de sa conscience l'idée la plus mesquine, la plus radicule. Lus parles-vous d'appuyer constamment le ministere, elle s'effraye. Lui parlez-vous de le renverser, elle s'effrave encore plus. « On prétend, disait » naivement dans la discussion de l'Adresse un honnête député, « que si nous n'approuvous pas le système ministériel, les · ministres se retireront. Ce serait une trahison. Nous venons · pour combattre le ministère, non pour le renverser. -M. Davergier de Hauraune ajoutait : « On ne saurait concevoir qui reste combien, sur ce chapitre, la Chambre se montre chatouilleuse. C'est pour elle une sorte de virginité qu'elle a mission de défendre contre le téméraire qui voudrait y toucher. Aussi que de peines pour lui faire dire oui ou non! Ce n'est en quelque sorte que par surprise qu'on peut lui arracher un vote. Encore n'est-il jamais bien certain que, le lendemain, elle ne le rétractere pas... Dans aucune Chambre les commissions n'ont été aussi peu écoutées. La majorité pourtant les nomme à son gré; mais, une fois nommées, elle s'en méte comme d'une autorité *. . M. Guizot avait la même impression; il écrivait, le 18 octobre 1831, à un de ses amisretenu à l'étranger par ses fonctions . « L'incapacité, la subalternité, le tatillonnage, le commérage, voila le vice radical et incurable de cette Chambre. Elle n'est ni violente ni avide. Il n'y a, je crois, point de grande sottise qu'on n'y puisse faire échover; mais la rendre propre eu gouvernement, c'est une

¹ Voir, au tome précédent, le chapitre per du lière II,

⁵ Notes medites de M. Devergier de Haurenne.

chimère. Du reste, on n'a jamais mené une telle vie a, harasmute, si dénuée de relàche. Ge sont les forêts d'Amérique à défricher que ces esprits-là. Avez-vous vu dans les montagnes les bergers et leurs chiens conduisant un grand troupean le long d'un précipice et suant sang et esu pour l'empêcher de s'y précipiter 17 . La duchesse de Broglie disnit finement, le septembre 1831 : « La Chambre n'entend guère qu'on la gouverne; elle trouve cela malhonnéte". . Et elle ajoutait, le 28 octobre : « Casimir Périer n'est pas content de la Chambre. Elle se décide un jour et revient le lendemain sur son vote... Elle joint à très-peu de lumières toutes les incertitudes d'une conscience chimérique, secondée par de mauvaises passions³. » De loin, M. de Barante n'avait pas meilleure impression : il écrivait, le 27 août 1831 : « Cette Chambre est, comme vous dites, volgaire, bornée, méfiante, venue de bas lieux. Pourtant in majorité a évidemment bonne intention et craint le désordre. Aura-t-on le temps de faire son éducation avant qu'elle ait amené beaucoup de mal? C'est ce que nous allors voir. » Et le 8 octobre : « La Chambre semble s'être rangée à la raison. Bien évidemment elle ne veut ni la guerre, ni les émeutes. Mais il lui en coûte beaucoep qu'on me puisse maintenir le bon ordre dans un pays, sans y avoir un gouvernement et sans y lasser. quelques-uns au-dessus des autres. Pas de pouvoir et nulle supériorité, c'est le benu idéal de la médiocrité française*. Cette assemblée avait un défaut plus viluin encore, autre forme d'un esprit petit et bas : elle manquait de courage. On le voyait bien dans les grandes crises. Après les premières nouveiles de l'insurrection de Lyon, il y eut une certaine période d'incertitude; on ne savait guère ce qui se passait; des bruits ginistres circulaient, et plus d'un prophète de malheur annonçait que la monarchie de Juillet ne se relèverait pas de ce coup. « C'eut été le cas, écrivait un contemporain, pour une Chambre courageuse, de se compromettre promptement et

a.

8

² Documents inedits.

^{= 14/}d.

P Bed.

[&]quot; Ibid.

franchement. Au lieu de cela, ce ne fut qu'avec une répugnance extréme, et comme malgré elle, que la majorité se décida à voter une Adresse et à promettre son appui. A la pâleur de certains visages, à l'embarras de certains discours, il était clair que, d'avance, on se préparait, sinon à salner le vainqueur, du moins à abandonner le vaincu.

Ces témoignages pris sur le moment même, dans les confidences des contemporains, permettent d'apprécier quelles difficultés et aussi quel mérite Péner avait à maintenir la majorité dans une telle Chambre. Il lui fallait une vigilance et un effort de tous les instants. Chaque jour il devait recommencer le travail de la veille. « La Chambre, écrivait un des collaborateurs du premier ministre, a toujours besoin d'être avertie de la gravité des questions. Quand nous nous taisons, nous pous perdons . . Au milieu de la bataille, en même temps qu'il faissit face aux ettaques de l'ennemi, le ministre devast empêcher la débandade de ses propres troupes. Si grand besoin qu'il eût de cette majorité, il ne la flatteit pas et la rappelait volontiers à la modestie de son rôle; l'un de ses alhés les plus actifs, M. Dupin, ayant, un jour, parlé d'une question où « le gouvernement, disait-il, avait plus que jamais besoin de la tutelle des Chambres », Périer interrompit avec véhémence : «La tutelle? s'écria-t-il, il n'y a pas de tutelle des Chambres! » On pouvait même trouver parfois qu'il ne contenait ou ne voilait pas assez la colère méprisante que lui inspirait l'état d'esprit de la majorité. Loin d'user des moyens de séduction per lesquels les manatres d'ordinaire retiennent leurs partisans ou en gagnent de nouveaux, il ne savait même pas s'astreindre aux égarda, aux politeises les plus simples. « Comment, disait un député conservateur, voulez-vous qu'on aime un pareil mimstre? Il ne suit pas sculement les noms de ceux qui votent pour lui . » M. de Rémusat écrivait à un ami, le

¹ Notes inédites de M. Duvergier de Bauranne.

Lettre de M. de Rémusat à M. de Barante, en date du 25 octobre 1831, (Decuments médits.)

Borumente ineditt.

28 octobre 1831 - - Le ministère est considéré par la Chambre. comme nécessaire, mais il pe lui est pas agréable. Entre nous, c'est elle qui a raison. Il est difficile d'être plus étranger au manage parlementairs que nos ministres. C'est avec l'administration intérieure leur mauvais côté. Le ministère a les grandes vertus, il lui manque toutes les petites. En temps ordinaire, al ne pourrait subsister quinze jours l. » Qui, mais il avait précisément ces grandes vertus, et notamment il donnait à chacup l'impression d'une volonté puusante qui dominut toutes les hésitations, en impossit à toutes les prétentions d'independance, dopusit courage aux plus poltrons. « La volonté forte de M. Pérjer soutient tout 1 =, écrivait, le 18 octobre 1831, la duchesse de Broglie D'ailleurs, s'il malmenait souvent la Chambre, il savast quesi éveiller ches elle une noble ambition en lui montrant la grandeur de sa têche, il lui parlait de la reconnausance dont elle serait entourée, quand elle aurait actisfait or pays qui lui demandait avant tout « du repos, da calme, de la confiance et de l'avenir ». Il veillait à ce que cette embition ne s'égarat point ; ce n'était pas chose facile, car les têtes étaient touragées par la fausse glojre de la révolution ; les plus conservateurs se laissaient aller à débiter ou à accepter sur ce sujet les déclamations courantes. « Songez, mesueurs, jeurdisait alors le président du conseil, qu'il y a plus de gloire pour ceux qui finissent les révolutions que pour ceux qui les commencent. - Gette majorité manquait surtout de courage, Péner s'efforçait de lui communiquer un peu de celui dont il était rempli. Écoutez ses viriles exhortations : « C'est la peur qui sert les partis, qui les grandit, qui les crée; car c'est elle qui fait croire à leur pouvoir ; et ce pouvoir imaginaire ne réside que dans la faiblesse des majorités qui livrent sans cesse le monde aux minorités, dans la mollesse de la raison tremblante devant les passions, dans la lacheté, disons le mot, des citoyens qui craignent de défendre, d'avouer, avec leurs éganx, leurs opinions. If y a dans cet état des esprits le symptome

a Mad

-



Doeninente met de

d'un mal grave dont il appartient à une assemblée francaise d'arrêter les progrès, en apprenant, par son exemple, à tous les citoyens à mépriser le vaine popularité du jour et à n'ambitionner que la reconnaissance de l'avenir!. » Grâce à ces efforts continus, la majorité « grossissait et se systématisait! ». En somme, si elle ne s'était pas absolument dégagée des hésitations qui tensient au fond même de sa nature, elle ne fit défaut à Périer dans aucune circonstance décisive. Par moment même, on cût dit qu'il était parvenu à la pénétrer et à l'animer de ses propres passions : à sa voix, sous son impulsion, ces bourgeois, naguère si froids, si incertains, si timides, sentaient s'allumer en eux des ardeurs, des colères qu'ils ne se connaissaient pas, et on les voyait, par l'effet d'une sorte d'imitation, frémir, trépigner, menacer, maudire, à l'unisson du ministre.

Il importait d'autant plus à Périer de pouvoir s'appuyer sur une majorité fidèle, que le parti de l'émeute trouvait plus de complices, ou tout au moins de complaisants, dans l'opposition parlementaire. Celle-ci avait pour tactique de mer le péril révolution paire. Telle est sa thèse dans la discussion de l'Adresse, en août 1831. Que lui parlez-vous d'un parti républicain? Il n'existe que dans l'imagination craintive des ministres. Tout au plus y a-t-il quelques jeunes gens généreux, quelques réveurs inoffensis, dont il ne convient ni de blàmer ni de réprimer la conduite. Le péril est du côté des carlistes. « C'est la Restauration, la Restauration tout entière qui est au pouvoir, dit

Discours du 9 noût 1831. — Un sutre jour, le 21 septembre de la même numée, Pérser demandait que « les amis du gouvernement se men rationt comme ses consense », car, ajoutant-il, « co cont les meentiquées d'un hant qui font les inquétudes d'en han ».

Expression de M. de Rémusat dans une lettre à M. de Baracte. (Permetert inédits.) M. Duvergier de Hauranne, naguère si sévère pour la Chambre, reconnaissant lus-mêtre et changement, non sans un certain etonoment. Il écrivait à en propos : « Éine dess un temps de trouble et de désordre, honcrée de préjugée, étrangère, dans une forte portion de ses membres, aux lois les plus amplies de mécanisme constitutionnel, avide enfin de popularité, la Chambre de 1831, par la seule force de son hon seus et de son honnétaté, par la seul basoin de rétabler l'ordre et de souver la somété memodée, n au, par degrée, vanuere son prépagée. « (Motes inédales»)

M. Mauguin, et l'on vient nous faire peur de la république! « S'il y a malaise, la faute en est à lu politique du ministère. L'émeute a-t-elle éclaté, ne peut-elle être niée, s'est-elle manifestée terrible et sanglante comme à Lyon, alors l'opposition s'en prend au gouvernement, cause de tout le mal. « Il n'y a pas de faute dans un peuple, s'ecrie M. Mauguin, sans que le gouvernement soit coupable; si le peuple se rend coupable, c'est que le gouvernement n'a pas en trouver le sentiment national. « Ce qui fait dire au Journal des Débais : « Toute la politique de l'opposition est dans ce raisonnement : Chaque désordre, chaque émeute, est une réclamation juste, légitime, un droit qui cherche à se faire jour dans les lois. Sausfaites ce droit et ce sentiment qui frémit de son exclusion; plus de réclamations, alors plus d'émeutes. »

Quelques orateurs ont un procédé plus simple encore pour tout imputer au pouvoir; ils voient dans les troubles l'œuvre d'une · police ténébreuse * · , ou du moins reprochent au ministère de les avoir laissés volontairement grossir. Ils demandent à grand bruit des enquêtes, non sur le crime de la révolte, mais sur celui de la répression. Pendant que l'opposition affecte, en parlant des insurgés, une impartialité ou une compassion hypocrites, elle réserve sa sévératé pour ceux qui ont en la charge de défendre l'ordre, elle accuse le commandement de précipitation cruelle, l'armée d'animosité contre la population. Quelqu'un ayant soutenu que les soldats, qui vensient de réprimer une émeute, avaient même droit à la reconnaissance que les « combattants de Juillet », parce que, dans les deux cus, on luttait pour la loi, un député de la gauche, le général Demarçay, protestait contre cette assimilation : « Les soldats, disait-il, obéissaient à la voix de leur chef; rien n'obligenit la population de Paris à se dévouer. Les soldats n'affrontment qu'une mort; les combattants de Juillet

^{*} Discours du 19 septembre 1831.

² Journal der Debuts, 1et mai 1832.

F Discours de M. Mauguiu, 19 et 20 septembre 1631, de M. Pagés, 9 avr 1 1832.
Voyez muss, dans le même seus, le National des 15, 39 mai et 16 juillet 1831.

en affrontaient deux : les balles premièrement et, en cas de défaite, les supplices. « Aussi comprend-on que, dans un du ces débats scandaleux, soulevés par l'opposition après chaque révolte, M. Dupin fat autorisé à dire : « Il n'éclate pas un désordre, on ne voit pas une émeute, qui ne trouveut dans la Chambre des excuses et des apologies. » Et il demandait « comment pouvait marcher le gouvernement, quand, dans la représentation nationale, la première impulsion était de donner tort à l'autorité et de donner raison au désordre ».

Cette tidtestable tectique n'atait pas suivie seniement per les ennemis de la monarchie; elle était aussi celle de la partie de In gauche qui se piqueit de constituer une opposition dynastique. Rous l'avont déjà vue, dans les questions étrangeres, tout en se défendant de désirer la guerre, seconder ceux qui y poussaient; de même, à l'intérieur, tout en ne voulant pas la république, elle ne sembleit avoir d'autre rôle que de couvrir les républicains, de plaider leur indocence, ou au moins leur innocuité, de détourner d'eux la responsabilitéet l'arritation, pour les rejeter toutes sur le gouvernement. Écoutez son principal orateur, M. Odilon Barrot : « On vient nous parler des troubles, des émeutes, des républicains. Est-ce que c'est là la véritable cause du malaise du pays? J'ai plus de confiance que vous dans la force de nos institutions, dans le bon seus national. Jumais je n'ai partagé vos terreurs, jamais je ne me suis essocié à cette politique de la peur '. . Il ajoutait que ce malaise venait uniquement de la politique méhante et réactionnaire de Périer, Au lendemain des émeutes, il se plaignait qu'on eut employé la violence au lieu de « borner les moyens de réprestion » à cette « force morale » , à cette « persuesion ^a » , dont fui-même avait fait un si heureux et si honorable usage, lors du procès des ministres et du sec de Saint-Germain l'Auxerrois.

I Un peu plus tard, M. Berrot s'est-il fest une idée plus juste du parti républicant? Toujours est-il qu'en avril 1822, il crut dever écrice une lettre publique pour se distinguer de ce parti. (O. Ransox, Memores, t. I, p. 213.)

^{*} Vevez la plandourie de M. Barrot pour la National, après l'émeuse du 16 juilles 18-11, ou son discours à la Chambre, dans la début par marie les dressements de Grenoule, 20 mars 1832.

Casimir Périer tensut têté à tous ces adversaires, qu'ils fussent violents ou laches, perfides ou minis. À ceux qui se laissaient entrainer hors de l'opposition constitutionnelle, il adressait cet averhaument que les purbs de gauche ont si souvent mérité en France : « Qu'il me sort permis de dire à l'opposition qu'il n'y a, dans cette voie, ni présent ni avenir pour elle; de lui dire que ce n'est pas à de telles conditions qu'on se prépare à gouverner; qu'elle ne s'aperçoit pas que, si elle avait le malbeur d'arriver on de retourner au pouvoir par ces voies de destruction, par cette route converte de raines, elle aurait brisé ellemême d'avance ses moyens d'action et de force. Elle ne gouvernerait pas, elle serait gouvernée; car elle n'aurait derrière dle que des passions pour la pousser au heu de convictions your la soutenir. Tout gonvernement lui serait impossible, parce qu'elle aurait professé l'opinion qu'il ne faut pas gouverner notre révolution, mais la suivre, et qu'une révolution que l'on suit ne s'arrête jamais que dans l'abime. « Contre beux qui osaient l'accusor d'avoir fait faire l'émeute par la police, le ministre se portait à son teur accusateur : « Messieurs, s'écriaitil, il y va, non pat de notre honneur, que nous croyons, que vous croyez sans doute placé à l'abri de ces accusations, mais il v va de l'honneur de l'accusateur lui-même... C'est nous, à notre tour, qui l'interpellous... C'est nous qui venous, à notre tour, le sommer de répondre, au nom des loss, au nom de l'honneur. »

Spectacle émouvent et parfois grandiose que celui de cet bomme, souténant is lutte à la fois sur tous les terrains. Contidéres-le, par exemple, à l'une des heures les plus tragiques de son minustère, en septembre 1831, quand la nouvelle de la prise de Varsovie a soulevé l'émeute dans Paris, mis la Chambre en feu, et que l'on peut se demander si, dans le trouble général, le gouvernement ne sera pas abandonné par une partie de ses défenseurs. La foule s'est ameutée, tumultaeuse, mena-pante, devant le ministère des affaires étrangères. Tout à coup, la porte s'ouvre, et un coupé sort. La populace, qui y reconnaît le président du conseil et la général Sébastians, se précipite et

arrête la voiture. Les ministres mettent pied à terre. Périer, pâle de colère, l'œd en feu, marche vere les plus ammés. « Que voulez-vous? — Vive la Pologne! nous voulons nos libertés. — Vous les avez, qu'en faites-vous? Vous venez ici m'insulter, me menacer, moi, le représentant de la loi qui vous protége tous! « Et comme la foule hurlait : « Les ministres! les ministres! » — « Vous demandez les ministres! » écrie Périer, les voici. Et vous, qui êtes-vous, prétendus amis de la liberté, qui menacez les hommes chargés de l'exécution des lois? » L'accent dominateur de sa voix, son regard, sa haute stature, saisissent les émeutiers, qui s'écartent et laissent les deux ministres entrer à la chancellerie.

Suivez, dans ces mêmes journées, le président du Conseil è la Chambre, où M. Manguin reprend les attaques de la rue Périer « arrive dans la salle des séauces, raconte un témoin ! couvert d'une longue rediogote grisatre, semblable au vétement historique de Napoléon, jette, d'un geste menaçant son portefeuille sur son pupitre, se croise les bras, comme pour défier ses ennemis de venir jusqu'à lui. Son air est ai imposant, que sa petite cour, qui d'ordinaire lui faisait cortége à son entrée, reste immobile sur ses places, et que M. Thiers lui-même, qu'on voyait voltiger sans cesse autour du banc des ministres, s'arrête à moitié de la route. Il y a dans son attitude, sur son visage, quelque chose de ce qui, tout a l'heure, a fait reculer l'émeute. Par moments, il se lève pour aller donner des ordres aux officiers qui viennent lui apporter des nouvelles. · Je sors aussi pour le voir, raconte le même témoin; il est nuit déjà, et je le trouve, dans l'enceinte extérieure, pressent la main de plusieurs officiers de la garde municipale et de la grosse cavalene qui l'entouraient, et leur duant d'une voix forte : - A la vie et à la mort, messieurs l'C'est notre affaire à tous. On ne nous épargnerait pas plus les uns que les « autres! » Yous jugez de la reponse. C'est un bruit de sabres et d'éperons, un cliquetis d'armes et de jurements. • Puis le

¹ M. Louve-Vuinius, Lettres ner les hommes d'État de la France.

ministre rentre dans la salle, et, pour ranimer ses troupes porlementaires comme il vient de faire des autres, il monte a la tribune. Son émotion et se colère sont telles, qu'au premier moment il a perae à parler; il reste à la tribune, l'oril étincelant, les narmes ouvertes, soofflant comme un lion qui se prépare à combattre. Enfin la parole parvient à se fraver un passage, et jaillit vibrante, brève, saccadée : phrases un peu incohérentes, où l'orateur fait entrer on ne sait trop comment le cri de : Vive le Roil et de . Vive la France! « Délibéres tranquillement, messieurs, dit-il en terminant; tant que le pouvoir nous sera confié, pous saurons le défendre et le faire respecter par les factienx. C'est peu de chose, mais rien n'est plus « imposant », dit encore notre témoin ; « l'émotion de Casimir Périer, la chaleur de son apostrophe, l'impossibilité où il est de parler d'une manière suivie, le poing qu'il lève avec fureur contre les bancs de l'opposition, le danger qu'il a coura le matin de ce même jour où il a failli périr sur la place publique, le bruit du tambour et les rumeurs qu'on entend au dehors, tout, jusqu'à l'obscurité qui regne dans la salle, contribue à faire de ce moment l'une des scènes les plus solennelles de notre histoire parlementaire ». Et quel est l'enjeu de cette terrible partie? Il ne s'agit pas d'une lutte de rhéteurs ou d'un conflit d'erobitieux se rencontrant sur quelque problème factice, comme il arrive parfois dans les assemblées politiques. Ordre ou nourchie, paix ou guerre, telle est l'alternative. La cause que Péner tient en main, c'est le salut de la France et le repos du monde.

Vanament le ministre remporte-t-il une victoire, le lendemain tout est à recommencer, et il doit de nouveau faire face aux mêmes attaques : le dégoût qu'il en éprouve ne lasse pas son courage. À la suite de la sanglante révolte de Lyon, M. Mauguin tente encore d'innocenter les révoltés pour charger le gouvernement; et trouvant sans doute, dans le cas particulier, sa cause trop mauvaise, il réveille toutes les méchantes querelles soulevées à propos des émeutes précédentes, notamment la prétendue histoire des bandes « d'assommeurs » embrigadés par la police lors des troubles du 14 juillet. Pétier

repond; sa voix est frémissante, sa levre trabit son mepris et sa colère. Pâle, épuisé, c'est à crorre, en plus d'un moment, qu'alne pourra continuer; mais sa passion et les applaudissements d'un auditoire auquel il a communiqué son indignation lui redonnent chaque fois comme un nouvel élan. Le débat dure plusieurs jours, la ministre n'a vondu laisser aucune calomnie. sons en faire justice, pais, avant de descendre de la tribune, al dit avec une fierté mélancolique : « Je persiste à défendre notre politique, la vôtre, non nos personnes. Car, il faut le dire enfin, (et apres cette triste explication, j'en éprouve plus que jamais le besom), il faut dure, permettes-le-moi une seule fois, que jamais je n'ai désiré le pouvoir, qu'entré aux affaires en homme de cœur, je n'ai d'autre ambition que d'en sortir en homme d'honneur; que je demande, que j'ai droit de demander a monpays son estime, parce que ma conscience me dit que je l'ai méritée. » — « Oui l'oui l bravo! » crie-t-on des bancs de l'assemblée et même des tribunes, où le public n'a pu contenir son émotion. M. Odilon Barrot táche de couvrir la retraite de l'opposition, en engageant la Chambre à se montrer : indulgente « pour le ministre. « Je n'accepte pas votre indulgence, je ne demande que justice . , s'écrie dédaigneusement Périer; et la Chambre lus rend cette justice, en volant à une immense majorité l'ordre du jour qu'il demandait 1.

De telles luttes étaient singulièrement doulourenses à celui qui en portait le poids. Périer avait des heures d'abattement. Toute provocation de l'ennemi, toute attaque metiant son honneur en jeu et son courage en demeure, lui faisaient aussitôt relever la tête. Seulement, au prix de quelles fatigues, de quelles souffrances, pour cet homme déjà malade avant de prendre le pouvoir! Plus d'une fois, baigné de sueur, la voix altérée, le corps défaillant, il était obligé de s'interrompre et même de quitter la séance, comme faisait, quelques années auparavant, cet autre héroique malade, M. de Serre. L'opposition sembluit prendre un plaisir cruel à antretenir chez le

²¹ decembre 18-M.

ministre une irritation qui l'usait. M. Mauguin, surtout, s'attachait à cette œuvre meurtrière. C'était lui qui, avec sa faconde présomptueuse, engageait les campagnes, interpeliant, pérorant à tonte occasion, ressassant les mêmes déclamations. Il s'était constitué l'antagoniste personnel de Périer, antagoniste indigne, mais qui n'était pas, hélás! inoffenaif. Il s'acharnait après lui avec une ténacité froide et méchante, sa main sûre le dardait de ses traits envenimés. A J'ai piqué le taureau », disait-ii. Au lieu de répondre par le mépris, le ministre bondissait sous la blessure, s'épuisait en colère impétueuse, livrant son âme, là où l'autre ne jonait que de son esprit, et se fatiguait à frapper à coups de massue sur l'ennemi mobile qui se dérobait, en souriant d'avoir torturé une si noble victime. Victime en effet! Chaque heure de ces débâts rapprochaît de la tombe l'homme dont la vie était si précieuse à la France.

CHAPITRE Y

LES LIEUTENANTS DE CASIMIR PÉRIER

(Mart 1631 - mai 1832)

I. Casante Perier soit grouper autour de lui les orsteurs les plus considerables, M. Dupin. Son importance à cette époque. Sa fidélité et sa resolution au service de Périer. Sei rancunca contre le parti révolutionnaire et sui inquiétudes personnedes Caractère de sa résistance. — II. M. Guizot. Ce qu'était atom son talent oratoire. Champion décidé de la résistance. Sa préoccupation des principes. Sa thèse sur l'exigine de la monarchie nouvelle. Son impopularité. Ce que pessaient de lui le Roi et Périer. — 211. M. Thiera. Sei variations au lendemain de 1830. Successivement collaborateur du baron Louis et de M. Latfitte. Defenseur ardeut de Capimir Périer. Son défaut d'autorité. En quoi se conception de la monarchie différent de celle de M. Guizot. Son discours en faveur de la pairie. Ses debuts oratoires. Il est très-straqué par la gauche. La capériorité de talent est du côté du ministère.

I

La lutte que Casimir Péner soutenait dans le parlement, pour l'ordre intérieur et la parx de l'Europe, étant vraiment son œuvre propre, il en avait pris l'initiative, gardé la direction; il lui avait imprimé la marque de son caractère, de son tempérament et de sa volonté. Il serait injuste cependant d'oublier ceux qui le sacondaient efficacement dans ces débats. Tels étaient d'abord les autres ministres, tous zélés, courageux, dociles, quelques-uns orateurs de mérite, mais si manifestement commandés, dominés, absorbés par leur chef, que leur personnalité en était un peu effacée. Périer rencontrait, en dehors du cabinet, ses auxiliaires les plus importants. Il avait su faire accepter son autorité, non-seulement aux simples soldats, mais, ce qui est plus rare, à ceux qui, par leur situa-

. The 9 h



tion et leur talent, pouvaient justement se croire des chefs. On sait de quelle difficulté il est, en temps de guerre, de trouver, pour le commandement supérisur, un général dont ses camarades et même ses anciens acceptent la précuinence sans envie ni indocilité. Périer était, dans les combats parlementaires, un de ces chefs d'armée incontestés. Autour de lui se groupaient tous les hommes considérables de l'opinion conservatrice, divers d'origine, de tendance et de nature, destinés après lui à se jalouser, à se diviser et à se combattre, mais consentant, pour le moment, à être ses lieutenants, se déponsant, s'exposant autent que s'ils étnient eux-mêmes au pouvoir, et ne connaissant alors entre eux d'autre rivalité que celle du dévouement au ministère et à sa politique. Au premier rung, il convient de nommer M. Dopin, M. Guizot et M. Thiers.

On peut être aujourd'hui surpris de voir M. Dupin placé à côté des deux autres; mais, en 1831, il n'avert pas encore été distancé par M. Guizot et M. Thiers, qui n'en étaient qu'à leurs débuts parlementaires. L'âge de M. Dupin, - il avait quarantesept nus, -- le renom qu'il avant acquis au barrean, le rôle qu'il avait joué dans les assemblées politiques depuis 1828, et même dès 1815, pendant les Cent-Jours, lui assuraient une sorte de supériorité et faisasent de lui l'un des personnages les plus importants de la Chambre. Périer aurait désiré l'avoir pour collègue ; lors de la formation du cabinet, il lui avait proposé, sans auccès, d'être garde des sceaux. L'offre avait été renouvelée à l'occasion de la crise ministérielle, un moment ouverte en août 1831. Tout en refusant de prendre aucun portefeuille, M. Dupin avait promis un concours auquel le président du Conseil attachait le plus grand prix. Toutes les fois que la lutte devenut un peu chaude : « Parles, parles, Dupin », disait Périer. Aussi, peu d'orateurs out pris une part plus active aux débats de cette époque. Son talent était alors en pleine maturaté ; toujours les mêmes qualités qui s'étaient manifestées déjà dans les Chambres de la Restauration : don d'improvantion

¹ Voyez le Parti libéral sous la Restauration, p. 421 à 425.

prompte et brusque, souple dans sa rudesse; verve caustique, d'une familiarité vigoureuse, procédant à coups de boutoir pour l'attaque comme pour la défense; pensée courte, superficielle, mais parfois saississante; façon de trouver un tour vif et pitto-resque pour les idées vulgaires, et de donner ainsi une sorte d'originalité à ce que sent et dit tout le monde '; saillies de franc et sain bou sens contre la sottise et la déclamation démo-cratiques.

Pendant toute la durée du miontère. M. Dopin le défendit et le servit avec une fidélité et une résolution asses pares de la part de cet esprit égoîste, ombragent et mobile, qui se montrere. bientot si rétif à toute discipline, si facilement efferouché de toute solidarité et de toute compromission. C'est que le danger se présentait alors, comme plus tard en 1848, sous la forme tapgible et matérielle qui seule touchait M. Dupin. C'est aussi que ce dermer était sous l'empire d'une inquiétude et d'un ressentiment personnels Avait-i), par quelqu'une de ses boutades, blessé au vif la vanité révolutionnaire? Toujours est-il que dès le lendemain des journées de Juillet, entre les hommes de la politique de résistance, il avait été l'un des plus maltraités dans les journaux, les caricatures et les clubs. L'ayocat « libéral » et « gallican », luer encore en pleme jouissance de la popularité facile qu'il avait gagnée en plaidant pour Béranger et le Constituționnel, en pourlendant les aristocrates ou le « parti prétre », avait été fort troublé de se voir, à son tour, tympanisé comme réactionnaire, courtisan et zaème » jésuite » jé aussi sous ce titre : Réponse eux calomnies, avait-il publié une brochure apologétique, sur moyen d'exciter encore plus l'anjmosité de ses détracteurs et de piquer au jeu leur malice. Il en était venu à se croire menacé dans sa vie et à se faire protéger par des agents de police . Le Journal des Débats déplorait de le voir ainsi « persécuté », et le Temps croyait faire » acte de

* Duryn, Mémoires, t. II, p. 20%.



¹ a J'aime tant se materel, die ut M. Thiere, qu'il m'est pay quequ'à ce plut de Dupla à qui je ne pardonne tonjours parce qu'il est naturel. a (dance-Bauve, Noes et Penséer, c. XI des Couserses du tends.)

courage », en osant le louer. Dans la soirée du 14 février 1831, après le auc de Saint-Germain l'Auxerrois, une bande avant cherché à envahir sa maison, aux cris de · « Dupin est un car-liste, un jésuite! A mort! Nous voulons sa tête! »

Si conservateur et si « résistant » que M. Dupin se montrût sous l'empire de la peur et de l'irritation , il l'était avec je ne sais quoi d'un peu court et incomplet, qui était la marque de sa nature. Pendant les journées de Juillet, par prudence plusque par scrupule, il avait été l'un des plus timides et des plus lents à s'associer an mouvement, la révolution une fois faite, il avait youlu la limiter; toutefois, loin de chercher à rattacher la royauté nouvelle à l'ancienne, il prétendant l'en distinguer et la rabaisser, sipou au niveau démocratique, du moins au niveau bourgeois. Not ne combattait avec plus d'insistance ce qu'il appelait la « quasi-restauration » et la « quasi-légitimité de l'école doctrinaire. Repoussant la souversineté populaire comme la tradițion monarchique, il avait sur l'origine de ce qu'il appelait, dans un langage peu royal, l'e établissement de 1830 . , une thèse, non de jurisconsulte, mais de procureur, nullement faite, ni dans le fond ni dans la forme, pour augmenter le prestige, la dignité et la solidité de cet « établissement ». Dans toutes les discussions contre le parti révolutionnaire, il ne parlast que la langue de l'intérét égoiste, subulterne; reprochant surtout à l'émeute de faire « fermer les boutiques » ; opposant à la propagande belliqueuse la formule peut-être seusée, mais un pen étroite, du « chacun chez soi »; souvent vulgage alors même qu'il était dans le vrai, ce qui fassait dire an duc de Broghe : « Argumenter à la Dupie par des raisons de coin de rue '. . Mais , jusque par ses défauts , cet orateur n'était-il pas : plus apte que tout autre à se faire entendre d'une partie de l'opinion victorieuse, à éveiller ses alarmes et sa colère, à la retourner contre le parti révolutionnaire, sans capendant s'élever à des régions où il n'eût pas été suivi et dant la hauteur eut même paru suspecte?

¹ Paniers inédits

и

Agé de quarante-trois ans., M. Guizot avait seulement quelques années de moins que M. Dupin. L'éclat de son enseignement à la Faculté des lettres, le rôle politique qu'il avait joué pendant la Restauration a côté de ses amis les doctrinaires, son passage au ministère de l'intérieur après 1880, tout contribuait à le mettre en voc. Cependant, entré dans la Chambre sculement en janvier 1630, il y était encore trop nouveau pour être en pleine possession de son talent oratoire. De ses années de professorat, il avait gardé, avec un ensemble de commissances qu'on eut vainement cherché chez ses rivaux pobliques, des habitudes de parole qui ne convenaient pas toutes aut débats du Parlement. Il y a loin, en effet, d'un monologue en Sorbonne, préparé à loisir, écouté avec déférence, au dialogue imprévu et violemment contredit de la tribune. M. Guzot s'en apercut, et tout en s'étudient à une transformation dont il sentant la nécessité mieux qu'il n'en avait peut-être précisé d'abord. toutes les conditions, il se tenait un peu sur la réserve, tâtait le terrain evant de s'engager, et ne famait pas emploi de tous les trésors d'éloquence qu'il possédait, mais que lui-même ne connaissait pas encore complétement. Il n'en était pas moins, des cette époque, l'un des premiers prateurs de la Chambre, laissant voir en germe ces qualités rares qui s'épanomiront bientôt, ce je ne sais quoi de sévère et de passionné, cette voix et cette action ai belles, ce don de tout généraliser et de tout Aever, cat accent qui dominait l'anditoire, non par une énergie impétueuse et emportée comme celle de Périer, mais par une assurance austère et dogmatique.

La place de M. Guizot était naturellement marquée parmi les défenseurs du ministère. Dès le lendemain de la révolution, après quelques incertitudes, il s'était posé en champion de la politique de résistance; il avait commencé le 25 septembre 1830, lors du début sur les clubs, et avait ensuite marqué davantage cette attitude à mesure qu'avec M. Laffitte apparaisseient plus manifestes les périls et les misères du laisser-aller . Il a racontá plus tard l'évolution qui s'était alors accomplie dans son esprit; il a dit comment il avait été épouvanté et illumuné nu speciacle des suites de Juillet, de « cette société attaquée de toutes parts, impuissants à se défendre, et près de se dissondre »; à la vue de ce « vaste flot d'idées insensées, de passions brutales, de velléstés perverses, de fantaisses terribles, s'élevant, grossessant de minute en minute, et menaçant de tout submerger sur un sol qu'aucune digue ne défendait plus - ; à a cette révélation soudaine des ablines sur lesquels vit le société, des fréles barrières qui l'en séparent, et des légions destruçtives qui en sorteut dés qu'ils s'entr'ouvrent »; « c'est à cette heure, ajoutait-il, que j'ai appris les conditions vitales de l'ordre social, et la nécessité de la résistance pour le salut[®]. » Dès lors il no les oubliers plus, souf en 1839, pendant le malheureux intermède de la coalition. Sous le ministère Périer, oul ge dénonçait avec un accent plus alarmé la péril social et l' « naarchie croissante * = ; nul ne prenait plus hardiment à partie la faction révolutionnaire et républicaine *, nul ne défendait plus

- -

I « La liberté, s'écrant alors M. Guiret, ant més qualquafous après les révolutions, et je ne doute pas qu'elle ne vienne après le mêtre, de même que l'orden set som quelquefois après le despetiume; mais l'orgeté de révolution, l'argeté d'issurrection est un sapris radicalement contraire à la liberté. « Il montraix la sense de crite e aparchie cromante de le société et due esprite e dans » our rettes d'idéte, de passons et d'indétes anarchiques, venues sett de la Révolution française, soit des restatives continuelles de complete, de compretions contra le gentrement elechy » (Duestire des 20 novembre, 20 décembre 1830 et 27 janvier 1831., Quelques mon supartivits, le ministère deut M. Guizet était un des membres resportants, s'était sonnéé efficaclement à une manifestation en place de Greve, qui était une réportation solument element à la mémoire des « sorquetts de la Rochelle » condomnée, en 1829, pour consparation.

⁵ La Democratic on France, par M. Guinter (1840).

Discours du 6 octobre 1831.

^{*21.} Garret definit ames un parti : « Caput mortuum de ce qui s'est passi abus nons de 1740 à 1500, nollection de toutes les ideas fausses, de toutes les matraines passes, de tout les interêts illegitumes qui se cont alhés à notre gloriente revolutionne qui l'ont corrempes quelque tamps, pour la faire échouer outes quelque temps, » (Discours du 11 note 1131.)

vigoureusement la paix contre les témérités belliqueuses 1; nul ne posait plus nettement la question entre les deux politiques, entre « la timidité qui ménage le mauvais parti et la franchise

qui le combat ouvertement * * .

Au milieu de conservateurs qui étaient alors presque tous plus on moms empiriques et hommes d'expédient, M. Guizot avait cette originalité, qu'il se préoccupait des principes. Il déclarait redouter plus encore l'anarchie des idées que celle des faits, ne croyait pas tout fiui quand on avait rétabli l'ordre matériel, estimait que « le premier devoir d'un gouvernement » étant de « résister, non-sculement au mai, mais au principe du mal, non-seulement au désordre, mais aux passions et aux idées qui enfantent le désordre ». Ne pouvant supprimer la révolution de Juillet mi répudier toutes ses conséquences, il surait voulu au moins faire entre celles-ci un départ et en conserver le moins possible. Il s'efforçait surtout de dégager la royauté nouvelle de l'origine élective que ses amus eux-mêmes semblaient disposés à lui attribuer. Dans la prétention des bourgeois qui crovaient avoir créé une dynastie et se rengorgesient en perlant du « roi de leur choix », il ne voulait voir que « l'illusion d'une badagdene vaniteuse ». Avec quelle ingénieuse persavérance ne cherchait-il pas à imaginer une théorie plus monarchique qui pôt s'adapter au compromis révolutionnaire de 1830, montrant dans Louis-Philippe non pas un roi « élu » ou - choisi - , mais - un prince, heureusement trouvé près du trône brisé, que la nécessité avait fait roi . , et qui, dès lors, hentait des droits historiques de la branche atoée 41 C'est ce qu'on a pu appeler, d'un mot que M. Gaizot se défendait du

¹ Discoure du 90 septembre 1851

⁹ Discours du 11 sont 1881.

[•] M. Guirot devait écrire plus tord : • Un peuple qui a fait une révolution nen aurmonte les périls et n'en recneille les fruits que lorsqu'il porte lai-même sur les principes, les intérêts, les peusons, les mots qui ont présidé à cette révolution, la sentence du jagement dernier, separant le bou grain de l'irrage et le fromant de la parlie destince au fen. Tant que ce jugement n'est pas rendu, c'est le chaos; et le chaos, s'il se prolongeux su som d'un peuple, on arrait la mort, v (La Démocratie en France, 1849)

⁴ Voyes notemment le discours du 21 décembre 1881.

reste d'aveir jamais employé, la théorie de la « quasi-légitimité ». Sans doute, en pure logique, cette théorie avait bien des côtés critiquables, et il était malaisé de se maintenir sur un terram si étroit et si fragile, entre les royalistes d'un côté, les révolutionnaires de l'autre. On evait donné prise oux attaques des uns et aux exigences des autres, le jour où l'onétait une fois sorti du droit héréditaire. M. Guisot gémissait de cette faiblesse : - Ce qui nous manque, disait-il, c'est un point d'arrêt, une force indépendante qui se sente appelée à dire au mouvement revolution paire. Tu iras jusque-là, et pas plus loin. » Il doutest que la « royauté nouvelle » pût « suffire à cette tache », parce » qu'elle était elle-même d'origine révolutionnaire 1 v. . Que faisons-nous depuis quinze mois? disait-il encora. Nous cherchons péniblement à retrouver les principes du gouvernement, les bases les plus simples du pouvoir. Cette révolution si légitime est si grave, qu'elle a ébranié tous les fondements de l'édifice politique et que nous avons grand'peine à le rasseoir . • Ges difficultés, douloureusement avouées, montrent, sans douts, une fois de plus, le prix dont il faut payer les révolutions; mais n'est-ce pas un spectacle intéressant que celui des efforts par lesquels M. Guisot, presque seul alors avec le duc de Broglia et qualques intelligences d'élite, tâchait ainsi d'arracher le gouvernement aux conséquences de son origine, ou tout au moins de les limiter? Ce n'est certes pas la tentative d'un esprit médiocre, et mieux vaut en louer le courage que se donner le facile plaisir d'y aignaler quelques contradictions.

Gette tentative n'eut pas tout d'abord grand succès. Les vainqueurs de Juillet étaient plus portés à voir, dans la monarchie nouvelle, un compromis avec la révolution que l'héritière par substitution de la légatimité. La théorie de M. Guisot offusquait leurs petits instincts non moins que leurs grandes passions, leur vanité hourgeoise autant que leur organil démocratique. Aussi la dénonçaient-ils comme un retour à la Bestauration;

Discours du D octobes 1582.

⁵ Discours du 21 decembre 1831.

accusation alors redoutable et qu'on cherchait à rendre plus plausible, en rappelant sans cesse les services rendus aux Bourbons par l'ami de M. Royer-Collard et de M. de Serre, le fameux voyage à Gand en 1815 et le concours donné aux munistres de Louis XVIII. M. Guizot ne semblait, d'ailleurs, rien faire pour retenir ou regagner la faveur publique. L'austérité simple de son intérieur, la dignité de sa tenue en imposaient aux plus ennemis; mais une sorte de sécheresse calviniste. plus visible à cette époque qu'elle ne le sera dans la sérénité de sa vieillesse, une roideur à laquelle il s'appliquait comme a une des conditions de la fermeté, tennient les autres à distance; cenx-ci, même quand il cherchait à les élever jusqu'à lus, no se sentaient pas pleinement à l'aise. On côt dit parfois qu'il mettait son point d'honneur à exposer avec une opinistreté dédaigneuse les idées qui étaient le moins dans le courant général, et son hautain dogmatisme irritait plus la gauche, effarouchait plus le centre que les emportements agressifs de Périer. Il était alors admis par tous que M. Guizot était impopulaire. Les conservateurs, dont nous connaissons la timidité de caractère et l'incertitude de doctrine, tout en l'admirant de braver amsi le sophisme révolutionnaire, avouaient volontiers qu'ils le trouvaient un peu absolu et compromettant. On lui en voulait de agualer trop haut et trop tôt des périls qu'on eut voulu oublier ou au moins taire, et il entendait souvent murmurer à ses oreilles, — c'est lui qui le raconte dans ses Mémoires, --les paroles de Prusias à Nicomède : « Ab | ne me brouilles pas avec la république ! »

Le Roi, qui, de lui-même et au début, n'avait pas cru possible de placer aussi haut l'origine de sa royauté, était trop intelligent pour ne pas comprendre de quel intérêt ce serait pour lui de voir prévaloir les idées de M. Guizot; et plus tard il lui dira sans cesse : « Vous avez mille fois raison, c'est au fond des esprits qu'il faut combattre le mal révolutionnaire; c'est là qu'il règne. » Mais, vere 1831, par crainte d'aliener beaucoup de ses partisans, il n'osait approuver ouvertement le grand doctrimaire; il se bornait à lui témoigner son estime et à

lui donner plus ou moins claurement à entendre qu'au fond ils étaient du même avis. Quant à Périer, s'il était par nature peuporté aux méditations philosophiques, et si, dans le combat qu'il soutenait, il ne s'inquiétait pas beaucoup des théories et des principes, il en sentait d'instinct la valeur, et était bien aise que d'autres s'en occupassent à côté de lui, au profit de sa couse, et sous son drapeau. Là même lus paraissait être l'avenir du parti conservateur. Il se considérait modestement comme un précurseur, un chef d'avant-garde chargé de déblayer le terrain : Je ne suis, disait-il à M. Guizot, qu'un homme de circonstances et de lutte, la discussion parlementaire n'est pas mon fort. Yous reviendrez un jour ici, à ma place, quand le duc de Broglie ou le duc de Mortemart ira aux affaires étrangères. 💌 Un autre jour, prévoyant l'heure où il ne pourrait continuer sa tàche : « Je ne m'en trai pas sans m'étre donné des successeurs qui comprennent et qui veuillent conserver ce que j'ai fait. » Là-dessus, il entra dans de longs détails sur quelques-uns de ses alliés, les drapant de main de maître : « Ce n'est pas avec ces hommes-là, ajouta-t-il, qu'on peut faire un gouvernement. Je sais que les doctrinaires ont de grands défauts et qu'ils n'ont pas l'art de se faire aumer du gros public; il n'y a qu'eux pourtant qui veuillent franchement ce que j'ai voulu. Je ne serai tranquille qu'avec Guizot. Nous avons gagné assez de terrain pour qu'il puisse entrer au pouvoir : ce sera ma condition !. »

M. Thiers était plus jeune que M. Guizot et M. Dupin; it n'avait que trente-quatre ans. Sa notoriété, cependant, était déjà grande. L'in tiative audacieuse que, simple journaliste, il avait prise dans les journées de Juillet, la part qu'il avait eue nu renversement des Bourbons et à l'élévation du duc d'Orléans,

² Gunor, Mémoires, t. II, p. 237, 313.

l'avaient mis fort en lumière et désigné pour jouer un rôle dans le gouvernement nouveau; le talent ne lui manquait pas, et il n'était pas d'humeur à se laisser oublier. Seulement de quel côté se rangerait-il? Rien , dans son passé, n'avait fait prevoir qu'il serait un jour, à côté de Périer, l'un des champions de la politique de résistance. Son attitude sous la Restauration 1, ses hyres, ses articles de journaux, ses amitiés semblaient plutôt le destiner à être l'allié de La Fayette, de Laffitte, de Barrot, de Carrel, de tous ceux qui voulaient pousser à gauche la monarchie de 1830. An lendemain même de la révolution . il fut d'abord difficile de voir où se fixerait cette étoile déjà brillante, man singulièrement mobile. Une seule chose apparut nettement, c'est que, de journaliste d'avant-garde, M. Thiera voulait passer homme d'État ; las de la vie d'écrivain et d'opposant dont il avait rapidement épuisé toutes les satisfactions, il avait soif de mettre la main aux affaires, de dépouiller des dossiers, de faire jouer les ressorts administratifs, de donner des ordres au lieu d'écrire des articles, d'agir au lieu de parler. Était-ce sculement ches lui une ambition que son intelligence d'ailleurs justifiait, ou cette impatience de posséder, de jouir et de commander, fréquente ches ceux qui, partis de men, sont les propres artisans de leur fortune? C'était peut-être plus encore une sorte de curiosité : curiosité toute vive, alerte, souple, active jusqu'à an être un peu brouillonne, audameuse, parfois téméraire, avec des côtés presque ingénus et enfantins, en belle humeur de tout connaître, de tout manier, de parler sur tout, s'amusant à découvrir même ce qui était connu auparavant; qualité ou défaut qui demeurera jusqu'à la vieillesse l'un des caractères dominanta de cette vie si changeante et de cette nature toujours n jeune.

Sons le premier cabinet, M. Thiers, nommé conseiller d'État, avait été détaché auprès du baron Louis pour remplir des fonctions analogues à celles d'un secrétaire général. Les circonstances lui avaient ouvert les finances; it s'y était eté. Il se fat



^{*} Sur le rôle de M. Thiers avant 1830, voyez le Par : time a' sous la Restauration, p. 201, 457, 465, etc.

jeté aussi bien et même plus volontiers dans les affaires étrangères ou militaires, prét à tout, même a commander une armée, se croyant assuré de réussir partout, parce qu'il se sentait capable de tout comprendre et de tout expliquer. Bien que, par ce début, il eut été le collaborateur interne d'un ministre ouvertement dévoué à la résistance, il faut croire que son choix personnel n'était pas encore définitivement fait entre les deux politiques, car à peine, en novembre 1830, lors de la dissolution du premier cabinet, s'était-il retiré avec le baron Louis, qu'il rentrait avec M. Laffitte, avant cette fois le titre formel de secrétaire général du ministère des finances. Sa pontion était même devenue beaucoup plus importante. Le baron Louis n'était pas un de ces ministres fainéants qui tolèrent un maire du palais; M. Thiers, qu'il traitait avec une bienveillance protectrice, n'avait eu auprès de lui qu'un rôle subalterne et contenu, profitable à son instruction, mais ne donnant pas satisfaction à son goût d'initiative M. Laffitte, au contraire, vaniteux et indolent, était prêt à lausier entière liberté à qui lui épargnerait l'ennui du travail : le jeune secrétaire général en profita pour toucher à tout avec une hardiesse, intelligente sans doute, mais singulièrement inexpérimentée. Gette vie l'emusait par sa nouveauté et son activité, ce qui ne l'empéchait pas de se plaindre déjà qu'on lui eût fait « abandonner ses études , perdre sou repos, et échangé une situation tranquille et sûre contre une situation agitée et précaire 1 . Bien que M. Thiers fût parvenu à misir une petite part du gouvernement, on ne le prenait pas encore beaucoup au sérieux. On le jugenit volontiers outrecuidant et peu sûr. Ses discours n'avaient pas grand

I hast difficile de premire an térieux et regret de « un chères études » que M. Thiere s'est plu à tempigaer jusqu'un dermier jour. Il evait, au contraire, la passion de l'action. Un jour, en 1852, causant avec M. famor, il se plagent de n'être plus rem. « Mats, intercomptt son interlocuteur, n'est-ce denc rien, apres avec étà i un des deux premiers hommes d'État, d'être encere l'un des premiers écrivaires du paye? — Étare, répondit M. Thiers, est peu de choire, quand on a été habitue à agir. Je donnérais dix hommes bistoires pour une houne semion on pour une houne campagne militaire, « Il a dit un autre jour : « Que l'homme nort en ma soit pas destine au hombaur, il est certain, du moins, que jamais la vie me lui est insupportable, lorsqu'il agit fortement, alors il s'oublie. »

succès. Dans la Chambre, on reprochait à M. Laffitte la confiance qu'il témoignait à son secrétaire général. N'a-t-on pas reconté que quand le ministre voulait faire passer un projet contesté, il croyait prudent de promettre que M. Thiers ne la défendrait pas en qualité de commissaire? Les ennemis de ce dernier répandaient même, sur sa probité administrative, des accusations absolument calomnieuses que son renom de légèreté, son défaut de tenus, et surtout son facheux entourage, firent accueillir trop facilement par une partie du public.

M. Thiers était-il définitivement engagé à la suite de M. Laffitte dans la politique de laisser-aller? Divers symptômes eussent pa alors le fuire croire. Il se montrait, disait-on, d'un patriotisme presque belliqueux, et professait la stratégie révo-Intronnaire aux vieux généraux qui fréquentaient les salons de son ministre. Il passait pour avoir regardé d'un œil indifférent, presque complaisant, le sac de l'archevéché '. D'autre part, cependant, il avait eu soin de ne pas se compromettre publiquement dans les questions de politique générale : il ne parlait que rarement à la tribune et se renfermait dans les questions spéciales de son minustère. Plus M. Laffitte se discréditait, plus son socrétaire général gardait de résorve. Au dernier jour, quand le Roi, embarrassé d'avoir à rompre, ne savait comment faire comprendre à son ministre qu'il devait se retirer. M. Thiers se charges de la commission. Enfin, il fit si bien, qu'après la constitution du ministère du 13 mays, il se trouve, grâce à une nouvelle et rapide conversion , au rang de ses plus ardents défenseurs, combattant, par la plume et la parole, aussi bien les aparchistes du dedans que les belliqueux du dehors, fort assidu auprès de Périer et ne mettant plus les pieds ches M. Lafatte. Tout est curieux dans les commencements d'un bomme qui va jouer si vite un rôle si considérable; c'est pourquoi nous avons noté ces premières évolutions que nous ne songeons pas, du reste, à juger bien sévèrement. Cette jeune ambition cherchait encore sa voie, et les tâtonnements étaient



[!] Nous avons déjà en occasion, en parlant de l'émente des 14 et 15 février 1831, de signaler l'étrange attitude de M. Thiers en cette caronnatance.

explicables. Qui donc aurait pu lui jeter la pierre, dans l'étrange confasion de ce lendemain de révolution, alors que les partisétaient si mal classés, que les hommes politiques savaient si pen ce qu'ils Voulment, et que presque tous les ministres de Casimir Périer vennient d'être les collègues de M. Laffitte? Toutefors, l'incertitude de ce début nuisant au crédit de M. Thiers auprés des conservateurs ; ceux-ci ne s'habituaient qu'uvec quelque peige à le regarder comme un des leurs Périer se servait de lui, appréciait ses ressources d'orateur ou d'écrivain, et était bien aise de pouvoir en disposer, mais sans l'admettre au même rang, ni le traiter avec les mêmes égards que M. Gnizot ou M. Dupin. S'il faut en croire un témoin pen bienveillant et suspect par plus d'un côté, le président du Conseil ne dissimulait pas son agacement quand, à la tribune, M. Thiers disait nous », en parlant du ministère. Ce témoin prétend même qu'un jour, M. Mauguin ayant appelé M. Thiers « l'organe du gouvernement ». Périer, hors de lui , se serait écrié assex haut pour être entendu : « Ca, un organe du gouvernement! M. Mauguin se moque de nous ! : Le National, énumérant, en juillet 1831, « les trois grandes renommées conservatrices derrière lesquelles se rangesient ses adversaires », nommait MM. Périer, Dupin et Guizot; il ne jugesit pas à propos de citer M. Thiers, alors mous considérable et surtout moins considéré.

Tout en se mettant, sans compter, au service de la politique de résistance, nouvelle pour lui, M. Thiers conservant quelque choss de son propre passé. On remarquait en lui une affectation à accompagner d'une certaine rhétorique révolutionnaire des conclusions pratiquement conservatrices. Il louait les conventionnels d'avoir « régénéré la France » et se vantait d'avoir été leur apologiste, au moment où il tâchest d'empêcher qu'on ne suivit leur exemple; il rachetait toute attaque contre les républicains par des invectives bien autrement àpres contre



Loive-Verman, Acous des Deux Mondes, 15 décembre 1836. — Le même ferirain a prétendu que M. Thiere recevait de Périer une somme de 2,000 fractus par mois, prise sur ées fonds secrets. Cette enemion, reproduits par d'autres, u'u pas éte, à moire exmonssence, dementre. Toutefois, ce temoignage n'a pas artes d'autonté pour que nous regardions le fait comme étable.

la Restauration et ses partisans. Il ne cherchait pas, comme M. Guisot, à rétablir les doctmes ébraulées ou détruites par la révolution. Plus attentif par nature au succes qu'aux principes. dédaignant même ceux-ce avec une sorte d'impertinence étourdie, n'en prenant, du moins, que ce qui était dans le courant vulgaire et se pouvait devenir génant, il se fût volontiers proclamé en 1831, comme il le fera plus tard en 1846, « le très» hamble serviteur des faits : . Pourquoi, du reste, eût-il travaillé à rendre à la monarchie ce que Juillet lui avait retiré? Ce qui lui importait, c'étast que toute autorité fût subordonnée à la majorité parlementaire dont il comptait bien devenir le meneur et le mandataire Tels étaient pour lui la reison d'être, le seus et le résultat de la révolution. Il repoussait vivement la théone de la souveraineté populaire, mais pour y substituer ce qu'il appelait « la souvernizieté de la majorité ». Il ne regrettait pas que la secousse de 1830 eût arraché à la monarchie tout pouvoir distinct et autérieur qui lui cût permis de traiter la majorité en inférieure on seulement en égale ; c'est pour cela, dussit-il, qu'il « fallant forcément une atteinte à la légipimité » . qu'il - fallait rempre la ligne des préjugés royaux, prendre une dynastie fondée sur un droit nouveau » et ayant tout reçu de la volonté nationale ». « Si cette royauté, ajoutait M. Thiers, est aux Toderies, comme l'ancienne, elle y est pour prouver que les Tuileries étaient à nous et que nous avons pa les lui donner; elle y est, es tout le monde peut y entrer et l'y voir ', » Conception bien différente de celle de M. Guisot! La royauté n'est plus, pour M. Thiers, cette institution permanente créée par les siècles, qui a été de tout temps le moteur principal de la vie nationale, et qui trouve prestige et puissance dans son long et glorieux passé; l'historien de la Révolution n'a guère regardé en arriere plus loin que la Constituante, pour lui, le Roi-citoyen de 1830 est un peu le successeur du Roifonctionnaire de 1791; il prend la royauté comme un expédient nécessaire à la nation, et où sa propre ambition trouve

[•] Cf. passen, dans la Monarchie de 1830, brochure publiés par M. Thiere, en movembre (Sc1.)

son compte ; il n'y vost même qu'une sorte de république : erreur analogue à celle qu'il commettra plus tard en prétendant voir dans la république une sorte de manarchie. C'est, du reste, presque à chaque pas que, dans cette première période conservatrice de M. Thiers, on trouve le germe des erreurs de doctrine ou de conduite par lesquelles il servira plus tard la cause révolutionnaire. Dans la brochure que nous avons dejà citée et qu'il publiait alors pour défendre le politique de Casimir Périer, il demandant que le gouvernement de Louis-Philippe se placht, non sans doute à l'extrême gauche, man à gauche; et il ajoutait : • Un gouvernament est dans as vrais position quand il a derrière lui le parti ennemi et un peu en avant de lui son. propre parti. « Cette formule ne semble guére à se piace dans un écrit fast au service d'un ministère qui professait et pratiquait au plus haut degré l'union conservatrice. A y bien regarder, n'est-ce pas le présage de l'œuvre néfaste que M. Thiers commencera, à parter de 1836, en dissolvant la majorité conservaince au moyen du centre gauche, courre qu'il repréndre. encore après 18711

La nature de M. Thiers était, avant tout, pleine d'imprévu; ses préjugés révolutionnaires ne l'empéchaient pas de se faire perfois l'avocat des thèses les plus contraires aux préventions, non-sculement démogratiques, mass hourgeoises. Tel il se montra dans un débat important dont nous aurons à rendre compte, sur l'organisation de la Chambre haute. A côté de M. Guisot, de M. Royer-Gollard et de M. Berryer, il fut du petit nombre de ceux qui, combattant pour l'homieur plus que pour le succès, défendirent l'hérédité de la pairie. Ce discours excita vivement la curiosité et provoqua un étonnement que M. Thiers attendant sans doute et désirant. Peut-être, après tant de hardierses dans un autre sens, lui avait-il paru opportun de faire un coup d'éclat conservateur. Quel meilleur mayen de n'être plus confondu avec les irréguliers et les démolisseurs de la presse de gauche, et de se faire enfin receveir an rang des hommes de gouvernement?

On a prétendu que ce discours célèbre, qui marquait une

évolution si considérable dans l'attitude politique de M. Thiers, en marquait une aussi dans son talent oratoire. On a raconté qu'il avait jusque-là cultivé, sans grand succès, la rhétorique révolution naire, tachant de copier les montagnards et les girondins dont il avait reconté l'histoire, essayant les grandes phrases et les grands mouvements qui convensient mai à sa petite taille et à sa petite voix : puis, à jour fixe, dans cette discussion sur la pairie, une transformation soudaine se serait accomplie, sur les conseils discrets de M. de Talleyrand; le rhéteur emphatique et violent de la veille serait devenu d'un seul coup, devant un auditoire surpris d'abord, bientôt captivé, un couseur naturel et alerte, abondant et varié, parlant comme on fait e dans un salon d'homeètes gens e, et non plus e dans un forum antique » ; il aurait créé, de toutes pieces, en une séance mémorable, ce genre nonyeau, si bien fait pour dérouter tous les classificateurs de l'art oratoire, et par lequel il arrivait à l'éloquence sans avoir men de ce qui parsissait constituer même l'orateur. L'exactitude historique ne comporte pas d'ordinaire tant de mise en soène. La vérité est qu'a ses débuts de tribune, M. Thiers avait un peu cherché sa voie. La note de ses premiers discours était violente. Mal accueille, interrompu souvent par les mormures, il comprit son erreur, et, dès la discussion de l'adresse, en août 1831, plusieurs mois avant le débût sur la pairie, il avast modifié son ton, pour prendre, avec un succès reconnu par ses adversaires les plus jaloux 1, ce que ceux-ci appelaient « le genre de la conversation sans façon * ». Le discours sur l'hérédité ne fit donc que continuer un changement déjà commence qui ne s'accomplit pas en un jour et comme par un comp de théâtre. C'est peu à peu que l'orateur arrive à la pleine possession de l'art merveilleux par lequel il devait charmer tant de générations successives, sans jamais les fatiguer ni se fatiguer lai-méme.

La National dissit, le 10 soit 1831 : « M. Therr a gagné la contestable ment, comme orateur, depair la darmiere sergion : mais el fera bien de se defaire de la mauvage habitude de traiter d'absurdes, d'insempées, de sostes toutes les apinions qui ne sont pay les aismnes, »

^{*} National do 5 octobre 1831.

L'un des actes parlementaires les plus considérables de M. Thiers à cette époque fut son rapport sur le budget de 1832. Depois la révolution de Juillet, le gouvernement n'avait vécufinancièrement que d'expédients votés au jour le jour. Le budget préparé en 1829 pour 1830 s'était trouvé naturellement bouleversé par la révolution, par les diminutions de recettes et les augmentations de dépenses qui en étaient résultées. M Laffitte avait quitté le pouvoir en mars 1831, sans avoir fuit voter le budget de l'année courante, et il lausait une aduation si embarrassée, si périlleuse, que la banqueroute paraissoit imminente". « L'état des finances est déplorable, écrivait, le 2 avril 1831, l'un des collaborateurs intunes de Casimir Périer : il y a des chances de banqueroute des le mois prochain 1, » L'énergie du baron Louis et aurtout la configuee, la sécurité, dues à la politique générale du nouveau cabinet, éloignérent ce péral; mais il n'était plus temps, pour 1831 de sortir du régime des crédits extraordinaires et des dousièmes provisoires *. Le ministère était le premier à sentir la nécessité de mettre fin à un état aussi prégulier"; aussi, des le mois d'août 1831, il soumit à la Chambre qui venant d'être élue le budget de 1832.

Les recettes ordinaires de 1836 avaient été évantées par le projet de hodget à 679,767,135 france, les déponses à 972.139,879 france. Par unite de la révoulation, les recettes nu s'éleviront qu'h 968,236,623 france, et du nontraire les déponses montérent à 997,674,109 france. De plus, sur le budget extraordinaire, à y ent un excédant de 34,097,025 france, ce qui fit un excédant total de depentes de 63,735,111 france.

² M. Dupin dat dans em Mémoires (t. 11, p. 555), que le Trésor avait à payer, de 30 au 21 mars, 65,500,000 france; en mavait que 15 milhous, en etait donc modernous des besoins de 51,500,000 france.

⁸ Lettre de M. de Remurat à M. de Barante, (Documente insidite.)

^{*} Con proportion extraordinares muos à la disposition du gauvernament, pouf afaitantion, aclavaient à \$50,658,800 france, acroir : 1° 3 millions de reuce 2 pour 200, représentant un capatal de 56 millions; 2° addition au principal de la motribution fonciere, 50,658,803 france; 4° credit en reutra jusqu'à roncurrance de 50 millions; 5° retenues sur les traitements, 6 millions. Le minutere oùt mula motre domander à l'empeuse et plus à l'impôt; la Chambre sy refusa. En 4831, l'escedant des déponses sur les roccites fut du 268,007,933 france, qui joint au défent de 1530, foreset un découvert total du 289,743,065 france.

^{**} Le missetre des finances disest, le 19 sout 1831, à la Chembre : « C'est un Missette grave, dans le gouvernement d'un projete obre, que d'admittature sons bridget. »

La commission de trente-eix membres, nommés pour examiner ce projet, chouit M. Thiers pour rapporteur. Les études furent longues et le rapport général, impatienment attendu, ne fut déposé que le 30 décembre 1831. « La tache d'une compassion des finances est toujours difficile, disait en débutant le rapporteur; elle l'était encore devantage cette apnée, car le budget que nous vous apportous est, pour ainsi dire, le premier budget de notre nouveau gouvernement. Tant d'assertiona contradistoires ont été avancées sur notre administration, sur son aysteme, sur ses dépenses, qu'il était grave d'avoir à émettre le premier avis sur ces vastes questions. » Un point surtout attirait l'attention. Pendant les quinze années de le Restauration, la thèse favorite de l'opposition avait été de crier au gaspillage, de prétendre que l'on pouvait faire des économies considérables. Le public avait pris ces belles phrases au sérioux ; aussi attendait-il que l'opposition arrivée au pouvôir réalisat le gouvernement à bon marché dont on l'avait si longtemps leurré. Mais voici que, sans même faire entrer en compte les dépenses extraordinaires d'armements, le budget ordinaire, présenté par le ministère pour 1832, atteignait le même chiffre que le dernier budget de la monarchie précédente, soit un peu plus de 950 millions : il étast sans doute en diminution sur certains chapitres, sur le clergé, les pensions, la liste civile, la garde royale; mais ces économies étaient compensées par l'intérêt des emprants contractés depuis 1830, par les retraites des efficiers ou des fonctionneres privés de leurs emplois pour cause politique, et par les allocations plus élevées accordées à certains services. La commission avait en beau chercher, elle n'avait trouvé à rogner qu'une dizaine de millions. Force lui était donc d'avouer et de faire comprendre au publiq qu'il n'était pas possible de gouverner à meilleur marché. M. Thiers entreprit hardiment cette démonstration. « Il n'est pas facile, dit-il, de rédure des sommes aussi considérables que celles dont on a parlé quelquefois; il faudrait que l'administration fut bien delapidatrice, bien coupable, pour your laisser des ginquantaines de milhons à retrancher sur un

hudget. . Et pourtant, ajoutait-il, . la commission n'a ries épargné de ce qui lui a paru un abas; elle ne s'est arrêtée que lorsqu'elle avait la conviction qu'en allant au delà elle désorganiserait. . Qu'on lise sérieusement la longue énumération des dépenses de l'État, et on jugera si les retranchements sont ansi faciles que certaines personnes semblent le penser. « Il répondait ensuite à ceux qui prétendaient qu'il « fallait changer. de système». « Nulle part, disait-il, nous n'avons trouvé ce système nouveau et puissant qui, substitué au système dans legael on s'obstine, dit-on, à vivre, devrait vous procurer des économies immenses. Aujourd'hui, après tant de bouleversements, après Napoléon, après quinze ans de gouvernement représentatif, c'est méconnaître les efforts de tant de générations, que de dire encore que le système est à changer; non, messionre, il est à perfectionner, à perfectionner lentement, et c'est pourquoi des hommes consciencieux, après des mois de travail, ne trouvent que dix millions d'économie à vous présenter. » L'ancien opposant voulent devenir homme de gouvernement et il en tennit le languge. Une telle démonstration était déplaisante à la Chambre et qu public; mais nul mieux que M. Thiers, avec son bon sens lucide, n'était capable de la faire accepter. La majorité fut bien obligée de reconnaître que le rapporteur avait ruson, malgré le grapillage souvent mesquin auquel elle se livra sur tous les gros traitements, elle ne put retrancher que quelques centaines de mille francs dans les chiffres de la commission, et les dépenses du budget ordinaire demeurérent fixées à 962 millions. On croyagt alors que c'était un gros budget.

A mesura que M. Thiers se compromettait davantage avec les conservateurs; qu'il prenast, au milieu d'eux, par son talent et son zèle, une place plus importante et plus assurée, il était moins ménagé par ses anciens anns de la gauche. Ceux-ci le regardaient comme un transfage, à la défection duque ils se croyaient le droit d'attribuer les plus bas motifs. Moins impopulaire que M. Guisot, il était moins respecté et plus maltraité. Son ancien journal lui-même, le Netional, par la plume de

Carrel, commençait à parler, avec une amertume contenue mus sévere, de « ceux qui avaient écrit l'histoire de la Révolution et qui s'en repentaient 1 ». D'autres attaquaient M. Thiers, non-seulement dans ses opinions, mais dans son caractère, dans ses mœurs, dans su probité. La Société Aide-toi, le ciel t'aidera, composée de tous ceux qui avaient fast campagne avec le rédacteur du National, à la fin de la Restauration, publiait contre le député conservateur un grossier et haineux pamphlet*. M. Thiera retournait-il à Aix et à Marseille? son pays natal lui donnart un charivari : les habitants se réunissaient a sa porte, les uns soufflant dans des cornets à bouquin, les autres frappant des chaudrons et des casseroles avec des pelles et des pincettes, ou compant à tour de bras, avec des maillets monstrueux, sur des tonneaux vides; avec cela, un orage de sifflets, de harlements, d'invectives, où les journaux de gauche, fort empressés à faire connaître cette manifestation de la « justice populaire » , avaient recueilli ces injures: « A bas le patriote apostat! A bas le trattre à son pays, le trattre à la Pologne, le trattre à l'Italie ! A bas le trafiquant d'emplois, le protégé perfide du bonquier de la grande semaine! A bas! A bas! . M. Viennet, compatissant, adressait à M. Thiers, sur les Charivaris, une épitre qui débutait omei:

> L'émeute a doue sur tot porté sa griffe impore; Et des charivaris la glorieuse mare Vient enfin, brave Thiera, d'accueiller ton retour Dans la noble cité qui te donne le jour.

Que le baume de cette poésie suffit à guérir toutes les blessures du jeune député, on ne pourrait l'affirmer, mais il était

• Où mène l'esprit qui n'est que l'esprit? • dissiténcere le National à propos de M. Thiere, et il ajoutait : « Ce n'est pas sans douleur que nous le voyons s'égacer au service d'une politique botte, potite, misérable, à laquelle les inspirations du occur, tonjours et skeur, si fécondes, m'ont point de part, »

^{*} Voits quelques extraits de ca factum, publié en 1831 » Justice sévère, houte même à l'homme doné d'entant de talent que d'énergie, qui, grandi d'abord à l'ombre de la bannière que la France vient de récouquerir au prix de son sang, la remis entaite avec scandale, fourant aux oppresseurs de la liberté l'appui d'un talent qu'il prétait naguère à la liberté même !... Orateur loquace et superfictiel, doné d'une facilité deplerable, M. Thiers occupe la tribune des lieurs.

trop intelligent pour ne pas comprendre que tout ce qu'il perdait en faveur révolutionnaire, il le gagnait en crédit auprès des conservateurs et du Roi; or, pour le moment, c'est de ce côté qu'il visait.

Thiers, Guizot, Dupan, quelle réunion de forces et de talents autour de Casmir Périer! Ne nous inquiétons pas de leurs divergences, si profondes qu'elles soient, elles disparaissent et sont comme emportées dans le puissant courant que détermine et dirige la volonté vraiment mattresse du président du conseil. Cette variété même ne sert qu'à étendre le cercle où sont recrutés les adhérents de la politique ministérielle; M. Guizot, à l'aile droite, rassure les monorchistes constitutionnels; M. Thiers, à l'aile gauche, rallie tout ce qui peut être railié des anciens ennemis de la Restauration; M. Dupin, au centre, affermit les timides, enlève les indécis, contient les indépendants. L'administration fait imprimer et distribuer leurs discours en même temps que ceux de Périer. Jamais ministère n'a eu, nous ne dirons pas de tels protecteurs, le mot ne conviendrait pas, mais de tels alliés, ou pourrait presque dire de tels serviteurs. L'oppoation parlementaire ne présente alors rien de comparable. La Fayette, chaque jour plus vieilli, est un nom plutôt qu'un orateur; M. Odilon Barrot ne fait qu'essayer sa solemnité oratoire ; Garnier-Pagès l'ainé, entré à la Chambre dans les premiers mois de 1832, n'a pas encore donné la mesure de sa froide et àpre éloquence : Mauguin, le plus en vue, commence à s'user et à ne plus faire illusion à personne par sa superficielle faconde. Aussi M. Thiers peut-il écrire à cette époque : « On a remarqué que la plus grande masse des talents a couru du côté du pouwir. •

entières, et fatigue, assourdet, éblouit ses auditeurs. Il a la conscience d'un charlateu et la volubilité d'une femme en colère. Il embrouille et moie les questions les plus temples dans la fluidite confine de son langua, tourne, déplace, estamoia les difficultés, s'embourbe dans le gachis de ses cophismes, et finit par rue to promier de la credulité de cons qui l'entourent.



生.

CHAPITRE VI

LES PAIBLESSES DE LA POLITIQUE DE CASIMIR PÉRIER

I. Perser est obligé de combattre avec des armes émoussées et faussées. On rappelle aux médittres leur passé. Eint des esprits dans le parti conservateur. Le sentiment monarchique y fait defaut. Question de la liste civile. Pamphlets de M. de Cormenia. Debat de la Chambre. — II. Concessions que l'errer que croît obligé de faire au troubie des caprits. Question de la patrie. Discours de Boyer-Collard Suppression de l'hérédité. — III. Politique religieuse. Aménoration produite par l'avénement de Périer. Dispositions du clergé. Attitude du Pape. Sentiments personnels de Périer. Le gouvernement n'ose rouvrir Saint-Germain l'Auxerrois et rebitir l'archevèché. Dispersion des Trappistes de la Mei leraye. Interdiction des processions, Obseques de l'evêque Grégoire. Affaire de l'abbé Guillon. Versitions des manneipalites Le christianeme hanni de toutes les solemités efficielles. Le religion maintenué dans l'anseignement public, Le budget des cultes à la Chambre. Lengage élevé de M. Guisot.

I

Nous avons pleinement admiré Casimir Périer, nous avons porté très-haut l'homme et son œuvre. Loin de nous la pensée de revenir sur ce jugement. Mais, si énergique que fût la résistance opposée par Périer au désordre, elle avait ses faiblesses; si lumineuse que fût la figure du ministre, elle avait ses ombres. Force nous est de montrer les unes et les autres. L'histoire doit tout dire; elle n'a le droit de rien voiler par complaisance ou par respect. Nous pourrons ainsi, au premier abord, surprendre et peiner ceux qui, avec nous, ont admiré Périer; après réflexion, ils comprendront que oet homme est de ceux qui peuvent supporter sans dommage la pleine vérité. Ils se rendront compte que les défaillances secondaires ont laissé subsister les parties principales, décisives et vraintent méritoires



UNICO CONTRA

de l'œuvre de résistance; ils verront surtout que ces défaillances ont été moins encors la faute de l'homme que le malheur d'une époque troublée. Presque tout ce que Périer a fait de bon vient de lui-même; ses erreurs et ses échecs viennent, pour une notable part, des passions ou des préjugés alors régnant. Aissi apparaît toujours ce mal révolutionnaire dont le ministre subiscept lui-même l'influence, au moment où il le combattait si courageusement.

Déjà nous avons en, plus d'une fois, l'accasion de constater les conditions défavorables dans lesquelles Périer devait soutenir la lutte ; on a vu comment, par l'effet de la révolution, les armes dont il se servait étaient émoussées, faussées, comme braulantes, et trahissment parfois la vigueur de son effort; on n vu l'inconsistance de la majoraté parlementaire, les acquittements scandeleux du jury, les défouliances de certains préfets on de certains généraux, la défection des gardes nationales passant à l'émeute au lieu de la réprimer, et même parfois, au début, l'hésitation de l'armée . Les ministres et coux qui, à leur côté, s'étaient le plus courageusement engagés dans la résistance n'échappaient pas entièrement à cette faiblesse générale et originelle : alors même que leur épergre demeurait entière. leur autorité morale se trouvait atteinte. Ils n'avaient pas trempé naguere dans la révolution, à quelque degré que ce fût, sans être un peu embarrassés pour la combattre. Quand ils voulaient parler ou agir contre le parti anarchique, celui-ci leur objectait qu'ils avaient fait eux-mêmes, à leur jour, ce qu'ils lui reprochaient maintenant. A. M. Barthe, devenu garde des scenux, on roppelait qu'il avait été membre actif des sociétés socrètes, fauteur des conspirations, et La Fayetté le nommait malicieusement. à la tribune, a son vieux complice * a , à M. Thiers, qu'il avait

¹ ▲ Tarascon, le 23 mai 1451, la troupe avait refusé de marcher cuatre les émentiers.

Dens le procès d'avril, quelques années plus tard, l'un des accasés interpella. M. Barthe, pour lus rappeler qu'ensemble ils avaient juré baire à la royante sur le même prograd. M. Barthe etset, du reste, bien revent de ses catramements révolutionnaires. Le coi Louis-Philippe disait de lus, un jour, à VI Gumot. Bien peu d'avoi ets comprendent les conditions du gouvernement ; Barthe y cat autre. Ce n'est pas qui transfuçe, c'est un couvert, it e ve la busoires ».

inauguré contre l'ancienne reyauté, dans le National de 1830, la tactique reprise maintenant contre la nouvelle; à M. Guizot, qu'il avait été le collègue et l'allié des républicains dans la société Aide-toi, le ciel s'aidere. Il n'était pas jusqu'à Casimir Périer qu'on ne se plut à mettre en contradiction avec son passé. A l'heure de ses plus tragiques combats, en septembre 1831, après la chute de Varsovie, les opposants de la Chambre, auxquels il reprochait avec une énergie si haute de s'appuyer sur l'émeute du dehors, se croyaient autorisés à répondre que lui-même leur avait donné, quelques aunées auparavant, l'exemple de prendre la révolte sous sa protection et de s'en servir pour peser sur le Parlement. Il leur suffisant de remonter aux désordres qui avaient accompagné, en 1820, la discussion de la loi électorale, et de rappeler les véhémentes harangues où Périer, chef d'attaque, avait fait un crime au gouvernement d'alors de la plus légitime répression, protesté con.re « les excès des soldats conduits par des hommes coupables » , et parlé avec menace du « danger de développer tous les jours l'appareil militaire, au milieu d'une population ou chacun pouvait se rappeler qu'il avant été soldat . En 1820, ainsi qu'en 1831, c'était un grand ministre qui avait tenu tête, par sa scule parole, par son scul courage, à la coalition de la rue et de la tribune; et, pour compléter la ressemblance, ches M. de Serre, comme, plus tard, chez Casamir Périer, une santé détruite, la force physique toujours sur le point de manquer à une âme vaillante, et l'opposition, devenue par là vraiment meurtrière, pouvant mesurer, sur le front de son illustre victime, l'avance que de telles scenes faisaient prendre à une mort, hélas! trop proche.

Les ministres ou leurs alliés reprochaient-ils à l'opposition qui se prétendait dynastique de faire campagne avec la faction républicaine, c'était encore en rappelant leur conduite sous la Restauration que leur répondait Carrel. « Qui les soutenait alors? disait-il, qui les applaudissait au dehors? Qu'entendmentits, dans ce temps-la, par ce parti libéral à qui ils demandaient la popularité?... Ne savaient-ils pas que, sur les mêmes bancs

où ils s'asseyaient, il y avait des ennemis déclarés des Bourbons; bonapartistes, partisans d'un 1688 français, ou républicains?... C'est alors que nos hypocrites de légalité, nos hommes gouvernementaux d'aujourd'hui eussent du proclamer hautement ce qu'ils pensaient et des bonapartistes, et des républicains, et des admirateurs de la Convention, et des théoriciens plus aventureux encore qui prétendaient que Babenf et ses amis avaient périipnocemment... Non, on ne repoussait pas l'alliance de toutes ces sectes politiques. Alors on n'exécrait aucune nuance des opinions révolutionnaires, on ne répudiait aucune alhance, », Du côté du pouvoir, flétrissait-on, avec un juste mépris, la a presse de la rue : , le National répliqueit : « Et qu'étes vous, yous-mêmes? D'où venez-vous? Est-ce que votre royauté n'est pas la royauté de la rue?... Royauté de la rue, ministres de la rue, députés de la rue, sans cette investiture de la rue, qui vous releva de vos serments envers trois générations de Bourbons, vous ne series que des traitres qui auriez déserté la monarchie légitime, au jour où elle vous appelait à la défendre contre la rue . . Sane doute, l'opposition ne se justifiait pas ainsi, mais elle embarrasmit les ministres et leurs amis; elle leur faisait, dans les discussions, une situation fansse qui n'était. de nature ni à augmenter la force morale du gouvernement, ni à reiever les mœurs publiques, ni à redresser l'opinion.

Cette opinion était singulièrement dévoyée. Elle aussi se ressentait de la révolution. Le mal apparaissait non-seulement dans les régions acquises à l'opposition, mais aussi dans celles on le gouvernement cherchait un appar. La masse conservatnce d'alors, malheurensement appauvrie par l'hostilité des éléments légitimistes, avant conservé des événements de Jullet

Jusqu'à la fiu, l'opposition, avec la clauroyance de la haine, se servira de cette origine pour mbaisser la monarchie. La veille de la crese de février 1848, M. Maugin dissis encore à la tribune : a Pourquei pronueur de grande mote sentre les revolutions? Mais notre gouvernement, nos Chembres, nes ministres, le conroune elle-même, est-ce que tout cela n'est pas révolutionnaire? Est-ce que vous trouves quelque chose de plus révolutionnaire que de pronueur la déchéance d'un rot, de déclarer la vecance d'un trône, de décarair tité écuronne? Vous êtes un gouvernement pérolomomiques e

bien des préjugés, des exigences et des passions. Périer y dénonçait un «sentiment de jalousie sociale », un « esprit de vertige », tels que, si l'on y cédait, on « n'aurait bientôt ni armée ni administration, et, il faut le dure, plus de pays ». Ajoutez ce malaise que M. de Rémuset dépeignait ainsi à M. Gnizot, le 29 juin 1831 : « L'état général des esprits me préoccupe... C'est un mélange d'irritation et de découragement, de crainte et de besoin de mouvement; c'est une meladie d'imagination qui me peut mi se motiver mi se traduire, mais qui me paralt grave. Les esprits me semblent tout à fait à l'état révolutionnaire, en ce sens qu'ils aspirent à un changement, à une crise, qu'ils l'attendent, l'appellent, sans qu'aucan puisse dire pourquoi. »

Ce qui manquait le plus aux conservateurs de ce temps. c'était le sentiment monarchique. Le malhour du régime de 1830, on l'a dit, était que les vrais royalistes n'y criasent pas : Vive le Roi ! Parze les partisans de se régime, plusieurs enssent été surpris, peut-être même blessés, si on les avait traités de royalistes. Carrel a esquissé plaisamment d'après nature le bourgeois de ce temps. « Avez-vous quelquefois interrogé, ditil, un de ces gens paisibles, excellents estoyens on fond, mais peu prévoyants, et qui s'étaient laissé enrégimentes dans le juste milieu, sous M. Périer?... Demandez à cet homme o'il est. royaliste, il vous répondra qu'il est abonné depuis quinze ans au Constitutionnel, et que sans doute vous veus moquez. - Républicain? Pas davantage; mais il veut les conséquences de la révolution de Juillet - Propagandiste? Il a horreur du mot, depuis qu'il a lu le discours de M. Périer ; mais il tiendrait beaucoup cependant à ce que la France fût encore la grande nation, car il a dans sa bibliothèque, à côté d'un beau Voltage. une superbe édition des Victoires et conquêtes, de M. Panekoucke, et il a été révolté de l'abandon de la Pologne, Notre homme n'est zien de ce qui fait un royaliste; il est, au contraire, implacable ennemi des chouses, des prêtres, des émigrés et de la Sainte-Alliance; il a toute l'étofie d'un républicain. sculement il ne le sait pas, il a peur du mot et pas de la chose.

Il prendrat son parti de la république, si elle pouvait venir sans trouble; mais, en attendant, il est pour l'ordre public, ou mieux encore pour la tranquillité. » Qui pourrait nier la part de vérité contenue dans cette satire? Le haut esprit du duc de Broglie notait alora, avec degoût et tristesse, chez ceux qui l'entouraient, « cet appétit pervers, naturel aux époques de révolution, de tout abaisser, la royauté surtout . . . Si l'on est obligé, ajoutait-il, de laisser subsister cette royauté», on cherche du moins à « la compromettre de plus en plus dans les idées et les intérêts révolutionnaires ' ». La vanité des petites gens se plaisait à metire sans cesse cette monarchie en face de son origine; ils avaient la bouche pleine, quand ils parlaient du rei qu'ils avaient fait * », et se croyaient au moins ses égaux; lors des illuminations du 28 juillet 1831, un Parisien evait mis à sa fenêtre son propre portrait et celui du Roi, avec ca distique écrit sur un transparent :

> Il n'est point de distance entre Philippe et mei ; Il set roi-citoyen, je mie citoyen-roi.

Il n'était pas jusqu'aux mœure simples du prince dont on n'abusât pour le traiter avec un sans gêne irrespectueux. M. Doudan l'a dit . « L'homme est un animal insolent qui n'aime l'extrême simplicité que pour lui grimper sur les épaules »; et ce fin observateur en concluait plaisamment que, « s'il était par accident chef des peuples, il vivrait au milieu de la foudre et des éclairs, surtout, ajoutait-il, dans les temps où les idées d'égalité absolue auraient miné le monde " « . La vue des outrages dont la royauté était alors accablée par ses adversaires ne rappelait pas ses partisans à plus de respect. A voir même ces étranges conservateurs faire aux caricatures de Phi-

¹ Sonveners du feu duc de Broglie.

^{**} Das hourgrois de province cagendrer un roi de France! Cela, en effet, valait le princ d'être crié sur ses toits, et ne se voit pas tous les jours; mussi n'entendis-je longuemps reseault à mes orcilles, à la Chambre et dans les coulours, que ces mots ronkants et superbre : Le Rei que nous avont fait! Out, le Roi que nous avont fait! Comme ils en remplissaient leur houche! » (Conments, Liure des orateurs, Appendice, t. 11, p. 27%.)

^{*} Lettres de Dondan, t. 11, p. 178 179.

lipon et de ses collaborateurs un auccès de curiosité, n'eût-on pas dit que le ridicule et la boue jetés sur le Roi flattaient en eux je ne sais quel arrière-fond d'envie '?

C'est que, chez la plupart de ceux qui soutennient la monarchie nouvelle, le cœur n'était pas assez intéressé. On eût vainement cherché en eux ce mélange de tendresse et de foi, qui marqueit autrefois les repports du sujet et du Roi, et qui avait, dans une certains mesure, repara sous la Restauration 2. Bienan contraire, ils se vantaient d'avoir répudié cette sontimentalité et cette religiosité monarchiques. « Nous ne sommes pas des Vendéens », disait l'un d'eux à Louis-Philippe. Beaucoup n'étaient même pas des whigs. S'ils s'attachaient à la royanté, ce n'était ni par affection ni par principe; ce n'était guère que par intérêt. Cette royauté leur parausait être, comme on l'a dit, « un paratonnerre pour protéger les boutiques ». Ba force était surtout de pouvoir répéter à la bourgeoisse ce que l'astrologue de Louis XI disait à ce prince, pour se mettre en garde contre ses fantaisses mourtrières : « Je mourrai juste trois jours avant Votre Majesté. » Est-il vras, comme l'ont sontenu des esprits qui se piquaient d'être désabusés et positifs, que l'intérêt est pour la monarchie un fondement meilleur que le sentiment? Sans doute, l'intérêt peut, à un moment donné, assurer des concours nombreux; mais sont-es les plus surs et les plus dévoués? Une telle fidélité a besoin d'être stimulée et entretenue par un donger en quelque sorte tangsble; avec la sécurité, vient l'andifférence, et une indifférence accessible à tous les caprices, à toutes les excitations mulveillantes. Cet intérêt manque même de clair vo yance, il se trompe facilement sur la réalité du danger. et souvent il ne commence à s'en émouvoir que quand le temps est passé de l'écarter. Asnoi fera-t-il en 1848, G'est en ce sens que, dès 1832, un fin observateur disnit à Henri-

^{*}Un observateur svief, medame Emile de Girardio, dira, quelques aunées plus tard : « Nons sommes maintenant un people d'envieux qui vosions rese de aces maîtres, » (Lettres parsisonnée d'u vicamée de Leuray, t., 111, p. 73.)

^{*} M. de Vigny écrivait dans son journal, se 21 noût 1830, quelques journ après la révolution : « En politique, je mui plus de cœur. Je ne suis pas fâché qu'en ma l'ait èté : il génaît mu tête, éta tête seule jugars dorénavant et avec sévérité. Hélan! «

Heina: « Le parti du Roi est très-nombreux, mais il n'est pasfort. »

Presque à chaque pus, apparausait alors ce défaut de véritable royalisme : on eut dit que, parmi les partisans de la monarchie nouvelle, beaucoup voulaient loi faire payer leur appui en la contrariant, et, pour nous servir d'une expression. appropriée à la vulgarité d'une telle conduite, en lus faisant la vie dure. Cette tendance se manifesta surtout à propos de la fixation de la liste civile. Il cut importé à la dignité de la monarchie nouvelle qu'une telle question fût résolue largement et promptement, sans marchandage et presque sans débat. Quand, sous la Restauration, la liste civile de Louis XVIII avait été fixée à 34 millions, celle de Charles X à 32 millions. il n'y avait pas eu une objection. Si les choses ne se passèrent pas de même après 1830, la foute en fut au moias autant à la timidité ou aux idées fausses des partisans de la mongrchie qu'aux monœuvres de ses adversaires. Les conservateurs s'étaient nourris de phrases sur le « gouvernement à bonmarché ». Une royauté bourgeoise qui régnerait au rabais et qui serait mise en garde contre l'orgueil par de salutaires humihations, tel était leur idéal. N'était-on pas d'ailleurs parvenn, 🛦 force de calomnies ouvertes ou de perfides insinuations, 🛦 leur persuader qu'il falisit se méher de l'avarice de Louis-Philippe? Ce bătisseur înfatigable qui devait laisser apres lui une liste civile obérée, on le présentant comme étant possédé d'une parcimonie et d'une avidité mesquines, vices les plus propres, après la làcheté, à discréditer un prince en France; et plus d'un badaud avait fini par croire que le Roi ne songerait qu'à économiser et à thésauriser les millions de sa dotation. Certaine manière d'être de Louis-Philippe aidait sur ce point la méchanceté de ses ennemis. Par amour de l'ordre, par souci surtout de l'avenir de ses enfants qu'il craignait de voir, un jour, « saus pain » 1, il avait, en ces questions de fortune, une

C'est à M. Guizet que la Roi dimit, un jour, et lei prétant tout à comp les moins avec effusion « Je vous des, mon cher metatre, que mes enfants n'aurent pus de pars. »

préoccupation soigneuse, qui était plus d'un propriétaire prudent et d'un bon père de famille que d'un prince. Peut-être lui ent-il été profitable d'avoir quelques détauts de plus, un peu de l'insouciance, de l'imprévoyance en fait d'argent, qui, à tort ou à raison, paraissent en France la marque du gentilhomme. Tout en dépensant beaucoup et utilement, il n'avait pas, dans la forme, cette magnificance qu'un aventurier cût peut-être feinte avec plus d'adresse, et grâce à laquelle quetques louis jetés avec déservolture font plus d'effet sur la fouje que des millions dépensés avec une régularité bourgeoise. Néanmoins, men dans tout cela ne pouvait justifier ou même seulement excuser cette imputation d'avarice qui ne fix pas la machine de guerre la moras efficace contre la monarchie nonvelle. Des impustices nombreuses auxquelles Louis-Philippe était exposé, nulle ne les fut plus sensible, plus douloureuse, et la première fois que, dans son intimité, il prononça le mot d'abdication, ce fut après une attaque de ce genre.

En décembre 1830, M. Lafatte avait déposé un proje, fixant h liste civile à 18 millions : mais, surpris et effrayé de l'opposition qui s'éleva, il ne pressa pas la discussion, et, dans la commission, se hata d'abandonner le chiffre qu'il avait proposé. Périer, lui-même, sentit l'opisson si excitée, qu'il montre une timidité à lequelle il n'avait habitué ni ces emis ni ces adversaires. Ce fut sculement le 4 octobre 1831 qu'il se décida à présenter un nouveau projet : encore y laissa-t-il en blanc le chiffre de la dotation, voulant, dissit-il, per un sentiment de haute convenance et par déférence pour une auguste volonté, remettre à la Chambre le soin de la fixer elle-même. Cette réserve, bien loin de désarmer les oppositions, les readit on contraire plus audacieuses. On se livra, dans la presse, à toutes sortes de calculs perfides, de lamentations hypocrites. d'insignations caloramentes : sous prétexte de liste civile, ce fut le Roi, dans sa vie privée, avec ses goûts supposés, qu'on mit sur la sellette et qu'on travestit outrageusement. Dès ce moment, un homme se fit une spécialité de cette diffamation incueuse : c'était M. de Cormonin. Ancien membre du conseil

d'État sons l'Empire et sous la Restauration, connu comme juriste administratif, dynastique zélé sous ces deux régimes, gratifié par favour du titre de vicomte, rien dans son passé pe l'avest préparé au rôle qu'il allait jouer. Il était député et s'appliquait, depuis Juillet, à voter avec le parti le plus avancé, mose sans tenir grande place dans la Chambre. A la tribune, le regard effrayé et la parole héastante, il faissit priouse figure. Est-ce pour cela qu'il préféra s'embusquer dans de petits pamphlets qu'il poquait écrire sans avoir ses contradicteurs en face? Son titre de député ne lui était pas cependant inutile, puraqu'il lui assurait une inviolabilité fort avantageuse en ce rôle de calosoniateur : ce qui ne l'empéchart pas de dire au « peuple » que, per amour pour lui, il! s'exposait « aux sépulcres vivante de Pélagie » Toes lettres sur la hata cavile, publiées en décembre 1831, eurent un grand retentimement. La valeur en était cependant médiocre; langue pémble, sons naturel, guindée et limée, tout en étant singulierement incorrecte 1; phruots courtes, suns être toujours rapides, trarte laborieux, reilleries plue dénigrantes que malicieuses, rire plus pervent que gar, émotion de rheteur à froid; voila ce qu'on prétendent égaler au style pur, délicat, parfois exquis, à l'esprit vef, bien qu'un peu sec, de Paul-Louis Courier. N'osat-on même pas prononcer, avec sérieux, le nom de Pascal? A défaut de mérite littéraire, con pamphlets avaient une efficacité malfaisante. Leur dialectique vulgaire et sophistique imposait. unx badands. Des chiffres perfidement disposés donnaient à la critique une apparence de précision. L'auteur par son instinct propre devinait ce qui pouvait le mieux fiatter les petits sentiments, exciter les envies mesquines et les baines souffreteuses. Ainsi mettait-il en regard la paille nécessaire à la litière des écuries royales, et celle qui manquait au lit de tant de peuvres families, ou calculait-il combien, à quince sous par jour, on

^{*} A. Karr s'est am rie, dans ses Guéper, à relever la phrase suivante de M de Cermeum : « Le budget est un liure qui pétrat les lermes et les sueurs du people pour en tirer de l'or. . un finre que chamarre d'or et de soie les manteaux des moustres qui nouvret leurs coursiers leugants, et tapasse de coussies modleux leurs hostologie. »

nournrait de paysans avec les milions de la liste civile. Au profit de qui l'ancien auditeur du premier Empire, le récent moitre des requêtes de la Restauration, le futur conseiller d'État de Napoléon III, faisait-il alors cette vilaine campagne? On serait embarrassé de répondre. Peut-être obéissait-il aurtout a des resseptiments médiocres et à un naturel besoin de dénigrement. Four le moment, il se disait républicain, et les républicains l'acceptaient comme un des leurs, en attendant qu'en 1848, ils reçussent de ses mains le suffrage universel, et lui confiassent, comme au plus compétent, la préparation de leur-constitution.

Ces polemiques n'avaient que trop d'effet sur une opinion mal disposée Esfin la discussion s'ouvrit à la Chambre, en janvier 1832. Elle ne dura pas moins de huit jours, apre, violente, mesquine; on cut dit a un marchandage avec un entrepreneur avide et rusé dont les demandes sont suspectes et dont on s'applique à réduire les bénéfices 1 ». Une partie des conservateurs, au lieu de décourager et d'étouffer un débat mortel au prestige même de la royauté, suivait à demi l'opposition, on du moins paraissait l'entendre sans déplaisir. Casimir Périer voyait bien la faute d'une telle conduite ; il conjurait ses amis de se rappeler que « ce n'était plus une question financière », mais « une question politique », et comme il le disait justement, une « question de royauté » Neanmoine il sentait avoir affaire à des affections ai froides et à des préjugés si vifs, que lui-meme était craintif, embarrassé, « comme s'il eût demandé plus qu'il n'avait droit on chance d'obtenir ». Des incidents bruyants et passionnés marquèrent ce triste et long débat. Un jour, M. de Montalivet était amené, au cours de son argumentation, à parler du Ros et de ses « sujets ». Aussitôt éclate un effroyable tumulte sur les bancs de l'opposition : « Il n'y a plus de sujets depuis la révolution de Juillet : crie-t-on. — Les hommes qui font des rois ne sont pas des sujets! A l'ordre, l'Excellencel » On ne permet pas au ministre de s'expliquer : c'est une rétractation

^{*} Guisot, Alemouret, t. 11, p. 224

qu'on exige; le trouble est tel, qu'il faut lever la séance. Varnement expose-t-on à ces « citoyens » que les Anglais ne sont
pas moins libres, pour se dire les « sujets » du Roi, vainement
leur rappelle-t-on qu'eux-mêmes, depuis 1830, s'étaient déjà
servis plusieurs fois de cette expression; ils ne veulent men
entendre, et M. Odilon Barrot rédige gravement une protestation que signent cent soixante-sept députés, tous fiers de cette
résistance héroïque au despotisme royal. Quand vint le moment
de voter sur les articles de la loi, il ne fut plus même question
des 18 millions, d'abord proposés par M. Laffitte et provisorrement alloués au Roi depuis la révolution. Le chiffre de 14 millions, appuyé par les ministres, fut repoussé comme trop élevé;
il fallut se rabattre à 12 millions.

 $\times M$

Tel était le trouble des esprits, que Périer jugeait parfois impossible d'y résister, ou même semblait en être personnellement atteint. On pourrait noter plus d'un symptôme de cette faiblesse. Par exemple, à un moment où la population échauffée n'avant certes pas besoin d'être encouragée à la révolte, le gouvernement s'honorait de « célébrer la mémoire du 14 juillet 1789 », premiere émente d'ou tant d'autres etaient sorties, et accordait une pension de cinq cents francs aux « vainqueurs de la Bastille » qui « justifieraient de leur coopération à cette œuvre mémorable : ; les révolutionnaires, en cela plus logiques que le pouvoir, répondaient à cette avance, en préparant ouvertement, pour le jour de cette fête, des désordres qu'il fallait réprimer avec un grand déploiement de troupes. Une autre fois, le ministère laissait voter par la Chambre des députés. sans oser même intervenir, l'abrogation de la loi qui avait institué le deuil national du 21 janvier ; vote aussitôt interprété par la presse comme la réhabilitation on tout au moins l'absolution du meurtre de Louis XVI. Heureusement, il se trouva, à

la Chambre des pairs, des voix pour dire ce que le gouvernement ne disait pas. Le duc de Broghe montra, avec une particulière élévation, que, si l'on pouvait oublier les fautes des
horances, on ne devait pas oublier les leçons des événements.

« Quant au 21 janvier lui-même, s'écria-t-il, point de molle complaisance, point de sophisme, point d'oubli non plus. Au temps
ou nous vivons, lorsque l'ouragan des révolutions gronde sur
la tête des peuples et des rois, il importe à la Prance, il importe
au monde de n'en pas perdre la mémoire. » Et, le lendemain,
Casimir Périer disait un peu tristement à M. Guizot : « Le
duc de Broglie est bien heureux; il a pu dire ce que pensent
tous les honnétes gens !. « Le ministère ne s'opposa pas davantage, dans la Chambre des députés, au rétablissement du
divorce, mais la Chambre des pairs le repoussa.

L'obligation où le gouvernement croyait être de faire la part des passions et des préjugés apparut plus encore dans un débat autrement important. L'heure était venue de résoudre cette question de l'organisation de la pairie que, lors de la révision de la Charte, on avait renvoyée à la session de 1831, et qui, aux dernières élections, avait tenu tant de place dans les manifestes de tous les candidats. C'était ce que M. de Salvandy appelait alors « la grande bataille de la politique révolutionnaire ». Personnellement, Périer était pour le maintien de l'hérédité. Néanmoins l'opinion lui paraissait si montée, il craignait tant d'être abandonné par beaucoap des partisens habituels du ministère, qu'il ne jugea pas possible même d'essayer une résistance. M. Guizot s'est demandé après coup si l'impossibilité n'était pas plus grande en apparence qu'en réalité. Toujours est-il que ni lui au que nu de ses amis n'avaient cru pouvoir alors conseiller la



Le projet voté par la Chambre des députes portait : « En lo du 19 janvier 1816, relative à l'anniveragée du 21 janvier, aut abrogée. « La Chambre des pairs le modifia mont » Art. 1°. Le 21 janvier demours un jour de deud national. — Art. 2. Toutes les autres dispositions de la lei du 19 janvier 1816 sont abrogées. « Le Chambre des deputes ayant persiste dans son premier vote, la question revint, en 1833, à la Chambre des pairs, qui, come fois, s'arrêts à la redaction survivale » La loi du 19 janvier 1816, relative à l'anniversaire du jour function et à jamme deplorable du 21 janvier 1798, est abrogée, « Cette redaction fut adoptée par la Chambre des deputés.

lutte, les principaux membres de la majorité, réunis et consultés par le ministre, s'étaient pour la plupart prononcés contre l'hérédité, et ceux qui lui étaient favorables avaient déclaré qu'il y aurait téménité périlleuse à la défendre.

Ce ne dut pas être sans une douloureuse angoisse et le seutiment amer de son humiliation que Péner se résigna à sacrifier une matitution si importante devant la clameur démocratique. Aussi, quand, le 97 août 1831, il apporta le projet qui conservait au Roi le droit de nommer les pairs, mais enlevait à ceux-ci-Thérédité, le président du conseil ne portait pas la tête aussi. haute que d'habitude. Il ne dissimula pas que ce qu'il proposait étoit contraire a son sentiment propre ; il rendit « hommage au mérite » de l'hérédité, en même temps qu'il proclamait « la puissance du fait - qui la condamnait; mettant en balance · l'intérêt à venir du pays » qui voudrart le maintien de l'hérédité et « ses opinions actuelles » qui en exigenient la suppression, il se déclare tristement obligé à tenir compte de ces, opimons «." « fei, dit-il, la législation transige avec la poli-" tique, et l'intérêt à venir du pays avec ses opinions actuelles. « Puis il ajouta : « Oui, messieurs, paisqu'une indépendance constitutionnelle qu'on doit, en théorie, regarder comme protectrice de la liberté politique est confondue, dans l'imagination des peuples, avec l'ancienne aristocratie nobilizire, oppressive de nos libertés aiviles; puisque notre devoir, notre besoin est de consulter l'impression populaire, un uttendant in conviction nationale, nous your proposons, comme minutres chargés de recueillir les voux publics et d'y setisfaire en tout ce qui n'est pas contraire à la sistice, nous vous proposons, course dépositaires des intérêts d'ordre public, mais en vous laistant à vous, mesueurs, comme législateurs, votre part, une grande part de responsabilité dans cette determination. nous vous proposons de déclarer que la pairie cesse d'être héréditaire. » Périer n'avait pas accoutumé ses auditeurs à un langage și embarrassé. Il demunda soulement, — estisfacțion bien allusoire donnée à ses scrupules, — que cet article de la Charte pût être revisé ultérieurement, le jour où la nation, mieux

inspirée, voudrait réformer l'œuvre d'une époque de trouble. Quel plaisir ce fut, pour tous les journaux opposants, d'insister avec une malice impertmente sur la capitulation de ce ministre d'ordinaire si fier, de le montrer n'osant pas soutenir son opinion, bien plus, s'offrant lui-même à immoler l'institution dont il se déclarait partisan!

Le débat souvrit, le 20 septembre, à la Chambre des députés. Abandonnée par le manistère, l'hérédité n'en trouvapas moine d'illustres champions, qui mirent leur honneur à faire comme de magnifiques funérailles à cette nouvelle victime de la révolution. Fait curieux, une thèse qu'on appelait anstocratique fut surtout défendue par quatre bourgeois. M. Berryer, M. Guizot, M. Thiers et M. Royer-Gollard firent assaut d'éloquence, au service de cette cause perdue d'avance . Entre tous, le discours de M. Royer-Collard fut un « événement » ; c'est le mot dont se servait alors même Carrel. Cette grande voix, naguère si écoutée et si populaire, s'était the depuis la révolution. On cut dit que l'illustre doctrinaire, dont on sait le rôle considérable sous la Restauration , avait regardé ce rôle comme terminé par la chute de Charles X. Il affectait de n'être plus qu'un spectateur découragé, avec un fond de raillerie un peu méprisante. Sa nature d'esprit se complaisait d'ailleurs à cette abstention houtaine et chagrine. Sous le régime précédent, ne l'avait-on pas vu se décober soignensement à l'action et au pouvoir, per l'effet de sentiments complexes où l'orgueil avait plus de part que la modestie, et où quelque égoisme se mélait à une fierté désintéressée! En juillet 1830, quand la résistance parlementaire dont il avait été l'un des chefs s'était brusquement tournée en révolution, on l'avait entendu dire : « Je suis parmi les victorieux, mais la victoire est bien triste. . Sans blamer ceux qui prenaient part à l'établissement d'une dynastie nouvelle, il les avait encore

^{*} Nous avons dit ailleurs l'importance qu'a sue, dans la carrière poblique et uratoire de M. Thiera, le discours qu'il a prononce en cette circonstance.

[&]quot; J'at eu plus d'une fois l'occasion de manquer l'action de M. Royer-Collard et d'esquisser un puissante et originale figure dans mon étade sur la Parti libéral sans la Restauration. (Cf. notamment p. 89 et 418.)

moins approuvés et surtout ne leur avait pas promis le auccès. Dans ses lettres on dans sa conversation intime, il déclarait volontiers qu'il « ne s'entendart pas avec le présent », craignait l'avenir et ne vivait qu'avec les souvenirs du passé. Il insistait sur ce qu'il appelait « la contradiction des principes du nouveau gouvernement . . Je n'avais, disait-il encore, de vocation libérale qu'avec la légitimité; la quasi-légitimité n'est pas un contre-poids suffisant; elle aura bientôt use les honnètes gens qui s'y sont confiés. » De là, ce silence qu'il avait gardé à la Chambre, depuis l'avénement de la nouvelle monarchie, silence qu'il savait, du reste, randre presque aussi. imposant que l'avait été sa parole. Réanmoins, si étranger qu'il voulût demeurer à l'expérience faite par les hommes de 1830, la suppression de l'hérédité de la pairie lus parut un pas considérable dans la descente démocratique, et il crut devoir à son pays, surtout se devoir à lui-même, une suprême protestation. Rarement son éloquence s'était élevée aussi haut : ce fut moins l'argumentation d'un contradicteur que l'avertissement d'un prophète. • La démocratie dans le gouvernement, dit-il, est de sa nature violente, guerriere, banqueroutière. Avant de faire un pas décisit vers elle, dites un long adicu à la liberté, à l'ordre, à la paix, au crédit, à la prospérité. - Puis, au milieu du recueillement profond de la Chambre. que l'écoutait non sans une sorte d'effroi intime, M. Royer-Collard terminait ainsi : « Messieurs, je contiens les pressentiments dont je ne puis me défendre; mes paroles n'ont point franchi la question qui vous occupe. Cependant, quelque grave qu'elle soit, elle révèle une situation plus grave encore, et dont nous faisons nous-mêmes partie. Il nous est donné, peut-être pour la dernière fois, de la changer si nous arrétons enfin, dans cette grande circonstance, le cours de nos destructions, je n'ose le dire, de nos dévastations. C'est assex de ruines, messieurs, asses d'innoyations tentées contre l'expáriturce. La fatigue générale vous invite au repos. Les plus ignorants savent démolir, les plus habiles échouent à reconstruire. Maintenez avec fermeté, consacrez de mouveau l'hérédité de la pairie, et vous n'aures pas seulement sauvé une institution protectrice de la liberté comme de l'ordre, vous aures repoussé l'invasion de l'anarchie, vous aures relevé l'édifice social qui penche vers su ruine. >

Pour défendre la loi, Périer ne pouvait se placer aussi haut; il fut réduit à arguer de la nécessité politique, et à reproduire les explications embarrassées de son exposé des motifs. A droite comme à gauche, on avait vivement critiqué cette attitude d'un ministère laissant voir que la loi qu'il présentait était contraire à son opinion. « Quel est donc, s'était écrié M. Berryer, le devoir du législateur, si ce n'est de résister fortement à ce qu'il regarde comme dangereux, à ce qui répugne à sa conscience, à sa conviction, à ce qu'il considère comme une manifestation d'erreur publique! Honte à ceux qui, dans ce cas, désertent leur propre conviction. Je cherche en vain une expression pour qualifier cette conduite : une seule un peu forte, vous me la passerez, peut rendre mon idée, c'est celle de trabison. Périer répondit que les regles parlementaires ne pouvaient s'appliquer en présence de la Charte qui précisait la date de la révision, des passions soulevées contre l'hérédité et des élections qui l'avaient condamnée. « Il n'appartient à personne, ajoutait-il, de changer la situation, d'en ajourner les exigences, ou d'en modifier l'effet; la loi n'avait en quelque sorte qu'à la constater. Ce n'était donc pas la conscience du ministère qui se trouvait engagée contre les principes, c'était sou action qui était toute tracée par les faits. Sa propre conviction n'était plus la question dominante; la loi paraissait tout écrite dans les circonstances. •

De l'aveu de tous, l'honneur du débat avant été pour la cause de l'hérédité. « C'est dommage que ceci finisse sitôt, disait le général Bugeand à M. Guizot; vous n'aviez pas vingt voix au commencement; vous en aurez davantage. « Au vote, il y en cut quatre-vingt-six; qu'était-ce pour résister aux deux cent six députés qui, partageant ou servant les préjugés du jour, se prononcèrent contre l'hérédité? Ce premier vote émis, Périer retrouve un peu de son énergre pour défendre le droit de nomi-

nation royale contre l'élection : « Je prie la Chambre d'observer, dit-il, qu'il ne s'agit ici m d'une question de pouvoir monstériel ni de la pairie, mais que c'est ici la question de la royauté tout entière qui s'agite devant elle. » Il fut décidé que le Roi nommerant les pairs, sauf obligation de les choisir dans certaines catégories. Sur un nutre point, le président du Conseil fut moint heuraux; malgré sa viva maistance, il ne put faire adopter l'article qui réservait aux Chambres la faculté de reviser plus tard cette disposition de la Charte, les adversaires de l'hérédité exigèrent une condamnation irrévocable.

Périer n'était pas encore au bout de ses peines. Il restait à imposer à la haute Chambre elle-même sa propre mutilation. Pour lui arracher un vote qu'au fond il déplorait, le ministre dut faire une « fournée de pairs » et s'engager à fond dans le débat. Au cours de son administration, il eut sans doute à souteuir des luttes autrement violentes et tragiques; il n'en connut pas peut-être de plus pénibles et de plus mortifiantes.

La ruine était consommée. Dépouillée de ce qui faisait son indépendance et son autorité, la Chambre des pairs n'existait plus qu'à l'état de conseil administratif ou de tribupal politique. Vamement était-elle riche en capacités, en expériences, ez renommées, elle avait désormais perdu toute influence sur la direction du gouvernement ; on ne pouvait y trouver ni un obstacle, as un appus. Dans l'atmosphere démocratique où nous rivons aujourd'hui, nous n'avons plus même l'idée d'une Chambre héréditaire. C'est précisément parce que de telles institutions, une fois détruites, ne saurment être rétablies artiaccellement, qu'il eût failu se garder d'y porter légerement attemté. En 1830, l'hérédité de la pairie existait; les liberaux de la Restauration, à la suite de Benjamin Constant, y avuient vu l'un des principes essentiels du goavernement parlementaire. Après la crise de Juillet. l'hérédité cut du apparaitre plus utile encore : il n'y avait plus d'autre contre-poids aux forces populaires, tant accrues par la révolution. Mais la bourgeoisie victorieuse, par peur ou baine d'un fantôme azistocratique qui ne pouvait géner son ambition , se jeta du côté de la démocratie,

qui était sa vraie rivale, sa menaçante et impatiente héritière; dans son aveuglement, elle ne comprit pas que les démocrates avaient contre la prépondérance des classes moyennes la même animosité, contre le principe de la monarchie les mêmes objections que contre l'hérédité de la pairie. Ce qui aggrave sa faute et sa responsabilité, c'est qu'elle agit ainsi par de petits motifs : sottes rancunes, jalousies mesquines, lacheté ou timidité à remonter le courant. La monarchie se trouvait désormais sans point d'appui, en pace d'une Chambre élue qui était d'autant plus portée à exagérer sa prépondérance, qu'elle pouvait se flatter d'avoir seule créé la royauté et fait la constitution. Qui eût osé affirmer que cette monarchie née de la veille, sortie d'une révolution, suspecte à l'Europe, trouverait en elle-même de quoi compenser cette diminution de force?

111

La faiblesse que nous venons de noter chez Périer apparaissait dans sa politique religieuse. Non, sans doute, que l'avénement du ministère n'eût marqué, sous ce rapport comme sous les autres, un changement considérable et un heureux progrès. Dans le discours où il exposuit son programme, le président du Conseil annouçait solennellement que « la liberté des cultes sersit protégée comme le droit le plus précieux des consciences qui l'invoquent ». Parole significative, au lendemain du jour où le ministère Laffitte avait honteusement laissé succager Saint-Germain l'Auxerrois . Le clergé, depuis la révolution, avait souffert surtout par les vexations arbitraires des pouvoirs locaux, particulièrement des municipalités. Dès les premiers jours d'avril, le ministre des cultes, M. de Montalivet,

. Pag - 1



Peu après l'avénement de Périer, l'Ami de la religion dissit de lui : « On nuare qu'il blâme les renations exercées en tant de lieux contre le chagé, et qu'il é est pronoucé, entre autres, très-fortement coutre les aulèrements et destructions de croix. »

invita les préfets à « rappeler à MM. les maires qu'ils n'avaient aucune injonction à faire aux curée et desservants touchant l'exercice du culte »; il ajouta « que l'autorité locale et la garde nationale devaient protection à tout citoyen français et à ses propriétés; que, dès lors, quels que fussent les torts qu'aurait un prêtre, il ne pouvait être punt que conformément aux lois, ce qui exclusit et rendait coupable tout acte arbitraire contre sa personne et son domicile ». Il termina en indiquant comment « toute atteinte portée au respect que doivent inspirer les temples et les signes que chaque religion a le droit d'offrir à la vénération des peuples devait être nécessairement prévenue ou réprimée ».

Louis-Philippe, de son côté, s'employait à rétablir une con-Sance et une sécurité que trop de faits avaient ébranlées. Dans le voyage qu'il fit, en juin et jui let 1881, à travers les départements du Nord et de l'Est, il accueillit partout avec bienveillance les évéques ou les curés, mit un som remarqué à les assurer : qu'ils : recevraient toute la protection à laquelle la los leur donnait droit », et leur promit » de soutenir toujours. de tout son pouvoir le respect qui était dû à la religion ». Par contre, il demanda au clergé de « le seconder » , réclama de lui « quelque chose de plus que la soumission aux lois ». « Il fallat, dit le Roi, qu'on crût que le clorgé entretenuit l'esprit d'obéissance et d'affection pour le gouvernement :. . Ce ne farent pas soulement de vaines paroles : Périer n'était pas depuis quelques mois au pouvoir, que l'opposition l'accusnit de faire trop de concessions au clergé ». Gelui-ci, de son côté, ne tarde pas à reconnuitre le changement heureux qui s'était accompli. Un prélat justement considéré et nullement suspect de faiblesse politique, M* Devie, évêque de Belley, écrivait à ses prétres, le 18 juillet 1831 : « Dans le moment présent, ou déclame moins contre les ecclésiastiques, même dans les jour-Baux; il n'est plus question de renverser les croix, de dévester les églises, de nous accuser d'avoir des armes, de faire l'exer-



[·] Voyez entre antres les discours prononcés à Amiene, à Moone, à Besseçou, etc., Ami de la religion, possess.)

eice, de correspondre avec les ennemis de l'État; la foi n'est point attaquée légalement; on nous laisse la liberté d'exercer notre arinistère; on respecte même et l'on fuit respecter les ecclésiastiques dont la conduite sage, mesurée et toute religieuse est concentrée dans l'accomplissement de leurs devoirs. » Et le pieux évêque ujoutait : « Fassons en sorte qu'on n'aperçoive parmi nous qu'un seul esprit, l'amour de la paix, le dégagement des choses de la terre, le désir constant et si raisonnable des biens éternels !. »

Ce langage montre que ce n'était pas du clergé qu'on ponvait attendre un obstacle au plein rétablissement de la paix religieuse. Sans doute, beaucoup de prêtres conservaient pour les Bourbons une affection, ressentaient de leur chute un regret, que la conduite du gouvernement, depuis la révolution, n'avait pas toujours été faste pour affaiblir. Néanmoins, que ce fat intimidation ou plotôt prudence chrétienne, ches la plupart, ces sentiments, demonrés au fond des cours, ne se tradusirent par aucua acte d'hostilité, n'empéchèrent ni la soumission loyale, ni même une sorte de bonne volonté conciliante envers la monarchie nouvelle. Nous ne parlors pas de l'école de l'Avenir, qui, dans sa rupture avec les légitimistes, allait d'un bond presque pasqu'à l'opposition révolutionnaire; nous parlons de la masse plus tranquille et plus rassise du clergé paroissial. Tel fut notamment, sauf de rares exceptions, l'attitude des évêques. A l'instar de Me Devie, dont nous citions tout à l'heure la lettre pastorale, ils recommandaient avec insistance à leurs prêtres de demeurer étrangers à toutes les divisions de parti; de se renfermer, avec le moins de bruit possible, dans l'exercice de leur ministère ; d'éviter, non-seulement dans leur langage public, mais dans leur vie privée et dans leurs conversations intenes, tout ce qui pouvait fournir un prétexte aux préventions dont ils étaient l'objet . Le moindre acte de hien-

t Vic de Met Devie, par l'abbé County t, II, p. 21.

² Voyes notamment les lettres pantorales des archevêques ou évêques de Tours, Sens, Belley, Stratiourg, Troyes, Angers, des vicaires capitulaires d'Avignan. (Cf. passin, Ami de la religion de 1880 et 1881.)

veillance ou sculement de justice les trouvait prompts à la reconnaissance. Avaient-ils à se plaindre, ce qui était alors trop fréquent, ils ne le faisaient qu'à huis clos, et même avec une temidité qui étoune un peu; formés dans l'esprit du vieux clerré : sans expérience des armes nouvelles de la publicité et. de la liberté, s'en méfiant d'autant plus que l'Avenir les leur avait rendues suspectes par ses excès, ils n'avaient pas encore, dans leurs rapports avec le pouvoir, tant du moins que la for n'était pas en jeu, cette indépendance plus virile, plus facilement militante, qu'ils devaient bientôt apprendre en faiaut campagne, à côté de M. de Montalembert, pour la liberté d'enseignement. Tant de modération était faite pour frapper un homme d'État qui pouvait avoir conservé des préventions. mais qui n'avait nulle animosité; aussi, vers la fin de son ministère, après avoir vu l'Église de France à l'œuvre, Périer rendait publiquement témoignage de sa sagesse; il déclarait que « les plaintes reçues » par le gouvernement contre ce clergé tant attaqué étaient, en somme, « très-peu de chose », et qu'au. contraire, a dans une très-grande partie, il voyait une parfaite soumission are lois 4 -.

Cette attitude des évêques était conforme aux instructions et aux exemples de la cour romaine. Après les journées de Juillet, le nonce avait quitté Paris; la nonciature ne devait être rétablie qu'en 1843. Un simple chargé d'affaires était demeuré en France : c'était l'abbé Gambaldi. Par non tact fin, son adroite modestie, son esprit délié, ouvert et conciliant, sa connaissance et son intelligence des affaires françaises, ses relations faciles avec les hommes du jour, il ne contribua pas peu, dans une crise si périlleuse, à empêcher une rupture entre Rome et la France de 1830, et même à remettre petit à petit les rapports sur un bon pied. Dès le début, un incident s'était produit, qui avait manifesté les dispositions du Saint-Siège. Pie VIII, interrogé par plusieurs évêques sur la possibilité de prêter serment au aouveau gouvernement, avait répondu affirmativement par

¹ Bétace du 13 février 1822.

un bref en date du 29 septembre 1830; dans ce bref, il se félicitait des « sentiments dont son très-cher fils en Jésus-Christ, le nouveau roi Louis-Philippe, se disait animé pour les évêques et tout le reste du clergé ». Causant plus librement avec l'envoyé de Me de Quélen, le Pape lui avait dit : « Il ne faut pas briser le roseau penché, et je pense qu'on ne réussira à améliorer l'état actuel des choses que par les seuls moyens de douceur et de persuasion ; aussi, j'en suis tellement convance. que je promets d'avance, et vous pouvez le dire, qu'à moins qu'on ne vienne attaquer la religion, tout le temps qu'il plaira à Dieu de prolonger mon pontificat, on ne verra émaner d'ici que des mesures de douceur et de bienveillance, » Il exprimait, en outre, très-fermement cette opinion, a que le clergé ne davait en rien se méler de politique . Grégoire XVI, qui succéda à Pie VIII, le 2 février 1831, n'eut pas une autre conduite; il désapprouvait les membres du clergé qui gardaient, par esprit de parti, une attitude hostile envers le gouvernement. Il savait d'autant plus gré à Périer de contenir la révolution en France et d'empécher la propagande au dehors, qu'il ctait lui-même, dans ses États, en lutte contre de redoutables usurrections. Ces insurrections mirent la diplomatie française en relations plus fréquentes et plus étroites avec le Saint-Siège ; grâce surtout à M. de Sainte-Aulaire, notre ambassadeur A Rome, ces relations furent cordiales et confiantes, seuf lors des difficultés momentanées auxquelles donna heu l'expédition d'Ancone.

C'était beaucoup, sans doute, d'en être là, moins d'un an après cette révolution de 1830, à laquelle les circonstances avaient donné le caractère d'une victoire et d'une sorte de revanche de l'irréligion contre le clergé et le catholicisme. Qui songe aux préjugés et aux passions de l'opinion régnante, qui se rappelle la situation faite à l'Église de France pendant les aept premiers mois de la monarchie nouvelle, ne peut sans injustice méconnaître ce qui est dû à Périer. Comparée à ce qui



¹ Vie de Mgr Devie, par l'abbé Coovar, t. 11, p. 5. — Vie de Mgr de Quelen, par M. n'Exauvatan, t. 11., p. 45-46

avait précédéet à ce qui semblait le conséquence fatale de Juillet . cette partie de la politique ministérielle témoigne, comme les autres, d'un réel progrès. Toutefois, comparée à ce qui doit être la politique d'une époque régulière, elle présente encore de graves lecunes : lecunes qui sont plus le malheur du temps que l'effet d'une volonté mauvaise. Périer n'avait personnellement aucune hostilité contre le catholicisme. Si sa nature d'esprit, son éducation et les occupations de sa vie ne l'avaient pas porté à réfléchir assez sériousement sur les mystères de l'ame et sur ses rapports avec Dieu, sa conduite n'était nullement celle d'un homme qui veut rester en dehors de l'Église : elle marquait, au contraire, un respect aucère pour la foi et le culta chrétiens, peut-être même davantage 📈 Madame Périer était pieuse jusqu'à la dévotion, et son mari, si impérieux, si despote dans son intérieur, acceptait sans difficulté, au foyer domestique, les témoignages extérieurs de cette dévotion. Mais, hors de la vie privée, il n'était guère préparé soit par lui-même, soit par les idées alors dominantes, à comprendre tons les devoirs du gouvernement envers la religion. Comme la plupart de ses contemporains, il n'avait pas toujours, dans une mesure suffisante, l'intelligence profonde, la vue baute, le souci délicat des problèmes soulevés par les rapports de l'État avec l'Église. S'il ne voulait plus de violences contre le clergé, c'est. surtout parce qu'il y voyait une des formes de ce désordre matériel qu'il détestait et dont il se donnait mission de purger la France de 1830; il se croyait volontiers quitte, quand il avait fait la police autour des églises, ainsi qu'il l'eût fait autour d'un café-concert ou d'un cirque foraia; il trouvait même, qu'avec un clergé quesi impopulaire, une telle conduite était meritoire. et il accusait sincèrement d'aingratitude a les prétres qui no se montraient pas satufaits à ce prix. Mais ne lui demandes pas de se beaucoup préoccuper du désordre moral, du mai intellectuel. d'un État où la religion n'a pas, dans la croyance et la configure.

^{*} Un houme politique qui s'ex trouvé, en 1829, accompagner Périer nua basés de Louèche à remarque qu'il ne manquait januas la messe le rhesanche, et que, la plus souvent même, il mantant aux vépres.

des populations, dans le respect et la protection des ponyoirs publics, la place à laquelle elle a droit. Il ne sentait pas quel intérét il y avait, intérét social et polifique, à combattre ce désordre ; il ne comprensit pas comment le gouvernement y pouvait quelque chose, comment, sans toucher aucunement à la liberté de conscience, il avait, en cette matière, des devoirs à remply. des exemples à donner, un usage à faire de sa prissance. Périer déstrait éviter avec l'Église des conflits qui lui paraissaient un ennui inutile et un désagréable embarras; son bon sens ett même trouvé particulièrement absurde et misérable de perdreson temps et ses forces dans des querelles de sacristie, à une époque où il lui fallait chaque jour livrer bataille, au Parlement ou dans la rue, contre les ennemis mortels de la monarchie et de la société. Mais était-ce assez? L'absence de guerre ne suffit pas à constituer la paix entre les puissances politiques, à plus forte raison entre l'Église et l'État. Pour posséder cette paix des esprits, plus nécessaire que celle de la place publique à l'ordre vrai d'un pays, il faut un accord hienveillant et confiant entre les deux pouvoirs temporel et spirituel. C'est encore ce que Périer ne paraissait pas toujours bien comprendre. Sous l'empire de la réaction générale contre « l'union du trône et de l'antel » . ses idées s'étaient faussées et obscurcies. Rien de mieux, sans doute, que de repousser toute combinaison politique qui transformerait le clergé en instrument d'un parti, au grand détriment de l'un et de l'autre, mais le tort était de ne pas voir quelle force le gouvernement peut trouver dans cette harmonie féconde qui laisse à chacun des deux pouvoirs su aphère propre et son indépendance légitime, qui fournit à l'Éghse, assurée de sa pleme aberté, reconnaissante de se sentir protégée et respectée, les moyens de répandre la vertu de discipline, de préchar le devoir de sacrifice et de résignation, foudements les plus fermes de la concorde et de la prospérité des États ; le tort était surtout de ne pas voir que ce concours de l'Église était plus précieux, plus indispensable encore, à une époque troublée. où toutes les natres forces matérielles et morales dont peut disposer un gouvernement élaient détruites ou ébranlées par

une récente révolution. Périer était d'autant moins porté à attendre et à chercher un tel concours, que le clergé lui paraissait un vamen dont l'influence était pour longtemps compromise. Peu habitué à réfléchir par lui-même sur cet ordre de sujets, il semblatt presque parfois croire sur parole les philosophes qui annonçaient, avec un sentiment mélé d'orgueil et de tristesse. « les funérailles d'un grand culte », et il disait alors à des ecclésiastiques, nullement par animosité personnelle, seulement pour constater un fait : 4 Le moment arrive où vous n'aurez plus pour vous qu'un petit nombre de dévotes . » D'ailleurs, si bien que Périer ett dépostillé le vieil homme, quelque changement que la pratique du pouvoir et les rapports avec les évéques apportassent chaque jour dans ses idées d'autrefois, il restait chez lui un peu des préventions da « libéral » longtemps en guerre contre le » parti prêtre ». Quand certaines apparences l'induisaient en erreur, il se retronvait trop facilement disposé à voir dans une fraction du clergé moins une force sociale dont il avait intérêt à rechercher et à mériter l'alliance, qu'un parti politique, suspect, presque ennemi, qu'il devait surveiller et parfois combattre.

ΙV

Ce que nous venons de dire explique, atténue même les fautes commises par Périer dans les questions religiouses, mais ne les justifie pas, et surtout ne dispense pas l'histoire de les

¹ Ges paroles sont rapportées dans une lettre écrite, en 1868, par Mgr Devie, en ministre des cultes. (Vio de Mgr Devie, par l'abbé Cognar, t. II, p. 225.)

Dans une circulaire, en date du 2 septembre 1831, relative à la surveillance à trercer sur les carlières. Cassair Pener disait à ses prefets : « Recommandez aux unaves de vous aignaler avec esactitude le deplacement claudestan des eccióminstaques, et faites-le-moi connaître » Dans l'état des esprits et avec les dispositions de benuesup de municipalitée, en conçost quels abus pouvait encourages une semblable recommandation. Faut-il s'étonner que, peu après, le 8 octobre, l'évêque de Saint-Dié fût réduit à engager ses prêtres « à se réfuter la comolation de visiter leurs confrères », afin d'eviter » et qui pourrait dégénérer en

noter au passage. Le nouveau ministère, qui n'eut certes pas toléré, comme M. Laffitte, le sac d'une église ou d'un évêché. se montroit singulièrement héastant a en réparer les conséquences. Depuis la hideuse journée du 14 février 1831, Saint-Germain l'Auxerrois était demeuré fermé par mesure administrative ; le clergé et les fidèles de cette paroisse étaient réduits, pour leurs offices, à sollicater l'hospitalité de Saint-Eustache. Prolonger cet état de choses, ce n'était pas seulement entraver gravement l'exercice du culte, c'était surtout parattre sauctionner la désaffectation sacrilége exigée par l'émeute. Le ministère cut désiré donner satisfaction aux catholiques qui réclamaient la récuverture de l'église; par momenta, il y paraissait presque décidé, commençait même certains travaux, mais il finissait toujours par reculer devant les crisilleries de la presse et les menaces de troubles. Dans les matières qui lui tensient vraiment à cœur, il n'était pas si timide. Encore devaiton s'estimer heureux qu'il n'acceptat pas l'expédient que lui offraient plusieurs journaux, entre autres le Constitutionnel, Cet expédient, d'un vandalisme impudent, consistait à raser une charmante église devenue politiquement embarrassante, on prenait pour prétexte une grande opération de voirie destinée à dégager les abords du Louvre. Suint-Germain l'Auxerrois échappa à la démolition, un moment menaçante; mais il nedevait être rendu au culte qu'en 1838, sous le ministère de M. Mold.

Ce fut par une timidité analogue que le gouvernement; au lieu de faire droit aux réclamations de l'archevêque de Paris qui demandait la reconstruction de son palais et offrait même de l'entreprendre à ses frais, affecta an logement du prélat un hôtel de la rue de Lille, et mit en adjudication la démolition définitive du vieil archevêché. Mgr de Quélen fot fort ému

sujet de trouble, par la prévention mangne d'un ceil qui, n'étant pas bon pour vous, ne voit jameis von actions, même ées plus simples, que sous un jour pau favorable - 2 = Les vintes, dis-al, que les prêtres pourraient se faire mutuellement ne servient pas sans désagrément pour leurs personnes et sans préjudice pour la religion.



d'une décision qui consomment officiellement la ruine commencée par la violence populaire, et qui dépouillait l'Église de Paris de la demeure où ses chefs avaient véen pendant des siècles, à l'ombre de leur cathédrale. Il protesta avec vivacité et adressa à ses carés une lettre publique où, généralisant ses griefs, il signalast en termes émus « les malheurs de la religion », le culte public entravé, les églises fermées ". limité de ces plaintes, le gouvernement y répondit, dans le Moniteur , par un article d'un ton singulièrement agressif, socusant l'archevéque « d'injustice » et » d'ingratitude », déclamut que « ses plaintes et ses protestations reposaient sur un prétente frivole : , lui reprochant : d'irriter au lieu de calmer les consciences pieuses », et de « n'avoir pas contenu le sèle fanatique « comme le gouvernement avait « mattrisé les passions impies ». Prélat d'une grande dignité de caractère et d'une vertu incontestée, Mgr de Quélea était, sans doute, par ses sympathies personnelles et par les traditions de sa vieille race bretonne, fort attaché à la royanté déchne. Ces sentiments le rendaient, à l'égard du gouvernement, moins prompt à la conciliation que tels autres de ses collègues : plus tard, on pourra lui reprocher une obstination bondeuse, une froideur un peu méprisante que le Saint-Siège n'approuvers pas, et ou l'honneur du gentilbomme ours peut-être plus de part que la sollicitude épiscopale. Mais, en 1831, après que cetévêque avait été deux fois chassé par l'émeute de son pulais saccagé, sans que le pouvoir lui cût jamais accordé la pretection due au plus humble citoyeu; après qu'il avait été obligé de se cacher, pendant plusieurs mon, dans sa ville épiscopale, comme le fait un missionnaire en Corée; au moment ou, même sous le ministère de Pérser, il se sentait à ce point menacé, qu'il était réduit, le 17 avril 1831, à procéder de nuit et à la dérobée, dans une chapelle de couvent, au sacre de Mgr Gallard, le nouvel évêque de Meaux; quand on lui refusait la récuverture ou la réparation des temples dévastés par la populace, et que l'administra-

¹ Lettre de 29 août 1831.

^{🔪 🖪} Moniteur du 13 septembre 1831.

tion des domaines vendait, sons ses yeux, à l'encan, les croix brisées et profanées qu'on avait arrachées des églises, franchement le gouvernement était-il en droit d'adresser à ce prélat un reproche » d'ingratitude »?

Ge n'étort pas seulement à Paris que le ministère hésitait à défaire l'œuvre de l'émeate. Gelle-ci , le 17 février 1831 , à la nouvelle des désordres de la capitale, avait envahi et saccagé le grand séminaire de Nancy. Même désordre s'était produit à Metz des le 6 octobre 1830. Depuis lors, ces établissements avaient été fermés administrativement , mesure arbitraire qui interrompait absolument dans ces diocèses le recrutement du clergé. Vainement les autorités occlésiastiques réclamaiant-elles ayec maistance, le gouvernement, qui reconnaissant au fond la légitimité de leur plainte, alléguait, pour n'y pas faire droit, la crainte d'une émeute et les dispositions manyaises des gardes. nationales. Toutefois, la réparation, bien que tardive, finit par venir, et cette foje Périer p'en laissa pas l'honneur à ses successeurs. Le séminaire de Metz fut rouvert en février 1832, et celui de Nancy au mois d'avril suivant, apres une interruption. qui, pour chacun de ces établissements, avait duré plus d'une année.

Le ministère ne se contentait pas de refuser ou de retarder le réparation des violences antérieures, lui-même en commettait. Dans les populations royalistes de l'Ouest, la révolution de Juillet avait naturellement causé une vive émotion. Quelques bandes de chouans, qui toutes, il est vrai, n'étaient pas mues par des motifs politiques, a'étaient formées et parcouraient la contrée. Les autorités, sans cesse sur le qui-vive, recneil-laient de vagues rumeurs de complot et de soulèvement. Se rendant imparfaitement compte du changement qui n'était opéré, depuis quarante ans, dans les mours et jusque dans la disposition des lieux, elles se demandaient si ce n'était pas le prélude d'une nouvelle guerre de Vendée. Dès le début de son ministère, l'attention de Périer avait été attirée de ce coté; le 16 mai 1631, il avait nommé le général Bounet « commissaire extraordinaire dans l'Ouest », avec des pouvoirs étandus qui

mettaient som ses ordres cinquante mille kommes de bonnes troupes, et à sa disposition tous les fonctionnaires administratifs on judiciaires. C'est dans ces circonstances que les « bleus » de la Loire-Inférieure déponcirent avec insistance, compas l'un des centres de l'agitation carliste , la Trappe de la Meilleraye, située sur la frontière de la Bretagne et de la Vendée. L'abbé du monastère, le B. P. Autoine, de sou nom de famille M. Saulpier de Besuregard, religieux austère et homme du monde accempli, était particulairement aignalé comme un redoutable conspirateur. Le conseil d'arrondissement de Chateaubriant appelant les rigueurs du gouvernement sur cet - établissement très-dangereux pour la tranquillité publique, formé après la Restauration comme un de ses moyens d'abrutissement, devenu maintenant un véritable foyer de conspiration ». Le conseil général de la Loire-Inférieure demandait la suppression du monastère. L'administration locale appuyant ces plaintes per des rapports alarmants,

A la fin du siècle dernier, des moines, obligés par la Terreur de fuir la France, avaient fondé à Lulworth, en Angleterre, une Trappe, bientôt très-forissante. Louis XVIII les y avant counue et admirés pendant son exil. Monté sur le trône, il avait désiré ramener dans son royanme ens incomparables défricheurs, et s'était occupé lui-même de les établur à la Meilleraye, dans une région de landes et de marécages, où une forme modèle était particulièrement utile. La liste civile subventionne je monastère, et la famille royale lui marqua plus d'une fois son bienveillant patronage. Le succès de cette fondation fut complet. Au bout de quelques années, le convent, en pleine ferveur, comptait environ cent quatre-vingta religieux, dont quatre-vingte Anglais on Irlandais. Les résultats agricoles et undustriels étaient merveilleux : les conditions matérielles du pays avaient été transformées, le bienfait était grand pour la masse de la population; mais un tel changement n'avait pu s'opérer sans froisser des intérêts particuliers et éveiller des jaloneses qui furent sans doute pour beaucoup dans les démoncictions de 1831. Qu'y avait-il de fondé dans cas dénonciations? Que quelques uns des religieux, que l'abbé notamment, ancien émigré de 1792, restassent dévoués à la famille royale qui avait fondé et protégé leur monastère, qu'ils entretinssent des relations avec les propriétaires de leur voisinage, presque tous ardents légitumistes; que, dans des correspondances ou dans des conversations, ils aussent, plus qu'il ne convensit à des moines, exprimé des regrets et des espérances, peut-être même engagé à prier pour Henri V, ou distribué quelques-unes de ces prophéties apocryphes qui sont, dans l'épreuve, la consolation d'une certaine classe de royalistes : ces faits paraissent, les uns certains, les autres probables. Du complot mena-cant, de l'agitation délictueuse dont on les accusait, les perquisitions les plus sévères n'ont jamais pu faire saisir le moindre indice.

Ge fut cependant sur la foi de ces accusations que le gouvernement se décida à agir. Déjà, sous l'empire de préoccupations analogues, il avait, dans cette même région, fermé le petit. séminaire de Beaupréau et celui de Vitré. Il fit prendre, le 5 août 1831, par le préfet de la Loire Inférieure, un arrêté qua prononçait la dissolution de la communauté religieuse de la Meilleraye; l'arrêté visait la loi du 28 vendémiaire an VI relative à l'expulsion des étrangers, les lois révolutionnaires de 1790 et de 1792 contre les congrégations, et ce décret napo-Monien du 3 messidor en XII que récemment on a de nouveau exhumé. Upe répugnance naturelle retarda quelque temps l'exécution. Cependant, le 28 septembre, des troupes nombreuses cernérent la Trappe, et en dépit des protestations de l'abbé, quarante-cinq religieux français recurent des passeports pour se rendre dans leurs communes natales; les étrangers furent avisés qu'ils devaient prochamement retourner dans : leur pays ; sauf les malades et vingt hommes valides laissés pour l'exploitation, l'administration exigenit la dispersion de tous les autres momes ; un détachement de gendarmerie fut installé au couvent pour surveiller l'exécution de cas mesures.

A peine informée de ces événements, l'Agence pour la désense de la liberté religieuse, fondée par les rédacteurs de

l'Avenir, y vit une occasion excellente d'employer son sèle et d'appliquer ses principes. Elle prit en man la cause des Trappistes, et ouvrit à grand bruit, par toute la France, des sousemptions destinées à couvrer les frais de la lutte. Un de ses membres. M. de Regnon, vint s'établir au monastère et conseilla aussitôt de résister hardiment à la violence du gouvernement, en se plaçant sur le terrain du droit commun, de la Charte et de la liberté pour tous. Sur ses indications, le 8 novembre, les religieux, demeurés au couvent, reprirent la vie monastique interrompue par l'exécution de l'arrêté préfectoral, revetirent le saint costume qu'ils avaient dépouillé, sonnerent leur cloche allencieuse depuis plusieurs semaines et recommencèrent leurs offices. En même temps l'abbé signifia, per ministère d'huusier, qu'il entendait jouir librement de ses droits de citoyen et de propriétaire, avec les ouvriers qu'il lui plaisait d'employer à son exploitation, et se refusa à fournir plus longtemps la nourriture des cinquente gendarmes qui avaient envahi et occupaient illégalement son domicile. Ce changement d'attitude troubla et irrita les ennemis des Trappistes. Par effarement ou par per-Sdee, ils répandirent le brint que la Meilleraya était en pleine révolte et qu'on y sonnait le tocsin pour appeler aux armes les - cariistes - des environs. Les autorités crurent ou feignirent de croire à ce péril. Une nouvelle expédition militaire fut faite, plus brutale que la première; elle aboutit à exlever et à embarquer immédiatement les soixante-dix-huit religieux angless on irlandais qui étaient encore au monastère. Dès lors, il ne restait plus a la Meilleraye, avec l'abbé propriétaire, que viogt-huit religieux.

Toujours sur les conseils et par les soins de l'Agence, l'abbé entanne une double instance. Il demanda d'abord à la Chambre l'autorisation de poursuivre M. Casimir Périer comme auteur responsable de l'attentat commis contre le monastère et ses habitants; le rapporteur, M. Bérenger, conclut à la légalité des actes du gouvernement et au refus de l'autorisation, non toute-fois sans appeler de ses vœux une législation plus libérale ; ses

^{*} M. Béronger exprimait le regret que, a gam un gouvernoment et après une révolution qui consocrent cette liberté, des catoyens ne passent, sons apposition,

Conclusions furent adoptées, après un court débatoù M. Dubois, l'accien rédacteur du Globs, défendit la liberté des religieux, et où M. Dupin, au contraire, saint avec jois l'occasion de reprendre, contre une autre congrégation, la petite guerre qu'il avait commencée, sous Charles X, contre les Jésuites. En même temps, le tribunal de Nantes était saisi d'une action civile dirigée contre le préfet par l'abbé de la Meilleraye, agissant comme propriétaire et chef d'exploitation agricole; celui-ci, demandait sa rémiégration, le libre exercice de sou industrie et 150,000 france de dommages-intérêts pour le trouble qui lui avait été causé; le procès fut plaidé, avec quelque éclat, par M° Janvier, pour les Trappistes, et par M° Billeuit, pour le préfet; le tribunal se déclara incompétent.

Devant ces violences, dont le caractère arbitraire tranche si complétement avec la conduite habituelle de Périer, avec l'espèce de point d'honneur qu'il s'était fait de n'employer, même contre les pires factieux du parts révolutionagire, ni l'état de stége, ni aucune loi d'exception, on ne peut s'empêcher de donner raison à M'Janvier, disant devant le tribunal de Nantes : · Plus M. Périer se montre grand et fort, et plus il était audessous de lui de condescendre à devenir un persécuteur des Trappistes Ce rôle ne lui va pas; en le subissant, il s'est. manqué à lui-même; il a trahi ces magnifiques paroles prononcées par lui dans l'effusion de son cœur : Qu'il ne concéderast jameis la liberté d'écraser les vaincus. » Le plus grand châtiment de cette faute est qu'elle nit pu servir de précédent à d'autres violences, qu'elle ait fourni, à des personnages indignes d'un tel rapprochement, prétexte à se couvrir du nom de Périer. Non, saus doute, que nous acceptions saus réserve ce rapprochement. Pour être fondée sur les mêmes prétendues lois que des attentats récents, et pour avoir été exécutée par



no vêtir et prier Dieu comme ils l'entendaient, dans leur maison, alors surtont qu'en ne demandaix a la loi d'autre protection que celle qui est due à tous les citoyens ».

Seanon du 21 décembre 1631.
 Jagement du 90 janvar 1631.

des procédés analogues!, la dispersion des Trappistes de la Meilleraye n'avait pas été faite par les mêmes motifs, dans les mêmes conditions politiques et morales : elle avait été ordonnée. non par une pensée de persécution contre les congrégations en général, mais sous l'impressou mai fondée d'un peril local, possager, exceptionnel, d'une crainte de complet et de guerre civile; comme l'a dit M. Bérenger, dens son rapport à la Chambre, cette mesure « se rattachait à la pacification des départements de l'Ouest ». Aussi quand, à cette époque, des journaux de gauche, une en goût par cette première violence, demandèrent qu'on procédat de même contre certains couvents, notamment contre les Trappistes de Bellefontaine, le gouvernement, plus honteux probablement de son premier exploit que désireux de l'étendre, fit la sourde oreille. Tous les antres monastères furent lausés en paix, et le trop fameux décret de messidor reutre dans la pondre d'où un ministre soncieux du droit et de la liberté n'eût jamais dû le faire sortir. Les religieux, lausés à la Medieraye avec leur abbé, reprirent leur costume et leurs exercices. Seulement, pendant plusieurs années, il leur fut interdit d'augmenter leur nombre. Ce ne fut qu'en 1838 qu'ils purent accepter des novices, qui affluèrent aussitôt et eureut avant peu comblé les vides produits par la violence de 1831. Celle-ci n'avait eu, en définitive, qu'un résultat : elle avait amené la fondation de deux nouvelles

Dem l'éloquente plaideirie qu'il a prenoncée, un 1884, devant le tribenal des couflits, pour d'antres religions dispurée, Mª Babetier a moté, entre les exécutions de 1830 et celle de la Meilleraye, une différence importante, as point de vue juridique. À la Meilleraye, il y avait eu grand déploisment de force arméée, suns doute parce qu'on se croyait nous le meance d'ann insurrection e tariants caux cette force àrmée parait d'avoir ete mise en action contre le personne des religioux que lors de la acconde expedition et seulement contre les étrangeres dans ce cas, en effet, elle était brutule, mans n'avait rien d'affeçal. Quant nux religioux français expulses lors de la première expedition, als avaient protesté, mais avaient fini per se dispersur volontairement. Luer n'avait été fait santre cen qui pêt être comparé aux partes mechatece et britées, aux citos in français arrachés de force de leurs domiciles, à touter les violences scandaleusement l'inferences dont nous avons été témoins. Même, d'après les instructions du mantre de 1831, citées dans le rapport de M. Bérenger, le sous-prefet devast, en cas de relux des momes, « requerir ammédistement l'inferences du procus-pres de Roi e, es qui semble agnifier un recours sun vous judiciaires.

Trappes, créées par les expulsés, l'une à Mount-Melleray, en Irlande, l'antre au Mont Saint-Bernard, en Angleterre. C'est souvent ce que l'on gagne à persécuter les moines.

Sous la Restauration, les processions et autres cérémonies extérieures du culte avaient été en grande faveur, et plus d'une fois Charles X y avait pris part. Les interdire parut à plusieurs, après 1830, une représsible naturelle. Il ne fallait pas s'attendre que le gouvernement résistat bien vigoureusement à cette intolérance. Aucune mesure générale et uniforme ne fut prise pour les processions de la Fête-Dieu, en 1831 ; les autorités locales agrent à leur guise. Ce fut un sujet de bruyantes polémiques et même une occasion de troubles provoqués par ces étranges « libéraux » que révoltoit la seule vue d'une cérémonie religieuse. Le ministère, effrayé de leurs dispositions et de leurs exigences, interdit, par circulaire, à tous les évêques, la procession du vœu de Louis XIII, qui se faisait le 15 août. Ge n'était pas qu'il tint besucoup à être obéi : dans plusieurs villes on trouva moyen de tourner la prohibition, et la procession eut lieu, en l'honneur de l'Assomption, sinon en souvenir de Louis XIII; à Vanues même, elle fut suivie par le préfet et par les autres fonctionnaires. Est-ce par une concession aux mêmes. exigences, qu'à cette époque, on fit enlever de Notre-Dame les belles statues à genoux de Louis XIII et de Louis XIV !? Ces statues y avaient été placées en 1715, pour rappeler le vœu fait à la Vierge per le premier de ces rois et confirmé par le second. Craignant-ou qu'elles ne fussent détériorées par ceux qui déclaraient ne plus vouloir de « roi à genoux * »?

Ce clergé qu'on prétendait renfermer dans l'intérieur de ses églises, au moins l'y lasseart-ou pleinement libre? Le gouvernement en avait le désir; mais ce désir incertain et débite ne l'empéchait pas, à la première occasion, de porter à l'indépendance du sanctueire des atteintes dont il ne paraissait même



I deni de de religion, t. LXIX, p. 108 et 117.

^{*} Con statum out été plus tard portées dess la chapelle de château de Vermilles. Blos n'ent été replacées à Notre-Dama, derrière le mastre-autal, que sons le second empere, lers de la restauration dirigée par M. Viollet Leduc.

pas comprendre la gravité sacrilége./ Grégoire, ancien évêque constitutionnel et membre de la Convention, était mort en mai 1831, sans avoir voulu renier son passé et faire les rétractations exigées par l'archevêque de Paris &L'Église ne pouvait être tenue de rendre les honneurs à celui qui s'était ainsi séparé d'elle. Gette vérité évidente de conscience et de bon seus échappa. aux ministres ou du moins leur parut primée par une considération supérieure. Ils virent seulement, en cette affaire, le désordre matériel dont le refus de service religieux pourrent être l'occasion; ils ne virent pas le désordre moral dont ils allaient se rendre eux-mêmes coupables. Par leurs ordres, le préfet de police, alléguant un décret du 23 prairiel an XII, agnifie au curé de l'Abbaye-aux-Bois sa prétention de disposer malgré lui de son église; il recruta quelques prêtres étrangers su diocèse de Paris, tous plus on moine interdits, trouva, on ne sait où, -- certains disent à la chapelle des Tuileries, -- des ornements secerdotaux, et, dans le temple occupé de force, fit célébrer par ces intrus les obsèques religieuses de l'évêque achiamatique. Les discours prononcés au cimetière couronnèrent dignement cette scandaleuse cérémonie. On y entendit Raspail appeler les générations nouvelles à la guerre « contre les bommes du jour ». Thibaudeau, ancien régroide, remercia la révolution de Juillet « d'avoir associé la Convention nationale mi trône - et - d'avoir enfin ouvert oux conventionnels, pour leur défense, cette tribune de la mort ». Puis il ajoute, en parlant des hommes de 1830 : « Que leur a-t-il manqué pour être ce que, par un hameux abus de la langue, ils ont appelé régicade? que Charles X fût fait prisonnier et que la peuple la leur hvråt '. »XEn présence d'un tel langage, le gouvernement ne dut pas se sentir bien fier d'avoir pris le parti des amis de Grégoire contre le clergé catholique et d'avoir assumé la res-

Dans os même discours, Thibudeau s'écrisit, en s'adressant aux mânes de Grégoire : « Tant qu'un souffie de vis nous animers, à ton exemple, nous la conserverous au colts de la liberté et de la patrie. » Est-ce pour tenir en tenment à solemnel, qu'en 1852, au lendemain du coup d'État, en dermer survivant des régioides es faissit porter aur le première liste des membres du Sénat impérial?

ponsabilité d'obsèques aum commentées. Le lendemain, cependent, il fausait insérer dans le Monteur un article, où il se félicituit presque naivement de sa conduite . Son procédé pour s'emparer des églises et y faire célébrer des offices malgré l'autorité religieuse lus parut même si heureusement trouvé, qu'il s'empressa d'en user de nouveau, an mois d'octobre suivant, pour les obsèques de M. Debertier, autre évêque constitutionnel. L'archevêque de Paris écrivit une circulaire à son clergé, afin de protester contre le renouvellement de ce scandale.

Quelques-uns des arais du cabinet avaient copendant, en ces matières, une idée plus haute et plus raisonnable des conditions de la liberté religieuse; tel était le Journal des Débets, qui disait, quelques mois après : « De bonne foi , il faut convenir qu'un misérable esprit de réaction s'est manifesté contre l'autorité légitime des ministres du culto. Il y a des gens qui se moquent tout haut des lois de l'Église, qui ne crosent ni à ses dogmen , ai à l'efficacité de ses sacrements, ai à la sainteté de ses pratiques... Mais que le prêtre refuse à un cercueil les deraiers effices de la religion, et cela parce que sa conscience le hai erdonne, aussitôt voilà le zèle pieux de ces incrédules qui se rallume; ils enfoncent les portes de l'église dans laquelle peut-être ils n'avaient pas mis le pied depuis leur baptême ou leur premières avec le plus grand recueillement, comme on a bien aoin

 On limit dans cet article, en date du 31 mei 1831 : « Les obecques de M. l'abbé Grégoire, ancien évêque de Blois, out en tien asjourd'hus, 30 mai, avec toute la regularité et la décence qu'exigent une cérémonie de ce genée... On gerait que l'autorité écolomaitique de croyait pes pouveir accorder les prières de la communion catholique à cet ancien évêque. Sans vouloir exeminer juage à quel point cette détermination étais compatible avec de hautes considératmes d'Etat, et suns oublise que les libertes religioness font suns partie des libertes françaises, le gouvernement pe dut s'appliquer qu'à prévenir les téchences interprétations ou les prétextes de troubles qui pouvaient résulter de ce refue, a Paus, après avoir raconté comment s'était fuite la cérémonte, le Moniteur ajautait : » Les houx ont ets remis régulièrement à M. le curé de l'Abbaye-aux-Buis. Tout est calme. Neus voilà bien lors des scaodales qui, il y a peu d'années, accounpagnases t des conflics de ce genre. C'est un des fruits de la ration publique.... On comprend mieux toutes les libertes; on les pomedo plus súraments en un jourt avec plus de rageme. « La londemain, cependant, le Mensteur juges nomestire de protester centre le disseuse de Thibaudeau.

de le dire, et finissent, dans leur sainte ferveur, par piller et brûler la maison du curé. Ce n'est pas une ample hypothèse, c'est malheureusement le récit exact des scènes honteuses et compables dont la ville de Clermont vient d'être le théâtre :. » Le dernier trait soul avait manqué aux obsèques de Grégoire et de Deberthier.

La mort de Grégoire donna lieu à une autre difficulté qui touchait à une question singulierement grave, celle du choix des évêques par le gouvernement. Au moment où le prélat schismatique refuseit abstinément, sur son lit de mort, les rétractations exigées par l'archevêque de Paris, un prêtre, professeur à la Sorbonne et aumônier de la Reine, l'abbé Guillon, avait consenti à lui donner les derniers sucrements. S'il y avait eu erreur de sa part, elle était un peu volontaire, et la faiblesse envers le pouvoir civil y avait sa part. Frappé disciplinairement par l'archevéque, l'abbé Guillon voulut se défendre; il s'ensuivit une polémique qui fit quelque scandale. Or ce prêtre se trouvait avoir été désigné par le gouvernement, le 25 novembre 1830, pour l'évéché de Beauvais. Le clergé de ce diocèse s'émut de la conduite tenue par son futur chef; des protestations se signérent; des adresses furent envoyées an Pape pour le supplier de ne pas ratifier le choix du gouvernement. Cette difficulté arrivait d'autant plus mal à propos qu'au même moment le ministère Périer appelait aux sièges vacants de Dijon et d'Avignon deux ecclésiastiques, M. Rey at M. d'Humières, dont les mours et la foi n'avaient encourg aucun reproche, mais que leur caractère et leurs habitudes d'esprit rendaient peu dignes et peu capables de ces hautes fonctions. De telles nominations n'étaient-elles pas des arguments pour la thèse que l'Avenir venait de soulever si témératrement au sujet de la rapture du Concordat? Le Saint-Siége montre, en cette circonstance délicate, l'esprit de conciliation qui l'animait. Paisant la part du temps, il agréa, malgré leurs défante, MM. Ray et d'Humières, qui furent préconisés le

¹ Journal des Debats, fevrier 1632.

6 mars 1832; mais il n'accepta pas M. Guillon. Le gouvernement, qui désirait sincèrement éviter le conflit et qui avait péché par ignorance des choses religieuses plutôt que per volonté manyaise, ne pressa point le Pape. Bientôt, du reste, M. Guillon fit honorablement sa sommission à l'archevêque de Paris et donna sa démission d'évêque nommé à Beauvais; il devait recevoir, en 1832, un canonicat à Saint-Denis et le titre d'évêque de Maroc in partibut infidelium. Quant à MM. d'Humières et Rey, leur élévation avait été si mai vue dans le monde ecclesinstique, qu'ils ne purent trouver, en France, de prélat consécrateur; il fallut recourir au ministère d'un évéque étranger, et se faire autoriser à remplacer par de simples prêtres les évêques assistants. Mgr d'Humières mourut un un après son sacre, saus avoir exercé les fonctions épiscopales. Mgr Rey trouble ai profondément le diocèse de Dyon, qu'au bout de sept ans il dat donner sa démission que lui demandaient à la fois le gouvernement et le Pape 1. Ces fautes du début, la monarchie de Juillet ne les répéters plus. Mieux éclairée par la suite, elle fera, au contraire, de son droit de désigner les évéques, un usage qui lui méritera, à plusieurs reprises, les éloges reconnaissants du Saint-Siège.

Quand le gouvernement lui-même méconnaissait l'indépendance de l'Église, comme il l'avait fait lors des obsèques de Grégoire et de Deberthier, on peut se figurer ce dont étaient capables des municipalités à la fois moins éclairées et plus passionnées. Sans doute, le ministère, dès le premier jour, par une circulaire que nous avons citée, avait annoncé l'intention de prévenir et de réprimer les ingérences de ces municipa ités dans l'exercice du culte, leurs atteintes à la liberté religieuse; et il essayait de le faire toutes les fois que le scandale était trop grossier; le plus souvent, cependant, son action était un peu molle pour en imposer beaucoup; il ne paraissait pas prendre assez à cœur les droits qu'il recommandait de respecter. N'eût-il pas fallu surtout que son exemple ne vint jamais contradire

⁵ Vie de cardenal Mathieu, par Mge Besson, t. I, p. 114 at 140.

ses recommandations? Aussi les vexations et les intrusions des pouvoirs locaux, pour être devenues moins fréquentes, étaient loin d'avoir complétement cessé. Des moires, sous prétexte que le curé ne chantait pas le Domine salvum à leur gré, pénétraient dans l'églisse, interrompaient bruyamment l'office, criaient tout haut leurs reproches et leurs injonctions. Un autre, trouvant que, pour le jour de la fête du Roi, on n'avait pas allumé assez de cierges, allait en chercher dans la sacristie et les possit de force sur l'autel. Gelui-ce abattait violemment, en pleine procession, les panaches du dais, sous prétexte qu'ils étaient blancs et, par aute, suspecte de carlisme. Celui-là, qui croyait avoir à se plaindre du curé, lui notifiait interdiction de dire se messe le dimanche de Quesimodo. Beaucoup faisment mataller dans l'éghae un buste de Louis-Philippe. Aux messes pour l'anniversaire des journées de Juillet. plusieurs se conduisaient comme si eux et leurs partisans s'étaient emparés d'assaut du temple; ils prétendaient diriger l'office à leur fantaisie, faisaient étouffer, par des roulements de tambour, la voix du curé, chantaient la Parisienne ou la Marseillaise au moment de l'élévation, et, en plus d'un endroit, le populaire ainsi échanffé terminait la pieuse cérémonie en succageant le presbylère '.

Si le gouvernement avait parfois la prétention de pénétrer de force dans les églises pour y célébrer les cérémonies du culte malgré l'autorité ecclésiastique, il paraissait cependant préoccupé d'écarter systématiquement la religion et presque le
nom de Dien des actes de sa vie publique. M. de Salvandy se
plaignait, en 1831, que, « dans le temps même où cette autre
religion, qui est le mysticisme de l'anarchie, s'avançait hautement vers la jeunesse française, le jeune grand maître de l'Université , quand il parlait aux é-èves pressés dans le champ de
mai des grands concours et célébrait avec raison devant eux la

^{*} Sur mutus con práctic persécutions des municipalités, ef. l'Ami de la religion. An 1831 et de 1832, persint, noumment t. LXVII, p. 587, t. LXX, p. 105, 136, 152, 109, 183, t. LXX, p. 215, 247, 281; t. LXXI, p. 596.

M. de Mantaliret était alors ministre de l'instruction publique,

patrie et la liberté, ne murmurât même pas le nom du Dienque a mis ces biens sur la terre ». Il dénonçait, dans « ce silence, une concession au génie fatal qui nous dominait . . Voulait-on rendre hommage aux morts des « trois journées », le Roi et les pouvoirs publics se rendaient, le 27 juillet 1851, au Panthéon dont la croix venait d'être arrachée quelques jours auparavent, et y célébraient je ne sais quelle cérémonie palenne, où, en guise d'hymnes religieux, les artistes de l'Opéra chantaient la Marsedlaise et la Parisienne. Cette solennité laissa une impression pénible à toutes les âmes un peu hautes. En en sortant, la duchesse de Broghe, qui était protestante, ne pouvait se contenir, et, rencontrant M. Thiers, elle lui dit : . Bienheureux les morts qui meurent au Seigneur; cela vaut mieux, monsieur, que tout ce que nous venons d'entendre. » Son accent indigné, la flamme de son regard, l'émotion de son noble et besuvisage, tout cela était fort imposant, et M. Thiers ne sut tropque répondre. « Je se puis m'empêcher de trouver, disait à ce même propos M. de Salvandy, qu'il y a un grand vide dans ces pompes, et je demande à Dieu que le déchainement des passions mauvaises ne le comble pas. » Puis il ajoutait cette phrase que nous avons dé,à eu occasion de citer : « Il y a quelques mois on mettait partout le prêtre; aujourd'hui on ne met Dieu nulle part. . Cette prétention d'organiser une sorte de culte civil, en debors du christianisme, se manifesta de nouveau au parlement, lors de la discussion sur les honneurs à décerner, dans le Pantoéon, aux morts illustres *. Ce fut une occasion de répéter les déclamations odieuses ou maises des rhéteurs de la première révolution. Le gouvernement n'osa rienfaire pour arrêter la Chambre, mais les législateurs ne purent même pas s'entendre sur la liste des grands hommes qu'ils proposeraient à la dévotion civique. Le débat se prolonges pendant plusieurs jours, violent et désordonné. Tout avorte dans une ridicule impuissance, et, une fois de plus, la confusion des langues vint châtier l'orgueil humain en révolte contre Dieu.



M. DE Satvatov, Seize Moir, on la Révolution et les revolutionnaires, p. 420.
 Fevrier 1832.

Les journeux raillèrent ce fiasco, et M. Saint-Marc Girardin put écrire dans le Journal des Débats, après l'une des séances : · Arbitres de l'immortalité, avez donc un pen de dignité et de décence l'En faient des dieux, soyes au moins des hommes! 🕆 Si « laïque » cependant que voulût être le gouvernement, il n'eat pas eru possible alors d'exclure la religion de l'enseignement populaire. Le 94 octobre 1831, M. de Montalivet déposait un projet dont l'article 1" indiquait, en tête des matières enseignées dans l'école primaire, « l'instruction morale et religiense : , ajoutant seulement que « le vœu des pères de famille serait toujours consulté et suive, en ce qui concernait la participation de leurs enfants à l'instruction religiouse : ¿De plus, bien qu'on fût alors en pleine réaction contre l'intervention du clergé dans les choses administratives, le projet réservait une place de droit aux ministres du culte dans les courtés divers auxquels étaient confiées la direction, la surveillance et l'inspection des écoles. Estin, dans son exposé des motifs, le ministre n'hésitait pas à faire l'éloge « des Frères des Écoles chrétiennes. hommes laborieux et utiles, véritables fondateurs de l'enseiguement démentaire, repoussés aujourd'hui par des préventions exagérées, comme gens de routine et d'obscurantisme ». Ce projet de lei ne devait pas aboutir. Toutefois, après avoir été soumis à une commission de la Chambre, il fut l'objet d'un rapport rédigé par un ancien conventionnel non suspect de « cléricalisme » , M. Daunou 1. Le rapport n'hésitait pes un instant à prescrire l'instruction religieuse. La présence de droit des ministres du calte dans les comités de l'enseignement avait été discutée au sein de la commission ; la majorité l'avait maintenue « afin, disait le rapporteur, d'assurer à la première instruction le curactère religieux qu'elle doit conserver 📖 M. Daunou répudiait hautement l'idée « des libéraux » qui voulaient refuser ou limiter la liberté d'enseignement, par crainte qu'elle ne profitat à leurs adversaires 1. Il écartait

^{8 8} émen du 22 décembre 1831.

Le repporteur su posa cette question e La liberté d'entrignement n'est-elle pre dangereure pour la laborié publique, en fournissent à ces summés des armes

notamment toute mesure restrictive contre les congréganistes.

« Que des instituteurs, dissit-il, appartiennent ou non à quelque société, nous n'avons vu en eux que des individus jouissant de la même liberté et soumis aux mêmes règles dans l'exercice de leur profession.

Ges conclusions sont d'autant plus significatives que le monde parlementaire était alors animé d'une trop réelle malveillance contre la religion : malveillance mesquine qui, n'osant · faire grand · , se rattrapait sur les petites choses. Ne donnait-elle pas sa mesure, par exemple, quand elle faisast décider, contrairement à tous les usages et à toutes les convenances, que la Chambre siégerait le jour de l'Assomption et celui de la Toussaint? Telle également elle se manifesta dans le débat sur le budget du ministère des cultes, en février 1832. Il ne fat pas question de mesures radicales, mais, par animosité plus encore que par parcimonie, on s'appliqua à rogner misérablement les diverses parties de ce budget, déjà cependant réduit par les propositions du gouvernement. C'était dans le même esprit que presque tous les conseils généraux et beaucoup de conseils municipaux avaient, en 1831, supprimé les subventions allouées au clergé. « Il y a quelque chose de blessant, disait le Journal des Débats, pendant cette discussion du budget, à voir ainsi tout ce que les hommes respectent, tarifé,

pouvelles, ordenment dénées par our? Il répond : « Les onnemis de la révoletion de Juillet aucurent contra aous trop d'avantages s'il leur sefésait de réclemer ber lois justes, les institutions anges qu'elle promettait, pour nous disposer le nous en priver, et s'il fallatt nous refuser à nous-mêmes tous les bires dont ils seflattent de profine. Ce sont, depuis querante une, des alarmes de cette especie que nous out valu tant de lois fementes, et, de tous les meux que nous out faite les partistus de l'aucies despetiene, le plus profend paut-être compaix dans l'injustice du l'improdence des résolutions législatives, diction, à diverses époques, par les peurs qu'ils inspirerent.. La liberté publique jourt centre eux de toutes des forces, quand ils journeut eux-mèmes de tous ses bienfasts et quand alle no lour refuse que des priviléges. Vous remplires dans se veux espeises par l'article 69 de la Charte. Vous gazentizez la liberté des écoles privées, et vous gyoserus qu'elle serait chimerique, si le gouvernement mterrenant dans leur regime totétreur, par des nommitteus, des injonctions, des probib tions, par d'autres actes enha que ceux que trendraient à l'execution des dispossions précises de la loi. Vous affranchires surtout les écoles porticulières de l'empire d'un corps enseignant qui, jusqu'en 1840, no leur a la mé ai permu augune indépendance. »

marchandé, mis au rabais. » Vainement ce journal rappelait-il que « la religion était encore bien forte, quoi qu'on pût en penser », et qu'il étant imprudent » de lui donner juste sujet de se plaindre », ces avertissements n'étaient guère écoutés. On eut dit que, pour une bonne partie des députés encore imbus de leurs préjugés d'avant 1830, le principal ennemi était tonjours « le parti prêtre 1 ». Le ministre des cultes, M. de Montalivet, auquel Casimir Périer laissa presque exclusivement la charge de ce débat, essaya de retenir la Chambre dans la voie détestable où elle s'engageait; après avoir cédé sur physicure points, il parvint à faire écarter quelques-une des amendements les plus graves, notamment celui qui diminuant le nombre des évéchés sans entente avec le Pape, mais il ne put empécher l'adoption de certains autres, par exemple de celui qui réduisait le traitement des évêques. Et pourtant que de concessions il faisait, dans sa manière même de discuter, aux préventions qu'il voulait contenir; affectant de poursuivre le même but et de ne différer que sur les moyens; se faisant honzeur d'avoir opéré de son propre mouvement plus de réductions sur le budget des cultes que n'en avait demandé l'opposition avant 1830; se vantant meme d'avoir reteau le traitement des ecclésiastiques dont politiquement il croyait avoir à se plaindre, mesure arbitraire et absolument illégale!

Sur un tel sujet, et en face de telles attaques, oneût souhaité, de la part du gouvernement, un langage plus haut et plus ferme. Ce langage, il se trouva, en dehors du cabinet et à côté de lui, quelqu'un pour le tenir. M. Guizot eut ce mérite et cet houseur. Les honteuses violences des 14 et 15 février 1831 kui avaient causé une profonde impression; il n'y avait pas vu seulement, comme la plupart des conservateurs de ce temps, un désordre matériel à réprimer, mais surtout le signe d'un mal moral à guérir. 3. Quand il prit la parole dans la discussion du budget

M. Gunot avait écent, à ce propos, dans le Revue de Paris du 6 mars 1831.

⁴ Un dépaté, M. Aug. Girand, déak, sus applicationments de ses collègnes : • Jamais je m'ai redoute le parti républicain : il est si peu nombroux, qu'il est impatament à faire le mai. Il n'en est pas de même du parti entitée et du parti prêtre. C'est sur ce parti que nous devons fixer nos regards. »

des cultes, il ne craignit pas de traiter de « misérables » les emendements soumis à la Chambre pour réduire tels ou tels crédits. Puis, s'élevant plus haut, il se demanda quelle devait être, envers l'Église, la conduite de tout gouvernement, particulièrement du gouvernement de Juillet. Il concédait qu'il pût y avoir, dans le passé, « des motifs fort naturels de rancune et des raisons fort légitimes de défiance . Seulement, ajoutait-il aussitôt, «ce ne sont pas les souvenirs du passé, ce sont les intérêts et les besoins du présent qui dovent régler notre conduite » ; parlant de la « masse ecclésiastique tranquille, pacifigue -, il declarait - que non-seulement on ne lui devait pas de la froideur et de l'indifférence, mais qu'on lui devait b'enveillance . Si » le pouvoir politique » du clergé est fini, il faut lui faire voir que « son existence religieuse n'est pas compromise . A Nous souffrons, disait-il, de ce que nos convictions palitiques et morales sont incertaines, nons en souffrons d'autant plus que nous avons à lutter contre le fanatisme révolutionnaire. G'est la religion scale qui peut nous donner ce dont nous manquons, répandre et fortifier les septiments nécessaires pour combattre le péril qui nous menuce. Puis il ajoutait ces paroles vraies de tout temps, mais particulièrement remarquables à cette époque : « La religion fait quelques fanatiques ; our, mais, pour un fanatique, la religion fait cent citoyens soumis aux loss, respectueux pour tout ce qui est respectable, ennemis du désordre, du dévergondage et du cynisme. C'est par là qu'indépendamment de tout pouvoir politique, la religion est un principe éminemment social, l'allié auturel, l'appui

les réflexions suivantes, qui contrastent singulièrement avec tout ce qu'on dissituliers autour de lui : « La liberté religiense a été violez, les cross insultées, brisees ; tout ce que nous venérons à été livré à la destruction et à l'outrage, une eglise autique n'à été proteges qu'en devenent une mairie, et il a fellu la dequiser pour la muver. Les catholiques, — et de tout plus nombreux aujourd hus qu'avant la ilé fevrier, parce que tout honnéts homme se neuvient de m religien quand. I la voit outragée, — les autholiques sont inquiets dans mote la France. Les deputés beiges ont pu conter dans le Flandre casholique comment, à Paris, on traite ses églises. La capitale de la France n pu passer aux yeux des étrangers pour une ville d'irréligion fanauque, et, en qu'il y a de pia, c'est que tous ces mans, vous ne pourrez pas les reparer. It it est pas en votre pouver de faire remettre une cross abstitue sur une eglass chritisense. »

nécessaire de tout gouvernement régulier, il n'est arrivé, sans grave péril, à aucon gouvernement régulier de se séparer complétement de cet appui, et de se rendre hostile la première force morale du pays. Et non-seulement, permettes-moi de la dire avec franchise, la religion répand et fortifie, dans tous les esprits, l'amour de l'ordre et les instincts honnêtes, mais elle donne à tout gouvernement un caractère d'élévation et de grandeur qui manque trop souvent sans elle. Je me sens obligé de le dire. Il importe extrémement à la révolution de Juillet de se pas se brouiller avec tout ce qu'il y a de grand et d'élevé dans la nature humaine et dans le monde. Il lui importe de ne pas se lasser aller à rabaisser, à rétrécir toutes choses, car elle pourrait fort bien à la fois se trouver abaissée et rétrécie ellemême. L'humanité ne se passe pas longtemps de graudeur, elle a besoin de se voir elle-même grande et gloribée : et permettes-moi d'ajouter que le gouvernement qui prétendrait se fonder uniquement sur le bien-être matériel du peuple s'abuserait étrangement... Je crois que la révolution de Juillet et le gouvernement qui en est né serout bien conseillés s'ils s'appliquent à rechercher l'altience de la religion, à donner satisfaction à cette portion considérable du clergé qui vent rester paisible et se renfermer dans sa mission religieuse. Ne nous trompons pas par les mots : il ne s'aget pas de formes polies, de respect. extérieur, de pure convenance; il faut donner au clergé la ferme conviction que le gouvernement porte un respect profond à sa mission religieuse, qu'il a un profond sentiment de son utilité sociale, il faut que le clergé prenne confiance dans le gouvernement, sente sa bienveillance. Il lui donnera en retour l'appui dont je parlais tout à l'heure, et qui peut, plus qu'un autre, vous mattre en état de lutter contre les ennemis dont vous étes Intedia u

CHAPITRE VII

MALADIE ET MORT DE CASIMIR PÉRIER

(Mars - mai 1832,)

J. Résultate de la patitique de Périor. Succès complet à l'extérieur; moiss consplet, mais considerable, à l'intérieur. Ce auccès proctamé par les amis es recennu par les adversaires. C'est l'œuvre personnelle de Périer. Sa tratesso. D'où venant-elle? — II. Le cholers. Physionomie de Paris en proie su fléau. Dévouement du clergé. Émeutes hideuses révélant la maladie morale de la nation. — III. Casimir Périer atteint par le cholérs. Violences de son aganie. Manifestations hameuses de ses advertaires et désolation de ses amis. Sa mort, le 16 mai 1832. Deputs lors, la gloire de Casimir Périer n'a fait que geandur.

Ï

Si l'instoire, qui n'oublie rien, ne peut passer sous silence les faiblesses d'un grand ministre, elle doit, lorsqu'il s'agit de regarder et d'appréener l'ensemble, les reléguer à leur place, c'est-à-dire au second plan, dans une demi-ombre qui les laisse voir sans les faire sauter aux yeux. Au premier plan, dans la pleine lumière, frappant tout de suite le regard, comme le sujet principal du tableau, apparaîtra ce qui est vraiment l'œuvre propre de Péner, celle par laquelle il mênte d'être jugé, la résistance à la révolution. Nous en avons raconté les diverses vicissitudes. Maintenant, il convient de constater quels en étaient les résultats après une année de ministère.

A l'extérieur, la partie était gagnée. La guerre, tout à l'henre si probable, était définitivement écartée. Le Journal des Débats pouvait écrire, le 31 mars 1832 : «La pacification de l'Europe, il y a un au, était regardée comme une chimère. Aujourd'hui,

Google

c'est un fait accompai... Elle a désormais force de chose jugée, et le système de la paix, le système du ministère du 13 mars a pleinement triomphé. - En Pologne, en Belgique, en Italie, les trois grands foyers d'incendie, un moment si menaçants, étaient éteints, ou du moias il n'y avait plus à craindre d'en voir sortir l'embresement de l'Europe. Les questions n'étaient pas toutes résolues, mais elles avaient cessé d'être révolutionnaires, pour devenir simplement diplomatiques. Les partisons de la guerre, Carrel en tête, se reconnaissaient « battus » 1 et étaient réduits à récriminer sur le passé. C'est précisément à cette date que M. Louis Blanc a placé ce qu'il appelle « la raine du principe révolutionnaire en Europe ». M. Guizot, examinant, dans la séance du 7 mars 1832, les rapports de la France avec les gouvernements étrangers, se félicitait de la voir « sortir de cette situation violente où la question révolutionnaire domine et étouffe toutes les autres ». Dès lors, disait-il, les ménances des autres puissances tendent à se calmer; «il n'y a plus de coalition européenne contre la France ». L'orateur entrevoyait un ordre nouveau de relations entre les divers États, chacun d'eux revenant à une politique plus personnelle, plus libre, et notre gouvernement pouvant prendre sa place dans ces combinassons internationales. Peut-étre cette espérance était-elle un peu tropprompte : nous ne devions pas nous trouver sitôt maîtres de choisir nos alliances. Toutefois le progrès était réel et considérable. Un soir, vers le mulieu de mars, Périer, se promenant dans son jardin avec un de ses jeunes collaborateurs, lui parlait. avec abandon de ses projets et de ses plans; il vensit précisément de recevoir de Londres et de Vienne des dépêches lui permettant d'espérer que, dens un délei prochain, les puissances continentales désarmeraient sur une grande échelle : « Dès lors, sjoutait-il, toute cette mousse de guerre tombers, et, cela fait, je me retire; ma tache sera terminée . «

A l'intérient, le succès était moins complet et moins décisif.

[·] National du 25 novembre 1881.

^{*} Cotto conversation out incu avec M. Vitet, (Memoires de M. Guisel, t. I., p. 312-313.)

Pendant les premiers temps même, plusieurs l'avaient cru presque impossible. Le 19 min 1831, M. Bertin ataé écrivait à madame Récamier que les affaires publiques lui paraissaient tout à fait désespérées, et il ajoutait : « Dieu veuille que juillet et le retour des immortelles journées n'amenent point l'effrovable dénoument que je redoute! » A cette date, on retrouverait beaucoup d'aveux du même genre ches les meilleurs amis de la monarchie. Gelle-ci leur faisait un peu l'effet d'un de ces enfants mal nés, qu'on tàche de faire vivre, sans avoir au fond grand espoir. Mass, au commencement de 1832, a le desordre n'a pas entièrement disparu, il s'est affaibli; l'ordre surtout s'est fortifié. Les émeutes n'ont pas désarraé, mais elles sont devenues plus rares; leur défaite est plus certaine et plus prompte. Au lieu de la misérable impuissance dans laquelle s'était écroulé le ministère Laffitte, le gouvernement a repris l'attitude et la réalité du commandement : à ses amis comme à ses ennemis, il a rendu le sentiment de sa propre existence, dongant direction et espoir aux uns, imposant respect et crainte aux autres. Les agents de tous ordres se sont réhabitués à obéir avec courage et dévouement à des ministres qui savent ce qu'ils veulent et qui veulent tous le même chose. Avec les éléments les plus inconsistants, le gouvernement est parvegu à former dans les Chambres une majorité, dans le pays un parti conservateur, qu'on y eût vainement cherchés quelques mois auparavant. La formule et le programme de la politique de résistance sont trouvés; le drapeau est déployé; l'impulsion surtont est donnée: c'est de ce côté, et non du côté révolutionnaire, qu'est désormais l'élan et qu'on se sent gagner du terrain. Des signes matériels permettent de mesurer la décroissance de l'effroyable crise économique qui avait marqué la fin du dernier ministère. Le commerce et l'industrie se sont ranimés. Le reconvrement des impôts ne rencontre plus d'obstacle. Le produit des contributions indirectes, pour être inférieur à ce qu'il avait été avant la révolution, dépasse de beaucoup ce qu'il était au moment où Péner a pris le pouvoir. Le spectre de la banqueroute, naguère en menagant, s'est évanoui; les payements du Trésor sont

assurés, son crédit est relevé. La rente 5 0/0, qui était à 82 francs, et avait même descendu à 75 francs en mars 1831, atteint, un an plus tard, les cours de 96 ou 97 francs, et le gouveracment peut même empranter à 98 fr. 50. Partout, un retour marqué de confiance et de sécurité.

Périer avait conscience d'un changement qui était le fruit de ses efforts, et, le 6 février 1832, il pouvait dire, avec une apparente modestie qui cachait mal une très-légitme fierté : - Il ne nons appartient pas de rappeler dans quelle situation nous avons pris les affaires, ni de vous inviter à considérer dans quel état elles sont aujourd'hui. C'est à vous d'en juger. • 🔀 Un an, jour pour jour, après la formation du cabinet, le 13 mars 1832, le Journal des Débats posait sans crainte cette question : - Dans quel état était la France, il y a un au, et dans quel état est-elle aujourd'hui? N'est-il pas vrai que l'ordre s'affermit, que la confiance renalt, que notre avenir s'éclaircit?» M. Thiers se senteit seses rassuré pour avouer qu'il avait, un moment, cru la monarchie nouvelle perdue et le pays condamné à de nouveaux bouleversements. Désormais la France lui peraissait « sauvée ». « La confiance, disait-il, l'ordre, la sécunté renaissent de toutes parts, et le bien-être public se rétablit. Tout n'est pas achevé sans doute... Mais ce travail se fait, se poursuit à vue d'œil. Le temps court, court à tire-d'aile; il va aussi vite dans le bien que nous l'avons vu aller dans le mal. . Pour donner l'idée du changement accompli par quelques mois du gouvernement de Périer, M. Thiers ne craignant pas d'évoquer le souvenir du Consulat succédant au Directoire, et faisait seulement remarquer que, cette fois, il n'en coûtait rien. à la liberté : « Jamass, ajoutant-il, jamais rien de plus bono-rable ne s'est passé pour l'humanité 1. »

Récusera-t-on comme suspect le témoignage du ministre on de ses amis? Il faudra bien accepter celui des républicains constatant que le « système » de Périer avait seul préservé la monarchie d'une ruine certaine. Quelques années plus tard,

[·] La Monarchie de 1830, passam. Cotto brookers a été publiés à la fin de 1836 à

une discussion rétrospective s'engageait entre les conservateurs et les opposents dynastiques : ceux-ci soutenaient qu'au lieu de combattre la révolution, comme l'avait fait Périer, la monarchie nouvelle aurait eu intérét à lui tendre une main amie, ainsi que le lui avaient conseillé MM. Laffitte, La Fayette, O. Barrot, Mauguin était la querelle hien ancienne et non encore vidée entre la Mitique de résistance et celle de laisser-aller. Carrel intervant dans la controverse. Il pouvait être tenté de se montrer partial pour les opposants dynastiques, ses alliés dans les combats de chaque jour. « Nous savons, disait-il, qu'il serait de bonne tactique de déplorer que Louis-Philippe n'ait pas connu ses véritables amis », La Fayette et les autres; « mais ne mentous pas, car la satuation du pays est trop grave pour que ce ne soit pas un devoir de dire la vérité, si étrange ou si inhabile qu'elle paisse parattre. » Carrel déclarait donc que, ai l'on n'eût pas suivi la politique de Casimir Périer, a la reyauté de Louis-Philippe n'exeterait peut-être plus, ou, si elle existait encore, ce serait tout au plus à l'état d'impuissance absolue, de suspicion ou de demi-captivité qui précéda, pour Louis XVI, la catastrophe du 10 sout, et dont Ferdinand VII ne fut tiré, en 1823, que par l'invasion étrangère. Voilà la vérité telle que nous la sentons, sans exagération comme sans réticence. Pourquoi ne dirions-nous pas toute la vérité? Pourquoi chercherious-nous à tromper les autres, quand nous ne pourmons pas réussir à nous tromper nous-mêmes, et que, maigré nous, l'évidence nous pénètre, nous entraîne et nousforce à parler? » Puis, précisant ce qu'auraient été les opposants dynastiques au pouvoir, si Péner ne les en avait pas écartés avec une résolution si décisive, le journaliste républicain ajoutait: « En voulant nous rendre la monarchie plus attrayante ou moins repoussante, ils l'auraient peu à peu désarmée : ses viotoires contre les agitations populaires ensient été moins complètes; on ett en moins peur d'elle; on aurait regardé ses conseillers patriotes comme des especes d'auxiliaires introduits dans la place pour en diminuer les défenses, au risque de leur propre salut. Le royauté du 7 août aurait eu successivement ses Necker.

ses Bailly, ses Roland, ses Clavières..... Ces hommes n'auraient pas recruté des majorités furibondes pour les pousser contre les justes réclamations de nos classes inférieures, retombées dans l'ilotisme après leur glorieux, humain et magnanime règne des trois jours. Ils auraient peut-être risqué la guerre pour sauver la nationalité polonaise, pour appuyer la révolution en Italie, en Suisse et sur les bords du Rhin, ou tout au moins pour soutenir la non-intervention révolutionnaire contre l'action incessante et cruelle du principe absolutiste. Si habiles qu'ils oussent été, ces hommes eussent perdu la reyauté de Juillet !...

La politique dont amis et adversaires s'accordaient à reconmattre l'efficacité, apparaissait bien l'œuvre propre de Casimir. Périer : on eut dit qu'elle était attachée à sa personne. C'était las qui en avait en l'edée et qui lui avait imprimé sa marque. C'était lui qui, dans l'incertitude, le désarroi et l'abandon. général, avad révélé à la nation ce dont elle avait besoin et ce qu'elle devait faire, « la comprenant et la défendant mieux. qu'égé ne savait se comprendre et se défendre elle-même * . . Cette volonté, cette énergie, cette passion si nouvelles, qui, depuis lors, s'étaient manifestées dans l'opinion conservatrice et dans les pouvoirs publics, d'étaient la volonté, l'énergie, la passion de Périer. La conhance si nouvelle aussi que l'on commencait à ressentir en France et hors de France, c'était la confiance dans Périer. Il paraissait le garant de la paix extérieure et de la sécurité intérieure. Le monde le regardait avec une attention émue, et calculait ses chances avec amgoisse. « On

Carrol prévoit l'objection : N'est-ce pas la complète justification de la politique de résistemen qu'il a de tout temps combattue? — « Gui, répond-il, seu your de ceux qui vondient faire sortir une monarchie de la révolution de 1830. « Mais, apoent-til, » ce qui a pu être fort avenugeux à la dynastie e pu être fort manvais au pays ». C'est le point de vue républicais. (National, article de Y notembre 1836.)

^{*} Expression de M. Guizot. — Le Journal des Debets dient unei, le 28 octuhre 1831 : « Le grand danger des époques revolutionnaires, c'ast que les espriss no sevent plus à quoi se rettacher, et que cette incertitude peut les livrer aux expérimentations politiques. L'homme ou le principe qui les tire de cette incertitude et que a su deviner, au fond de leurs héatations, vers quellepensée on qual interêt de penchaient le plus généralement, a trouvé le plus cir moyen d'inflant en et suavent de moode. C'est ce qu'a se foure le méasure de la Charte et de la paix, »

admire et on plaint M. Périer . , écrivait de l'étranger M. de Barante. Les hommes d'État d'Europe, comme les boutiquiers de Paris, avaient le sentiment que s'il disparaissait, tout serait. remis en péril. En même temps que les gens d'affaires ne juraient que par lui, un soldat éminent, le général Bugeaud, écrivait à un de ses amis, le 22 janvier 1832 : « Je suis dans un redoublement d'admiration pour M. Casimir Périer. On a voté pour M. de Richelieu une récompense nationale; je ne mets pas en doute son mérite, mais, selon moi, il n'y a rien de comparable au président du conseil. Son courage et son dévouement sont bien au-dessus des héros qui gagnent des batailles. » L'ascendant, et, si l'on peut ainsi parler, la nécessité de ce ministre, étaient reconnus par la foule aussi bien que par l'élite. On disait couramment alors que c'était le seul homme vraiment supérieur qui se fût manifesté en France depuis Napoléon . Quelque chose de cette impression si générale pénétrait jusque dans le château fermé de Prague où l'exilavait conduit Charles X, et le vieux Roi s'écrinit, en causant avec le comte de Bouillé : « Si j'avais donné du pouvoir à Casimir Périer! Il a prouvé qu'il avait caractère et talent . . Cet homme d'État en impossit même à ses adversaires. Il leur portant sans doute des coups trop rudes pour ne pas être détesté per cux et surtout redouté : on l'injuriant, en le calomniait, en cherchait à lui faire les blessures les plus meurtrières. Mais nul n'est songé à feindre le dédain à son égard, à essayer de le ridiculiser. Un jour que quelqu'un paraissait vouloir rire du manutre, l'un des opposants les plus acharnés interrompit le ricur : « Groyez-mei, lui dit-il, cet homme n'est pas moquable. »

Le Journal des Débets pouvait écrire, le 13 mars 1632, tans que personne l'enquett d'adulation emgérée : « ... Dés asjourd'hui, nous le disons hantement, M. Canzaur Perter trouve la récompense de seu courage et de seu mobles efforts dans la confisace sang bornes que la France les accorde... Cette configuez, l'Europe la partage. Le mon de M. Perter est une garantie de past pour l'Europe. »

^{* «} Îl y a des bonnes gens à qui M. Périer a réuni à personder qu'il n'y a plus d'arden, plus de liberté, plus de gouvernement pessible en Prance, s'il veneit à quitter le manutère. « (National du 25 juillet 1831.)

Memoires du sécome de la Bochefeuceulé, c. XIII, p. 108.

Les pamphiétaires de gauche étaient plutôt disposés à kil préter une sorte de grandeur monstrueuse et satabique. Henri Heine, qui s'inspirait alors auprès d'eux, écrivait à la Gasette d'Augsbourg, le 1" mars 1833 : « Le frisson me saint toutes les fois que je l'approche. Je suis resté naguère, pendant une heure, comme enchaîné suprès de sui par un charme mystérieux, et j'observats cotte figure sombre qui s'est placée si bardiment entre les pemples et le soleil de Juillet. Si cet homme tombe, me disais-le aiors, la grande éclipse de soleil finira, et l'étendard tricolore du Panthéon reprendra son éclat inspirateur, et les arbres de la liberté fleuriront de nouveau. Cet homme est l'Atlas qui porte sur ses épaules la Bourse et tout l'échafeudage des puissances européennes, et, s'il tombe, tomberont aussi les comptours de change, et les cours, et l'égotsme, et la grande bontique où l'on a trafiqué des espérances les plus nobles de l'humanité l. = Un tal langage, dans la bouche d'un ennomi, est un hommage à la grandeur de celui qu'on attaque. En somme, jameis un homme qui n'avait gagné aucune bataille, écrit aucun livre, qui n'était même pas un prateur de premier ordre, n'était arrivé si vite à tenir une si grande place dans con pays, à y exercer une prépondérance si incontestée. Jamais aussi le régime parlementaire, loyalement pratiqué, n'avait abouti à un gouvernement plus personnel. Le pouvoir. l'influence, l'action se tronvalent tellement concentrés date un seul homme, qu'on a pu dire de Périer qu'il avait exercé une - dictature libérale . .

Et cependant, plus la situation de ce ministre grandissant, plus sou ame semblait envalue par une mélancolie souvent pleine d'amertume. La fierté avec laquelle il affirmait sou succès quand il étant en vue de ses adversaires, se mélant, quand il étant seul en face de son œuvre, un sentiment de doute et d'inquiétude. On out dit vraiment qu'arrivé presque au terme, il était plus triste qu'au début, lorsque tout avait paru désespéré. Étant-ce le contre-coup d'un état maladif qui s'aggravait

¹ Bonti Hann, De la Frence.

⁹ Expression de M. Vitat.

chaque jour et le pressentiment d'une mort prochaine? Était-ce l'effet de cette susceptibilité douloureuse qui rendait ne grand batailleur si seamble aux blessures et le laissait meurtri jusqu'au plus profond de son âme, même après ses plus belles victoires? Se sentait-il pris de découragement en voyant ce qui restait, malgré tout, de sottise et de làcheté dans ce public et jusque dans ce parlement qu'il s'était tant efforcé de redresser et d'aguerrir, découragement qui lui arrachait ces plaintes, vers la fin de son ministère : «Personne ne fait tout son devoir; personne ne vient en aide au gouvernement dans les moments difficiles. Je ne puis pas tout faire. Je ne sortirai pas de l'ornière à moi tout seul. Je suis pourtant un bon cheval; je me tuersi, s'il le faut, à la peine. Mais que tout le monde s'y mette franchement et donne avec moi le coup de collier; sans cela la France est perdue !. »

Cette tristesse du ministre vennit peut-être d'un doute plus poignant encore, doute qui portait non plus seulement sur ses auxiliaires, mais sur son auvre elle-même. Peut-être commencait-il à se demander si, dans son grand effort pour rétablir l'ordre à la surface, il ne laissait pas subsister au fond le désordre moral. Royer-Collard, grand admirateur cependant de Péner, était un penseur assez perspicace pour voir cette lacune, et il se complessat trop dens son pessimisme chagrin pour le taire. « C'est la nécessité, écrivait-il la 21 janvier 1832, qui défend Roi, ministre, gouvernement dit représentant, ordre dans les rues, la paix enfin. La raison morale? Il n'y en a pas, ni duns le commandement ni dans l'obéissance. Le bien, le mal, le vrui, le faux sont hors de tous les esprits; le sentment du respect est éteint; mais la nécessité étend partout son sceptre. Périer, sans remonter plus haut, reste debout, battupar tous les vents. C'est qu'il est l'expression de la nécessité... Est-ce de la doctrine? Hélas! non. C'est le témoignage grossier de mes sens. Il suffit de voir, d'entendre ce mulheureux ministre au milien de cette Chambre dont les trois quarts ne l'aiment pas, mais qui s'arrête et tremble au moindre danger de la ren-

^{&#}x27; Gutnor, Mémoures, t. 11, p. 311-312.

verser. » Périer différait absolument de Royer-Collard, dont il n'avait ni les qualités ni les défauts. Comme nous avons déjà eu l'occasion de le constater, sa nature le portait à se préoccuper plus des faits matériels et extérieurs que des doctrines. Mais son ême avent grandi par l'hérotsme de la lutte, son esprit s'était ouvert par l'usage du gouvernement; il était alors mieux en mesure de sentir l'absence et le prix de cette » raison morale » dont parlett Royer-Cohard. Éclairé tardivement sur les idées fausses et les illusions dont il s'était nourri pendant sa longue opposition, pénétrant plus à fond le mal de toutes nos révolutions, y compris celle de 1830, discernant plus clairement les germes de faiblesse et de dissolution dont elles avaient infecté notre organisme politique et social, il pressentait probablement que sa victoire d'un jour, pour avoir arrêté et même fait recaler le mal, ne l'avait pas guéri en étouffé, et il entrevoyait, pur delà ce court répit, les déceptions, les avortements et les ruines nouvelles que l'evenir réservait à notre malbeureux pays. De là ces doutes, ces inquiétudes presque mélées de remords, qui oppresmient devantage sa pensée, lui arrachaient des aveux plus douloureux, des prédictions plus sombres, à mesure que son succès paraissait plus complet et plus universellement reconnu.

Sa physionomie trabissait cette angoisse intérieure. A la fin de son ministère, dans ces premiers mois de 1832, que restait-il du Périer de la Restauration, sourant, l'œil bralant de confiante hardiesse, portant baut la tête, accouant d'un air vainqueur une forêt de cheveux noirs? Sa figure était encore belle, majestueuse, mais ravagée, son crâne à peine couvert de rures cheveux gris, son long corps amaigri et tout courbé. Une seule chose subsistant, l'énergie de l'attitude et la flamme du regard, mais avec quelque chose de sombre, d'amer et de souffrant, qui frappait tout le monde et où les adversaires affectaient de vour les tourments sutérieurs du « libéral renégat! ». Pur toutes

¹ C'est amai que Henri Meine le représentait alors, a le cour dévoré par tous les surpents du rémarde et la tête chargée de toutes les saledistions de l'humanité ». Et il ajoutait » Les dannées de l'enfer se consolerament entre eux, en se mountain des courments de cut homme, »

ces souffrances morales et physiques, n'était-or pas une victime toute preparée au choléra qui s'avançait?

и

Aujourd'hui que nous sommes familiarisés avec 🖛 choléra et que cette maladie, par sa diffusion même, est devenue moins violente, nous nous fausons difficulement une idée de l'effet produit per sa première invasion. Venu d'Asie, transporté par les armées rumes en Pologne, le fiéeu avait percouru l'Europe ; en janvier 1892, il était à Londres, mais asses bénin. Le 29 mars, le Moniteur signala sa présence à Paris. C'était le jour de la mi-carême. La population, toute à ses plaisirs, prit d'abord la chose en plaisanterie; de amistres bouffons se promenerent par les rues, affublés de travestissements qui parodiagent la redoutable épidemie; le soir, les bals publics étaient plus remplis que parais. Mais les excès même de cette journée fournirent au choléra l'accasion d'une vengeance meurtrière contre ceux qui avaient osé le railler; pendant la nuit, des voitures amenèrent à l'Hôtel-Dieu les masques surpris et terrassés par la contagion sous leur burlesque déguisement. Le malsévit tout de suite avec une affroyable intensité. Dès le 3 avril, on comptait buit cent soixante et un décès dans un seul jour !, Sur toute le ville régnait une sorte de terreur, plus horrible. disait un témoin, que celle de 1793, car les exécutions avaient lieu avec plus de promptitude et de mystère : « C'était , ajoutait-il, un bourreau masqué qui marchait dans Paris, escorté d'une invisible guillotine. « Pour symboliser ce règne de la mort, le people avait mis un drapeau noir aux mains de la statue de Henri IV. Presque tous ceux qui le pouvaient s'étaient enfuis. Les théâtres étaient fermés on déserts. Les passants,

^{&#}x27;On a evalué à environ vingt mille le chiffre des victimes du choléra à Paris. Il fendrait y apouter les décès survenus dant les vings-deux départements que le fiéres vints.

rares, merchanent rapidement, la physionomie morne et crispés, en tenant leur main ou leur mouchoir sur leur boucke. Presque plus de voitures dans les rues. Rien que des convois funébres, et, ce qui était plus navrant encore, des convois que personne ne suivait. Les corbillards ne suffisant plus au service, on employait des tapissières, des voitures de toutes formes, bazarrement tendues d'étofles noires; elles parcouraient les rues, remassant les cadavres, souvent renfermés dans de simples sacs, et les emportaient ensuite par douzaines aux cimetières : il fallut même recourir aux facres ; on y plaçait les cercueils en travers, les deux extrémités sortant par les portières. Seula, la politique ne chômait pas. Vainement le Journal des Débats rappeleit-il que, dans Athènes envahie par la peste au temps de Thucidyde, les factions avaient fait trève, nos partis plus implacables se refusaient à désarmer; les journaux continuaient leurs polémiques. Capendant la Chambre, à demi vidée par la fuite de ses membres, avait peine à finir les travaux de sa longue. session 1. Au milieu de cette désertion générale, la famille royale restait à Paris, faisant pleinement et généreusement tout son devoir; les jeunes princes parcouraient les quartiers les plus atteints ou vantaient les hopstaux; le salon des princesses était transformé en atelier où l'on préparait tous les secours, et la Reine présidait à cette œuvre de charité.

On ne pouvait s'attendre, au lendemain de 1830, à rencontrer ces signes extérieurs de piété publique, qui avaient, à d'autres époques, en des crises semblables, soutenu, consolé, rélevé l'àme du peuple : la religion semblait même si absente, que Henri Heine, tout paten qu'it fût, s'en montrait presque effrayé a; cortains hôpitans étaient privés d'aumôniers, et les prêtres, comme l'écrivait celui qui devait être le P. Lacordaire, ne parvenaient à y pénétrer que furtivement et au prix « d'increyables avances ». Toutefois, en dépit de cette sorte

^{*} La seguion det close le M. evril.

P Heina écrivaix alors : « Je a'al jamais vu l'Église représentés, né pur sus ministres, us par ses symboles, dans aucon des milliers de cortéges de deuit qui suit passe devent mos pendant la periode du cholors. »

d'irréligion officielle et de ce qu'elle ajoutait à la désolation de l'épidémie, on n'en pouvait pas moins constater alors une certaine détente dans les relations du parti réguant avec le clergé. Celui-cı était admirable de générosité et de dévouement, ne comptant ni la fatigue, ni la dépense, ni le péril, se proposant partout pour soigner les malades et pour organiser. des hépitaux temporaires. C'était là sa vengeance contre ceux qui l'avaient méconnu, outragé, maîtraité. Sous la protection de ce rôle bienfaisant, des prétres recommençaient à se montrer en soutane dans les rues, ce qu'ils n'avaient pas osé faire depuis Juillet. Mgr de Quélen sortait de sa cachette, a6n de sa dévoyer entièrement aux cholériques; la charité de l'évêque imposant ailence et même respect aux haines politiques!. Il offrait son séminaire pour y recevoir des malades et ses séminaristes pour les soigner, offre acceptée avec reconnaissance, malgré l'opposition de ceux qui craignaient, avec le Constitutionnel, que « la présence et le costume des séminaristes ne fussent guère propres à ressurer l'imagination des cholér ques • . Le cardinal de Roban, archevêque de Besançon, menacé lors de la révolution, s'était réfugié à Rome; à peine apprenait-il. l'invesion du choléra, que, dédaignant les avertissements inquiets de ses amis, il revenait dans son diocèse pour y secourir et consoler ses ouailles. Reçu d'abord par des manifestations tumultueuses, qui se reproduisirent trois jours de suite devant son palais, sa charité n'en était pas découragée et triomphait de ces violences. Tel était même le changement opéré dans les esprits, que le gouvernement pouvait, sans être trop maltraité, demander aux évéques des prières publiques; dans plusieurs villes, il y eut des processions solennelles auxquelles assistèrent les autorités ; dans d'autres , il est vrai , ces cérémonies furent interdites.

Il était bien besoin que la religion vint apporter son sursum corda, car trop d'autres symptômes donnaient une affligeante idée de l'état moral et intellectuel de la population. Après avoir



¹ Ce fut le 15 soût enivent que Mgr de Quelen officie, pour le première foie deputs la révolution, dans l'église Notre-Dame.

fait son entrée au milieu des orgies d'un tour de carnaval. le fléau semblait preadre pour escorte les plus hideuses émeutes. C'étnient d'abord les chiffonniers qui se révoltaient, parce que, pour une raison de salubrité, on avait ordonné l'enlevement des ordures par charrettes, et la Tribune s'efforçait, par des déclamations forcenées, de transformer cette échauffourée en un soulèvement général des prolétaires coatre les riches. A peine ce désordre comprimé, le bruit se répandit que le peuple était wettme, non d'une maladie, mais d'un empoisonnement des eaux et des comestibles. Qui avait le premier inventé cette nouvelle absurde et terrible? On ne sait, mais ce fut le partirévolutionnaire qui l'exploita. Il lança des proclamations incendiaires : . Depuis bientôt deux ans, y lisait-on, le peuple est en proje aux angoisses de la plus profonde misère... Voilà maintenant que, sous prétexte d'un fléau prétendu, on l'empeisonne dans les hôpitaux... Que la torche, la hache, la pique, nous ouvrent un passage! Aux armes! . Dans une autre : · Citoyens, nous laisserons-nous empoisonner et égorger impunement? » Et encore : « Le choléra est un fléau moins cruel que le gouvernement de Louis-Philippe... Louis-Philippe en vote aon file à l'Hôtel-Dieu pour voir de plus près la misère du peuple. Le peuple vous rendra vos visites, comme au 10 août, comme au 29 juillet... Que le peuple se montre; qu'il nille, lui qui n'a rien , lever son impôt sur ceux qui ont tout. » Le National lui-même affirmait la réalité des tentatives d'empoisonnement !. Il n'était pas jusqu'à une maladroite proclamation du préfet de police qui ne parût donner crédit à ces soupçons. De là, dans la population, un état d'angoisse épouvantée qui se traduisit bientôt en accès de fureur sauvage. La foule parcourait les rues, affamée de vengeance. Des bandes se tennient au com des rues ; sous prétexte de surveiller les empoisonneurs, elles arrêtaient



La Matienal dincit, la 8 sevil 1830 - « Nove avons la douleur d'annouver qu'il n'est que trop veui que des tensatives d'empoisonnement sur le viu des debitants et la viunde de bouchers ont éte pratiquées par une bande de muérables dont l'atrece manie ne peut être comparée qu'à celle des incendinires qui désolèment, il y a deux ans, les départements de l'Ocest. » Le lendemain, à la vérité, ce journait déclarait que la nouvelle lui parments douteures.

ceux qui percresaient suspecte à leur imagination troublée. Malheur aux passants sur lesquels on découvrait une fiole ou une poudre quelconque! quelques-uns étaient aussitôt torturés. parfois égorgés. Plus d'un meurtre fut ainsi commis. Ce désordre se prolongea pendant plusieurs jours. G'était à se croire retombé en pleine barbarie. Les témoins en étaient épouvantés. « Nulaspect, dissit l'un d'eux notant su moment même ses impresaions, n'est plus horrible que cette colère da peuple, quand il a soif de sang et qu'il égorge ses victimes désarmées. Alors roule dans les rues une mer d'hommes aux flots noirs, au muleu. desquels écument ch et la les ouvriers en chemise comme les blanches vagues qui s'entre-choquent, et tout cela gronde et hurle sans parole de merci, comme des damnés, comme des démons. J'entendis, dans la rue Saint-Denis, le fameuz cri : A la lanterna! Et quelques voix pleines de rage m'apprirent qu'on pendant un empoisonneur. Les uns disaient que c'était un carliste, qu'on avait trouvé dans sa poche un èrevet de lys; les autres, que c'était un prêtre, et qu'un pareil misérable était capable de tout. Dans la rue de Vaugirard, où l'on massacra deux hommes qui étaient porteurs d'une pondre blanche, je visun de ces infortunés au moment où il ralait encore, et les vieilles : fammes tirèrent leurs sabote de leurs piede pour l'en frapper sur la tête jusqu'à ce qu'il mourût. Il était entièrement pu et couvert de sang et de meurtrissures; on lui déchira non-seulement ses habits, mais les chevenx, les lèvres et le nez; puis vint un homme dégoùtant qui lie une corde autour des pieds du cadavre et le traine par les rues, en crient sans relàche . Voilà le cholèremorbus! Une femme admirablement belle, le sein découvert et les mains ensanglantées, se trouveit là ; elle donne un dernier coup de pied au cadavre, quand il passa devant elle . . Un guire spectateur nous a dépeint « cette tourbe ignorante et décue, poussant dans les rues ses cris de rage et de meurtre, arrêtant un corbillard par des blasphèmes, entvrée de désespoir, de fureur, de terreur, de vengeance, de faith et de sédi-



^{*} Lettre du 49 avril 1833, écrite par Hanri Haine à la Gazette d'Angainney. - De la France, p. 439-440.

tion; rebelle à la science, inaccessible à la persuasion, incapable d'une abstinence nécessaire et d'une pieuse force d'âme ».

• Qui a vu ces bacchanales de sang et de mort, s'écriait-il, ne les oubliers jamais. Qui a vu l'émeute et le choléra s'embrasser comme frère et sœur et courir la ville, échevelés, ne les oubliers pas. Affreux mélange d'énervement chez les puissants, de férocité chez les pauvres! » Et il conclusit trop justement : « La maladie morale de la nation paraissait plus digne de pitié que son mal physique!. »

Ш

Tel était le cadre vraiment lugubre au milieu duquel allait se placer la mort de Casimir Péner. Le 1^{er} avril, le président du conseil avait accompagné le duc d'Orléans dans une visite aux cholériques de l'Hôtel-Dieu. Il en était sorti plein d'admiration pour le sang-froid du jeune prince, mais aussi très-frappé du spectaçle funchre dont il avait été témoin. Quand il en parlait à ses amis, ceux-ci remarquaient avec inquiétude l'ardeur de son regard, la pâleur de son teint, l'altération de sa physionomie. Trois jours après, il fut obligé de s'aliter. C'était à ce moment que la populace massacrant dans les rues les prétendus empoisonneurs. Périer en ressentit une impression navrante qui aggrava son mal. « Ce n'est pas là, disait-il, la pensée d'un people civilisé, c'est le cri d'un peuple sauvage. • Humilié et découragé par les signes trop manifestes d'un désordre moral persistant, il faisait sur son pays et sur lui-même les plus sombres prédictions. Le 5 avril au soir, à M. de Montalivet qui le voyait pour la dernière fois, il répéta cette parole qu'il avait prononcée en acceptant le pouvoir : « Je vous l'ai déjà dit, je sortirai de ce ministère les pieds en avant. - Cependant le caractère de la maladie se manifestait chaque jour davantage,

¹ Philardio Cassens, Mémoires,

et le 8 avril, le Journal des Débats dut annoncer que le président du conseil était atteint du choléra.

La latte de la maladie fut, chez Périer, perticulièrement violente at tragique. . Des spasmes nerveux, rapporte un témoin, soulevaient ce grand corps, par une sorte de mouvement mécanique dont la puissance irrésistible était effrayante. Puis vint le délire. Les yeux brillants sous deux larges sourcils encore noirs, les cheveux blanchis en désordre, sa longue et belle figure jaunie et sillonnée par la souffrance, il se dressat sur son lit avec sa majesté naturelle. Des paroles entrecoupées révélaient, jusque dans le trouble de la fièvre, l'augoisse de son patriotisme, puis il retombait en s'écriant d'un accent lugubre : . Quel malheur! le président du conseil est fou l. Redevenaitil plus calme, reprenait-il possession de lui-même, il parlait du pays, de la politique à suivre au dedans et au dehors ; épanchements douloureux où l'inquiétude dominait : « J'ai les ailes coupées, disait-il, je suis bien malade; mais le paye est encore plus malade que moi. •

Si l'approche de la mort ne faisait pas la paix au dedans de cette âme encore toute seconée des luttes au milieu desquelles la maladie l'avait saisse, le combat ne cessait pas non plus au dehors. Les adversaires politiques du ministre refusaient de désarmer devant ce let de douleur, ils semblaient même s'y être donné rendez-vous, pour assouvir leur haine par ce spectacle. Leurs journaux faisaient tout haut le calcul des heures que ce moribond avait encore à vivre, escomptaient les avantages de sa disparition, analysaient et dénaturaient les incidents de son agonie, affectaient de voir dans son délire une sorte de folie furieuse produite par l'excitation on le remords d'une politique violente. Leur seul regret était de voir ce criminel

La National recontait, avec une sorte de joie movage, que la ministre était a altimé » et » entre les mains du médecin en chaf de Characteu ». Il parleit de » ce malheureux privé de se raison qui, depuis huit jours, n'a retreuvé de course journalist lucides que pour maudire l'instant qui lui fit prêter son com et l'énerge maladire de son tempérament au système personnel du Roi ». (Article du 29 avril.) La Tribune dunit de Perser que c était un « malheureux se débattapt dans es camisole de force ».

ajgui soustrait aux comptes qu'ils auraient voulu lui faire rendre. Langage si dur, que La Fayette lui-même s'en plaignait 1. Par contre, à mesure que l'état du malade empirait, le grand public, celui qui vivait en dehors des passions de parti, sentant davantage la gravité de la perte dont il était menacé. « Périer, écrivait, le 12 mai, un de ses ennemis, gague la sympathie de la foule qui s'aperçoit tout d'un coup qu'il était un grand homme ". . Ouelle angoisse surtout ches ceux qui, au debors et su dedans, étaient engagés dans l'œuvre de paix et d'ordre entreprise par le grand ministre! Cette angoisse se manifestait même chez les hommes les moins portés à l'attendrissement. De Londree, M. de Talleyrand écrivait, le 4 mai : · A chaque heure, j'invoque M. Péner! et j'ai bien peur que ce ne soit en vain et que je n'aie plus à m'adresser qu'à ses manes .. Un grand mot d'un grand homme est celui-ci : Je crains plus une armée de cent moutons commandée par un lion , qu'une armée de cent lions commandée par un mouton *. • '

Cette terrible agonie ne se prolongen pas moins de six semanes, avec des alternatives diverses. Par moments, on se prenait à espérer que le malade triompherait du mel, comme avaient fait M. d'Argout et M. Guizot, également atteints, le voyant-on pas autour de lui l'épidémie en pleine décroissancé "? Mais bientôt toute illusion s'évanouit, et, le 16 mai au matin, la nouvelle se répandit dans Paris que Casimir Périer n'était plus. Il n'avait que cinquante-cinq ons. Pendant que quelques fanatiques obscurs illuminaient de joie à la prison de la Force, le pays, si énervé qu'il fût par ses récentes terreurs, se sentit

¹ Le Payette, dans une lettre intime du 28 avril 1831, exprimait une deuloureuse sympathie pour Périer. Il sjouture » Les journaux sont dure à son égard, je t'ai dit à onus de une councismance qui y travaillent. »

Menri Harun, De la France, p. 158.

^{*} Smurn-Betre, Monveaux Lundis, t. X11, p. 95.

^{*}C'apt vers la fin d'avri) que le cholère commença à dimmer d'intenanté. Il y ent, en juillet, une must forte recredescence, et le flèau ne dispare i completement qu'à la fin de septembre.

^{*}Voici le document que publisit la Tribune du 17 mai : « A la nouvelle de la mort du président du conseil, les détenus politiques soussignes, carlates et républicains, cet unanimement résolu qu'une illumination générale sursit leu co mir à l'intéresse de leurs humides calanous, Signé : Baron de Schauenbourg,

averti, comme par une secousse, que quelque chose de grand a'était écroulé. Partout, ches les amis de l'ordre, le regret, l'alarme et la consternation. Le jour des obsèques, ce ne fut pas seulement M. Royer-Collard qui vint, au nom de la science politique, rendre au grand homme de gouvernement un imposant hommage; la foule elle-même, comprenant d'instruct les services que ce ministre lui avait rendus et le vide qu'il laissent, se pressa derrière son char funèbre et souscrivit au monument que lui élevait la reconnaissance nationale.

C'était la gloire qui commençait pour Périer, et, depuis lors, le temps, bien loin de rien enlever à cette gloire, n'a fait que la grandir. Ce ministère si court, si combattu, est resté comme l'événement le plus considérable, le plus décisif de la monarchie de Juillet, et son influence a persisté pendant les seise années qui ont suivi. Le « système » de Périer, ce « système » que, par l'énergie de sa volonté, il avait substitué aux incertitudes et aux défaillances du début, est devenu celui du règne. Les conservateurs n'ont plus eu d'autre mot d'ordre que de le continuer. Parmi les ministres qui se sont succédé après le cabinet du 13 mars, presque aucun qui ne se sentit le besoin de se mettre à l'abri de ce grand nom, et c'était entre eux à qui se vanterait de survre plus fidelement le allon que leur illustre prédécesseur avait si fortement creusé. Tous eussent volontiers confirmé ce jugement que le feu duc de Broglie portera au déclin de sa vie, en recueillant et en comparant ses souvenirs : - C'était là, plus que nous ne le savions au premier moment, plus que Périer ne le savant pent-être lui-même, un ministère, un vrai ministère, et qu'il me soit permis d'ajouter, experto credite, le meilleur qu'ait eu la France, sous notre défant régime constitutionnel 2. » Les partis mêmes qui avaient combattu si violemment Périer de son vivant, ont compris, aussitôt sa mort, qu'ils se heurternient à une mémoire trop honorée et trop populaire, s'ils la traitaient en ennemie. On les a vus alors,

Roger, Toutain, Lemestre, henriquinquistor; Pelvillain, Goossière, Degaune, épublicame.

¹ Notes biographiques inédites du duc de Broglie.

changeant de tactique, profitant de ce que le grand ministre n'était plus la pour leur jeter un de ses terribles démentis, tacher de le tirer à eux et de l'opposer à ceux qui cherchaient à continuer sa politique. Étrange manœuvre que M. O. Barrot commençait déjà, peu après la mort de Périer, contre M. Thiers, dans ce temps-là ardent conservateur! Mais aussi, singulier hommage rendu au prestige inattaquable de ce nom! L'instinct public, du reste, ne s'y est pas trompé. Toutes les fois que, depuis un demi-siècle, le paya a traversé une crise périlleuse et Dieusait combien il en a conna - toutes les fois surtout qu'il a senti le ponyoir làche et le mal audacieux, il a poussé ce cri : Donnes-nous un Casimir Périer! Pour ceux même qui connaissent le moins son histoire, ce personnage est devene comme l'incarnation et le modele de la scule politique où, dans ses heures de détresse, la nation entrevoie le salut et l'honneur. H a suffi de quelques mois de ministère pour conquérir cette gloire. N'est-ce pas une grave leçon à l'adresse des hommes d'État? Presque tous doivent, à une certaine heure, faire leur choix entre les sévères devoirs de la pohtique de résistance et les tentations faciles de la politique de laisser-aller. Nous leur demandons sculement, avant de se décider, de comparer la place qu'occupent, dans l'estime du pays et dans les jugements de l'histoire, ces deux noms : Laffitte et Casimir Périer.

CHAPITRE VIII

L'ÉPILOGUE DU MINISTÈRE CASIMIR PÉRIRA

(Mai-ectober 1888)

I Come requirere pas Cammir Páriar, tout un prétandant conserver con « système» . Y a-t-îl valléité de rédaire rétrospectivement le rôle de Périor? Sontiments du Rui à cet égard. Seu désir de gouverner et de persitre gouverner. Il ne veut pas, du reste, faire fiécher la résistance. —11. Effet produit dans le gouvernement par la disparition de Périer. Reprise d'agitation dans le parti revolutionnaire. L'opposition perfementaire public son « compte rende ». — III. L'enterrement du general Lomarque, le 5 juin, est l'occasion d'une émeute. Energie de la répression La lutte se prolonge le 6 juin Victoire de gouvernement. Attitude des shofs de parti républican, pandant ous dout journées. Démaighe de M.N. O. Berrot, Leffitie et Arago suprès de Leuis-Philippe. — IV. Les jourganz de gração protágent les vainces des 5 et 6 yeas. L'ordontence d'état da siège et les polémiques qu'elle soulève. Arrêt de la Cour de cassation. Retrait de l'ordonnance. - V. Les royalistes se soulévent en Vendée, en même temps que les républicanes à Paris. La presse légatimate après 1830. Chateaubriand. M. de Genoude. Tentativa d'union des apposants de droite et de gauche, Cette hostilite des royalistes auimble à la foit su gouvernement de Juillet et à la seuse legumista. — VI Le parti d'acuen parmi les royalistes. Le complot usa Prouveures. Rêve d'une prise d'armes en Vandée et dons le Médi. La ducheme de Berry et Charles X. La duchesse prépare une expédition en France. Bon déharquement. Elle échoos dans le Midi. Tentative de soulévement en Vondés, Rile est aussitét répeanée, — VII. La double victoire de la monarchie de Juilletdur les republicame et les legitamattes est completée par la mort du duc de Rosch, stadt. L'autorie du ministère n'est pas cependint rétablie, il parsit auxpuble de tires parti de ses victoires. Même insuffisance pour la politique étrangère. Le cabuset a'est pas en mesure de se presenter dévant les Chambres. Le Rai as résigue à un respaniement suipistérial.

1

La mort de Casimir Périer laissait un vide immense dans le cabinet. L'embarras devait être grand de remplacer un tel chef de gouvernement. Chosa étrange, on prit le parti de ne pas le remplacer du tout. Il se trouvait que tous les départements ministériels étaient pourvus. Dès la fin du mois d'avril. M. de Montalivet avait cédé le portefeuille de l'instruction publique à M. Girod de l'Ain, pour prendre celui de l'Intérieur que Périer malade ne ponvait garder '. Celui-ci n'avait conservé que la présidence du conseil, rendue par son état de santé purement nominale. A sa mort, on ne prit aucune mesure nouvelle 1. Privés du chef dont ils avaient été les agents dévoués, courageux, mais un peu effacés, les ministres n'avaient point, par eux seuls, grande autorité ni surtout que signification politique bien précise. D'opinion jusqu'alors un pen flottante ou mai connue, la plupart avaient commencé par être les collègues de M. Laffitte. Cependant la marque imprimée sur eux par la forte main de Périer était, pour ainsi dire, encore visible: mort, il continuait à les dominer; nul d'entre enx ne songeait à s'écorter, un dedans ou au debors, de ce qu'on appelait, dans la langue du temps, « le système du 13 mars * » . Déa le premier jour, le Moniteur publia, sur ce point, les déclarations les plus formelles et les plus sincères. « Que la France, veuve d'un grand citoyen, disait le journal officiel, sache bien qu'il n'y a rien de changé dans ses destinées politiques *. »

Pour mieux écarter toute crainte de revirement, le Moniteur indiquait que « le système » ne tenuit pas à la personne du ministre qui venuit de disparattre. Déjà, quelques jours aupara-

¹ Ordennances de 27 et de 30 avril 1483.

^{*} Rappelons quello se trouveit être alors la composition du cabinet : Montalivet, Intérieur : Sébastians , Affaires étrangères : Barthe, garde des Scesus ; baron Louis, Finances : d'Argont, Commerce et Travaux publics ; Gurod dell'Are, Instruction publique : marcehal Soult, Guerro , amiral de Rigny, Marine.

Dans les controverses de cette epoque, on faissit grand abus de ce mot de « système». Pau de jours après que Périer evait pris le pouvoir, le 45 mars 1831, le Journal des Débats avant écrit » Depuis de quatre mois, le gouvernament semble ne pas avoir de système... C'est es défaut de système qui fait ses tiraillements. L'avénement du nouveau ministère est un système. Quel est cenystème?... » Depuis lors, on ne puelait plus que du « système » « on étalt pour ou contru » le système ». Ce langue devait persister longtemps. En 1839, le l'oi, causant avac est. Dupin qu'il present d'entrer au ministère, s'écrait » Pourva qu'on ne s'écarte pas du système! « et M. Dupin protestant, « Pour mon compte, dissitif, ne croyes pas que ja ven, les entraprendre ce que la Journal des Débats appelant dernièrement le glorification du système. » (Mémoires de M. Dupm, t. 1V, p. 6.)

vant, quand Périer n'était pas encore mort, le Journal des Débats, tout en se défendant de « vouloir rabaisser les immenses services » de ce ministre, avait dit : « C'est une erreur étrange que de s'obstiner à confondre le système et le ministère du 13 mars, comme si le système était né et devait s'éteindre avec tel ou tel homme... M. Périer n'a point créé son système... C'est le système qui a fait le ministère du 18 mars, et non par le ministère du 13 mars qui a fait le système. Le système du 13 mars a pris noissance au moment même de la révolution du Juillet... Il était né avant M. Casimir Pécier; il loi survivra, si le malheur vent que M. Casimir Périer soit enlevé à la France... Il avait et il a encore d'eutres représentants et d'autres défenseurs 1... Ce langage qui fut, pendant quelque temps, celui de la presse officieuse s'expliquait par la nécessité de prévenir les incertitudes ou les alarmes que la perte du grand ministre pouvait avoir éveillées au dedans ou au dehors. Néanmoins il ne laissa pas que de causer un certain étonnement ; il fut commenté; en crut entrevoir, chez les ministres et ches le Roi, quelque velléité de rédaire rétrospectivement l'importance de Périer.

Très-laborieux et très-actif, Louis-Philippe avait le goût du gouvernement. D'une santé vigoureuse qui lui permettait au besoin de ne pas donner plus de quatre heures au sommeil, sans aucune de ces passions frivoles qui dépensent trop souvent le temps des princes, il apportait une application méritoire aux affaires publiques, se planant à les étuder toutes, à les suivre jusque dans leurs details, au risque parfois de géner ses ministres et de se faire reprocher une ingérence un peu tatillonne. Son intelligence était arguisée, ouverte et cuitivée. Ayant beaucoup vu et beaucoup reteau, ayant approché, dans les vicissi-

¹ Journal des Dibate, 15 mai 1832.

[&]quot;Le lien, a dit M. Gusot, a manifestant trop d'aris et de désire dans de petites questions et de petites afforces qui ne menualent pas son antervention. L'indi férence et le alence sont sonvent d'utiles et convenables babiletés royales; Louis-Philippe n'en faisant pas anex d'usage, a C'est ce qui faisant dire à Berrague avoc plus de méchancere que de vérite : a La Roi vent goûter à toutes les sauces et fait tourner toures celles où il trempe le bout du daugt.

tudes extrêmes de sa carrière, les gouvernements et les peuples, sachant ce qu'on apprend sur les marches du trône et dans l'adversité, comnaissant la nouvelle France mieux que les Bourbons de la branche atnée, et la vieille Europe mieux que les parvenus du libéralisme, d'un esprit très-politique, il avait une confiance fondée dans son habileté, dans ce qu'il ammit à appeler sa « vieille expérience », et se croyait plus capable que tous les ministres de gouverner son pays, au miheu de tant de dangers intérieurs et extérieurs. Peut-être n'avait-il pas tort de le penser; il avait certainement tort de le lasser voir. Dans la vivacité perfois trop abandonnée et trop féconde de ses conversations , il ne résistait pas toujours à la tentetion de parler de ses ministres comme d'instruments dont il se piquait de jouer à son gré. N'était-il pas jusqu'à Périer qu'il se vantait d'avoir fini par bien « équiter »? « Ils ont beau faire, disait-il un autre jour, ils ne m'empécheront pas de mener mon facre. . On bien encore : « Un ministère est un relais de poste. J'ai quelquefois de hons chevaux, et le voyage est commode; mais j'azrive à un relais où je suis obligé de prendre des cheveux finngants et rétifs; il faut biez faire la route, et, après tout, ce n'est qu'un relais. « Ces paroles étaient répétées; elles blessaient l'amour-propre des ministres présents, passés ou futurs; elles heurtaient la prétention de cette bourgeoisie libérale qui s'était laissé persuader que le Boi ne devast. pas « gouverner » . Une autre faiblesse de Louis-Philippe était d'accepter malaisément, dans le régime parlementaire, ce partage qui donne au ministre, avec la responsabilité, ce qu'il y a de plus visible dans le gouvernement, et ne laisse au prince qu'une action indirecte qui, pour être d scrète, cachée, n'en est pas souvent moins réelle ni décisive. Il désirait avoir, aux yeux du pays, le mérite des services qu'il lui rendait en imprimant une bonne direction à ses affaires intérieures ou extérieures. On eût presque dit qu'il regrettait de ne pas tenir plutôt le rôle du ministre, et que, de ce rôle, il envisit même ce qui semblait le plus étranger aux habitudes d'un prince, la justification publique de sa nofitique, les luttes, les émotions et les

succès des débats parlementaires. Il se savait la parole facile, abondante, aimait à s'en servir, et souffrait de ne l'employer que pour « chambrer » chaque député dans une embrasure de fenètre, au lieu de parler, du haut de la tribune, à un nombreux auditoire : un peu comme certaines femmes du monde, impatientes des convenances qui les empêchent d'exercer au théâtre leur talent de cantatrice.

Périer avait singulièrement comprimé et froissé ce goût de Louis - Philippe pour le gouvernement et le gouvernement visible. Le ministre avait prétendu non-sculement s'emparer de tout le pouvoir, mais bien montrer aux autres qu'il était le seul maître, sams s'inquiéter de l'effecement mortifiant auquel il condamnait ainsi le Roi. Celui-ci s'y était soumis avec une patriotique résignation, quoique non sans chagrin. Périer mort, des esprits malveillants insinuèrent que Louis-Philippe en avait éprouvé un soulsgement s: insinuation peu fondée, à laquelle les propos incoaverants et maladroits de certains courtissus avaient pu fournir prétexte s. Seulement il minit, avec quelque empressement, l'occasion qui lui était offerte de gouverner davantage et de le faire voir. Sous ce rapport, rien ne

3 Il no convent d'accueille qu'avec metanes l'assertion de M. Odrion Barrot qui prétend qu'à la nouvelle de la mort de Perler, la Roi se servit contenté de pette froide reflexion : « Ret-ce un barr? est-ce un mal? ... »

¹ A cette époque même, en juin 1832, le Rei, consent avec les chefs de la grache, no trabantit-il pas son regret, quand il leur dinit : » Un rui constitutionnel que pout melhoureusement pas n'expiiquer à la tribune e je ne puis faire consultre personnellement mos continents que quand je voyage, et vous auces remarqué que ja un laime jamais échapper est accessons sans en profiter, e (Mémoires d'Odilon Barret, t. I, p. 610.)

M. Genet recents, à ce propos, dans une Memourer (t. 11, p. 226) : « Pen de jours sprès le mort de M. Cammir Périer, j'étuse aux Tailories, dans le salou de la Remo; un membre de la Chambre des députés, homme de seus at très-dévoué au Ros, dit à l'un des officiers saumes de la Cour : « Quel Béau que la « aboléra, mossisur, et quelle perte que estie de M. Périer ! — Oni, certainement, « monsieur; et la fille de M. Molé, cette pauvre medame de Champlâtgeus ! « Course pour attenuer, en le comparant à une douleur très « légeture, mais parament de famille, le deuil public pour le mort d'un grand ministre. Je me doute pas que, m le roi Louis-Philippe cût entendu ce propos, il n'en cût seus l'inconventates, mais les serviteurs out des empressemments que vent fort au delb des diares des rois, et coloi-là croyast platre en reposseure M. Carimar Périer dans la foule des morts que le choléra evait frappée, «

lui convenait mienz que l'état dans lequel la mort de Périer laissait le ministère. La présidence du Conseil, dont les droits maguère avaient été exagérés jusqu'à mettre pour ainsi dire le Roi hors du gouvernement, se trouvait être, par une autre anomalie, totalement supprimée : les fonctions en revenaient à Louis-Philippe, qui les avait déjà exercées lors du premier ministère ', et qui avait peut-être le secret espoir de ne plus s'en desmisir. Sa revanche, on le voit, était complète, d'autant plus que, parmi les ministres, il n'en était aucun dont l'indoculité ou l'importance propre pût, soit entraver l'action royale, soit la rejeter dans l'ambre. Le plus en vue, M. de Montalivet, ministre de l'intérieur, très-jeune encore, sans clientèle personnelle dans le Parlement, était particulièrement dévoué au prince dont la faveur avait fait sa fortune politique.

Pas plus que les ministres, Louis-Philippe ne songeait à faire Séchir le politique de résistance; mais il était bien, aise de montrer que, pour l'appliquer, il pouvait se passer de Périer et de tout autre personnage équivalent. Il se flattait que l'opinion verrait des lors dans cette politique, non plus seulement le « système » d'un ministre, mais celui du Roi (Cette préoccupation, alors très-vive ches hii, l'amenait parfois à des assertions contestables. Causant, quelques semaines plus tard, avec MM. Odilon Berrot, Laffitte et Arago, il leur disait : " J'ai remarqué, messeurs, que vous appelez tous mon système de gonvernement, le système du 13 mars. Cette dénomination, je dois vous en avertir, est tout à fait impropre. Le système que nous suivons aujourd'hui est celui que j'adoptai, après de sérieuses réflexions, en montant sur le trône; c'est aussi, de point en point, celui qui dirigeait le ministère dont M. Laffitte était le président. » Et comme ce dernier réclamait contre cette sesimilation : - Les vues, je le répète, continuait le Roi, étaient absolument identiques. Depuis que je suis sur le trône, le gouvernement a toujours marché dans la même ligne, parce que

² Lors du second ministère, M. Laffitte avait le titre de président du Cossoil; mais son indolence hissait grande place à l'action et à la prépondérance soyales.

cette ligne avait été adoptée après de mûres réflexions, parce qu'elle était la seule convenable. • Si Périer avait pu assister à cette conversation, n'eât-il pas protesté plus haut encore que M. Laffitte contre un tel rapprochement? Dans son désir de tout rapporter à • son système • et d'antidater la politique du 13 mars, Louis-Philippe en prenaît trop à son aise avec les faits. Mais son erreur ne portait que sur le passé, et elle ne saurait éveiller aucun doute sur la résolution où il était d'éviter, dans le présent et dans l'avenir, tout ce qui rappellerait, même de loin, le laisser-aller du ministère Laffitte.

П

Il n'était pas aussi simple qu'on le supposait de ne pas remplacer un grand ministre ; les événements le firent voir tout de suite. Périer dispara, la sécurité des conservateurs sembla subitement s'évanouir. Le Journal des Débats, qui tout à l'heure affectait de croire que « le système n'avait pas besoin du ministre du 13 mars » , disait, tout efforé, deux jours après : « La Providence aurait-elle donc résolu d'abandonner une seconde fois la France aux factions, comprimées un moment par le caractère énergique de M. G. Périer?... » Et il souhaitait de « n'être pas réduit à dire un jour que M. G. Péner était mort à propos pour son bopheur, et qu'il fallait le féliciter de n'avoir pas vu sa patrie ensangiantée par les factions victorieuses 1 1 Les liens de l'administration, ces liens que Périer avait ai solidement renoués, ae relàchaient aussitôt. L'un des amis de M. de Montalivet, le général de Ségur, lui adressait la note suivante : . Le réseau militaire, administratif, judiciaire, flotte incertain. Vos agents bésitent : les mauvais ont détà reçu leur mot d'ordre, qui est le désordre; les médiocres attendent le premier coup de vent pour tourner à son gré, les meilleurs se découragent.

Google

¹ Journal des Débats du 17 mai 1832.

Les députés ministériels ne rentrent dans leurs départements que pour y être insultée à domicile. Ce n'est qu'après trois jours d'outrages que le préfet le plus décidé, que le général le plus solide les font enfin respecter. Ainsi, tout se prépare pour que le pouvoir, relevé si péniblement et si glorieusement depuis quatorze mois, s'échappe de vos mains, dans la Chambre, dès la première session; dans Paris, dès la première émeute '. =

Le parti révolution naire n'avant jamais complétement désarmé. Toutefois, à la fin de 1831 et au commencement de 1852, les émeutes étaient devenues plus rares : le découragement était visible. La maladie de Périer et son remplacement au ministère de l'intérieur par M. de Montalivet avaient déjà rendo quelque espoir aux hommes de désordre. On les avait vue aussitôt s'agiter; il avait même été question, dans les conciliabules des Amis du peuple, d'une prise d'armes pour le 5 mai. Le mort de Péner augmenta encore l'audace et l'effervescence des sociétés révolutionnaires. Réunies en permanence, elles délibéraient presque ouvertement sur leurs projets d'émeutes. La police ayant apposé les scellés sur le local où l'une d'elles tenait ses séances, les affilies les arrachèrent et maltraitèrent les agents de la force publique. Il était manifeste qu'on croyait le moment venu pour un coup de main, et qu'on s'y préparait comme si la monarchie était livrée désormais sans défense à ses ennemis. Des conspirateurs bonapartistes et légitimistes suivaient de près ce mouvement, tout disposés à y prêter leur concours, avec l'espoir secret de le faire tourner à leur profit*.

² Mémoires du général de Segue, c. VII.

Sur cette egitation, cf. l'Histoire des sociétés recrétes et du parté républianie de 1838 à 1848, par Lucieu nu la Bonne. Ce dernier, membre setif des
sociétés révolutionnaires pendant toute la monarchie du Juillet, rédacteur des
journaires d'extrême gauche, était en réalité un habile et précieux agent de la
police occrète. Quand Caussidière, lui-même uneien comparateur, arriva à la
préfecture de police en 1848, il découvrit le rôle joué par son camarade. Il
reunit mors seuse de ses auts chez Albert, au Luxembourg; de la Hedde avait
été convoqué. Causadière invita la réunion à se constituer en tribunal accret
pour juger un traitre, dénonça de la Hedde, et lui donnent à choisir entre un
pistolet armé ou un verre de poucon, le somme tragquement de se donner la
mort. L'incise agent de la police a y refuse. On n'osa le tuer, et Caussidière dut
se constanter de le mettre pristreirement au secret dans le prisen de la Consier-

La presse demagogique ne prenait pas la précaution de dissimuler sea desseins et son attente, « Il fernit beau, disast la Tribune du 29 mar, de voir parler d'un article 291 et de sommations à des assemblées de deux cent mille hommes | Toutes ces broutilles ne s'opposent qu'aux faibles. « Et un autre jour : « Toute émeute séneuse à Paris a produit un changement important. MM. Guizot et de Broglie sont tombés à la voix d'une émente ; les fleurs de lys au Palais-Royal ont été effacées à une pétition de l'émeute. Il a'y en a pas une qui n'ait porté ses fruits! Que l'émeute se prolonge, se grossiese, devienne insurrection, et vous verrez le sort du Juste Milieu. » Le 1° juin, le même journal s'écrisit, à propos d'un procès qui venait de lui être fait : « Frappez, frappez encore, insensés! Vos coups ressemblent au tocsin. Annoncez le péril de votre cause, le triomphe de la nôtre. Frappes encore. Dans peu de jours, il ne vous restera plus a glapir que le sauve qui peut... Le jour du réveil du peuple commence à luire, et déjà bruit le cri national qui enfanta les soldats des trois journées, comme il avait enfanté ceux de nos armées républicames. »

L'opposition parlementaire ne voulut pas rester en arrière. Les Chambres étauent en vacances; cette circonstance n'arrêta pas les députés de la minorité. Quelques jours après la mort de Périer, ils se réunirent à l'hôtel de M. Laffitte. Sous la forme insolrte et presque révolutionnaire d'un appel au pays, ils adressèrent à leurs électeurs un Compte rendu qui était un réquisitoire véliément contre le gouvernement. Ce manifeste, publié le 28 mai, reçut cent trente-quatre agnatures. Après avoir répété les griefs connus contre la politique intérieure et extérieure l, il la montrait aboutissant, après deux ans d'expérience,

geris. De la Hodde no recouvez sa ilberté qu'à la chute de Camadière. Il public son Histoire des societés secrétes en \$550.

au dehors, à l'humiliation de la Prance et à la menace d'une conlition; au dedans, à la révolution faussée, à la liberté opprimée, à la guerre civile flagrante; pais il conclusit : « Nous le proclamons avec une doulouzeuse et prefonde conviction : que ce système se prolonge, et la révolution de Juillet et la France sont livrées à leurs ennemis. La Restauration et la Révolution sont en présence. La vieille lutte que nous avions cru terminée recommence. » Dans cet acte, l'opposition ne témorgnait pas sculement de sa violence contre le gouvernement, mais aussi de an faiblesse envers le parti révolutionnaire. La grande préoccupation de ceux qui se prétendarent « dynastiques » fut d'obtenir la signature des républicains les plus avancés, de MM. Carnier-Pages ainé ', Cabet, Voyer d'Argenson, et, pour y arriver, aucua sacrifice ne leur coûta. M. Odilon Barrot, chargé de rédiger le manifeste, avait écrit dans son projet : « Pour tous les hommes sensés, la monarchie constitutionnelle, sincèrement pratiquée, est la forme qui se concilie le mieux avec tous les développements de la liberté : , les républicains réclamèrent, et pour faire droit à leurs exigences on se contenta de dire : « La France de 1830 a pensé, comme celle de 1789, que la royauté héréditaire, entourée d'institutions populaires, n'a rien d'inconciliable avec les principes de la liberté. - C'est ce que M. Bar-

plus favorable à la famon de la garde nationale et de l'armée était la nôtre... — Le gouvernement, abusé per de function écriment et d'injustes préventions, sa's vu d'enneme que dons erent qui avanent combatte pour la fonder... — C'est la rougeur sur le front que nous avons entendu les agents du gouvernement parfor de la grande de déplace une cabanete étrangers; nous cruyions que la France était à jamais effranches de cette humiliante safluence... Après le renversement d'une dynastie imposée par la Sainte-Alliance, le gouvernement devast surveiller avec inquietude les mouvements des monarques etrangers. Il ne devast pas leur permettre surtout d'etendre et d'augmenter leur passance... Et expendant, maigré ses promesses formelles, il a abandonné l'Italie à la domination du l'Autrone, et il a laisté périr la Pològné, cette Pologné que nous pouvous escourre, quoi qu'on m ait dit à la techane, et que notre devoir était de sauver, etc. »

Il no faut pas quafondre se Carming Pagin, homme de talvet, qui cochait dans un corpo meladif une volenté frocte et passionnes, avec son frère codes, personnege bonaue, médiocre et un peu ridicule, qui dat neulement en recom lasseé par son siné de se trouver un moment en 1848 à la tétre de la France. Le 26 février, en limit, à la tribune de la Chambre queshie, les noms des membres de genvernement provisoire; arrivé su nom de Garnier-Pagès, une voix du people cem t « 11 est mort, le bon !»



Google

rot a appelé dans ses Memoires une « légère modification » et une « variente insignifiante » . Carrel était plus dans le vrai quand il écrivait que le compte rendu était « une déclaration de neutralité entre la république et la monarchie » .

Ce manifeste ne pouvait avoir aucun résultat légal et parlementaire; il fournit seulement, pour quelques jours, un aliment aux polémiques des journaux, il apporta surtout un singulier encouragement aux républicains, aux fauteurs d'émeute, qui voyaient ainsi les fondateurs même du gouvernement de Juillet proclamer sa banqueroute et dénoncer sa trahison. Le compte rendu est aux redoutables émeutes qui vont éclater la 5 et le 6 juin, ce que les banquets seront plus tard à la révolution de Février. Dans les deux cas, l'opposition dynastique, aveuglée, ouvre la voie, donne l'élan aux pires ennemes de la monarchie. Ce n'est pas sa faute si elle n'obtient pas, dès 1892, le triste succès qu'elle aura en 1848.

Ш

Les meneurs des sociétés secrètes n'en étaient plus qu'à chercher une occasion, quand, le 2 juin, le général Lamarque mourut du choléra. Rien n'était plus conforme à la tradition du parti que de transformer des obsèques en mamfestation révolutionnaire. Ainsi svait-on procédé, avec des nuances diverses, à la mort du général Foy et à celle de Manuel. Le grand embaires de ceux qui veulent lancer une émeute est de trouver un prétexte, d'apparence innocente, pour réunir leur armée dans la rue; un enterrement le leur fournit; cette armée une fois massée et mise en mouvement, sous couleur de rendre hommage au mort, se grossit naturellement des curieux attirés par la cérémonie, il ne reste plus qu'à profiter du premier incident pour augager la bataille. Les sociétés révolutionnaires

¹ O. Barnor, Memoires, L. I, p. 268.

résolurent donc de descendre toutes sur la place publique, le jour des obsèques de Lamarque. Chacune eut son point de ralliement. Les rôles et les armes furent distribués. Les affiliés étaient au nombre d'environ deux mille, presque tous bourgeois '; ils espéraient soulever les ouvriers et entraîner la foule. Avec leur clairvoyance ordinaire, les chefs de l'opposition parlementaire venaient, cette fois encore, à l'aide des révolutionnaires. Préoccupés de faire la contre-partie des obsèques de Périer et d'en imposer ainsi, par une grande manifestation, au gouvernement comme à l'opinion, ils s'agitèrent pour donner beaucoup d'éclat à la cérémonie et pour y attirer le plus de monde possible.

Le 5 juin, jour fixé pour l'enterrement, la foule est immense et les affidés sont à leur poste. On doit conduire le corps, par les boulevards, jusqu'eu pont d'Austerlitz, où une voitura attend pour l'emporter a Mont-de-Marsan: Le cortége s'étend interminable, devant et derrière le char que trois cents jeunes gens trainent avec des cordes. En tête et en queue, les troupes d'escorte; au milieu, des pelotons de toutes les légions de la garde nationale, une longue colonne d'ouvriers, les députations des Écoles, sauf de l'École polytechnique, consignée par ordre supérieur, les réfugiés de tous pays, et surtout les sociétés révolutionnaires, avec leurs bannières de diverses couleurs, dont une rouge, portée par le chef des «Réclamants de Juillet 2 ». Les physionomies farouches et sombres, les armes qu'on entrevoit à demi cachées sous les vétements trahissent trop clairement les desseins de beaucoup de membres du cortége. Dès le début, à la hauteur de la rue de la Paix, une clameur s'élève de la foule : A la colonne ! et la longue procession se détourne pour passer par la place Vendôme : sorte de dévotion bonapartiste qui était alors dans les habitudes du parti republicain. A mesure que le cortége s'avance, les esprits s'échauffent, les passions s'exaltent. Le duc de Fitz-James, qui se tenait au balcon

² DE LA HODDE, l'estoure des sociétes secrétes, p. 87.

l'Aren appelat en ceux des combettants de Juillet qui prétendurent n'avoir per eté recompensés selon leur merite.

d'un cercle, syant refusé de se découvrir, les vitres de la maison cont ausaitot brisées à coupe de pierres. Cris de plus en plus nombreux de : Vive la République la bas Louis-Philippe l plus de Bourbons! Violences crossantes contre les sergents de ville, dont quelques-un saont grièvement blessés. Plusieurs postes sont désurmés eur le passage. On casse les chaises et l'on arrache les tuteurs des arbres du boulevard, pour se préparer des armes en voe d'un combat que chacan sent imminent. Les meseurs n'en sont plus à cacher leur projet : « Mais enfin , où nous conduit-ou? » demande une voix. -- « A la république, répond l'un des chefs de groupe; tenes pour certain que nous souperons ce soir aux Turkeries. • Et le long cortége continue ainsi à rouler leutement. por les boulevards, grossi des carieux, formant une masse épaisse de plus de cent mille hommes, d'où émergent les bannières, les bâtons garnis de feuillage, et d'où sort un grondement menaçant, entremélé de cris farouches ou de refrains révolutionnaires. Le ciel gris et pluvieux rend le spectacle plus sinistre encore. A la hauteur du boulevard du Temple, une immense acclemation accueille une centaine d'élèves de l'École polytechnique qui se sont révoltés et ont forcé leur consigne, pour vemir prendre leur place dans la manifestation et aussi dans l'émeute; triste conséquence des éloges prodigués par le gouvernement lui-même à ceux de leurs camarades qui avaient combattu sur les barricades de Juillet. On arrive enfin au pont d'Auster,its, terme du convoi. Les orateurs montent sor une estrade pour prononcer des discours que, dans l'agitation crossante de la foule, personne n'entend. Tout à coup, apparati un cavalter brandissant un drapeau rouge que surmonte un bonnet de même couleur. Le désordre est au comble. Suivant un plan convenu, les affidés tentent de s'emparer du corps, pour le porter au Panthéon; ils échouent; mais, dans ce premier combat, des soldats sont blessés. Le cri : Aux armes ! retentit sur plusieurs points ; les barricades s'élèvent ; des coups de feu sont tirés. Les troupes, consignées et massées, dès le matin, en plusieurs endroits de la ville, ont pour instruction de ne se défendre qu'à la dernière extrémité. Aussi reçoivent-elles, sans riposter,

les premières décharges, qui blessent plusieurs officiers ou sotdats. Mais hientôt les commandants ne peuvent plus se faire illusion : c'est bien une insurrection qui commence; il n'y a qu'à la réprimer vigoureusement.

Du côté du pouvoir, rien de ces hésitations, de cet abandon, signes des gouvernements qui vont tomber. Le Roi, qui depuis la mort de Périer a pris la direction effective des affaires, était à Saint-Cloud le matin · · Amélie, dit-il, il y a du trouble à Paris, j'y van. - J'y van avec vous, mon ami », répond la Reme. Tous les pouvoirs militaires sont remis au général de Lobau, qui prend ses mesures avec sang-froid et énergie. Les troupes se montrent résolues et fidèles '. Une bonne partie de la garde nationale répond à l'appel; celle de la banlieue le fait même avec une passion irritée. Au premier moment, l'insurrection s'est étendue avec une rapidité qu'expliqueut la préméditation des émeutiers et la volonté du gouvernement d'ettendre, pour agir, qu'al soit attaqué; elle occupe, sur la rive gauche, les quartiers compris entre le Jardin des Plantes et la rue du faubourg Saint-Jacques; sur la rive droite, tout l'est de Paris jusqu'à la hauteur de la place des Victoires. Mais bientôt l'armée, appuyée par la gorde nationale, reprend l'offensive, avec succès. Les soldats de l'émeute sont plus éparpillés que nombreux; ils n'ont pu en effet ébranler la masse populaire, et, souf de rares exceptions, les ouvriers ne donnent pas. A huit heures du soir, le général de Lobau circonscrit l'insurrection catre les boulevards, les quais, la Bastille et la pomte Saint-Enstache; il la presse de toutes parts, sons lus lauser. oucun répit : la bataille se prolonge jusqu'à minuit.

Elle recommence le lendemain, 6 juin, à quatre heures du matin. Les insurgés sont en plus petit nombre encore que la veille, mais résolus, hardis, retranchés, comme en une fortaresse, au centre d'un quartier enchevêtré de rues étroites Force

Go gle

¹ On a reconté que, quend le cortége était arrivé à la place de la Bastille, un officier du 52º féger s'estat avance vers le premier groupe et avait dit au chef a «Je sule républicain, vous pogyez compter sur nous, » Aucune délection ne se produust. 114

est d'employer contre eux le canon : encore n'avance-t-on que lentement. Pendant que la lutte se localise ainsi, le reste de Parm reprend peu à peu su vie normale, russuré d'aillears per le sang-froid du Roi qui parcourt à cheval la ligne des boulevards jusqu'à la Bastille, traverse la faubourg Saint-Antoine, revient juiqu'aux quais, en imposant aux plus hostiles par sa fermeté calma, na paraissant même pas s'apercevoir des coups de feu qui parfois éclatent sur son chemin', C'est autour du ciottre Saint-Merry que se livrent les derniers combats. Une poignée d'insurgés y tient longtemps en échec l'effort de la troupe et des gardes nationales ; ils ne sont réduits qu'à la fin de la journée. Alors la bataule est définitivement gagnée par le gonvernement; mais c'est bien une bataille. la plus redoutable et la plus sanglante que les rues de Paris aient vue depuis le révolution de Juillet : on compte huit cents morts ou blessés, se partageant à peu près également entre les deux camps. *

Dans cette insurrection, les soldats de l'armée républicaine ne se sont pas ménagés; mais les chefs n'ont pas paru sur les barricades. Celui dont un fit le héros de ces journées était un certain Jeanne qui commandait au cloitre Saint-Merry, et qui y déploya une rare intrépidité : aventurier obscur dont le passé n'était pas absolument net. Sans doute, si le mouvement avait réussi, les chefs se fussent montrés; mais leur prudence attenduit l'événement. Godefroy Gavaignaclui-même se tint à l'écart. Les plus compromis étaient MM. Garaier-Pagès ataé, Cabet et Laboratière, députés, qui avaient concouru aux préparatifs et contre qui des mandats furent lancés. On avait fait espérer aux combettants que M. Mauguin et le maréchal Clausel se pronouceraient pour eux. Les émissaires dépêchés au premier le trouvérent tremblant de peur; le second répondit à un artilleur de la garde nationale, qui le pressait de prendre parti : · Je me joans à yous, si vous êtes assurés du concours d'un



M de Saint-Priest écrivait à M. de Baranto : « Louis-Philippe a fait son deroir de roi avec un courage, une honne grace, un à-propos vraiment admirables; au trop au trop peu, do courage sains temeraté, de la dignité dons le maintain, des toots heureux à la façon de Henri IV. » (Documents inédits.)

régiment. — Eh! monsieur, réplique l'ertilleur, si, à l'heure où je parle, un régiment était à nos ordres, nous n'aurions pas besoin de vous 1. . Quant à Carrel, il commencait à ressentir les embarras de son nouveau rôle. En sa qualité d'ancien officier, il tenait en médiocre estime les forces populaires et ne croyait pas au succès de l'émeute. Le soir du 5 min, dans une réunion tenue aux bureaux du National, il avait combattu l'idée de se jeter dans la lutte. Le lendemain matin, dans son journal. Il invitait les magistrats, les députés et la garde nationale à s'interposer, pour empécher le gouvernement « d'égorger ha population * . Quelques heures plus tard, rencontrant M. O. Barrot, il le pressait de prendre la tête du mouvement : - Vous êtes, dans tous les cas, compromis, lui dit-il, vous et vos amis, par cette insurrection; tachez du moins de la faire tourner au profit de votre opinion. - Ah! je ne le sats que trop, répondit M. Barrot, et ce n'est pas d'aujourd'hui seulement que vos folies compromettent la liberté; mais j'aime encore mieux avoir à répondre de votre défaite que de votre victoire... • Et il le quitta pour se rendre aux Tuileries *.

Restait La Fayette, que l'émeute était accoutomée à trouver parmi les plus dociles à son appel. Son rôle, dans la cérémonie, avait consisté à tenu un des cordons du char et à prononcer un discours sur l'estrade du pont d'Austerlitz. Il était de ceux qui avaient désiré et conseillé une manifestation « imposante », dans la pensée que le Roi serait à la merci de l'opposition, quand cent trente mille hommes se seraient publiquement prononcés pour elle. Mais, quand il vit le drapeau rouge, entendit

Louis Beats, Histoire de dix aut, t. III., p. 286.

^{*} Magistrate, députés, gardes notonnon ne peuvent se croire fidèles à leurs serments envors le peys, s'ils n'interviennent pes de la manière la plus énergique entre la population qu'en menson d'égonger, et un gouvernement qui vent forerr les soldats à égorger la population, les cituyens à s'armer contre les estreveres. Pur son endurcissement à soutenir un fata système, il s'est fait une nécessité un trime, il faut qu'il etouffe dans le sang nos patriotiques resistances..... (a l'ence veut un gouvernement qui la defende su lieu de l'assassiner. » (National qu'el fain 1832.)

Memoires d'Odilon Barrot, t. I, p. 270.

Lettre du 20 juin 1832. (Mémoires de La Feye) e, t. VI, p. 675)

les premiers coups de feu et se rendit compte que la manifestation tournait en insusrection violente, le passve vieillard, épuisé d'ailleurs de fatigue, parut perdre le peu de tête qui lui restait, il n'eut qu'une pensée, se sauver an plus vite, loin non des balles dont il n'avait jamais su peur, mass de la responsabilité dont il se sentait menacé. On l'apercut, la figure bouleversée. errer, de ci, de lè, à la recherche de sa voiture qui s'était égarée dans la confusion générale. [Un fiacre se rencontra , il s'y jeta avec son fils. La foule le reconnut, détela les chevaux et voulut le trainer à l'Hôtel de ville, le sommant de prendre le commandement de l'insurrection. Essaya-t-il de résister, comme le disent les uns? ou, comme le prétend au contraire M. Louis Blanc, « s'offrit-il tout entier », disant à coux qui réclamaient son concours : - Mes amis, trouves un endroit où l'on puisse placer une chaise, et je vous y suivrai 1 17 Peut-étre les deux versions ont-elles leur part de vérité; La Fayette était par nature assez indécis et, dans le cas particulier, assez troublé, pour avoir tenu ce double langage. D'ailleurs, il sentait bien qu'il n'était plus son mattre, et il entendait l'un de ceux qui la tratnaient dire à son voisin : « Si nous jetions le général dans la Seine, comment le gouvernement reponsserait-il le soupçon de l'avoir sacrifie? « Ce n'était pas une si manyaise idee », diseit plus tard le général, en racontant cet incident. Toujours est-il qu'il fut grandement soulagé, quand la troupe dégagea. son fiacre et lui permit de rentrer ches lui, brisé de lassitude et d'émotion. Il n'out garde de retourner auprès des combattants,

Pendant ce temps, les députés de l'opposition dynastique considéraient avec étonnement la suite donnée à leur compte residuet la tournure qu'avait prise leur manifestation. Le soir du 5 juin, ils s'étaient réunis ches M. Laffitte, comme ils avaient fait au début des journées de Juillet. Leur état d'esprit était à peu près le même qu'à cette époque : nullement désureux, pour la plupart, d'une révolution, fort effrayés même de ce qu'elle pourrait être, mais encore moins décidés à la combattre. Les

Louis Beang, Histoire de elle aus, v. 111, p. 286.

L'ÉPILOGUE DU MINISTÈRE CASIMIR PÉRIER. 433

propositions les plus discordantes furent émises, sans aboutir. On eût bien voulu faire une « protestation », toujours en sourenir de Juillet, mais contre quoi? Aussi se bornait-on à attendre les événements, pour se mettre bravement à leur suite. Le lendemain, 6 juin, il apparut clairement que l'insurrection serait vaincue : on s'arrêta alors à l'idée d'une démarche suprés du Roi, pour lui demander d'arrêter l'eshision du sang et de changer sa politique. Il était trois heures de l'après-midi quand MM. Luffitte, O. Barrot et Arago, chargés de cette mission, se présentèrent aux Tuileries. Louis-Philippe, qui rentrait de sa promenade à travers Paris, les reçut aussitôt. L'entrevue dura plus d'une beure et demie. Les trois députés en ont dressé une sorte de procès-verbal qui a été publié un peu plus tard '. A le lire, on est tout d'abord stupéfait du vide et de la sottise des déclarations faites par les députés. Désavouant pour leur compte l'insurrection républicaine, ils prétendaient y montrer cependant le signe de la « désaffection » de la nation, la condomnetion de la « politique du 13 mars »; rééditaient contre cette politique leurs vieux griefs, lui reprochaient d'employer à l'intérieur la force au lieu des « moyens moraux », d'être, en face de l'étranger, « pasillanime, saus souci de l'honneur national » , et menaçaient le Roi, s'il ne changeait pas de « système », d'un divorce prochain entre la France et la monarchie de Juillet. Il était facile de réfuter ces reproches et de montrer l'inanité de ces conseils : c'est ce que fit Louis-Philippe, avec un succès que ne peuvent contester ceux mêmes qui lisent de l'œil le plus prévenu le procès-verbal de cette conversation. Cependant, à y regarder de plus près, on se demande si le Roi ne se lassait pas entrainer à jouer un rôle autre que le sien. Ne retrouve-t-oupas là les petites faiblesses que nous avons déjà eu occasion de noter ches cet habile homme d'État, trop préoccupé de démontrer aux autres l'excellence de sa politique, et surtout de manifester qu'elle était bien sienne, chez ce brillant et abondant causeur qui ne se souvenait pas assez que le silence est souvent

On trouve notamment le texte de es procés-verbal dans les Mémoures de M. Odilon Barret, t. 1, p. 596 à 612,

pour un prince une condition de diguité, un acte de prudence et un moyen d'autorité? En parlant aussi longuement, il s'exposait à dire ce qu'il curait mieux fait de taire '. N'eut-il pas été, par exemple, plus habile, en n'affectant pas de présenter la politique survie depuis la révolution comme sa politique propre, ago a système * », et en ne fournissant pas ains à ses interlocutours, déja trop en méhance sur ce point, un prétexte aux accusations de pouvoir personnel? Toutefois les derniers qui evaient le droit de lui en faire un reproche étaient les députés qui s'adressaient ainss sus prince, en debors de ses ministres responsables, qui lui demandaient de changer, mons proprio et contrairement à la volonté connue de la Chambre, la politique du gouvernement. So I'on pourmt relever analyse incorrection. ils avaient provoqué Louis-Philippe à la commettre. D'ailleurs, ce n'était pas le lieu d'être trop formaliste, et, quand un Bol est obligé de défendre sa couronne contre une

I C'est einei qu'en est préféré no pas le voir abendur à se faire que corte de papalarité labérale sux dépans de em conscillers, notament de Cosmée Périns.

a Dans le conseis des minustres deut en veut me tenir éloqué, dient le Roi, en n'est certainement per par mon pullament qu'en prendre des déterminateux illibérales. Ce main, par exemple, il y avant des aves pour le muse en état de siège, et je m'y sula formellement opposé. « Cette déclaration était d'anuant plus fichemes que, le émdemant, le manistère décident cette muse en état de negé : en vares quelles polemeques et quelles chificultes derssent en resulter. Louis-Philippe et vantait également de s'être » opposé aux mesures d'exception, que Péring lei, proposest convent quand il était dans ces accès de golère qui, quentait-il, ment ent aux plusieurs fess ». A un autre moment, il dient « n avoir jumms deviné par quel enprese Persor s'était opposé abstinément » à une démarche demandée par M. Annys.

Die geen arrivée au trone, dissit le Rei, j'edoptai une marche qui me paret homes, qui me semble bonne encore sujourd'hui. Prouves-met que ju me troupe, et je changera. Jusque-ih, je dote persester, ju suie un homme de generaeure et de convector. On me hacherast comme char è pâte dens un mortier, plutôt que de m'entrauer dans une voie dont en ne m'aurant pas démonté la convenamen. Ce ne sont pas là les influences de ce prétruée entourage dont en parle une. Je voue le die avec franchies, un entourage, je ne m'en convenir pours, Paut-lètes est-ne l'effet de men amour-propre, mais je cross pouvoir specter que personne n'e prin sur moi un accendant qui, dans les grandes en même dans les petites affaires, une counctre à ses volontés. Mon evistees de genvernement, je le répète, me pareit excellent; je m'en changerai point, tant que vous me m'eures point prouve qu'it ést mauvais. « Et plus loin, dans le même erdre d'idem, le Rei premençait, au mest de Canmir Pieur, des pareles que mous avont dejà cators.

émeute, on ne sourant le blêmer beaucoup de se mettre en avant. Seulement que ce soit plutôt pour agir que pour parler. Nous applaudissons Louis-Philippe, quand, dans cette même journée du 6 juin, il dirige la résistance avec un admirable sang-froid, paye courageusement de sa personne, se montre dans la rue alors que la bataille n'est pas encore finie : c'étast vraiment se conduire en roi. Nous avons plus de doute, lorsque nous le voyons soutenir une controverse contre trois députés de l'opposition, se justifier ou se plaindre aupres d'eux; en admettant qu'il n'eût pas mieux fait de refuser de les écouter et de les renvoyer à ses ministres, au moins eût-il pu se borner à leur faire savoir ses volontés en quelques mots sévères et nets. Cette brièveté royale sût été plus efficace que les conversations les plus spirituelles et les plus habiles arguments.

L'entrevue ne fut, du reste, qu'un incident alors peu remarqué. En cette soirée du 6 juin, les amis de la monarchie jouissient d'autant plus de leur victoire qu'ils en avaient un moment douté. Une telle inquiétude peut surprendre. A première vue, il semblerait que le résultat n'eût jamais da paraltre incertain. Les insurgés étaient peu nombreux, sans chefs commus, sans crédit sur la population; l'armée qui les combattait comptant, en debors même de la garde nationale, au moins vingt-cinq mille hommes. Et cependant tous les témoignages contemporains révêlent qu'on eut grand'peur; l'impression générale fut que la monarchie courait un réel danger. D'où vennit cette alarme? du souvenir de Juillet. On avert conscience d'avoir alors faussé et obscurei le sens de la légalité. On avait tellement flétri la résistance à l'émeute, on avait tant loué les défaillances de l'armée et la défection de la garde nationale; on avait proclamé si haut le droit supérieur des barricades; on avait tant glorifié la révolte des Ecoles, tant félicité les ouvriers d'être descendus dans la rue et les députés. de s'être railiés à l'insurrection, qu'on se demandait avec angoisse si tous comprendraient qu'il fallait faire, en 1832 , le

La proiée de ca supprochement entre les journées de juillet 1830 et celles de juin 1832 preoccupait alors tous les especis. M. Grézot écrivait, le 14 juin, en.

contraire de ce qu'on avant fait en 1830. Les élèves de l'École polytechnique furent heureusement les seuls à ne pas le comprendre.

17

L'insurrection vaincue, il restait à donner satisfaction à la conscience publique, en punissant les factieux. Lorsque le Roi avait parcouru les rues de Paris, dans l'après-midi du 6 juin. un cri avait dominé tous les autres : « Faites prompte et sévère justice! . Empécher cette justice, telle est l'œuvre à laquelle s'appliquèrent aussitôt les journaux de gauche, y compris ceux qui avaient regretté la prise d'armes. La révolution de 1830 leur servait à justifier ou tout au moins à excuser cette nouvelle rébellion. « Sous un gouvernement né d'une insurrection populaire, disait le National du 10 juin, devrait-on s'étonner et s'indigner qu'il soit resté, dans la portion du peuple et de la jeunesse habituellement la plus remuente, quelques souvenirs de Juillet mai compris, quelques instincts confus de sédition? • De quel droit demander aux juges de frapper les factieux, disait encore le National, quand, après 1830, on a réhabilité comme avant été victimes d'un « assassinat politique » , tous ceux qui avaient été condamnés à raison de faits analogues, sous la Restauration? Pour grandir les insurgés et les rendre plus intéressants, on insistait sur le courage réel qu'ils avaient montré, notamment au cloître Saint-Merry; on poétisait l'acharnement fanatique et meurtrier de leur résistance; on les posait en attitudes tragiques sur les barricades; on répétait les mots qu'ils avaient prononcés ou qu'on leur avait prétés : sorte de légende héroïque qui n'a pas peu contribué à donner le change sur la laideur criminelle et la téméraire sottise de cette tentative de

duc de Broglie : « La paradie de la révolution de Juillet est jouée et tombée. Ruen n'y a manqué : l'adresse des 224 mus te nom de Compte rendu, etc. » (Papiers médits.)

Google

L'ÉPILOGUE DU MINJSTÈRE CASIMIR PÉRIER. 137

guerre civile. Enfin, pour faire oublier qu'elle était accusée, l'opposition se fassait accusatrice; elle reprochait au gouvernement d'avoir, par ses propres méfaits, légitimé la rébelhou; elle imputait a la police d'avoir provoqué le combat, à l'armée d'avoir commencé le feu. Toutes les injustices, tous les mensonges lui semblaient légitimes pour couvrir caux que souvent au fond elle blémait.

Le ministère fournit, des le premier jour, aux opposants un terrain de polémique sur lequel ceux-ci se hâtérent de prendre position. Le 7 juin, une ordonnance déclarait Paris en état de siège et déférait aux conseils de guerre le jugement des faits insurrectionnels. Cette mesure qu'avait, dit-on, conseilée M. Thiers, et qui avait séduit le courage juvénile de M. de Montal.vet, fut prise, sans doute, par crainte des scandaleuses faiblesses du jury. Ne pensait-on pas répondre ainsi au vosu de l'opinion, fort indignée contre les émeutiers et si déscreuse d'une répression énergique? Une femme éminente du monde conservateur écrivait, le 7 juin : « Le cri général est répression sévère. On est enchanté de l'état de siège ; on regrette seulement qu'il ait été mis si tard. Le mot de la garde nationale est celui-ci : Maintenant que voilà l'état de siège, nous sommes hien asses de les avoir arrêtés; ils n'iront pas an jury La légalité de l'ordonnance eut été incontestable soit avant 1830, soit sous la législation qui nous régit depuis 1849. En 1832, certains juristes la croyaient douteuse, à raison de l'article de la Charte qui interdisuit les tribunaux d'exception. Toutefois il ne semblait pas que l'objection put venir de l'opposition qui avait elle-même demandé, à grand bruit, qu'on établit l'état de siège en Vendée. Mais l'esprit de parti ne s'embarrasse pas des reproches de contradiction. A peixe l'ordonnance fut-elle publiée qu'il y eut explosion dans la presse de gauche, trop heureuse de sortir d'une défensive génante et de prendre l'offensive. A l'entendre, c'était une répétition des Ordonnances de Juillet, et ce nouveau coup d'État méritait le même châtiment que l'autre,

Lettre de madame G*** à M. le des de Broglis. (Papiers medits.)

Les barreaux de plusieurs grandes valles rédigérent des consultations concluent à l'illégalité de l'état de siège. Quant à la bourgeoisie paresienne qui, tout à l'heure, en présence du danger matériel, avait réclamé - prompte et sévère justice - , rassurée muntenant, elle n'evait plus d'oreille que pour les crissileries de la gauche; elle se lassait troubler, outrainer, et publiant sa récente colère contre les émeutiers qui venaient de mettre sa ville à feu et à sang, elle ne cherchait querelle qu'aux ministres qui s'étaient compromis pour la protéger. Ce sont revirements auxquels il faut toujours s'attendre de sa part. Peut-être cependant eut-elle été moins mobile, avec des ministres plus capables de kui en imposer et de la retenir. Intimidéa par le sonlèvement des esprits, les conseils de guerre se montrèrent, dans leurs jugements, d'une modération et même d'une timidité extrêmes. Ce ne fut pas tout : une mésaventure plus grave attendait le gouvernement.

La Cour royale de Paris avait reconnu la légalité de l'ordonmance du 7 juin, en refusant de se prononcer sur les faits déférés à la juridiction militaire. Mais la Cour de cassetion, saisse du pourvoi d'un condamné, annula, sur la plaidoirie de M. Odilon Barrot, la décision d'un conseil de guerre, par le motif que celoi-ci avait violé la Charte en se déclarant compétent, et alle renvoya l'accusé devant les juges ordinaires. C'était proclamer l'inconstitutionnalité de l'ordonnance d'état de siège. Long eti de triomphe dans tous les range de l'opposition. Le ministère fut fort surpris et mortifié, mais il ne crut pas avoir un autre parti à prendre que de s'incliner devant la décision de la coursuprême. A cette époque, les gouvernements ne connaissaient pas encore les moyens, découverts de nos jours, soit pour empêcher les tribunaux de juger, soit pour se venger des jugemonts désagréables. La monarchie de Juillet n'était pas sur capoint plus avancée que la Restauration, à laquelle l'indépendance judiciaire avait plusieurs fois fait échec, et qui n'avait pas songé pour cela à la briser. Quelques heures après le prononcé de l'arrêt, l'ordonnance qui avait étable l'état de siège fut rapportée, et tous les accusés rendus à la juridiction ordimaire. Le jury fut d'ailleurs plus sévere que le conseil de guerre; il y eut quatre-vingt-deux condamnations, dont sept à mort qui furent commuées en déportation. Mais, à lire les journaux, un eut dit qu'il n'y avait eu qu'une condamnation, celle qu'on prétendait faire sortir de l'arrêt de la Cour de cassation contre les gouvernement convaince d'avoir violé la Charte, contre les auteurs de ce prétendu « coup d'État de juin 1832 » que la presse de gauche présentera, pendant longtemps, comme allant de pair avec les plus grands forfaits de l'histoire. Était-ce donc là le fruit que la monarchie recueillait de sa sanglante et déci-ave victoire sur la faction républicaine? Étrange résultat, en vérité, qui ne faisait honneur ni à la justice du public, mi à l'adresse du ministère.

L'insurrection républicaine n'est pas la seule qui ait éclaté aussitét après la mort de Casimir Périer. Le 4 juin, veille du jour où la bataille s'engageait dans les rues de Paris, les royalistes prenaient les armes en Vendée. C'était la faiblesse de la monarchie de Juillet de rencontres des ennemis acharnés à droite comme à gauche; selon la parole de Royer-Collard, « elle avait le feu en haut et le feu en bas ».

т

Les légitimistes s'étaient remis assez rapidement de l'abattement où les avait jetés tout d'abord le succès de la révolution. Les embarras, les fantes, les périls du gouvernement nouveau, l'insécurité et le malaise du pays leur avaient rendu courage et espoir. Telle avait même été la dissolution générale, pendant le ministère Laffitte, qu'ils s'étaient imaginés toucher au moment de la revanche. Quelques-uns, sans doute, n'en persistèrent pas moins à se renfermer dans une sorte de retraite, déposant leurs armes tout en gardant leurs convictions, et écrivant, comme M. de Villèle, sur la porte de leur demeure, le mot d'Horace: Inveni portum. Mais on ne pouvait attendre pareille attitude de la masse du parti qui n'avast pas les mêmes reisons de sérénité ou de satiété, surtout des jeunes qui, par nature, révent plus de la haute mer que du port. Beaucoup de royalistes commencèrent donc aussitôt, contre la monarchie de 1830, la guerre implacable qu'ils devaient poursuivre jusqu'en 1846. Dans les premiers temps, malgré l'immense talent et la renoumée détà éclatable de M. Berryer , le terrain parlementure n'était pas le plus favorable à leur attaque. Les élections de 1831 les avaient presque complétement exclus de la Chambre. D'ailieurs, les vanqueurs de la veille, orgueilleux de leur aucces et de leur nombre, n'eussent pas toléré à la tribune des agressions trop vives contre le régime nouveau, ou une apologie tropouverte du régime ancien. C'est dans la presse que les vaincus cherchèrent leur revanche, ou tout eu moins la satisfaction de leurs ressentiments. Rien ne peut donner une idée du ton que prirent les journaux de droite, de leur violence outrageuse contre le gouvernement et personnellement coutre le Roi. Ils dépasgaient presque les feuilles de gauche, et nous avons vu cependant jusqu'où allest l'audace de celles-ci '. Il est vrai que les écrivains du parti vainqueur ne traitaient souvent pas mieux la dynastie tombée. Renverser à tout prix la monarchie nouvelle et, en attendant, lus ferre le plus de mai possible, tel était, dans na redoutable simplicité, le programme de ces royalistes. Que ce renversement du tout d'abord profiter à la République, ils ne s'en inquiétaient pas outre mesure : ils se flattaient que cette république ne durerait pas; d'ailleurs, s'ils se pouvaient obtenir la pleine restauration du droit , ce leur était du moins une première jouissance de voir châtier ce qu'ils regardaient comme une usurpation, pis encore, comme une trahison. Pour comprendre leur conduite, il ne faut pas oublier qu'à leurs yeur. Lout était préférable à ce qui existait.

Chateaubriand, alors agé de plus de soixante ans, dans la

^{*} Les grands pourment légithmistes étaient déjà très-violents. Mais se plétait sien à côté des petites fruilles suiriques d'extrême droite telles que le Bridanes de les Caucens. La fecture en est singulièrement repugnante. Pour en avoir empléée, voyes les citations futes par M. Gurandess, dans son livre sur la Presse périodique de 1789 à 1861, p. 76 à 87.

plénitude de son talent et de sa gloire, était le plus illustre, et surtout le plus populaire des royalistes. Il donnait le ton à la polémique de son parti, dans des pamphlets terribles que la presse entière commentait avec passion. Essavait-il de tenir la gageure téméraire qu'il avait faite, assure-t-on, au début des journées de Juillet? « Si la légitimité est renversée, avait-il dit, et que la presse soit libre, je ne demande qu'une plume et deux mots pour relever la légitimité... C'est par le mépris qu'il veut tuer la royauté de 1830 ; il la montre « arrivant piteuse, les mains vides, m'ayant rien à donner, tout à recevoir, se faisant pauwrette, demandant grace à chacun, et cependant hargneuse, déclament contre la légitimité, contre le républicanisme, et tremblant devant lui . Les sarcasmes ne lui manquent point pour flétrir le » pot-au-feu d'une monarchie domestique ». Il s'en prend surtout à la politique exténeure du nouveau gouvernement, aux « génuficaions et aux mains mendiantes de sa diplomatie ». Il lui reproche « d'avoir en peur de son principe par faillance de cœur, manque d'honneur et défaut de génie : ; de s'être « trainée sur le ventre », d'avoir « abandonné les nations soulevées pour elle et par elle », d'avoir amsi » laissé échapper l'occasion de rendre à la France ses frontières ». Les patriotes = républicains ne parlaient pas autrement. C'est que, tout en combattant pour la vieille royauté, par fidélité de conviction, peut-être plus encore par point d'honneur, par souci de l'unité de sa vie. Chateaubriand tenait beaucoup à conserver ces applaudissements de gauche dont il avait pris l'agréable habitude, depuis son opposition à M. de Villèle. De là, ses coquetteries avec Béranger et Carrel; de là, ses éloges à l'adresse du peuple qui l'avait porté en triomphe peudant les journées de Juillet, et qu'il plaignait d'avoir été dépouillé de sa victoire et de sa révolution par « les usurpations de la coterie régnante » , par « cos écornificure de gloire, de courage et de génie »; de là, les protestations, souvent injurieuses, par lesquelles il se séparait des hommes impopulaires de son propre parti, des auteurs du · coup d'État manqué - , de ces · eunuques - qui avaient tenté d'organiser une e terreur de château e, et graient formé e la

conspiration de la bétise et de l'hypocrisie » ; de là, se préoccupation de ne pas parattre trop dupe du drapeau politique dens
lequel il se drapart, de ne pas être pris par la jeune France
pour « un rabacheur de passeche blanc et de lieux communs
sur Henri IV » , capable « d'un attendrissement de nourrice
transmis, de maillot en maillot, depuis le berceau du Béarnais
jusqu'à celui du jeune Henri I » .

→ Dans ces avences à la gauche, il n'y avait pas seulement le calcul d'une vanité personnelle, mais aussi une tactique politique qui fut alors celle de presque tous les royalistes militants. Ceux-ci s'étaient rendu compte qu'ils séraient peu entendus et surtout n'agraient pas d'albés, s'ils attaquaient la monarchis nouvelle au nom de leurs anciennes doctrines autoritaires. anstocratiques et traditionnelles. Il leur parut plus habile et plus efficace de lui faire la guerre sous le drapeau de la liberté absolue. On vit subitement les anciens amus de M. de Polignac réclamer la licence de la presse, de l'association, des réunions, l'extension des droits du jury, la suppression de tout cens électoral, l'élection des maires, etc., etc. Ils n'admettaient pas qu'on relevat dans cette attitude une contradiction avec leur propre passé. Nous avons le droit, disaient-ils, d'exiger de la monarchie nouvelle qu'elle soit conséquente avec ses propres principes. Leur objectuit-on que, dans de telles conditions, il n'y avait pas de gouvernement possible : « Eh! qui vous dit le contraire? répondait M. Borryer. Je comprends vos embarras, je les avais prévus, et c'est pourquoi je protestais contre ce que vous faisiez et contre le principe que vous adopties. Mais il est adopté, ce principe, adopté pour être la los du pays. » Dès le 18 août 1830, le Quondienne disait : « Il faut oser demander aux révolutions la conséquence des principes qui les produisent. Cela pousse à des abtents pent-être, mais aussi ramène forcément à l'ordre moral...

¹ Cf passin, discours à la Chambre des pairs, 7 soût 1836; De la Bostoiretian et de la Monarchie élective (1831); De la nouvelle proposition relative au bannissement de Charles X et de su famille (1836); lettre à la duchoun de Borry (1832); lattre à Béranger (1832), etc., etc.

L'ÉPILOGUE DU MINISTERR CASIMIR PERIER. 143

Lorsqu'on aura vu les pouvoirs, les partis et les factions guidés seulement par l'instinct d'une force brutale se débattre et se renversar dans une immense arène, sans qu'aucun principe de droit puisse jamais jaillir d'un tel choc, les peuples fatigués seront bien obligée de convenir que l'équité, c'est-à-dire la légitimité, a sa source en quelque lieu plus haut 1. - Cette tactique permettait aux royalistes de se rencontrer, dans presque toutes les questions, avec le parti démocratique. Plusieurs même révaient une alliance, une coalition formelle. Telle était notamment la thèse de la Gazette de France, qui, au lendemain de la révolution, conviait les républicains à s'unir aux royalistes pour une même œuvre de renversement. « Geux qui adhérent à la légationté per sentiment ou par principe, disait-elle, et ceux qui ont foi dans la souveraineté du peuple, tout en se proposant us but différent, doivent être d'accord sur la nullité radicale de tout ce qui a été fait *. »

Ale directeur de la Gasette de France, M. de Genoude, fut en effet l'apôtre le plus persévérant et le plus passionné de cette alliance avec la ganche. Aucune rebuffade ne décourageait ses avances. Plus tard, d'ailleurs, il imaginera un moyea ingénieux d'avoir raison des résistances de la presse démocratique : ce sava de fonder à ses frans une feuille de gauche, la Nation, qui aura pour programme spécial de marcher d'accord avec la Gasette et de montrer ainsi réalisée l'union des deux partis; la Nation, à la vérité, ne pourra vivre. Non-seulement M. de Ge-

If faut escire que cette tactique est la tentation naturelle de tout parti dons la citaction des légimistes après 1830; our les « cavalices » angless n'avacent pas egé autrement au dis-septième siècle. La martine cite à ce propos, dans une leure à M. de Virieu, ce passage de Burnet « Les cavaliers raineus se firent les plus logiques des républicams. Personne ne poussait austi loin qu'eux les conséquences de la révolution, et, quand on feur demandant pourques ils proclamatient, d'une façon si absolue, des principes contradictoures à leur ancienne nature, ils répondaient « Nous avions une logique pour la monarchie, nous en avons une « pour la république ; elle est ancère ; nous voulons l'extension indefinté des princapes que le pays a adoptés. « La restauration ayant en lieu, ils revisemnt à leure anciens priocipes, mais ils avaient perdu toute autorité pour les faire de neuvant prévalors. On leur opposait leurs paroles récentes, et de là vint le dancédit où les tombèrest justement et la chute définitive de la dynastie, »

² Gezette de France du 10 août 1830.

noude tendait la main aux démocrates, mais il leur empruntait. leurs idées, leurs formules, amalgamait bisarrement la souveraineté du peuple et la légitimité royale, et lançait, le premier, au lendemain de 1830, l'idée du suffrage universel, comme il sera le premier, le 24 février 1848, à en demander l'application. Personnage étrange : marié d'abord assez richement, ayant. ajouté un de au commencement et à la fin de son nom patronymique qui était Geneu, il devenuit prêtre en 1835, peut-être avec l'espoir de pouvoir présenter désormais toutes ses lubies comme des dogmes, menant du reste une vie qui, sans être irrégulière, n'était guère plus sacerdotale que son costume montié frac, moitié soutaire. Une fois prêtre, il n'aura de cesse qu'il no soit député, et il y parviondra en 1846. C'étaient autant de préparatifs au rôle universel dont il avait la prétention. Il annonçait, à jour fixe, les États généraux, le congrès et le concile, où il devait siéger, et qui auraient pour tâche de reforre, d'après ses plans et sons sa direction, la monarchie, l'Europe et l'Église. Jamais prophète ne fut plus bardi, plus imperturbable, moins troublé par le démenti des événements. Très-personnel, d'une vanité et d'une ambition presque candides dans leur énormité, peu scrupuleux sur les moyens de polémique, ayant quelque chose du charlatan, on ne pouvait. néanmoins contester la sincérité de ses convictions, son dévouement à se cause et le désintéressement avec leguel il dépensait pour elle sa vie et sa fortune. Écrivain médiocre et terne, compilateur audacieux, universellement superficiel, il touchait à tout, fondait des journaux, entreprenait des encyclopédies, faisait des livres de théologie, mélait la littérature, la politique, la religion et le commerce / Mais il posséduit quelques-unes des qualités du journaliste, et son nom a été souvent mis à côté de celui de M. de Girardin, il avait du coupd'oil, de l'abondance, des ressources et de l'audace pour la guerre de plume. Ajontes une naïveté et une confiance dans le paradoxe qui déroutaient la contradiction, un aplomb que rien ne démontant, une ténacité que rien ne lassait, et aurtout, an milieu d'une vie par d'autres côtés si mobile et si dispersée, h

puissance de l'idée fixe. «Je suis, dissit-il de lui même, la vrille qui tourne toujours jusqu'à ce qu'elle ait fait son trou. « Criblé de sarcasmes, il avait trop confiance en soi pour en être atteint, tellement persuadé de son importance qu'il finissait par en persuader le public. Vainement ses amis le trouvaient-ils souvent compromettant, vainement ses ennemis étaient-ils tentés de ne pas le prendre au sérieux, il s'imposait à tous, à force de les fatiguer, obligeant les uns à compter sur lui et les autres à compter evec lui; bien plus, il a fait en sorte que l'histoire ne peut le passer sous sileuce.

Au lendemain même de la révolution, les hommes de gauche se souvennient trop de la Restauration pour accepter facilement l'espèce d'alhance que M. de Genoude et d'autres royalistes leur proposaient. Le plus souvent même, ils la repoussaient avec indignation. L. Mais avec le temps, cette répugnance s'affaiblit. A gauche aussi, on arriva à détester le gouvernement plus que tout le reste. « Si nous n'avons pas le même paradis, disait-on aux légitimestes, nous avons le même enfer. » L'habitude de la lutte amena une sorte de fraternité d'armes entre les soldats ou les chefs des deux camps. Plus d'une camaraderie de ce genre se forma en prison : ainsi le vicomte de la Rochefoucauld devenait, à Sainte-Pélagie, l'ami de M. Sarrut, l'un des rédacteurs de la Tribune. Quand ce journal, si grossièrement révolutionnaire, ouvrit une souscription pour payer ses amendes, M. de Chateaubriand s'inscrivit pour cinquante francs, et la Gazette de France pour mille francs. Un tel rapprochement n'était pas sans offusquer certains royalistes. L'un des anciens collègues de M. de Poliguac, M. de Guernon-Rauville, écrivant sur son journal, dans la prison de Ham, à propos de rénnions de carlistes et de républicains qui avaient lieu dans certains départements du Midi : « L'alliance paraît tout à fait cimentée dans ces réunions. On dit qu'à un grand bauquet donné à Berryer, les couleurs rouge et blanc brillaient partout



m,

¹ Voir, par exemple, l'article publié par Carrel, dans le National, à la date du 11 mars 1831.

réanies, et le journal royaliste (Gasette de France), en signalant ce fait, s'écrie avec jubilation : « La réforme a donc un drae peau, et maintenant il faudra compter avec elle. = C'est bien! 1815 et 1793 se donnent l'accolade; les hourreaux et les viotimes s'embrassent... Touchante sympathie | admirable fusion ! = Et M. de Guernon-Ranville moutant : « C'est M. de Genoude qui est l'inventeur de ce bonn système . » Mms le déplaisir des sages, d'ailleurs peu nombreux, n'était pas fait pour arrêter la passion des ardents. Bientôt on ne s'étonnera plus, quand il s'agire d'un plan de campagne à arrêter pour l'opposition, de voir les représentants des deux partis se réunir et délabérer ensemble", et un jour viendra, en 1843, où M. de Genoude se présenters aux électeurs de Périgueux, avec la recommandation de MM. Arago et Laffitte. Après tout, pour être juste, il faut reconnaître que les légitamistes ne faienient pas pis qu'on n'avait fait contre eux, quand ils étaient au pouvoir : leur alliance avec les républicains n'était pas plus malhoanète que celle des libéraux et des bonapartistes, sous la Bestauration.

Si nous avons rappelé l'acharnement de la presse royaliste contre le gouvernement d'alors, ce n'est certes pas avec l'intention de rallumer des querelles aujourd'hui étentes. Grace à Dieu, elles n'ont plus de raison d'être, et le seul résultat de ce retour aux le passé doit être de nous faire mieux sentir le tort que cette division causait aux deux partis. La monarchie de Juillet, surtout au début, n'a pas toujours bien compris quelle cause de faiblesse était pour elle l'hostilité des légitimistes. Ceux-ei lui paraissaient avoir été, pour le gouvernement précédent, des amis si génants par leurs exigences, si compromettants par leur impopularité, qu'elle se félicitait presque de leur apposition, comme si le gouvernement en devenuit plus com-

I Journal de M. de Guernou-Ranville, 1st noût \$530.

^{*}Cont man qu'en 1810, à l'occasion des affaires d'Orient, MM. Depent de l'Ence, Odilon Barrot, Maugusti, Thomas du National, Isambort, Chambolle du Eidele, Louis Blanc se reurisement chez M. Laffatte, avec MM. de Genoude de la Gazette de France, Laurenne de la Quotidienne, Lubis de la France et Walsh de la Mode. (Newtonner, Musoire de la littérature sont le gouvernement de Juille, t. II, p. 478.)

mode, et la faveur du public plus assurée : aussi s'attechait-elle, par son langage, par ses actes, à marquer davantage la séparation, et s'en faissit-elle un titre apprès de la foule. Vue bien courte! Pour être une minorité alors vaincue et peu en fayeur, le parti ravaliste n'en comprenait pas moins la plus grande part de cette élite sociale, aristocratio de la passance, de la fortune, de l'éducation, de la tradition, sans laquelle et surtout contre laquelle on se saurait établir un gouvernement durable." En debors de ce groupe, il restait bien encore un parti conservateur pour soutenir la monarchie nouvelle, mais un partirabaissé, découronné, appauvri de ses éléments brillants; généreux et croyants, n'ayant plus asses de prestige pour en. imposer à la foule, auses de force pour soutenir la lutte centre les ennames de tout gouvernement. Cette vérité a été du resta mieux vue après coup, et les esprits les mains suspects de partialité pour les hommes et les idées du parti royaliste l'ont confessée. « Rien n'est assuré en politique, a écrit M. Renan 👊 1869, jusqu'a ce qu'on sit amené les parties lourdes et solides, qui sont le lest de la nation, à servir le progrès. Le parts libéral de 1830 s'imagina trop facilement emporter son programme de vive force, en contrarient en face le parti légatimiste. L'absteution ou l'hostilité de ce parti est encore le grand malheur de la France, fletirée de la vie commune, l'anatocratie légitimiste refuse à la société ce qu'elle lui dait, un patrogage, des modèles et des leçons de noble vie, de belles images de sérieuxALa vulgarité, le défaut d'éducation de la France, l'ignorance de l'art de vivre, l'ennui, le manque de respect, la parcimonie puérile de la vie provinciale, Tiennent de ce que les personnes qui devraient au pays les types de gentilshommes remplissant les devoirs publics avec une autorité reconnue de tous, désertent la société générale, se renferment de plus en plus dans une vie sobtaire et fermée. Le parti légitimiste est en un seus l'assise undispensable de toute fondation politique parmi nous ; même les États-Unis possèdent cette base essentielle de toute société, dans leurs souvenirs religieux, héroïques à leur manière, et dans cette classe de citoyens moraux, fiers, graves, pesants, qui

sont les pierres avec lesquelles on bâtit l'édifice de l'État. Le reste n'est que sable; on n'en fast men de solide, quelque esprit et même quelque chalcur de cœur qu'on y mette d'ailleurs '. =

Mais si le parti légitimiste, par son opposition, faisait du mal à la mongrehie de Juillet, il s'en faisait aussi à lui-même. La campagne d'opposition à outrance, de vengeance implacable, de renversement quand même, où il s'engagesit, était pleine de tentations mauvaises : elle le conduisait à des procédés et à des alliances révolutionnaires qui n'étaient pes sans feusser ses habitudes intellectuelles, diminuer son autorité politique et altérer son intégrité morale. Dans ce nouveau rôle, il n'était plus luimême, étonnait la conscience publique et fournissait prétexte aux sévérités de ses adversaires qui lui reprochaient, avec M. Guizot, • son mélange bisarre d'insolence anstocratique et de cynismerévolutionnaire*. D'ailleurs, cette monarchie de Juillet, où l'on ne voulait voir qu'une usurpation à châtier à tout prix et à tout risque, ne s'en trouvent pas moins avoir le dépôt de l'autorité et la charge de défendre la société contre ses ennemis. Les royalistes ont du se demander plus tard si les coups dont ils avaient frappé ce gouvernement n'avaient pas atteint l'autorité sociale, et notamment si leur campagne audacieusement poursuivie pour avilir le personne d'un roi, n'avait pes abaissé la royauté elle-même, contribué à détruire complétement dans nos mœurs le prestige et le respect dont la dynastie légitime eût eu la première besoin, et préparé ainsi les esprits à la républigne.

Double leçon, dont ont profité ces deux moitiés, également nécessaires, du parti conservateur et monarchique. Les « libéraux » de 1880 y ont appris qu'ils étaient impuissants à rien fonder de solide, de complet et de durable, sans les royalistes. Ceux-ci ont vu que cette politique de ressentiment, dont le dernier acte a été de pousser un cri de joie triomphante le

² Revue des Deux Mondes, 1^{et} novembre 1869, p. 190.

¹ Discours de M. Guzot, du 13 mars 1834. Cf. aussi le discours du ¶ astit

L'ÉPILOGUE DU MINISTÈRE CASIMIR PÉRIER. 449 24 février 1848, n'avait ni avancé la restauration de leur dynnstie, ni accru l'honneur de leur drapeau, ni servi les intérêts permanents de la société.

VI

Il était des royalistes assez nombreux et surtout fort remuents auxquels cette guerre de plume et ces manouvres de presse ne suffisaient pas. Vivant entre eux, se nourrissant de leur propre exaltation, ils s'imaginaient, comme les républicaiss, qu'un coup de main pourrait jeter bas un gouvernement si précaire. Els croysient l'armée mécontente des humiliations qu'on lui avact fait subir après la révolution. Le dédain avec lequel il était de mode, chez eux, de traiter la royauté « bourgeoise », aidait à leurs illusions. A ceux qui parlaient de laisser d'abord la monarchie « s'user », ils répondaient : « Profitous, au contraire, de ce qu'elle n'a pas encore eu le temps de s'installer. = Humiliés de la façon un peu prisuse dont le ministère Polignac s'était laissé battre par les Parisiens, ils étaient impatients de venger, par quelque fait d'armes, l'honneur de leur drapeau. Parmi eux étaient beaucoup d'officiers démissionnaires de la gazde royale. Des hommes considérables, le maréchal de Bourmont, les généraux duc des Cars et vicomte de Saint-Priest, croyatent le succès possible, et, en tous cas, estimaient l'effort nécessaire pour relever le prestige et le moral de leur parti. Au sein même du parti d'action, l'accord était loin d'être

Au sein même du parti d'action, l'accord était loin d'être complet. Quelques-uns tournaient plus ou moins les yeux du côté des puissances enropéennes; ils étaient peu nombreux et vivement désavoués par la plupart des royalistes qui n'avaient pas oublié combien avait été cruellement exploitée, contra la royauté légitime, la coincidence de la Restauration et de l'invasion étrangere. D'autres prétendaient agir, à la façon des républicains, par des sociétés secrètes et des émeutes dont les soldats seraient recrutés, à prix d'argent, dans les mêmes

régions où les révolutionnaires trouvaient gratuitement les leurs. Tel fut, en février 1832, l'étrange complet des Prouvaires. On avait enrôlé, à grands frais, et organisé, à peu près comme les carbonari, quinze cents hommes de main, généralement aventuriers de carrefours. Leurs chefs apparents étaient un cordonnier et un passementjer. Quels étaient les ches réels? On a parlé du maréchal duc de Bellune; il est probable qu'on se servant de son nom malgré lui. En somme, les recherches de la police n'ont pu guere remonter, dans cette affaire, plus haut qu'un comité qui se prétendait en rapport avec la duchesse de Berry, et dont fassasent partie des gentilskommes peu connue . Les conspirateurs avaient résolu de faire leur coup dans la nuit du 8 février. Un bal était annoncé aux Tuileries, pour cette date. On devait cerner le palais, y pénétrer par le Louvre et s'emparer de la famille royale. Mais la police était de moitié dans le secret. Quelques heures avant le moment fixé, une grande pertie des conjurés étaient réunis dans un banquet, rue des Prouvaires : survinrent les sergents de ville et les gardes municipaux. Il y aut une velléité de résistance ; des coups de feu furent tirés, dont un tua un malheureux agent de police. Meurtre inutile? Tout était manqué. Parmi les individus arrêtés, cinquante-six forent renvoyés en cour d'assises; vingt-sept condamnstions furent prononcées, dont six à la déportation, et deux, par contumace, à la peine de mort.

Des entreprises aussi suspectes n'étaient pas faites pour plaire à un parti chevaleresque. Combien plus était-il séduit à l'idée d'une prise d'armes au plein soleil, d'un combat face à face! L'agitation qui s'était manifestée à la suite de la révolution de 1830, dans les départements de l'Ouest, les bandes de chomas qui s'y étaient reformées, handes isolées, il est vrai, et composées plutôt de réfractaires que de partisans politiques, avaient donné à penser qu'il serait possible de généraliser le mouvement et de réveiller l'ancienne Vendée de 1793. On comptait aussi sur le Midi, où les royalistes étaient en effet nombreux et où surtout,

Du al Houne, Hutotre des societés secrétes, p. 7\$ et suivantes.

par la vivacité méridionale de leur langage, ils faisaient illusion aux autres et peut-être à eux-mêmes sur leur force et leur résolution. Les fidèles qui allaient visiter les royaux exilés les entretensient de ces espérances. Souvent même, la compassion pour le malheur, l'ardeur du dévouement, ou le désir de ce faire valoir, les conduisaient à embellir le tableau. Vainement les politiques sérieux du parti, MM. de Chateaubriand, de Pastoret, Berryer, Hyde de Neuville, de Dreux-Brézé, faisaient-ils parvenir des avis absolument contraires et avertissaient-ils que ces projets reposuient sur de pures illusions, vainement, de la Vendée même, les renseignements étaient-ils loin d'être unanimes, et des doutes y étaient-ils parfois exprimés sur la possibilité d'un soulèvement; il était plus facile et plus agréable de se faire entendre, quand on offrait de se battre et qu'on prometteit le succès.

Ce n'était pas auprès de Charles X que ces ardeurs belliqueuses trouvaient le plus d'accueil. Enfermé, comme en un tombeau, dans le sombre château d'Holyrood, à Édimbourg, désabusé par tant de catastrophes, inerte par vieillesse, résigné par piété, ce prince attendait peu des moyens humains, et se préoccupait aurtout de ne pas compromettre, dans une aventure, cette dignité royale qu'il avait su garder intacte, jusque dans sa chute, et qui seule lui restait de l'héritage de ses pères. Il était d'ailleurs encouragé, dans sa méfiance, par son conseiller favori, M. de Blaces, qui ne voyeit guère rien de sérieux à tenter en debors des puissences étrangères. Tout autres étaient les dispositions de la duchesse de Berry, mère du jeune ducide Bordeaux, sur la tête duquel l'abdication de Charles X et la renonciation du duc d'Angonlème faisaient reposer le droit royal. Vivant alors à Londres, entourée de jeunes femmes et de jeunes gens, dans un va-et-vient de visiteurs qui faisait illusion. our la force du parti, elle accueillit aussitôt avec ardeur le projet d'une prise d'armes et se montra résolue à y jouer personnellement le premier rôle. Elle s'exultait à cette pensée qu'une fegame saurait reconquérir une couronne perdue par des hommes, et que la mère remettrait elle-même son fils sur la

trone. Chez cette Napolitaine aimable et rieuse, légère et mobile, vrate reine de l'élégance et du divertissement, facilement absorbee par ses fantaisses du moment, animant et égayant tout autour d'elle, semant les grâces et les bienfaits tout en récoltant les plaisirs, facile à vivre, le cœur sur la main. sans morgue comme sans discipline, chez cette veuve de vingt et un aus que la mort tragique de son époux a'avait pu ni éteindre, ni rendre longtemps grave, il y avait un côté vaillant et généreux. Une heure d'héroisme lui était même plus facile qu'une vie de devoir simple et triste. L'exil inerte et résigné dans un vieux château, entre Charles X et la duchesse d'Angoulème, représentait pour elle quelque chose de cent fois pire que le danger, l'ennui. Au contraire, l'expédition qu'on lui proposant, tout en intéressant sa tendresse et son ambition maternelles, en séduisant son courage, amusait son imagination. Pour elle et pour beaucoup de ses partisans, il s'agissait moins d'exécuter un dessein politique mûrement médité, que de transporter dans la France bourgeoise de 1830 une chevaleresque aventure, quelque chose comme la mise en action d'un récit de ce Walter Scott qui régnait alors souverainement sur toutes les têtes romanesques. Un peu plus tard, quand Madame se trouvait en Vendée, un royaliste dissit aux politiques du parti, fort embarraisés et mécontents de cette équipée : « Messieurs, faites pendre Walter Scott, car c'est lui le vrai coupable ". » En tout cas, ce devast être le dernier roman de l'auteur de Waverley, qui mourut peu après la prise d'armes de la Vendée, le 21 septembre 1832.

La situation était assex mal définie entre la duchesse de Berry et Charles X. Celui-ca n'avait pas rétracté l'abdication de Rumbouillet. il l'avait même confirmée, seulement auprès des siens, il semblait être demeuré le Roi; il tenait sous sa garde le duc de Bordeaux. On ent dit qu'à ses yeux l'abdication devait

^{*}Memoires d'outre-tombs, par Chathaussans, t. X, p. 148. — Walter Scott ne tournait pas sculement la tôte des princesses. Combien de peutes bourgeouses sévaignt alors d'être Dinas Vernon! Voir, à ce propos, dans les spirituels Mémoires de M. de Pontmarin, l'histoire de la fille du chocoluties mareullans. (Correspondant, 25 décembre 1881, p. 1046.)

rester sans effet, tant qu'il n'aurait pas pourva à la régence. En tout cas, à défaut de ses droits de roi, il prétendait conserver ceux de grand-père et de chef de famille. La duchesse et ses amis, parmi lesquels on remarquait le général duc des Cars, le maréchal de Bourmont, le vicomte de Saint-Priest, le comte de Kergorlay, le comte de Mesnard, soutenaient au contraire, plus ou moins ouvertement, que Charles X s'était dépouillé de toute autorité, que la régence appartenait de droit à la mère du jeune roi, et que d'ailleurs, pour agir sur la France, il fallait lui montrer quelqu'un de plus jeune, de moins compromis que le vieil auteur des Ordonnances.

La différence des points de vue auxquels, à Holyrood et à Londres, on envisageait le projet de prise d'armes, n'était pas faite pour atténuer ce désaccord. Charles X estimait ce projet déraisonnable et dangereux. Gependant, au commencement de 1831, entouré, pressé, il ne crut pas pouvoir s'opposer plus longtemps à toute action ; il se résigna à donner un demi-consentement et à conférer conditionnellement à la duchesse de Berry, pour le cas où elle entrerait en France, le titre de régente 1. Seulement al lui adjoignait le duc de Blacus et donnait. à celui-ci pouvoir de s'opposer à toute démarche imprudente. La duchesse se rendit alors en Italie, pour y préparer de plus près sa descente en France. Entre sa témérité générouse et tout imaginative et la circonspection hautaine, étroite et froide du favora royal, l'entente était impossible. Le conflit a aggrava rapidement, et bientôt il fallut en venir à un éclat. M. de Blacas, à peu près congédié, dut s'éloigner, et, à la fin de septembre 1831, après conférence entre les conseillers de la duchesse, il fut signifié au vieux roi qu'en vertu de l'axiome : Donner et retenir ne vant, il n'avait plus, depuis l'abdication, le droit de disposer de la régence, que la mère du roi mineur avait qualité pour se proclamer elle-même régente, et que d'ailleurs, dans la disposition des esprits en France, la publication d'ordonnances par lesquelles Charles X conférerait la régence et en



[•] Ordre du 27 janvier 1831.

réglerait les conditions, « aurait un effet foneste ». Amsi émmcipée de la cour de Holyrood, la duchesse de Berry employa l'hiver de 1832 à presser les préparatife de son entreprise. Les belles promesses des royalistes du Midi leur firent réserver l'honneur de prendre les premiers les annes. Marseille devait donner le signal, toutes les provinces environnantes y répondre, et de là le mouvement gagner la Vendée et la Bretagne. Le duc des Cars était chargé de commander dans le Midi, le maréchal de Bourmont dans l'Ouest. Tout était prévu pour le leudemain de la victoire : des ordonnances, rédigées d'avance, constituaient un gouvernement provisoire, composé du maréchal de Bellune, de MM, de Pastoret, de Chateaubriand, de Kergorlay; elles convoquaient les États généraux à Toulouse, rétablissaient les provinces, avec des libertés locales étendues, abolisment une partie des impôts indirects, licenciaient les plus jeunes soldats, augmentaient la solde des autres et récompensajent l'armée d'Alger. Il n'était pes jusqu'à la composition de la maison du jeune roi qui ne fût arrêtée dans ses détails. Les gouvernements étrangers, ai peu favorables qu'ils fussent à Louis-Philippe, ne voyaient pas sans déplaisir ces préparatifs; M, de Metternich engageait sous main le duc de Modène à renvoyer la duchesse de Berry de ses États; le Czar, causant avec un envoyé de cette dernière, M. de Choulot, gémissait sur la froideur de la Prusse et de l'Autriche, mais se gardait lui-même de promettre aucun secours; seul, Charles Albert, roi de Piémont, donnait ouvertement son appui et s'exposast ainsi aux remontrances du gouvernement français '. Quant à la princesse, plus exaltée que jamais, impatiente de tout retard, elle se refusuit à voir aucun obstacle, à tenir compte d'eucun renseignement defavorable; se décidant par l'imagination et le sentiment, dans ce qui était du ressort de la raison et du bonsens ; écontant seulement ceux qui abondaient dans sen idées; désurment, par son charme et sa belle humeur, l'opposition

Dépêches titres par l'incressant, Geschiches Francecieles (1830-1848), t. D. p. 355-358.

des eages qui, séduits, mais non convertis, se résignaient à la agivre en branlant la tête .

Enfin vient l'heure si désirée de l'exécution. Medame s'embarque à la dérobée sur un petit navire frété sous de faux noms, et, suivie de rares et fidales compagnons, parvient, le 29 noût 1832, à se faire jeter sur la côte de Provence. Le lendemain , à Marseille , tentative d'insurrection qui, dès la première heure, échoue piteusement. Quelques soldats suffisent à disperser les conjurés, dont plusieurs sont arrêtés, entre autres M. de Kergorlay. On n'a que le temps de faire parvenir à la princesse un billet ginsi concu : « Le coup a manqué; il faut sortir de France. - Mais elle refuse de se rembarquer. D'ailleurs, les mesures prises par le gouvernement le lui permettraient-elles? - Messieurs, en Vendée! - dit-elle aux amis qui l'entourent. Donnant l'exemple, elle se met hardiment en route, traverse la France de part en part, dépiste partout la police, grace à la fidélité de ses partisans", ne se robute d'aucune fatigue ai d'aucus péril, preud en gaieté les ruses et les déguisements auxquela il lui faut recourir. Enfia , vers le 15 mai , elle arrive en Vendée, traquée, mais insaisissable, le plus souvent travestie en jeune paysan sous le nom de Petit-Pierre, toujours sur le qui-vive, passant de ferme en ferme, à cheval ou plus souveut à pied, par des chemins détestables, recevant mystérieusement les hommages des gentilshommes auxquels elle se fuit connaître, partageant la chaumière et mangeant le pain du métaver. Plus que jamais, elle est en plein Walter Scott.

Une telle vie n'est pas faite pour calmer l'exaltation de la

¹ M. de Motteraich déplossit alors « le multiporques facilité de la dacheme de Berry à su la ser influencer per des flatteurs qui, en mohant caresser ses affections toutes naturelles, l'exaltent et l'autrainent ». Le chancelles déclarait d'ailleurs que l'entreprise projetes » ne pouvait avoir que de fâcheux résultats ». (Memoires de M., de Metteraich, t. V., p. 284, 360.)

² C'est ce qui faissat dire, quelques mois plus tard, è M. Berryer, deviat la cour d'assises de Leir-et-Cher: s C'est benecup pour moi d'avoir cette penses, musfa aanta pour l'honneur et le courage français, que, depuis ciriq ou six mois que madame la duchesse de Berry est entrie en France, elle a changé de domante trais en quetre fois per semaine, que, dans chacuna de ses retraites, hant à dix personnes out comme sur secret, et que pes une soule n'est été tentés de je traise, a

duchesse. Vainement plusieurs des chafs bretons et vendéens lui déclarent-ils, tardivement il est vrai, qu'un soulèvement leur paraît impossible ', vainement M. Berryer vient-il, au nom de ses amis de Paris, la supplier de renoncer à son projet : elle se montre surprise et irritée de ces conseils, rappelle les avis tout contraires sur la foi desquels elle s'est engagée, et repousse vivement l'idée d'une retraite qui lui paratt désastreuse pour sa cause et ridicule pour elle-même. D'ailleurs, elle ne manque pas de gens qui, par aveuglement, par faux point d'honneur, par dévouement mal entendu, la poussent à agir, ou qui du moins se fersient scrupule de l'en détourner. Et pais, de quelles illusions ne se nourrit-elle pas encore! Elle s'unagine qu'il suffira de répandre ses proclamations pour décider l'armée à passer au drapeau blanc, ou met sa confiance dans un stratagême de roman au moyen duquel on prétend enlever aux soldats dispersés leurs armes et leurs habits. Enfin, après des tirnillements, des contre-ordres qui ont dérouté ses partisans et mieux averti ses adversaires, elle fixe définitivement la prise d'armes à la nuit de 3 au 4 juin,

A la date indiquée, le tocsin sonne; des bandes se forment, mais peu nombreuses et sans ensemble. Quelques petits combats sont livrés, le 4 à Aigrefeuille, le 5 au Chène, le 7 au château de la Pénissière, où quarante-cinq fils de famille se défendent héroïquement, au milieu même des flammes, contre plus

I Voir, me ces faits et sur ceux dont nous parlons plus loin, le Journal militaire d'un chaf de l'Ouest, par le baron de Cusarres. Columei, l'un des surs les plus ardente de la duchesse de Berry, l'un de coun qui la poussèrent le plus à l'action, d' l'un avoir écris se relation « pour einsi dire sons les youx de Son Altaise Boyale».

"On trouve plus tard, dans les papiers de la Duchesse, une note datée du f " juin et écrite de la main de M. de Chateaubrand. On y lauxt : « Les fidèles amus de la duchesse de Berry non-reulement pensant que la guerre civile est toujours une chose funcite et déplorable, mais que de plus elle est, en ce moment, impossible... Ils pensent que les pensonnes qui ont été conduites à conseiller des mouvements de cette nature ont éte grousierement trompées, ou par des traîtres, ou par des intrigants, ou par des gentilshommes de courage qui se sont plus abandonnés à la chaleur de leurs sentiments qu'ils n'ont consulté la réalité des faits. « La note conclusit en déclarant formellement que la duchesse n'avait qu'une chose à faire : quitter la France au plus vite. (Documents incéte.)



de deux cente soldats. Partout les Vendéens sont écrasés ; il ne leur reste plus qu'à se disperser et à rentrer chez eux. La duchesse de Berry avait annoncé qu'elle serait de sa personne au premier rassemblement. Ce n'est certes pas le défaut de courage qui l'en a empéchée, et, quoi qu'il eût pu lui arriver dans un combat, tout eût mieux valu pour elle que ce qui devoit suivre; mais, dès le premier moment, sa cause est à ce point perdue qu'il lui faut dépenser toute son énergie à se soustraire aux poursuites, en alerte le jour et la nuit, réduite à changer à tous moments de refuge. Enfin, le 9 juin, elle est forcée de reconnaître que la Vendée n'est plus même en état de la cacher; elle gagne Nantes, déguisée en paysanne, et s'établit chez les demoiselles Duguigny; elle devait y rester jusqu'au jour où elle sera vendue par Deutz.

La déroute était complète. Elle eût risqué même d'être un peu ridicule, sans le respect dû à des actes de courage comme celui de la Pénissière, et sans cette bonne tenue que le parti royaliste ne gardast jamais mieux qu'aux jours de ses grands revers. C'était, en tout cas, un échec irréparable pour la cause qu'on avait cru relever d'un seul coup, et une confirmation décisive de la défaite de Juillet. Pendant que la Vendée mettait bas les armes qu'elle ne devait jamais reprendre, le duc d'Orléans parcourant ces provinces du Midique la mère du duc de Bordeaux s'était flattée de soulever, et il 🔻 recevait un accueil chaleureux auquel, du reste, aidaient sa bonne grace et a présence d'esprit. M. de Metternich constatait de loin l'étendue de la défaite à laquelle les royalistes s'étaient ai témérairement exposés. « L'absurde entreprise de zondame la duchesse de Berry, écrivait-il, le 15 juin 1832, à son ambassadeur à Rome, a su un résultat aussi opposé que possible aux vues de la duchesse; elle aura amsi prété au roi Louis-Philippe la vitalité qui lui manquait; elle l'aura affermi sur un trône qui, jusqu'à cette heure, ne reposait sur aucune base solide '. » Aussi la royale aventurière était-elle vivement

¹ Mémoires de Meternich, L. Y. p. 249

blamée par sa propre famille. Wa eu l'occasion, écrivait encore M. de Metternich au comte Apponyi, embassadeur en France, de m'entretenir avec madame la duchesse d'Angoulème sur l'entreprise de Madame, sa beile-sœur. Elle pense, à ce sujet, comme le roi Louis-Philippe et comme l'Empereur. Charles X en jugeait de même et le faisait dire par M. de Blacas 1. Tis evalent donc blen mal servi leur parti, ceux qui avalent poussé à cette prise d'armes, surtout ceux qui, voyant la folie de l'aventure, ne s'étaient pas mis en travers ou même y avaient applaudi, par crainte de parattre moins courageux et moins dévoués que tels ou tels cerveaux brûlés. C'était, du reste, une faute assez fréquente chez les légitimistes; ils oublisient trop souvent que le meilleur courage n'est pas celui qui fait aller au feu, ni le meilleur dévouement celui qui consiste à dire aux princes ce qu'ils désirent entendre. La conséquence était que, chez eux, ce n'étaient pas toujours les sages qui décidalent et conduisatent.

711

La monarchie de 1830 remportant donc, an même moment, une double et complète victoire, sur les républicains, à Paris, et sur les royalistes, en Vendée. Elle mettant en plein jour l'impuissance des deux partis qui s'étaient vantés d'avoir si facilement raison de sa faiblesse. Elle manifestait surtout su résolution de se défendre par la force, non-seulement contre ceux qu'elle avait aupplantés, mais aussi contre une partie de ceux qui avaient contribué à l'établir. « Le gouvernement, écrivait à ce propos un homme politique, est rentré en possession du canon. Un pouvoir sans canon est impossible, tout comme un pouvoir sans raison. Charles X est tombé faute de raison; nous chancelions faute de canon *. » A la même époque, comme pour

¹ Ménoires de Metternich, t. V. p. 298-299.

² Lettre da 14 juin, adressée au duc de Broghe. (Dovements inditite.)

compléter l'effacement de tous les rivaux possibles de la dynastie nouvelle, le fils de Napoléon I", le malheureux due de Reichstadt, se mourait phthisique, à Vienne . L'événement a prouvé, depuis, que cette mort ne détruisait pas toutes les chaqces d'une restauration napoléonienne, que même elle les augmentait, en transportant l'héritage des prétentions impériales à un prince plus remuant et plus ambitieux. M. de Metternich avait tout de suite deviné ce péril, et, dès le 21 juin 1832, il écrivait à son ambassadeur à Paris : « Je vous prie de rendre le roi Louis-Philippe attentif au personnage qui succéders au ducde Reichstadt. Je me sers du mot succéder, car dans la hiérarchie bonapartiste, il y a une succession tout avouée et respectée. par le parti. Le jeune Louis Bonaparte est un homme engagé dans les trames des sectes. Il n'est pas placé, comme le duc de Reichstadt, sous la sauvegarde des principes de l'Empereur (d'Autriche). Le jour du décès du duc, il se regarders comme appalé à la tête de la république française *. » Mais en France, on était convaince que la mort du Roi de Rome supprimait le saul prétendant sérieux à la succession de l'Empereur.

Ces événements, qui augmentaient la force de la monarchie de Juiliet, laissaient cependant le ministère tonjours aussi débile. Celui-ci ne trouvait pas, dans son double succès, le crédit dont il manquait auparavant; on ne le prenait pas davantage au sérieux et on ne le croyait pas plus durable. L'opinion lui sevait moins gré d'avoir vaincu les insurrections, qu'elle ne lui imputait à grief de les avoir encouragées et en quelque sorte provoquées par sa faiblesse. Et surtout, nul ne le croyait en état de tirer de la victoire tout es qu'elle contenait. « Le Roi a beaucoup gagné, écrivait un des chefs du parti conservateur, non-sculement dans les rues, mais dans les salons. C'est le propos courant du faubourg Saint-Germain que, le 6 juin, il a pris sa couronne..... Mais le cœur me saigue de tout ce que pourrait rapporter et ne rapportera probable-



[·] La dec de Reichetedt successibn le 22 justiet 1832, mais die le mois de juin, M. de Metternich annonque qu'il était pordu.

Mómojras de Metarnich, t. V. p. 288.

ment pas ce capital. Je crains fort que nous ne le dépensions, au lieu de le faire fructifier. C'est le moment ou jamais de prendre une attitude et de commencer une conduite de gouvernement. Le cri en arrive de tous côtés. Beaucoup de gens le répètent; tous viennent, s'agitent, mais sans effet. Rien n'est possible que par un vrai cabinet. Celui-ci n'est rien, de plus en plus rien, le succès ne lui est bon qu'à faire ressortir sa nullité.

A regarder, en effet, soit à gauche, soit à dzoite, il ne semblait pas que le ministère sût tirer parti de ses avantages. Les conservateure étaient péniblement surpris qu'au lendemais même des 5 et 6 juin, la presse de gauche eût repris audaciensement l'offensive, notamment dans les polémiques sur l'état de siège. Sans doute, si l'on avait pénétré plus avant dans le parti révolutionnaire, on y aurait trouvé plus d'insolence que de confiance : au fond son découragement était grand 1; mais le public s'en tenait aux apparences et en voulait au cabinet de n'avoir pas davantage intimidé ceux qu'il avait vaincus. Les ministres n'en impossient pas même à leurs surbordonnés. Dans son voyage à travers le Midi, le duc d'Orléans entendit des maires et des conseils municipaux rappeler le gouvernement aux prétendus engagements de l'Hôtel de ville, « repousser le funeste système» et se plaindre que » l'éclat du soleil de Juillet » eût - pâli -. Sous un Casimir Périer, se disait-on, un tel désordre ne se fût pas produit.

De même avec les royalistes. La Vendée était vaincue, elle n'était pas pacifiée. La duchesse de Berry s'obstinoit à rester en France, contre l'avis même de ses amis *, contre les ordres de Charles X *. Insusissable dans sa cachette de Nantes elle

Documents inédits.

^{*} L'effort est visible, écrivait à ce propos M. Guizot, le 23 juillet 1832, pour maintenir l'insolerce; mais le confiance a dispare. • Et il ajoutait : • Carrel prolesse le découragement, le mepris des steus. • (Documents inédits.)

FGF. la Journal militaire d'un ou ef de l'Ouest, par le bason on Changura.

Il faut auver madame la duchesse de Berry malgré elle, écuvait M. de Metteralch, et l'on ne peut la sauver qu'en la faisant sortir de France. » (Mémoires de Metteralch, t. V., p. 298.)

^{*} Charles X convast à la duchesse de Berry, le 28 août 1832 : a J'ai besoin, ma

bravait le gouvernement, écrivait aux souverains de l'Europe, correspondant avec ses partisans de province et de Paris, divisait la France en grands commandements, constituait des comitée, cherchait partout à entretenir et à aviver l'agilation, Les amis du gouvernement craignaient qu'en cas d'embarras exténeur ou autre, il n'y cut là une cause de danger 1, ils me comprenaient pas que le ministère n'eût pu découvrir la retraite de la princesse, et le soupconnaient de n'avoir pas osé le faire. parce qu'il se sentait trop faible pour surmonter les difficultés morales et matérielles d'une arrestation.

Quand il avait voulu se montrer plus prompt et plus énergique, le ministère n'evait pas eu la mam beureuse. Crovant découvrir dans le voyage de M. Berryer auprès de la duchesse de Berry une preuve de complicité, il avait ordonné l'arrestation de l'illustre avocat, ainsi que de M. de Chateaubriand, du due de Fits-James et de M. Hyda de Neuville. C'était certes frapper haut : encore eut-il fallu frapper juste. Quelques jours ne s'étaient pas passés qu'une ordonnance de non-heu libérait les trois dermers. Quant à M. Berryer, après plusseurs mois de détention.

thère enfant, de vous exprimer le parfaite inquiétude que j'épreuve de votre conregruse, mais inutile persivérance, dans une entreprise manquée, dès le principe, et qui ne peut plus être qu'anne dangereuse pour rons qu'elle est funeste pour la cause que nous servous. - Le meux rei continuait un l'anvitant, de la façon la plus presente, à quitter la France. Le duchesse d'Angonième lui égrivait dans le même seus. (Papiers saisis lors de l'arrestation de la ducheme, Dacumente medite.) - Dans uns dépèche du 20 junier, M. de Worther, ambassadour de Prusse en France, parle des prières instantes que Charles X et la duchesse d'Amposleme avaignt adrences à la ducheuse de Borry, pour la déterminer à reseair auprès d'eux. L'ambassadeur croît que la répugnemen que lui impural, le adjour d'Holyrood était pour breucoup dans le résistance du le princesse, (HILLEMAND, Geichichte Frankreiche, t. 1, p. 399)

Cétace bien en effet la calcul de la ducheses de Berry, se mois d'soût 1832, elle adressort à ser partimot une circulaire, où, pour se justifier d'être demeurée in Prance contratement à teur avis, elle leur montrait l'état menagant du l'Encope : a la question belge, sur la point d'amérier un chuc violent entre les prompanore da Maril et la Franço; la vigue rei de Hollande, par az persévirance, paraintant devoir entrainer dans la lice, en vertu des tractes de 1815, cette visible Berope qui semblait sommeiller depuis les grandes guerres de l'Empire » , et, tout en se defendant de vouleër rien fa re par l'etranger, elle declarait rester pour profitter de ces événements. M. de Charetie, qui nous emporte ce résumé de la carculaire, ajoute qu'eile avait convatace beaucoup de Vendertis, qui des lors ne

essentitirent peut à la dacheme de quitter le França.





il comparut devant la cour d'assises de Loir-et-Cher'. Le néaut des preuves était tel qu'à l'audience le ministère public dut ahandonner l'accusation. Le triomphe fut pour M. Berryer et ses amis. Une telle faute indiquait de la part du ministère peu de clauvoyance, peu de tact et un défaut de sang-froid qui n'était certes pas un signe de force.

Il n'était pas jusqu'aux affaires diplomatiques où l'on ne souffrit d'avoir un munistère qui n'en imposait pas plus au dehors qu'an dedans. M. de Metteroich profitait de ce que Casmir Périer n'était plus la pour essayer aussitôt de prendre sa revanche en Italie; dès le 19 mai 1832, il adressait à son ambassadeur à Rome une longue dépêche où il indiqueit que la mort de ce ministre permettait de beaucoup oser; il ajoutait que « la position où se trouvait le gouvernement français offrait an Souverain Pontife une chance dont il était sage qu'il profitat pour régler ses affaires . , c'est-à-dire pour rentrer dans l'orbite de l'Autriche *. Même après la répression de l'insurrection de Juin, le chancelier ne prit pas plus au sérieux. le ministère; il conserva son dédain et sa mésance. - Les événements qui viennent de se passer à Parie, écrivait-il le 21 juin 1832, ont à nos yeux la valeur de ces coups de force qu'il n'est pas rare de voir exécutés par des hommes faibles, dans les octations où ils sont poussés à bout. . Il ajoutait qu'il « n'avait pas pu découvrir le moteur de l'énergie déployée »; le Rol lui paraissait lucapable d'avoir été ce moteur, et aucua des ministres au pouvoir ne lui semblait de taille à « se charger du rôle de M. Périer * *.

Ces dispositions des puissances risquaient de devenir périlleuses, en l'état de la question belge. Le roi de Hollande refusait toujours d'accepter le partage fixé par la conférence, dans le traité des Vingt-quatre articles (15 octobre 1831); il persistant à occuper militairement une partie des terratoires que ce traité avait attribués à la Belgique, notamment la citadelle d'Anvers.

* Mid., t. V, p. 129, 252 i 365,

Arrête le 7 juin, M. Berryce no fut juge que le 16 octobre.

Memotres de Metternich, t. V., p. 339.

L'ÉPILOGUE DU MINISTÈRE CASIMIR PÉRIER. 163

Le gouvernement de Bruxelles de mandait vivement à être mis en possession de ces territoires. Il s'adressait surtout à la France, devenue se protectrice attitrée, depuis l'expédition d'août 1831, et encore rapprochée de lus par le mariage de Léopold avec la princesse Louise, alle atnée de Louis-Philippe . Périer avait obtenu que, malgré l'opposition de la Hollande, l'Autriche, la Prusse et la Russie ratifiassent, sous certaines réserves, ce traité des Vingt-quatre articles; mais on ne pouvait espérer qu'elles se concertassent avec nous pour en imposer l'exécution par la force. Il était même visible, depuis la mort de Péner, que le roi de Hollande reprenait confiance, qu'il se fiettait de ramener les puissances dans son camp et d'être appuyé par elles, en cas de lutte armée. Que faire? Prolonger le statu que, c'était luisser incertain le sort définitif de la Belgique; c'était notamment exposer celle-ci aux chances d'un revirement de la politique anglaise : or, en mai 1832, on avait pu croire, un moment, que les tones altaient reprendre le pouvoir. D'autre part, agir malgré les puissances, n'était-ce pas s'exposer à un conflit redoutable? En tout cas, pour résendre une question si délicate, il fallait un ministère sur de lui-même et de son avenir, inspirant à l'Europe un peu de la confiance et du respect qu'elle avait si vite témorgnés à Périer. M. de Talleyrand, alors tout entier à cette affaire belge qui était son œuvre, voyait bien l'ingufficance du cabinet à ce point de vue; il s'en exprima hautement, dans un séjour qu'il fit à Paris, vers la fin de juin.

Les affaires d'Italia et de Belgique n'étaient pas les soules où se faisait sentir, pour notre diplomatie, le besoin d'une direction ferme. En ce même moment, une guerre survenue entre le pacha d'Égypte et la Porte rouvrait la question d'Orient; le Sultan, vaincu et effrayé, se jetait dans les bras de la Russie, et le ministère était à ce point pris au dépourvu par cette grave complication, qu'il n'avait même pas d'ambauadeur à Constantinople.

Si le cabinet n'était pas en état de faire face aux diffi-



l'Ce mariage fot estébré à Complègue, le 9 soût 1830

cultés de la politique intérieure et extérieure, il semblait peutêtre encore moins capable de faire bonne figure dans les débats des Chambres. Parmi ses membres, pas un orateur de premier rang, pas un chef de parts ayant crédit et clientele. Depuis la mort de Périer, le Parlement était en vacances; mais ces vacances devaient avoir un terme, et un terme prochain. Or tout faisait croire que la session serait difficile. Les opposants, les auteurs du Compte renda, encouragés sans doute par la faiblesse du cabinet, se préparaient à pousser très-vivement l'attaque. Du côté des députés conservateurs, les symptômes n'étaient pas plus rassurante : beaucoup, de ceux surtout qui se crovaient des titres au pouvoir, s'exprimaient avec amertume et dédain sur les ministres, sur leur médiocrité, leur présomption, et aussi sur leur trop grande dépendance à l'égard du Roi : ce dernier reproche s'adressait particulièrement à M. de Montalivet et au général Sébastiani, devenus ainsi très-impopulaires. Dans le même ordre d'idées, on commentant l'absence d'un préaident du Conseil et la prétention du Roi d'en remplir les fonctions. « Un ministère et un vrai président du Conseil! » tel était le vœu qui se dégageait de toutes les conversations du monde parlementaire.

Les ministres n'étaient pas en mesure de faire tête à un sonlèvement si général. Ils ne témoignaient guère plus de confiance que le public dans le cabinet dont ils faisaient partie. Les uns, ennuyés et fatigués, ne demandaient, comme le baron Louu, qu'à s'en aller au plus vite. D'autres, pour se faire un titre à être compris dans les combinaisons futures, offraient eux-mêmes en holocauste leurs collègues plus compromis, notamment M. de Montalivet et le général Sébastiani. Ils s'imputaient mutuellement leur faiblesse commune, qu'ils augmentaient encore par ces divisions et ces récriminations. « Il y u de quoi se mettre en fureur, écrivait un témoin, à voir combien ces journées du 5 et du 6 juin ont été gaspillées. Yous avez su sans donte toutes les querelles dans l'intérieur du cabinet, et on ne lavait pas son linge sale en famille! Il n'y avait pas de ministre qui n'annouçât que le ministère ne pouvait plus tenir. Chacun



L'ÉPILOGUE DU MINISTÈRE CASIMIR PÉRIER. 18

faisait des arrangements pour garder son portefeuille à lui tout weul. Chacun négociait de son côté à l'insu de ses collègues. Jamais la perte de M. Périer n'a été plus sensible que huit mois après sa mort' ». Un tel état ne pouvait se prolonger. « Nous sommes en dissolution », disait, avec trop de raison, l'un des ministres.

Force fut donc au Roi de se rendre compte qu'il n'était pas si simple de ne pas remplacer Casimir Périer. Il le reconnut à regret; il eût préféré pouvoir garder encore des ministres en qui il trouvant des agents dévoués, commodes et déférents; mais il avait l'esprit trop politique pour se buter contre une nécessité. Il se résigna donc à un changement et commença les pourparlers qui, après de laborieuses vicissitudes, devaient aboutir à la constitution du ministère du 11 octobre.

Mémoires de Dupin, t. 11, p. 145 et 551 à 553.

² Louve du courte de Saint-Priest à M. de Barante, en date du 4 octobre 1852 (Documents inédats.)

CHAPITRE IX.

LA PORMATION ET LES DÉBUYS DU MEUSTÈRE DU 11 OCTOBRE

L. Louis-Philippe, obligé à regret de medifier son minustère, s'adense à M. Dupin. Bafus de 40 deguier, Ses metifs. Le meréchal Sonit chargé de former un esbanet do conlucio conseguatrica. Déficación venant des préventions mulevées suntos M. Guizot, Ouvertures faștos en dun de Bruglie. — II. Autórédente da dus de Broglie, peu populaire, mais trèt-respecté Son éloignement pour le pouvoir. Il ne vent pas entrer su ministère sans M. Guisot. - III. On accepte M. Gui-201, en le plaçant en minutère de l'Instruction publique. Composition et pregramme du cabinet. — IV. Nacemuté pour le ministère d'un imposer à l'apie nion Occasion fournie per la question belge. Convention du 22 petobre aven l'Angleterre. Les troupes françaiste en marche contre Avvers. — V. Mesures prime par M. Thiere pour se mine de la duchesse de Barry. Trahison de Doutz. Que foire de la primuniere? On écerte l'idée d'un proote. La principe transférés à Blays. — VI. Ouverture de la sepson. Discussion de l'Adrese, Sucols du ministère. — VII. Séége et prise d'Auven. Bésultats heureux de cette expédition pour la Belgique et pour le France. — VIII. Débats à la Chambre, sur la duchesse de Berry. Le bruit se répand que celle-ce est enceinte, Agitation des appris et conduite du gouvernement. Après une acconchement et la declaration de son mariage secret, la princesse est ause en liberté. Sentiments du Roi en cette effeire. l'este ecommus. - IX. Les royalutes chigés de renoncer à la politique des comps de moin, Burryte. Son origine. Son existade après 1830. Il cherche à tire l'orateur de teute l'apposition. Son succès, Avantages qui qu résultent pour le parti reyeliste. Berryer attaqué cependant pur une fraction de ce parti. — X. Cheteaubriand actiont à l'écurt, décourage, breu que non adouct. Son átut d'esprit. Sa triste Viciliane. - XI Fécondité législative des esseions de 1832 et 1833. Calmo et prospérité du pays. Après tant de secouseus, écut-on done enfin arrivé à l'houre de repos?

П

Contraint à regret de modifier un cabinet qui lui était à le fois agréable et commode, Louis-Philippe déstrait y toucher le moins possible. Ne suffirut-il pas d'adjoindre à M. de Montalivet, au général Sébastinai et aux autres anciens collègues de Cammig



PORMATION ET DÉBUTS DU MINISTÈRE DU 41 OCTOBRE. 487

Périer, quelque homme politique leur apportant l'éclet oratoire et l'autorité parlementaire qui leur manquaient depuis la mert de leur chef : M. Dupin, par exemple? Dès le 18 juin 1882, le Roi fit faire à ce dernier des onvertures. Il se flattait de ne pas trouver, ches un avocat engagé au service des intérêts privés de sa maison et habitué du reste à changer souvent de dossier, la fierté un peu ombragence, l'entêtement doctrinal, l'indépendance de situation, qu'il redouteit chez certains hommes d'État; il était trop fin, d'ailleurs, pour n'avoir pas deviné que ce paysan du Denube cachait, sous sa brusquerie souvent bondeuse, un courtisan plus maniable que beaucoup d'autres 1. Aussi n'attacha-t-il pas tout d'abord grande importance aux objections par lesquelles M. Dupin répondit à ses offres; qualques cajolerses royales, penseit-il, nurasent facilement raison de ces régistances. C'est sans doute ce qui serait arrivé, s'il ne se fût agi que de scrupules de principes. Mais M. Dupin avait d'autres raisons de se dérober. Il redoutait le pouvoir, pou par modestie ou désintéressement, mais par calcul : égoïeme avisé et subalterne, quelque peu analogue à celui de Béranger. Les pourpariers se prolongèrent pondant plusieurs semaines : le Roj n'obtenuit rien; pette coquette en souliers ferrés lui glissait entre les mains. Pour se défendre contre des instances trop pressantes, M. Dupin finjt même par émettre des exigences de nature à surprendre son royal interlocuteur : éloignement de M. de Montalivet et du général Sébastiani; constitution de la présidence du Conseil dans les conditions où elle fonctionnait avec Périer. Ce dernier trait surtent atteignait Louis-Philippe au point le plus sensible. Renommer un président du Conseil, il s'y résignait, mais il



[&]quot; « C'est, a écrit M. de Cormenia, une espèce de paysan de Danche qui a changé les talons rouges...... Il est gauche à la cour et maiappris. Il y offettes, par sas lazzi, de priocières autcepubilités. Les excursions de la faconde importanent. Mais on ne l'empêche pas de courre à travers platne, parce qui on sait qu'il revient au gite et se laisse prendre facilement par les deux oreilles. Dupin set le plus restre des courtisans et le plus courtisan des restres. Il us faut pas e'y tromper : les courtisans de cette espece ne sont pas les motos maniables. Le desses de l'écorce est rude au toucher, mais le demons en est lisse, » (Lisre des evaleurs, t. II, p. 85.)

se refusit à laisser établur en règle l'effacement, anquel il avait momentanément consenti, par égard pour un ministre nécessaire. Il déclars, non sans vivacité, « qu'il n'entendait pas se mettre de nouveau en tutelle, en nommant un vice-roi », et le fit avec « tant de volubilité », raconte M. Dupin, qu'il a'y eut moyen de lui rien objecter ¹. Vainement, après cette explosion, le Roi en revint-il aux caresses; vainement, de son côté, l'avocat, après sen fugues maussades, se laissa-t-il rappeler, il failut bien finir par reconnaître qu'on ne pouvait s'entendre.

En réalité, d'ailleurs, le désaccord était plus profond encore et portait sur la direction même de la politique. Depuis la mort de Péner, M. Dupin cherchait visiblement à se détacher ou, tout au moins, à se distinguer des autres conservateurs, en compagnie desquels il avait défenda le ministère du 13 mars. On eût dit qu'il tâtonnait pour trouver, entre eux et la gauche, une situation intermédiaire. Trop précautionné pour se laisser lier définitivement à un système et surtout à un parti, mobile d'esprit et pen dévoué de caractère, il ajgait, après s'être un instant compromis, à reprendre brusquement son indépendance, fût-ce par des inconséquences et des mûdélités. On avait remarqué que, procureur général près la Cour de cussation , il s'était gardé de conclure dans l'affaire de l'état de siège, qu'il avait passé la parole à un de ses avocats généroux et s'était, dans ses conversations, prononcé contre le thèse du gouvernement. Il affectait de répéter qu'il n'approuvait pas tout ce qui avait été fait par les conservateurs. Tout cela, sans doute, était encore un peu vague et incertain. Le propre de M. Dupin était de n'avoir ni vues, ni doctrines fixes. Comme l'écrivait alors Carrel, il était « le type le plus parfait de ces gens mécontents de tout, ne sachant ni ce qu'ils sont, ni ce qu'ils veulent ». Et l'écrivein du Netional ajoutait : « Avocat d'un talent de parole très-distingué, il a été lancé, par sa réputation de barresu, à une hauteur parlementaire où les principes arrétés lui seraient fort nécessaires, et il n'en a pas plus que



Mémocras de M., Dapin, t, 11, p. 441.

d'études politiques 1. . Ce qu'il y avait de plus net, dans ce nouvel état d'esprit de M. Dupin, était l'animosité qu'il témoignait contre les doctrinaires. Était-ce antipathie contre leurs personnes, opposition contre leurs doctrines, jalousie de leur talent, peur de pertager leur impopularité *? Naturellement il ne manquait pas de gens, sur les frontières de la gauche et du centre, pour exploiter et envenimer cette animosité. Le Constitutionnel et le Temps associaient chaque jour l'éloge de M. Dupin à des attaques acharnées contre M. Guizot et ses amis. Dans le monde où s'inspiraient ces journaux, on caressait une combinaison qui cut séparé M. Dupin du parti de la résistance pour le rapprocher graduellement de la gauche. D'ailleurs, près du trône, parmi les habitués du château et jusque dans la famille royale, quelquesuns disaient assez haut qu'il fallait se relacher de la rigueur militante de Périer, pour rallier la partie modérée de l'opposition : c'était ce qu'on appelait « faire fléchir le système du 13 mars ». Mais plus cette idée se trahissait, plus elle mettait en éveil la sagesse du Roi. Si celui-ci avait pu préférer M. Dupin à tels autres conservateurs, cette préférence n'adait. pas jusqu'à lui faire rien sacrifier de la politique de résistance. Le maintien de cette politique était, à ses yeux, un intérét supérieur à toutes ses commodités personnelles. Aussi ne tarda-t-il pas à montrer clairement qu'il ne se préterait à aucune déviation , et ce fut l'une des raisons qui mirent fin aux négociations entamées avec M. Dupin 4.

A rticle de 25 décembre 1833.

Toù trouver d'ailleurs des natures plus dissemblables que celles de M. Guizot et de M. Dupin? Pour se rendre compte de cette dissemblance, il suffit de comparer les Memotres des deux hommes. On connaît ceux de M. Guizot, moins confidences personnelles qu'hésoure genérale, regardes et racontée de haut. Les Mémotres de M. Dupin, plats et mayedes, sans une vue large et élevée, un sant en réalité qu'une série de peutes notes, classées dans l'ordre cheonologique, teutes rédigées au poins de vue le plus mesquinament personnel, et coupées per les citations, soigneusement colligres, des articles de journaux et l'ou evait fuit l'éloge des discours et même des recette de l'auteur.

³ Quelques semanes plus tard, M. Thiers, recentant one pour parlers minutériels, écrivait au général flugeaud : « Lo Roi avait songé mon à moi, non à M. Guisot, mais à M. Dupin seul. M. Dupin a voulu être chof absolu, faire et défaire à sa volonté, et surtout s'allier à le gauche, sons prétexts de transager.

Cette combinaison sinsi écartée. Louis-Philippe se décida enfin à prendre franchement le seul parti possible : c'était de faire un ministère vraiment nouveau, un ministère de coalities conservature, et il charges le maréchal Soult de le former. Le choix n'étest pas cans habileté. Le renom militaire du pergonnage, son importance personnelle donnajent estisfaction à ceux qui réclamaient un president du Conseil réel. D'autre part, enns engagement avec les partis parlementaires, sons expérience du détail des affaires autres que celles de l'armée, le maréchal n'apportait pas un pouvoir des opinions et des dessains asses arrêtés, pour que Louis-Philippe pût craindre de le voir tout attirer, absorber, dominer, aux dépans de l'institutive royale. Bien qu'il eût été membre du ministère Périer et engagé dans le système du 33 mars, ou ne lui commisseit pas d'apraient parsonnelles bien déterminées, M. Guixot, qui avait été plusieurs fois son collegue, a dit de lui finement : « Il n'avait, en politique, point d'idées arrêtées, ni de parti pris, ni d'alliés permanents. Je dirai plus : à raison de sa profession, de son rang, de sa glorre militaire, il se tenait pour dispensé d'en avoir; il faisait de la politique comme il avait fait la guerre, au service de l'État. et du chef de l'État, selon leurs intérêts et leurs desseins du moment, sans se croire obligé à rien de plus qu'à réussir, pour leur compte en même temps que pour le sien propre, et toujours prét à changer au besoin, sans le moindre embarras, d'attitude ou d'alliés '. » Cette disposition d'esprit donnait une importance particulière au choix des collègues du maréchal. Son avénement ne devait et ne pouvoit avoir toute sa portée que s'il se présentait flanqué des chefs de la majorité conservatrice.

Ces chefs, shacum les nommait; on les avait vus à l'entre sous Périer : c'étaient, avec M. Dupin, MM. Guisot et Thiers. Aucune difficulté pour l'entrée de ce dernier. Sa fortune était encore trop récente et son origine trop hamble, pour porter embrage soit au Parlement, soit au Ros. Il était demeuré par-

Gunor, Mimores, t. 21, p. 219-40.



ares ses chois les plus modificie. » (Cité pur M. n'Ipprites, dans une livre pur le Maréchal Buganul.)

FORMATION BY DÉBOTS DU MINISTÈRE DU 14 OCTOBRE. 271

tisan très-résolu de la résistance, et M. Guizot pouvait écrire au duc de Broghe : « J'ai vu Thiers, qui est revenu dans d'excellentes dispositione, nullement troublé des charivaris de Marseille, et fort éclairé par ses conversations avec tous les étrangers qu'il a vus à Rome . . Les choses allaient mouns facilement pour M. Guizot. Son impopularité, que nous avons détà signalée sous le ministère du 18 mars, semblait s'accrettre à mesure que sa rentrée au pouvoir était plus indiquée et plus regente C Son patriousme était cependant trop alarmé, et ausai con ambition trop en éveil, pour qu'il se laissat facilement exclure du gouvernement; voyant le péril public, estiment sou beure venue, il avait soif d'agir. Mais Louis-Philippe héstait à braver les préventions que ce nom soulevait. Peut-être, à cette époque, les partageast-il dans une certaine mesure. Que faire alors? Car il n'avait pas l'illusion que M. Thiers seul suffit, et qu'il y cut moyen de faire un ministère de résistance en excluent les doctrinaires qui étaient, après tout, les plus capables et les plus fermes des conservateurs. Me pourrait-on donc pas avoir ceux-ci, tout en évitant M. Guizot? De là vint l'idée d'offrir un portefeuille à un autre éminent doctrinaire, au duc de Broglie, qui, retiré jusqu'alors dans l'enceinte un peusilenciense de la Chambre des pairs, avait attiré sur lui moins d'inimitiés. Nous l'avions déjà entreyu, au second rang et dans une embre volontaire, parmi les membres du ministère de l'avénement. Appelé maintenant à un rôle plus considérable, il mérite de fixer davantage notre attention.

Lettre do 28 mai 1832. (Papiers inédate.)

^{*}M. de Barante, vere cette apoque, écrivait de Turin à M. Guisat : « Vous aves contre vous cette fièvre d'égalité et d'envie, maladie endémique après not pévolutions. La Chambre m'en paraît envahie comme le public. Les escoès qu'elle-même accorde sont presque un tetre à sa maiveillance... Vous êtes en butte à de violentes préventions populaires. Après les révolutions, à se manifeste, dans nours pays de vanité, une horreur des supériorités qui a'a plus d'adment qu'en vattaquant aux supérsocités de l'esprit. » (Lettres du 5 et 19 octobre 1838.)

11

Parmi les hommes de 1830, le duc de Broglie représentait alors très-nettement la politique de résistance. A ses débuts, sous la Restauration , il s'était trouvé plus à gauche. Tout l'y avait porté : le souvenir de son père, ancien compagnon d'armes de La Fayette aux États-Unis, entré asses avant dans le mouvement de 1789, et qui, victime de la Terreur, n'en avait pes moins recommandé, en mourant, à son fils, de rester « fidèle à la révolution française ». l'influence du second muri de sa mère, le marquis d'Argenson, radical d'extrême gauche, socialiste, conspirateur, sans avoir pu, à son grand regret, cesser complétement d'être gentilhomme; enfin son mariage qui avait fart de lui le gendre de madame de Staël. Mars bientôt, avec cette intelligence curieuse et sincère qui vouleit tout exeminer par elle-même, et qui, suivant l'expression de M. Sainte-Beuve, . pensait tout droit devant elle ., le jeune pair avait déconvert, chez ses amis de gauche, « un certain esprit court, étroit et routinier », qui l'inquiéta et le dégoûta; il s'était aperçu qu'on rentrait dans ce qu'il appelait « l'ornière révolutionnaire * - . On l'avait vu alors se dégager et s'amender peu à peu : affranchissement bien rare des préjugés d'origine. Toujours l.béral, il avait commencé à se montrer plus soucieux des intérêts conservateurs, plus intelligent des nécessités du jour, plus indulgent envers le gouvernement, plus scrupuleux dans son opposition. Sans devenir « légitamiste » soit de sentiment, soit de doctrine, il était arrivé à accepter sériensement la Restauration avec la Charte ". Non-seulement il n'avait pas

Souvenirs du feu duc de Braglio.

³ Le due de Breglie, comme il l'a dit lui-même, « se tousit à distance et hors de portée de la cour, n'ayant nul goût pour cette fuveur d'ancien regime deut toute restauration se trouve nécessairement assalannée », mais » ne se tenait per à moindre distance, malgre ses haisons politiques et domestiques, de tout compot republissim en honspartiete ». Et il ajoutair » « Le roi d'Anglessys, Charles I.*»,

FORMATION ET DÉBUTS DU MINISTÈRE DU 11 OCTOBRE. 178 préparé la révolution de Juillet, mais il ne l'avait pas désirée, et l'avait même redoutée ¹.

- L'événement arrivé malgré lui , le duc de Broglie se montra sympathique au régime nouveau qui amenait au pouvoir tous ses amis, concourut à faire sortir une monarchie de la révolution, et surtout s'applique, dès la première heure, à mettre cette monarchie en garde contre les périls de son origine. Membre de ministère de l'avénement, où il s'était modestement contenté du portefeuille de l'instruction publique et des cultes, il s'y prononça, avec M. Guizot, contre les défaillances on les complaisances révolutionnaires. Le spectacle du ministère Laffitte ne fit que le confirmer dans sa résistance, et Casimir Périer trouve en lui un adhérent très-résolu. Moins mêlé que ses amis de la Chambre basse à la bataille de chaque jour, il pe perdait néanmoins, dans la Chambre des pairs, aucune occasion de marquer son attitude : ainsi ne craignit-il pas de combattre la loi portant abolition du deuil du 21 janvier, an risque de se faire traster de « carliste », reproche alors le plus difficile à affronter. Une telle conduite ne le rendait pas populaire. Plaire à la foule était peu dans sa nature et dans ses goûts : trop peu même, pour un homme politique. On l'eût dit plus soigneux de restreindre que d'étendre le cercle de ceux auxquels il s'adressant et dont il recherchait l'estime. En tout, il regardait les idées plus que les hommes, et, parmiceux-ci, il ne voyait qu'une petite élite. Il tenuit les autres à distance par une allure sévère, un peu roide, qui venait du reste plus encore d'une sorte de gaucherie que d'un défaut de bienveillance; ceux qui l'ont approché ont témoigné de ce qu'il cachait de bonté, de tendresse, derrière cette frosdeur qu'on

ferivait, dit-on, à la reine Henriette-Maria qu'il ne les avait jamais été infidèle même en penses; autent en aurant-je pu dire aux Bourbons de la branche ainée, mais sons condition, bues entende, qu'entre nous la fidèlité serait réciproque, o (Sourentre.)

^{* «} Survent de l'aril le cours précigité des événements, je me me livrais pas aussi veloutrers que bien d'autres à la perspective qui samblait s'ouvrir. La nécessité de traverser un état de transation révolutionnaire, et l'acceptitude de résultat définitif, m'inspiraient plus de répagnance et d'antiété que n'avait pour moi d'attrait l'espérance d'un état meilleur. « (Ibid.)

pouvait prendre pour de l'indifférence ou du dédain En tout cas, sa beute probité politique et la dignité de son cavactère en imposaient à tous, même à ceux qui s'écurtaient le plus de lui, et l'on a pu dire qu'il était « universellement respecté ».

Le duc de Broglie n'avait pas moins d'éloignement peur le pouvoir que M. Dupin; mais ses motifs étaient tout autres : au lieu d'un égoïame circonspect et terre à terre, c'était un mélange assez original de modestie et de fierté. Cette modestie me lui permettait pas de se faire illusion sur ce qui lui manquait pour l'action, et il était le premier à en convenir : « Je me croyais . a-t-il écrit, per propre au maniement des hommes, et en celaje ne me trompau past. . Une sorte de timidité fucilement embarrassée lui faisait redouter d'être mis en avant. Ses amis remarquaient la géne qu'il éprouvait parfois à entrer en relation avec les personnes qui ne lui étaient pas familières, et la facilité avec laquelle il rougissait, quand, dans la conversation, il se trouvait avoir exprimé avec force son opinion a. En même temps, sa fierté lui fassart chercher ailleurs que dans les satisfactions vulgaires de l'ambition la but de sa vie. Il déclarait « n'avoir aucun goût pour la carrière d'embition »... Son ame délicate était facilement froussée et dégoûtée de ou qu'il y a trop souvent d'un peu impur dans toute action politique. Principalement soucieux de l'honneur de son nom, il redoutait à l'extrême tout ce qui pouvait le compromettre. I) avait cet orgueil fondé de se croire asses haut par en maissance et par sa valeur propre, pour qu'un titre et une fouction n'ajoutament rien à son importance. La politique n'était pas pour lui, comme pour beaucoup, un moyen de parvenir; c'état. l'occupation naturelle de son rang, la préoccupation nécessaire de son patriotisme. De même pour les lettres : on eût difficilement trouvé un esprit aussi cultivé, se portant avec autant d'ardeur dans toutes les régions où se développait l'intelligence humaine, philosophie, littérature, histoire, droit, économie

¹ Souvenirs du feu duc de Broglie

Lafe, Letters and Journals of George Tickner.

PORMATION BY DEBUTE DU MINISTERE DU 41 OCTOBRE. 475

sociale; mais, en lui, pas plus de l'écrivam de profession que du « politicien »; aucun besoin de production, et surtout de publicité; il écrivait pour lui, pour se rendre compte des questions, pour les scruter jusqu'au fond et s'élever jusqu'à leur sommet. Cette existence d'un citoyen s'intéressant et participant aux affaires de son pays, goûtant et approfondissant toutes les choses de l'intelligence, sans se laisser absorber étroitement par aucune, lui plaisait et lui suffisait. Ajoutez les jouissances d'un intérisur orné et charmé par une femme éminente dont tous ceux qui l'ont approchée out gardé un souvenir ineffaçable "; ajoutez les distractions d'un salon devenu le centre d'une société d'élite que la publication des lettres de M. Doudant a permis aux professes d'entrevoir, et alors vous comprendrez qu'un tel homme me fût pas empressé d'être nommé ministre.

Mais, pour vaincre ses répugnances, le duc de Broglie avait, plus que M. Dupin, le patriotisme généreux, l'esprit de devoir et de sacrifice. Ce qu'on lui sût offert comme un honneur, il l'eut obstinément repoussé; il ne pouvait refuser ce qu'on lui imposeit comme une charge et un péril, ce qu'on lui demandait comme un service à son pays malade. Voilà pourquoi, au moment même où M. Dupin se dérohait, le duc de Broglie, faisant violence à ses goûts, se montrait prêt à accepter un portefeuille. Seulement il posa tout de suite ses conditions, dont la première bouleversait toute la combinaison du Roi : il

Citate, per exemple, le beau portrait qu'en moce M. Guiset dans le nociété de sur le dan de Broglie : « Née dans l'ardent foyer de la vie et de la société de madame de Stael, se fille en teut gardé la finame, en l'unement à la lamière offette, et elle en était tortie comme tra beau métai sert de la formaise, aussi pur que brellant, et fait pour les plus saintes comme pour les plus éclateures destinations. Le beauté de sa figure étais l'image de son àme noble et franche, digne avec obandon, fière sans dédans, expansive et bonne jusqu'à le sympathie, pleine de grâce comme de 1 berté dans les mouvements de sa personne comme de son aprit, rerement en repos, jameire en trouble intérieur : crésture du premier rang dans l'ordre intellectuel comme dans l'ordre moral, et en qui le don de plaire stait le moindre de ceux qu'elle avait reque de Dieu. Le duc de Broglie avait mison de porter à m fomme une affection si profonde et mélée d'un tel respect qu'encune parore ne le causafausit pour parler d'alle. Ju suis tenté d'éprouver le mêsue centiment, e

se refusa à entrer sans M. Guizot. Vainement insista-t-on auprès de lui, il fut inébranlable; si bien que, pendant quelques jours, les négociations parurent rompues.

111

Il fallait en finir. L'opinion s'impatientait de ces retards et de ces hésitations. M. Dupin, intercogé de nouveau, repoussa toute ouverture avec sigreur, aussi mécontent qu'on vint le relancer que jaloux des offres faites aux autres. Dés lors, il me restait que les doctrinaires. Les plus édèles partisans de la monarchie se plaignaient de l'exclusion qu'on faisait peser sur cette fraction des conservateurs. . La coalition de tous les talents », disait le Journal des Débats, est nécessaire pour « combler le vide » produit par la mort de Périer, et il sjoutait ces graves avertissements : G'est à grand'peine que, depuis juillet 1830, les vrais amis de la révolution ont résisté au torrent qui menaçan de tout englouter. Le danger a été platôt évité que conjuré, le mal, suspendu plutôt que guéri ; la désorganisation est encore à nos portes... Ayez peur de l'opposition : ménagez-la; désavouez un seul de vos antécédents; séparezvous d'un seul de vos amis : vous lui rendez des chances'. » M. Thiers lui-même ne croyait pas qu'on pût rien faire sans les doctrinaires : « Il fallait des forces, écrivait-il, et où les prendre, quand Dupin refusait?... En conscience, où trouver des hommes plus capables, plus honorables, plus dignes de la liberté, que MM. de Broglie, Guisot et Humann! Ne faut-il pas un infame génie de calomnie pour trouver à dire contre des bommes pareils*? . Et cependant Louis-Philippe redoutait toujours de prendre un ministre trop impopulaire. Dans cet embarras, une transaction fut proposée, à laquelle le Ros se ralita : elle consistait à offrir à M. Guzot, non le ministère de l'Intérieur qu'il

I Journal des Débats du 22 septembre 1832.

⁵ Lettre au général Ruyeaud, du 12 octobre 1832.

avait déjà occupé dans le cabinet du 11 août, mais le ministère de l'Instruction publique qui était moins en vue, moins politique, et pour lequel l'aucien professeur de la Sorbonne était, comme it le disait, « une spécialité ». M. Guizot eut l'esprit de ne pas élever d'objection d'amour-propre. D'une part, il savait avoir beaucoup à faire dans ce département; d'autre part, il comptait sur son talent de parole pour jouer, quand même, un grand rôle dans le Parlement et, par suite, tenir une grande place dans le cabinet.

Cette difficulté résolue, la constitution du ministère devint anssitôt facile. Les ordonnances de nomination furent signées le 11 octobre. Le cabinet était ainsi composé : présidence du Conseil et ministère de la Guerre, le maréchal Soult; Affairen étrangères, le duc de Broglie; Intérieur, M. Thiers; Finances, M. Humann, Instruction publique, M. Guizot. MM. Barthe, d'Argont et de Rigny conservèrent les portefeuilles de la Justice, du Commerce et de la Marine.

Telle fut, quatre mois après les premières négociations entamées avec M. Dupin, l'issue de cette crise laborieuse. Ce résultat, imprévu pour plusieurs, imposé par la force des choses plus encore que par la volonté des hommes, était certainement ce qu'on pouvait alors attendre de mieux. Ce cabinet était même d'un nivern intellectuel supérieur à celui de Périer. A. voir ce brillant triumvirat, Broglie, Guizot et Thiers, ces apécialités éminentes telles que Soult et Humann, on pouvait, reprenant une expression d'origine anglaise, saluer ce ministère comme « le ministère de tous les talents ». Sans doute cette richesse était obtenue aux dépens de l'uniformité, et même un peu de l'homogénéité Que d'origines, de doctrines, de tendances, d'habitudes d'esprit et de vie, différentes et presque opposées | Les ministres eux-mêmes en avaient conscience et prenaient de part et d'autre leurs précautions. Mais, pour le moment, unis par la crainte du péril et la nécessité de l'action commune, d'accord sur cette action, ils avaient réciproquement confiance, sinon dans toutes les idees, du moms dans le taient de leurs collègues et dans la puissance qui résultait de

leur union. N'étaient-ce pas précisément les hommes qui, dernère Casimir Périer, s'étaient déjà habitués à combattre côte à côte? M. Dupin seul manquait, et ce n'était pas la faute du Roi. Dès le lendemain de la formation du cabinet, le duc de Broglie écrivait à M. de Talleyrand, pour en bien marquer le caractère : « Le ministère actuel est composé pour moitié des collègues de M. Périer, pour moitié de ceux de ses amis politiques qui, plus compromis encore que lui-mêma dans la cause de l'ordre et de la paix, avaient été réservés par lui pour des temps meilleurs 1. » Continuer Casimir Périer, tel était en effet le mot d'ordre. C'était ce grand nom qu'on invoquait, et sous lequel on s'abritait. Dans une circulaire adressée à tous les hauts fonctionnaires, le maréchal Soult s'exprimait ninsi : « Le système adopté par mon illustre prédécesseur sera le mien ; c'est le vrai système national. » Il semblait que Pérter mort prés dat encore le nouveau cabinet et lui donnat l'unité qui lui manquait.

ΙV

A voir l'accueil que lui firent les journaux, on n'eût paspromis longue vie au nouveau cabinet. Sauf la Journal des Débats, tous se montraient violemment hostiles, depuis le National et la Tribune jusqu'au Constitutionnel, en passant par le Temps, le Courrier français, le Journal du Commerce. « Non, mille fois non, s'écriait le Constitutionnel, ce n'est pas l'opposition seule, c'est la France entière qui pousse ca cri : Arrière l' arrière! hommes de la Dortrine?! » Le ministère était comparé à celui de M. de Polignac et devait conduire à une semblable catastrophe; on racontant que Louis-Philippe préparait déjà sa fuite et faisait passer des fonds à l'étranger. Grisés par leur

6 stovember 1832.



Lattre du 19 octobre 1832. (Papiers meditr.)

propre tapage, les opposents finissaient par se croire sûrs d'une prochaine victoire. Par contre, les amis du cabinet, assourdis, quelque peu intimidés, se demandaient avec inquiétude ce qui allait se passer à la rentrés des Chambres. Ne savaient-ils pas combien était encore peu consistante la majorité de combat que Périer avait ressemblée et entraînée, pour ainsi dire, à la force du poignet? La situation pouvait donc devenir périlleuse. Les ministres comprirent qu'il leur fallait, dans les quatre ou cinq semaines qui les séparaient du 19 novembre, date indiquée pour l'ouverture de la session, accomplir au dedans ou au debors quelque acte qui en imposét à l'opinion.

La question belge offrait précisément une occasion d'agir. On a vu comment, depuis quelques mois, elle semblait arrêtée dans une sorte d'impasse. Peu de jours avant la formation du cabinet, le 1º octobre, la France, appayée par l'Angleterre, avait proposé à la Conférence de Londres des mesures coercitives pour imposer à la Hollande l'exécution du traité du 16 novembre 1831 ; les autres puissances avaient élevé des objections, et la Conférence, définitivement impuissante, s'était séparée, chaque État restant désormais juge de ce qu'il avait à faire comme signataire de ce traité. Force était au nouveau cabinet de se prononcer. Laisser les choses plus longtemps en suspens, c'était risquer l'avenir de la Belgique, irriter l'opinion. en France, et fournir à l'opposition un redoutable terrain d'attaque. Mais recourir à la force, sans et malgré les autres puissances, c'était une opération difficile, périlleuse, exigeant ce rare mélange d'autorité et de prudence, d'audace, de sangfroid et de mesure, qui avait marqué la politique extérieure de Périer. Le duc de Broglie n'hésita pas un instant, A peine su pouvoir, il avertit les autres puissances, sans se laisser intimider par leur mauvaise humeur, de son intention d'agir; en



Le fil actobre, jour même de la formation du ministère, l'ardonnance de convocation avait été publiée. A la même date, que untre ardonnance avait créé d'un comp toutante paint. Une telle « fournée » n'était pas faite pour augmenter hancoup l'autorite de la Chambre hance » mais e était in conséquence nécessaire de le révolution qui avait dépeuplé cette Chambre et en avait arrêté le recrutement héroditaire.

même temps, il fit d'instantes démarches pour obtenir le coacours indispensable de l'Angleterre. M. de Talleyrand, notre ambassadeur à Londres, mena cette négociation avec autant d'habileté que de vigueur, et, dès le 22 octobre, triomphant des bésitations méfiantes de lord Palmerston, il signait avec lui une convention réglant les conditions d'une action commuse de la France et l'Angleterre, à l'effet de contraindre la Hollande à l'exécution du traité du 15 novembre 1831. Parmi les moyens prévus de coercition, figuraient d'abord des mesures maritimes, telles que blocus et embargos, et ensuite — ce qui étant pour nous le point capital — une expédition française contre la citadelle d'Anvers qui faisait partie du territoire attribué par la Conférence à la Belgique, et que l'armée hollandaise se refusait à évacuer.'

Le due de Broglie n'avait pas caché de quel intérêt pa lementaire il était, pour le ministère français, d'agir, et d'agir tout de suite. Dès le 11 octobre, le jour même où il prenaît possession du ministère , il écrivait à M. de Talleyrand : « Il dépend de l'Europe, et surtout de l'Angleterre, de consolider ce cabinet et de mettre un terme par là aux dangers que la victoire du parti contraire entrainerait, dangers dont | Europe aurait assurément sa bonne part. Nous allors combattre pour la cause de la civilisation ; c'est à la cavalisation de nous aider ; c'est à vous, mon prince, de las dire ce qu'il faut faire pour que nous ouvrions la session avec éclat. - Le lendemain, il revenait avec insistance sur la même idée : « Que l'Angleterre nous voie, sans en prendre alarme, enlever la citadelle d'Anvers aux Hollandais... Si la session prochaine s'ouvre sous de tels auspices, soyez certains d'un triomphe éclatant. S'il nous faut, au contraire, défendre de nouveau à la tribune les défais, les remises, les procrastinations de la diplomatie, notre position sera trèspérilleuse. • Il ajoutait encore, le 18 octobre : • Notre sort dépend de nos œuvres d'ici à la session, et, de toutes les œuvres, la véritable, la scule qui préoccupe l'opinion, c'est l'expédition d'Anvers : . « Ce fut, en somme, cette considération du

[·] Papters médits,

PORMATION ET DÉBUTS DU MINISTÈRE DU 44 OCTOBRE. 484

péril coura par le ministère français, qui détermina le gouvernement de Londres à céder. Nous avons, sur ce point, le témoignage du roi Léopold, bien mis au courant des choses d'outre-Manche par son ami Stockmar: «Le ministère Broglie, écrivait-il un peu plus tard à M. Goblet, était mort sans Anvers, et le ministère angleis a jugé plus sage de laisser faire que d'avoir un ministère de l'extrême gauche qui menait à la guerre générale.

La nouvelle de la convention du 23 octobre produisit un vif mécontentement chez les trois puissances continentales. A Vienne, M. de Metternich dogmatisa sur ce qui lui paraissait être une violation du droit des gens, s'épancha en sombres prédictions * et surtout en gémissements rétrospectifs, maudit le jour où s'était soulevée cette malheureuse affaire de la Belgique et où il s'était laissé attacher au « détestable char » de la Conférence "; mais, comme mesures effectives, il se borna à prêcher une union plus étroite des « trois cours » en face de l'alliance anglo-française *. La Russie protesta avec irritation et reprit diplomatiquement tout ce qu'elle avait cédé à la Conférence. Mais, à Saint-Pétersbourg comme à Vienne, on estimait qu'en cette affaire le premier rôle et l'initiative appartenaient à Berlin. Dans le monde militaire prussien, l'émotion fut extrême. On n'y pouvait supporter qu'une armée française parût et agit si près du Rhin. Le roi Frédéric-Guillaume, bien que plus pacifique que son entourage, dut ordonner la réunion de deux corps d'armée, l'un sur la frontière belge, l'autre sur le Rhin, sorte de menace à laquelle nous répondimes aussitôt en formant, derrière l'armée destinée à opérer en Belgique, un corps d'observation massé dans les environs de Metz.

nécessairement produite par celle d'Anvers. » (Mémoires, t. V., p. 298.)

* Ibid., p. 398, 408. Le chanceller d'Autriche en vensit à regretter auvertument que la Prusse n'ent pas étouffé l'immercetten belge dès le début, fût-se un

prix d'una guerre avec la France. (Ibid., p. 411, 412.)

Cité par M. Huzavaur, Geschichte Frankreiche, 1830-1870, t. I, p. 500.

S. On a va, dissit M. de Metternich dans une de ses déptebes, l'Europe entière mise en feu par suite d'une excitation bren moradre que colle qui sera

La correspondance du duc de Broglie et de ses ambassadeurs, à cette époque, trahit l'anxiété d'une grosse partie ou se jouait la paix de l'Europe. M. de Talleyrand lui-même déclarait en avoir perdu le sommeil. Toutefois, ni lui, ni le ministre ne se laissèrent un instant détourner de leur dessein. Ils avaient meauré d'avance, avec sang froid, jusqu'où ils pouvaient aller, sans rencontrer autre chose que de la manyaise humeur. Le 1" novembre 1832, M. de Talleyrand écrivait au duc de Broglie, dans une lettre confidentielle : « Je n'ai pas cru devoir vous parler, dans ma dépêche, des bruits de coahtion entre les trois puissances, répandus par quelques journaux français et allemands. Nons n'avons pas à nous inquiéter de pareils projets. L'union de la France et de l'Angleterre arrête tout, et, d'ailleurs, les dispositions certaines des cabinets de Berlin et de Vienne indiquent plutôt de la crainte que l'esprit d'entreprise. » Et il ajoutant dans un post-scriptum . . Laissez-mon vous recommander de faire plutôt trop que pas essez pour la grande entreprise actuelle : songes bien qu'il vous faut un succès !. . Le gouvernement avait devancé ce dernier conseil. Dès le premier jour, il avait poussé activement ses préparatifs militaires et réuni, sur sa frontière du Nord, une armée considérable, bien pourvue, sous le commandement du maréchal Gérard.

Le 2 novembre, au terme extrême fixé par la convention, la Hollande n'ayant pas cédé, les premières exécutions maritimes farent ordonnées par la France et l'Angleterre. Restait l'action principale : l'expédition française contre Anvers. Le Roi des belges la demanda, le 9 novembre. Toutes les conditions prévues par la convention étaient dès lors remplies, et cependant l'Angleterre, retenue par ses propres méliances et par les efforts des autres puissances, hésitait à donner son assentiment. Vainement le cabinet de Paris la pressait-il, vainement lui offrait-il toutes les garanties, elle répondait toujours d'une façon dilatoire. On ne pouvait cependant retarder davantage. L'opinion etait de plus en plus agitée. Le jour de la réunion des Chametait de plus en plus agitée. Le jour de la réunion des Chametait de plus en plus agitée. Le jour de la réunion des Chametait de plus en plus agitée. Le jour de la réunion des Chametait de plus en plus agitée.

^{*} Papiers medüs,

bres approchait. Le maréchal Gérard s'impatientait, déclarant que hientôt la mauvaise saison rendrait l'opération à pen près impossible. Le 14 novembre, les ministres, réunis sous la présidence du Roi, détibérèrent s'il convenait de passer outre aux hésitations de l'Angleterre. Les dispositions de l'Europe donnaient à cette question une particulière gravité. Le duc de Broglie et M. Thiers opinèrent résolûment pour qu'on allât de l'evant, sans attendre plus longtemps une approbation si lente à venir. « En hien i messieurs, conclut le Roi, entrons en Belgique. » Les ordres furent aussitôt envoyés au maréchal Gérard. C'était procéder à la Périer. L'assentiment du cabinet de Londres, dont on s'était passé, arriva dans la nuit suivante.

Notre armée, qui ne comptait pas moins de soixante-dix mille hommes, et avait à son avant-garde les deux fils ainés du Roi, franchit rapidement et allègrement la frontière. Le 19 novembre, jour même fixé pour l'ouverture des Ghambres, elle se déployait devant la citadelle d'Anvers, et les opérations du siège commençaient aussitôt avec vigueur.

×

En même temps que l'expédition d'Anvers, le ministère en entreprenait une autre à l'intérieur, toute différente, où la police remplaçait l'armée, mais qui ne devait pas être d'un effet moins décisif sur l'opinion d'alors. On avait beaucoup reproché an cabinet précédent de n'avoir pas pu ou pas voulu découvrir la cachette de la duchesse de Berry. Son séjour prolongé dans l'Ouest était une cause d'agitation permanente, et pouvait même devenir un embarras sérieux, au moment où l'on s'apprétait à tirer le canon sur l'Escaut. Ce qui avait été saisi de la correspondance de la princesse prouvait qu'elle entretenait des négociations avec le roi de Hollande et qu'elle fondait tous ses calculs sur les complications européennes qui pouvaient se produire de ce côté. Ces considérations, jointes



à la pression chaque jour plus vive de l'opinion, donnèrent au ministère le sentiment qu'il fallait à tout prix en finir. M. Thiers se charges spécialement de cette entreprise. Dans ce dessein, il s'était fait donner le ministère de l'intérieur, réduit aux attributions de police; les services administratifs furent transférés au ministère du commerce et des travaux publics. Il se réservait de faire tout lui-même et lui seul, sans être obligé de tenir ses collègues au courant. Parvenu de la veille, cette besogne policière amusait sa curiosité, sans exciter chez lui les répugnances qu'eût ressenties un homme d'éducation plus achevée et plus délicate . Son animosité contre les Bourbons y trouvait d'ailleurs son compte. Et puis, s'il s'était associé à M. Guizot et au duc de Broglie, sans trop se troubler de les entendre traiter d'hommes de la Restauration, il n'était pas faché cependant de les compromettre par un acte qui fût une rupture éclatante avec la vieille monarchie, un gage décisif donné à la révolution. Quelques jours plus tard, l'arrestation faite. M. Thiers s'en servait à la tribune, comme d'une preuve que le ministère n'hésitait pas à « se séparer de la dynastie déchue », et il demandait à ses adversaires comment il eut pu davantage « se compromettre ». De son côté, le Journal des Débats y montrait une marque de « dévouement à la révolution de Juillet * ...

M. Thiers choisit des instruments peu nombreux et énergiques. Le mot d'ordre était de se saisir de la princesse par
tous les moyens, en évitant les violences contre la personne,
en écartant même d'elle toute chance d'accident. « En un mot,
écrivait le ministre, nous voulons prendre le duc d'Enghien,
mais nous ne voulons pas le fuéiller, nous n'avons pas asses
de gloire pour cela, et, si nous l'avions, nous ne la souillerions pas. » Au fond même, on déstrait plutôt le départ

[&]quot;M. Thiers se lanes, du reste, antez vite de ce rôle. « Je ne veux pas, dit-il, être le Fouché de ce régime », et, des le 31 décembre 1832, il peux au ministère des travaux publics et du commerce. Le mantére de l'antérieur, rentré en possession de ses attributions administratives, fut alors causé à M. d'Argout.

² Séance du 29 novembre 1832 et Journal des Dibats du 15 novembre précédent.

que l'arrestation de la duchesse. Au moment où toutes les mesures étaient prises pour la serrer de pres, le Roi, la Reine, les ministres la firent plusieurs fois avertir qu'on était sur sa trace, et que, si elle voulait se retirer volontairement, on l'y niderait . Mais tout échouait devant cette obstination, qui avait déjà résisté aux instances des royalistes et aux ordres de Charles X. Les premières recherches furent sans succès. Elles se heurtaient à cette fidélité royaliste qui, depuis plusieurs mois, déjouait toutes les ruses de la police. Un trattre finit cependant par se trouver ; son nom est connu et flétri : il s'appelant Deutz, Juif prétendu converti, qui avait capté la confiance de la duchesse de Berry. Dans un rendez-vous donné la nuit aux Champs-Élysées, — vraie scène de roman, — il fit ses offres h M. Thiers. Celui-ci acheta sans scrupule ce honteux concours. Conduits par Deutz, les agents du ministre pénétrèrent. à Nantes, chez mademoiselle Duguigny, et, après vingt-quatre heures de perquisition, ils finirent par découvrir la princesse dans l'étroite cachette où elle s'était enfermée avec quelques amis. C'était le 7 novembre 1832.

"Croyez-moi », disait la duchesse de Berry au général Dermoncourt, peu après son arrestation, « ils sont plus embarrassés que moi. » C'était vrai. La loi du 10 avril 1832 avait interdit le territoire de la France aux membres de l'ancienne famille royale, mais sans mettre aucune sanction à cette interdiction. Le plus sage eût été de reconduire la duchesse à la frontière. C'était le sentiment du Roi, qui disait, quelques jours après, à M. Guizot : « On ne sait pas quel embarras on encourt en la retenant; les princes sont aussi incommodes en prison qu'en liberté; ou conspire pour les délivrer comme pour les suivre, et leur captivité entretient chez leurs partisans plus de passions que n'en souléverait seur présence. « Tel avait été aussi le dessein premier du gouvernement; il s'en était même ouvert aux cabinets étrangers, au moment où il prévoyait une arrestation



Sur on point les témosgages abondent. Cf. notamment la Captivité de madeure la duchesse de Barry, à Blaye, Journal du docteur Méniere, t. 1, p. 187.

prochaine . Les ministres comprenaient que leur jeu n'était pas de grossir l'affaire et d'allumer les passions; dans la maison où était cachée la duchesse, ils avaient saisi des papiers qui ensent perms d'étendre angulièrement les poursuites; ils n'en firent pes usage, sachant que les gouvernements n'out pas intérêt à pousser les représailles jusqu'au bout. On reconte que M. Thiers lui-même, le plus animé de tous, ayant invité, quelque temps après, M. Berryer & déjeuner, lui ouvrit un portefeuille contenant les plus compromettants de ces papiers; puis, après l'avoir assuré qu'il en avait gardé le secret pour lui seal, il les jeta au feu devant son convive. Le gouvernement cut sagement agr, co ne se montrant pas plus impitoyable contre la duchesse elle-même. Il ne l'osa pas. Il eut peur de mécontenter l'opinion, vivement excitée par la nouvelle de l'arrestation. La violence des légitimistes, l'insolence impérieuse avec laquelle ils exigeaient une mise en liberté immédiate, n'étaient pas faites pour lui rendre la modération plus facile. Ajoutez que coux des ministres qui jugement utile de compromettre leurs collègues dans le sens de la révolution de Juillet, poussaient à la rigueur. Résolution fut donc prise de ne pas relacher immédiatement la princesse. Mais ce n'était qu'accroître et projonger les difficultés. Que faire, en effet, de la prisonnière? L'idée d'une poursuite en justice pour crime de droit commun, bruyamment soutenue par l'opposition de gauche, fut aussitôt écurtée comme odieuse et périlleuse. Quelle dynastie eût pu gagner à voir, sous prétexte d'égalité devant la loi, une femme de sang royal rabousée au rang d'un criminel vulgaire? L'appareil même du procès aurait enflammé encore les passions des deux partis. L'issue n'en pouveit être que funeste ; une condamnation fut devenue très-embarrassante, si les esprits excités en avaient exigé la rigoureuse exécution ; un acquittement oùt été aussitôt

¹ M. de Matturaich écrivait à non ambanedour ou France, le 30 octobre 1828; « Tout en que veut le roi des Français, à l'agant de madame le ducheuse de Berry, est d'accord avec ce que doit vouloir l'Empereur...... Il faut le muver malgré elles et en ne peut le muver qu'en le fessent sortir de France. Ce but une fois attent, elle dovre être remise à un famille, »

PORMATION ET DÉBUTS DU MINISTÈRE DU 11 OCTOBRE. 187

interprété comme une condamnation de la royauté de Juillet. La vue de ces périls détermina le gouvernement à faire insérer, dès le 9 novembre, dans le Monteur, une note annonçant qu'un projet de loi serait présenté aux Chambres, pour statuer relativement à madame la duchesse de Berry ». Seulement ce parti n'était pas, lui aussi, sans de graves inconvénients qui ne tarderont pas à se produire. En attendant, la princesse fut transférée dans la citadelle de Blaye, où elle entra le 17 novembre.

70

One fois l'expédition d'Anvers entreprise et la duchesse de Berry arrêtée, le ministère vit arriver, sans alarme, la date du 19 novembre, marquée pour l'ouverture de la session. Ce jour même, un incident se produisit qui augmenta encore ses avantages. Au moment où le Roi, se rendent au Palais-Bourbon, passait sur le pont Royal, un coup de pistolet fut tiré sur lui, sans atteindre personne. C'était le premier de ces attentats qui alla ent devenir si fréquents, pendant le règne de Louis-Philippe. Vainement la gauche, profitant des difficultés qu'on rencontrait à découvrir l'assassin ', insinua-t-elle que c'était un coup de police: l'émotion fut vive, et l'impression du péril révolutionnaire s'en trouva utilement ravivée dans l'esprit des conservateurs.

La première épreuve fut la nomination du bureau de la Ghambre. M. Dupin, appuyé par le ministère, l'emporta, pour la présidence, de près de cent voix, sur M. Laffitte, candidat de l'opposition. Dans ce vote, toutefois, l'équivoque était encore possible, M. Dupin étant appuyé par quelques-uns de ceux qui combattaient le plus vivement les doctrinaires. Dans la

Le Constitutionnel raillait les ministériels qui présentatent M. Dupin comme

¹ Après une instruction Inberiense, on pomenivit de ce chef Bergeron, qui fut tequitte.

nomination des autres membres du bureau et dans l'élection de la commission de l'Adresse, le succès du ministère fut sans contestation possible. Il apparut à tous que la mojorité de Casimir Périer se reformait dernere le nouveau cabinet. A gauche, la déception fut vive et le découragement prompt. La Fayette écrivait, le 23 novembre 1832, à l'un de ses amis : « La session s'est ouverte asses tristement pour l'opposition. Plusieurs de nos collègues, même signataires du Compte rendu, sont revenus persuadés que nous avions été trop véhéments l'année dernière. Ils se fatiguent de n'avoir pas la majorité. L'opposition n'augmentera donc pas en nombre !. »

La discussion de l'Adresse fut longue et passionnée. Mais la gauche, génée, déroutée par les événements de Belgique et de Nantes, en fut réduite à ressasser ses vieux griefs. Le principal orateur du ministère fut M. Thiers; M. Guizot était tombé malade, à l'ouvezture de la session, fort attristé de se trouver retenu loin d'une bataille où il avait espéré servir ses idées et recueillir de l'honneur Sur tous les points, la majorité demoura fidèle au ministère; ancun des amendements de l'opposition ne put passer. Nul doute ne pouvait exister sur le caractère de la politique à laquelle la Chambre donneit ginsi son adhésion. Le discours du trône, rédigé par M. Guizot, avait proclamé la volonté de continuer » le système qu'avait soutenu le ministre habile et courageux dont on déplorait la perte », et il avait montré « combien serait dangereuse toute politique qui ménagerait les passions subversives, au lieu de les réprimer - . Tels étaient aussi les sentiments de la majorité : celle-ci applaudissait, quand, au cours de la discussion, un de ses orateurs, M. Duvergier de Hauranne, s'écriait : « Lasse de tant d'agitations, fatiguée de tant de désordres, la nation demande à se reposer, à l'ombre d'un gou-

lem candidat : « M. Dupin I disext-il, l'oratour bourgeois, l'éloquent plébéien qui ne s'est pas jugé d'asses boune maison pour entrer dans un cabinet doctrinaire... Et vous aves besu, messieurs les doctrinaires, vous accrocher su pen de son habit, il saura luca le secouer, de mamère à vous fure técher prus. » (18 novembre 1832.)

1 Ménoures de La Payette, t. VI, p. 696.

Google

2

vernement qui contienne et punisse les factions, an lieu de les ménager; qui lutte avec courage contre les mauvaises passions, au lieu de les flatter; qui gouverne, en un mot, au lieu de se laisser gouverner... Et quand le pays nous demande de la force, nous lui donnerions de la faiblesse! Quand il veut que nous élevions la digue, nous l'abaisserions! Quand il nous crie de rester unis et serrés, nous nous diviserions, nous ouvririons nos ranges! Non, cela n'est pas possible, cela n'arrivera pas. Ce que nous étions l'an dernier, nous le sommes encore....

Au ministère maintenant d'user des forces que l'Adresse lui donnait, pour mener à fin les deux affaires qu'il avait entre-prises, au dehors, avec le siége d'Anvers; au dedans, avec l'arrestation de la duchesse de Berry.

ИV

Les difficultés de l'expédition d'Anvers n'étaient pas toutes d'ordre militaire, et le gouvernement français n'avait pas seulement affaire aux soldats hollandais. Il avait été convenu que l'armée belge ne prendrait pas part au siége. Sa présence eût ôté à l'opération son caractère d'exécution des décisions prises par la Conférence, et l'eût transformée en guerre entre la Belgique et la Hollande, guerre forcément révolutionnaire et bientôt générolisée ¹. Les Belges se montrerent fort blessés de cette exclusion. Dans leurs journaux, dans leur parlement, il y ent explosion d'attaques amères, emportées, contre la France, et notre armée eut cette chance singulière, d'être mal reçue par les populations pour lesquelles elle venait verser son sang. Ce n'était pas la première fois que ce peut peuple se conduisait avec nous en véritable enfant gâté. M. de Talleyrand écrivait, à ce propos, au duc de Broglie : « Vous devez comprendre

³ M. Louis Blanc se plaquait précisément que l'expédition ent un caracière « de domatique » au lieu d'être » revolutionnaire ». (Histoire de dix aut, t. 111, p. 408.)

maintenant à quel point les Belges sont difficiles à servir. Sébastiani, en hâtant le mariage, les a rendus encore moins maniables. Ils out fait mon supplice depuis deux one 1. » Suivant son habitude, la presse opposente de Paris fit écho aux plaintes et aux invectives repues de Bruxelles. Précisément, elle était alors fort embarrassée de l'attitude à prendre en cette question. Elle avait bien essayé d'inquiéter l'opinion, en dénoncant la témérité aventureuse du ministère : mais cela vennit malaprès tant de sommations et de défis d'agir, après tant d'accusations de tumdité et de faiblesse. Ces journaux trouvèrent plus commode de montrer notre gouvernement maudit par coux qu'il dissit défendre, accusé par oux de les sacrifier à la diplomatie de la Sainte-Alliance. Tout ce tapage néanmoiss ne parvint pas à faire dévier de sa legne le minutère français. Il imposa avec fermeté à ses protégés l'exécution des conditions convenues, assura le ravitaillement de ses troupes, que la malvaillance des Belges avait un moment compromis, et s'occupa surtout de mener rapidement le siège, se fant au temps pour avoir reson de l'ingratitude des uns et de la manvaise foi des autres. Les opérations furent babilement conduites. Malgré la résistance courageuse des Hollandais, malgré les difficultés de la mison, malgré les limites parfois génentes que la prudence diplomatique imposait à notre action, malgré les pronostics contraires de plus d'un spectateur, notamment de Wellington, la garnison fut bientôt à bout de forces, et, le 23 décembre, son commandant aignait une capitulation.

Le but atteint, il falleit se presser de mettre fin à une situation qui n'eût pu se prolonger sans péril. Quatre cent mille soklats, français, holiandais, belges, prassiens, étaient réunis en effet dans ce petit com de l'Europe, et le moindre accident eût amené un choc. Aussitôt donc, fidèle à ses engagements, mus se laisser entratuer par le maréchal Gérard qui voulait pousser plus avant, le gouvernement français fit remettre aux

[·] Documents raédits.

^{*} Cf., sur ce muet le Journal des Débats du 4 movembre 1832.

Beiges la citadelle conquise, et notre armée reprit la route de France, saluée cette fois, avec reconnaissance, par ceux auxquels elle avait rendu un si grand service et qui finissaient par le comprendre. Tant de mesure succédant à tant de hardiesse, cette façon de ressurer l'Europe après l'avoir bravée, c'était bien la tradition de Périer. Des le 19 novembre, M. de Talleyrand avait écrit au duc de Broghe : « Voici nos troupes en Belgique; c'était là la question d'aptérêt. Celle de retirer nos troupes, a'il ne survient pas de complications, peut se présenter prochainement; ce sera alors une question d'honneur; et je vous conjure de ne pas perdre de vue que celui du Roi, le vôtre et le mien y sont engagés. C'est sur ce terrain-là que la Prusse nous attend et que l'Europe nous jugera. » Et plus tard, le 6 décembre, revenant sur cette nécessité de rappeler les troupes aussitot que le siège serait terminé : • C'est, disait-il, la branche d'olivier présentée à toute l'Europe. » Le duc de Broghe pensait comme son ambassadeur et agit en conséquence. En somme, toute cette politique fut habilement et honnétement conduite, et le même M. de Talleyrand avait le droit d'écrire an ministre, le 31 décembre : « Voici une bonne fin d'année, dont nous pouvons réciproquement nous faire, je pense, de sincères compliments ...»

L'expédition d'Anvers avait profité aux Belges, d'abord en mettant entre leurs mains la position stratégique la plus importante de leur nouveau royaume, ensuite en leur prouvant que nous étions résolus à les protéger et que l'Europe était impuissante à nous en empêcher. Gependant, elle n'apporta pas encore la solution définitive de cette interminable question. Le roi de Hollande persista à ne pas adhérer au traité du 15 novembre 1831. Il perdait à ca refus : car, ai, contrairement à cette convention, il occupait encore deux fortins sur le bas Escaut, la Belgique était en possession du Limbourg et du Luxembourg qu'elle devait rendre le jour de la pleine exécution du traité. Mais ce prince obstiné guettait

[■] Documents médite.

toujours la chance d'une guerre européenne et surtout d'une révolution en France : il était convaincu que cette dernière ne pouvait lai échapper. Pour le moment, les efforts des gouvernements de Paris et de Londres ne parvinrent qu'à lui faire accepter, le 21 mai 1838, une convention stapulant la suspension des hostilités et la libre navigation de l'Escaut, jusqu'à le conclusion d'un traité définitif. Celui-ci ne sera signé qu'en 1838.

En dehors des avantages qu'en retira tout de suite et qu'en devait retirer plus tard la Belgique, l'expédition d'Anvers eut, pour la France elle-même, un résultat immédiat et considérable. Elle confirma au dehors l'effet qu'avait produit Casimir Périer, en envoyant une première armés en Belgique, en forçant l'antrée du Tage et en occupant Ancône. Bien plus, elle compléta cet effet : il ne a'agissait plus, en effet, de coups de main rapides et restreints, mais d'une opération durant plusieurs semaines et mettant en branle un corps de soixantedix mille hommes. Sous la Restauration, la guerre d'Espagne avait montré à l'Europe, qui en doutait, que la royauté, rétablie au milien de l'invasion et de la défaite de la France, s'était refait une armée, qu'elle était en état et en volonté de s'en servir. L'expédition d'Anvers fut une démonstration analogue à l'adresse de cette même Europe qui était disposée à considérer avec deduin et scepticisme la force militaire d'un gouvernement né sur des barricades.

ШК

En gardant en prison la duchesse de Berry, le ministère a'était mis sur les bras une affaire à la fois plus embarrassante et moins honorable. On se rappelle qu'une note, insérée au Moniteur, avaitannancé « qu'un projet de loi serait présenté aux Chambres pour statuer relativement à cette princesse ». Mais il fut tout de suite visible que la Chambre, fort divisée et fort agitée sur cette question, ne serait pas en état de la résondre.



Le ministère dut renoncer à la loi annoncée et décider de luimême les mesures qu'il jugeant nécessaires, sauf a demander a la majorité une approbation plus on moins explicite. Bientôt, d'ailleurs, une occasion se présents de voir dans quelle mesure cette approbation lui serait accordée. Le 5 janvier 1833, la Chambre fut appelée à se prononcer sur diverses pétitions relatives à la duchesse de Berry; le rapport conclusit à passer à l'ordre du jour, par le mouf que, les mesures à prendre devant être » déterminées par des considérations de sûreté publique et d'ordre intérieur . , il fallait que le gouvernement restat maître d'agir ainsi qu'il l'entendrant et sous sa responsabilité. Le ministère, qui savait ne pouvoir obtenir du Parlement un appui plus formel, voulut au moras profiter de ce débat pour exposer avec netteté sa conduite et sa doctrine en cette pénible affaire. Il proclama hautement que les lois de droit commun n'étaient pas applicables, et développe avec force les raisons pour lesquelles une miss en jngement serait inconvenante et pénlleuse. Dans les circonstances où l'on se trouvait, il regardait la duchesse de Berry comme une ennemie, contre laquelle le gouvernement avait le droit de se défendre et qu'il pouvait retenir en prison, tant que la sécurité de l'État l'exigerait. C'était, il ne le niast pas, sortir de la légalité : mais n'en était-on pas sorti déja par la révolution? Ce qu'il s'agissait de faire n'était que la continuation et la confirmation de cette révolution. Si la Chambre voulait prendre sur elle de régler les conditions de la captivité, rien de mieux ; si elle préférant laisser toute la responsabilité na ministère, celui-ci déclarait l'accepter, et il se tiendrait pour approuvé par le seul vote de l'ordre du jour pur et simple. C'était se montrer peu exigeant, et un telvole était un fondement bien fragile et bien équivoque pour un pouvoir aussi arbitraire. Encore ne fut-il pas obtenu sans difficulté. Les orateurs de la gauche insistèrent pour l'application du droit commun et pour une poursuite devant le jury. M. Berryer porta un coup habile a la thèse du ministère, en se prononçant, comme lui, pour l'ordre du jour pur et simple : « Ce sera reconnaitre, dit-il, qu'on n'a pas le droit de juger celle dont on

s'est emparé, ce sera avouer qu'il y a la, non un coupable et un juge, mais deux principes en lutte · celui du droit royal et celui de la révolution. » Irritée par le dés de ce discoure, la majorité fut fort tentée de se proponcer pour un procès criminel. Il fallut, pour la ramener, un grand effort oratoire de M. Thiers. Elle se décida alors à voter l'ordre du jour pur et simple proposé par la commission et accepté par le ministre; mais il fut visible qu'elle le faisait d'assex triste humeur, sous la pression du cabinet, et qu'un fond il n'ent pas déplu à beaucoup de ses membres de voir une fille de roi forcés de s'asseçoir sur les bancs de la cour d'assises.

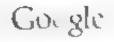
Co vote no mit pas fin à l'agitation des esprite; bien su contraire. La presse de gauche dénonça bruyamment ce triomphe de la raison d'État et de l'arbitraire, cette violation de l'égalité démocratique devant la loi. A droite, la tactique des uns, l'émotion des autres portèrent l'exaltation à son comble; le ton des journaux royalistes se haussa à un diapason inout de violence et d'audace; ils n'avaient pas assez de surcasmes dédaigneux pour ce gouvernement qui venait, dissient-ils, d'avouer ses illégalités et ses peurs; ils s'indignaient du sort fait à la proposse, affectaient de redouter les plus sinistres desseins et sommaient les ministres de mettre aussitöt leur prisonnière en liberté, s'ils qu voulaient être soupconnés d'attenter à sa vie. On signa des adresses à la mère du duc de Bordeaux; on ouvrit des souscriptions pour lui constituer une « liste civile :; on annopça une prochaine restauration. . Madame, votre file est mon Roi ! . s'écrisit Chateaubriand, dans une brochure alors fameuse, et des jeunes gens venaient, à grand brait, féliciter l'écrivain royaliste et adhérer à sa déclaration; tentait-on d'en poursuivre quelques-uns, le jury les acquittait.

Sur ces entrefaites, un bruit étrange se repandit : la duchesse de Berry, disait-ou, était encemte. Aussitôt à gauche, ricanement insultant des adversaires, tout affrundés à l'espoir de voir ce roman chevaleresque se terminer par un vulgaire acandale. A droite, fureur indignée des amis, ainsi désagréablement interrompus dans l'apothéose qu'ils avaient entreprise ce

l'hérotine de Vendée; parti pris de ne pas croire à la nouvelle, cà l'on na voulait voir qu'une calomnie méchante du gouvernement. Des écrivains démocratiques s'étant permis à ce propos des plaisenteries malséantes, il s'ensuivit une série de carteis, et l'on put cramdroup moment que ces duels n'aboutissent à une sorte de combat des Trente, entre républicains et royalistes. Vairement, avec le temps, la nouvelle de la grossesse se confirmatelle, vainement la duchesse elle-même, comme pour préparar l'opinion à une révélation inévitable, déclara-t-elle, le 29 février 1833, « s'être mariée secrètement pendant son séjour en Italie », les plus ardents des légitimistes persistèrent à nier, et dénoncèrent là le premier acte d'un complot safàme qui devait aboutir à une supposition d'enfaut et au meurire de la prin-

Celle-ci n'était par la dernière à souffrir de ces dénégations inconsidérées dont l'injure retembait sur elle. « Ils font maintenant beaucoup de bruit mal à propon, disnit-clie non sans ementume, et ils ne sont par venus, quand je les attendais. » D'ailleurs, elle en avait plors fini avec son réve à la Walter Scott; la bètre héroique était tombée. Restait seulement la femme, la Napolitaine aimable, charmense, prime-sautiere, fautasque, prompte aux curiosités frivoles ; plus faite pour le plaisir rapide que pour le long martyre ; plaisante et touchante, rarement imposante, dans ses alternatives de gaietés et de colères, dans ses mélanges imprévus de larmes et de calembours ; avant tout, affamée de liberté, de grand air, de soleil, la première à déclarer que son rôle était terminé et qu'elle avait asses de la politique !.

Cette tournure prise par les événements, l'agitation croissante qui en résultait, n'étaient pas faites pour surpluier et embellir le rôle de geôlier dont le manistère s'était si impredemment chargé. Les démentis, les soupçons et les défis munrieux des royalistes, la passion surexcitée de leurs adversaires, et aussi la tentation de ruiner moralement, par le scandale, une



^{&#}x27;Telle apparaît la captive de Blaye, dans les et its des personnes qui l'ont, approchée à cette époque, notamis et dans le Journal, receivment public, du docteur Meniere.

ennemie, acculaient peu à pen le gouvernement à cette triste entreprise, de rendre manifeste le déshonneur d'une femme, d'une princesse, d'une nièce de la Reine. Il lui fallut s'abaisser à une sorte d'inquisition et de police médicales, user d'autorité et de diplomatie, employer des médecins renommés et un brave général 1, pour obtenir l'aven ou arriver à la constatation de cette grossesse. Et devant le refus de la princesse, si mobile en d'autres sujets, obstinée sur ce point, on fut amené à prolonger une détention aussi pénible et facheuse pour ceux qui l'imposment que pour celle qui la subissait. Enfin survent l'accouchement, qui s'accomplet dans des conditions particulières de publicité. La veuve du duc de Berry fit à ce moment une révélation dont ses partisans ne furent pas les moins surpris; elle déclara qu'elle était mariée au comte Hector Lucchen Palli, gentilhomme de la chambre du Roi des Deux-Siciles, domicilié à Palerme. Cette déclaration ne mit pas un terme aux insinuations outrageantes des ennemis de la princesse, et, ce qui est plus étonnant, elle ne triompha pas de l'incrédulité brayamment tenace de quelques-uns de ses amis. Cenx-ci nièrent l'accouchement comme ils avaient nié la grossesse; une cinquantaine de royalistes, dont M. de Kergorlay, déposèrent au parquet, contre les ministres, une dénonciation « pour cause de présomption légale du crime de supposition d'enfant ».

L'épouse du comte Lucchesi n'était plus un adversaire dangereux : aucune raison de la retenir davantage à Blaye. I es portes de la forteresse s'ouvrirent devant elle, le 8 juin 1833, elle fut embarquée sur un navire qui la transporta à Palerme. Elle n'était pas, du reste, au bout de ses peines ; désormais elle aura affaire non plus au gouvernement qu'elle avait voulu renverser, mais au parti et surtout à la famille royale qu'elle avait compromis et mortifiés; de ce côté, on ne lui épargnera ni les



La commundement de la forteresse de Blaye et la garde de la decheme de Berry avacent eté confiés à un officier qui devoit bientes illustrer son nom par d'autres services, au genera llugerard. Les parenant de destre voyagent alors en lui un gollère barbare, une façon d'illusson Lovre, Propos de parti. La vératé est que, dans une manion penible que d'autres il est veu, n'eus at pout-être pas aprepues, il fut decit at respectueux.

FORMATION ET DÉBUTS DU MINISTÈRE DU 14 OCTOBRE. 197

sévérités ni les hamiliations; Charles X notamment ne lui pardonners jamais; définitivement séparée de ses enfants, c'est à peine si, après de pénibles pourparlers, elle obtiendra de les entrevoir et de les embrasser.

En France, c'était une affaire terminée. Le 10 jain, une ordonnance leva l'état de mége dans les départements de l'Ouest. Le même jour, s'ouvrit à la Chambre un débat où le ministere rendit compte de sa conduite. MM. Garnier-Pagès, Salverte et Mauguin contestèrent, un nom de la gauche, la légalité de l'emprisonnement comme de l'élargissement. M. Thiers reconnut hautement qu'on s'était placé en dehors des lois, et mit ses contradicteurs au défi de le faire blamer par la Chambre. Personne a'osa relever ce défi. Néanmoins, cette fois encore, la majorité ne s'engagea pas au delà du vote de l'ordre du jour pur et simple; elle persistait à laisser toute la responsabilité au gouvernement.

On conçoit, du reste, que chacan fût plus empressé de décliner que de revendiquer cette responsabilité. Le Roi, qui avait, dès le début, regretté l'emprisonnement, ne manquait pas une occasion de bien marquer qu'en toute cette affaire il avait dù laisser carte blanche à ses ministres. Cette préoccupation avait upparn, plus d'une fois, dans ses entretiens avec les ambassadeurs étrangers ou avec certains amis de la duchesse de Berry, comme M. de Choulot. Nous la retrouvons surtout dans une conversation fort curieuse, récemment publiée. Au cours de la captivité, le docteur Ménière, qui avant été attaché par le ministère à la personne de la prisonnière, fut mandé aux Tuileries. Louis-Philippe lui parla longuement; faisant allusion anx reproches que M. Ménière devait entendre de la bouche de la princesse, al lui dit : « Répondez-lui, monsieur, et ce sera la vérité, que le Roi a complétement ignoré l'infamie de Deutz, que l'arrestation de Nantes, qui en était la conséquence, n'a été soumise ao cabinet que quand elle a été consommée, et qu'alors le conseil des ministres a décidé à l'unanimité qu'il fallait laisser son cours à la justice. J'ai en la main forcée ; j'ai dû céder à des résolutions mûrement arrêtées ; il a fallu résister aux prières

de la Reine, faire taire la voix du sang, l'intérêt de la parenté, et tout cela, parce qu'un ministre l'a voulu. Aucune considération personnelle n'a pu entrer en balance contre cette impérieuse nécessité de ruiner un grand parti politique, de rendre la duchesse de Berry impossible, et j'ai da laisser faire ce que je ne pouvais pas empêcher. Dites-lui bien que la Reine a prié, supplié, que la tante s'est montrée une véritable mère dans cette tritte circonstance... - En pronobçant ces paroles, Louis-Philippe paraissait très-ému; » sa voix altérée indiqueit la profondeur du sentiment qui l'agritait » . Il reprit : « Si madame la duchesse de Barry m'accusait personnellement de n'evoir suivi à son écard que les seules inspirations de mon intérêt, vous pourries las rappeler que des personnes qui possèdent sa confiance lui ont dit de ma part quels dangers elle courait en restant en Vendée... Je l'ai fait prévenir, à diverses reprises, des périls de sa situation, je l'ai averti de la possibilité d'une arrestation et des fâcheuses conséquences ous pouvaient en résulter pour elle... Par quelle fatalité s'est-elle obstitée à rester en France, lorsqu'il les étant si facile de partir?... Les événements ont trop prouvé qu'elle était retenue à Nantes ou aux environs de cette ville par un metif tout-puiseant sur son esprit, et c'est là un malbeur irréparable. » Puis, innetant sur ce qu'il n'avait pu résister à ses ministres, lorsqu'ils invoquaient la reison d'État : « Vous lui dires encore que, per le temps qui court, quand l'émeute est dans la rue, quand des assassins à gages se relayent pour me tuer, quand la guerre civile est à peine agroupie dans la Veudée et que la presse la plus ardente. enflamme toutes les passions populaires, la position d'un roiconstitutionnel est à pente tenable, et qu'en vérité je serais parfois tenté de quitter la partie et de mettre la clef sous la porte '. .

Que valait donc au fond cette « rasson d'État » que les ministres invoque ent et à lequelle le Roi s'était cru contraint de reder? Saus doute, on avait ainsi tué politiquement une prin-



¹ Le Captivité de madame la duchesse de Beiry, à Blaye, Journal du docteur. Mentere, t. 1, p. 185.

cesse entreprenante, la seule qui, dans sa famille, pût rêver de guerre civile; on avait porté un coup et surtout infligé une cruelle mortification à une dynastie rivale et à un parti ennemi. Mais n'était-ce pas acheté bien cher? Était-il habile de blesser à ce point les royalistes, de provoquer ches eux d'aussi implacables ressentiments, et d'affronter le genre de reproches auxquels un tel acte devait donner lieu? A l'heure où le respect de la royauté se trouvait déjà si ébranlé, était-il prudent d'y porter une nouvelle atteinte, en livrant à la malignité, à l'insolence et au mépris publics les faiblesses d'une princesse royale? S'imaginait-on que ce qui était retranché ainsi à la dignité de la branche ainée était ajouté à celle de la branche cadette? N'était-ce pas plutôt une perte pour la cause monarchique elle-même, sous toutes ses formes; une diminution du trésor commun de prestige et d'honneur, également nécessaire à toutes les dynasties? N'était-ce pas en un mot, de la part des hommes de 1830, une faute analogue à celle que commettaient les légitimistes, quand ils tratnasent dans la boue Louis-Philippe, sans comprendre que tonte royanté était par la rabaissée? Parmi les amis les plus dévoués du gouvernement de Juillet, quelques-uns avaient, dès cette époque, le sentiment de cette fayte : « Le gouvernement, dit le général de Ségur dans ses Mémoires, abusa déplorablement de sa victoire; je veux parler de cette espèce d'exposition publique, de ce cruel pilori, où fut attaché la malheureuse princesse prisonnière. Je ne fus sans doute pas le seul à faire trop inutilement observer que cette atteinte, portée à l'honneur d'un sang royal et à son propre sang, rejaillirait sur soi-même et sur tous les trônes; qu'elle irriterait toutes les cours, et achèverait de détruire, dans les peuples, un reste de respect si nécessaire à conserver. » L'un des ministres d'alors, M. Guizot, revenant plus tard sur ces événements, a raconté comment le Roi avait été d'avis qu'on se bornat à reconduire tout de suite la duchesse de Berry hors de France; puis il a ajouté : « La méfiance est le fléau des révolutions; elle hébète les peuples, même quand elle ne leur fait plus commettre des crimes. Pas plus que mes collègues, je ne jugeni possible,



en 1883, de ne pas retenir medame la duchesse de Berry. Des esprita grossiers ou légers ont pu croire que les incidents de sa captivité avaient tourné au profit de la monarchie de 1830; je suis convaincu qu'on avrait bien mieux servi cette monarchie en agissant avec une hardiesse généreuse, et que tous, pays, Chambres et cabinet, nous aurions fait acte de sage comme de grande politique, en nous associant au désir impuissant, mais clairvoyant, du Roi. »

1.7

La déconfiture de la duchesse de Berry marque, pour les royalistes, la fin de la politique de coups de main. Force leur était bien de se rabattre désormais sur l'autre politique, jusqu'alors un peu dédaignée, sur celle qui cherchait à agir par la presse et le Parlement. La déception était dure pour les ardents et les impatients. Au moins eurent-ils la consolation d'avoir, pour souteur à la tribune cette lutte sans espoir procham, un homme dont l'éloquence apporta à leur amour-propre de parti des satisfactions égales à celles qu'ils avaient révé de trouver par des exploits à main armée. Cet orateur n'était pas un gentilhomme voué par sa naissance à servir sous le drapeau fleurdelysé : c'était un fils de la bourgeoisie, tout comme les Dupin, les Guizot et les Thiers. Nouveau venu dans la politique active, il s'engageait volontairement au service d'une cause vaincue, sans en avoir retiré aucun profit personnel alors qu'elle était victorieuse. Chacun a nommé Berryer.

Il était éloquent rien qu'à être va : une tête admirable, noblement portée, avec je ne sais quoi de doux, de fort, de charmant et de dominateur; le front large et découvert; les yeux expressifs; la puissance du buste et la carrure des épaules se dessinant, non sans une coquetterie virile, dans le gilet blanc et l'habit bleu à boutons d'or; en tout son être, un mélange de vigueur et d'élégance, et surtout une aboudance de vie qui s'épan-

chait sans effort. Ouvrait-il la bouche, il en sortait une voix, d'un timbre incomparable, qu'accompagnait un geste ample et superbe. Rarement homme avait reçu à un tel degré tous les dons physiques de l'orateur. Orateur, il l'était ausu par le mouvement irrésistible de la pensée, la vigueur de la dialectique, l'intelligence prompte à s'assimiler les questions les plus diverses, l'imprévu grandiose des inspirations, une prodigieuse faculté d'émouvoir et d'être ému, et cette sorte de flamme qui jaillissait soudainement, illuminant ou embrasant tout autour de lui.

Pour le rôle qu'i. allait jouer sous la monarchie de Juillet, Berryer avait cet avantage de n'avoir pas été personnellement compromis dans le gouvernement précédent. Entré à la Chambre, au commencement de 1830 ', ses seuls actes de député avaient été alors de refuser le portefeuille que lui offrait M. de Polignac, et de combattre l'Adresse des 221. Auparavant il s'était renfermé dans sa profession d'avocat, déjà royaliste sans doute, mais accordant libéralement le secours de sa parole à des clients de toute opinion, ayant même débuté par être l'un des défenseurs du maréchel Ney. Quand on lui jettera à la face quelque faute de la Restauration : « J'ai gardé entière, répondra-t-il, l'indépendance de ma vie; je n'ai pris, envers mon pays, aucune responsabilité dans des actes funestes pour lui. »

Dès le lendemain de la révolution, Berryer a marqué son attitude : s'il ne se regardait pas comme délié de sa fidélité à la royauté déchue, il ne s'estimait pas non plus dégagé de ses devoirs envers le pays. Pas « d'émigration à l'intérieur », déclarait-il, c'est-à-dire pas d'abstention, pas d'isolement dans la conspiration ou même dans le bouderie. Quand la Chambre a constitué la monarchie nouvelle, il a protesté, mais est resté dans le Parlement et n'a pas refusé le serment. Ce serment l'obligeait à répudier toute attaque illégale. Seulement, témoin d'une expérience dont il ne jugeait le succès ni possible ni désirable, il se



C'est à cette époque paid avait attent l'ige de quarante ans, condition d'éligibilité sous la Restauration.

croyait autorisé à en annoncer l'échec, à y aidermême par tous les moyens de discussion que la loi mettart a sa disposition. Il se plaisant à placer la monarchie nouvelle en face de toutes ses faiblesses, de celles surtout qui venasent de son origine, triomphait de ses emburras et de ses contradictions, la poussait, l'acculait aux conséquences les plus extrêmes et les plus périlleuses de son principe, lui refusait les moyens et le droit de limiter et de combattre la révolution d'où elle était née. Lois diverses, questions intérieures ou extérieures, malaises ou orises, tout lui servait à reprendre sans cesse cette critique implacable, dont le dessein était de montrer la royauté de Juislet impuissante pour l'ordre, pour le paix et pour l'honneur, et dont la conclusion logique et avouée devait être un changement de gouvernement. Comment cette conduite se conciliait avec le serment, c'estune question de casuistique dans lequelle sous n'avons garde d'entrer. Le terrain, en tout cas, était singulièrement étroit et glissant, et il fallait au député royaliste toute la souplesse et aussi toute la noblesse de sa parole, pour y garder son équilibre et sa dignité d'athtude.

Dans l'attaque, Berryer apporta vette passion sans laquelle il n'y a pas d'orateur, ses invectives étaient parfois terribles, son mépris plus terrible encore. Et cependant, en ne peut pas dire qu'il ait eu men des haines enfiellées, mesquines, méchantes, qui marquent trop souvent l'esprit de parti. Tout en lui y répugnart : la cordialité ouverte, largement sympathique, la bonté aimable et simple de son caractère ; la libérté de son intelligence, naturellement dégagée des illusions de coterie, des superatitions et des préventions de secte; les habitudes de l'avocat, avant appris à demeurer le camarade de ceux qu'il venuit de combattre à la barre ; les goûts du dilettante, de l'homme du monde fort répandu dans les sociétés les plus diverses et trosvant plaisir à y être aimé et admiré. On était presque étonné parfois de ses rapports personnels avec ses adversaires de tribune. Non-seulement beaucoup de républicains se vantaient de son amitié, mais il était au mieux avec des partisans de la monarchie de Juillet, comme M. Dapin et M. Odilon Barrot,



PORMATION ET DEBUTS DU MINISTERE DU 41 OCTOBRE. 293

tutoyant à un-voix les ministres qu'il combattant tout haut, et déjeunait familièrement ches M. Thiers, au lendemain des affaires de la duchesse de Berry.

Sans jamais abjurer et même un confessant très-haut su croyance politique, Berryer faitait effort, chaque fois qu'il premait la parole, pour sortir des thèses particulières à son parti. Par goût et par tactique, il cherchait à devenir, amon le chef, du moins l'orateur de l'opposition entière; il y parventit souvent : fait remarquable quand on se rappelle qu'il représentait les veineux de 1830. Son secret était de se montrer très-libéral à l'intérieur, très « national » dans les questions extérieures 1. Il manquait sonvent de mesure, de justice, comme toutes les oppositions; exigenit ce que fui-même n'eût pus fait au pouvoir; ne tenait pas compte des difficultés et des nécessités de la situation ; mais il trouvait, pour parler de liberté ou de patriotisme, une ampoicité et une chaleur d'accent qui remunient les exprits d'ordinaire le plus éloignés de lui. Ainsi s'expliquent l'écist et l'étendue de son succès. Nul orateur n'était moins contesté parmi les gens de toute opinion; la mode était inéme alors de le porter trèshaut. Devait-il parler, les tribunes de la Chambre étaient garnies d'un triple rang de femmes élégantes. Souvent, après ses discourt, quand il se lassart tomber sur son siège, accablé et frémissant encore, de tous les bancs, ses collégues venaient à lui, lui sermient la main ; certains même l'embrassaient, tomme fit un jour le général Jacqueminot. A le voir ainsi entouré, un stranger eut pu le prendre pour le leader du la mejorité. Le royalisme était-il donc redevenu populaire dans le Parlement?



I Lai tappelist on Lavis XVIII, diclorant qu'il devait ai couronne, aprèt Dieu, ou prince regent d'Angleterre, il repliquent : 4 Quelques pareire que l'en cite, fêt-ce des pareire de roi, je me les couvre pas de mon auffrage, j'en abjure la responsabilité » Un autre jour, il allait jusqu'à losser la Convention : « Je sépare completement de toutes nos querelles, dissit-il, tout ce que est relatif à la position de la france à l'egard de l'etranger. En tous temps et sous tous les regunts, je crois que je maucus sus en autre sersiment, et, pour me montres à vous tel que Dieu ta's foit, si je dissis ses toute un peasen, je rappellerale une époque d'horreurs, du crimes, une acumbles vours par ses actes autériones à l'execution des pares de hien, dont le souvenir soulère succes tent cours d'horneur sub hien ! je la remoraie d'evelr seuré l'Inségraté de toutétaités.

Non, c'étnit le succès de l'orateur, tenant à la rare adresse avec laquelle, sans répudier sa note particulière, il s'était placé sur le terrain commun à toute l'opposition; on faisait même ce succès d'autant plus vif qu'on croyeit son parti moins en état d'en tirer profit. Si, au lieu des applaudissements et des poignées de main qu'on lui prodiguait, Berryer avait demandé des votes pour sa cause, il eût vu alors à quel point celle-ci était toujours vaincue. Il était du reste trop clair-voyant pour se leurrer d'illusions. « S'il y a quelque chance, dira-t-il à Lamartine en 1838, elle n'est plus à vue d'homme; elle est à un horizon inconnu. »

Toutefois, si personnels qu'ils fussent à Berryer, ce succès et cette popularité n'étaient pas à dédaigner pour la couse royaliste. Il y avait là de quoi consoler un parti, de sa nature, plus affamé d honneur que de pouvoir réel. Et puis, en arborant ainsi le drapeau de la liberté ou du patriotseme, en flattant les aspirations généreuses du pays. l'orateur de la droite ne s'associait. pas seulement à la tactique commune de l'opposition; il dégageait hardiment ses propres amis de certains souvenirs compromettants d'ancien régune ou d'invasion étrangère ; il les amenait peu à peu sur le seul terrain où ils pussent retrouver, pour le moment, une part d'influence dans les affaires publiques, et préparer, pour l'avenir, un retour de fortune. Cela valait mieux que de courir l'aventure d'une nouvelle guerre de Vendée, ou de prendre à rebours les idées de la France moderne comme s'y appliquait alors l'entourage du vieux roi Charles X. Si, après le 24 février 1848, les légitimistes ont fait a brillante figure et occupé si grande place dans les assemblées républicaines, ils le doivent surtout à l'attitude que Berryer leur avait fait prendre depuis 1830. Peut-être même leur succès eut-il été plus complet, s'ils avaient mieux mivi son exemple et ses conseils. Mais le grand royaliste, qui n'était guère contesté dans les autres partis, l'était parfois dans une fraction du sien. L'éclat extérieur de son rôle et in prépondérance de son talent ne le garantissaient pas contre toutes sortes de contradictions, de suspicions, d'attaques intérieures. Les violents d'extrême droite étaient loin



d'avoir désarmé; et ils manœuvraient, trop souvent avec quefque succès, pour entraver les efforts de celui contre lequel ils croyaient avoir tout dit, quand ils l'avaient traité de parlementaire. Triste histoire, souvent répétée, que celle de ces divisions et de ces déchirements, au sein d'une opinion vaincue. C'est la vue de ces misères qui, dès 1833, laisait écrire à madame Swetchine : « Il me paraît bien singulier que la division ne soit pas un de ces tributs dont se rachète la mauvaise fortune. Comment l'instinct seul ne fait-il pas devenir compactes ceux qui n'ont pour eux ni le nombre, ni l'action, ni le pouvoir? Ah l'comme me disait un homme d'esprit, si M. le duc de Bordeaux n'avait en France que des ennemis..... Il y a longtemps que je regarde les partis en eux-mêmes comme les plus grands obstacles au triomphe du principe qu'ils servent. »

X

Ces mêmes événements de Vendée et de Blaye, qui grandissaient le rôle de Berryer , amenèrent la retraite volontaire d'un royaliste plus illustre et plus populaire encore, qui naguere semblait mener la bataille de presse contre la monarchie de Juillet Chateaubriand avait désapprouvé l'entreprise de la duchesse de Berry. Mais, à la vue de la princesse vaincue, captive, il avait cra que l'honneur l'obligeait à la défendre, et avait lancé une brochure toute vibrante des émotions et des colères. de son parti. Plus tard, la prisonnière libérée, il travailla a un rapprochement entre le vieux Roi trop immobile et sa trop mobile belle-fille; il intervint dans les discussions intestines, dans les rivalités d'école et de coterie qui éclatèrent alors, dans le sein et autour de la famille royale, au sujet de l'éducation du duc de Bordeaux, de la fixation et des conséquences de sa majorité : musères de l'exil que les Memoires d'outre-tombe n'aut parfois que trop cruellement divulguées. Est-ce dégoût de ces miscres, tristesse de voir ses conseils repoussés ', mortification de n'avoir pu davantege ébranler la monarchie nouvelle qu'il s'était flatté de jeter has avec sa plume? ou bien, est-ce une forme de ne malaise dont out été atteints presque tous les hommes de lettres de notre temps, et auquel échappait la nature de fierryer, plus agissante et moins pensante, plus simple et moins sensible? Quoi qu'il en soit, à partir de ce moment. Chatequistand va sa tenir à l'écart. Désormais, plus de ces retentiasantes brochuses qui étaient à elles soules des événements, plus de ces démarches éclatantes où il apparaissait à la tête de l'armée royaliste. A peine sortira-t-il de cette immobilité, pour prendre part, en 1943, au pèlermage de Beigrave Square.

Au fond, il n'est pas adouci à l'égard du régime de Jujilet; mais il est plus calme, par lassitude et découragement. Il est toujours fidele à la vieille royauté, mais d'une fidélité dédaigueuse, insolente parfois; aussi a-t-on pa le comparer à ces femmes acariètres qui sous prétexte qu'elles ne trompent pas leur mari, se croient le droit de lui dire qu'elles ne l'aiment pas 3. A vrai dire, il est moins fidèle à son roi qu'à lui-même, moins préoccupé de servir une cause que de maintenir l'unité morale et en quelque sorte esthétique de sa vie. Plus que jamais il craint de parattre dupe de ses clients et de ses principes : « désabusé, saus cesser d'être fidèle » , dit-il de lui-même. Après avoir remué tous les cœurs royalistes par son apostrophe fameuse à la duchesse de Berry : « Madame l' votre fils est mon roi! » il s'étonne que ce soit lui qui ait poussé ce cri, car, dit-il, « je crois moins au retour de Henri V que le plus misézable juste-milieu ou le plus violent républicain ». Malheureusement, c'est souvent aux pires adversaires de la royauté, ou même à l'héritier des Bonaparte, qu'il fait confidence de son

[&]quot;Quelques années plus tard, en ectobre 1936, il écritait à le ducheux de Berry: « J'as eté oppose à presque tout ce qui s'est fait... Henri V sort maintenant de l'enfance. Il va bientat eutrer dans le monde, avec une éducation qui ne lui a rien apprès du méche où nous vivous. »

Après tout, écrit-il, c'est une monarchie tombée; il en tombere bien d'autres! Nous na lui devons que notre héélité : elle l'a. «

absence de foi et d'espérance . Il y méle, avec une sorte de complaisance, des généralités démocratiques et presque des prophéties républicames. C'est sa manière de quêter, pour lumème, une popularité qu'il n'attend plus pour sa cause. Lui, parfois si amer, si hautam, si succeptible avec ses amis politiques, il est aux petits soins avec Béranger et Carrel. Et en même temps, dans cette ame mobile comme sont celles des grands artistes, se produisent, à l'improviste, des attendrissements qui percent ce masque de scepticisme : « Je viens de recevoir la récompense de toute ma vie, écrira-t-il à madame Récamier le 29 novembre 1843; le prince a daigné parler de moi, au milieu. d'une foule de Français, avec une effusion digne de sa jeunesse. Si je savais raconter, je vous raconterais cela; mais je suis là à pleurer comme une bête. » Néanmoins, c'est le découragement qui domine. Son dernier mot est toujours de se proclamer « sans foi dans les rois comme dans les peuples »; il ne · croit plus à la politique · , et · rit des hommes d'esprit qui prennent tout ce qui se passe au sérieux ».

Ainsi désabusé de la politique, le grand écrivais ne sait pas se réfugier dans les lettres pour feur demander la paix de son esprit et la revanche de son ambition. La fatigue a gagné chez lui jusqu'h l'artiste. Dès 1882, il disait à Augustin Thierry:

"Je suis las, je suis encore plus dégoûté. Je n'écrirais plus si ma misere ne m'y forçait. "Ajoutez, à mesure que les années s'accumulent sur sa tête, le regret, le dépit, presque la honte de vieillir. On dirait de ces coquettes qui ont mis tout l'intérêt de leur vie dans leurs succès de jeunesse. Don Diègue ne s'est pas écrié d'un accent plus désespéré: «O vieillesse ennemiel » Ce sentiment ne sera pas pour peu dans le pessimisme amer de ses Mémoires. Seula, l'amitié ingénieuse et délicate de madame Récamier parviendra à lui apporter un peu de douceur et de distraction. Mais jamais il ne reprendra part ou seulement intérêt aux événements publics. Cette via naguere si aguée, si retentis-

Chateaubrand écrivait à Louis-Vapoleon, le 19 mai 1832 « En défendent : la cause de la légature te, je un me tais aucune éllesson, mais je peuse que sont homme, qui tent à l'estame publique, doit rester hérie à ou sermonts, «

sante, si mélée à tous les mouvements et à tous les bruits du siècle, se terminera dans une immobilité chagrine, dans un silence altier, encore enveloppée, sans doute, pour ceax qui la regarderont de loin, d'une vapeur glorieuse, mais de celle qu'on voit d'ordinaire plutôt autour des morts que des vivants. Quand, en 1848, on viendra annoncer la chute de la monarchie de Juillet à celui qui l'avait, au début, tent hate et tant attaquée, il se bornera à répondre d'un ton indifférent : « C'est bien, cela devait arriver. »

XТ

La session de 1832, ouverte le 19 novembre, se prolongen jusqu'au 25 avril de l'année suivante; celle de 1833 lui succéda sans interruption, et dura jusqu'au 26 jain. Toutes deux farent relativement calmes. En dehors de l'Adresse et des discussions soulevées, à deux reprises, sur la duchesse de Berry, aucun de ces grands débats politiques où les partis se rencontrent et se mesurent. Le ministère restait en possession de sa majorité; il s'en croyait même assez sûr, pour défier parfois l'opposition par des actes d'autorité à la Casimir Perier : telle fut la brusque destitution de M. Dubois, inspecteur général de l'Université, et de M. Baude, conseiller d'État, tous deux coupables d'avoir pris, comme députés, une attitude hostile à l'un des projets du gouvernement.

L'absence de débats purement politiques permit aux Chambres de voter des lois organiques qui donnaient satisfaction aux besoins permanents du pays. Plusieurs de ces lois sont encore en vigueur, ou tout au moins ont posé des principes qui, depuis lors, ont subsisté dans notre législation : loi sur l'organisation



Le nom de Péner était toupours celui sonn lequel s'abrita est les ministres. M. Guzot diunit, le 6 mars 1833 : « Quel est le système de l'administration councile? C'est le système du 13 mars; système, je me fais honneur de le dire, amplanté dans estre Chambre par mon honorable et illustre aux, M. Casanir Péner, »

des conseils généraux et des conseils d'arrondissement, mettant en œuvre le régime électif, étendu, depuis 1830, à l'administration départementale; loi sur l'expropriation pour cause d'utilité publique, assurant à la propriété la garantie d'une indemnité fixée par jury, et à l'État les pouvoirs qui seuls lui permettront d'entreprendre les grands traveux nécessités par la transformetion économique de la société; loi sur la police du roulage; et surtout loi du 28 juin 1833, sur l'instruction primaire, qui, en organisant l'école publique et en donnant la libertéen l'école privée, a marqué l'une des dates les plus importantes de l'histoire de l'enseignement populaire en France. Une réforme fut introduite dans la présentation du budget pour mettre fin au régime des crédits provisoires. M. Thiers fit adopter un plan de travaux publics qui comportait une dépense de cent millions, répartie en cinq ans, sans recours à l'emprunt; un tel chiffre paraissait alors hardi 1. Des ordonnances, préparées par le ducde Broglie, réorganisèrent nos établissements consulaires. Partout, en somme, activité féconde des ministres et du Parlement, qui avaient enfin le loisir de faire les affaires du pays, au lieu de dépenser toutes leurs forces et tout leur temps à défendre, contre des attaques incessantes, l'ordre public, l'existence du gouvernement on de la société.

Nous savons moins de gré au cabinet et aux Chambres de certaines décisions qui étaient un dernier tribut payé aux révolutionnaires : tels l'adoption définitive de la loi abolissant le deuil du 21 janvier, le vote nouveau de la Chambre en faveur du divorce, et la loi accordant des pensions aux « vainqueurs de la Bastille » A ce dernier propos, que de banalités et de sophismes furent débités sur la vulgaire et sanglante émeute du 14 juillet l'et, signe du temps, ils le furent non-seulement par La Fayette, mais par le ministre de l'intérieur, M. d'Argout, et par M. Villemain . M. Guizot a confessé

^{*} Une partie de ces travaux comprenait l'achèvement de l'arc de triomphe de l'Étoile, de la Madeleine, de la place de la Concorde et du Pauthéon.

² M. Villemain dat, en cette occasion, à la Chambre des pairs : « Toutes les Chambres des deputés et la Chambre des pairs dosvent se souvenir à jama s que

et regretté plus tard « les concessions fàcheuses » qu'en ces diverses circonstances le ministère avait faites, « par ses actes ou par son allence, à l'esprit révolutionnaire ! » .

'Quoi qu'il en fût de ces faiblesses, à voir les choses dans leur ensemble, il était manifeste, vers la fin de la session de 1833. que le gouvernement marchait bien, que le pays était calme et prospère. La presse ministérielle triomphait, avec quelque fierté. " De l'aven de tout le monde, dissit le Journal des Débats du 8 juin 1883, jamais le commerce n'a été plus florissant, le travail abonde; la muère, entratenue, pendant près de deux années, par les entreprises désespérées des factions, a disparu...... Voyes se le temps ne s'est pas chargé de donner d'insultante dementis à toutes les prophéties de l'opposition. Cette année . qui a vu mourir les émeutes, a vu aussi tomber les dernières chances d'une guerre suropéenne. A l'intérieur, vous rappelesvous les effrayantes malédictions dont fut salué le ministère du 11 octobre?.... La majorité, qui voyait bien que c'était son propre système qu'on cherchait a lui faire abandonner, est restée parfactement unic au gouvernement. Nous avons en deux sessions beaucoup plus passibles que les précédentes... Qui é'est dissous? L'opposition. Dans la Chambre, dans les journaix. nous avons vu l'opposition mal faste éclater en mille pièces. » Et, quelques jours plus tard, le 26 juin : « Les Chembres laisseront le pays, non plus comme l'année dernière, inquiet et à la veille d'une secousse violente, mais calme, en pleine prospérité et commençant à avoir foi dans son avenir. » Ce que les amis du ministère notaient avec le plus d'orgueil, c'est qu'il n' y avait plus de ces séditions, paguère encore presque permanentas. le Voice, s'écriait le Jeurnal des Débats, une année passée sans

Google

e'est à de telles justimetions que nons élevant tens l'homeste de dégar dans autre Austrablée... No médaune par de nes grands souvenirs... Oul, autre doute, comme dans toute les grands événements, comme dans toutes les commousnes politiques, des crimes, des attentats, des violences individuelles ont souvi le developpement soudain et nécessaire de l'énergie nationale. Le crime » été à cété de la grandeur Cost la force et la fatable des révolutions. C'est parce qu'elles sont si terribles qu'elles doivent être rares... »

1 Gostos, Mémoures, t. 111, p. 248, 219.

désordres et sans émeutes! « Et M. Gazzot se croyait fondé à dire, du hant de la tribune : « Les émeutes sont mortes, les clubs sont morts, la propagande révolutionneure est morte; l'esprit révolutionnaire, oet caprit de guerre aveugle, qui semblait s'être emparé un moment de toute la nation, est mort. » M. Thiers n'était pas moias satisfait et il écrivait à à M. de Barante, le 22 octobre 1833 : « Nous sommes unis, très-chaudement secondés par le Roi, admis par les Chambres, et nous attendons...»

Courbata comme un malade au sortir d'un long accès de fèvre, le pays jouissait d'un repos qu'il a'avait pas connu depuis trois ans. Les Français, à d'autres époques, a vite impatients, si facilement ennuyés des gouvernements qui ne leur assurent que ce repes, en sentalent tant alors le besoin, qu'ils désiraient presque la silence et l'immobilité. Bien changée depuis la Restauration , ils semblacent plus las que curieux de la politique. M. de Rémusat écrivait à M. Guizot, après avoir parcoura plusieurs provinces · « On jouit réellement de la tranquillité et de la prospérité renaissantes. Pour le moment, il n'y a, je vous en réponds, nul souci à prendre de satisfaire les imaginations et de captiver les esprits. Le repos leur est une chose nouvelle qui leur suffit. . Le Journal des Débats ne craignait pas de constater publiquement cette fatigue de la politique : « Il est évident , disait-il , pour quiconque sait et veut observer, que notre fièvre politique commence à se calmer. Il y a un dégoût des longues discussions, un rassasiement de lois et de théories gouvernementales, que tout le monde éprouve plus ou moins. Je ne sais trop ce que l'on pourrait imaginer pour émouvoir et remuer le public, tant il paraît affermi dans son indifférence. Jamais session ne l'a trouvé plus calme et plus froid, » La femille ministérielle reprochait même au cabinet de · fatiguer · l'esprit public, en déposant trop de projets. Et elle ajouteit : - L'opposition elle-même cache-t-elle sa lassitude? La violence n'est plus que dans quelques journaux. Là, j'en





I Discours du 46 février 1883.

Doguments inedite.

conviens, le feu sacré brûle encore; encore est-il fucile de reconnaître, au mai que se donne la presse pour être violente, à la surabondance des épithètes injurieuses, que la violence est dans les mots et non dans le eœur. Cela ne coule plus de source, comme il y a un an'. » Vers la même époque, M. de Barante constatait dans l'opinion » le dégoût de toute discussion, le besoin de repos, la répugnance pour tout ce qui est vif et bruyant »; puis il ajoutait : « La Chambre s'ennuie de l'opposition et d'elle-même aussi ». »

Le pays entrait-il donc définitivement en possession de ce repos tant désiré? Les émeutes étaient-elles aussi « mortes » que le proclamaient M. Gaisot ou le Journal des Débats? Hélas! l'événement devait hientôt donner un démenti à cette trop prompte satisfaction. Au moment même où la session de 1833 se termine dans ces illusions, l'agitation révolutionnaire recommence, à l'occasion des préparatifs des fêtes de Juillet; les émeutes paraissent imminentes; le gouvernement et les Chambres vont être contraints de nouveau de se vouer princa-palement à la lutte contre le désordre, lutte plus violente que jamais et qui les absorbers encore pendant trois années.

I Journal des Débats du 20 décembre 1832 et du 8 juin 1838.

Lettre du 16 décembre, (Documents inédits)

CHAPITRE X

LES INSURABETIONS D'AVRIE

(Jain 1833 — juin 1884)

I. La Sonieté des Broits de l'homme. Elle entretient et excite les passinte revolutionnaires. Préparatifs d'émoute en von des fêtes de Juillet. Le question des · forts détachés · L'emeute avorte, — II. Agitation socianate. Déclaration par laquelle la Société des Droits de l'homme se met sous le patronage de Robespierre. Effet produit. Attitude des républicains modérés, particulièrement de Carrel. Ce dernier est sans autorité et jalousé dans son parti. Ses deboires et sa tristesse. - III, Efforts du gouvernement pour réprimer le désordre. Paiblesses du jusy. L'affaire des crieurs publics met en lumière l'invuffimnce de la ligislation. Les conservateurs comprennent la nécessité de leis nouvelles. — IV Sauten de 1836. Lot sur les crieurs publics. Loi sur les nesociatione. Cette dernière est une loi de défiance et de déception. A qui la faute! --- Y. Irratation des sociétes révolutionnaires. Appel à l'insurrection, Embarras des chefs. La situation à Lyon. Bataille dans les rues de cette ville, du 🕽 au 13 avril. Défa te des manyés. Émotion produite par les nonvelles de Lyon. L'émeute éclute à Paris et est promptement vancue. Antres tentatives d'insurrection en province. — VI. Lois pour augmenter l'effectif de l'armée et pour interdire la détention des armes de guerre. Découragement des républicains. Mort de La Fayette. Elections de juin 1836, marquant la défaite du perti révolutionnaire. Grand élan de prospérité matérielle.

1

A la fin de 1832 et dans la première moitié de 1838, à l'époque même où les ministres du 11 octobre se félicitaient de n'avoir plus d'émeutes, certains symptomes révélaient cependant qu'au fond le mal révolutionnaire persistait. Pour s'être un moment enfoncé sous terre, le torrent n'avast pas cessé de couler. L'armée du désordre, désorganisée à la suite de sa défaite des 5 et 6 juin 1832, n'avait pas tardé à se reconstituer. Avant la fin de l'année, s'était fondée une nouvelle société



secrète qui devait acquerir une cartaine célébrité dans notre bistoire insurrectionnelle, la Société des Droits de l'homme. Parmi les membres du comité directeur, on remarquait MM. Audry de Puyraveau et Voyar d'Argenson, députés; de Kersausie, Godefroy Cavaignac, Trélat, Guinard, etc. Chaque section prenait un nom différent: Robespierre, Marat, Babeuf, Louvel, le Vingt et un Janvier, l'Abolation de la propriété mal acquire, la Guerre aux châteaux, etc. Des ordres du jour imprimés étaient distribués et lus aux affiliés. Le développement de la société fut rapide; elle compta bientôt, dans Paris, plus de quatre mille membres. En outre, elle se vantait d'être « une société mère de plus de trois cents associations qui se rallisient, sur tous les points de la France, aux mêmes principés et à la même direction ».

Toute cette grande machine avait pour but et pour effet d'entretenir et d'exciter les passions subversives. On s'en aperçut d'abord à la violence croissante de la presse. Plus que jamuis celle-ci, suivant l'expression de Lamartine, « suart l'insurrection et l'anarchie »; plus que jamuis aussi, elle s'attaquait directement à la personne du Roi, à sa familie . On cherchait toutes les occasions d'arborer avec éclat le drapeau de la révolte, et, suivant un usage établi depuis 1830, chaque procès politique ne semblait être qu'un théâtre ouvert, une tribune offerte à l'effronterie révolutionnaire. Bergeron, poursuivi comme auteur présumé du coup de pustolet tiré contre le Roi, sur le pont Royal, et acquitté faute de preuves, se vantait, devant les juges, d'avoir tué plusieurs soldats dans les journées des 5 et 6 juin. S'il voulsit bien sa défendre d'avoir tiré sur le Roi, ce n'étant pas sans ajouter sussitôt : « Nous ne regardons pas

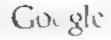


^{*} A moins d'être avengle ou sourd, dissit le Journ et des Dibets, il faut him reconnantre que le Boi n'a d'autre privilège que celm d'être isjurié, outragé, calounne de preference à tout autre. S'il y a une igneble planenterie à fure, sur qui tombet-elle? Sur le Roi. Qui deugne-t-on à la hame et aux vengeances du peuple? Le Roi. Qui arrache le pain à la muère, le vétement à la nudité, le liberté à tour? Le Roi. Qui represente-t-on, sous les formes les plus grotesques su les plus odieuses, à tous les coms de rue, sur tous les carreaux des boutiques, portout où s'arrêtent les oissis? Le Roi. Le Roi, en un mot, est l'ennemé public. » (14 décembre 1853.)

le Roi comme un ennemi asses puissant pour le massacrer » ; et au magnetrat, lui demandant « s'il avent dit que le Roi méritait d'être fusillé », il répondait : « Je ne me rappelle pas l'avoir dit, mau je le pense. « Tous les écrivains républicains, y compris Carrel, célébraient Bergeron comme un héros. En ayril 1833, la Chambre des députés, grossièrement outragée dans un article de la Tribune, crut devoir, sur la proposition de M. Viennet. citer le gérant de ce journal à sa barre. MM. Cavaignac et Marrest, principaux réducteurs du journal, saisirent avec empressement cette occasion, non de 🗯 défendre, mais d'étaler arrogamment leurs sophismes, leurs accusations et leurs monaces, à la face de la Chambre condamnée au silence par son rôle de juge , et du pays rendu attentif par la solennité inaccontumée d'une telle audience. C'était, après cela, pour l'ordre public, une margre compensation que la condamnation du gérant à trois ans de prison et à dix mille frança d'amende.

La Société des Droits de l'homme ne négligesit ancua moyen de tenir les passions révolutionnaires en baleine. Un de ses apologistes a dit d'elle, à ce propos : « Entretenir l'élan imprimé au peuple, en 1830, préparer les moyens d'attaque en élaborant les idées nouvelles, souffier sans cesse aux àmes atteintes de langueur la colère, le courage, l'espérance, tel était son but, et elle y avant marché la tête haute, avec une énergie, avec un vouloir extraordinaires. Souscriptions en faveur des prisonniers politiques ou des journaux condamnés, prédications populaires, voyages, correspondances, tout était mus en œuvre. De sorte que la révolte avait, au milieu même de l'État, son gouvernement, son administration, ses divisions géographiques, son armés l. »

A ce régime d'excitations, le parti révolutionnaire ne devait pas longtemps se contenter des violences de plume et de parole. Les meneurs ne se cachaient pas, du reste, pour proclamer qu'on n'en avait pas fini avec les émeutes, et l'un de leurs principaux soucis était de mettre en garde leurs partisans contre



¹ Louis Basse, Histoire de dix aus, c. 17, ch. u.

l'impression décourageante qu'avait pu laisser le souvenir des 5 et 6 juin 1832. Aussi, quand approcha le premier anniversaire de ces journées, lancèrent-ils un ordre du jour où l'on lisart : « Citoyens, l'anniversaire des 5 et 6 juin ne nous demande pas de vaines douleurs; les cyprès de la liberté veulent être arrosés avec du sang, non pas avec des larmes... Combien de fois n'a-t-on pas annoncé que le génie révolutionnaire était écrasé! et pourtant toujours, toujours, nous l'avons vu se relever, plus fort et plus terrible. Pour un frere qu'on nous tue, il nous en vient dix, et le pavé de nos rues, imbibé de carnage, fume, au soleil d'été, l'insurrection et la mort!... Il y a un an, la république a été vameue, aujourd'hui elle est plus puissonte qu'avant le combat, car elle a acquis la force d'unité et de discipline qui lui manquait... Bientôt, le bras du souverain s'appesantira terrible sur le front de nos ennemis; alors, qu'ils n'espèrent pi grace ni pardon! Quand le peuple frappe, il n'est ni timide ni généreux, parce qu'il frappe, non pas dans son intérét , mais dans celui de l'éternelle morale , et qu'il sait bien que personne n'a le droit de faire grâce en son nom. »

Mais quel prétexte trouver pour cette émeute, si ouvertement désirée et préparée? Vers la fin de la session de 1833, un incident de la discussion du budget avait provoqué une assez vive agitation. Il s'agissait de ce qu'on appelait alors la question des « forts détachés ». Le gouvernement de 1830 s'était préoccupé, des le premier jour, de fortifier Paris. Un projet d'ensemble, déposé en 1832, avait reçu de la commission nommée par la Ghambre un accueil favorable. En attendant qu'il put être discuté, le ministère avait inscrit au budget un crédit de deux millions, pour continuer certains travaux déjà commencés dans le périmètre de Paris. Dans ce sèle à élever des forts autour de la capitale, l'opposition de toute nuance découvrit les desseins les plus « liberticides ». Le général Demarçay dénonça, à la tribune, ces « Bastilles dirigées, an moins pour moitié, contre la population de Paris ». Le patriote Carrel démontre à satiété, dans des articles qu'on ne peut relire aujourd'hui sans écœurement, que ces fortifications

n'avaient d'autre raison d'être que l'armère-pensée de bombarder Paris et Arago vint, au nom de la science, exposer dans une lettre répandue à profusion, que les canons des forts pourreient envoyer des boulets jusque dans la Cité L'événement a permis, depuis lors, d'apprécier la clairvoyance des craintes témoignées par l'opposition, puisque les fortifications, une fois construites, n'ont jamais servi aux gouvernements contre l'émeute parisienne, mais ont au contraire servi, en 1871, à l'émeute contre le gouvernement. Quoi qu'il en soit, l'argument fit grand effet, en 1839; non-seulement le crédit fut rejeté à la Chambre, mais on parvint à éveiller dans une bonne partie de la bourgeoisie parisienne une aversion mélée de terreur à l'endroit des « forts détachés ». L'émotion devint plus vive encore quand, après la clôture de la session, les jourzaux de gauche annoncèrent que le gouvernement, malgré le vote de la Chambre, venait d'adjuger certains travaux de forti--fications \underline a'agistant en réalité que d'employer des crédits antérienrement votés; mais on n'y regarda pas de si près; on feignit de voir là le dessein, poursuivi quand même, d'« embastiller • Pacis.

Ge mécontentement parut une bonne fortune aux meneurs des sociétés secrètes. On approchait précisément alors des fêtes de Juillet. Le gouvernement croyait devoir célébrer, par des rejoussances officielles, l'anniversaire des trois journées qui avaient vu le renversement de la vieille dynastie : fête étrange et non sans péril pour une monarchie, que ce mémorial des barricades. Aussi, chaque unuée, l'approche de cette solennité était-elle marquée par une recrudescence d'agitation révolut onnaire, par des menaces de troubles : époque de transes pour le gouvernement. Il était d'usage qu'en cette circonstance le



¹En 1841, à l'une de ces fétes, un plaimet avait inserit ce quatrain sur un transparent :

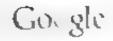
L'émente est tour à tour défendue et permise; Le gouvernement de Juillet, Selon les temps, les lieux, et surtout l'intérêt, Le concern eu la canonise.

Bientôt le genvermement n'esporces ; les qu'à su déformeur de ce génant.

Roi passèt une grande revue de la garde nationale. Les meneurs incitérent sous main les soldats citoyens à profiter de cette revue pour protester, avec éclat et à la face du souverain, contre les a forte détachés »; ils se dissient qu'il ne serait pas très-difficile de faire tourner en insurrection une manifestation hostile, faite par un corps armé : pour y aider, le mot d'ordre était donné aux républicains de se faire incorporer dans la garde nationale. En même temps, on distribuait des écrits qui cherchaient à allumer les convoitises des prolétaires, en leur offrant les richesses des bourgeois, et à ruiner la discipline dans l'armée, en promettant aux soldats les grades de leurs officiers.

Parmi les hommes amportants du parti républicam, plusieurs n'approuvaient pas l'idée d'une prise d'armes. Carrel était du nombre, et avec lui quelques-uns même des membres du comité directeur des Droits de l'homme. Les violents passerent outre : toutes les instructions furent données, en vue d'un combat prévu à date fixe. Un ordre du jour du 24 juillet annonce que la Société des Droits de l'homme serait en permanence, pendant les trois jours. Du reste, les républicains hostiles à l'émeute n'étaient pas les moins ardents à seconder sa tactique. Carrel, par exemple, poussait plus énergiquement que personne la garde nationale à « manifester » pendant la revue. Ce fut même, pour cet écrivam, une occasion de produire, au sujet du rôle de la garde nationale, une théorie qui montrait bien le péril et l'absurdité de cette institution. A l'entendre, Paris, « métropole du principe révolutionnaire », a le droit d'empécher les Chambres de prendre certaines mesures opposées à ce principe, par exemple de « relever des Bastilles ». Or la garde nationale représente Paris. « Elle n'est point un corps soldé et voué à l'obéissance passive ; c'est la cité politague sous les armes » : sorte « d'arbitre » appelé à prononcer » entre les partis et le gouvernement », et « se prononçant par voie de fait

emivereure; et lleur Heine écrire, par exemple, le 25 juillet 1840, à un journal allemend : « Vreiment nous sommes tres-inquietés par l'approche des Journous de Juliet, qui seront célébrées cette année avec une pompe toute particuliers, mais, comme on pense, pour le dernière fois; le gouvernement ne peut pas, chaque ausse, se charger d'un pareil fardeux de terreurs. » (Letter, p. 97.)



ou par vois d'acclemation, soit lorsqu'un désordre petit ou grand éclate, soit lorsqu'une occasion solennelle met en présence le population et le gouvernement... C'est le souvernmeté sous les armes, la souvernmeté du Champ de Mars de nos ancêtres '. »

Le gouvernement ne se sentait pas encore assez d'autorité propre et de confiance en soi-même, pour ne pas s'inquicter des dessens suggérés on prêtés à la garde nationale, et se crut obligé, pour désarmer les mécontents, de publier, dans le Moniseur, une note annoncant la suspension de tous les travaux de fortification. En même temps, par une inspiration plus vigoureuse, la police, qui était au courant de tout ce qui se tramait dans les sociétés accrètes, se saisit préventivement de quelquesuns des meneurs. Cette double mesure, l'acte d'énergie et la concession, dérangèrent complétement le plan des conjurés. La garde nationale, ayout recu satisfaction, ne se préta plus à faire, lors de la revue du 28 juillet, aucune manifestation hostile. Les affiliés des sociétés secrètes, déconcertés par la disparition de leurs chefe les plus résolus, n'osèrent bouger. En outre, pour distraire l'opinion, le gouvernement avait préparé une sorte de coup de théâtre : au moment où le cortége royal passa sur la place Vendôme, un voile, qui enveloppait le sommet de la colonne, tomba tout à coup; le statue de Napoléon I' reparut sur le piédestal d'où elle avait été descendue en 1815, et Louis-Philippe donna lui-même le signal des acclamations, en criant : Yive l'Empereur"! Dès lors, la foule ne pensa plus aux. «forts détachés», et cette journée, qui avait excité d'avance tant d'alarmes, se passa sans trouble. Les chefs des Droits de l'homme furent réduits, pour couveir leur fiasco, à distribuer un ordre du jour ou ils disaient n'avoir eu d'autre dessein que d'éprouver la discipline de leurs adhérents, « nous voulions, ajoutaient-



¹ Articles des 11, 43, 35, 25 jailles 1823.

^{*} La ducheste de Dino écrivait à ca propos à M. de Barante, la 3 coût 1833 :

- De lors, je n'ai pu trop me faire à l'idée de cette sedes de la pisce Vendens, où mon petit nan Thiere a para en tambour-major, où, pour la plus grande glore de tous, on a cué à la fois : « Vive la Ros! Vive l'Empereur! Vive la * Bévolution : « (Bocuments medits.)

ils, savoir si le Juste Milieu aurait l'audace de nous braver ; il ne l'a pas osé, le lache! » Ils engagaient les sections à se disperser, leur promettant de « frapper », lorsque « l'occasion favorable se présenterait ». Puis, pour faire diversion, les journaux démagogiques tonnèrent contre les arrestations préventives, opérées par la police. A la suite de ces événements, vingtsept individus furent déférés à la cour d'assises, pour complot contre la sureté de l'État. Les scènes les plus violentes marquèrent le procès. L'un des témoins, membre du comité directeur des Droits de l'homme, Vignerte, interrompit l'avocat général, en lui criant : • Tu en as menti, misérable I • Comme le président l'interpellait à ce propos, il renouvela son injure et ajouta : « Je ne veux pas être défendu... Vous n'êtes qu'un tas de valets; vous êtes les salariés d'un roi usurpateur des droits du peuple. • La cour dut condamner, sur l'heure, ce forcené à trois ans de prison. Les avocats, MM. Michel de Bourges, Pinard et Dupont, outragérent tellement les megistrats du parquet que la coor leur infligea des suspensions variant d'un an à six mois. Quant aux accusés eux-mêmes, le jury les acquitts tous.

П

Ayant échoué dans son appel aux hourgeois de la garde nationale, la Société des Droits de l'homme ne se découragea pas; seulement ce lui fut une raison de se tourner davantage du côté des masses populaires. Dans tous les grands centres industriels, elle se mit en rapport avec les confréries et associations ouvrières, jusqu'alors étrangères à la politique, tâcha d'y faire pénétrer ses idées, ses passions, et d'y recruter des soldats pour la bataille révolutionnaire. Le socialisme n'avait pas alors la précision doctrinale que devaient lui donner bientôt. Louis Blanc, Proudhon et d'autres; mais les aspirations et surtout les convoitises on les haines socialistes dominaient de plus en plus



dans les manifestes de l'association. Gelle-ci déclarait vouloir avant tout la refonte de la société, pour arriver à une répartition plus équitable de la propriété, à l'égalité du bien-être le Les grèves furent ouvertement provoquées; une commission apéciale, dite de Propagande, se fonda, parmi les meneurs des Droits de l'homme, pour organiser ce nouveau moyen de perturbation. Sous son impulsion, de nombreuses grèves, souvent accompagnées de violences et de troubles, éclaterent, vers la fin de 1833, à Paris, à Lyon, à Auxin, à Caen, au Mans, à Limoges. Muss le gouvernement était sur ses gardes; il réprima les désordres, pour suivit les fauteurs de coalitions, et se décida même, pour couper le mail par la racine, à faire arrêter les membres du comité de Propagande; du coup, les grèves cessèrent. Les principaux meneurs furent condamnés à cinq ans, deux ans et un en de prison.

Jusqu'alors la Société des Droits de l'homme n'avait imprimé et distribué ses appels et ses ordres du jour que d'une façon plus ou moise clandestine. Son audace crosseut chaque jour, elle résolut, à la fin de 1833, de se montrer à visage découvert et de parler haut. Elle adressa donc à tous les journanx de gauche,



¹ Voici quelques extreits des publications faites elers par la Bociété des Droits. de l'homme : « Mont avect him moins en vue un changement politique qu'ene reforts sociale. L'extension des drate politiques, le suffraçe universel penyent être d'excellentes chases, mais comme moyens soulement, nun comme but. Co qui est notre but, à nous, c'est la répartition égale des charges et des bénéfices, Le la secicie. Sur trente-deux militons d'habitants, la France renterma ring cont mills syberites, un million d'esclaves heureux, et trents et un millione d'ilotes, de parias... Ditet-leur que la monarchie n'est espable que de déplacer la boolieur et les écoffrénces, mais que la république seule peut tant le seurce de cullas-ci et rendre à chaque indavidu as part de jouasances et de félicités... » D'autres feit, s'est une excitation brâlante » à extirper, jusque dans su fonde-ments adunt, l'aristocratic qui s'est reformer sons la dénomination de bourgasinio ». -- « Co que nous voulous, e'est l'égale somme de bien-être pour tous, le soni gouvernement qui puisse remplir cette condition, c'est le gouvernement du people par le people, c'est la république : even elle, asvollement des fortunes, nivellement des conditions, a - « C'est le peuple qui garde « cultive le sol, Antivert M. Vignerer dans une lettre à Carrel; d'est les que fécende le commerce et l'industrie ; c'est lus qui area soutes les richesses . à lus donc appartient le droit Corganiser la propriété, de fuire l'égule répartition des charges et des jouissences sociales. . — Rolla M. Churles Teste rédigueit un projet de sociativation foudé one to pur authorizings.

à toutes les associations, aux réfugiés étrangers, une solennelle déclaration de principes, délubérée par le comité dont on ne cratenit pas de publier les noms, et signée, pour ce comité, par le président Cavaignac et le secrétaire Berryer-Fontaine !.. Bien que la publicité même de ce document cût obligé ses rédacteurs à modérer leur langage et à voiler leurs doctrines, plus qu'ils ne le faisaient dans les morceaux réservés aux affihés, son double caractère jacobin et socialiste apparut tout d'abord. D'une part, nulle préoccupation de la liberté des individus et des droits des minorités; toute-puissance politique, morale, éducatrice, économique, de l'État qui n'est autre chose que le parti en possession du pouvoir. D'autre part, organsation du travail; l'État commanditant le prolétaire, assurant sa subsistance aux dépens de ceux qui ont le superflu, détrusant toute industrie préjudiciable au pauvre; limitation du droit de propriété à une certaine portion garantie par la loi; progression et non plus proportion de l'impôt. Du reste, pour que personne ne se fit illusion sur l'esprit qui l'animait, la Société proclama qu'elle « adoptant, comme expression de ses principes, la Déclaration présentée à la Convention nationale par le représentant du peuple Robespierre », et elle joignit le texte de ce document à son manifeste. Le retentissement fut considérable. Pendant que, de tous les fonds violents, venaient des adhésions passionnées, les doctrines affichées et surtout le zon de Robespierre produissient, dans la bourgeoisie, un grand effet de scandale et d'effroi 1.

L'origine et l'éclat de ce manifeste ne permettaient pas de n'y voir que l'extravagance de qualques anfants perdus. Il engageait vraument le parti républicain. Ce n'est pas qu'il n'y eût, dans ce parti, des hommes importants qui blèmaient au fond cette démarche. La Fayette, plus porté à se réclamer de 1789 et de l'Amérique que de la Terrenr, se plaignait tout bas de ces « singeries de 93 », de ces « utopies



¹ Co manifesta fut publié per la Tribune, la 25 octobre 1888.

M. Louis Blaco a éarst, à as propos : « L'évocation de su mos formant di terrible fit scandale, »

d'arbitraire », et écrivait à un de ses amis : « Associé des Washington, Franklin et Jefferson, je ne suis pas tenté, au bout de près de soixante ans, de changer de paroisse pour le patronage de Robespierre, Saint-Just et Marat 1, » Carrel, qui se disait alors « républicain conservateur * » , avait, lui aussi, révé d'une république « comme il faut », fondée, à la façon des États-Unis, sur la liberté et le droit commun. Aussi gémissait-d. avec amertume, dans une lettre intime, sur ces a prétendus patriotes des Droits de l'homme », sur leurs » misères », leurs turpitudes » et leurs « fureurs * ». Béranger écrivait, de son. côté, à un de ses amis, en parlant de G. Cavaignac et de ses partisana: * Nos jeunes gens sont aussi des hommes rétrogrades. Comme les romantiques, ils veulent tout remettre à neuf et ne font que de la vieillerie. Ils s'en tiennent à 93 qui les tuera 4. . Seulement, soit par timidité et pour ne pas se broudler avec des gens dont on avait peur *, soit par calcul et pour ne pas décourager des passions où l'on voyait après tout la force principale du parti, soit par une sorte de point d'honneur et pour ne pas fournir des armes aux adversaires, ces républicams modérás ne laissaient nen voir au public de leur désapprobation. . La presse ne peut pas tout dire, écrivait Carrel dans la lettre déjà citée plus haut ; nous sommes forcés de cacher les misères de gens qui s'appellent républicains comme nous, et avec lesquels nous sommes, bon gré, mal gré, en solidarité... Se

Voir pessim La Pararra, Mémoires, t. VI, notemment la lettre du 23 no-

^{*} Lettre de J. Stuart Mill, recontant une entrevue qu'il avait sue avec Carrel, en 1833. (Duscrtations and Duscussions, t. I, p. 251.)

^{*}Lettre à M. Auselme Petétin, du 5 septembre 1838. Cette lettre tomba, peu après, dans une perquisition, aux mains de la justice. M. Petétin redigenit slors, à Lyon, le Précurseur, journal republicain de la nuappe du Actional. Il fut plus tard conseiller d'État, sons Napoléon III.

⁴ Correspondence de Béranger, lettres du 23 avril, du 10 avêt et du 15 no-

^{*} Un banquier, anquel M. Guizot reprochast alors ses compromissions avec la parti révolutionneme, lui répondent : « Que voulez - vous? vous autres, vous me me feres james de mel, mais ces gens-là seront quelque jour les maitres, et ils ont des amis qui pourraient bien avoir la fantaisse de me prendre mon bien et de me compar la tâte : ju ne veux pus me broudlet avec eux. » (Mémoires de M. Guiset, t. 111, p. 208.)

plaindre et jeter des hauts cris, c'est exciter les ricanements du juste milieu qui vous dit : Nous l'avions bien préva. » Carrel croyait même » chevaleresque » de couvrir les violents qui avaient agi contrairement à son sentiment : pour le faire, il prenait, contre la mouarchie et contre le Roi, l'offensive des outrages, écrasait d'invectives on de sarcasmes ceux qui dissient, des évocations de Robespierre, ce qu'il en pensait au fond lui-même, et essayait une semi-apologie, fort embarrassée, de ces hommes et de ces idées de 93 qu'il eût désiré si fort voir répudier.

Parmi les associations auxquelles la Société des Droits de l'homme svait envoyé son manifeste, en leur demandant une adhésion, était la Société pour la défense de la liberté de la presse. dont fassaient partie La Payette, Carrel et autres républicains de même nunnee. Carrel fut chargé de faire au comité de cette société un rapport sur le manifeste. Dons ce travail fort étendu. il laisse voir sa répugnance contre la dictature jacobine, son déplatair de l'entrée en acène du socialisme; mais que d'embarras, de timidités, de précautions, de détours, et aussi de concessions! S'il n'acclame pas Robespierre, il comprend cependant et excuse ceux qui l'ont invoqué; s'il se distingue des jacobins terroristes, c'est en les traitant comme des coreligionnaires dont une nuance seule les sépare ; s'il réfute avec force certains sophismes, tels que celui de l'impôt progressif. c'est en faisant d'autres concessions, notemment sur le principe de la propriété, ou en avouant une incertatude de pensée a qui faissient la part belle au socialisme. Encore ce rapport était-il tenu secret, pour ménager la Société des Droits de l'homme⁸; le public ne connaissait alors, de Carrel, que les articles dans lesquels il défendest ou, tout au moins, expliquait la déclaration robespierriste contre les « déclamations monarchiques * ».



^{* »} Je sentait perfeitement, a dit Correl, le faibleme de cet âcrit, qui témoigne plutôt des à estations consciencieum de son auteur, sur les points les plus importants de notre passe et de notre avenur révolutionneures, que de cette finité de vueu et de projete qu'on est, en genéral, porté à nous demander. »

Se document n'e été sonne que plus tard, à le seus d'ens mide des papiers de Carrel.

^{*} Voir l'acticle du 10 junvier 1886, dans le National.

Était-ce par de tels procédés qu'un écrivain politique pouvait se flatter de diriger le parti républicain? Célui-ci, sans doute, était bien aise de pouvoir montrer à su tête Armand Carrel, avec le prestige de son telent, de son caractère et de son intrépidité, avec ce je ne sais quoi de chevaleresque qui manquait aux autres meneurs, avec cette figure d'homme d'aotion qui le faisait apparaître à beaucoup d'unaginations comme Yune sorte de Bonaparte républicain. Le nom paraissait une enseigne bonne à prendre le bourgoois. Mais d'autorité réelle sur le parti, d'influence sur ses doctrines ou sa conduite, l'écrivain du *National* n'en exerçait aucune. « Cette démocratie à laquelle il avait fait tant de sacrifices, a écrit un de ses admirateurs *, n'a jamais vu en lui qu'un instrument et presque une dupe. Ses théories américames furent peu goûtées et encore moins comprises, au sein d'un parti où le Contrat social était considéré comme le code de la liberté. »

Non-seulement Carrel n'était pas obéi, mais parfous il était attaqué, dénoncé, soit secrètement dans quelque ordre du jour des sociétés révolutionnaires, soit publiquement par la Tribune. Celle-ci le prenaît à parti sur la décentralisation et sur l'Amérique, ou éveillait les jalousies naturelles des démocrates en l'accusant de « prendre des allures de grand sesgueur ». Carrel prétait à ce reproche par sa roideur un pau dedaigneuse; il n'avait pas la physionomie habituelle du tribun populaire : dans sa personne comme dans son talent, rien de grossier ni es surface; tout était fin et profond; ses goûts d'élégance, sa politesse faisaient contraste avec le type vulgaire du « bouzingot » d'alors. C'était peut-être ce qu'on lui pardonait le moins. Les jacobius lui en voulaient de ses éperons, de sa cravache et de son cabriolet, presque plus encore que de son libérahame américans.

Aussi, bien qu'entratné par les violents et solidaire d'eux,

ш,

Google

¹ Motion de M. Laufrey.

² La Payette n était pas plus épargaé que Carrel. Marrest avait un d'ael avas un républicain qui trouvait que os n'était pas assex d'avoir traité La Payette de « grand compable ». Un pre plus tard, lors de la mort de général, les détagne régublicains illegainspeant à le prison de la Paron.

Carrel devoit se sentir chaque jour plus sent. a Vous vous élevez hien haut, Monsieur, lui écrivait alors M. de Chateaubriand; vous compeners à vous isoler, comme tous les bommes fasta pour une grande renommée. Peu à peu la foule, qui ne pent les suivre, les abandonne, et on les voit d'autant miens qu'ile sont à part. . Il est doutenz que cette rhétorique suffit à consoler Carrel. A cet homme qui éint yeau aux régublicains avec l'espoir de les commander, qui se croyait fait pour l'action et le pouvoir, et qui le montrait dans son langage et jusque dans sa tenue, il devait être dur de se sentir impuissant, de se pes posséder plus d'autorité réelle que ce La Fayatte dont il avait sons doute, à part lui, raillé plus d'une fois la pullité vaniteurs. A cet bamme d'une fierté si faronche, d'une indépendance si sosceptible, qui se piquait de « pe recevoir de mot d'ordre d'augune autorité : » et de « ne pas aimer à marcher en teoupeau * », tellement rebelle à toute supérigrité qu'il avait teouré ansupportable la hiérarchie d'ane spoiété monarchique, il devait être dur de subir, dans son parti, la prédominance de meneurs vulgaires et d'être réduit à couvrir après coup en que cena-ci faisment malaré lui-

Da là, chez Carrel, upe triatesse at une ameritame croissantes. Il se voyait dans une impasse. « Mons sommes, comme tous les partis, écrivait-il alors à son qui. M. Petétin, pouses par notre fitalité. Nous avons une manarchie à renverser; nous la ran-verserons, et puis il faudra lutter contre d'autres annequis. J'ui pensé longtemps qu'en se séparant nettement des furieux, en amenerait à soi les honnêtes gens du Juste Millen; mais ces honnêtes gens nous en veulent... Plus nous allous, plus les difficultés de la têche s'aperoissent ". » Peut-étre en veusit-il à regretter de s'être fait républicain. La Espette écrivait, la 20 mai 1833, qu'el avait trouvé Carrel très-troublé de ce que devenait le républicanisme, et il sjoutait : » Je crois que, s'il en était à recommencer, il s'en tiendrait à la doctrige du droit

¹ Lettre à M. Sante-Bours.

Conveniation designates aven J. Smart Mill.

commun et de la souveraineté du peuple, sans faire de la première magistrature une question égale à celle des droits naturels et socioux 1. 7 Seulement, sill'écrivain du National avait des dgutes, il se croyait tenu à les cacher, et l'un de ses amis a résumé ainsi le rôle pénible auquel était alors condamné ce chef apparent du parti républicain : « Résister à ses propres hamières, ne pas fléchir, ne pas laisser voir ses doutes, ne pas délaisser les principes arborés dans certaines crises, même si ces principes n'ont été, au commencement, que des impressions ou des espérances téméraires que l'impatience a converties en doctrines de gouvernament; ne pas manquer aux ames simples qu'on y a engagées et qui y persévérent et s'exaltent; étouffer son bon sens de ses propres mains, et, au besoin, appeler froidement, sur sa vig ou sur sa liberté, des pérals inutiles et prématgrés, pour pe pas faire douter de soil. » Doulogreux supplice, châtiment redoutable! Et ce n'est qu'un début : le mai 4 aggravera encore pendant les deux dernières années de la vie de Carrel.

Ħ

Les violents, les avengles, les aventuriers, les réveurs de coups de force dominaient donc, de plus en plus, dans le partirépublicain. Un tel symptôme, s'ajoutant aux tentatives de désordres qui s'étaient produites dans la seconde moutié de 1833, ne permettait plus guère la satisfaction et l'illusion un peu organilleuses auxquelles nous avions vu naguère le ministère s'abandonner, trapossible de proclamer encore, comme l'avait fait M. Guizot, en février 1833, que « l'esprit révolutiquaire était mort ». Vainement le gouvernement avait-il réussi à prévenir les émeutes de juillet, à réprimer les coali-

16,

Mémoires de La Fayette, t. VI.
 Notice écrite, en 1887, par M. Nisard, qui aveit été le collaborateur et l'amilie Caprel.

tions de l'automne, il sentait bien que ces victoires temporaires et toutes matérialles laisseient subsister le principe même du désordre. Le Journal des Débats, si optimiste quelques mons auparavant, publisit, le 14 décembre 1838, ces réflexions dont la vérité n'est pas aujourd'hui affaiblie : « L'ordre véritable est-il complétement rétabli? Non certes, il s'en faut encore de beaucoup, et nous ne cesserons de le répéter, au risque de troubler la quiétude de ces gens qui ne connaissent d'autre désordre que le désordre brutal. Faut-il absolument, pour qu'il y ait du désordre, que l'on en soit aux coups de fusil? Le désordre moral n'est-il pas l'infaillible précurseur du désordre matériel? Pour qui l'entend bien, le désordre matériel est moins effrayant que le désordre moral. L'ordre peut en sortir par un effort vigoureux de la société. Le désordre matériel frappe les yeux des plus insoucients, alarme tous les intérêts, rallie toutes les forces conservatrices de la société. Il donne un élan général, On se réveille, on s'anime l'un l'autre, on oppose la violence à la violence. Le désordre moral gagne lentement et infecte toute la société ; il va toujours s'étendant ; il pervertit jusqu'à ceux qui le repousseraient avec horreur, sous les formes brutales du désordre matériel... Il y a des gens, je le suis, qui ne croient point à ces effets du désordre moral. La face extérieure de la société est tranquille, cela leur suffit; ils se trompept... La tour paraît entière et inébranlable aux yeux, mais la mine avance sourdement. Quel remède? Au désordre moral, il faut opposer l'ordre moral. » Cette intelligence et ce souci de I' = ordre moral = étaient choses nouvelles. Périer a'y avait guère songé. C'était la marque propre des doctrinaires, et par là apparaissant leur prétention non-seulement de continuer, mais de compléter le « système du 13 mars ».

Comment avoir raison de ce désordre moral? Contre la presse, le gouvernement avait essayé de se défendre par des poursuites. Mais le jury n'était pas devenu plus ferme, et les procès, occasions de nouveaux scandales, n'aboutissaient trop souvent qu'à des acquittements. Le résultat en était ainsi plus muisible qu'utile. En janvier 1834, un député obscur de la

gauche, coman pour être file naturel de M. Dupont de l'Eure, M. Dulong, injurait à la Chambre, le général Bugeaud : de là, un duel et la mort du malheureux Dulong, frappé d'une balle au front. Ausaitôt, cri de rage dans la presse de gauche, qui présenta ce duel comme un guet-apens organisé par le Roi lui-même. Carrel n'était pas le moins ardent à appuyer cette odieuse et absurde mainuation. La Caricature publia un dessin intitulé la Main invisible; c'était la scène du duel : derrière le général Bugeaud, on entrevoyait le profil de Louis-Philippe qui le poussait et le dirigeaut, et, à côté, un poteun indicateur, avec ces mots : Route royale. L'outrage et la calomnie étaient manifestes : la Caricature, poursuivie de ce chef, fut acquittée. Combien pourrait-on moter d'autres verdicts non moins injustifiables '1

Le jury ne répriment pas mieux les sociétés révolutionnaires. Ne l'avait-on pas vu, dans l'affaire des Amis du peuple, constater le délit d'association non autorisée, la violation de l'article 291 du Code pénal, et ensuite déclarer les accusés « non coupables » « ? Méere, quand it es déciduit à frapper, es qu'il fit, une fois, pour certains membres des Droits de l'homme », et

^{*} M. Cabet eveit dit : « La reyseté du T août est instituée per une charte urerpetrice et illégale; elle se meistient par les moyens les plus honteux; elle a trabi la révolution de Jaillot, et la livrora, si bosoin est, aux passauces étrangères. Mass la reyauté doit être responsable, et la nation a su punfe Louis XVI. » Augustié, le 15 avril 1838 - La Pridenc somt dit : o Où est le force de la reyanté? La tire-t-elle de l'illustration de la maison d'Orléans?... Preset son histoire : hommes et femmes, n'est à reponseer de dégoût. Est-on de la constdération particulière de Louis-Philippe? Nous sequentans à la faire apprécter par 🗪 jury, et nom le treress au surt parmi quat qui eat en l'homme de plus près. » Acquittée, le 3 juin 1935. — Un autre jour, ce journel eveit publié des adresses appelant à l'inserrection. Acquisté, le 20 scrobre 1833. - Carrel écrivais dans le Matienal r . Comme il m'y a que la malheur que rende les princes interessants, 🗪 se surprend à sonhaiter que fammes accomplies qui composent la famille de Louis-Philippe se je ne sais quoi d'achevé que Bossest admireit dans la veuve de Charles III. » Acquitté, le 28 août 1834, etc., etc. — Du resta, nous recueilluca dans les journeux du temps une statistique qui mentre bien, et le nombre énorme des procès de presse à estre époque, et la proporties considérable des comuttements. Du Sards 1530 on 1" octobre 1884, on compte, rien qu'à Parie, 820 procès et seulement (82 condumna tons. Gelles-si s'élevaises ensemble à 106 ann de prison et à 46,000 france d'amenda.

^{1 15} décembre 1832.

^{5 42} avril 1833.

quantl, en tonséquence, la Cour prononçait la dissolution de la société, la sentence n'avait guère d'effet pratique; les affiliés échappaient à une nouvelle répression, en leignant de se fractionner par sections de bioîns de vingt et un membres, et, es sountie, l'association n'en continuait pas mains à sé développer avec une audace croissante.

L'affaire des crieurs publics, à la fin de 1933, fut une de belles oft le guttvernement sentit dayantage son impulssance et se vit le plus insolemment bravé. Ces tractifs, sortis de la lié de la population, remplissaient alors les rues les plus fréquentées, colportant, avec des exclamations assourdissantes, d'ignobles libelies don't le titre seul était souvent un outrige aux lois ou aux bonnes mœurs. Cetté sorte d'orgie pint de telles proportions qu'on put se vanter d'avoir distribué ninsi, en trois hibis, six millions d'imprimés démagagiques. Les colporteurs étaient presque tous enrégimentés dans la Société des Droits de l'homme et rovétus même d'une sorth d'uniforme. Ils remplissaient l'office de courtiers des sociétés révolutionnaires. d'agenta de troubles, faisant parvedir à là rue tous les mots B'ordre et toutes les excitations. M. Louis Blanc ini-même les a appelés « les hérauts d'armes de l'émeute, les moniteurs ambulants de l'insurrection ...

Le préfet de police, M. Gisquet, émin d'un tel désordre, se crut le droit d'empécher, sur la voie publique, la vente des écrite qu'il n'avait pas autorisés. Mais lé tribunal, saisl de lé question, lui donna tort; il déclara que la loi obligeait le crieur à faire seulement une déclaration et un dépôt préalables, indu à demander une autorisation. Ce n'était encore qu'un jugement de première instance, frappé d'appel, et la police, en cela plus ardents que prudente, crut pouvoir, en attendant la décision de la Cour, persister dans son interprétation, continuer ses saisies et ses arrestations. Aussitôt, les meneurs virent là l'occasion d'une s journées. Le coup fut montérion sans quelque habileté. Pendant que, de toutes parts, les journaux faitaient rage contre l'arbitraire de la police, un écrivam républicain, de caractère résolu, M. Rodde, annonça que, le dimanche 13 do-



tobre 1834, il vàndrait én personné, sur la place de la Bourse, les imprimés interdits : « Je résisterai, distit-il, à toute toutative de saisie et d'arrestation arbitraires, je repousserai la violence par la violence; l'appelle à mon aide tous les citovens qui crosent encore que force doit rester à la loi. Qu'on y prenne garde... J'ai le droit d'en appeler à l'insurrection ; dans ce cas, elle sera, ou jamais, le plus saint des devoirs. . En même temps, les Droits de l'homme convoquaient tout leur personnel pour soutenir le « crieur » volontaire. Le défi était embarrassant pour l'administration, non soutenue, sur la question de droit, par la justice. Aussi saisit-èlle le prétexte d'un arrêt rendu, le 11 octobre, par la Cour royale, et confirmant le jugement de première instance, pour aunoncer, dans le Mosteur, que, jusqu'à la décision de la Cour de castation, il ne setait fait aucune € poursuite nouvelle contre les crieurs publics. € M. Rodde ne rectonça pas pour cela à se mise en acène. Au jour fixé, il parut vêta en crieur, distribua ses imprimés; entouré d'une foule considérable : la police le regarde faire suns intervenir. Le lendemain, le parti révolutionnaire, enorqueillé d'avoir fait reculer l'autorité, célébrait arrogamment son succès. « Déjà, écrivait l'un des meneurs, les résultats féconds de cette vectoire de la république se font sentir. Dans toutes les rues de Paris, on voit des légions de crieurs et de vendeurs d'écrits républicains. Hier, j'en ai vu une vingtaine, aux Tuileries, qui vendeient, sous les fenêtres du Roi-estoyen, la Déclaration des droits de l'homme (celle de Robespierre). Tous teux qui ent vu ce qui s'est passé et qui voient ce qui se passe aujourd'hui, sont remplis d'espoir. Ils contemplent avec ravissement la chute prochaine des tyrans et l'avénement prochain de la république.

Ainsi apparamait partout l'insuffisance des moyens légaux par lesquels le gouvernement emayant de se défendre. Dès lors, une question se possit : Ne fallait-il pas des loss nouvelles pour limiter cette liberté que les passions démagogiques faissient dégénérer en licence? Périer s'était fait un point d'honneur de me rien demander de ce genre, souf une loi secondaire sur les rassemblements. Mais ent-il pu lui-même persister longtemps



dans cette abstention? Et d'ailleurs, si considérable qu'ent été son œuvre, n'avait-elle pas laissé subsister une grande part du mal révolutionnaire? Aussi beaucoup de conservateurs commencaient-ils à croire et à dire qu'il fallant passer par-dessus ce scrupule, et qu'après tout le premier devoir d'un gouvernement était de donner au pays la paix et la sécurité dont il avait besoin. M. Viennet s'était fait l'interprête, un peu compromettant et maladroit, de ces impressions, quand il avait laissé échapper à la tribune cette exclamation, aussitôt violemment attaquée et perfidement exploitée par la presse de gauche : « La légalité actuelle nous tue ! ! » C'est un sentiment analogue ou'expressat, un peu plus tard, le Journal des Débats, quand il disait : « L'effet des 5 et 6 juin s'est épuisé, et nous avons vu recommencer d'abord l'anarchie morale..., ensuite et à peu de distance l'anarchie matérielle... On a vn que ce n'était pas tout d'avoir battu ses ennemis dans les rues; que, tent que les lois restaient faibles, impuissantes, inexécutées, la répression des désordres n'était qu'une affaire d'un moment, quelque chose de local et d'accidentel qui ne pouvait rien pour le repos de la société *. . . Plus le trouble s'aggravait, plus ces idées gagnaient dans le monde conservateur. « La situation » est améliorée, écrivait, de Toulouse, M. de Rémusat à M. Gonzot, précisément parce qu'elle est moins sereine. Your saves que je ne crains rien tant qu'une accurité exagérée... Nous avons toujours besoin d'un peu de danger pour être raisonnables. » Puis, après avoir parlé des coalitions d'ouvriers et des symptômes de « maladie sociale », il ajoutait : « Ces troubles ne peuvent que ralher et mettre sur ses gardes la classe moyenne. On est ici très-préoccupé de ces sortes d'événements; des gens, qui ne s'inquiétarent pas jusqu'à



¹ Sécuce du 28 mars 1825. Veiai, du reste, la pasage entier du dimours de M. Viennet : « Le manu de la population vest être pretégée; elle ne sait pas se proteger elle-même... Ministrue du Roi, assures-lui le repos qu'elle vens demande. Le legalité autualle nous etc. Les factions s'en moquent. Elle est un boucher pour elles, et ce sera bientôt une arme contre vous-mêmes. Provoques des lois plus fortes, plus efficiers, et nous les voterons, aux applandissaments des popular nous resaures.

^{*} Journal des Débate, 7 mars 1834,

présent, commencent à s'inquiéter et à voir ce qui nous crève les yeux, à vous et à moi, depuis trois ans '. » Le ministère s'aperçut de cette disposition nouvelle des esprits, et résolut d'en profiter. Las de combattre avec des armes qui se brisaient entre ses mains, il voulut saisir cette occasion d'en demander au législateur de plus solides et de plus efficaces : tel devait être, dans sa pensée, l'emploi de la session de 1834.

ĽΨ

La session de 1834 s'ouvrit le 23 décembre 1833. Amis ou adversaires de la monarchie s'attendaient à y voir livrer une bataille décisive entre le gouvernement et la faction révolutionnaire. Le ministère cependant n'abattit pas ses cartes tout d'un coup et n'annonça pas, des le premier jour, les projets de loi qu'il avait l'intention de déposer. Évidemment, il était incertain des dispositions de la majorité, inquiet des premiers symptornes de tiers parti, et il voulait examiner le terrain avant de s'y engager. Aussi le discours du trône se contenta-t-il de quelques phrases vagues sur les « passions insensées » et les « manœuvres coupables » qui « s'efforçaient d'ébranier l'ordre social». Dans la discussion de l'Adresse, il n'y ent, sur ce sujet, que des escarmouches. Les ministres essayèrent bien d'obliger leurs adversaires à s'expliquer sur les menées républicaines, mais l'opposition se déroba à un débat génant pour elle ; toutefois , at peu qu'elle dét , ce fut assez pour manifester ses divisions. Pendant que La Fayette et Garmer-Pagès se proclamaient républicains, que MM. Voyer d'Argenson et Audry de Puyraveau avouaient, au mépris de leur semment, avoir signé le manifeste de la Société des Droits de l'homme, M. Odilon Barrot protestait de sa fidélité dynastique, sans vouloir pour cela se séparer des révolutionnaires, bien plus, en s'efforçant de les - nwwite



^{*} Mémoires de M. Guisot, t. 113, p. 220,

L'Adresse terminée, le ministère crut le moment vénu de déposer le premier des projets qu'il avait préparés, celul sur les cheurs publick!. C'était une réponse directe et ferme aux standales et que defis dont la rue avait été le thétire, une reratiche de l'espèce de défaite que l'autorité y avait subie. D'aprês 🖼 projet, les crieurs devajent oblemir une mutofisation toujourn révocable, et l'infraction à cette prescription était déférée non as jury, mais aux tribunaux correctionnels. La discussion fot vive. A entendre les orateurs de l'opposition, on eût dit que la liberté de la presse elle même était en jeu, et qu'il était question de rétablir la censure. Mais la majorité ne se lausa pas ébranler, et le projet fut voté par 212 voix contre 123. C'était un coup sensible pour les sociétés secrètes, qui perdaient, avec les crieurs, leurs agents de propagande et de transmission. Aussi, grande colère et tentative de résistance. Les crieurs prétendirent vendre quand même. Des rixes éclatèrent, et une agitation telle que les meneurs se flattèrent un moment de pouvoir livrer bataille. Plus d'une circonstance les y encourageait. N'annonçait-on pas qu'à ce moment même les ouvriers étaient sur le point de se soulever à Lyon, à Saint-Étienne, à Marseille, et que Mazzini se disposait à envahir le Piémout, à la tête d'une armée révolutionnaire? Mais la population ne parut pas disposés à écouler l'appel des sociétés secrètes. A défaut d une véritable insurrection, les troubles ne s'en prolongèrent pas moins, pendant plusieurs jours du 17 au 24 février. Le gouvernement ne se laissa pas intimacer, et la police, justement irrités de ce que plusieurs des siens avaient été griévement blessés, frappa sur les perturbateurs d'une main qui no fut pas toujours légère. Force resta à la loi. Quant à l'opposition parlementaire, elle ne vit la qu'une occasion de déclutier contre la barbarie des sergents de ville.

La loi sur les crieurs n'était qu'un engagement d'avant-poste. Encouragé par ce premier succes, le gouvernement se décida à pousser plus avant et plus à fond son offensive contre le parti



Ce projet fut dépagé le 95 janvier 1834.

tévolitionnaire. Le 24 lévrier, à l'heure même où les troubles étaient le plus violents, le garde des sceaux saisit l'occasion d'une interpollation, pour abnducer qu'il déposerait, le lendemain, tiu projet our les associations. Les dispositions en étaient rigoureuses, radicales. L'article 291 du Code pénal disposait qu'encune association de plus de rangt personnes, quel que fut ton objet, ne pouvait se former qu'avec l'agrément du gouvernement, mais les sociétés révolutionnaites avaient cherché et parfois réassi à échapper à cet article, en se subdivisant en sections de moins de vingt personnés : le projet portait que « les dispositions de l'article 291 seraient applicables aux associations de plus de vingt petronnes, alors même que cès associations serment partagées en sections d'un molhdre nombre ». Le texte ancien paraistatt exiger, pour l'existence du délit, la périodicité des réunions : le projet supprimait cette condition. En cas d'infraction, l'article 292 n'avait fait peser de responsabilité que sur las - chafs - et n'avait stipulé qu'une légere aixende : le projet élevant le chiffre de l'atnende, y ajoutait la prison et étendait la peine à tous les associés; enfin, il déférait à la Cour des pairs les atleitats commis par les associations contre la sureté de l'État, et renvoyait aux tribupaux correctionnels les infractions à la loi des associátions. Ces dernières mesures étaient visiblement fispirées par la méssance trop fondée qu'inspirait alors in jury. N'avait-on pas entendu, peu suparavant, le procureut général près la Cour de Paris dénoncer, dans sa mercurisia, le scandale de certains acquittements, et a'avait-on pas vu, dans la discussion de l'Adresse, la majorité repousser un amendement qui louait «la sagesse et l'indépeadance du jury »? Soulement, sur os point, la Charte, qui avait stipulé « l'application du jury aux délits de la presse et aux délits politiques ». ne permettait pas une réforme radicale ; il fallait se borner à renvoyer aux tribunaux correctionnels tout ce qu'en pouvait soutenir n'être pas, à proprement parler, an « délit politique » . Ainsi avant-on déjà fant dans la loi sur les crieurs; ainsi fera-t-on plus tard, dans les lois de septembre 1835.

Mal ne songeast à présenter in los proposue comme une de



ces lois qui résolvent d'une facon définitive et permanente les grands problèmes d'organisation politique. C'était une loi de circonstance pour faire face au péril du jour, une loi de combat contre une faction ennemie. Aussi, lises l'exposé des motifs : vous n'y trouves pas de considérations théoriques sur les droits de l'autorité et de la liberté en semblable matière, mais un réquisitoire contre les désordres et les attentats des associations révolutionnaires depuis 1830. Ce n'est pas au nom d'un principe qu'on veut les frapper, c'est au nom du salut public. Certes, le péril ne pouvait être nié. Un écrivain peu suspect, M. Louis Blanc, l'a avoué plus tard : « Sans la loi contre les associations, a-t-il écrit, non telle que l'entendait l'opposition dynastique, mais telle que le gouvernement la demandait, c'en était fait de la monarchie constitutionnelle : rien de plus cer-- tain. - Mais pourquoi ne s'être pas borné à frapper ces associations dangereuses? Pourquoi avoir englobé dans la même interdiction toutes les associations, même celles auxquelles ne pouvaient aucunement s'appliquer les motifs invoqués par le gouvernement? Au cours du débat, des amendements nombreux furent proposés pour reconnaître la liberté des associations notocrement inoffensives. On les repoussa, dans la crainte que les sociétés révolutionnaires ne se servissent de ces distinctions pour échapper à la répression. « Si on laisse aux associations, disait le Journal des Débau, un prétexte soit religieux, aoit acientifique, soit littéraire, la lutte devient inutile ; car elles se jetteront toutes dans l'exception que la loi consacrera, et, pour nous servir de l'énergique expression de M. Dupin, elles ae précipiteront toutes par la porte qui restera ouverte !. » Seulement ministres, membres de la commission, orateurs de la majorité, tous déclarèrent à l'envi que la loi était exclusivement dirigée centre les associations politiques et révolutions aires, reponssant, comme une injure et une absurdité, l'idée qu'elle pourrait être appliquée aux associations littéraires, religieuses ou de hienfaisance. « La loi sera générale, disait encore le



^{4 22} mare 1834-

Journal des Débats, pour ne laisser aucun prétexte à la mauvaise for; la loi ne discernera pas. Le gouvernement discernera! Sans doute, une loi qui ne discerne pas est une arme dangereuse dens la main d'un gouvernement absolu... Mais, contre l'abus du pouvoir que vous allez confier au gouvernement, contre son mauvais vouloir, contre sa sottise, n'avez-vous pas la tribune? n'avez-vous pas la presse? « Garantie bien insuffisante, comme on l'a vu plus tard, amon sous la monarchie de Juillet, du moins sous les régimes qui ont suivi. L'Empire a appliqué la loi contre la Société de Saint-Vincent de Paul en même temps que contre les sociétés politiques. Depuis, on a vu mieux encore : pendant que cette loi est devenue lettre morte à l'égard des associations révolution naires contre lesquelles elle avait été faite, elle a été mise en œuvre contre les associations religieuses que le législateur de 1834 avait affirmé ne pas vouloir atteindre. Ce sont résultats auxquels il faut s'attendre, quand une fois on a mis l'arbitraire dans la législation.

S'il était nécessaire de laisser à la loi une portée générale et absolue, ne pouvait-on en limiter la durée? C'eût été la marquer de son vrai caractère. Néanmoins, tous les amendements dans ce sens furent également rejetés. On craignit de l'énerver, et surtout de la déconsidérer, en lui donnant la figure d'une de ces « lois d'exception » dont le titre seul était devenu si impopulaire et contre lesquelles les « libéraux » avaient tant crié sous la Restauration !. Singulier scrupule, à vrai dire, que celui qui faisait supprimer à jamais une liberté, pour échapper au reproche de la suspendre! L'un des ministres d'alors, M. Guizot, a reconnu plus tard que c'était une faute, et qu'il cût mieux valu donner franchement à la loi son caractère de loi d'exception, faite pour une durée limitée.

La discussion ne dura pas moins de deux semaines, appro-



^{*} Le Journal des Débats dimit, le 25 mars 1836 : « La Chembre no fera pas la fauta écorme d'énorver elle-même la loi, en la rejetant dans la clause des lois d'exception..... Tout ce qui aurait l'air d'une concession faite aux clobs, es comment, ne assuit qu'une Licheté devant des gens qui autonomit covertement l'intention de ne pas obéir à la loi. « — Voir, dans le même cens, le discours pressoncé, le 35 mars, par M. de Salvandy.

fondie et passionnée. Dans les deux camps, personne ne s'épargna. Du côté de l'opposition, on entendit MM. Odilan Barrot, Berryer, Garnier-Pages, Manguin, Dubois, Bignon, Bérenger, etc. En face d'eux, et leur faisant tête, sans reculer d'une semelle, les ministres : le duc de Broglis, MM. Barthe, d'Argent, et surtout MM. Guizot et Thiers dont les discours produisirent un immense effet; à côté des ministres, et se craignant pas de se compromettre avec eur, des membres de la majorité. MM. de Rémusat, de Salyandy, Martin du Mord, Laspartine, Jouffroy, Jaubert, etc. L'opposition avait beau jeu à dénoncer le caractère illibéral de la loi; elle prétendait même y voir une violation de la Charte, ne fût-ce que dans les dispositions restreignant la jaradiction du jury. Son attague prenaît plus de vivacité encore, guand elle mettait en cause les suciens libéraux qui, pendant la Restauration, s'étaient plaints d'étouffer sons l'article 291, et qui, à peine ministres, non-seulement confirmaient, mais aggravaient cet article. C'était à qui rappellerait à M le duc de Broglie qu'il avait ouvert son hôtel à la Société des Amis de la presse; à M. Gusot, qu'il avait été l'un des chefs de la Société Aide-toi. le ciel t'aidera; à M. Barthe, qu'il avait conspiré dans les Yentes. de Carboners. Et M. Berryer, dans l'emportement de son éloquence, a'égriait : « Il est quelque chose de plus hideux que le cynisme révolutionaure, c'est le cynisme des apostasies. » Une acule réponse était possible : rappeler les grimes récents et montrer les périls immédiate des associațions révoluționnaires. Sur ce point de fait, les preuves ne manquaient pas. C'est toujours là qu'en revenuent les ministres et leurs alliés, c'est par La qu'ils agissaient sur le soujorstés ils discutaient cette loi moins comme un problème de législation que comme une question de politique actuelle. A les entendre, l'existence mame du gouvernement était en jeu; un votant pour ou contre la loi, on se déciderait extre la monarchie et la république, et, à ce propos, M. Thiers, voulant à tout jamuis dégoûter la France de ce second régime, s'écriait : « On a su la république non-seulement sanglante, mass la république clémente qui poulait être

spodépée et qui n'est arrivée qu'au mépris, quoiqu'en majorité les hommes qui la dirigement fussent d'honnètes gens... Aussi la France en a horreur : quand on lui parle république, elle recule épouvantée. Elle sait que ce gouvernement tourne au sang ou à l'imbécillité. » Du premier jour au dernier, la majorité tint bon; voyant là, comme les ministres, une nécessité de défense sociale et de salut public, elle reponses, de parti pris, tous les amendements, même ceux où l'on avait en som de me pas contredire directement le principe de la loi. L'ensemble

fut voté par 246 vois contre 154. Cette victoire avait see côtée pristes. Comment ne pas faire on rapprochement? Quatre and après sa restauration, le gouvernement de Louis XVIII grait fait voter cette los de 1819 sur la presie, imprujiente paut-étre dans sa générosité libérale, mais los de confiance et d'espoir. Quatre ana aussi après son arénement, la monarchie de Juillet, qui cependant pe révait pas davantage d'arbitraire et de despotisme, était conduits à faire voter une loi coptre la liberté d'association, los de défiance et de déception. A gui s'en prendre? M. Guisqt le disait à la tribung, dans cette discussion meme : . Ce n'est pas à nous, e'écriail-il, en s'adressant aux opposants de gauche, c'est à yous et au parti que vous défendes, qu'il faut imputer ce rețard dans le développement de la liberté... Ce n'est pas d'aujourd'hui que yeus décrier, que vous compropiettes nos libertés, à mesure qu'elles paraissent. Je voudrais bien qu'on me citat une seule de nos libertés qui, en passant par ves mains, par les mains des hammes dant je parle, ne soit bjentot devenue un danger et no soit devenue suspecte au pays. Entre vos mains, la liberté devient licence, la résistance devient révolution. On parlait hier, à cette tribune, d'empoisopneurs. Messigure, il y a pp perti qui semble avoir pris le rôle d'empoisonneur public, qui semble avoir pris à tache de venir couiller les plus begus santiments, les plus beaux noms, les meilleures institutions... Chaque fois que la liberté est tombée entre ses mains, chaque fois qu'il s'est emparé de nos institutions, de la presse, de la parole, du gouvernement représentatif, du droit d'association, il en a fait

un tel usage, il en a tiré un tel danger pour le pays, un tel sujet d'épouvante, et permettez-moi d'ajouter, de dégoût, qu'au bout de très-peu de temps, le pays tout entier s'est indigné, alarmé, soulevé, et que la liberté a péri dans les embrassements de ses honteux amants. Qu'on ne parle donc plus, comme on le fait depuis quelque temps, qu'on ne parle plus de mécomptes depuis 18301 Qu'on ne parle plus d'espérances décuest Oui, il y a eu des mécomptes, oui, il y a eu des espérances déçues, et les premières, ce sont les nôtres! C'était nous qui avions conçu les plus hautes espérances da développement progressif de nos libertés et de nos institutions. C'est vous qui les avez arrêtées; c'est de vous que sont venus nos mécomptes, qu'est venue la déception de nos espérances. Au lieu de nous livrer, comme nous le pensions, comme nous le voulions, à l'amélioration de nos lois, de nos institutions, au lieu de ne songer qu'à des progrès, nous avons été obligés de faire volte-face, de défendre l'ordre menacé, de nous occuper uniquement du présent et de laisser la l'avenir qui jusque-là avait été l'objet de nos plus chères pensées. Voilà le mai que vous nous avez fait; voilà comment vous nous avez forcés à nous arrêter dans la route où nous marchions depuis quelques années! «

Nous nous sommes laissé aller à prolonger cette citation qui a pour nous plus qu'un intérêt de curiosité historique. Ce mécompte si douloureusement et si éloquemment avoué par M. Guisot, des le lendemain de 1830, ne le ressentons-nous pas, hélas! plus encore, et toujours par la cause qu'indiquait l'orateur de 1834, par la faute du parti qu'il dénonçait? Ne semble-t-il même pas que ce soit le grande humiliation réservée à ce siècle, en sa vieilleuse, la contre-partie et le châtiment du libéralisme trop présomptueux qui avait marqué sa brillante et espérante jeunesse?

V

Ce n'était pas tout de faire voter la loi, il fallait la mettre à exécution. Or, si les mesures prises contre les crieurs publics avaient déjà soulevé tant de colères, quel effet ne devaient pas produire des dispositions qui menaçaient dans leur existence toutes les associations révolutionnaires? Celles-ci eurent aussitôt le sontiment qu'il leur fallait tenter un effort désespéré et livrer la suprême bataille, avant de se laisser dissoudre. Cette résolution beiliqueuse convenait d'ailleurs à l'état d'esprit de beaucoup de leurs membres, plus irrités que découragés de leurs précédents échecs, surexcités et troublés par l'espèce d'ivresse où ils vivaient continuellement, se trompant eux-mêmes sur leurs propres forces par l'arrogance de leur rhétorique, en proie à cette impatience et à cette illusion qui sont la maladie de tous les conspirateurs.

A peine donc la loi votée, la Société des Droits de l'homme déclara qu'elle ne s'y sonmettrait pas, et s'ingénia à provoquer, par toute la France, de la part des autres sociétés, des déclarations analogues que les journaux publisient à grand tapage. Un congrès, réuni à Paris et composé des délégués de ces sociétés, rédigea une proclamation se terminant ainsi : « Que les associations se réunissent, s'étendent, se multiplient donc, au lieu de se dissoudre ; que les sociétés existantes proclament la résistance à ce projet d'oppression, et qu'elles en donnent l'exemple. 💌 L'Union de Juillet, présidée par La Fayette, prit une décision analogue. Ce mot de « résistance » n'avait peut-être pas le même seus pour tous ceux qui l'employaient. Mais les meneurs des Droits de l'homme entendaient bien que l'agitation devait aboutir à une prise d'armes. A Ralliez autour de vous vos sectionnaires, écrivait, le 20 mars, le comité central de Paris au comité républicain de Lyon; prenez ou faites-vous donner un pouvoir discrétionnaire, afin d'agir avec plus de promptitude et

d'ensemble, à l'instant de la lutte qui paraît tres-rapprochée. «! On réunissait des armes, de la poudre, on foudait des balles. En même temps, la polémique devenait de plus en plus violente '; la Tribune lançait des appels non déguisés à l'insurrection, et Carrel, bien que désapprouvant tout bas le projet d'émeute, parlait tout haut, dans le National, comme s il vou-lait l'encourager ou tout su moins le justifier par avance *.

A mesure cependant qu'on approchaît de l'exécution, ceux des chefs qui étaient capables de quelque réflexion et se monient une responsabilité, devenaient plus hésitants, plus inquiets. Divers symptomes les faisuient douter de leurs forces. Ces sentiments se manifestaient ches ceux-là même qui passaient pour être les plus hardis, ches Cavaiguac à Pans, ches Baune et Lagrange à Lyon. Mais, à côté d'eux, se trouvaient des forcenés, ou seulement des aventuriers en quête de bruit et de popularité, qui dénonçaient leurs hésitations comme une lacheté ou une trahison, et poussaient à agir quand même. Le commun des comparses, fanatué depuis longtemps par tant

³ Vent-on un spécimen de la façon dent les révolutionnaires traitaient les hournes au pouvoir? MM. Guinard, Cavaignes et cutres, vouleut protester contre certures peroles prononcées à la tribune par MM. Guisot et d'Argont, en aujet de la fociéte des Draits de l'homme, purbient durs une luttre publique de « deux hommes quai justement et universellement méprieis que MM. Guint et d'Argont », et de les déclaraises » inféries ». Quelques pours après, un entre républicain, M. Landolphe, perient de « l'appoble Guiquet » et de » MM. Guint et d'Argont dont les nome en peuvent plus être moulée qu'à l'épithète de Meins ».

^{*} Avant telem que la discussion de la les d'amoristion ne fit complétement termines, le 30 mars \$134, Carrel publisit, dans le National, un article intitalé : Comment en dégoûte une nation de l'artire, et où se limitet ces lignes « On temble avoir prin à tiche de dégoûter la nation de ent ordre public qui s'adame à la Sainte-Alliance, pour levre un ignoble gourdie sur la population de Paris, ... Les deux comps de forment et su monacent, l'aris le camp de l'ordre public, on proclame deja que la nuspeus en de la liberté paurant lum devenur accessires et anim de l'ordre, mais, dans le camp de la liberté, ou se compte, en se det que en fait, en juillet, une revolution, maigré le parts de l'ordre public; en se det que ente révolution ne peut pui, ne doit pas être abandonnée, qu'elle se le ters pas ; ou a assest de seue pour sonjer que, a îl y avait suspension de la liberté, il y faudraid repondre, comme en just lei, par la suspension de l'ordre public tel que la vent la faction destronire? M. Jambert parse contre la liberté; mons personnes, nous, contre am ordre public, »

d'excitations, allait naturellement aux plus violents. Châtiment instructif de ces cheft révolutionnaires, débordés par les paitions qu'ils avaient soulevées, acculés, pleins d'angoisses et tout alturis, au combat qu'ils avaient si fièrement provoqué et que maintenant ils voudraient bien ajourner. Un de leurs amis, M. Louis Blanc, voulant dépeindre leur état d'esprit à cette épaque, les a montrés « laucés dans un irrésistible tourbillon, ne sachant s'il fallait pousser le char'ou le retenir, dévorér tout à la fois de colère et d'inquiétude, accablés par l'inexorable rapidité des événements ».

Dès sa fondation, la Société des Droits de l'homme s'était attachée à étendre son réseau en province, dans le dessein, au jour venu, d'y étendré aussi la révolte, au heu de la concentrer dans Paris comme en juin 1832, Lyon surtout avait fixé son attention, à cause des sanglants souvenirs de novembre 1831. Sans doute, êtle n'ignorait pas que la politique n'avait été pour rien dans cetta premiété insurrection. Mais le terrain, où l'émente avait pu mettre en ligne une telle armée, ne devaitil pas lui parattre singulièrement favorable? Aussi avait-elle compris de quel intérêt il était pour elle de a'y établir et de d'y créer des relations avec la population ouvrière. Plus d'une fois, elle avait suvoyé à Lyon des missionnaires de révolution, éatre antres Garnier-Pagés et Cavaignac. Ceux-ci y avaient rencontré un noyau de républicants ardents . MM. Baune, Lagrange, Berthollon, Antide Murtin; on peut ajouter M. Jules Favre, dont le nom apparait alors pour la première fois. La seconde ville de Prance cut bientôt, comme Paris, de nombreuses societés secrètes, en lien plus ou moins étroit avec les Droits de l'homme. Leur principal effort se dirigeuit du côté des ouvriers; eller prenaient parti pour leurs exigences économiques, s'attachaient à irriter leurs ressentiments et leurs convoitises, et les pousmient à chercher, dans une révolution politique et sociale, astrafaction et vengeance. Les associations ouvrières, jalouses de leur autonomie, n'étaient pas sans quelque méhance à l'endro t de ces agitateurs hourgeois. Cependant, il fut bientôt visible que chaque jour, elles se laissaient un peu plus envahir



par la propagande républicaine. Tel était le cas de la plus puissante de ces associations, celle des Mutuellistes, qui comprenant tous les chefs d'ateliers de soieries et qui, jusqu'alors, fidèle a ses statuts, était demeurée absolument étrangère à la politique. Les meneurs des Droits de l'homme se flattaient qu'un jour ou l'autre quelque querelle de tarif fournirait le prétexte d'un soulèvement dont ils prendraient la direction. En février 1834, ils avaient cru le moment venu : la question des salaires était devenue plus aigué et plus douloureuse, par auite d'une crise de l'industrie des soies ; une grève générale avait éclaté. Les républicains avaient tout fait pour envenimer et exaspérer ce redoutable conflit, lls n'avaient pas réussi, pour cette fois, à amener une explosion; mais les esprits étaient sortis de là plus agités et plus irrités que jamais.

C'est dans us milieu ajusi travaillé que vint tomber le mot d'ordre du refus d'obéissance à la loi contre les associations. Rien ne pouvait mieux convenir au rapprochement des sociétés républicanaes et des sociétés ouvrières. Celles-ci se laissèrent facilement persuader de se joindre à la résistance. Deux mille cinq cent quarante Mutuellistes « déclarèrent » publiquement « qu'ils ne courbernient pas la tête sous un joug aussi abrutisgant..., et ne reculeraient devant aucun sacrifice, pour la défense d'un droit qu'aucune puissance humaine ne saurait leur ravir ». En même temps, les journaux locaux, notamment le Glaneur et l'Éche de la fabrique, sonnaient ouvertement le clairon de l'émeute. « Le peuple voulait la paix, disait cette dernière feuille, le 30 mars, on lui a répondu par un cri de guerre. Ek bien! soit! il est prèt au combat. Mais écoutes, yous qui lui jetes un insolent défi : dès qu'il aura tiré l'épée, il jettera dernère lui le fourreau;... l'Association mutueltiste saura prouver qu'elle peut encore se lever comme un seul homme. - Des lors, il était évident pour tous que la révolte allait éclater. Un proces intenté à quelques Mutuellistes, compromis dans la dernière grève, fut l'étincelle qui amena l'explosion.

Le 9 avril, les émeutiers se réanissent aux points qui leur ont



été désignés d'avance; les barricades s'élevent, en même temps que sont distribuées des proclamations incendiaires. L'autorité, prévenue par les préparatifs presque publics de l'insurrection. n'est pas prise au dépourvu. L'armée, qui compte environ dix mille hommes, est à son poste, pourvne de vivres et de munitions. La garde ustionale, supprimée en 1831, n'avait pas été rétablie. Des instructions énergiques ont été données aux troupes. M. Thiers, redevenu ministre de l'intérieur par une récente modification dans la distribution des portefeuilles, leur a écrit : Laissez tirer les premiers coups, mais, quand vous les aures. reçus, agisses sans ménagement. . Ce n'est donc pas une conspiration qui éclate à l'improviste, surprenant, en pleine sécurité, coux qu'elle attaque. C'est une bataille prévue des deux côtés, qui s'engage. L'armée, résolûment commandée, fait son devoir avec vigueur, trompant ceux qui, pour avoir attiré quelques sons-officiers dans leurs sociétés secrètes, se flattaient de voir les régiments mettre la crosse en l'air. Parfois même, le soldat, exaspéré par la perfidie meurtrière des insurgés qui le fusilient des fenêtres, se Inisse aller à de sanglantes représailles : rigueur naturelle autour de laquelle la presse révolutionnaire tachera de mener grand bruit, accusant les troupes de férocité, par dépit de n'avoir pas à les féliciter de leur défection 1. Chez les insurgés, malgré l'absence de plusieurs chefs qui, après avoir tout lancé, se sont évanouis an moment du combut, il y a beaucoup d'acharpement, de bravoure et une sorte d'animosité désespérée. La topographie de la ville, l'enchevétrement et l'étroitesse des rues leur rendent la lutte facile. On entretient du reste leur courage par des placards meusongers, annonçant que la république est proclamée à Paris, le Ros en fuite et Lucien Bonaparte premier consul. Gette bataille se prolonge pendant cinq jours, avec des alternatives diverses. Il fant employer le pétard, le boulet et même la bombe *.

¹ M. Louis Blane n'ira-t-il pas jusqu'à déclurer les prétendes massaures de Vaiss plus horribles que conz de septembre 1793?

⁹ On a calculé que les trospes avaient tiré 269,000 coups de fuill et 1,729 coups de cason.

Sinistres journées et nuits plus sinistres encore, pendant lesquelles les habitants sont enfermés dans leurs mauons, avec défense de se montrer aux fepètres, coupés de toutes communications, sans nouvelles, n'entendant que le tocsia, la fusillade et le canon Enfin l'insurrection, refoulée de poste en poste, est définitivement écrasée. Le 13 au soir, l'armée est matterese de la ville et des faubourgs. Du côté des troupes, le nombre des morts s'élève à cent trente et un, celui des blessés à près de trois cents; du côté des insurgés, cent soxante-dix morts et un chiffre de blessés incomnu qui ne doit pas être moindre de cinq cents.

Impossible de se tromper sur le caractère de l'insurrection : Ge n'est plus le soulèvement ouvrier de 1851. La lutte a été politique plus que sociale. Il a été question non de tarifs et de salaires, mais de république. Les proclamations sont datées de l'an XLII de la République française ». Parmi les prisonniers. les morts et les blessés, on en compte tout au plus un dixième appartenant à la fabrique lyonneise. La masse des combattants est formée de révolutionnaires, la plupart étrangers à la ville, aventuriers de toute provenance et de toute nation. Ajoutes quelques légitimistes qui se sont mêlés au mouvement, avec l'illusion de le faire tourner à leur profit. Quel a été le nombre des combattants de l'émeute? Il est difficile de le préciser. Les évaluations les plus vraisemblables le portent au moins à trois mille. Les écrivains républicains ont cherché après comp à diminuer ce nombre, afin d'effacer la mortification de leur défaite. Louis Blanc a uvancé le chiffre ridicule de trois cents. A entendre ces écrivains, les faits se réduirment à une émente sens importance, éclatée à l'improviste, malgré les chafs; elle n'aurait un moment duré que par l'hérolime des combattants, et grace amai aux lenteurs calculées des généraux et du préfet, désireux de grossir l'importance de leur victoire. Tout dément cette thèse. Il est certain que la bataille a été voulue, préparée à l'avance, qu'elle faisant partie d'un ensemble de soulévements devant éclater sur tous les points de la France, et que le parti révolutionnaire y a déployé toutes ses forces. Si celles-ci n'ont



pas été plus considérables, c'est qu'on n'a pu entraîner la masse des ouvriers, comme on s'en était flatté.

C'est le 10 avril au soir que parviennent à Paris les premières nouvelles de l'insurrection lyonnaise; l'agitation est extrême dans le monde surchauffé des sociétés révolutionnaires. Impossible, s'écrie-t-on, d'abandonner les frères de Lyon. D'ailleurs, depuis quelque temps, ne se préparait-on passitivrer bataille? Ne se croyait-on pas en mesure de mettre en ligne quatre mille combattants, sans compter ceux qu'un dernier moment, on espérait entratoer par l'exemple? Le mot d'ordre est donc donné d'engager la lutte, le 13 avril. En attendant, la Tribuse et meme le National publicant des bulletins mensongers, annonçant les victoires remportées par la révolution à Lyon et dans d'autres villes.

L'émotion est grande aussi dans le sein du gouvernement : la lenteur et l'incertitude prolongée des nouvelles de Lyon ne sont pas faites pour dissiper promptement ses angoisses. Il est même un moment question, entre les ministres, de se diviser : M. Guizot irait à Lyon avec le duc d'Orléans, tandis que M. Thiers resterait à Paris avec le Roi. Du reste, aucune défaillance ; on se prépare vigoureusement au combat prévu. Le maréchal Lobau est à la tête d'une armée de quarante mille hommes et d'une garde nationale, cette fois, bien disposée. M. Thiere, ministre de l'intérieur, donne à tous une impulsion vive et hardie. En présence d'un péril si certain, le jeune ministre ne recule pas devant la responsabilité : il supprime la Tribune, par mesure de salut public, et donne l'ordre à la police de faire une rassia d'environ cent cinquante meneure des Droits de l'homme. C'était une des faiblesses de cette société d'avoir fait connaître ses chefs et de les evoir aissi désignés aux coups du gouvernement. En même temps, le Moniteur « avertit les insensés qui voudraient as livrer à des désordres, que des forces considérables sont préparées, et que la répression sera aussi prompte que décisive ».

Si affaiblie et a désorganisée qu'elle soit par l'arrestation de ses chefs, l'émeute éclute au jour fixé. Le 13 avril au soir, les barricades s'élèvent. Les insurgés peu nombreux, non suivis



par le peuple, sont aussitôt enveloppés et écrasés par des forces supérieures, vigourcusement conduites. M. Thiers se montre à cheval auprès des genéraux et voit tuer, à quelques pas de lui, un officier et un auditeur au Conseil d'État. La lutte est bientot circonscrite dans le quartier Saint-Merry, déjà ensanglanté en 1832. Interrompue la nuit, elle recommence le 14, au petit jour. Un incident douloureux marque ces dernières heures du combat : des soldats, furieux d'avoir vu tirer, d'une maison de la rue Transmonain, sur leur capitaine blessé, font irruption dans cette maison et main basse sur ceux qui l'occupent. Le • massacre de la rue Transnonain • sera pour les journaux de gauche un sujet de déclamations, d'autant plus avidement suisi, qu'il leur faudre une diversion a la mortification d'une défaite si prompte et si complète. Dès sept heures du matin, tout est fini. La troupe et la garde nationale ont ca onse tués et quatorse blessés; du côté de l'insurrection, on comptait quatorze morta et une douvaine de blessés.

Lyon et Paris ne sont pas les seuls champs de bataille. Sur beaucoup d'autres points où les sociétés secrètes ont des ramifications, à Saint-Étienne, Marseille, Châlons, Vienne, Grenoble, Clermont, Auxerre, Poitiers, Arbois, des tentatives d'émente se produisent, manifestant ainsi, plus clairement encore, ce qu'avait de prémédité l'assaut dirigé contre le monarchie. Partout, après plus ou moins de désordres, quelquefois non sans un peu de sang versé, l'émente est compranée.

Les meneurs des Droits de l'homme avaient, des le premier jour, fait de grands efforts pour étendre leurs affiliations dans l'armée. Ils étaient ainsi parvenus à embaucher un certain nombre de sous-officiers. Dans l'Est notamment, ils avaient trouvé un agent très-sélé de propagande dans un maréchal des logis de cuiressiers qui, par une fortune singulière, devo t être,



En juillet 1835, M. Pasquier distit à un homme politique qu'il ressorate de l'instruction faite contra les insurgés d'avril, que la societé des Droits de l'homme avant a travaille à corrompre l'armée et y avait déjà obtenu quelques succèse. «Il v aurait, ajoutait il, moyen d'antroduire en justice plus de 80 seus-officure. Man on ne le fera que pour qualques-une » (Documents medits.)

trente-sept ansplus tard, l'une des premières victimes de la Gommune : il s'appelait Clément Thomas. Ayant recruté des adhérents parmi les sous-officiers des quatre régiments de grosse cavalerie casernés à Lunéville et dans la région des Yosges, son plan était, au moment où les sociétés secrètes donneraient le signal de la grande insurrection, d'enlever ces quatre régiments et de marcher sur Paris. Mais la mèche avait été plus ou moins éventée. Le 16 avril, sur la fausse nouvelle d'un soulèvement de la garnison de Belfort, Glément Thomas et ses complices réunissent leurs camarades et essayent de les entraîner à la révolte. Ils se heurtent à des relus et à des hésitations, et, aussitôt découverts, ils sont arrêtés.

۷I

Partout donc, avortement ou défaite de l'insurrection. Dès le 14 avril, le gouvernement annonçait aux Chambres sa double victoire de Lyon et de Paris. Pairs et députés se transportèrent en masse aux Tuileries, pour porter au Roi leurs félicitations. Le lendemain, une ordonnance déféra à la Cour des pairs le jugement de l'attentat qui venait d'être commis contre la sûreté de l'État : premier acte d'un immense procès dont nous aurons à reconter les étranges péripéties. Le même jour, les ministres déposèrent deux projets de loi destinés, disaient-ils, à empécher le retour de semblables troubles. Par l'un, ils demandarent des crédits supplémentaires pour mettre l'armée sur un pied qui permit d'assurer l'ordre intérieur : on était loin du temps où, an lendemain de 1880, le pouvoir n'osait pas se servir de cette armée pour réprimer une émeute. Le second projet édictait des peines sévères contre les détenteurs d'armes de guerre. L'opposition essaya vainement de combattre ces deux projets. La majorité, encore sons l'impression du péril si récemment couru, n'était pas en homeur de l'écouter Les deux lois, votées facilement, vinrent compléter l'ensemble des



mesures de défense sociale, cauvre de la session de 1834. Ouant aux républicans, ils portaient, pour le moment, la tête bien basse, se sentant à la fois détestés et dédaignés, odieux pour avoir fait peur et ridicules pour avoir échoué misérablement après des menaces si fanfaroques. Les sociétés secrètes étaient dissoutes, leurs chafs en prison, leurs soldats dispersés. La publication de la Tribune était suspendue . Seul porte-parole du parti républicam, le National était réduit. une fois de plus, après une entreprise qu'il avant désapprouyée, à convrir la retraite ou, pour mieux dire, la déroute. Aussi, jamare le langage de Carrel n'avait trabi un embarras plus douloureux et plus découragé. Précisément à cette époque, le 20 mai 1834, le général La Fayette s'éteigent à noixante-dix-sept ans. A tout autre moment, le parti républicain eût vu la matière à une de ces manifestations funéraires qui étaient dans ses traditions. Mais tel était son désarroi et son abattement, il avait à ce point conscience de l'indifférence ou même de l'hostilité de la population, qu'il n'osa rien faire pour exploiter un mort si fameux, et le monde officiel préside presque seul aux obseques du vieux général. Carrel en ressentit une « honte » qu'il épanchait avec une singuliere amertume : « La France que nous voyons , s'écnad-il , est-ce bien cette France pour inquelle se dévous, si jeune, et tant de fois depuis, l'incomparable vicilland qui vient de succomber, pleja d'amour pour le pays? Est-ce bien une terre de liberté que celle qui le recevra? C'est à la police de tout rang, de tout nom, de toute livrée, qu'il appartien des mener La Fayette au com de terre qu'il s'était destinée. » Pun, relevant ce mot que « La Fayette était mort mal à propos », il ajoutait : « Mal à propos, oui; mais ce n'est pas pour lui..., c'est pour nous, insatiables, il y a quatre ans, de prétentions envahissantes et réformatrices; aujourd'hai, abattus et couchés, avec une résignation d'Orientaux, sous la main qui nous frappe. Après ce qui s'est passé depuis quatre mois, on pourrait nous crier :



¹ Jusqu'an 10 août 1835, où ce journe) reparantes, aussi violent que jamais.

Caches-vous, Parisiens' le convoi d'un véritable ami de la liberté va passer ! :

A cette même époque, des élections firent mesurer, avec plus d'exactitude encore, le discrédit du parti républicain. Ce furent d'abord, un mois de mar, les élections des officiers de la garde nationale. Singulière législation que celle qui appelant annai la force armés à dire tout haut si elle était ou non pour le gouvernement. Cette fois, du moins, la réponse, pleinement favorable à la monarchie, fut une condamnation sévère de tous les factieux. Le mois suivant, le 21 juin, eurent lieu des élections plus considérables, celles de la Chambre des députés. Ce fut un échec écrasant pour le parti révolutionnaire. Pas un député ouvertement républicain ne fat élu. Sans donts, comme on le verra plus tard, tout ce qui était perdu pour l'opposition violente n'était pas gagné pour le ministère : la part du tiers parti était considérable. Mais, qu'en, ce n'en fut pas moins, sur le terrain électoral, une éclatante confirmation de la victoire d'avril. Les républicanas s'étajent se bien sentis battus d'avance, qu'ils n'avaient pas engagé sérieusement la lutie, et que Carrel. avait cherché à se faire une thèse et une attitude pour expliquer cette abstention : il affectait de renoncer, avec dédain, à ces luttes de scrutin, qu'il appelait les « intrigues de la France. officielle », les « vieilles hypocrisies de l'opposition de quinze ans », pour « s'attacher exclusivement aux justes et, si l'on vent, encore tumultueuses prétentions de l'immense majorité non officielle, non représentée, non gouvernante, et contre laquelle on gouverne » ; il ne se dissimulant pas, du reste, que c'était renvoyer ses espérances à une échéance « très-lointaine » . Tout cela ne laissait que trop voir l'impuissance et le découragement du moment. Aussi n'est-on pas surpris d'apprendre que Carrel eut alors une velléité de briser sa plume*. Vers le même temps , dans un banquet organisé par les « libéraux »

• Septembre 1835.

¹ Article du 21 mai 1834.

^{*} Béranger écrit, le 16 noût 1835 : « Correl a été sur le point de quitter le Netonné, il croure la geston, et peut-être aussi n-t-il qualques dégause, »

de Rouen, M. Lessite gémissait sur « la désection presque générale de la France électorale à la cause sainte de la révolution ».

M. Dupont de l'Eure, invité, s'excusait par une lettre où il se déclarait convaince de « l'inutilité des efforts de l'opposition constitutionnelle, mutilée par la non-réélection de la plupart des députés les plus énergiques »; et il se disait « décidé à ne prendre aucune part aux opérations d'une Chambre qui s'était déja montrée sous les plus fâcheux auspices ».

Le pays ne semblait aucunement s'associer au deuil du parti républicain. Il revenait à ses affaires, heureux d'en avoir fiui avec les fauteurs de troubles. Une exposition de l'industrie, ouverte le 1° mai 1834, permit d'apprécier les immenses progrès du travail national, et laissa entrevoir ce qu'on pouvoit attendre d'une sécurité enfin rétablie. Partout, comme un élan de prospérité matérielle, élan d'antant plus impétueux que les événements l'avaient plus longtemps comprimé. Les autres nations en étaient frappées. « Ce qui impose réellement beaucoup à l'étranger, écrivait M. de Barante, c'est la prospérité commerciale. Chaque chose a son temps, et vous ne sauriez dire avec quel ton de respect on parle de l'état de l'industrie en France : c'est comme les victoires de l'empire!.»

Documents inédits.

CHAPITRE XI

LES CRISES MINISTERIELLES ET LE TIERS PARTE

(Avril 1885 -- man 1685)

 Le traité des 25 millions avec les États-Unus. La Chambra rejette le crédit. Démission du dus de Broglie. Paurquei le Ros accepte facilement cette démission. Reconstitution du cabinet. - II. Difficultés autre la maréchal Soult et. ses cellègues. Rupture à l'occasion de la question algérienne. Démission du maréchal. Il est remplacé par le maréchal Gérard. Faute commise. — III, Disarédit de la gauche perlementaire. Le tiere parti. Ce qu'il éteit, Rêle qu y jourit M. Dupin. Le Constitutionnel. - IV. Premiere mangentre du tiers partidans l'Adresse de 1834. Il sort plus nombreux des élections de juin 1834. — V. Neuvelle manauvre dans l'Adreme d'août 1834. Agitation pour l'amnistie. Le maréchal Gérard, poussé par le tiers parti, se prononce en faveur de l'ambietie. Il donne sa demission. - VI. Esaberras pour trouver un présideut du conseil. Le Boi ne veut pas de duc de Broglie. Mauvais effet produit. par la prolongation de la crise. M. Guisot et M. Thiers décident de céder la place au tiers parti. Démission des manistres, Le Roi essaye varnement de détacher M. Thiers de M. Gumot. Le minustère des trois jours. Reconstitution de l'ancien cabinet sous la présidence du marechal Mortier. - VII. La gouvernement oblige la Chambre à se prononcer. Vote d'un ordre du jour favorable. Dibat sur la construction d'une salle d'audience pour la cour des pairs. Incertatudes de la seasorité, Polémiques sur l'absence d'un vesi présidont du conseil. Nouveaux efforts pour séparer M. Thiers et M. Cuizot. Divirions entre les minutres. Démission du maréchal Mortier. — VIII. M. Gussot est résolu à surger la rentrée du duc du Broglie. Après avoir vainement casayé. d'entres combinations, le Rot consent à cette rentrée, Résistance de M. Thiers, qui finit num par cèder. Reconstitution de cabinet sons la presidence du duc de Broglie.

İ

Le succès si complet remporté, d'abord dans la session de 1834 et ensuite dans les journées d'avril, sur la faction révolutionnaire, cût dû, semble-t-il, affermir et grandir le cabinet du 11 octobre ; mais, au milieu même de ses victoires,

ce cabinet commençait à être aux prises avec des embarras intérieurs, des difficultés parlementaires, qui le diminuaient et l'ébranlaient. Dès le 1^{est} avril 1834, au fendemain du vote de la loi sur les associations, à la veille de l'insurrection qui se préparait presque ouvertement, un incident imprévu avait amené un premier démembrement du ministère, et lui avait ainsi porté un coup dont il devait longtemps et cruellement se ressentir.

Il existait, depuis l'Empire, une contestation entre les États-Uns et la France au sujet de navires américains, saisis irrégulièrement entre 1806 et 1812. Napoléon l'a lui-même avait admis le principe de la réclamation et proposé une indemnité de 18 millions, refusée alors comme insuffisante.' La Restauration, sans contester la dette, en avait éludé et ajourné l'examen. Le gouvernement de Juillet, à son avénement, trouve la question pendante et pressante. Dans l'isolement et le périlde sa situation extérieure, il avait besoin de se faire des amis et ne pouvait braver impunément aucune inimitié. D'ailleure, les États-Unis lui semblaient pouvoir être attirés dans cette ligue des États bééraux qu'il cherchait à opposer à la Sainte-Albance des puissances du continent. Ces considérations lui firent probablement envisager les vieilles réclamations américaines avec plus d'empressement et de complaisance que n'en avait montré le régime précédent. Les États-Unis demandajent 70 millions. Le 4 juillet 1831, sous le ministère de Casimir Périer, un traité régla l'indempité à 25 millions : on prélevait sur cette somme 1,500,000 francs pour satisfaire à certaines réclamations françaises; en outre, des avantages de tarifs étaient concédés pour dix ans à nos vins et à nos soieries. Diverses circonstances retardèrent successivement l'examen de cette affaire par les Chambres. Rien ne faisait prévoir de difficultés : la commission parlementaire, chargée d'étudier le traité, l'avait approuvé à l'unanimité, de plus, on le savait appuyé par le général La Payette et par une partie de la gauche. La discussion s'ouvrit le 28 mars 1834, et se prolongea dans les séances du 31 mars et du 1º avril. L'attaque, conduite par

MM. Bignon, Mauguin et Berryer, fut plus sérieuse et plus achternée qu'on ne s'y attendait, mais il semblast que MM. Sébastiani, Duchâtel, de Lamartine, et surtout le duc de Broglie, dans un puissant et magistral discours, eussent répondu victorieusement aux critiques, on n'avait donc guère d'inquiétude sur le résultat, quand, au dernier moment, le scrutin secret fut demandé, contracrement à l'usage, et, à la surprise de tous, l'article premier se trouve rejeté par 176 voix contre 168.

' Qu'y avait-il là-dessous? Probablement un peu de ces hésitations de bonne foi qui sont naturelles dans des questions de droit et de chiffres aussi compliquées, si les députés ne prennent le seul parti raisonnable, qui est de s'en rapporter aux ministres ayant lear confiance; un pes de ce patriotisme mé**fant**, irritable, que nous retrouverons lors des querelles suscitées. par le droit de visite et l'affaire Pritchard; un peu de cet esprit d'économie étraite et à courte vue qui, en trop d'occasions, semblait la marque de la politique bourgevise. Mais surtout ou devinant une souraoise intrigue, facilitée par l'inconsistance de la majorité, et vue même sans déplaisir — prétendait-on — par certains collègues du ministre des affaires étrangères. Le ducde Broghe était le plus facile à atteindre par une manœuvre de ce genre. Un de ses amis l'avertissait alors de prendre garde que - son attitude dégoûtée n'uidât les gens à le pousser dehors ». A défaut même de sa roideur de caractère, la hauteur de ses vertus a'était pas faite pour le rendre populaire, et le même correspondant lui écrivait : « Yous prêtez trop peu à la critique pour na pas préter beaucoup à l'envie *. »

En tout cas, si c'était en effet le duc de Broglie qu'on avait visé, il ne cherche pas à se dérober. Plus prompt à sortir du pouvoir qu'à y entrer, il donna aussitôt sa démission. Ce n'était pas lui qui avait négocié le traité, mais il l'avait foit sien en le défendant. Son départ était, d'ailleurs, une leçon dont il estimait que la majoraté avait besoin. « Il faut, écrivait-il quelques

¹ Lettre de M. de Sainte-Aulaire, alors ambassadeue à Vienne (Documents moders)

jours plus tard à M. de Talleyrand, que la perole d'un ministre des affaires étrangères soit non-sculement sincère, mais sérieuse; que l'on puisse y compter non-sculement comme franchuse, mais comme réalité; qu'il ait non-sculement la volonté, mais le pouvoir de tenir ce qu'il a promis..... La Chambre croyait que j'étais une espèce de maréchal Soult, menaçant de m'en aller, et m'accommodant ensuite du sort qu'il lui plairait de me faire. Je ne pouvais pas hésiter à lui prouver le contraire, à lui faire savoir qu'il y a, en ce monde, des choses et des hommes qu'on ne peut traiter avec légèreté impunément. La leçon a été sévère et l'inquiétude bien grande dans le cabinet, pendant quelques jours. J'espère que cette inquiétude porters ses fruits !. •

Le Roi accepta facilement, plusieurs dissient même volontiers, la démission du duc de Broglie. Il éprouvait plus d'estime que d'attrait pour ce manstre fidèle mess sadépendant, probe mais fier, respectueux man roide. Impossible d'user avec lui de cette familiarité caline, expansive, par laquelle Louis-Philippe se plaisait à agir sur les hommes et se flattait de les couduire. Si la clairvoyance de l'un et de l'autre les amenait sonvent à une même conclusion, on ne pouveit imaginer deux menières d'être, deux tournures d'esprit plus différentes. D'ailleurs, comme nous aurons à le constater en trastant bientôt de la politique extérieure, le prince et son conseil er n'étaient pas en parfait accord sur l'attitude à prendre en face des puissances continentales, et les ambassadeurs de Russie, d'Autriche et de Prusse n'étaient pas les moins empressés à désirer et même à conseiller un changement de ministre. Faut-il ajouter que le Box a avait admis qu'à contre-cœur, dans ses conseils, une trinité ausa imposante que celle de MM. de Broglie, Guisot et Thiers? . Quand ces trois messieurs sont d'accord, disuit-il, je mis neutralisé, je ne puis plus faire prévaloir mon avis. C'est Costeur Périer en trois personnes.". • De la peut-être la tentation d'écarter le duc de Broglie, avec cette arrière-pensée que

² Alémairer d'Odisson Barrot, t. 1, p. 285

¹ fetter du fl noril \$635, (Formmente meetite)

LES CRISES MINISTERIELLES ET LE TIERS PARTS. 257

les deux survivants seraient moins forts, et qu'étant donné leurs divergences d'origine et de tendance, il serait facile de les dominer en opposant l'un à l'autre.

Le calcul était singulièrement dangereux, mais il s'expliquant. Ce qui s'explique moins, c'est la facilité avec laquelle les autres ministres laissèrent partir le duc de Broglie. Que quelques-uns d'entre eux lui en voulussent et fussent pour quelque chose dans sa chute, comme on l'a dit de M. Humann et même du maréchal Soult, c'est possible Mais comment M Guizot et M. Thiers, pour ne parler que d'eux, permirent-ils ce démembrament? Comment ne comprirent-ils pas qu'un personnage aussi considérable par le talent et surtout par le caractère n'était pas, dans l'édifice ministériel, une pièce indifférente que l'on pût changer sans inconvénient? Comment ne devinèrentils pas qu'un tel départ diminuerant notablement leur force, auprès du Roi et de la Chambre, et que la brèche, une fois ouverte, aurait trop de chance de s'élargir? N'eût-il pas mieux valu prendre l'échec du l' aveil au compte du cabinet tout entier et passer la main à des mecesseurs que, d'ailleurs, on n'eût sans doute pu trouver, comme allast le prouver bientôt l'épisode du « ministère des trois jours » ? Il est impossible que ces idées n'aient pas au moins traversé l'esprit de MM. Guizot et Thiers. Crurent-ils que le péril de la situation intérieure, que l'imminence de l'émeute, se permettaient pas d'agrandir et de prolonger la crise ministérielle, et qu'à la veille d'une tempête annoncée par tant de présages, tous les efforts devaient étre concentrés à boucher, le plus vite possible, la voie d'eau qui venait se produire?

Restait à trouver un successeur au duc de Broglie. M. Thiers proposa M. Molé. M. Guizot s'y opposa. « La retraite de M. de Broglie m a ôté de la force, dit-il, et l'entrée de M. Molé m'en ôterait encore plus! » Cette opposition fit écarter M. Moié, qui en garda un vif ressentiment contre les doctrinaires, et l'on en contenta de force passer l'amiral de Rigny aux affaires ôtran-

11,

17



¹ Notes medites de M. Davergier de Heuranne.

géres, en le remplaçant à la marine par l'amiral Jacob. Pur la même occasion, le cabinet subit d'autres remaniements qui, eux du moins, étaient plutôt de nature à la renforcer. M. d'Argout et M. Barthe se retirèrent, et reçurent, l'un le gouvernement de la Banque, l'autre la présidence de la Cour des comptes. M. Thiers prit le ministère de l'intérieur, tout en gardant les travaux publics. M. Persil et M. Duchâtel entrérent dans le cabinet, l'un comme garde des sceaux, l'autre comme ministre du commerce; tout était terminé le 4 avril. Le duc de Broghe écrivait, le 6, à M. de Talleyrand, ambassadeur à Londres : « Grâce au ciel, tout est terminé et bien terminé. Le conseil s'est reforme, il est plus uni, plus fort, meilleur aussi que n'était le précédent!. »

Quant au traité qui avait été l'occasion de cette crase, le gouvernement n'y renouça pas. Il fit savoir aux États-Unis que le vote émis devait être considéré seulement comme suspensif, et que la question serait de nouveau portée au Parlement, dans la session suivante.

11

Quelques mois à peure s'étaient écoulés depuis la démission du duc de Broglie, que d'eux-mêmes et sans que, cette fois, le Parlement y fût pour rien, les munistres altéraient, sur un autre point, la combinaison du 11 octobre. Le maréchal Soult était un président du conseil parfois un peu gênant. Assez mal vir des deputés qui lui reprochaient d'être, dans les affaires de son département, dépensier, désordonné, d'en prendre trop à sou aise avec les votes de la Chambre et de se montrer trop complaisant envers le Roi, il se défendait mal à la tribune, avec rudesse et confusion, et mettait souvent dans l'embarras ceux qui devaient venir à son secours. Dans l'intérieur même du cabinet,

Documents medita.

LES CRISES MINISTÉRIELLES ET LE TIERS PARTI. 250

mébant, exigeant, bonrru, anns tact, il semblait, comme l'aécnt M. Guizot, « voulourse venger, en se rendant incommode, f de l'autorité qu'il n'avait pas sur ses collègues ». Il n'aimait pas les doctrinaires, avec lesquels, en effet, il n'avait rien de commun, et il laussait voir son antipathie. M. Thiers liu avait d'abord plu; mais les bons rapports durèrent peu, et bientôt le maréchal ne parla plus guère du jeune et brillant ministre. sans l'appeler d'un sobriquet grossier, plus fait pour les camps que pour la bonne société politique. Chaque jour, il devenait ainsi plus insupportable aux autres membres du cabinet. Bientôt même, l'agacement et l'impatience de ceux-ci furent tels que M. Guisot et M. Thiers convincent à peu près de se débarrasser, à la première occasion, du président du conseil. C'était perdre de vue les qualités qui compensaient les défauts du maréchal, les ressources, l'activité, la vigueur et sonvent le grand sens de cet esprit inculte et rude, le prestige de ce nom illustre, à l'intérieur, non-sculement dans l'armés. mais dans la population civile, et à l'extérieur, auprès des gouvernements européens. C'était oublier que le maréchal avait l'avantage de laisser aux deux véritables têtes du cabinet la réalité de la direction politique, tout en étant par lui-même assez considérable pour ne pas parattre un président de paille. C'était surtout méconnaître la difficulté de trouver un remplecant qui ne présentât pas des inconvénients beaucoup plus graves. M. de Barante, de loin, jugeant mieux les choses, quand il écrivait à M. Guizot, le 5 juin 1834 : « Je prévois la chute du maréchal, et alle me fait peur 1. »

M. Guizot et M. Thiera aggravèrent leur faute, en choisissant, pour faire échec au maréchal, une question où celui-ci avait raison contre eux. Au leudemain de la révolution de 1830, le gouvernement, absorbé par tant de difficultés intérieures et



¹ Voici un fragment plus étandes de cette lettre de M de Barante e Le maréchel som prochatosment un grand sujet d'embarres... Et pourtant pouvous-nous nous constante d'un administrateur de l'armée? N'est-en pas encore un chef de l'armée qui est indiquenzable? A l'étranger, où l'on ne comprend rien à la raison publique, à la force de l'opution, le gouvernement parait reposer sur le maréchal. Je prévois se chois, et elle me fait peur, »

extérieures, obligé d'ailleurs de beaucoup ménager l'Angleterre ', ne s'était guère occupé de cette Algérie où la Restauration venait de planter le drapeau de la France L'armée d'oocupation, loin d'avoir été augmentée, s'était trouvée réduite, et, pendant trois années, quatre commandants militaires, les généraux Clausel, Berthezène, de Rovigo et Voirol, s'étaient succédé, sans être dirigés ni souteaus par le pouvoir central, apportant chacun des idées différentes, et se heurtant, sur cette terre inconnue, à des difficultés qui furent souvent, pour notre politique et même pour nos armes. la cause de graves échecs *. En somme, nous n'avions fait presque aucun progrès; notre occupation était limitée à Alger et à quelques autres points ; encore pouvait-on se demander si un effort plus violent des Arabes ne réussirait pas à nous jeter à la mer, ou si, de nousmêmes, nous ne serions pas amenés à nous rembarquer. Ce dernier parti était conseillé, au nom de l'économie, par quelques hommes politiques, notamment par M. Dupin, par M. Passy, et plus d'un symptome indiquait qu'une partie notable de la Chambre a'y serait pas défavorable. En 1833, le gouvernement, se sentant enfin l'esprit plus libre, commença à regarder du côté de notre conquête africaine. Deux grandes commissions furent successivement chargées d'étudier cette question si grave et si neuve, l'une en Algérie, l'autre à Paris. Une conclusion se dégages tout d'abord : la nécesuté de maintenir notre établissement. Le ministere n'eut aucune hésitation, et fit une déclaration dans ce sens, en avril 1834, à propos du budget. En ce qui regardait, au contraire, le mode de gouverpement, les esprits furent divisés jusque dans le sein du cabinet : les une, comme le maréchal Soult, demandant la continuation

³ Augus engagement cependant n'avait été pris auvers l'Augteterre, rélativement à l'Algéria, soit par la Restauration, soit par la monarchie de Juillet. M. de Broglie, pendant qu'il était mimetre des affaires éteangères. Et faire des recherches sur ce point, et acquit sirai la preuve que la France avait conservé son entière liberté. (Lettre insulte du duc de Broglie à M. de Talleyrand, du 10 mers 1833.)

^{*} Plus tord, quand les événements unituares et politiques d'Algéria aurant prisplus d'imperance, nous aurans occasion de revenir sur les débuts de notre mande colonie

LES CRISES MINISTÈRIELLES ET LE TIERS PARTI. 261

du régime militaire ; les autres, comme M. Guizot et M. Thiers, voulant essayer du régime civil. Le maréchal prit l'affaire très-vivement, et déclara avec humeur qu'il se retirerait du cabinet plutôt que de céder.

Loin d'être troublés par cette menace, les deux ministres politiques y virent l'occasion cherchée d'en finir avec le président du conseil. Ils s'étaient d'ailleurs entendus pour pousser à se place le maréchal Gérard. Le Roi, auguel ils s'ouvrirent de leur dessein , fut plus clairvoyant, et leur fit beaucoup d'objections : « Prenez garde , leur dissit-il , le maréchal Soult est un gros personnage; je connau, comme vous, ses inconvéments, mais c'est quelque chose de les connaître; avec son successeur, s'il accepte, vos embarras seront autres, mais plus graves peut-être; vous perdres au change . . Louis-Philippe ne se trompait pas. Le maréchal Gérard, vaillant soldat, mais esprit peu étendu, volonte molle, ayant la plupart de ses amis à gauche, n'avast guère, en politique, d'autre souci que celui de la popularité, prét à se laisser mener par ceux qui lui paraissment en mesure de la dispenser. G'est sans donte à cette faiblesse que songent le Roi, quand, vers la même époque, il disait à M. Pozzo di Borgo : « Je ne puis que regretter le maréchal Soult; il avait d'excellentes qualités, entre autres celle de ne jamais ambitionner la popularité . - Mais resu n'y 6t : M. Guisot et M. Thiers s'obstinérent. La session approchait, et le ministère ne pouvait s'y présenter dans un pareil état de discorde. Force fut donc au Roi de céder. Le 18 juillet 1834, le Montieur annouça que la démission du maréchal Soult était acceptée, et qu'il était remplacé, à la présidence du conseil comme au ministère de la guerre, par le maréchal Gérard Quant à la question même qui avait amené cette crise, elle était si bien un prétexte que, quelques jours après, une ordonnance établissait que les « possessions françaises du nord de l'Afrique » seraient sous l'autorité d'un gouverneur général

I Mémoires de M. Guiset, t. 111, p. 261.

² Memoires de M. de Bletternich, t. V. p. 583.

« relevant du ministère de la guerre », et appelait à ces fonctions le général Drouet d'Erlon.

M. Gusota écrit plus tard, à ce propos, dans ses Mémoires :

Ce fut de notre part une faute, et une double feute. Nous avions tort, en 1834, de vouloir un gouverneur civil en Algérie; il s'en fallait bien que le jour en fût vanu. Nous enmes tort de saisir cette occasion pour rompre avec le maréchal Soult et l'écarter du cabinet; il nous causait des embarras parlementaires et des ennuis personnels; mais il ne contrariait jamais, et il servait bien quelquefois notre politique générale... La retraite du duc de Broghe avait déjà été un affaiblissement pour le cabinet; celle du duc de Dalmatie aggrava le mai, et nous ne tardames pas à nous apercevoir que la porte par laquelle il était sorti restait ouverte à l'ennemi que nous combattions...

III

Le ministère était d'eutant plus en faute de s'affaiblir, qu'en ce moment même il rencontrait de sérieuses difficultés dans l'intérieur de la Chambre. Ces difficultés, où se trouvaient-elles? Si nombreuse, si acharnée que fût la gauche parlementaire, elle était alors trop mal conduite pour se faire bien redoutable. Elle n'avait pas renouvelé son bagage depuis 1830. Or M. Thiers était fondé à lui dire, du haut de la tribune, que, sur tous les points, au dedans et au dehors, les événements lui avaient donné tort ¹. Et puis, quelle figure faisait-elle à côté des républicains plus bruyants, plus audacieux, plus en possession de l'attention populaire? Elle mait sottement leur existence, pour s'excuser de ne pas oser les désavouer; s'exposait, pour les couvrir, alors qu'au fond elle les blàmait et les craignait; toujours à la remorque de ces factieux qui la compromettaient sans la consulter et en se moquant d'elle; n'ayant pas de poli-

Dans la discresion de l'Adresse de 1834.

tique propre, ne fassant pas une campagne qui fût vraiment d'elle et pour elle. De là, un discrédit qui se manifesta par de nombreux échecs, aux élections de 1834. Lamartine, alors isolé et spectateur à peu près impartial, écrivait que l'opposition de gauche était « stupidement mauvaise » et tombait dans le « mépris général » .

Si donc le ministère n'avait eu, dans le Parlement, qu'à combattre cette opposition, la tâche aurait pu être ennuyeuse, fatigante; elle n'eat été ni difficile, ni périllense. Mais il rencontrait, tout près de lui, un danger plus réel. On a eu souvent occasion de constater, dans les majorités conservatrices des Assemblées françaises, une maladie singulière, analogue à cesdécompositions internes qui se produisent parfois dans l'organisme humain. Le nom en a varié suivant les temps. Déjà, sous la Restauration, l'immense majorité de M. de Villèle n'avait-elle pas été peu à peu désagrégée par le groupe de la Défection »! Une telle désagrégation était plus à craindre. encore au lendemain de 1830, avec un parti régnant qui avait les babitudes et les préjugés d'une longue opposition, après une révolution qui avait diminué dans la politique la part des principes et des sentiments, pour n'y lausser guère subsister que celle des intérêts. Aussi, à mesure que s'affaiblissaient les grantes de guerre et de révolution dont le ministre du 13 mars s'était servi pour former sa majorité, n'était-il pas surprenant de voir apparaître et se développer les germes de ce qu'on a appelé le tiers parti. Périer lui-même, peu avant sa mort, avait pressenti le péril. - Le fardean est déjà lourd, disast-il; il deviendrait intolérable, quand le danger serait dissipé. Mes meilleurs amis, qui déjà ne sont pas commodes, me joueraient, à tous propos, des tours pendables. » Les ministres du 11 octobre devaient avniroccasion de véniier la justesse de ce pronostic.

Le tiers parti n'était pas un groupe distinct, se détachant ouvertement de la majorité : auquel cas on eut compté les voix perdues et su à quoi s'en teoir. Il prétendait demeurer dans cette majorité où il agissait comme un ferment de dissolution. Impossible de désigner sa place et de trucer sa frontière.

Son programme ne serait pas plus facile à définir. Il y avait là moins un corps de doctrines qu'un état d'esprit : état d'esprit fort complexe où se mélaient d'honnétes indécisions et d'ambitieuses intrigues; des aspirations à l'impartialité, et des amours-propres susceptibles, prompte aux petites rancunes, jaloux de toute supériorité; des prétentions à l'indépendance de jugement, et une vue aussi étroite que courte de toutes choses; le désir de n'obéir à aucune consigne, et une recherche servile de la populanté; en tout, et jusque dans la façon dont ces hommes comprenaient et traitaient la monarchie, des contradictions qui les faisaient qualifier, à juste titre, de « royalistes inconséquents).

Si le tiers parti se défendait de former un groupe, il avait un représentant, un porte-parole, dans lequel à certains jours il semblait se personnifier. C'était un personnage considérable par son talent, sa renommée et sa situation, le président même de la Chambre, M. Dupin. Nous avons déjà dit comment ce dernier avait commencé, après la mort de Périer, à s'éloigner des conservateurs avec lesquels il venait de faire campagne. Par plus d'un trait de son esprit et de son caractère, il était l'homme du tiers parti : indépendance fantasque, égoiste, envieuse, ne permettant jamais de prévoir de quel côté il allait se ranger; humour ombrageuse et taquine, prompte aux bouderies et aux boutades; tempérament batailleur, mais aimant mieux tirailler en embuscades que combattre en rase campagne; répugnance prudente à se proclamer l'ennemi des hommes au pouvoir, mais promptitude à jouer de mauvais tours à ceux dont il se disait l'ami; inconséquence d'une vanité bourgeoise qui se flattait. de supprimer toutes les aristocraties et d'abaisser la monarchie.

I En 1835, la Revue des Deux Mondes, alors fort à ganche, définient ainsi la tions parti : «Le tions parti appelle une forte répression, l'unité gouvernementale, l'ordre public, la para au déhors, et, avec cela, il proclame tout ce qui n'un ni l'ordre au dedant, in le paix à l'extérieur, il a un faible pour la propagande, un instinct pour la révolution; il n'a point de systèmes, mais des pours. Les parlavons de republique? it e sadigne. Les proposex-vous les garanties indispensables à tout système monachique? il les repouses souvent encore. Ce parti semble n'être ni en déhors ni en dedant du système étable : il proclams la dynastie comme une nécessite, et, sans le vouloir, il contribue à la miner sourdement.

LES CRISES MINISTÉRIELLES ET LE TIERS PARTI, 265

sons se livrer à la démocratie dont elle avait peur; impuissance de toute pensée haute, large, généreuse; ignorance des doctrines et hame des doctrinaires ; adresse à courtiser à la fois le prince et l'opposition. Grande cependant eût été l'illusion des députés du tiers parti, s'ils avaient cru pouvoir compter sur M. Dupin. Celui-ci ne s'était pas repris aux conservateurs pour se donner à d'autres : c'eût été retrouver, sous une autre forme, les compromissions que fuyait sa prudence et les bens que ne pouvait e supporter son caprice. Au lendeman du jour ou il se laissait traiter et paraissait même se poser en chef de ce groupe, le moindre péril, le plus petit risque de responsabilité suffisait pour qu'il se dégageat et se dérobat par quelque mouvement brusque, empressé à jurer que le tiers parti n'existait pas ou qu'en tout cas il ne le connaissait pas. Une situation isolée, intermédiaire, équivoque, où nul ne pouvait venu exiger de lui un sacrifice ni même solliciter un service, où, d'aucun côté, on n'osait l'attaquer par crainte de décider son hostilité encore douteuse, où il se voyait ménagé par tous sans se crows obligé à ménager personne. voilà ce que préférant l'égotame de ce célibataire politique.

Le tiers parti se retrouvait aussi dans la presse. Son principal organe était le Constitutionnel, bien déchu, il est vrai, du succès qu'il avait eu, sous la Restauration, aux jours de sa campagne contre le « parti prêtre! ». Abandonné de la plus grande partie de sa clientèle*, il servait de plastron à la presse satirique; la caricature, qui s'était emparée de lui, lui donneit pour symbole un bonnet de coton en forme d'éteignoir; son abonné était devenn le type du bourgeous ridicule et niais; quand les petits journaux voulaient parler de quelque bêtise, ils disaient : « C'est par trop Constitutionnel. » Malgré tout cepeudant, ce vieux nom avait encore quelque importance dans les polémiques. Plusieurs autres journaux, d'ailleurs, s'anspiles

⁴ Voir, sur la Constitutionnel avant 1830, la Parti libéral sous la Restauration, p. 69 et suiv.

De vinge-deux milte abounée qu'il avaix en 1830, le Constitutionnel étale descendu à six mille. Il devait même aleutée tomber jusqu'à trois mille. M. Yéron, devesu propriétaire de ce pournai en 1844, le releva, en y publisset la Just evenut, d'Esgène Sue.

raient à peu près du même esprit : le Temps, l'Impartial, le Courrier français. Le tiers parti était donc presque plus nombreux dans la presse qu'au Parlement; il s'y montrait surtout plus hardi et à visage plus découvert. Ces journaux faissient une guerre mesquine, mais incessante, au ministère. Dans presque toutes les questions, ils suivaient ou tout au moins secondaient les feuilles de gauche.

W

Pour trouver le début des manœuvres équivoques par lesquelles le tiers parti va mettre en péni et même un moment renverser le ministère, il faut revenir de quelques mois en arrière. C'est en effet au commencement de la session de 1834 qu'avait eu lieu le premier essai de ces manœuvres. Plusieurs députés, imbus de l'esprit de ce tiere parti, s'étaient alors glissés sans brust dans la commission de l'Adresse, entre autres M. Étienne, rédacteur du Constitutionnel, qui, après avoir dirigé la police de la presse sous l'Empire, était devenu un libéral si exigeant sous la Restauration et la monarchie de Juillet. Ecrivain « mou et terne, avec une clarté apparente et un agrément de mauvais alor, fin sans distinction, habile à laisser entendre sans dire et à nuire sans frapper ' » , il avait été chargé de rédiger le projet d'Adresse et en avait profité pour faire adopter par la commission un morceau vague, à double sens, plein de déclarations générales en faveur de l'ordre, mais presque silencieux sur la politique du ministère; donnant des conseils qui, sans être un blame formel, étaient encora moins une approbation ; reportant les espécances sur l'avenir, comme si celui-ci ne devait pas être la continuation du présent; laissant deviner l'intention critique et méliante, sans l'exprimer. Les ministres, fort embarrassés d'une attaque si détournée et

Expressions de M. Guwet.

LES CRISES MINUSTÉRIBLIES RT LE TIERS PARTI. 267

d'un edversaire si insaisusable, craignaient de paraitre euxmêmes provoquer l'opposition suls la dénonçaient, et ignoresent dans quelle mesure ils seraient suivis s'ils engageaient la bataille. Ils se résignérent à ne pas voir ce qu'on n'osait pas leur montrer clairement, à ne pas entendre ce qu'on ne leur dissit pas tout haut. Loin de brusquer la majorité à la façon de Périer, ils n'eurent souci que de ménager son amour-propre et ses prétentions d'indépendance. M. Thiers ne prononçait le mot de « majorité dévouée » qu'en ajoutant aussitôt : « dévouée an pays, non au ministère ». Et M. Guizot, sans repousser la rédaction proposée, croyait faire assex, en exposant, à côté, la politique ministérielle que d'ailleurs le tiers parti, de son côté, se gardant également de combattre de front. L'opposition assistait, parquoise, à ce spectacle, attentive à souligner, dans l'Adresse qu'elle acceptant, toutes les intentions hostiles en cabinet. Et afin de compléter l'équivoque, au vote, les partis les plus opposés se trouvèrent d'accord pour adopter un texte que chaonn interprétait d'une façon différente.

Un tel débat n'avait été honorable pour personne, et le cabinet en était sorti diminué. Son principal organe, le Journai des Débats, était réduit à réfuter ceux que cherchaient. à « personder à la Chambre qu'elle avait tué le ministère et au ministère qu'il était mort ». Peut-être le cabinet se rassurat-il, quand, peu après, dans cette même session de 1834, il retrouva une majorité ferme et constante pour voter toutes les grandes lois de défense, notamment celle sur les associations. Il aurait en tort cependant de croire le danger disparu. Le tiers parti, pour être un moment rentré dans l'ombre, subsistant. toujours, guettant l'occasion favorable. Bien plus, c'est précisément à la fin de cette session qu'il se sentit en quelque sorte aidé par les démembrements successifs du cabinet, par la retraite du duc de Broglie en avril 1834, par celle du maréchal Soult en juillet. Au même moment, la victoire si compléte remportée dans la rue sur l'émeute avait ce résultat, étrange, mais accontamé, d'affaiblir la discipline des conservateurs en augmentant leur sécurité. On le vit aux élections générales de

juin 1834. Sans doute, comme nous l'avons déjà dit, ces élections furent un désastre pour les républicains, une défaite pour la gauche dynastique ; mais en même temps elles accrurent, dans la majorité, le nombre des indépendants, des flottants, des ombrageux, qui pouvaient, à un moment donné, par caprice, par indécision ou par froissement personnel, être entreinés dans une manœuvre de tiers parti. Suivant les calculs, on en comptait quatre-vingts on même cent vingt. Aussi M. Guizot écrivait-il à M. de Rémusat : « La victoire est grande ; mais la campagne prochaine sera très-difficile. L'impression évidente ici est une détente générale, chacun se croit et se croira libre de penser, de parler et d'agir comme il lui plaira; chacun sera rendu à la pente de ses préjugés et de ses préventions personneiles. Mêmes impressions dans une lettre adressée par M. Thiers à M. de Barante : « Nous aurons affaire à cent soixante députés nouveaux et à trois cents qui feront semblant de l'être, et il nous faudra encore leur démontrer péniblement que le gouvernement, que l'administration, que la diplomatic sont tout autre chose que ce qu'ils imaginent, et puis les faire voter là-dessus. Ce n'est pas la une œuvre facile; quelquefois même elle peut, à force d'accumuler de petits mécontentements faire une grosse colère avec beaucoup de petites et amenerun gros orage*. 🔻

٧

Ainsi, au milieu de 1834, tout - démembrements successifs du cabinet, écrasement de l'émeute, résultat des élections -

I fin des amis du ministère écrivait alors, sur son journal personnel : a ll est positif que les opinions juste melieu proprement dites, en d'autres termes les doctrines gouvernementaires sur lesquelles s'appuie le ministère, ont, même indépendamment du tiers perti, une immense majorité dans la Chambre; mais un grand nombre de ceux qui les professent sont animés, contre tel ou tel ministre, d'un sentiment d'envie, de défiance, de mépris, qui les jette, presque à leur insu, dans les rangs du tiers parti, bien qu'ils ne partagent pas set préjuges : d'autres, blessés de la suffisance et du son tranchant et exclusif des jounes doctrinaires, reportent sur compatronnée ressentiment qu'ils en éprouvent. « Documents medits.)

Lettre du 5 juilles 1835. (Decements inédits.)

LES CRISES MINISTÉRIELLES ET LE TIERS PARTI 269 encourageait le tiers parti, non à déployer un drapeau, à se former ouvertement on corps d'attaque, — ce n'était pas dans ses habitudes, — mais à reprendre plus activement son travail souterrain de dissolution. Le 31 juillet, la nouvelle Chambre était réunia à l'effet de se constituer. Les premiers votes pour la nomination du bureau furent interprétés comme un succes pour le tiers parti et comme un échec pour le cabinet. Vint ensuite l'Adresse, où l'on recommença, en l'aggravant, la manœuvre de la session anténeure. Même rédaction équivoque et sournoise; pas d'attaque ouverte, mais une désapprobation indirecte et par insinuation. Le ministère a lait-il donc. une seconde fois, se laisser jouer? Les journaux conservateurs le pressaient de se montrer ferme, de ne pas craindre d'arracher tous les masques, et, pour leur compte, ils lancaient défisur défi au tiers parti, en lui donnant rendez-vous au jour de la discussion. Mais ce jour venu, les ministres embarrassés, inquiets, n'osèrent pas pousser les choses à fond. Ils se contentèrent d'une pacifique demande d'explication, à laquelle le rapporteur, M. Étienne, répondit en désavouant plus ou moins obscurément les intentions hostiles qu'on lus prétait. La gauche se tut, comme l'en avaient priée les journaux du tiers parti. Si bies que ce débat, annoncé comme important, tourne court, et que tout fut béclé en un jour. Le général Bugeaud et le colonel Lamy avaient présenté des amendements, dans le dessein de forcer la Chambre à se prononcer nettement pour ou contre le cabinet; ils ne furent pas soutenus. Au vote, même comédie que pour l'Adresse précédente : la rédaction de la commission fut admise à la presque unanimité, par 256 voix

Dès le lendemain, les journaux du tiers parti donnèrent à l'Adresse le sens hostile qu'ils avaient prudemment dissimulé et même répudié pendant la discussion. 1. Ils rail èrent le

contre 39.

^{*} C'est ce qui faisut dire su Journal des Débats, le 27 août . « L'Adresse de la Chambre des députés est une adresse palémpecte. Il y a au-desses une promière écuture faite pour le peuple : ce cont des phreses regues, andresses, équiveques, mais sons cette écriture il y en a une autre, et c'est cette accorde que

silence du ministère, qu'ils dénoncaient comme un aveu d'impuissance, et triomphèrent du vote de la Chambre, où ile prétendaient voir la preuve que le cabinet n'avait plus la majorité. Vainement le ministère contesta-t-il cette interprétation, ses amis eux-mêmes étaient mécontents, homiliés, découragés. On ne comprend pas, écrivait alors l'un deux, ce aui a pu déterminer le ministère, qui, la veille, était notoirement décidé à provoquer de franches explications, à ne pas offrir un combat dans lequel, a'il cut bien chous son terrain, la disposition si connue du tiers parti lui assurait tent de chances favorables. L'opinion générale est qu'il s'est fort affaibh, » Le Journal des Débate expriment tout haut des sentiments analogues. Les ministres s'apercevaient qu'ils n'avaient plus la force nécessaire pour remplir leur tàche 1. Or nul moyen, pour le moment, de réparer la faute commiss, car, dès le 16 soût 1834, à peine l'Adresse votée, le Parlement, qui n'avait été réuni que pour se constituer, fut prorogé su 29 décembre.

Le Chambre séparée, le tiers parti n'en continue pas moins ses menées. Il se sentait mêtre plus à l'aise, sans tribune, anns risque d'explications face à face. Précisément à cotte époque, l'agriation commencée pour l'amaistie viet lus fournir un moyen d'attaque useex efficace. On se rappelle que tous les individus poursuivis à raisen des insurrections d'avril avaient été déférés à la Cour des pairs. Le gouvernement l'avent fait enriont pour soustraire cette affaire au jury, dont il craignait les défaillences. Mais, à l'œuvre, il s'aperçut vite des difficultés de l'entreprise où il s'était engagé. La réunion de tous les faits et de tous les

les initiés liment et font lire. Le texte caché complace le texte apparent. Le texte apparent étnit pour la Chambre que le texte exché est rebutée. Une fois le vote obtann, coulà mut le parti qui gratte à l'envi la promière écriture et fait representes la seconde, en s'écriant que s'est là le véritable texte, le tentequi exprime le pousée de la Chambre et du pays.

Qualques mois plus und, in 5 décembre 2334, M. Guisot, severans, his ulbone, sur ces incidents, dissit : « Après is sens qu'on s'est efforcé de donner à l'Adresse, après les consiquences qu'on a veulu en terer, après les incidents que tout on travail des partis avant sommes, après la retrute de qualques-que des mambres du enbiact, noos avons trouve le pouvoir fiable entre nos masse, nous ne nous sommes par recomm la force dont nous aviens besois pour remplié nous thabe, «

LES CRISES MINISTRRIELLES ET LE TIRRS PARTI. 271

incriminés dans une seule poursuite donnait à celle-ci des proportions demesurées : deux mille personnes avaient été arrêtées ; quatre mile témoins étaient à entendre ; dix-sept mille pièces remphasaient le dossier. Et un tel procès devait être instrut et jugé par un tribunal de deux cents membres, sans procédure légalement fixée, sans précédents comms, au milieu des assauts démagogiques et des embuscades parlementaires. Aussi beaucoup, même parmi les amis du gouvernement, douteient-ils que celui-ci pût se tirer d'une affaire aussi compliquée. La voe de ces difficultés fit croire aux adversaires du cabinet qu'il leur serait possible d'arracher une amnistie. Ils se pouvaient cependant faire valoir le repentir de leurs chents. Le National déclazait arrogamment que « les prévenus d'avril n'avaient jamais demandé leur grâce, ni consenti à ce qu'on la demandât pour cux » ; qu'lls ne désiraient pas que » la monarchie se fit clémente en leur faveur, et que leur loyanté, a on l'interrogenit, donnerait raison peut-être à ceux qui affirmaient, pour repousser l'amnistie, que le repentir n'était pas entré dans ces âmes inflexibles » . Il ejoutest : « L'amnistie, s'il était possible qu'elle vint, ne serait vue que comme le dernier soupir d'un système réduit aux plus tristes expédients pour se conserver. » Et encore : . Les détenus républicains ne se sentent peut-être pas, au fond du occur, la disposition de rendre amnistie pour amnistie et de serrer la main ensanglantée qu'on aurait la très-grande confiance de leur tendre '. 💌

Ce language ne décourages pas les hommes du tiers parti, et ils ne s'en joignirent pas moins à ceux qui réclamaient un par-don général. Ce n'était pas, de leur part, sympathie pour le porté républicain et révolutionnaire. Au fond, ils eussent autant que personne détesté son triomphe, et naguère ils avaient applaudt aux mesures de défense et de rigueur. Mais, pour le moment, le danger matériel et immédiat, le seul à leur portée, paraissait conjuré, et ils croyaient se rendre populaires, en se distinguant des conservateurs à outrance, en se posant en hommes de

^{*} Voir anticles des 16 et 25 octobre 1884.

conciliation. La campagne d'amnistie avait un autre avantage. décisif à leurs yeux, c'était d'aggraver singulièrement les divisions et les embarras du cabinet. A peine entré au ministère, le maréchal Gérard avait été fort courtisé, circonvenu par les habiles du tiers parti. Ceux-ci, en même temps qu'ils attaquaient les autres ministres, affectaient de compter sur le maréchal, lui prêtaient des mots heureux, citaient les moindres deplacements operés dans ses bureaux, comme autant de réformes méritoires. Tout en l'enguirlandant, ils étaient parvenus facilement à lui persuader qu'il avait toujours désiré l'amnistie et qu'il se couverrait de gloire en la faisant adopter. l' Ils jouaient à coup sûr et gagnaient dans toutes les hypothèses. Si le maréchal l'emportait dans le gouvernement, ils avaient notoirement leur part à cette victoire gagnée sur l'élément doctrinaire. S'il échousit, c'était un conflit dont ils comptaient bien faire sortir une neuvelle dislocation du cabinet.

Les collègues du maréchal Gérard n'eurent aucune hésitation. Ni la situation générale, ni l'état d'esprit du parti républicain ne leur parut permettre une amustie qui eût été universellement interprétée comme un aveu de faiblesse. Sur ce point, M. Thiers était non moins décidé et plus ardent encore que M. Guizot. Le Roi les soutenait ¹. Le maréchal y t donc bientot qu'il n'avait aucune chance de faire prévaloir son sentiment. Surveillé, pressé par le tiers parti, fort troublé du risque que courait sa popularité, a il acceptait cet échec, il donna sa démission et ouvrit ainsi une nouvelle crise ministérielle (29 octobre 1834) *.

[&]quot; « Je jone, disait Lome-Philippe, le partie de l'État contre les marchistes e voyons les enjoux. J'y mets me ve, un fortune, celle de mes unfante, et, ce qui est bien plus, j'y joue le repos et le bonheur de mon pays. Et qu'y mottent-ils? Ren qu'un peu d'audace. Ils essayent deux, troin, quatre fois de renverser le gouvernement. Le jour où ils réusement, ils out tout, et l'État pard tout. Et attendant le succès, i » risquent le prison, où ils cotreut à grand renfort de fau-tieres populaires. Ils out l'appui des journaux, des partie, des bonnes d'État de l'opposition, dont ils publique consiste toujours à reclamer des ammittes, pour faire peur aux ministres pourvus de portefeuelles. »

^{*} L'un des ministres, l'amiral de Rigny, écrivait au comte de Sainte-Autaire,

VI.

L'ordonnance qui avait relevé le maréchal Gérard de ses fonctions s'était bornée à charger l'amiral de Rigny de diriger. par intérim le ministère de la guerre, sans men dire de la présidence du goneail : expédient tout provisoire qui dissimulait mal l'embarras que l'on éprouvait à raccommoder une muchine si souvest détraquée depuis qualques mois. Où trouver en effet un président du conseil? Impossible d'appeler à ce poste M. Guizot, sans blesser M. Thiers, et réciproquement. Quelquesune eussent désiré faire rentrer le duc de Broglie dans le cabinet et lui en donner la présidence. Cette combinaison, qui agréait fort à M. Guizot, ne déplaisait pas alors à M. Thiers, bien qu'elle fit belle part aux doctrinaires. Le ministre de l'intérieur était trop intelligent pour ne pas comprendre qu'il n'y avait pas de meilleur moyen de rétablir l'autorité du cabinet sur la Chambre et aussi auprès du Roi. D'ailleurs, entre ce grand seigneur et ce parvenu qui se ressemblaient si peu, s'étaient noués des rapports amicaux; le premier avait toujours témoigné d'une sympathie curieuse et indulgente pour les brillantes qualités de son jeune collègue, et celui-ci était flatté d'être bien vu par un homme si considéré et si considérable. Ce fut le Roi qui fit objection à M. de Broglie. Il craignait d'avoir de nouveau affaire a la trinité Broglie, Guisot, Thiers; et surtout, comme nous l'avons déjà donné à entendre, il avait alors, sur les affaires étrangères, des vues qu'il savait n'être pas pleinement partagées par le duc, et il destrait maintenir le ministère des affaires étrangères en des mains plus dociles. % Toutes les fois, écrivest alors un personnage bien informé, que le nom de M. de Broglie a été prononcé devant Louis-Philippe, soit par

la 25 octobre 1836 : « ... Coci est la touneau des Dansbles En ce moment il est pett à déborder. Gérard vout s'en after ai en ne fait pas l'amartie. Cesta malheureuge question amenée par les journaux lui tourne la tête. S'il s'en va, qui prendrey Vous devries bles me la dire, car je n'en mis rien, »

Go gle

M. Guizot, soit par M. de Rigny, soit par lord Granville, le Roi a déclaré, de son ton le plus poutif, qu'il ne fallait pas y pensez.

Je me ferai plutôt piler dans un mortier », a-t-il dit à M. de Rigny. M. de Broglie est vivement blessé de cette malveillance si hautement déclarée. Déjà, à son retour d'Allemagne, il avait été aurpris de l'extrême froideur de l'accueil royal".

Cette solution repoussée, il fallut en cherches une autre. Mais le temps s'écoulait, et l'on ne trouvait rien. L'irritation gagnait peu à peu ceux qui prenaient part à ces pourparlers pénibles et stériles. Certaines gens d'ailleurs, par mairce ou sottise, semblaient prendre plaisir à souffier la défiance et la discorde, rapportant, enveniment, dénaturant les propos que l'impatience avait fait tenir de part et d'autre. Les ministres en venaient à supposer que Louis-Philippe, grisé par les flagorperies des courtisses et des ambassadeurs, prolongeait volontairement la crise pour montrer qu'il était la seule pièce solide, l'unique ressource; que, par souci de son pouvoir personnel, il repoussait systématiquement tout ministère fort et ne révait que de dissoudre l'anion des hommes du 11 octobre. Par contre, le Roi s'imaginait qu'il était en présence d'une intrigue, d'un complet formé pour forcer sa volonté et lui imposer une sorte de maire du palais. Troublés, humiliés, découragés, les conservateurs se lamentaient ou récriminaient. Les journaux opposants n'avaient pas asses de sarcasmes contre ce ministère décapité qui ne parvenait pas à se refaire une tête; racontant, amphiant au besom tout ce qui transpirait des conflits, des intrigues et des avortements, ils prétendaient y montrer la « déconsidération » et même l' « agonie » du régime. Pendant ce temps, le gros public tendait à vivre, de plus en plus, en dehors d'une politique qui devenait, pour lui, équivoque et mas intérêt : sorte d'indifférence ennuyée et un peu dégoûtée, dont les amis clairvoyants du gouvernement parlementaire g'eussent pas dù prendre facilement leur parti.

M. Guisot et M. Thiers comprirent qu'une telle situation ne

LES CRISES MINISTÈRIELLES ET LE TIERS PARTI. 275

pouvait se prolonger. Un soul moyen leur apparet d'échapper au ridicule de leur impuissance, de déjouer les manœuvres de leurs adversaires, et d'avoir reison de la mauvaise volonté qu'ils supposaient au Roi : c'était de céder la place au tiers parti et de le mettre en demeuse de montres ce dont il était capable. Cette tectique, dans laquelle il entrait besucoup de dédain, plaisait à l'âme haute et même quelque peu hautaine de M. Guisot. Quant à M. Thiers, il sentait alors trop douloureusement les épines du pouvoir, pour répugner beaucoup à le quitter. Déjà, sons les précédents ministères, nous avons eul'occasion de marquer le caractère des attaques dont cet homme d'Etat était l'objet, et qui mettaient en cause jusqu'à sa probité. Ces attaques ne s'étaient pas calmées, depuis que M. Thiers était devenu membre du gongernement bien au contraire. On l'accusait ouvertement de tripotages, de concussion, de vol ... C'était pure calomnie. Malheureusement, le défaut de tenue du jeune ministre, sa bâte de jouir, la promptitude de son luxe", un fond de gaminerie qui allait parfois jusqu'au scandale 🔭 aidaient à cette calomnie. Il n'avait pas su, par sa vie, forcer le respect, comme M. Guisot ou le duc de Broghe. Ajoutes les prétextes fournis aux adversaires par cet entourage, trop peu serupuleusement accepté, qui devait être, jusqu'à la fin, la faiblease

^{*} Le journet le Corlesseu représentait M. Thiere on a Mercare dies du l'éloqueres et d'autre chose »; il publisit des notes de su genre : « Le nouvern prélet de police es prépare à ordonner une grande hattes afin de faire une rafie générale de mus les voirurs de Paris. M. Thiere est fort contest d'être à Rome. » On encorn : « Le petit Foutriquet court les grandes routes. les voyage comme en politique, il ne marche pas, il vois. « Le Courtissement les compsé autrefois M. Thiere parmi est collaborateurs, déclarait que, par ses monfedents, il n'aveit pas une réputation de désuntiressement et de probisé aussi bies étabiles, pour qu'en pût lui condur le meniement des fonds secres.

[•] La Revue des Drux Mondes, à la vaise d'un journal angless, comparait M. Thiers « à ou matrion qui viannent de toucher leur part de prise et qui se prominent, dans les ram de Londres, avec une fille à chaque brus et entre de deux violons ».

^{*} Timole es qu'es appela stors « l'orgis de Grandveux ». On mit comment les peursuux recenterent estre soème qui relève de la shrenique consdessage plus que de la grave le conce. Voir, motemment, l'article de la Quetificane, du 19 octobre 1835. Des routemposaire dignes de fei affirment que les faits avaient dé émogérés en dévatorés.

de M. Thiers', et surtout par une famille résolue à exploiter sans pudeur l'avantage inattendu d'avoir un des siens au pouvoir". En 1834, les attaques, favorisées par certaines circonstances facheuses, étaient devenues plus acharnées, plus méchantes que jamais. M. Thiers en avait été à la fois abattuet exaspéré. Au mois de septembre, ses auis avaient en besucoup de peine à l'empécher de provoquer en duel M. Degouve-Denuncques, qui, dans une correspondance du Journal de Roues, l'avait accusé de jouer à la Bourse, à l'aide des dépêches télégraphiques, et son découragement lui avait fait parler sérieusement de renoncer au pouvoir". Dans cet état d'esprit, il devait accueillir volontiers l'idée de risquer une démission, pour mettre ses adversaires au pied du mur.

M. Guisot et M. Thiers s'entendirent donc pour proposer à leurs collègnes de se retirer. MM. de Rigny, Humann et Duchâtel y consentirent. Deux seuls s'y refusèrent : M. Persil et l'amiral Jacob. Par suite, cinq démissions furent à la fois portées au Roi. Celui-ci les accepta facilement, soit qu'il comprit et approuvât la tactique de MM. Guisot et Thiers, soit que, mécontent des desseins qu'il supposait aux hommes du

* Nous linems, à la date du 6 septembre 1884, dans en journal intime que mons avens dejà caté : « M. Thues vent se cuturer. Il parait poestif que les destuers enciendres de se famille ent élevanié très-fortement ann crédit emprès du Res, et qu'il no ou sent plus ini-métes le force de ensuranter en dégades. »

¹ C'est ce qui fore écrire, un pou plus turd, à lieuri Reine : « Que M. Thiers sit spéculé à la flouree, c'est une calomnie austrinfâme que ridicule... Mais, par se fundiarité eves des chevaliers d'industrie enne convetues, il s'est lui-mème agaré tons les hruits malicieux que vougent se homme réputation... Pourquei entretennit-il un commerce avec une semblable esnaule? Que se couche avec que chiene se lève avec des puous. « (Luster, p. 180.) Le viceuse de Lauray (madante de Girardin) dissist de son coté, en 1826 : « La coure chose qui maise à M. Thiers, a est son entousage politique. Il meriterant de plus diques la troure, « (Lettres paririesses, t. l., p. 48.)

¹ None limms dans le journal inédit d'un homme politique, à le dans du 22 aute 1834 : « Les femilles de l'oppasition se sont besuccup sumaine de l'arrivée à Parce de M. Theory père, accours tout exprés, dit-on, pour obliger encore une fait son file à acheter son départ à pets d'argent. Une lettre adresses par le visillard à la Quetalereur n'est pas de neture à faire tomber cette versous. Il nommemen, il ou voit, par la démensir, mais il sponte qu'ayant d'autres enfançs et des nations, il est sons le rappoler à son file le ministre. On dit un surplus que test aut aryangé. » Le frère de M. Thiere ne valut pes morax.

Il octobre, il fût bien aise d'être mis en demeure d'essayer une autre combinaison. D'ailleurs, autour du trône, le tiers parti avait alors des avocats asses zélés, au nombre desquels était le duc d'Orlésns. Dans tout l'éclat, mais aussi dans l'inexpérience de sa brillante jeunesse, l'héritier royal en voulait aux doctrinaires de teur impopularité auprès de la partie la plus bruyante de l'opinion, etaffectait, au contraire, de bisa traiter M. Dupin on même des opposants plus marqués. Après tout, n'est-il pas dans la tradition des princes de Galles d'être un peu en coquetterie avec l'opposition?

Conduit ainsi à se rapprocher du tiers parti, le Roi essaya tout d'abord de détacher M. Thiers de ses anciens collègnes, pour en faire le pivot de la combinaison nouvelle. Il s'était pris pour le jeune ministre d'un goût très-vif qui devait sur-vivre à bien des dissidences et des griefs !. Il le préférait alors à ceux qu'il appelait « massieurs les doctranaires », au duc de Broghe, même à M. Guisot, auquel il ne s'était pas encore attaché comme il l'a fait plus tard. Il estimait, respectait le grand seigneur, le professeur déjà illustre, mais se sentait plus à l'aise avec le journaliste parvenu de la veille ". Il se fluttait de trouver celui-ci plus maniable, plus accessible à son influence, parce qu'il était plus mobile, moins scrupuleux, moins monté sur les échasses de ses principes. Cet esprit si vif, si fin, l'amusuit, saus lui faire peur, parce qu'il se savait plus fin encore ".

^{*} Louis-Philippe a dit plus tard da M. Thiers 2 · Quand je us l'elevals plus, toujours il me plaient. • Ge mot a été encouté per M. Thiers à M. Senior, (Conversations with M. Thiers, M. Guiset, and other distinguished persons, by N. W. Sanson.)

² Dans une de le committee avec M. Senior, M. Thiem a dit de Boi :

« Hour avious du goût l'un pour l'autre... Peut-être ma pétalance se lui deplaicit-elle pes. Avec mor, il stait absolument à son aise; il n'es était pas de même
avec M. Guisot. « Ce dernier a det, de son côté, toujours au même M. Senior ;

» Parmi les ministres, ceux que le Moi flattait le plus, comme Laffitte et ensaite
Thiem, n'étaient pas ceux auxquels il accordait le plus de confince et d'attachement. Il avait l'habitude de les appeter par leurs amples nome; il n'en fit jamais
outrot à l'egard de Cammer Perior, du duc de Broglie on de moi-même. Il n'était
pas familier avec ceux qu'il respectant, ou plutôt il censait de respecter ceux qu'il
nomblasent rechercher sa familiarité, »

^{*} M. Tisser dusst en sourism no Boi : « Sire, po seis biez fin. — Je le suis plus que vous, répondit Louis-Philippe, car je se le du pas. «

Il ne s'efferouchait pas de l'origine révolutionnaire de l'ancien réducteur du National, il y voyait même plutôt un avantage : M. Thiers n'apparenssait-il pas, plus que tout autre, la crécture du régime de Juillet. l'incarnation de la bourgeoisie de 1830, l'homme dont la fortune paraissait le plus étroitement liée à celle de la monarchie nouvelle, et sons le nom duquel la politique royale éveillerait le moins de préventions dans les partis de gauche? Autant de raisons qui faisaient désirer à Louis-Philippe de conserver M. Thiers, sant M. Guizot, dans le nouveau cabinet. Quant au malheur de rompre entre ces deux hommes d'État l'union formée sous les auspices de Casimir Périer, et d'y substituer une rivalité dont l'avenir devait montrer tout le péril, Louis-Philippe ne le voyait pas. Il se laissait aéduire, au contraire, à l'idée de multiplier ainsi les relais ministériels et d'augmenter son autorité sur des conseillers qui sauraient avoir derrière aux des remplaçants tout prêts.

On cût pu supposer qu'il ne serait pas bien difficile de séparer M. Thiers d'un collègue si différent, si opposé d'origine, de caractère, d'esprit, d'opinion, d'habitudes de vie; d'éveiller sa jalousie contre un rival d'éloquence; de l'irriter contre le paritain dont la gravité austère, la respectabilité reconnue paraissaient faites exprès pour provoquer certaines comparaisons '. Cependant, l'heure n'était pas venue de cette néfaste rupture. M. Thiers n'était pas encore en disposition de se laisser tenter. Pleinement entré dans l'union du 11 octobre, flatté d'en faire partie, compromis dans ses entreprises, il croyait de son devoir et de son intérêt d'y demeurer fidèle. Cet esprit mobile a en

[&]quot;Cette opposition de M. Thiere et de M. Guizet frappait tous les aprits, et M. de Meueralch écrivale, un peu plus tard, h M. d'Apponyl : a lless possible que deux caractères comme cons de Guizet et de Thiere paissent marcher ensemble, la fusion entre leure nauves me pareit rependant impossible. Gaiset est un idéologue conservateur, et Thiers un révolutionnaire pratique. Leure points de départ different niest essentiellement comme idéologues ou comme guin pratiques; n'a s'estament tous deux l'un ou l'autre, ils pourraient se rencontrer plus fectionent que la chose n'aut possible avec leurs points du départ différents. Tout deux veulent, sans nocus doute, conserver on qui ecuste. Ils différent et différences toujours, soit sujourd her, soit demain, sur le choix des moyens pour acriver au même hut, a (Memoires de Metternich, t, VI, p. 146.)

LES CRISES MINISTÉRIELLES ET LE TIERS PARTI. 170

comme des veines diverses; il était alors au plus fort d'une veine conservatrice. On l'avait vu, dans ses récents discours, mettre son amour-propre à se poser en ministre énergique, chercher même à atténuer et presque à excuser ce qui, dans con passé, pouvait exciter la défiance des hommes d'ordre et le distinguer de tels de ses collègues '. Il se vantait de n'être pas révolutionnaire , comme, à d'autres époques, il s'est vanté de l'ètre. Ces contradictions ne l'ont jamais géné, et il ne croyait. pas en être diminué aux youx du public français. Avait-il tort? M. Doudan a écret précisément de M. Thiers et de ses variations pour ou contre la Révolution : « Reste à savoir combien de fois, selon la loi des partis, le même bomme peut avoir dit le oui et le non avec emportement et garder autorité sur les autres. Je crois qu'il le peut septante-sept fois, et cela suffit dans une longue vie publique. L'inconséquence peut être un prétexte aux taquineries, mais elle n'use pas beaucoup les hommes . . Quoi qu'il en soit de cette réflexion d'un scepticisme un pen ironique, M. Thiers demeurait alors à ce point fidèle à M. Guisot, qu'il se plaisait à montrer, dans la différence de leurs deux natures, une raison et un avantage de leur union ; un jour que, dans un cercle de députés, en se préoccupait d'un prétendu dissentiment entre les deux ministres : « M. Guizot, dit M. Thiere, ne va pas souvent assez loin; je le pousse. Je tenda parfois à dépasser le but; il me modère. Nous avons besoin l'un de l'antre; nous nous complétons l'un par l'autre. Est-ce que nous pouvons nons séparer *? » Dans ces

* Discours du 4 janvier 1834.

* Toujours dans le discours de 4 janvier 1834, M. Thiers dant : - Savez-vou à de quoi nous sommes fiers?... Nous sommes fiers de que nous être pas faits les

parodistes d'un autre époque, de n'avour pas été révolutionnaires. »

Lettre du 6 fevrier 1848. — M. Douden ajontant : e li y a toujetirs, entre une année et l'autre, ames de différence pour qu'en passant hardiesent du blanc au autre, un passan dire reschâment : dejourd'hai, d'est un autre jour! Même, d'un peu loss et pour des gens bienreillants, cette auccession de mouvements contraires donne un assen bon eir de souplante et d'ensence de le variété infinie des abbess humaines, e

[&]quot;Pius tard, au contraire, que de traits M. Thiere se plaire à détecher contre M. Gaussi : « M. Guzset, dissat-el par exemple, est un grand centrar, inma, n'altar pas vous étouner! en politique, M. Gaussi est bête. » Il est vrui qu'an

sentiments, M. Thiers résista fermement à toutes les invitations du tiers parti, à toutes les offres du Roi, et chacun dut bientôt se convaincre que, pour le moment du moins, il ne se laisserait pas détacher de ses anciens collègues.

X

Ayant échoné de ce côté, Louis-Philippe fit appeler le comte Molé, personnage considérable, ancien ministre des affaires étrangères en lendemain de la révolution, ayant cet avantage de ne s'être pas prononcé sur les questions, ni engagé avec les personnes. M. Molé, au heu de chercher à former un cabinet nouveau, voulut reconstituer le cabinet démissionnaire, allégé de M. Guizot et de quelques antres; mais lui aussi trouva les anciens ministres du 11 octobre résolus à ne pas se séparer, et il dut renoncer immédiatement à sa tentative.

Le Roi s'adressa alors au tiers parti lui-même ; il le fit par l'intermédiaire assez imprévu de M. Persit, qui se mit en rapport avec M. Dupan. C'était pour ce dermer le moment de donner su mesure et de montrer son courage; aussi s'empressa-t-il, une fois de plus, de se dérober. Trouvant l'aventure mauvaise, il refusa tout ministère pour lui; mais il consentit à exposer son frère et ses amis. Ainsi parvint-on à faire, de brie et de broc, un ministère dont le Moniteur du 10 novembre fit connaître la composition. Quelques-uns des muistres n'étaient pas sans valeur; mais leur assemblage on plutôt leur juxtapoattion n'en avait aucune. M. Passy prit les Finances; M. Charles Dupin, la Marine; le général Bernard, la Guerre; M. Teste, le Commerce; M. Persil garda la Justice; M. Bresson, ministre de France à Berlin , fut nommé aux Affaires étrangères sans avoir été consulté ; l'Instruction publique fut réservée à M. Sauzet, absent. Enfin, ce qui n'était pas le moins étrange, pour trouver un président du conseil, on alla exhumer un vieux ministre de Repoléon, le duc de Bassano, connu surtont pour avoir été le plus docile instrument du despotisme impérial; il n'avait pris, depuis longtemps, aucune part active aux affaires publiques ; quant à ses affaires privées, elles étaient alors en si

revanche M. Guzet dira à M. Thiers : « Mon cher, vous devinez et vous ne voyezpas. » (Canters de Sainte-Beure, p. 20.) LES CRISES MINISTÈRIELLES ET LE TIERS PARTI. 28(manvais état, qu'à peine nommé, une multitude de petits créanciers vint faire saisie-arrêt sur son traitement.

L'effet dans l'opinion fut singulièrement rapide : d'ahord l'incrédulité, pais la stupéfaction, bientôt auivie d'un éclat de rire. On ne s'abordait qu'avec des exclamations ; sarcasmes et quolibets pleuvaient. Les journaux du tiers partine savaient comment faire tête à cette explosion; n'osant louer les ministres, ils se bornaient à répéter qu'il fallait au moins se réjouir d'en avoir fini avec les doctrinures. Chaque heure qui s'écoulait rendait la situation du cabinet plus ridicule et plus piteuse, quand on apprit, tout à coup, qu'à peine né, celui-ci était déjà mort. Cette fin si prompte lui a valu le nom de « ministère des trois jours » . Que s'était-il donc passé? Personne n'avait poussé ces ministres dehors; aucun accident extérieur ne leur était survenu; mais rico qu'en se regardant eux-mêmes, ils avaicat compris l'impossibilité de rester. Aussi avaient-ils envoyé leur démission, en donnant comme motif l'état de fortane de M. de Bassano, et sans prendre la peine de prévenir ce dernier. Opelques beures plus tard, le vieux duc, arrivant au conseil chez le Roi, s'y était rencontré avec M. Persil et le général Bernard. Après un moment de silence : « Je pense, dit M. Persil, que Votre Majesté considère le ministère comme dissous. » Louis-Philippe fit un signe d'assentiment, et, comme M. de Bassaro ne semblait pas encore se rendre bien compte de l'état des choses, il ajouta : « Je regrette, monsieur le duc, que nous ayons fait ensemble une si courte campagne ". » Les faiseurs de bons mots appelèrent cette mésaventure « la journée des Dupins ».

Après cet effondrement, force était bien de revenir aux bommes du 11 octobre. Le Roi s'y résigna sans manyaise grace,

Dominante incilate. — M. Dondon a écrit, para de joure après, en parlant de M. de Basanco : « Quand il regardait derrière les les jours de l'Empere, la différence devast lui sembler grande. Alors il coursit de Vienne à Berlin, un milieu d'une escorte de cavalerle de la garde imperiale, en vironné de courtisme empresses. L'autre jour, il est sorti de l'hétal de l'Interieur, dans un pauvre fiarre qui est verm la prendre à la brure, pour le conduire dons une maison dont il doit peute être la layer. C'est crisel de lui avoir offert le maistère, quand il n'était pour lui qui une occusion de sentir plus durament les embarres de un fortant. » (Lettre de 23 novembre 2834.)

faisant bon marché de ses conseillers d'un jour. Il s'adressa à M. Thiers, qui mit pour condition de s'entendre avec M. Guizot. Tous deux convinrent de rétablir l'ancien cabinet, sauf l'amiral Jacob, qui fut remplacé par l'amiral Duperré. Pour la présidence du conseil et le département de la guerre, ils prirent, faute de mieux et par hâte d'en finir, une autre «illustre épée», le maréchal Mortier (18 novembre 1834).

Cette crise se terminait donc, pour MM. Guizot et Thiers, par une pleine victoire : victoire dont les conséquences n'étaient pas cependant sans péril. Le tiers parti avait été plus que battu, il avait été ridiculisé : de la une mortification et une rancone qui ne devaient pas pardonner; hors d'état, pour le moment, d'entreprendre une attaque directe, il allait guetter sournoisement l'occasion de se venger. Ajoutons que, dans cet imbroglio, tout le monde avait été diminué; le Roi lui-même n'en sortait pas intact. Les journaux républicains, qui s'en étaient tout de suite aperçu, n'épargnaient pas leurs commentaires, dénonçaient le discrédit et l'impuissance de la monarchie par-lementaire, et se flattaient de trouver ainsi la revanche des défaites d'avril.

VII

Anssitôt reconstitué, le ministère comprit que sa première œuvre devait être de mettre fin à l'équivoque née des deux dernières Adresses, et de contraindre la Chambre à dire nettement si elle était ou non avec lui. À lire le Constitutionnel et autres journaux de même couleur, à voir la violence rageuse de leurs attaques, et aussi leur ardeur à soliciter l'alliance de la gauche , on aurant pu croire que le tiers parti,

^{&#}x27; Nons lisons, à la date du 22 novembre 1834, dans un journal intime que nous avons déjà plusseurs fois este : « Le ton de la presse quotidisans atteste, de plus en plus, le coalition qui vient de se former, entre l'opposition et le tiers parti, coutre le ministère. Il n'y a presque plus de déference entre les journaises de ces

LES CRISES MINISTÉRIELLES ET LE TIERS PARTI ESS

lui aussi, aspirant et se préparait à la bataille; on se serait attendu à le voir non-seulement accepter, mais devancer le défi du ministère. Ni cotte franchise, ni ce courage n'étaient dans ses habitudes. Quand la Chambre se réunit, le 1° décembre 1834, les opposants se turrent cois. Bien plus, lorsque le ministère, impatient de n'être pas attaqué, les provoque et, en quelque sorte, les interpella lui-même, leur premier mouvement fut de se dérober, et il fallut toute l'insistance du gouvernement pour les obliger à croiser le fer.

Le débat qui s'engagea, le 5 décembre, demeura circonscrit entre les ministres et le tiere parti. Les premiers, M. Thiers aussi vivement que M. Guisot, vinrent dire : «Le vrai courage n'est pas de fermer les yeux sur le péril révolutionnaire , mais de le regarder en face, de le dénoncer et de le combattre ouvertement ; c'est pour cette œuvre de « résistance » que nous sommes au pouvoir. Étes-vous de notre avis? alors dites-le et soutenes-pous. Étes-vous d'un avis différent? alors prenes le pouvoir à notre place ... « Représenté pur M. Étienne, l'équivoque rédacteur des Adresses récentes; par M. Seuset, dont le jeune talent fut, un

deux mances. A la violence frémétique de leurs attaques, ou mus qu'ils veulent,

pour ainsi dire, emporter la place d'attant. »

III. Cuisot disalt à ce propose : « Il y a dis petre viles et honteness, et il y a des petre seges, raisvanables, tans forquelles en n'est per digne, je se dis pas de gouverner les affaires du pays, mais métur de s'en mêter... Your voudriet que nous adoptacion cette pratique pusillariesse qui erait qu'en fermant les yeux eur les dangers, on les cloque? Savez-vous peurques l'on ferme les yeux eur les dangers? C est parce qu'on en peur, On en a peur, lorsqu'onn'asse pas les declarer tout haut, marcher droit à eux, faire en qu'il faut pour les prévens, pour leur rétister. Savez-vous ce qu'on fast qu'end on a peur des passons populaires? On dit qu'elles n'exatent pas, que cein passons. Et les passons populaires passent en effet, mais nomme un norrent qui devante tout devant les « (Ducours du 6 décembre.)

* Messieurs, diseit M. Thiers, je me vous pas de surprise, je veux que la Chambre suche, sinsi que le pays, que je suit ministre du gouvernement de Judilet pour résister à la revolution quand elle ségare... Je le dis bien haut, pour que tout le moude l'entende... Si je me trompé, que l'on imite mu franchien; que l'on vienne dire qu'il ne faut pas rémater à la révolution victorique, qu'il ne feut pas chercher à arrêter le char lancé avec toute un rapidite, qu'il feut le bisser se precipiter dans l'abine. Nous adderons la place à asux qui soutiendent que doctrines; nous la adderons, avec un sentiment de douleur pour la pays, à caux qui direient avec franchise qu'il faut céder, ià et nous direce : Il faut résister. Je le répète, pour qu'il n'y ur pes de surprise, nous soumes des manistres de la résistence : (Discours du 5 décembre.)

moment, sur le point d'entrainer la Chambre : par M. Dupin. qui était enfin forcé de se découvrir, le tiers partiessaya moins une dénégation directe qu'une oblique fin de non-recevoir. La Chambre, dirent ces orateurs, a déjà fait connaître son avis lors de l'Adresse. Elle n'a rien à ajouter. Prétendez-vous l'amener à se contredure et à s'amender? Ce serait vouloir l'humilier. Yous lui demandez en réslité de se lier à un cabinet, à un système imparfaitement défini, d'assumer toute la responsabilité d'un passé où il y a à prendre et à laisser, d'abdiquer pour un avenir qu'on ne connaît pas encore. Cette Chambre dost garder son indépendance, son libre examen; elle jugera le ministère suivant ses œuvres. Il ne faut pas plus de majorité systématique que d'opposition systématique. • La réplique du ministere fut facile : • Des doutes se sont élevés sur le sens de l'Adresse; le pays et le gouvernement en ont souffert : il est donc à la fois raisonnable et nécessaire de demander une explication. Nous ne désirons pas une majorité servile ; mais, pour le bon fonctionnement du régime parlementaire, il faut que les ministres, issus de la majorité, puissent compter sur elle; et, s'ils ont des doutes, leur droit et leur devoir sont de l'interroger. » Cette argumentation parut décisive. 184 voix contre 117 adoptérent un ordre du jour motivé qui donnait expressément au ministère l'adhésion demandée, tout en éparguant à l'amour-propre de la Chambre le désaveu de ses votes antérieurs : l'Assemblée déclarait qu'elle était « satisfarte des explications entendues sur la politique du gouvernement, et n'y trouvest rien que de conforme aux principes exposés dens son Adresse ».

La question aigué du moment était celle du procès des accasés d'avril. Au milieu des récentes crises ministérielles, les pairs avaient continué, impassibles, l'instruction de ce colossal procès. Mais plus ils avançaient dans leur œuvre, plus la presse

[•] M. Henry Graville, merétaire de l'ambateade anglaise, qui avoit ansisté à la séence, écrivait sur son journal : « J'ai etc tere-frappe du discours de M. Sauret II a une bette câte, une barne voir et une grande facilité d'elocation. On dit que sa marriere ressemble à celle de Maragnae. » (Leaves from the Diery of Henry Gravitte, p. 43.)

LES CHISES MINISTÉRIELLES ET LE TIERS PARTS. 585

de ganche redoublait de violence et d'audece. Pour exciter la compassion et l'indignation du public, il n'était pas de récits impudemment mensongers qu'elle n'inventât sur les tortures infligées aux prisonniers. Pendant ce temps, ces étranges martyrs, abusant de la liberté grande qu'on leur laissait, passaient leur temps en manifestations tapageuses, se révoltaient contre les règlements de la prison, brisaient les guichets, défiaient et maltrastaient les gardiens, ou, quand ils avaient reçu quelque argent, le dépensaient à festoyer. En même temps qu'elle tachait d'entourer les accusés d'une nuréole qui ne leur seyait guère, cette même presse outragenit grossièrement les pairs, avec l'intention évidente de les intimider ou de les dégoûter. Elle n'y réussit pas. Le plus important de ces journaux, le National, se vit même citer à la barre de la haute Assemblée et frapper d'une condamnation sévère . Le tiers parti, qui comptait toujours que le ministère ne pourrait pas mener à fin cette redoutable entreprise, et qui se flattait de trouver dans cet échec la satisfaction de son umbition ou tout au moins de sa rancane, s'appliqueit honnétement à grossir toutes les difficultés; ses journaux conseillaient aux pairs de s'abstenir ; ils tâchaient de produire une sorte de panique, en racontant que la population riche, effrayée, se disposait à quitter Paris aux approches du procès, que le commerce était paralysé, que les loyers baissaient. Ce fut encore par un débat au grand jour que le ministère voulut avoir raison de cette manœuvre : il mit la Chambre en demeure de se prononcer sur la question même du procès, en déposant une demande de crédit de 160,000 france pour construire la

^{7 56} décembre 1836. Ca procès fot morqué par un incident qui produisit slors une asses vive emotion. Carrel, qui défendait le prévenu, avant dans sa pluidoirie évoqué la souvenir de la condomnation du maréchal Ney et l'evant qualité d' « abantuable assausinat ». Gonne le chancelier Pasquier l'arrêtait, l'un des pairs, le general Exclusurs, se leva et cris ; « Je partage l'opinion du defenseur. « On put même craindre un épilogen plus grave. Le jeune due d'Orléane, poussé, dit-on, par ôl. de Flahant, out, qu morment, le projet de ventr à la seance suivante et de demander la parola à propos du procès-verbal, pour adhérer à la protestation du général Exclusurs. Il failus l'inservantion du Roi et même la membre de nombreusse démissions de passe, pour faire renomeer le jeune primes à se comp de têm. (Demandair invédits.)

salle d'audience de la cour des pairs. La discussion, ouverte le 29 décembre, se prolonges pendant cinq jours. Tout fut dit en faveur de l'amnistie et contre le procès; mais le ministère finit, cette fois encore, par l'emporter, et le crédit fut voté par 309 voix contre 181.

Après ce double succès, le ministère ne pouvait-il pas se croire sur du concours de la Chambre, et considérer la tiers parti comme définitivement réduit à l'unpuissance? Cependant, à peine les votes étaient-ils émis que les commentaires cherchaient à en atténuer la portée on faisait remarquer que la majorité, de 67 voix au premier vote, n'était plus que de 26 au second, et l'on en conclusit qu'elle était déjà en vois de dissolution. La Chambre semblait d'uilleurs prendre à tâche de justifier ce propostic. Dans des discussions d'affaires où la question de confiance n'était plus expressément posée, elle se montrait raisonneure, récalcitrante, sournoise, disposée à inquiéter le cabinet, prompte même à voter contra lui, comme si elle aut voulu se consoler ainsi d'avoir été obligée de lui donner son adhésion dans les grands débats politiques Ætrange état d'esprit de ces députés qui ne voulaient pas renverser le ministère parce qu'ils se sentaient impuissants à le remplacer, mais qui le jaloussient et étaient bien aises de l'affaiblir.

Malheureusement, la composition du cabinet n'était passans fournir prise aux atteques du tiers parti. L'un des griefs les plus exploités était l'absence d'un vrai président du conseil. Le maréchal Mortier occupait, avec une modestie loyale, le poste qu'il aveit accepté par dévouement; mais nul ne pouveit dire qu'il en exerçat l'autorité ni qu'il en ent le prestige. Brave soldat, il était plus à son size sur un champ de bataille qu'à la tribune. L'interpellait-on à la Chambre, il so dressait de toute la hauteur de sa grande taille, promenait sur l'assemblée des regards anxieux, ouvrait la bouche et ne pouvait que balbatier.

En passant, dans l'espace de six mois, a écrit M. Guisot, du maréchal Soult au maréchal Gérard, et du maréchal Gérard en maréchal Mortier, la présidence du conseil avait été prise, de plus en plus, Pour une fiction; et plus la fiction devenut

LES CRISES MINISTÉRIELLES ET LE TIERS PARTI. 207

apperente, plus l'opposition y trouvait une arme et nos amis un embarras. » M. Dupin avait dénoncé cette incorrection à la tribune, et il la critiquait plus vivement encore dans les salons de la présidence. Un tel grief dépassait le ministère pour attembre le Roi, soupconné, accusé même de repousser systématiquement tout président réel par désir de se réserver un « pouvoir personnel ». Les journaux ressuscitaient contre lui la maxime équivoque dont M. Thiers s'était déjà servi contre Charles X : « Le Roi règne et ne gouverne pas. » Précisément à cette époque, sous ce titre : Adresse d'un constimaiosnel aux constitutionnels, paret une brochure qui fournit aliment à ces polémiques et prétexte à ces soupçons; d'abord. anonyme, elle fut bientôt avouée par un vieux fonctionnaire du premier Empire, le comte Roderer; l'auteur, exagérant le dostrine opposée à celle des parlementaires, prétendait établir nonseulement que le Roi devait gouverner, mais qu'à hi seul il apportensit d'avoir un système, qu'il pouvait prendre d'autres conseils que ceux de ses ministres et suivre, à leur insu, des négociations avec les cours étrangères; le tout mélé d'attaques contra les doctrinaires. Quelques familiers de la cour commirent. l'imprudence de parattre s'intéresser à la diffusion de cette brochure; il n'en fallait pas tant pour que le tiers parti accusat. le « château » de l'avoir inspirée. Gette accusation prit tant de consistence et causa tant d'émotion qu'on dut faire insérer un démenti dans la Moniteur.

A défaut d'un président réel, le ministere avait-il au moins une homogénéité forte et incontestée? On suit avec quel éclat s'était manifestée, dans la dernière crise, l'entente de M. Guizot et de M. Thiers; au cours du débat qui avant suivi la reconstitution du embinet, on avait entenda le jeuns ministre de l'intérieur proclamer son accord absolu avec ses collègues et repouseur comme une insulte toute pensée de se séparer du ministre de l'instruction publique. Le tiers parti ne renon-cait pas cependant à l'espoir d'ébranler cette union si génante : c'était, à ses yeux, l'un des points les plus vulnérables du cabinet, et il résolut de diriges de ce côté ses principales manœuvres. Il

se mit à cajoler M. Thiers, naguère tant injurié; dans le dessein perfide d'allumer son ambition en flattant su vanité, on lui attribua tous les succès de tribune, tandis qu'on rabaissait M. Guizot. En outre, par l'effet d'un véritable mot d'ordre, dans la presse et même à la Chambre, on s'attacha à présenter le ministre de l'instruction publique comme l'homme de la Restauration ; c'était à qui rappellerait son séjour aupres de Louis XVIII pendant les Cent-Jours, l'accuserait d'avoir alors rédigé le Moniteur de Gand ', le qualifierait d' « émigré », de « complice de Weltington .. M. Dupin, auquel ne répugnaient aucune petitesse et aucune inconvenance, étalait sur sa table, un soir où il recevant à la présidence, un exemplaire de ce Moniwur de Gand. En insistant sur cette accusation, le tiers partia'avait pas sculement l'avantage de rendre M. Guizot suspect à l'opinion régnante, il inquiétait aussi M. Thiers, ennemi acharné de la branche atnée, par origine, par passion et par tactique; il éveillait en lui la préoccupation de ne pas se leisser compromettre personnellement per le passé royalute de son collegue. A ce point de vue, la manœuvre ne fut pas sans quelque succès. Dans le débat sur les crédits de la salle des pairs, alors que M Guizot, aux prises avec ceux qui lui reprochaient son rôle sous la Restauration, refusait fiérement de le désavouer, on vit M. Thiers proclemer, avec affectation, qu'il devait tout à la révolution de Juillet, qu'il ne datait et ne s'inspirait que d'elle, il fit une sortie violente contre la vieille monarchie, une apologie sans réserve de l'opposition qui avait mené contre elle une guerre si implacable ; puis, une fois sur ce terrain, il tendit la main à la gauche et dit à M. Odrlott Barrot, qui semblatt accueiller ces avances : « Soyons toujours unis contre l'ennemi commun *! » Impossible de ne pas reconnaître là une velléité de se dégager on tout au moins de se distinguer de M. Guizot, et les journaux du tiers parti eurent beau jeu à mettre en relief et en lumière

Une note insérée su Moniteur, le 6 janvier \$135, déclars que M. Guisot n'avant passais participé à la réduction du Moniteur de Gend.
 Seanous du 31 décembre 1835 et du Tjanvier 1835.

LES CRISES MISISTÈRIELLES ET LE TIERS PARTI. 269

ce qu'ils appelaient le « désaccord » des deux ministres. La tentation avait pénétré aussi, par un autre point, l'âme de M. Thiere. Le jeune ministre était alors dans tout le succesde son heureuse ambition, très-curieux de toutes les jouissances que lui apportait le pouvoir 1, mais mobile, vite rassasié et toujours impatient de monter plus haut, ou au moins de voir du nouveau. Ainsi avait-il souvent changé de portefeuille; d'abord ministre de l'intérieur ou plutôt de la police, tout ardent à joner les Fouché en pourchassant la duchesse de Berry; au bout de quelques mois, dépouillant brusquement ce personnage pour se poser en Colbert au ministère du commerce, pour s'amuser aux grandes bâtisses et aux grands travaux publice; un an après, revenant à l'Intérieur, où il imitait Périer dans la répression des émentes d'avril, fassait des plans, donnait des ordres pour la bataille des rues, montait à cheval à côté des généraux, saisissant ainsi l'occasion, trop passagère, d'un rôle militaire qui l'enchantait. Maintenant, il sentait le besoin d'un nouveau changement et révait des affaires étrangères. Toutes les fois que celles-ci étaient traitées au conseil. des ministres, il prenait une part active à la délibération; il s'était même fait, en ces matières, par exemple aux l'intervention en Espagne, des idées à lui que ne partageait pas la majorité de ses collègues. L'amiral de Rigny, qui avait remplacé le duc de Broghe, n'était pas en état de soutenir à la tribune les débats sur les questions extérieures. Le ministre de l'intérieur

T.W

I La Merce der Deux Mondes, alors ment à ganche et maleulleute pour M. Thiere, dimit de lui : e M. Thiere a joni, de toutes les façons passibles, du banhaur de l'automés; il a parlé longuement dans les Chambres, il a parle longuement dans les consents; il s'est fait ecouter des généraux, il leur a energéé la gaerre et le etratégie; il a donné des loçues de plantique et il a raralé les secrets de l'art eux emipreurs et sux princees; il a dominé dans les audiers, dans les gendémies, il a rescrit son nom sur le colonne de la place Vendôme, au faite du temple de la Medaterne, sur des pouts, sur des ares de tricomphe; il à jout en meltre dan lone et des tiques du Jardin des Plantes, il a mende dans son bôtel les outraches et les gaselles; M. Thiere s'est montré en public, à la cour, acue des habits chameres d'or et de grant il a figuré sur un cheval blanc dans les revens. Assurément ce u est pes pour a'instruce que M. Thiere se met en veyage. M. Thiere se regarde et un veit pas; il se questionne jamaie, il resempe, et su vive intelligence expélie à tout se qu'il ignere et à tout se qu'il n'apprend pas.

fut ainsi conduit plusieurs fois à le suppléer. Il le fit avec plaisir. Ses flatteurs ne manquaient pas de lui dire que celui qui parlait bien sur la diplomatie était naturellement désigné pour la diriger. Le Roi semblait presque encourager ces visées, et, quand il consuit avec M. Thiers de ces sujets 😘 Au moins, vous, disait-il, vous savez votre carte de géographie. Comment d'ailleurs un parvenu n'eût-il pas été séduit à la pensée d'avoir affaire, non plus à des députés ou à des préfets ayant la plupart même origine que lui, mais à la haute aristocratie diplomatique de l'Europe et même aux tôtes couronnées? N'était-ce pas gravir un échelon de plus? Cette séduction devint ai forte, qu'en février 1835, M. Thiers fit des démarches ouvertes pour mettre la main sur la portefeuille si convoité; il se beurta aussitot à la résistance de M. Guisot, qui entendait réserver ce poste à son ami le duc de Broglie. Le conflit et la ropture purent parattre un moment imminents. Mais, cette fois, on parvint à faire entendre raison à M. Thiers, qui abandonna sa prétention. L'incident n'en laissa pas moins, entre les deux ministres, un certain froissement et un germe nouveau de division.

Pour avoir échappé à la dislocation, le cabinet ne se retrouva pas bien solide. Son malaise, sa lassitude et son découragement étaient visibles pour tous. Quelques semaines seulement s'étaient écoulées, et rien ne lui restait plus des victoires parlementaires, remportées au lendemain de sa reconstitution; la majorité semblait être redevenue plus incertaine que jamais. L'effet de ce malaise se faisait sentir jusque dans les rapports des ministres entre eux : quelques-uns ne se parlaient plus. Ces misères a'échappaient pas à la presse opposante. « Pour nous résumer en deux mots, disait le Constitutionnel, dans le ministère, que voyons-nous? intrigue et discorde; dans la Chambre, décousu et incertitude; dans le pays, inquiétude et crainte vague d'un avenir qui s'annon-çait si beau, il y a six mois encore . « Les amis du cabinet ne

¹ Article du 25 junvier 1995,

LES CRISES MINISTÉRIELLES ET LE TIERS PARTI. 291

regardaient pas les choses sous un jour plus favorable, et, quelques semaines plus tard, au milieu de février, l'un d'eux écrivait dans ses notes intimes : « La désorganisation du ministère, la dislocation et l'impuissance de la Chambre deviennent, de jour en jour, plus évidentes. » Et encore : « La crise est à son comble; elle est hautement avouée par les intéressés. Il est temps que tout cela finisse. Nous tombons dans une véritable anarchie. Les ministres, absorbés par leurs divisions et leurs préoccupations personnelles, n'ont plus de temps à donner aux affaires de leurs départements ni même à la Chambre. Les députés, négligés, livrés à eux-mêmes, s'en irritent et se désaffectionnent de plus en plus. L'administration se dissout, pour ainsi dire. A Lyon, à Amiens, dans d'autres lieux encore, les maires et adjoints donnant leur démission, et l'on ne parvient pas à les remplacer. Tout devient difficulté . . A l'étranger, les plus clairyoyants de nos diplomates constatuient « le déplorable effet - de cet ébranlement ministériel sur la considération exténeure de la France. . Notre position, écrivait l'un d'eux, est des plus délicates et souvent des plus pénibles. Il n'y a ni confiance, ni garantie d'avenir, pour le système ou pour les hommes. Il est à peu près inutile d'entamer sérieusement une affaire on une négociation 🦜 🔻

Le gouvernement était donc en souffrance, au dedans et au dehors. Chacun avait le sentiment qu'un tel état ne pouvait se prolonger. Aussi, quand, le 20 février 1835, le maréchal Mortier, géné de son insuffisance et inquiet de sa responsabilité, offrit sa démission, en alléguent l'état de sa santé, ni le Roi, ni ses collègues ne songèrent à le retenir, et l'on se retrouva de nouveau en pleine crise ministérielle

¹ Documents inédits.

² Leitre de M. Bresson su due de Broglie. (Documents inédits.)

VIII

Instruits par l'expérience, M. Guisot et ses amis résolureut de ne plus se préter à un « replatrage » du genre de ceux qu'on avait tentés auccessivement avec le maréchal Gérard ou le maréchal Mortier: ils oe resteraient au ministère, déclarèrent-ils, que s'il était reconstitué dans des conditions lui donnant autorité auprès de la Couronne et de la Chambre. Or, pour obtenir ce résultat, il leur paraissait nécessaire de rappeler le duc de Broglie aux affaires étrangères et de l'élever à la présidence du conseil. Une telle exigence a'était pas faits pour plaire à Louis-Philippe. Celui-ci avoit táché de se persuader qu'un cabinet pouvait se passer de chef : « Qu'avez-vous besoin d'un président du conseil? avant-il l'habitude de dire à M. Thiers et à M. Guisot. Est-ce que vous n'êtes pas d'accord entre vous? Est-ce que je ne suis pas d'accord avec vous? Pourquoi s'inquiéter d'autre chose? « On sait, d'ailleurs, quelles étaient, contre le duc de Broglie, ses préventions et celles de son entourage, Les doctrinaires ne se condumient pas de façon à diminuer ces préventions. Ils possient leurs conditions avec une roideur impérieuse, et les propos qu'ils tenaient ou qu'on tenait autour d'eux, sur le Boi, et qui étaient aussitôt rapportés, manquaient pour le moins de prudence. D'autre part, « au château », oa ne s'exprimait pas avec plus de réserve, sur M. de Broglia et M. Guisot; Louis-Philippe lui-même ne savait pas toujours se contenur. Lanci, l'arritation croisseit des deux côtés; un

Leuis-Philippe étals alors el animé contre les doctrinaires qu'il démonçoit leurs mantale doctrine à II. Dupin, qui n'aveit per cependant besoin d'être excisé contre tais. Le président de la Chambre recente dans ses Memoires qu'à cette époque le Roi e aveit en la bouté de lui dévoibr lui-même le manège » de M. Gaince et de ses aure. » Ils veulent vous deloger de la presidence, his avaisif dit, et comme ministre vous user, c'est leur expression. Nous en eurose pour trais mem, déclarent-ile, et mous en errous débarressée. » Le Roi sjuntais qu'il e aveit jugé indique de lui de se prêsse à cette machinesien dirigée compe le président de le Chambre ». (Mémoirer de M. Dupin, s. 111, p. 140-140.) Il est veul que le témoignage de M. Dupin ne delt être accepté qu'aves réserve.

LES CRISES MINISTÉRIELLES ET LE TIERS PARTI. 203

observateur impartial se demandait « si les doctrinaires ne finiraient pas par être jetés dans l'opposition », et il ajoutait, en faisant allusion à un souveme de la Restauration : « Paissent-ila ne pas devenir la défection de la royauté nouvelle '1 » Ce qui devait se passer, quolques années plus tard, lors de la coalition, semble prouver que cette inquiétude n'était pas absolument sans fondement.

Pour éviter le duc de Broglie, le Roi frappa à toutes les portes : il s'adressa successivement au comte Molé, à M. Dupin, au maréchal Soult, au général Sébastiani, au maréchal Gérard; mais ces pourparlers se prolongeaient, les journées, les semaines s'écoulaient sans qu'on aboutft à rien. L'opinion prenait mal ces retards. Les lettres de province signalaient la surprise, le mécontentement croissant des esprits. Les journaux oppesants avaient soin d'étaler toutes ces misères et d'envenimer tous ces désaccords. Quant aux feuilles amies, elles laissaient voir leur découragement; le Journal des Débats rappolait tristement que « les empires ne périssent pas toujours par les révolutions violentes.)

Le Roi était trop clairvoyant pour ne pas se rendre compte de cet état de l'opinion, et trop sage pour n'en pas tenir compte. Une fois bien assuré de l'impossibilité de toute autre solution, il se résigna à revenir aux doctrinaires. Il le fit avec une bonne grâce souriante qui ne parvenuit pas cependant à cacher complétement un fond d'humeur et d'amertume. Il avous à M. Guisot l'échec de ses tentatives, se réservant seulement d'en faire encore une auprès du maréchal Soult : « Si j'échoue, sjouta-t-il, il faudra bien subir votre joug. — Ah! Sire, répondit M. Guizot, que le Roi me permette de protester contre ce mot; nous disons franchement au Roi ce qui nous paraît bon pour son service, nous ne pouvons bien le servir que selon notre avis. — Allons, allons, reprit Louis-Philippe en riant, quand nous ne sommes pas du même avis et qu'il faut que

¹ Documents inédits.

² find.

^{*} D mars 1685.

j'adopte le vôtre, cela ressemble bien à ce que je vous dis tà. "
Quelques jours plus-terd, voulant « en finir », le Roi manda
le duc de Broglie, causa amicalement avec lui, ne fit d'objection à aucune de ses propositions, pas même à ce que le
conseil se réunit hors de sa présence, quand les ministres le
jugeraient à propos. Il avait fint entièrement son sacrifice.
Mais il laissait voir que c'en était un, aurtout quand il causait
avec des personnes qu'il savait en rapport avec le tiers parti,
comme le maréchal Gérard à, ou avec les représentants des
puissances continentales qu'il supposait un peu alarmées de la
rentrée du duc de Broglie. Ainsi déclarait-il au comte Apponyi,
ambassadeur d'Autriche, que « Broglie était une nécessité qu'il
avait dù avaler pour ne pas tomber dans le radicalisme » », et
répétait-il au chargé d'affaires de Russie : « On m'a forcé à
prendre M. de Broglie ». »

Le Roi cédant, tous les obstacles n'étaient pas encore levés. M. Thiers, en effet, dont le concours était justement regardé comme indispensable, ne se montrait plus aussi bien disposé qu'il avait paru l'être, l'année précédente, à accepter la présidence du duc de Broglie. Il craignait que les doctrinaires n'eussent ainsi une prépondérance trop marquée dans le cabinet, que sa position personnelle ne fât et surtout ne parût aux autres diminuée. On lui offrait bien, pour rétablir l'équilibre, de donner un portefeuille à son ami M. Mignet; mass celui-ci refusait absolument de quitter ses études pour les agitations de la vie publique. Cette résistance de M. Thiers tenast tout en suspens. l'opinion s'impatientait. M. Guisot, se sentant soutenu, engagea alors les députés de la majoraté à intervenir. Geux-ci, après s'être concertés, firent connaître à M. Thiers leur désir d'en finir, et l'assurérent qu'un cabinet présidé par M. de Broglie serait bien acqueilli de la Chambre. Cette démarche fut déciaive : M. Thiera céda.

Documents inédits.

Depêcheda Prolomo, 10 avril 1835, citie par Huttamina, Geichichte Brantruchs, t. 1, p. 461

⁴ Dominiente medite,

LES CRISES MINISTÈBIELLES ET LE TIERS PARTI 195

Dès lors, tout devenuit facile, et le Moniteur put annoncer, le 12 mars, la fin d'un interrègne ministériel qui durait depuis trois semaines. Le duc de Broglie prit les Affaires étrangères, avec la présidence du conseil; le maréchal Maison remplaça le maréchal Mortier au ministère de la guerre; l'amiral de Rigny fut nommé ministre sans portefeuille. Les autres ministres conservèrent leurs portefeuilles : M. Thiers, l'Intérieur; M. Guizot, l'Instruction publique; M. Humann, les Finances; M. Persil, la Justice; M. Duchâtel, le Commerce; l'amiral Duperré, la Marine Le ministère était ainsi reconstitué dans des conditions analogues à celles où il avait été établi. le 11 octobre 1832, dans des conditions meilleures même, car la présidence du duc de Broglie était plus réelle et, par suite, plus correcte que calle du maréchal Soult. Mais que de temps et de forces on avait perdus dans cette année de crise, commencée à la démission de M. de Broglie, le 1" avril 1834, et terminée seulement par su rentrée, le 12 mars 1835! Que de bien avait été ainsi empéché! Que de mal avait été fait! Et qui oserait même affirmer que, dans ce mal, il n'y cut pas de l'irréparable?

CHAPITRE XII

LE PROCÈS D'AVRIL ET LES LOIS DE SEPTEMBRE

(Mars — décembre 4885)

I. Succès parlementaires du ministère. Le traité des 25 millions approuvé par la Chambre. Discussion sur les fonds secrets Accord de M. Guizet et de M. Thiere. Bons rapports du duc de Eroglie et du Boi. — 11. Procès des insurgés d'avril. L'affeire des défenseurs. Le révolte à l'audience. M. Pesquer. Avlaude du parti républicain. La prétendue leure des défenseurs. Discrédit des accusés. Le cour parvient à dominer toutes les tentauves d'obstruction. Condamnation des accusés lyonneis. Le dernier arrêt est rendu le 28 janvier 1836. Tort que se sont fait les républicains. — III. La machine infernale du boulevard du Temple. Fieschi, Morey et Pépin. Leur procès. Responsabilité du parti républicain dans ce crime. — IV. Effet produit par l'attentat. Lois proposées sur le jusy, sur les actes de rébellion et sur le presse. Accueil fint par l'opinion. La discussion. Discours de Royes-Collard et du duc de Broglie, Résultat des lois de septembre. — V. Le parti républicain est pleinement vaince. État d'espris de Carrel. Son duel avec M. de Girardin et sa mort.

1

A peine reconstitué sous la présidence du duc de Broglie, le cabinet fut interpellé sur les circonstances dans lesquelles il s'était dissous et reformé. Pendant deux jours, M. Guizot, M. Thiers et le duc de Broglie repoussèrent les attaques de MM. Mauguin, Garnier-Pagès, Sauzet et Odilon Barrot!. La Chambre fut particulièrement frappée de l'accent d'autorité fière et de netteté loyale avec lequel le nouveau président du conseil proclama la correction constitutionnelle du cabinet, définit la politique de résistance qu'il entendait suivre ou plutôt

Google

¹ Binnes des 14 et 16 mars 1835.

LE PROCES D'AVRIL ET LES LOIS DE SEPTEMBRE. 297 continuer, et se déclara prêt à toutes les explications, à tous les combats '.

Le ministère avait fait bonne figure dans cette première discomon; mais ancon vote ne l'ayant suivie, l'opposition pouvait en contester le résultat. Il n'en fut pas de même du débat sur le traité réglant à viagt-cinq millions la somme à payer aux créanciers américains. On se rappelle comment, l'année précédente, la Chambre avait refusé ce crédit et amené ainsi la retraite du duc de Broghe. Le gouvernement n'avait pas accepté ce vote comme définitif, et il avait annoncé l'intention d'en appeler de nouveau au Parlement. L'heurs était venue de le faire, et la rentrée du duc rendait l'épreuve plus solennelle et plus décisive. Des incidents facheux étaient venus, de la part des États-Unis, compliquer et irriter la question. La président Jackson, dans son message au congrès, du 1º décembre 1834, avait reconté, en termes arrogants, toute l'histoire du traité, et demandé, pour le cas où l'indemnité ne serait pas payée, l'autorisation de confisquer, jusqu'à concurrence de vingt-cinq millions, les propriétés des nationaux français dans les États de l'Union ; autorisation qui lui fut, à la vérité, refusée par les deux Chambres. Le gouvernement français répondit anssitôt à cette offense, en rompant les relations diplomatiques avec Washington. Mais il borna là ses représailles, et ne renouça pas, pour cela, à exécuter une convention signée et à payer une dette recounue. La presse opposante s'était emparée du mauvais procédé du général Jackson pour soulever, contre le traité, les susceptibilités nationales. Républicains et légitimistes essayèrent même de s'en prendre personnellement au Roi : c'était lui, disaient-ils, qui, pour arracher le vote de la Chambre, avant secrétement conscillé les menaces du président américain, puis l'avait averti de ne pas prendre au sérieux la rupture des relations diplomatiques, de n'y voir

¹ a Phasicure votes politiques, distit le duc de Broglie, vont se présenter avant pour Ble ne succéderous prinque saux interruption. L'épreuve surn traste plutionre fois. Se toutefois nos adversaures désiraient que l'épreuve fits plus prechaine, à sux persons; c'est un defi que nous ne leuz partons pus, mans que nous acceptarens de leur part. »

qu'une comédie destinée à duper le public français. Quelquesuns allaient plus lois encore et accusaient Louis-Philippe d'avoir acquis à vil prix les créances qu'il voulait maintenant faire payer à la France. On conçoit l'effet d'une telle polémique sur une opinion déjà mal disposée. Il y avait longtemps qu'un projet s'était présenté aux Chambres, convert d'un nuage aussi épais de préventions et d'impopularité.

La discussion dura neuf jours, du 9 au 18 avril : ce fut l'une des grandes batailles de tribune de cette époque. . Pour setrouver, écrivait alors un témoin, des débats aussi retentissants et qui ment autant passionné le public, il faut remouter jusqu'à la lot électorale de 1820. » Au premier rang des assuilants, se distingua Berryer, qui prononça, à cette occasion, un de ses plus éloquents et plus puissants discours. Le ministère, par l'organe de M. Thiers et du duc de Broglie, fit tôte, anns faiblir, à cette redoutable attaque. Le vote fut, pour lui, un éclatant succès son projet fut approuvé par 289 voix contre 137. Il avait accepté, à la vérité, un amendement portant qu'encus payement ne serait fait avant d'avoir recu des explications satisfessentes sur le message du président Jackson. Diplomatiquement, l'affaire devait trainer aucore quelque temps : elle ne se termina qu'en février 1836, par la médiation de l'Angleterre, et après une déclaration du président Jackson qui désayonait toute interprétation blessante du premier message. Mais, au point de vue parlementure et ministériel, le résultat fut acquis tout de suite, et il était d'autant plus décisif que l'opinion avait été plus échauffée contre le traité.

Peu de jours après, le question de confiance se trouva encore une fois posée, à propos d'une demande de fonds secrets. Le Constitutionnel avant engagé ses amis à tenter un suprême effort. « Une occasion, leur dessit-il, la seule, la dernière de la session, s'offre à la Chambre, pour rompre son ban avec le ministère et se réhabiliter aux yeux du pays. Cette occasion, cette pierre de touche, pour ainsi dire, de se valeur morale, c'est la lei des

^{*} Catta mainsution ne se rencontra par systement dans le presse; elle davait tura bientiti portée à la tribute, le 9 avril 1835, par le dan de Fits-James.

fonds secrets. Si elle ne proteste pas, per une réduction quelconque,... si elle scelle, au prix de l'or de la France, le bail à long terme qu'elle vient de renouveler avec le ministère, tout sera dit alors. » Le débat dura trois jours, les 27, 28 et 29 avril. On y entendit le tiers parts se plaindre pitensement de ce ministère « qui ne laissait pas écouler une semaine sans se faire mettre aux voix, et semblait s'ingénier à fatiguer les consciences par ses perpétuelles mises en demeure ». C'est, réponduit M. Thiers, que - nous ne voulons pas exposer la Chambre à Voir renaître la atuation déplorable qu'elle a vue quelques mois auparavant ». Il ajoutait . « Il fant un ministère fort, ou bien il faut le renverser et lui en substituer un autre. C'est peut-être plus difficile, j'en conviens, de venir dire ouvertement : Nous voulous renverser le ministère. Mais il me semble que nous nous derons de la franchise les uns aux autres. » Au vote, l'amendement du tiers parti, proposant une réduction d'un milhon, fut rejeté à une majorité de 58 voix, et l'ensemble du projet adopté par 25¢ voix contre 129.

La pression de la nécessité, la leçon des fautes naguère commises, la force de la nouvelle combinaison ministérielle étaientelles donc enfin parvenues à constituer une majorité compacte
et stable? A lire les journaux opposants, on pourrait le croire :
ces journaux confessaient leur défaite, avec un singulier mélange
de colère et de découragement; ils déclaraient ne plus fonder
aucun espoir sur une Chambre « acquise aux doctmaires ».
C'est surtout au tiers parti qu'ils s'en prenaient de leurs déboires,
l'accablant de leurs reproches ou de leurs dédains, et ne
l'appelant plus guère que le « défunt tiers parti ». Ils ne pouvaient d'ailleurs se faire illusion sur l'indifférence fatiguée avec
laquelle le public considérait leurs tentatives d'agitation.

En même temps que la consistance de la majorité, on avait éprouvé l'union du ministère. Que n'avait pas fait l'opposition depuis la reconstitution du cabinet, pour réveiller la division, un moment aperçue, entre M. Guisot et M. Thiers! Que d'efforts pour enfoncer le coin dans cette fissure imparfaitement masquée! Les journaux racontaient, par le menu, les conflits

qui, à les entendre, éclataient chaque jour entre les deux rivaux; ils essayaient surtout de piquer le ministre de l'intérieur, en le présentant comme humilié, écrasé, annulé, par la prépondérance des doctripaires. A la Chambre, les oruteurs rappelaient, avec une habileté perfide, tout ce qui pouvait séparer les deux rivaux. Dans la première discussion, n'avaiton pas entendu M. Odilon Barrot s'écrier : Est-il étonnant qu'un de ces deux hommes, M. Guizot, qu' a passé sa vie à exalter la légitimité et à maudire les douloureuses nécessités da notre révolution, placé tout à coup, en 1830, en face d'une révolution populaire et démocratique, en ait eu peur et ait vouln l'arrêter, la refouler et aller pasqu'à mer son existence, que l'autre, M. Thiers, qui dost tout à cette révolution et qui a employé un vrai génie à en exalter les gloires, à en paliter les fautes, démocrate par origine, par opinion, par essence pour ainsi dire, n'ait pas éprouvé les mêmes sentiments de défiance et de répulsion? L'homogénéité n'existe pas dans le pouvoir; car il se balance entre des positions toutes différentes. Je dirais presque que la Révolution et la Restauration y sont en présence. • Les deux ministres, ainsi mas en cause, avaient répondu en protestant de leur union, et M. Guizot avait ajouté ces nobles paroles : « Nous offrons en vérité, messieurs, un singulier apectacle. Your voyes devant your, sur ces bancs, des hommes qui n'ont pas tous la même origine, qui n'ont pas en toujours absolument les mêmes idées, les mêmes habitudes; vous les voyes travailler à rester constamment unis, à défendre ensemble la même cause, les mêmes principes, à repousser sougneusement de leur sein tout principe de dessentiment, toute cause de division; et voilà qu'autour d'eux se dresse et s'agite un effort continuel pour porter entre eux la cognée, pour désunir cette alliance qui a fait une des forces, eui, messieurs, une des forces de notre cause et de notre système. Je ne m'étonne pas que nos adversaires se conduisent ainsi; je le trouve toat sumple : c'est le cours commune des choses. Mais, en vérité, il n'y a pas là de quoi se vanter; il n'y a men là qui soit si éminemment morel; il n'y a rien là qui donne le droit de venir nons dire

LE PROCÈS D'AVRIL ET LES LOIS DE SEPTEMBRE, 201

que nous voulons abaisser la politique. Non, messieurs, ceux qui abaissent la politique, ce sont ceux qui combattent, au lieu de le seconder, cet effort visible, parmi nous et dans toutes les opinions modérées, pour se rallier, pour former un ensemble, pour agir en commun, au profit des intérêts publics. » Protester ainsi de l'umon ministérielle, c'était bien; la montrer en acte. c'était mieux encore, et le cabinet le faisait chaque jour. Sur nulle question, on n'avait pu surprendre une disaidence entre M. Thiers et les doctmunires. Ceux-ci d'alleurs ne négligeaient aucun bon procédé pour effacer le déplaisir que l'élévation du duc de Broghe avait pu causer à leur jeune collègue. La politesse hienveillente témoignée par la duchesse de Broglie à madame Thiers n'avait pas été le moins efficace de ces bons procédés. Aussi un observateur claurvoyant pouvait-il noter, en avril 1835, « l'accord parfeit de M. Thiers avec ses collègues », et le duc de Broglie écrivait au général Sébastiani, ambassadeur à Londres : « Le conseil est très-uni jusqu'ici. Je ne vois aucun germe de dissentiment dans l'avenir 1. »

Le ministère n'avait pas moins heureusement résolu le problème de ses rapports avec le Roi : on se rappelle que l'absence d'un vrai président du conseil était l'un des principaux griefs de l'opposition contre les précédentes administrations; on se rappelle anssi que la crainte de se voir annulé avait prévenu Louis-Philippe contre la combination qui avait fini par triompher. En prenant la parole pour la première fois, le duc de Broglie avait eru devoir marquer, avec discrétion et fermeté, les conditions dans lesquelles il estendait exercer récliement son rôle de président^a. Mais, cutte entisfaction donnée au parlement, il a était efforcé, par sa déférence loyale, d'écurter les préventions de la couronne. « Les Girondins, disnit-il à M. de Sainte-Aulaire, se sont imposés à Louis XVI sans égards et sans respect; ils ont joué un rôle odieux qui ne convient nullement à mes sentiments pour Louis-Philippe, et je se serai assurément pas son ministre malgré lui . . Un des

l Lattre du 45 avril 1885. (Decuments (nédits.)

Mémairas indéits de M. de Sainte-Lulaire.

emis du duc écrivait, le 24 mars, sur son journal intime :

M. de Broghe a adopté un système très-sage dans ses rapports avec le Roi. Imposé à la volonté royale par la force des
circonstances et bien décidé à ne pas transiger dans les choses
essentielles..., il s'attache à restreindre ses exigences dans le
cercle de la nécessité, à laisser prévaloir l'opinion ou même
les caprices du Roi dans les choses indifférentes ou secondaires,
à couvrir enfin par la forme ce qu'il peut y avoir d'austère
et de rigoureux dans l'accomplissement de ses devoirs tels qu'il
les entend. Le Roi, qui ne s'attendant pas à ces ménagements,
s'en montre aussi satisfant que surpris ...

Ces obstacles écartés, ces problèmes résolus, n'allait-on pas pouvoir rattraper le temps perdu pendant cette longue crise d'une année, et reprendre les affaires du pays, demeurées en souffrance? On vit en effet les Chambres, sous l'impulsion des ministres, examiner et voter le budget, entreprendre la discussion ou tout su moins l'étude de projets importants et d'un grand intérêt pratique, sur les attributions municipales, les chemins vicinaux, les premières concessions de chemin de fer, l'établissement de lignes de bateaux à vapeur dans la Méditerranée, la création de nouveaux canaux. Mais malheureusement le ministère ne pouvait pas se consacrer exclusivement à ces affaires : il devait employer le principal des forces qu'il avait recouvrées à soutenir la lutte contre la faction révolutionnaire, et tout d'abord à faire juger le colossal et redoutable procès des « accusés d'avril ».

И

Vamement l'opposition avait-elle tout fait pour entraver on intumder la Cour des pairs, celle-ci n'en avait pas moins mené à fin l'instruction de cet immense procès. Résolue à faire

¹ Journal inédit de M. de Viel-Castel.

LE PROCÉS D'AVRIL ET LES LOIS DE SEPTEMBRE. \$03

sentir la force de la justice aux principaux coupables, sans refuser son indulgence aux comparses, elle n'avait, sur les deux mulle individus arrêtés, retenu que cent souvante-quatre accusés, dont quarante-trois contumaces. Les plus en vue étaient Godefroy Gavaignac, Armand Marrast, Baune, Berryer-Fontaine, Guinard, de Kersausse, de Ludre, Recurt, Landolphe, Lebon, Vignerte, Caussidière. La construction de la salle, votée en janvier, avait été conduite, sous l'impulsion de M. Thiers, avec une prodigieuse activité. Tout était prêt pour l'ouverture des débats, qui fut fixée au 5 mai. Le public était attentif, anxieux, et les journaux ministériels eux-mêmes ne dessimulaient pas leur préoccupation.

N'ayant pu empécher l'instruction d'aboutir, le parti républicain, fidele à la tactique suivie par lui depuis 1830, résolut de transformer la sellette des prévenus en tribune, d'y accuser le gouvernement, d'y précher la république et le socialisme. L'appareil exceptionnel de ce procès, la solennité de la juridiction, lui paraussaient un moyen de donner plus de retentissement an scandale. Seulement parmi les accusés, à côté de quelques rares fanatiques austères ou chevaleresques, se trouvaient beaucoup d'aventuriers valgaires, dévoyés de toutes provenance, braillards, hableurs, buveurs de sang et surtout de vin, sans éducation comme sans prestige, souveut même sans honorabilité, peu propres à jouer le rôle que le parti voulait leur imposer. On eut alors l'idée de convoquer à Paris, de tous les points de la France, cent cinquante républicains notables qui, sous le titre de défenseurs, devaient être les orateurs de cette grande menifestation : singular assemblage on l'on voyait, côte à côte, MM. Voyer d'Argenson, Audry de Puyraveau, Garnier-Pagès, Carrel, Barbès, Blanqui, Martin Bernard, Bastide, Carnot, Auguste Comte, Buonarotti, Plocon, Fortoul, Ledra-Rollin, Pierre Leroux, Marie, Michel de Bourges, Jules Pavre, Raspail, Jean Reynand, le général Tarrayre, Antony

^{*} La Journal des Débats dimit la B avril 1825 : « Nons n'avous pas cherché à distinules les vives précompations que esces en pays le grave procès que la Cour des poèrs va bientét juges, «

Touret, Trélat, etc., et enfin l'abbé de Lamennais, qui venait de publier les Pareles d'un croyent. Il était bien convenu qu'il ne s'agissuit pas de plaider pour des occusés, mais de réanir un congrès républicaines, de « répandre les idées du parti et de frapper su front ses ennemes ». C'était moins, disait-on, un « procès judiciaire » à soutenir, qu'une « lutte » politique ou, pour mieux parler, une insurraction à continuer!. Toutes les théories devaient être exposées, tous les faits discutés. Les comités de défense avaient tracé d'avance le cadre et réparts la tâche. Ces délibérations préliminaires, souvent fort orageuses, avaient trabi les divisions du parti, la confusion de ses idées, mais, comme toujours, les plus extravagants l'avaient emporté sur les modérés qui avaient en la faiblesse d'accepter un rôle dans cette manifestation.

Le gouvernement oùt été quelque peu nuil de se prêter à une comédie qui n'avait rien de commun avec la libre défense des accusés. Le président de la Cour des pairs, M. Pasquier, usunt des pouvoirs que hii donnait l'article 295 du Code d'instruction criminelle, décida qu'il n'admettrait comme détenseurs que des avocats en titre. C'était empêcher l'exécution de la mise en acène préparée. Aussi, grande fureur du parti républicain.

« Vous nous refuses, disent les accusés, les défenseurs que nous avons choims; eh bian, nous n'en voulons pas d'autres, et, puisque la liberté de la défense n'est pas respectée, nous ne



^{*}Le combit chergé de diriger entre présencies défence avait séressé à ahaque entrer chesté une lettre où l'en lisest : « Catoyen, les privance d'avril, conventes qui les plus graves questions d'avent douvent s'agiter dans le procès qui te c'ouver devant le Cour des peurs, ent peusé qu'ils devaient faire appel au dévetuement et aux lumières de tous les bommes de notre parti que leur merclisé, leur especité et leur judicientes desquent pour se cougrés republicain. Étous nous surveus de se met pour best cernouvrier le manière dent nous envisageens notre position vie-s-viu de non accusateurs. Ce procès n'e vien de judicieire. C'est une soite de la lutte que nous sousseurs deputs cânq gas, »

Le dec de Proglie dira, un pou plus tard, à la tribune de la Chambre, un parbut des scensis d'avril : « Ils out demande que le minotaure de la justice deviet une ariue più sis pusseut sentenir leurs dogmes, établir, que point qu'ils a'avasent pas atteque le gouvernement, mais qu'ils en avaient en le droit; que ou droit, ils l'avaient entere aujourd'hai... Et ils un avai nivenament stonnes que ment h'ayone pas permis en tournei entre le crime et la justice, que nous n'ayone pas pesseus à la révolte de combattre à armes agalet poutre le gravernement, »

LE PROCÈS D'AVRIL ET LES LOIS DE SEPTEMBRE. 345

nous hisserous pas juger. . En effet, à peine les débats sontile ouverts, qu'éclate le parti pris de révolte tumultueuse de ces cent vingt et un énergumènes. Ils refusent de répondre quand on les interroge, parlent ou plutôt hurlent quand on leur dat de se taire, étouffeut par leurs cris la parole des magnetrats ou des avocats, aultiplient les protestations, les défis, les menaces, offrent à tout moment leurs têtes qu'ils savent bien n'être demandées par personne, injurient les juges, se collettent avec les gendarmes : scandale sans précédent devant aucun tribunal ; émeute d'un nouveau genre, singulièrement gromiers, mais que le grand nombre des prévenus rend embarrassante à réprimer. Par ces scènes qui se reproduisaient, chaque jour plus violentes, on se finttait de lesser les paire, pour la plupart vieux, fatigués, parfois même souffrants. Mais ceux-ci tiprent bon. Cent soixante-quatre avaient assisté à la première audience : quelques-uns se retrérent au cours des débats, par maladie, scrupule ou défaillance *; mais, après neuf mois, il s'en trouva encore cent dix-huit pour signer l'arrêt définitif.

La plus lourde part de travail et de responsabilité incombait au président de la haute Assemblée. Par bonheur, ce poste était occupé par un homme dont l'habileté ne devait être inégale à aucune difficulté. Déjà avant la Révolution, le vieil abbé Morellet. louait M. Pasquier d'avoir l'esprit esgace. Depuis lors, le trèsjeune conseiller au parlement de Paris était devenu successivement préfet de police de Napoléon I", garde des aceanx de Louis XVIII, et enfin président de la Chambre des pairs après 1830; il avait loyalement servi, sagement conseillé chacun de ces gouvernements, sans jamais engager la liberté de son esprit et de son cœur, passant de l'un à l'autre avec une souplesse qui empéchait qu'on ne fât surpris et choqué de ces évolutions. La pratique d'affaires, d'hommes et de régimes si divers avoit angulièrement aiguisé, ches le vieillard, la sagacité autrefois louée chez le jeune homme, et en même temps l'âge n'avait non diminué de la verdeur ni de l'entrain de son intelligence.

M,



M. Molé fut de coux qui se retirirent.

Il avait su tout voir, tout comprendre et ne rien oublier. Peu dévoué, légèrement sceptique, assez désabusé, mais indulgent, tolérant, se plaisant au rôle de conciliateur; sans illusion ni chimere, sans enthousiasme même, presque sans idéal, mais ayant appris à voir vite et sûrement le vrai et surfout le possable; homme de pratique plus que de doctrine et de système, habile aux expédients, mais étant, comme le disast le duc de Broglie, de ceux qui en trouvent et non de ceux qui en cherchent, il s'était acquis, dans cette dernière partie de sa carmère, le renom et le crédit d'un esprit judicieux et lucide, étendu et fécond, tempéré et équilibré. Il avait même usé les critiques, à force de durer et de réussir, et tous avaient fioi par lui reconnaître une autorité morale que naguère ses haversaires et ses rivaux eussent osé davantage discuter.

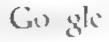
Ce fut surtout dans le rôle judiciaire, dont les grands procès politiques lui fournirent l'occasion ', que les qualités de M. Pasquier se montrèrent dans tout leur jour et que sa réputation grandit. N'avait-il pas reçu, avec le sang, les fraditions du magistrat? Sans devite, au premier abord, il parut surpris. « On voit, écrivait alors M. Doudan, qu'il n'est pas accoutumé à vivre avec des gens dont la parole est si téméraire, si en dehors de toutes les convenances de ce monde et de tous les mondes possibles. » Mais il n'était pas homme à rester longtemps embarrassé. Se gardant des défaillances et des impatiences qui oussent été également dangereuses, toujours maître de luimeme, d'un sang-froid que rien n'altérait, il eut bientôt fixé, d'accord avec le gouvernement, la conduite à suivre en face de cette véritable rébellion. Impossible d'admettre que des accusés arrêtassent le cours de la justice. Apres des avertissements comminatoires vainement répétés, la cour décida que le préaident, asant de son pouvoir discrétionnaire, aurait le droit de faire ramener en prison ceux qui, par leur parti pris de vio-

¹ Ces procès lui donnaient une concassance particulière de toute une partie de pertonnel politique — » Je suit, duzst-il en 4850, l'homes de Pearce qui ti le plus comm les divers gouvernements qui se auscèdent ches nous depuis £344, ju leur ai fait à tous luir procès, »

LE PROCES D'AVRIL ET LES LOIS DE SEPTEMBRE, 207

lence, empécheraient la continuation des débats : le procès se poursaivent en leur absence, sauf à ramener à l'audience zhaque accusé, pour entendre les témoins qui le concernaient et pour présenter ses moyens de défense. Sans doute il était regrettable d'en veuir là. Mais à qui la faute?

Du debors, le parti républicain, loin de répudier ces violences, les encourageait et tâchait de les seconder. Pendant plusieurs jours, il essaya de soulever l'émeute dans la rue; l'énergie et la promptitude de la répression le contraignirent d'y renoncer. Le ton de ses journaux était monté à un degré inout d'insulte et de menuce. Le pire de tous, la Tribune, auccomba à cette époque sons le poids des condamnations ', mais à se place pullulerent de petites feuilles qui héritèrent de se passion, amon de son influence; telles le Populaire et le Réformanur de Baspail. Ce dernier déclarait que « le peuple français méprisant la pairie comme la bone de ses souliers » ; il ouvrait un registre sur lequel il invitait tous cenz qui estimaient la haute Chambre à venir s'inscrire, affirmant que le registre resterant vide. La carricature se mettait de la partie, plus sinistre que gare. Daumier dessinait la galerse des Juges des accusés d'avril. Sons son crayon brutal, chaque pair devient un vieillard édenté, imbécile, infirme, hideux; ce n'est, dans tous ses dessins, que musques de bourreaux et scènes de supplice. Voyes cette composition : Accusé, purles, la défense est libre; le président, avec un sourire féroce, invite un prévenu à s'expliquer; celui-ci, baillonné, se débat vainement sous les mains de trois juges dont la robe est chargée de décorations; on autre juge tient une hache et s'avance près d'un condamné qui, lié, a déjà la tête appuyée sur un billot. Par contre, la hthographie répandait à profumon les portraits des accusés, représentés tous jeunes, beaux, bérotques. Leur biographie était partout distribuée. On partagesit entre eux vangt malle francs, produit d'une souscription.



¹ Co fot le 12 mai 1835 que la Tribane cesas de passitre. Elle s'avait vicu que quatre ans; elle avait été same et pour saivie cent ente foie, condemnée vingt foie ; le pour des pourses qu'elle avait encoureur d'elevait à 157,630 france d'emunden et quarante-ment ans de pratou.

Carrel, qui au fond, n'avait pas d'illusion sur leur valeur politique et morale, célébrait dans le National leur : généreuse résistance » , la « puissance de leur courage et de leur caractère ' ». En même temps, il n'y avait pas assez de sévérités contre ceux des accusés qui, rebelles au mot d'ordre de violence, se montraient disposés à se laisser juger régulièrement; ils étaient déclarés solennellement déchus du titre de « camarades » : et « exclus de la frateroité républicaine ». Les feuilles de gauche n'étaient pas les seules à faire campagne contre la Cour des pairs; le Constitutionnel et autres journaux de même quance prenatent parti pour les accusés, sur la question du choix des défenseurs; M. Dupin lui-même affectait de se servir, pour ses invitations à diner, d'un cachet portent cette devise : Libre defense des accusés. C'est que le tiers parti se flattait loujours que le procès ne pourgait aboutir, et que l'avortement en serait mortel an cabinet.

Dans cette agitation, l'opposition apportait une passion sans scrupule qui ne tourne pas toujours à son avantage. Un jour, le président Pasquier recevait une déclaration de gardes nationaux de la neuvième légion, qui refusaient de faire le service du Luxembourg; mais à peine cutte déclaration était-elle connue que les prétendus signataires la désavouaient : elle était l'œuvre de faussaires. Un autre jour, le Réformateur, condamné en cour d'assises, publiait une lettre qu'il disait avoir reçue de l'un des jurés : celui-ci affirmait n'avoir voté la culpab lité que pour se soustraire aux persécutions dont on la menaçait; les douze jurés réclamèrent, mant tous la lettre, qui, elle aussi, était une supercherie.

Cet usage des faux était devenue alors une sorte de manie dans le parti républicain. Le 11 mai, les journaux révolution-naires publièrent un manifeste par lequel le comité de défense félicitait et encourageait les accusés : « C'est pour nous un devoir de conscience, leur disait-on, et nous le remplissons avec une orgueilleuse satisfaction. de déclarer à la face du monde

^{*} Article du 11 mai 1835...

que, jusqu'à ce moment, vous vous étes montrés dignes de la cause sainte à laquelle vous avez dévoué votre liberté et votre vie... Persévéres, citoyens... L'infamie du juge fast la gloire de l'accusé. » Suivaient les signatures des défenseurs au nombre de cent dix. Le scandale de cet outrage était tel que la Cour des pairs, passant par-dessus le risque de greffer un autre procès non moins considérable sur calui qui lui donnait déjà tant de mal, décide de traduire à se barre les gérants des journeux qui avaient publié le manifeste et tous les défenseurs qui l'avaient aigné. Parmi cas derniers se trouvaient deux députés, MM. de Cormenia et Audry de Puyraveau, qui ne pouvment être poursurvis au'avec l'autorisation de la Chambre. N'était-il pas à cre ndre que celle-ci, par susceptibilité à l'égard de l'autre Assemblée, ne refusit de lui livrer un de ses membres? En effet, lors de la discussion, M. Dupin, descendant de son fauteuil de président pour combattre la demande d'autorisation, ne manque pas de faire appel à cette sorte de jalousie ombrageuse. M. Duvergier de Hauranne répondit qu'il fallait avant tout prouver à la pairie qu'elle avant de son côté cette Chambre, dans la lutte qu'elle soutenait contre les factieux » . L'argument parut décisif à la majorité, qui abendonna M. Andry de Payravenu à la justice des pairs. M. de Cormenin, avant déclaré n'avoir pas signé le manifeste, avait été mis hors de cause. Ce fut, pour les républicains, le commencement d'une défaite qui ne tarda pas à se transformer en déroute. M. de Cormenia n'étart pas le seul dont on avait supposé la signature. La pièce avait été rédigée par quelques-uns des défenseurs qui, pour la rendre plus imposante, avaient, sans aucune autorisation, disposé des noms de leurs collègues. Ceux-ci prirent peur, quand ils virent les risques judiciaires auxquels ils se trouvaient ainsi exposés : des récrimmations scritées s'échangèrent entre les républicains, qui s'accumient mutuellement, les uns de trompene, les autres de làcheté; bientôt, ce fut à qui se dégagerait, par un désaveu public, d'une aventure devenue périlleuse; si bien que, pour mettre fin à ce sauve qui peut, deux des coupables, MM. Trélat et Michel de Bourges, déclaréreut naumer atula la responsabilité de la rédaction du manifeste et de l'apposition des signatures. Ils furent condamnés par la Gour des pairs, le premier à quatre ana de prison, le second à un mois, tous deux à dix mille frança d'amende, avec eux, furent frappés les gérants des journaux qui avaient publié le document, et cinq défenseurs qui s'étaient refusés à désavouer leur signature. Telle fut la fin pitoyable d'un incident qui avait paru un moment si grave. Cette impadeur et cette maladresse dans la supercherie, cette fuite précipitée après une attaque si audacieuse, furent d'un effet désastreux pour les accusés et leurs amis. Devenus ridicules, ils cessment d'être redoutables, sans cesser d'être odieux. Les badands, qui avaient, un moment, regardé ce nouveau genre de révolte avec quelque cariosité, ne s'en occupaient plus. Un autre procès, nullement politique, était alors survenu qui les absorbait et les passionnait bien davantage, c'était celui du jeune La Roggière.

En somme, les républicains étaient arrivés à ce résultat étrange d'avoir lassé le public, sans laiser les juges. Il devenant donc chaque jour plus évident que la Cour des pairs, grace à sa fermeté calme et patiente, finirait par avoir raison de toutes les révoltes. Le procès n'allut pas vita, mais il avançait. Une petite partie des accusés, vingt-neuf, presque tous de Lyon, résistant aux objurgations et aux anathèmes de leur parti, s'étaient résignés à accepter le débat. Quant aux autres, à chaque nouveau moyen d'obstruction qu'ils imaginaient, à chaque violence qu'ils tentaient, la cour répondant en ordonnant à regret des mesures qui lui permettajent de se passer de la présence des accusés; ce n'était pas, à la vérité, sans porter quelque atteinte au principe du débat contradictoire et aboutir presque au jugement sur pièces; la voie était dangereuse; la cour s'y engageait le motos possible, autant sculement qu'il était indispensable, pour ne pas lauser le justice impaissante et la société sans defense.

Le 10 juidet, on avait terminé les dépositions relatives aux

² On mit en que fut cette mystériouse et d'unmaique affaire. La Remoère , l'enterent de cavaterie, était accusé du tentative de vioi sur le fille du général commandant i école de Saumur. Il fat gendemqé le 29 juin 1888.

LE PROCÈS D'AVRIL ET LES LOIS DE SEPTEMBRE. MI

accusés lyounais. Une question se posa alors. La cour allaitelle passer aux interrogatoires et dépositions concernant toutes les autres catégories de prévenus, et na procéderait-elle que plus tard et d'ensemble aux plaidoiries et an jugement? On bien allait-elle en finir avec les Lyonnais, entendre leur détense et statuer sur leur culpabilité? Ce dernier parti, en permettant tout de suite une solution partielle, déconcertait ceux qua L'avaient pas renoncé à tout espoir de faire avorter le procès : suesi protestèrent-ils avec une extrême violence; la disjonotien a'en fut pas moins proponcée. Dès lors, il fut encore plus évident que force resterait aux juges. Les accusés euxmêmes montrèrent qu'ils ne se faissient plus d'illusion : les principaux d'entre eux, au nombre de vingt-huit, parmi lesques Godefroy Cavaignac, Marrast, Gunard, Landolphe, Berryer-Fontaine, s'évadèrent, le 13 juillet, par un sonterrain qu'ils avaient creusé et qui avait mis la prison en communication avec une maison voisine. Les comparses, qui restaient, derrière eux, sous les verroux, svec le sentiment de soldats abandonnée par leurs chefs, as pouvaient contenir une lutte bien redoutable. A la fin de juillet, les débats étaient terminés, en ce qui concernait les Lyonnais, et le 13 août, après plusieurs jours de délibéré, la cour rendit son arrêt : quelques-uns étaient condamnés à la déportation, d'autres à une détention variant de ringt a cinq ans, le plus grand nombre à un emprisonnement d'une durée moindre.

Bien qu'une seule catégorie d'accusés ent été jugée, le procès était fini, le problème résolu, l'épreuve surmoutée. Tous les moyens de résistance étaient usés; les juges se sentaient armés peur triompher de tous les obstacles. Aussi, quand, après une suspension de plusieurs mois, le Cour des pairs reprit, en nevembre, ces laborieux débats et se mit à juger, l'une après l'entre, les autres catégories, le public n'y fit presque plus attention. Le dernier arrêt fut rendu le 28 janvier 1836. Le parti républicain sortit de là plus que vaincu, il sortit déconsidéré. Ni les hommes qui l'avaient personnifié, ni les principes qu'il avait manifestés, ni la tactique qu'il avait suivie, ne lui

nvaient fort honneur. Ses amis eux-mêmes en avaient conscience; Béranger se plaignait alors, dans ses lettres intimes, des « sottises auxquelles avait donné lieu ce procès », et il ajoutait : « On regarde la république de Sainte-Pélagie comme fort délabrée ¹. »

H

Au moment même où se termineit la première partie du procès, un attentat saus précédent était venu y faire use offroyable diversion G'était le 28 juillet : Paris, en fête, célébrait l'anniversaire de la victoire des barricades. Par un socil magnifique, le Roi, survi de ses fils et d'un brillant état-mapr. passait en revue quarante mille gardes nationaux, rangés en baie, depuis la Madeleine jusqu'à la Bastille. Il vennit de s'engager sur le boulevard du Temple, quand, regardant par linsard à gauche, il vit un jet de fumée sortir d'une fenétre du troisième étage. « Jouville, cria-t-il vivement à celui de ses fils qui était le plus rapproché de lui, ceci me regarde. » Au même instant, semblable à un feu de peloton mal dirigé, éclate une détonation prolongée à laquelle répond, de la foule, un cri d'horreus et d'effroi. Les balles ont balayé le sol tout autour du Roi. Quarante et une victimes, généraux, officiers, gardes nationaux, bourgeois, gisent sur le pavé sanglant; dix-huit sont mortellement frappées : parmi elles, le maréchai Morties

Descripondance, lettres du 8 mai et du 25 juin 1835. — Quelques années après, M. Louis Blanc avonnit que le parti vipublicain nortait de là dissous, duporté et discrédité. (Histoire de dix ars, t. 17, p. 522-528.) Plus tard, M. Lanfrey a écrit : « Ce procès déplorable n'ent d'autre résultat que de dévoiler à tous les youx les profendes dissidences qui divasient le parti républicale. Après avoir commencé par le tragique, il est fini per le ridicule, sans l'evaum qui lus apports un denoument. « Puts il paris de l'impossibilité où avert été Carrel « de mettre un peu de sérieux, de dignité, de discipline et de raison dans ce chase de résolutions contraductoires, d'emportements sans frein et de declamitions prescrites, dont le spectacle servet passamment à discréditer la came vanceux ». (Notice sur Armand Carrel. Revue maio acte, t. XII.) Lamartice ferivait à un de ses amés, pendant le procès d'avrit : « On a vu que les republicaine étaient des jacobies, c'est ce qui les perd. »

LE PROCÈS D'AVRIL ET LES LOIS DE SEPTEMBRE 413

et une jeune fike inconnue. Par miracle, Louis-Philippe n'a pas été atteint. Il s'arrête un moment, s'assure que ses fils sont sains et saufs, promène ses regards sur les mourants, donne quelques ordres avec un rare seng-froid, puis montrant du doigt, an duo de Broglie, l'oreille de son cheval percée d'une balle : « Il faut continuer, mon cher duc; marchons, marchons, » Il pouranit en effet la revue, an milieu des acclamations des gardes nationaux et du peuple.

Pendant ce temps, des agents, dirigés par M. Thiers, se sont précipités sur la maison d'où est partie l'explosion; ils y ont vite découvert l'instrument du crime : vingt-quatre canons de fusil, disposés comme des tuyaux d'orgue sur une forte charpente et mis en communication par une trainée de poudre : cinq de ces canons, trop chargés, ont crevé près du tonnerre. D'autres agents ont arrêté l'assassin qui cherchait à se sauver, au moyen d'une corde suspendue à l'une des fenêtres du troisième étage. Il était couvert de sang, la figure et la main affreusement mutilées par suite de l'explosion de sa machine.

• Qui était-ce? On ne le sut pas tout de suite : il falsut quelques jours pour découvrir que c'était un Corse nommé Fieschi, âgé de quarante-cinq ans, astucieux et hardi, impudent et avili, condunné autrefois comme voieur et faussaire, de mours ignobles, ayant trainé dans les lieux les plus divers au vie vagabonde et vicieuse, mélé aux sociétés secrètes tout en veudant ses services à la police. Dans les derniers temps, tout lui avait mal tourné; chassé ignominieusement de son stelier, menacé d'arrestation, obligé de se cacher sous de faux noms, il était réduit à cette détresse qui donne souvent aux gens de cette sorte la tentation des plus mauvais coups ". Ajoutez une vanité montrueuse, digne d'un Érostrate, craignant moins le châtiment du crime qu'elle n'était attirée par son atroce retentissement. Il n'avait pas eu, de lui-même, l'idée de l'attentat. Parmi les individus avec lesquels il entretenait des relations, était un

^{*} Au moment même de son arrestation, comme en las demandaix s'il senit (ci posseé per une passion politique : « Je n'es pas d'opinion, repetable di, ju agig ambanent un homme dérouté. »

bourrelier nommé Morey, membre actif de la société des Droits de l'homme. Agé de soixante ans, et en paraissant plus encore. malade, d'humeur sombre et taciturne, Morey renfermait dans son corps usé une âme implacable, toute brûlente des haines de 1793; c'était le type du vieux jacobin. Un jour, Fieschi lui avait montré le plan d'une machine de son invention qui pouvait tuer plusieurs personnes à la fois : « Voilà, dit-il, ce qui vous aurait été bon sur les barricades. -- Ce serait bien meilleur encore pour Louis-Philippe ., evait répondu Morey, Fieschi accueillit facilement cette ouverture, alléché, dans son orgueil et sa convoitise, par la célébrité horrible et la riche récompense que le vieux tentateur avait fait miroiter devant see yeux. Mais pour construire la machine, lover l'appartement, il fallait de l'argent. Morey l'avait demandé à un autre membre de la société des Drosts de l'homme, chèf de la section à laquelle il appartenait : ce troisième craminel s'appelant Pépin, épicier du faubourg Saint-Antoine, envieux et sutrigant, d'esprit court et de cœur bas, toujours mélé, quoique craintif et irrésolu, aux conspirations révolutionnaires, et naguère compromis dans les insurrections de juin 1832. Les trois complices, assistés d'un ouvrier nommé Boireau, qui n'eut qu'un rôle secondaire, avaient longuement et froidement préparé leur crime. Morey s'était réservé de charger lui-même les capons de fusil; et, par une infernale prévoyance, il les avait bourrés de façon à les faire éclater, se flattant de se débarramer en même temps de Louis-Philippe et de Fieschi.

Après une instruction qui dura plusieurs mois, les assausins comparurent devant la Cour des pairs. Leur attitude fut diverse. Fieschi s'agitait, gesticulait, pérorait, avec une impudente jectance; familier et bouffon avec les juges, posant pour le public, cet atroce histrion jouissait de l'importance infame de son rôle et disait avec orgueil, au sortir d'une audience:

Comme on parle de moil « Morey, malade, enveloppé dans sa longue redingote, la tête couverte de son bonnet de soie

² L'affaire ne fut jugée qu'à la fin de jenvier 1236,

LE PROCÉS D'AVRIL ET LES LOIS DE SEPTEMBRE, 215

noire, demeurait impanible, muet, sombre, le regard fixe, tout entier à la passion qui le brûlait intérieurement. Pépin, livide, décomposé, misérable d'épeurement, balbutiait des négations insoutenables et se contredisait à chaque phrase. Tous trois furent condamnés à mort et exécutés. Boireau en fut quitte pour vingt aus de détention. La surlendemain de l'exécution, la foule se pressait, place de la Bourse, devant un café au comptoir duquel trénait une fille horgne, toute fière, elle aussi, de son ignoble célébrité: c'étut Bina Lassalve, la concubine de Fieschi, dont un industriel avait imaginé de se faire une sorte d'enseigne.

A ces quatre coupables ne faudrant-il pas en adjoindre un autre que la justice n'avait pu atteindre? C'est le parti républicam lui-même. L'attentat de Pieschi est la conséquence extrême, mais naturelle, des sophismes, des passions, des haines que les sociétés secrètes et les journaux ont fomentés, échauffés, exaspérés, depuis cinq ans. Par une sorte de progression logique ou fatale, des violences da tribane et de presse ou a passé à l'émente, de l'émeute à la conspiration, de la conspiration au meurire, du meurire au massacre, couronnement dermer de ce qu'on a osé appeler les temps héroïques de l'histoire républicaine. La presse n'en était-elle pas alors arrivée à excuser, perfois à exalter et à prêcher le meurtre des rois? Ne venaiton pas de célébrer, par des banquets, l'anniversaire du meurtre de Louis XVI et de l'assassinat du duc de Berry? Grace à ces excitations, l'idée du régicide s'était à ce point répandue dans l'air que, pendant les huit ou menf mois entérieurs su crime de Pieschi, la police avait découvert et déjoné sept projets d'attentat contre Louis-Philippe. Pourrait-on discerner, à la charge du parti républicam, trace d'une complicité plus précise? Il est étable que Morey et Pépin ont eu, pendant qu'ils préparaient leur crime, des conférences secrètes avec des membres de la société des Droits de l'homme. Dans quelle mesure leur avaientils fait confidence de leur dessein? Pépin a déclaré en avoir parlé à Godefroy Cayaignac, à Recurt, à Blanqui et à d'autres; sa déclaration a été contredite. La vérité est malaisée à découvrir.

Ce qui est certam, c'est qu'avant l'attentat, on a ev, dans une fraction du parti, la notion plus on moins vague de ce qui allait être tenté. Les prévenus d'avril, évadés de Sainte-Pélogie, étaient restés tous cachés à Paris, sur l'avis qu'il se préparait un grand coup *. Dans plusieurs villes de province, des hommes connus pour faire partie des sociétés secrètes avaient pris des mesures, comme en vue d'un événement prochais. Des journaux révolutionnaires ou légitimistes s'étaient fait l'écho des bruits menaçants qui circulaient partout et annonçaient, plus ou moins explicatement, la mort du Roi pour la 28 juillet. Mêmes rumeurs à l'étranger; à Rome, un ordre du jour de la Jeune Italie avant recommandé de se temp prêt, Louis-Philippe devant être tué pendant les fêtes de juillet *.

Une fois l'attentat consommé, nouveaux indices qui chargent le parti républicain. S'il désavous Fieschi, auquel Carrel refuse le « titre d'assassin politique », il tâche de protéger ses deux complices, il aide Pépio à déjouer, pendant quelques jours, les recherches de la justice; l'épicier régicide demande les conseils de Carrel et de Garnier-Pagès, et ce sont deux réducteurs du *National* qui fui procurent un passe-port. Le fendemain du crime, une feuille radicale de Paris, le Réformateur, ose publier ces ligues : « Toutes les classes semblent céder à l'attrait d'une belle soirée, partagées entre une parfaite indifférence pour l'accident de la veille et la comosité. « En province, le Patriote du Puy-de-Dôme déclare Fieschi moins conpable que les généraux qui ont réprimé l'insurrection d'avril, et il ajoute : « Nous trouvons que les journaux monarchiques sont très-mai fondés à donner le nom de lache assassinat à la tentative individuelle qui vient d'être faite. S'il est vrai de dire que, sans Louis-Philippe et ses trois fils, la monarchie fût devenue impossible en France, il faut bien reconnaître que,

[·] Les Conspirateurs, extraite des Mémoires d'un mantagnard, par A. Cugno, D. partie, a. 53.

² Of. our tous one indices l'Attentes Fireship per M. Maxime au Captre p. 255 à 256.

cette fois, la république n'u manqué son avénement que d'une demi-seconde. Une cause si puissante, qui ne se trouve en retard que de si peu, ne nous paraît pas être en situation bien désespérée. La république est chose si bienfaisante et si sainte qu'elle peut accepter son triomphe de quelque événement que ce soit. » Aussi le duc de Broglie, quelques jours apres, est-ilfondé à dire, du haut de la tribune : « Lisez les journaux révolutionnaires de Paris et des départements, voyes avec quel som, avec que le insistance, ils se complaisent à faire remarquer de quelle profondeur de haste il a fallu être animé pour en arriver là ; voyez-les supputer, avec une joie qui fuit frémir, de combies : de pouces et de combien de lignes il s'en est failu que la monarchie ne fût renversée; voyes avec quelle confiance ils déclarent qu'après un tel exemple la république doit avoir bon courage et qu'elle acceptera volontiers l'héritage de l'assussinat! -

Après que la tête des criminels a roulé sons la guillotine, la police est obligée d'interdire les pélerinages faits à leur tombe. Morey surtout, «l'héroïque vicillard», est l'objet d'une sorte de culte; on se dispute ses dermères reliques. Encore se trouve-t-il des fanatiques pour se plaindre que l'apothéose ne soit pas plus complète. En 1836, on saisit au domicile d'un sieur Gay, membre d'une société secrète, une note qu'il déclare tenir de son ami M. More Dufraisse. Dans cette note, écrite peu apres l'exécution de Fieschi et de ses complices, on se plaint que la presse révolutionners ait été trop timide dans la justification de l'acte = du 28 juillet, et l'on ajoute : « Ne pouvait-on pas dire . Le but de ce que vous appelez attentat était de détruire Louis-Philippe et les trois ainés de sa race; Louis-Philippe et les ainés de sa race sont des contre-révolutionnaires ; le premier devoir de l'homme est d'auéantir ce qui s'oppose au progrès, c'est-à-dire à la révolution ; donc le fait du 28 juillet. avoit une fin révolutionnuire ; donc il était moral. « Le rédacteur de cette note déplore surtout qu'on a'ait pas exalté davantage le principal coupable. « Morey l's'écrie-t-il, Morey a été sublime d'un bout a l'autre da drame,/ Ce vieux prolétaire,

ŢŢ

L'indignation et la terreur causées par l'ettentat Ffeschi avaient eu pour résultat au moins momentané de réchausser le sentiment monarchique, singulièrement attiédi dans ces dernières années. Le ton général changes tout à coup. Les mêmes badauds qui naguère avaient fait un succès de curiosité aux carrentures meurtrières contre le Roi, s'attendrirent sur le péril qu'il venait de courir et sur le courage dont il avait fait preuve. Pour la première fois depuis longtemps, on sut à son aise pour le loner, et l'on put le faire sans être soupçonné de siagornerie menteuse et déplacée. Les journaux du centre gauche et même certains de la gauche se sentirent obligés de protester de leur loyauté dynastique. Des personnes qui, depuis 1830, s'étaient tenues à l'écart, à cause de leurs atteches légitimistes, se resperchèrent de la nouvelle cour. Mais ce ne fut pas tout.

Cet article, le darnier de Garret, fat écrit le 15 juillet 1836, à l'occasion d'un nouvel attentat contre le Roi, celui d'Alibard, Carrel y rappelant formellement Morey et Popin. Get erticle, poursuivi comme contenant l'apologie d'un fait qualifié crime, valut su National une condemnation à trois mois de prison et à 1,000 france d'amende, condamnation prononcée oprès le mort de Carrel.

Parmi les gens honnétes et tranquilles, un cri amversel s'éleva pour demander qu'on en finit avec cette agitation révolution-naire qui, après avoir prolongé l'émeute pendant quatre ans, aboutssuit maintenant à d'horribles forfaits. Cette disposition des esprits n'échappa point au gouvernement, qui résolut aussitôt d'en profiter pour compléter les lois de défense sociale. Les travaux parlementaires étaient interrompus, mais la session n'avait pas été close officiellement. Les deux Chambres furent convoquées d'urgence par leurs présidents pour le 4 août, et le ministère leur apporta, avec une solemnité inaccoutumée, les trois projets qui devaient a'appeler bientôt les « lois de septembre ».

Tout en les déposant, le président du conseil prit la parole efin d'en marquer le caractère. » Inquiète, disait-il, pour son Roi, pour ses institutions, la France élève la voix et réclame du pouvoir la protection qu'elle a droit d'en attendre. - Après avoir évoqué le souvenir de la lutte soutenge contre les partis, depuis cinq ans, le ministre ajoutant : « Les partis cont varacus; ils ne nous défient plus, mais ils subsistent, et chaque jour révèle le mai qu'ils font et surtout qu'ils ont fait. Pertout se retrouvent les traces désastreuses de leur passage. Ils outjeté dans les esprits un venin qui n'est pas prét à s'amortir. Les préjugés qu'ils ont allumés, les vices qu'ils ont couvés, fermentent; et si, dans ce moment, le règne de l'émeute a cessé, la révolte morale dare encore. Une exactation sans but et sans frein, une haine mortelle pour l'ordre social, un désir acharné de le bouleverser à tout prix, une espérance opiniatre d'y réassir, l'uratation du mauvais succes, l'humiliation implacable de la vanité décue, la honte de céder, la soif de la vengennce, voilà ce qui reste dans les rangs de ces minorités séditieuses que la sociétés a vainques, mais qu'elle n'a pas soumises. » Puis, rappelant la politique de résistance que le ministère avait toujours anivie, le duc de Broglie concluait ainsi : « Tant que la confiance du Roi nous maintiendra au poste où nous sommes, tant que la vôtre nous rendra possible l'exercice de l'autorité, nous resterons inébraulablement fidèles à des principes tant de

fois éprouvés, et nous porterons dans l'accomplissement de nos devoirs toute la formeté, toute la sévérité que la situation réclame. En effet, messieurs, au milieu de ce grand désordre d'idées, contre l'audace et le cynisme des partis, il faut nou pas des lois terribles, mais des lois fortes, pleinement exécutées. La mollesse, la complaisance du moins, sont permises peutêtre au pouvoir absolu; il peut toujours les compenser par l'arbitraire. Mais le pouvoir constitutionnel deit imiter l'impassibilité de la loi. Plus la liberté est grande, moms l'autorité doit fléchir. Le gouvernement avait à cœur de prendre devant vous l'engagement de déployer toute la force que la constitution lui donne. Il ne faut pas que de timides ménagements enhardissent les mauvais citoyens. Le temps est venu de leur rappeler qu'ils sont une minorité malfaisante et faible que la générosité de nos institutions protége, à la condition qu'ils s'arrétent devant elles.

Cos trois projets, qui portaient, l'un sur le jury, l'autre sur le jugement des actes de rébellion, le troisieme, de beaucoup le plus considérable, sur la presse, avaient pour but hautement proclamé, non-seulement de géner ou même de punir, mais de rendre impossible l'attaque contre la personne du Rol et contre le principe du gouvernement, « de supprimer » , comme e disaient les ministres, « la presse carliste et la presse républicaine ». Dans ce desseia, on proposait de créer quelques délits nonveaux, de préciser les anciens, de rendre la répression plus assurée et plus sévère. La condamnation pouvait dans certains cas entrainer la suppression du journal. En même temps, des précautions étaient prises contre les défaillances du jury : telle avait été déjà la préoccupation du législateur, dans les lois de défense, votées en 1833 et 1834. Les nouveaux projets réduisaient de buit à sept, sur douze, le nombre de voix nécessaires pour le verdict de condamnation, prescrivaient le secret du vote des jurés, punissaient la publication de leurs noms ou le compte rendu de leurs délibérations. En outre, afin d'échapper, en certains cas, à cette juridiction si incertaine, sans cependant violer la Charte qui l'avait établie pour les delits



LE PROCÈS D'AVRIL ET LES LOIS DE SEPTEMBRE. 191

de presse, on érigeait en « attentats » certains de ces délits, notamment l'excitation à la hame ou au mépris du Roi et la provocation à la révolte par la voie de la presse : or, d'après cette même Charte, les « attentats » pouvaient être déférés à la Cour des pairs . On proposait en outre quelques mesures préventives : aggravation du cautionnement, prescriptions relatives aux gérants des journaux, rétablissement de la censure des pièces de théâtre et des caricatures.

A peine les projets connus, la presse opposante les attaqua avec une véhémence désespérée. M. de Polignac avait été moins malmené, moins accusé d'attentat liberticide, que ne l'étaient alors le duc de Broglie, M. Guisot et M. Thiers. Une femilie radicale intitulait son article : La Terreior est muse à l'ordre du jour, et résumait ainsi se peusée : « La Terreur de 93 fut révolutionnaire et provisoire; la Terreur de 1835 est légale et permanente. » Comme il est arrivé dans d'autres occasions analogues. l'opposition était aidée par la presse anglaise, toujours pen intelligente de nos nécessités conservatrices, alors même qu'elle est le plus interessée à ne pas nous voir verser. dans la révolution. Le duc de Broglie, dans une lettre intime. au général Sébastians, ambassadeur à Londres, parlait, non sans quelque tristesse, de « tout ce qui lai était venu d'injures de l'autre côté de la Manche * . Ce tapage ne fut pas, au premier moment, sans troubler quelque peu les ministériels, et les journaux conservateurs commencérent par ne donner aux projets qu'une adhésion timide. Mais ce n'était pas dans la presse, c'était à la tribune, en présence et sous l'action des ministres, que la bataille allait se décider.

La discussion commença le 13 août et se prolongea jusqu'au 29, pendant quatorze séances, avec grande dépense de passion oratoire. L'opposition n'épargna aucune des exagéra-

Google

[&]quot; « None vous demandons, disait encore le den de Broglie, de placer la persourse du Roi sous le garantie d'an grand corps politique, voyant d'auter hant pour ne pas se méprendre sur la neuvre et la portée du crime; d'an tribunel paymanent dont la presspradence invariable ne leisse pas su second crime plus de chances qu'au premier, »

^{*} Documents enedate,

tions habituelles en pareil cas. Comment ne pas sourire aujourd'hai, en relisent les discours où elle dénoncast la loi sur la presse, comme « la plus oppressive qui sit été votée contre l'espret humain 1 + ? La gauche fut secondée par des orateurs qui ne vennient pas de ses rangs, comme M. Dupin, M. Dufaure, M. de Lamartine, et surtout M. Royer-Collard, dont l'intervention inattendue fit grande sensation. Agé alors de soixantedouse ans, l'illustre vieillard n'avait pas paru à la tribune depuis son discours de 1831, en faveur de l'hérédité de la pairie. Il était demeuré, en face de la monarchie de Juillet, dans cette même attitude de spectateur chagrin, découragé, un pan méprisant, que nons grions dést observée au lendemain de la révolution. Un moment, cette défiance malvaillante s'était atténuée, à la vue de l'hérotque énergie déployée par Casimir Périer. Elle avait repris plus forte que jumais, sous le ministère du 11 octobre, queique ses amis les doctrinaires en Sisent parție. Était-ce mâme quoique ou parce que? Le multre me souffrait-il pas, à son insu, de ce que la révolution, qui avait mus fin à son rôle politique, se trouvait être, pour ses disciples, motamment pour M. Guizot, le point de départ d'une éclatante fortune? Comme l'a écrit ce dernier, a c'est pour les hommes, même les meilleurs, une épreuve difficile de voir grandir, sans leur concours et dans une complète indépendance, des renommées et des fortunes qu'ils out vues naître et longtemps soutennes ». Ajoutous que le plulosophe cachait, dernère la dignité austère de son attitude, un fond tres-passionné, et que as grands confiance en soi ne le portest pas à se maltraser. Entre lui et M. Guizot, il y eut même, à cette époque, plus qu'un refroidissement politique; il y aut bromile privée, à l'occasion d'ane vétille, d'une recommandation dont le ministre n'avait pu ou voule tenir compte ". Dès lors, le terrible raillour ménagea moins encore les hommes du 11 octobre, dans les boutades de aa conversation : « Gaisot un homme d'État!

² Discours de M. Janvier,

As moment de mousir, en 1848, M. Royer-Collard s'est réconcilié pres. M. Gassot, Ce fee pour lui une vive et deuce émotion.

LE PROCÉS D'AVRIL ET LES LOIS DE SEPTEMBRE. 323

disart-il : c'est une surface d'homme d'État. » Et encore : «Sea gestes excèdent sa parole, et sa parole sa pensée. S'il fait, par basard, de la grande politique à la tribune, soyez sur qu'il n'en fait que de la petite dans le cabinet. » On le v.t. par hostilité contre les ministres, se rapprocher des hommes qui lui resseusblaient le moins, de M. Molé, de M. Duoin qui affectant de prendre ses conseils. Jusqu'alors cependant, cette hostilité n'avait pas dépassé les couloirs. La loi sur la presse lui fut une occasion de se manifester à la tribune. Ce n'était pas la première fois que M. Royer - Collard, par préoccupation trop absolue de la doctrine, par souci surtout de sa réputation et de sa popularité libérales, se séparait de ses amis au pouvoir, se refusait à tenir compte des nécessités et des périls qui s'amposment à eux. Ainsi, sous la Restauration, avait-il rompu avec le duc de Richelien et M. de Serra, sculement, alors, le duc de Broglie et M. Guizot étaient de son côté. Ce rôle de théoricien, sans compromis avec les faits, le génait d'autant moins que, personnellement, il se dérobait soigneusement e toute action, se bornant à critiquer et à dogmatiser. Quant aux embarras qu'il ponyait ainsi causer aux autres, il n'en avait cure. « J'ai parlé pour moi, écrivait-il un jour ; je me suis satisfait !. »

Dans la los proposée, M. Royer-Collard s'attaqua surtout aux dispositions qui, en qualifient certains délits d'attentats, les enlevaient au jury pour les déférer à la Cour des pairs. Cela lui paraissait un « subterfuge », et il accusait la loi de n'être pas « franche ». « Je repousse, dissit-il, ces inventions législatives où la ruse respire; la ruse est sœur de la force et une entre école d'ammoralité. « C'était dur et injuste. Mieux valeit entendre l'orateur exposer, avec son habituelle élévation, d'où venait le désordre des idées que l'on prétendait réprimer par la loi sur la presse : « Le mai est grand, il est infini ; mais est-il d'bier? Enhards par l'ége, je dirai ce que je pense, ce que j'ai

Lettre à M. de Tocqueville, de \$1 novembre 1837. Il écrivait un peu plus tard, toujours à M. de Tocqueville : « Desantéremes-vous des entres, mans ne vous desantéremes pas de vous-même, là sont vos muilleures et plus vives joussessees. Pennes, corres, comme se vous eura send, nouquement occupé de bien fanc, « (OBespet de Tocqueville, t. VII, p. 101, 169.)

vu. Il y a une grande école d'immoralité, ouverte depuis cinquante ans, dont les enseignements, bien plus puissants que les journaux, retentissent dans le monde entier. Cette école, ce cont les événements qui se sont accomplis, presque sans relache, sous nos yeux. Regardez-les: le 6 octobre, le 10 août, le 21 janvier, le 31 mai, le 18 fructidor, le 18 brumaire; je m'arrête là. Que voyons-nous dans cette suite de révolutions? La victoire de la force sur l'ordre établi, quel qu'il fût, et, à l'appui, des doctrines pour la légitimer... Le respect est éteint, dit-on : ries ne m'afflige, ne m'attriste devantage, car je n'estame rien plus que le respect, mais qu'a-t-on respecté depuis cinquante ans? Les croyances sont détruites! mais elles se sont détruites, elles se sont battues et roinées les unes sur les autres. Cette épreuve est trop forte pour l'humanité, elle y succombe. Est-ce à dire que tout soit perdu? Non, tout n'est pas perdu; Dieu n'a pas retiré sa main, il n'a pas dégradé la créature faite à son image; le sentiment moral qu'il lui a donné pour guide, et qui fait sa grandeur, ne s'est pas retiré du cour. Le remêde que vous cherches est là et n'est que là. M. Royer-Collard avait raison de rappeler à ses auditeurs d'alors que tous ceux qui avaient participé ou applaudi à une révolution étaient pour une part responsables du désordre des idées ; il avait raison massi de leur rappeter qu'il était un autre remêde que des lois répressives. Mais, en attendant ce remède supéneur et lointain, m'y avait-il pas, dans une région moins haute, à prendre des précautions qui, pour n'être pas suffisantes, pour ne pas s'attaquer à la racine du mal, ne laissaient point que d'être argentes et indispensables? Rien de moux que de ne pas borner la politique à des expédients terre à terre et au jour le jour, de l'élever à des vues plus hautes et plus profondes de l'état moral de la société. Mais il serait vraument trop commode de prétendre, en philosophant ainsi, se soustraire aux nécessités prutiques et quotidiennes du gouvernement.

Quelque éclat que l'intervention de M. Royer-Collard cût donné à l'attaque, la défense ne fat ni moins forte ni moins beillante. Les principaux orateurs de la majorité, MM. Duver-

gier de Hauranne, de Salvandy, Hébert, Martin (du Nord), et avec eux M. Sesset, qui neguère inclinait vers le tiers parti, vincent soutenir les projets et revendiquer, à côté du gouvernement, leur part de responsabilité. A leur tête, combattaient, avec l'autorité de leur talent, de leur union, les trois principeux ministres, MM. Guisot, Thiers et le duc de Broglie. L'impression produite par ce dernier fut des plus profondes. Habitué aux débats sages et un peu froids de la Chambre des pairs, M. de Broghe avait été jusqu'alors orateur de discussion plus que de passion, dédaignant l'appareil oratoire, d'une argumentation serrée, mélhodique et probe, d'une pensée forte, baule et originale, d'une forme distinguée, mais apportant plus de lamière que de chaleur, élevant les esprits plus qu'il ne touchant les cœurs. Cette fois, sa perole s'échappa, toute vibrante d'une émotion qui fit d'autant plus d'effet qu'elle était ches lui. moins habituelle et plus sincèrel Ches cet « homme de bien irrité », comme l'appela M. Royer-Collard, on sentit l'horreur des forfaits que la révolution venait de commettre, l'effroi des périls qu'elle faisait courir à la monarchie et à la société, le mépris indegré pour la sottres et la lâcheté de l'opposition qui niait les périls et cherchait à couveir ces forfaits. On y sentit aussi quelque chose de plus personnel et de plus poignant encore. Le due de Broglie evait partagé les illusions optimistes de l'opposition libérale sous la Bestauration : plus que tout autre, il avait cre et professé que le règne de la force ferait place à celui de la raison, que la liberté, à elle seule, résoudrait tous les problèmes, qu'elle corrigerant ses propres excès, et qu'il fallait avoir confiance dans l'esprit humain délivré de tout frein et de toute tatelle. Pour venir à son tour proposer, contre les désordres de la presse, de la caricature et du théatre, des lois de restriction, de répression et même de censure, il devait faire violence à ses théories premières, humilier sa raison, confesser l'erreur de ses espérances; ce ne fut pas saus une souffrance qui se trahit dans ses paroles et leur donna un accent particulter. Mais ce droit esprit avait vu, par l'expérience du pouvoir, combien la réalité différuit de l'idéal longtemps

caressé, et son patriotume n'avait pas hésité. Il trouvait même une sorte de jouissance apre, fière, mélée d'impie dédaigneuse, n assumer sur soi toute la responsabilité, à s'offrir comme le « bouc émissaire de la société » . » Certes, disait-il encore, si nous n'azions pensé qu'à traverser commodément le pouvoir, oh! mon Dieu, cela nous eût été bien aisé. Il ne fallait pas un grand effort de courage pour suivre la penta des esprits, pour nous placer en quelque sorte au fil de l'eau, pour marchander avec tous les partis, pour transiger avec toutes les factions, pour se donner les sirs de les gouverner par des concessions ou des compliments, par des promesses ou des caresses; tout cela était très-facile : nous aurions traversé le pouvoir en bruit des applandissements populaires; mais aous aurions perdu le pays et nous l'aurions précipité dans l'abime. (Sensation.) A près ces paroles, dont ou comprend mieux encore la portée, quand on a vu à l'œuvre la politique de laisser-aller, l'orateur rappelant comment « le gouvernement de Juillet avait pris naissance au sein d'une révolution populaire », et il terminait par cette magnifique péroraison qu'on nous permettra de citer en entier : « La révolte, c'est là l'ennemi que la révolution : portait dans son sein et devait rencontrer dans son berosau; la révolte, nous l'avons combattue sous toutes les formes, sur tous les champs de bataille. Elle a commencé par vouloir élever, en face de cette tribune, des tribunes rivales. Rous avons démoli ces tribunes factieuses, nous avons fermé les clubs, nous evons, pour la première fois, muselé le monstre. (Très-bien! très-bien!) Elle est alors descendue dans la rue, vous l'avez vue heurter aux portes du palais du Roi, aux portes de ce palais, les bras nus, déguensilée, hurlant, vociférant des injures et des menaces, et pensant tout entraîner par la peur. Nous l'avons regardée en face; la loi à la main, nous avons dispersé les attroupements, nous l'avons fait rentrer dans sa tanière. (Brevol) Elle s'est alors organisée en sociétés anarchiques, en complots vivants, en conspirations permanentes. La lor à la main, nous avons dissons les sociétés anarchiques; mous avons arrêté les chefs, éparpillé les soldats. Enfin, après

nous avoir plusieurs fois menacés de la bataille, plusieurs fois cile est venue nous le hyrer, pipsieurs fois nous l'avons vaincue, plusieurs fois nous l'avons trainée, malgré ses glameurs, aux pieds de la justice, pour recevoir son châticaent. (Bravol bravol) Elle est maintenant à son dernier asile; elle se réfugie dans la presse factieuse ; elle se réfugie derrière le droit sacré de discussion que la Charte garantit à tous les Français. C'est de la que, semblable à ce scélérat dont l'histoire a flétri la mémoire, et qui avait empoisonné les fontaines d'une eité populeuse, elle empoisonne chaque pur les sources de l'intelligence humaine... Nous l'attaquons dans son dernier aule ; nous lui arrachons son deznier masque ; après avoir dompté la révelte matérielle, saus porter atteinte à la liberté légitime des personnes, nous entreprenons de dompter la révolte du langage, sans porter atteinte à la liberté légitime de la discussion. (Nouvelles et vives acetamatione.) Si nous y réussissons, mesmours,... advisons ensuité de nous ce que pourra ; nous aurons remph notre tache, nous eurons droit en repos. Que le Roi, dans se sagesse, appelle, dans d'autres circonstances, d'autres hommes au maniement des affaires; que, par des motifs que nous respecterons toujours, vous nous retiries l'appui généroux que vous nous avez accordé juaqu'zel; que nova succombiona par notre faute ou sans notre faute, peu importe; quand l'heure de la retraite sonnera pour nous, nous emporterous la conscience de n'avoir rien fait pour nous-mêmes et d'avoir bien mérité de vous. » (Braves prolongés et vife applaudissements.) Jamais le duc de Broglie na s'était élevé plus haut, et rarement assemblée avait entendu un langage d'une éloquence plus sincère, plus hombéte et plus prefonde, L'effet fut immense Les conservateurs étaient fiers et ressurés, les hésitants convaincus et entrainés. « Quant à la gauche, a dit un témoin, elle demeurait silencieuse, immobile et comme accablés, au milieu de l'émotion universelle. »

Au vote, le gouvernement ent un succes complet, la loi sur les cours d'assesse fut votée par 212 voix contre 72, celle sur le jury par 224 contre 149, celle sur la presse par 226 voix contre 158.

Aussitôt promulguées, l'effet de ces lois se fit sentir. Il v eut tout de suite un changement notable dans l'état de la presse. Une trentaine de journaux démagogiques, en province ou à Paris, dispararent. Les survivants farent obligés de se modérer 1. La caricature factiouse fut supprimée. Les jurys condamnérent . et les procès de presse cessèrent d'offrir le scandale de l'impadence des accusés comme de la défaillance des juges 4. En même temos, il fut visible que la liberté de la presse n'était à aucun degré atteinte. Pour être contraints de s'interdire certains outrages grossiers on certaines manifestations inconstitutionnelles, les journaux n'en conservèrent pas moins leur plein droit de contrôle, de discussion, d'attaque violente et injuste. Les lois n'avaient même pas tué la presse carliste ou républicaine : elles l'avaient seulement contrainte à voiler un peu son drapeau. Dès lors, qu'est-il resté, à l'épreuve des faits, de toutes les déclamations de l'opposition?

Ce n'est pas à dire que ces lois fussent autre chose qu'un expédient, ni qu'elles sient résolu, d'une façon définitive, le

Dés le 30 novembre 1835, Carrel se plaint que « le jury n'act pas at se préserver d'un entrefrement trop général », et que, par suita, » cutte partie de la presse, qui n'a point abdiqué toute mission révolutionnaire, n'ait pu, en s'appayent sur le jury, souteur le combat contre des adversures ermés de la terrible laga-lation de 9 septembre ». Il spectant s'e Nous attendons une situation de l'esprit.

public qui none présente des juges es luces, des juges recesses, -



^{*} Correl dissit, pou après, deut le National s « Ou a mis les journeux deux la nécessité de se centurer eux-mêmes. Ils ey résignent; auts en nécrit pas tout en qu'on peute, et l'on ne publie pas même tout ce qu'on écrit. l'our avoir l'idée de la violence que se fuit la presse à elle-même, en se pessentant avec ces apparences de moderation que le Journal des Débets célèbre comme le résultat des lois de reptembre, il faudrant au foure apporter les épreuves et les manuscrits qui passent chaque sour sous les yeux des directeurs des foutiles apposantes., lampunez les lois de apposantes unspendons pendant deux fou vingt-quatre heures Combies de chaque qu'on croit oubliées recommencerates; à se dire l... » (1^{ex} juil-let 1836.)

^{*} Un magistrat, M. de Marany, écrivait, le 80 novembre 1886 : « Quant aux prochs politiques, tont leur intérêt est fini, et en les jage dans le relitude... La répabilique lainse mourir le Réformateur après la Tribure, dans un alundon qui fait mal au cœur. Et si vous entendies le ten obséquieux, patelés, des prevenus, des avocute : supprientions qui me les sanvent pas des condemnations improyables du jury maintenant rassuré. Jamais je n'aurais aspéré, des lois d'internidation du 9 septembre, un effet aussi radical. J'ignore s'il se relèvere, mais, pour le mement du mocas, l'ennemi parelt hom abatte. »

LE PROCÈS D'AVRIL ET LES LOIS DE SEPTEMBRE, 829

problème que sonlève la liberté de la presse dans notre société à la fois si excitée et si désemparée. Où est d'ailleurs la solution de ce problème? Qui a trouvé le secret d'ouvrir les portes à la liberté, sans que la licence en profite pour se glisser par quelque endroit? Quel mode de répression qui ne puisse, à un moment donné, entre les mains d'un gouvernement sans scrupule, devenir un instrument d'oppression? A ces deux périls, le remède est plutôt dans les mœurs que dans les lois. Mans que deviennent les mœurs dans notre État chaque jour plus démocratique et toujours révolutionnaire? Et quand donc pourrons-nous nous flatter d'avoir fermé cette grande école d'immoralite dont parlait M. Royer-Collard?

V

Le vote des lois de septembre, coîncidant avec la fin du procès d'avril, marque le terme de la lutte que Casimir Périer avait commencée et dont nous avons suivi toutes les vicissitudes, dans la presse, dans le Parlement, dans la rue et jusque devant la justice. La défaite du parti républicain était complète, défaite matérielle et morale. Dispersé, désarmé, abattu, il se sentait réduit, pour longtemps, à l'impuissance l. Béranger constalait, dans ses lettres, à quel point le pays était « dégoûté » de ce parti. Quant à Carrel, suivant l'expression d'un de ses apologistes s, « il avait prévu la déroute, mais il devait s'avoner combien, dans son découragement, il était resté au-dessons de la vérité ». Lui-même proclamait, dans le National, et la » pleme victoire des doctrinaires », et l'éloignement croissant de « la masse » pour la république s. Il ne se dissimulait pas

^{*} Un écrivain républicain, M. Lanfrey, n étrit de l'état de son parti à cette époque . « Les défaites matérielles et plus encore les défaites morales du parti, le vague, l'incohérence ou la folie de ses doctrines, le dessecord de ses chefs, l'exeltation avengle on l'indisciplinable organil de ses adhérents le condamnaient à l'impaissance... Il fallait renoncer à toute sotion immédiate ou même prochases, » M. Lanfrey.

^{*} National du 34 novembre 1835 et du 11 janvier 1836.

que c'était le fruit des fautes commises par les républicains, et n'avait plus, sur ceux-ci, aucune illusion « Les hommes que je parnis diriger, disnit il à Berryer, ne sont pas murs pour la république; aucun esprit politique, aucune discipline. Nous commettons faute sur faute. Je suis réduit au rôle de marteau : on se sert de moi pour frapper. Marteau pour briser, je ne puis rien édifier... L'avenir, il est trop lointain pour que je l'atteigne . . Un jour même, - était-ce sous la pression du remords? — il confessait, dans le National, le tort que ses amis et lui s'étaient fait pur la violence de leur langage et de leurs doctrines, et la responsabilité qu'ils avaient ainsi assumée dans les crimes révolutionnaires. Ce qui ne l'empéchast pas, il est vrai, de se faire le lendemain le prophète, presque le champion du socialisme*, de plaider les circonstances atténuantes du régicide ', et de prendre son parti du triomphe du jacobiname sur les idées de liberté qu'il avait d'abord caressées " Tout cela, - le dégoût qu'il ressentant de ses amus, comme la bonte de ses propres faiblesses, —

3 2 janvier 4836.

Neus avont deja su nocation de metatomner est article du 15 juillet 1136, forit à propos des attentats d'Abhaud; c'est, comme nous l'avone dit, le dernier qui

seis corci de la plume de Carrel.

* Carrel appetats cette i dec de la liberté amêncame, de la liberté pour tout, la a théorie du droit commun », « Nont sûmet à ce sujet, lui et moi, excente M. Nuard, une longue conversation, quelques mois avant se mort, dans une promissade au boss de Boulogne. Je vie qu'il avait prinque renouce à cette theorie du drait commun, comme principe de politique applicable; tout au plus y terrait-il encore comme theorie. . Set deutes, sur se point, furent une dernière defaite... Dans les dernière de sa vie, il n'en parlait plus que comme d'un progrès qu'il ne les serest pas donné de voir de son vivant, et auqual me dairent pout-ètre jumits arriver les sociétés humaines. »

² Mémoires de M. d'Alton-Shée, t. 1, p. 183. — Un antre jour, Gerrel distit, en parlant de ses amis : « Your ne les connecties par . des fous, des broudions, des envieux, des impussants! » On encore : » Leurs qualités ne servent que dans les cus tout à fait extraordinaires, leurs incopvenients sont de tous les fours. »

^{*} Voir notamment un article du 28 pain 1836, où, à propos d'un écrit de M. de Chapsaubriand, Carrel annonce et salue la prochaine » révolution acciniu ».

M. Littré, qui à été l'éditeur des œuvres du reducteur du Mattonal, a noté religionnement tous les indices qui revelent le « progrès » de cet écrivain vers le nocialisme. « Au debut de sa curvière, dit-il, Correl n'avait point d'angagement avec la republique; un milien, il se ranges sous le drapass républicain; a la fin, il n'approchait du socialisme. . « (Obsures de Carrel, t. 17, p. 510)

LE PROCÈS D'AVRIL ET LES LOIS DE SEPTEMBRE, 831

n'était pas feit pour diminuer, chez lui, le malaise, la tristesse que nous avons déjà en occasion de noter, les années précédentes. Il comprenent maintenant et probablement regrettant la faute qu'il avent commise en se proclamant républicain, en passant de l'opposition légale à l'opposition révolutionnaire, à la fois intransigeante et désespérée. Aussi dissuadait-il teux ceux qui voulaient l'imiter et venir à la république. Mais il se regardait lui-même comme trop engagé pour revenir sur ses pas. Comment donc se tirer de là? La mort, qu'on n'attendait pos, allait résondre, ou pour mieux dire, supprimer la question.

Quelques mois plus tard , en effet, Carrel était blessé mortellement, dans un duel avec un personnage encore obscur, et à l'occasion d'une polémique qui semblait n'être qu'une querelle de boutique sur le prix comparé de deux journeux concurrents. Son adversaire s'appelant Émile de Girardin. Agé de trente ans, il étuit en train de se faire de vive force, dans la société, la place que l'irrégularité de sa naissance l'avait empéché. de trouver toute faste. D'une intelligence alerte et prompte, d'une activité fiérreuse, courageux, plein de sang-froid, audacieux, même jusqu'à l'impudence, ne s'embarrassant pas de convictions, de sentiments ou de scrupales, écrivain médiocre, vulgaire, de peu de culture, mais avent le mouvement et une sorte d'instruct de charistan pour imaginer ce qui pouvait amuser, réveiller ou entraîner la foulé, benucoup plus homme d'affaires qu'homme de lettres, il devait être l'un des plus étonnants entrepreneurs de publicité politique que ce temps ait commus. En 1836, il venait de créer, en face du vieux journal à 80 francs, à clientèle restreinte, à opinion définie et fixe, représentant un parti et vivant des sacrifices de ceparti, le nouveau journal à 40 francs, cherchant avant tout

On a recueté que Carrel il toit lu «même, dans l'angunes de ma derniera ni monte : « Els m'ont enfermé dans une impasse, »

2 22 juillet 1806,

⁴ Victor Huge a écrit à M. d'Alton-Shée qui recontait avoir ésé détourné pur Carrel de se faire républicain : « J'ai connu Carrel tel que vous le depougnes. Il a fait eussi et qu'il à pu pour méloigner de la republique. »

une clientele nombreuse. la sollicitant par des appàts inférieurs ou suspects, prêt à la suivre dans tous ses caprices, vivant principalement du produit de ses annonces et de ses réclames, s'intéressant plus à la Bourse qu'au Parlement, poursuivant moins le succès d'une opinion que celui d'une affaire, et abassant la presse postique à n'être plus qu'une entreprise industrielle, une spéculation financière. C'était toute une révolution dans le journalisme, révolution dont nous n'avons pas encore va le dernier mot: peut-être étast-elle inévitable et en harmonie avec notre démocratie, mais on ne peut dire qu'elle sit profité à l'autorité et à la moralité des journaux. ▲ son apparition, la nouvelle presse fut très-attaquée par l'ancienne, qu'elle froissait dans sa dignité et menaçait dans ses intérêts. M. de Girardin fit tête à ces attaques; il eut plusieurs duels, entre autres celui qui fut fatal à Carrel. Celui-ci ne survécut que deux jours à sa blessure. Sa fin fut triste et sans consolation. Point d'église, pas de prêtre ! = tel avait été son premier mot, en entrant dans la maison où il avait été transporte .Le publio___ fut saisi de ce qu'avait de lugubrement prémeturé ce coupobscur qui frappait un bomme de trepte-six ans, dans toute la vigueur de sa santé, de son talent, et encore su début d'une brillante carrière; il comarqua surtout la coincidence tragique entre cette mort qui enlevait à l'armée républicaine le soul homme y faisant figure, et la déronte de cette même armée. M. Quinet écrivit alors à un de ses amis : « Le parti républicom est avec Carrel dans le cercueil; il ressuscitera, mais il luifaudra du temps 🔭 🤛

[&]quot;M. de Chateaubriand, qui suivit le couvei civil de Carrel, a charché à atténuer le somulair de cette most sans religion. Il a recouți que M. Carrel pire lei avait dit, à l'enterrement de son fils : « Armand aurait été chrétien comme son pire, an mire, ses frères et somre : l'aigmile n'avait plus que quelques hourse à parcemeir pour seriver su même point du cadren. » M. de Chateaubriand ajoutaitr » Carrel n'était pas assei améreligieux qu'on l'a supposé : il avait des doutes-Peu de jours avant su most, il dissit : Je donnersus toute cette vie pour croire à l'actre, »

A Laters the 6 node 1836, (Correspondence d'Edgar Quinet.)

CHAPITRE XIII

LA QUESTION RELICIEUSE SOUS LE MINISTÈRE DU 11 OCTOBRE

(Octobre 1832 - férrier 1836)

 Les préventions irréligieuses, non complétement dissipées, sont expendant moins fortes. Dispositions de la Chambre. Assendement exclasar les grêtres des conseils genéranz et leur refusant la présence de droit dans les comités de surveillance des écoles. Votes emis relativement à la réduction du nombre des évêchet. L'intolerance a dimenue dans les conseils électifs at dans les administrations. Témoigrage de M. de Tocqueville. — II. Conduite du manistère dans les affaires religiouses. Malgré quelques incontitudes, il y a amélioration. Paits à l'appui. Les congrégations tolérées. Les nominations d'évêques. M. Guisot et la lei de l'enseignement primaire. La religion dans l'école publique. Le caré dans le comité de surveillance. Girculaires pour l'exécution de cette partie de la loi. La liberté de l'enseignement. M. Guisor et les congrégations enseignantes. Projet sur l'instruction secondaire. Le gouvernement accusé de réaction rêlgieuse, - III. La religion regagne ce qu'elle avait perdu dans les âmes. Déception douloureuse du rationalisme, Avenz et gémissements des contemporaires. Reteur à la religion, surtout dans la jeunesse. Affinence dans les églises. Elan dans le seso du catholicisme. Ozanam et le jeunesse outholique. La Société de Brint-Vincent de Paul. Les conférences de Notre-Demo.

I

C'était beaucoup d'avoir vaince les factieux dans la rue, dans les sociétés secrètes, dans la presse et dans le Parlement : ce n'était pas tout. La révolution, nous l'avons vu, avait troublé les âmes en même temps que renversé les institutions, et l'une de ses premières conséquences avait paru être le triomphe d'une sorte d'impiété publique. Il fallait aussi réagir contre cette autre forme du désordre. Cette réaction avait déjà commencé, non sans tâtounement, avec Gesimir Périer. Elle se continue sous le ministère du 11 octobre.

Sans doute, les préventions et les baines irréligieuses n'avaient pas entierement désarmé. On s'en apercevait à plus d'un signe. À la Chambre, il était tels députés, M. Isambert par exemple, chez qui le besoin de « manger du prêtre » était devenu une sorte de monomanie. Sous couleur de gallicanisme, M. Dupin faisait parfois campagne avec eux. De temps a autre, les préventions auxquelles les pourfendeurs du « parti prêtre » faisaient appel, trouvaient asses d'écho dans l'Assemblée pour obtenir une majorité. Mais, le plus souvent, ces victoires n'étaient que passagères. L'esprit de justice et de tolérance, sans toujours prévaloir, était en progrès !.

En janvier 1833, la Chambre discutait la loi des conseils généraux : un député demanda que les minutres du culte ne pussent faire partie de ces conseils; cet amendement paraissait avoir peu de succès, même a gauche, et allait être rejeté a, quand M. Dupin descendit du fauteuil pour le soutenir. Après avoir évoqué les souvenirs de la Restauration : « Si vous lausez au clergé, s'écria-t-il, la possibilité de rentrer par un com quel-conque dans vos affaires, il envahira tout hientôt, et il perdra encore une fois l'État, en se perdant lui-même. « Get argument suffit pour faire adopter l'amendement, il est vroi, à une faible majorité. Les ministres s'étaient tus dans le début et abstenus au vote. Mais, en dehors de la Chambre, cette exclusion peulibérale ne fut pas favorablement accueillie. La presse ne se géne pas pour la critiquer a. A la Chambre des pairs, l'amendement,

C'est M. Dupin lui-même qui le constate. (Mémoires, t. 111, p. 22.)

La Chumbra n'affectuit plus, comme au lendemain du 1830, d'ignorer l'existence même des létes du christianume. En 1838, pour le première fois depuis la révolution de Juillet, elle suspendait ses sémanse le jour de l'Assession. Le fat remarqué.

^{*} a de compte, disast le Journal des Débats, la pretruse agreit une mise hors la los Sous la premiere race, que od on voulant degrader un prince, on le tonsurant et on le faitait pretre. Des ce moment, il no comptait plus : ce serait la même choss aujourd hui. La tonsure acriestastique serait nossi une dégradation civile et politique. Ce n'est pas ainm que nous entendons la liberté. Point de priviléges pour le clergé, n'est tout nature!, mais point d'exclusion non plus. Que le prêtre pu sus être élu si nes concuoyans le treuvent digne de leurs suffrages » Rt es même journal ajoutait, à l'adresse de M. Dupin : « Nous au sommer plus un 1827. Les Jésustes de Saint-Acheal on feut plus de proposeson; le monogramme de la

contenu par M. de Montlosier, avec une véhémence qui excita des rires et des murmures, combatta par M. de Sacy et par le muistère, fut repoussé à la presque unanimité. La Chambre des députés, peu fière de son premier vote, n'insista pas. Le vieux M. de Montlosier, tout ébabs qu'on ne prit plus ses terreurs au sérieux, comme en 1826, lors de sa fameuse denouclation ', épancha ses doléances dans une lettre publique à M. Dupin et dans d'autres écrits ". Il y déclarait que « le partieccléssastique dominait le gouvernement » et se plaignait que « la révolution de Juillet sût fait entrer le prêtre dans notre instruction et dans nos affeires ». Tout cels ne pareit que ridicule.

Unincidentanalogue se produisit, dans cette même année 1838, à propos de la loi de l'instruction primaire sur laquelle nous aurone bientôt à revenir. Le majorité, après avoir refusé d'admettre le curé comme membre de droit des comités de surveillance des écoles, finit par céder devant le vote contraire de la Chambre des pairs et l'insistance du gouvernement.

C'était surtout dans la discussion annuelle du budget des cultes que les censeurs du clergé le mettaient sur la sellette. Chacun d'eux apportait ses dénonciations et ses reproches. Puis, c'étaient des demandes de réductions à la fois mesquines et veratoires, du genre de celles qui s'étaient déjà produites sous Casmir Péner. Ainsi, en 1833, pour punir sens doute l'archevéque de Paris de ses libéralités envers les victimes du choléra, la majorité, malgré le gouvernement, réduisit son traitement de 15,000 francs. Mais ce fut l'un des derniers votes de ce

Boriété de Jéson et l'emblème du Socré-Cour no sent plus étalés un front des reposones de la Chambre des députés; i Eglise un partit pas prête à envahir l'Etat. Nous pouvant donc, ce ours semble, à l'heure qu'il est, être, les uns moiss gullicaux, les autres moiss voltairiens que nous n'avons été, et appliquer, une crainte et sans danger, les principes de la tolérance religieuse, » Le Jeurnal du Commerce, quoique infécde aux partie de gauche, n'etat pas moiss vif conten la thèse de M. Dupin et lui répostant plaisamment : « Quand un avocat vient signaler, à la tribuou, les habitudes envahimentes du parti prêtre, us pretre pourtait, avue ruims, lui opposer l'abiquité des avocats dans les fonctions identitées tratives. »



¹ Cf. mon étode sur le Parts fibéral sous la Restouration, p. 316 et suiv.

Juin à décembre 1883.

genre. Bientôt même, on commmença à rétablir quelques-uns des crédits supprimés après 1830. Le budget des cultes de 1836, discuté en juin 1835, présentait sur le précédent une augmentation de près de 700,000 francs, dont 330,000 francs au chapitre des curés et desservants, et, ce qui était plus significatif encore, 20,000 pour accroître le traitement de deux archevéques-cardinaux. La Chambre accorda ces crédits sans difficulté. M. Isambert en fut réduit à déclarer ce vote « antinational ». « C'est, ajouta-t-il, le démenti le plus solennel donné à la révolution de Juillet et à tout ce qui a été fait depuis 1830. »

Une question plus grave et qui touchait à l'organisation même de l'Église de France, se trouve souievée dans ces discussions budgétaires. Dans le Concordat, il n'était question pour la France que de soixante évéchés. D'accord avec le Saint-Siége, et après autorisation des Chambres, le gouvernement de la Restauration avait porté ce nombre à quatre-vingte. L'opposition libérale » avait alors vivement attaqué cette mesure dont elle contestait même, à tort, la légalité. Aussi, après 1830, les commissions du budget exprenèrent-elles le vœu que l'on revint au chiffre du Concordat. Le gouvernement, ainsi pressé, anient diplomatiquement le Saint-Siège de la question. Son intention n'était pas de supprimer vingt évéchés, mais il demandait au Pape d'en escrifier aix ou sept pour sauver le reste. Les choses en étaient là, quand, le 29 mai i 833, à propos de la loi de finances, la Chambre vota, malgré le ministère, un amendement, plus comminatoire du reste qu'immédiatement efficace, qui avait été présenté par M. Eschassériaux. Par cet amendement, elle expremuit es volouté de ne plus doter, dans l'avenir, ceux des siéges épiscopaux, créés postérieurement au Concordat de 1801, qui viendraient à vaquer jusqu'à la conclusion des négociations entamées avec la cour de Rome. Il n'entrait pas dans la pensée du gouvernement de se laisser pousser si vite et si loin. Il déclara donc, à la tribune de la Chambre beute, ne voir dans ce vote qu'une invitation plus pressante de négocier avec le Saint-Père; mais, jusqu'à l'issue de ces négociations, il se réservant le droit de nommer aux

évêchés qui deviendraient vacants : et en fait, l'occasion s'étant présentée par suite de la mort de l'évêque de Nevers, il usa de ce droit. M. Eschassériaux et ses amis chèrent, apais sans résultat. Rome, de son côté, ne paraissait pas disposée à faire le sacrifice qu'on lui demandait : au contraire. Sur l'initiative de Mgr Mathieu, alors évêque de Langres, et d'accord avec la nonciature, les prélets titulaires des siéges menacés avaient tous signé et secrètement adressé au Pape une lettre, par laquelle ils se déclaraient prêts, si besoin était, à renoncer à leur traitement, tout en demeurant, avec le pouvoir civil, dans les rapports réglés par le Concordat. Le gouvernement n'avait eu aucun vent de cette démarche : grands furent son étonnement et son embarras, quand, insistant à Rome et invoquant la menace, faite par la Chambre, de refuser toute dotation, il reçut pour réponse communication de la renouciation éventuelle des évêques. Cette renonciation ôtait toute force au seul argument qu'il pût employer, et d'autre part il ne désirant pas mettre à l'épreuve un désintéressement qui ne lui eut pas lassé le besu rôle '. Chaque jour d'adleurs, à la vive surprise des promoteurs de la réduction, il devenant plus visible que cette mesure n'était rien moins que populaire. Le monde ecclésiastique n'était pas seul à s'en émouvoir. Dans tous les diocèses menucés, on rédigeait des pétitions pour protester centre les suppressions annoncées : elles se convraient, en peu de temps, de plus de trois cent mille agnatures. Les députés étaient ainsi avertis qu'à persister dans cette voie ils risquaient leur fortune électorale. Lors de la discussion du budget de 1835, en svril 1834, M. Eschassérieux n'osa pas reproduire son amendement, et les crédits forent votés, sans difficulté, pour les quatre-vingts sièges épucopaux. Peu après, la question se trouve posée plus nettement encore, à l'occasion des pétitions : le gouvernement, enhards par le mouvement de l'opi-nion, se montra, dans le débat, plus favorable aux vœux des catholiques qu'il ne l'avait été jusqu'alors, et le renvoi des pétitions au ministre parut justement à tous le désaveu du voie

Google

Fir de cardinal Mathieu, par Higt Brance, c. 1, p. 140 à 143.

de l'année précédente. Dès lors, tont danger de réduction des sièges était écarté.

La même détente se produisait dans tous les conseils électifs et dans les administrations locales. Certes il serait facile de signaler encore des conseils généraux refusant au clergé les allocations les plus justifiées, des maires tourmentant leurs curés, des conseils municipaux faisant la guerre à quelque école de Frères ou de Sœurs, témoin celui de Beauvars qui enjoignait au bureau de bienfaisance de « refuser tout secours aux parents pauvres dont les enfants seraient envoyés à l'école des Frères 1 ». Mais, chaque année, ces faits devenuent plus rares et surtout étaient plus mai vus de l'opinion. Désormais les ecclésiastiques pouvaient sortir, sans crainte d'être outragés dans les rues. Il n'était plus de bon ton d'affecter l'irréligion; la prétrophobie avait quelque chose de visillot et de démodé. Les communes commençaient à rappeler dens leurs écoles les congréganistes chassés en 1830. On laissait replanter les croix détroites. Dans beaucoup de villes, les processions, naguère interdites, reparaissaient dans les rues, et c'est à peine si, parfois, elles étaient encore l'occasion de quelques scandales. Dès juillet 1883, le Constitutionnel dénonçait « cette réaction fatale », et, deux aus après, il s'écriait désespéré : « Les plantations de croix se multiplient sur plusieurs points; les processions publiques reprennent vigueur dans un grand nombre de localités; enfinla mouvement ecclésiastique est en progression ...

Aussi, en 1835, M. de Tocqueville, examinant l'état des esprits et des mœurs, constatait, sinon la disparition, du moins «l'attiédissement visible» des haines antichrétiennes, et il sjoutait : «Les publications irréligieuses sont devenues extrêmement rares; je n'en connais même pas une seule. La religion et les prêtres ont entièrement dispara des caricatures. Il est très-rare, dans les heux publics, d'entendre tenir des ducours hostiles au clergé ou à ses doctrines. Ce n'est pas que tous ceux qui se taisent ainsi aient conçu un grand amour pour la religion,

⁴ Journal der Débate du 22 autobre 1933

^{*} Janvier 1225.

mais il est évident qu'au morns ils n'ont plus de haine contre elle. C'est déjà un grand pas. La plupart des libéraux que les passions irréligieuses avaient jadis poussés à la tête de l'opposition, tiennent maintenant un language tout différent de celui qu'ils tenaient alors. Tous reconnaissent l'attlité politique d'une religion et déplorent la faiblesse de l'esprit religieux dans la population.

П

notamment au sujet de la réduction des évéchés, a permis d'entrevoir quelles étaient les dispositions du ministère dans les questions religieuses. Souvent trop timide pour braver de front ce qu'il restait de préventions dans l'opinion et dans la Chambre, il ne les partageait pas pour son compte, les servait sans entrain et chercheit plutôt à en limiter l'effet; il avait le désir de se montrer tolérant, juste, bienveillant même, mais n'en avait pas toujours la volonté assez résolue. De là, dans sa conduite, des incertitudes, voire même quelques contradictions. Malgré tout cependant, on pouvait constater, chaque année, une amélioration notable dans les rapports du gouvernement avec le clergé.

Si l'on n'esait pas encore rétablir le crucifix arraché des salles de justice en 1830, si même, en 1834, on installait dans la cour d'assisse de Paris, à la place où avait été la divine image, une allégorie de la Justice avec le glaive et la balance, l'année suivante, M. Persil, garde des aceaux, engageait les compagnies judiciaires à se rendre aux cérémonies religiouses qu'elles avaient généralement désertées depuis la révolution. Chrétiens et libres penseurs notaient, comme une nouveauté significative, les termes de la lettre par laquelle le Roi demandant des prières, après l'attentat Fisschi; ce n'était plus le langage d'un gouvernement

² Legre ágrite en mai 1855, (Garruppondence médite, 14 î.î. y. 48.)

craignant de faire acte public de christianisme. A cette époque, et pour la première fois depuis 1830, le parquet relevait, dans des publications impies et licencieuses, le délit d'outrage à la religion et demandait l'application de la loi de 1839. Au début du ministère, ou avait encore vu, dans l'Ouest, un préfet suspendre le traitement d'un coré compromis dans les affaires de la duchesse de Berry, mais ce fut la dernière de ces confiscations inaugurées dans le désordre d'un lendemain de révolution. . Depuis lors, la préoccupation du pouvoir parut être, au con-🕇 traire, d'augmenter le budget du clergé; et, au risque d'être dénoncé avec colère par le Constitutionnel 1, il recommanda aux conseils généraux de rétablir les allocations destinées à subvenir aux dépenses du culte et à accroître les traitements ecclésiastiques. Parfois le gouvernement paraisenit céder à quelques velléités de taquinerie » gallicane » : appel comme d'abus contre l'évêque de Moulins, petites difficultés soulevées pour l'agrément des curés, circulaire quelque peu ridicule pour interdire l'annonce et la célébration des fêtes « supprimées » par le concordat. Mais tout cela, sans volonté de pousser lois les choses. Amsi laissant-il tomber les prescriptions de cette desmère circulaire, devant les objections des autorités religieuses. Des questions mixtes, comme celle de l'usage des cloches, étaient reglées dans un esprit conciliant et large.

Le ministère eut bien voulu donner autisfaction aux pétitions des habitants du quartier du Louvre, qui demandaient la réouverture de l'église de Saint-Germain l'Auxerrois, fermée depuis l'atroce journée du 14 février 1831 Mais les passions sacriléges montaient une garde vigilante autour du temple qu'elles avaient violé *. Au moiadre indice de velléité réparatrice, elles grondaient si menagantes que l'administration intimidée n'osait les

^{*} Voir les atraques du Countresisantel du 8 août 1838 et de 12 octobre 1838.

* Le Constitutionnel se distingualt parmi cour qui s'oppositent à la récurerque de l'église. Il combiest n'avoir même pas l'antelligence du l'attentée portes ainsi à la liberte religionne. « L'eglise est debout, dimit-il en asptembre 1833, et ries n'y manque, titous une croix ornée de trois fleure de ève; rien ny est changt, sinon que les portes u'en sont plus auvertes. A quoi ban taut de clameurs, il et n'est qu'on est charmé de crier? »

affronter. Rien de pareil cependant à ce qu'on avait vu sous le ministère Casimir Périer, quand la police s'était emparée de l'Abbays-au-Bois pour y faire célébrer le service funèbre de l'évêque achismatique Grégoire. Le gouvernement répriment au contraire, avec une énergie remarquée, les actes de certaines manicipalités qui avaient prétendu introduire des prêtres schismatiques dans l'église de leur commune. Il suisissait même cette occasion pour publier, dans le Moniteur, un article où les droits du clergé catholique sur les bâtiments affectés au culte étaient reconnus de la façon la plus nette et le plus satisfaisante.

Rien de pareil non plus à l'acte de violence par lequel, en 1831, avaient été dispersés les trappistes de la Meilleraye. Les congrégations étaient tolégées et respectées. En juillet 1833, celui qui devait être Dom Guéronger ressuscitait à Solesmes l'antique Ordre des Bénédictins. Tout se passait au grand jour. sans que le gouvernement y fit obstacle; M. Guizot devait même bientôt donner aux nouveaux moines une allocation annuelle pour la continuation de la Gallia christiana. Les Jésuites, maltraités par l'émeute en 1830, revenuient, sans bruit, mais sans se géner, à leurs pieux travaux; ils remplissaient les chaires et les confessionnaux; les ministres les laissaient faire, avec un sentiment où se mélaient étrangement l'indifférence et l'estime. • La Restauration est tombée, et avec elle les Jésuites, disait le National ; on le croit du moins : cependant toute la France a vu la famille des Bourbons faire route de Paris à Cherbourg et s'embarquer tristement pour l'Angleterre. Quant aux Jésuites, on ne dit pas par quelle porte ils ont fait retraite; personne n'a plus songé à eux, le lendemain de la révolution de Juillet, ni pour les attaquer mi pour les défendre. Y a-t-il, n'y a-t-il pas encore des congrégations non autorisées par les lois? Il n'est pas aujourd'hui de ei petit caprit qui ne se croie, avec raison, au-dessus d'une pareille inquiétude. • En 1833, quelque émotion s'étant pro-

¹ Meniteur de janvier et de mai 1933.

¹⁸ octobre 1832.

duite parce que deux Jésuites avaient été mandés, comme précepteurs, auprès du duc de Bordesux, M. Thiers fut le premier à rassurer le Père provincial de Paris, dans les conférences qu'il avait avec lui à ce sujet, après comme avant ces incidents, aucune entrave n'était apportée aux muvres de la Compagnie de Jésus.

Rien de pareil enfin aux choix peu heureux per lesquele, aux débuts de la monarchie, des prêtres tels que MM. Guillon, Rey ou d'Humières avaient été désignés pour l'épiscopat. Le gouvernement apportait dans l'usage de cette importante prérognuves une droiture conscienciense. Ses nominations étaient excellentes. En 1884, la ministre des cultes, M. Pereil, écrivait aux évêques pour leur demander de lui faire connaître les prêtres dignes de devenir leurs collègues. Bien lois de se roidir contre les observations de l'autorité religiense, le pouvoir civil a'y rendait avec bonne grâce et bonne foi. Ainsi fit-il, en renonçant à proposer le successeur qu'il avait d'abord songé à donner à Mgr Mathien, sur la siège de Langres, et en lui substituant Mgr Parisis. Le chargé d'affaires du Saint-Père, Mgr Garibaldi, disait, à ce propos : « Nous obtenons du roi Louis-Philippe ce que tout autre gouvernement nous aurait refusé ...»

Parmi les ministres, M. Guisot était un de ceux qui comprenaient le mieux les devoirs du gouvernement envers la reigion : on n'a pas oublié avec quelle élévation il en avait paré sous le ministère Périer, alors qu'il était simple député; devens ministre de l'instruction publique, les occasions ne lui manquirent pas de mettre ses principes en pratique. Sa grande seuve fut alors la loi organique de l'instruction primaire, présentée et votée en 1833. L'article premier déclarait tout d'abord que « l'instruction primaire comprenait nécessairement l'instruction morale et religieuse ». Et le ministre commentait ainsi, à la tribune, cette disposition de la loi : « L'instruction morale et religieuse n'est pas, comme le calcul, la géométre, l'orthographe, une leçon qui se donne en passant, à une heure

Via die cardinal Mathera, par Myr Busion, v. I., p. 140.

déterminée, après laquelle il n'en est plus question. La partie acientifique est la moindre de toutes, dans l'instruction morale et religiouse. Ce qu'il faut, c'est que l'atmosphère générale de l'école soit morale et religieuse... Il arrive un âge où l'instruction religieuse devient l'objet d'un enseignement scientifique qui est donné spécialement; mais, pour la première enfance, dans les écoles primaires, si l'instruction morale et religiouse ne plane pas sur l'enseignement tout entier, vous n'attendres pas le but que vous vous êtes proposé, quand vous l'avez muse en tête de l'instruction primaire... Prenez garde à un fait qui n'a jamais éclaté peut-être avec autant d'évidence que de notre temps; le développement intellectuel, quand il est uni au développement moral et religioux, est excellent... mais le développement intellectuel tout seul, séparé du développement moral et religieux, devient un principe d'orgueil, d'insubordination, d'égoleme et par conséquent de danger pour la société. • Les rapporteurs de la Chambre des députés et de le Chambre des pairs, M. Benouard et M. Cousan, faisaient écho à ce langage du ministre.

M. Gausot était en outre convaince que l'État avant besoin da concours de l'Église pour l'œuvre de l'instruction populaire, et qu'il devait, par suite, partager avec elle l'action et le contrôle. Se demandant, à la tribune, « quels étaient les pays où l'instruction primaire avait véritablement prospéré » : « Ce sont, répondat-il, les pays où le clergé a exercé une surveillance, une influence continuelle, sur l'instruction pristaire » ; et il ajoutait, avec une courageuse loyauté, que, a depuis quiuze and, le clergé avait beaucoup fait pour l'instruction primaire en France ». En conséquence, il proposa que le curé fût de droit membre du comité chargé, dans chaque commune, de surveiller l'école, comité qui était l'un des rousges importanta de la nouvelle organisation. Mais, comme nous avons es occasion de la dira, il se beurta, cette fois, aux préventions de la Chambre contre le clergé. La commission demauda que cette présence de droit fat supprimée, et la majorité lui donne raison, malgré l'éloquente défense du ministre. Gelui-ci ne se tent pas pour batta : il en appela à la Chambre des pares, et, appuyé par M. Cousin, il obtint d'elle le rétablissement du droit du curé. Les députés finirent par céder, mais non sans diminuer les attributions du comité qui leur était devenu suspect, du moment qu'un prêtre y siégenit. Le ministre consecutit à cette altération grave de son projet; il crut nécessaire de faire ce sacrifice aux

préjugés régnants.

La loi votée, avec des lacunes qu'il était le premier à reconnatire. M. Guisot s'efforca sincèrement, dans l'application, de faire à la religion la part la plus large : œuvre difficile, étant donné le personnel d'instituteurs qu'il trouvait en possession des écoles. M. Lorain, chargé, en 1833, par le ministre, de déposition les rapports des inspecteurs et d'en tirer un tableau. de l'instruction primaire avant la loi nouvelle, avait constaté des faits tels que ceux-ci : un inspecteur demandait à l'instituteur : « Monsieur, où en étes-vous de l'instruction morale et religiouse" - Je n'enseigne pas ces bétises-la . lui répondaiton. Ailleurs, les écoliers se promensient, avec leur maître, dans la ville, tambour en tête et chantant la Marseillaise; ils s'interrompaient, en passant devant le preabytère, pour crier à tuetête : « A bas les Jésuites! A bas les calotins! » Dès sa première circulaire, M. Guizot essaya de tourner et d'élever vers la religion les àmes de ces instituteurs. Il les engages à 🖃 n'attendre leur récompense que de Dieu ». « Partout, leur dit-il, où l'enseignement primaire a prospéré, une pensée religieuse a'est unie, dans coux qui le répandent, au goût des lumières et de l'instruction. Puissies-vous trouver, dans de telles espérances, dons ces croyances digues d'un esprit sain et d'un cœur pur, une satisfaction et une constance que peut-être la raison seule et le seul patriotisme ne vous donnerment pas. » Plus loin, il recommandant à l'instituteur de « s'attacher à développer », chez l'enfant, « la foi à la Providence » , de « respecter » le curé ou le pasteur « dont le ministère répond à ce qu'il y a de plus élevé dans la nature humaine ». Et il ajoutait : « Rieu n'est plus désirable que l'accord du prêtre et de l'instituteur... Un tel accord vant bien qu'on fame, pour l'obtenir, quelques

sacrifices '. » Cette partie des devoirs du mattre d'école était la préoccupation constante du ministre. L'année survante, il écrivait aux directeurs des écoles primaires une circulaire où il leur signalait l'importance de l'instruction religieuse à donner ans future instituteurs V- Ne vous contentes point, dissit-il, de la régularité des formes et des apparences; il ne suffit pas que de certaines observances soient maintenues, que certaines heures soient consacrées à l'instruction religieuse : it faut pouvoir compter sur sa réalité et son efficacité... Prenez un som constant pour qu'aucune des préventions, maiheurensement trop communes encore, ne s'élève entre vous et ceuz qui sont plus spécialement chargés de la dispensation des choses santes. Vous assurerez ainsi à nos établissements cette bienveillance des familles qui nous est si nécessaire, et vous inspireres à un grand nombre de gens de bien cette sécurité sur notre avenir moral que les événements ont quelquefois ébraniée, même chez les hommes les plus éclairés 1. « En 1835, M. Guizot écrivait encore aux inspecteurs des écoles primaires : « Appliques-vous à bien persuader aux curés et aux pasteurs que ce n'est pas par pure convenance et pour étaler un vain respect, que la loi du 28 juin 1833 a inscrit l'instruction morale et religieuse en tête des objets de l'instruction primaire. C'est sérieusement et sincèrement que nous poursuivrons le but indiqué par ces paroles, et que nous travaillerons, dans les limites de notre pouvoir, à établir, dans l'âme des enfants, l'autorité de la relagion. Groyer bien qu'en donnant à oes ministres cette confiance et en la confirmant par toutes les habitudes de votre conduite et de votre langage, vous vous assureres, presque partout, pour les progrès de l'éducation populaire, le plus utile appni 🔭. 🛊

M. Guisot atteignit-il pleinement le but qu'il poursuivait avec sincérité et persistance? Malgré ses efforts, il y est des instituteurs qui demeurèrent, d'une façon plus ou moins cachée,

¹ Greuleiro da 48 juilles 4888.

[·] Circulaire de 11 octobre 1836.

Girculaire de 13 2001 1835.

ce qu'on a appelé des « anticurés! ». La loi de 1833 leur avait donné trop d'indépendance; elle avait aussi trop étroitement limité l'influence du clergé. Tant que l'autorité d'un gouvernement régulier prévint les scandules extérieurs, le mai demeura souvent à l'état latent ; mais il devait éclater à tous les yeux, en 1848 : alors beaucoup de mattres d'école se sont trouvés préparés à se faire, dans chaque village, des agents de révolte et des prédicateurs de socialisme. Le désordre fut tel que les défenseurs de la société poussèrent un long cri d'effroi, et M. Thiers, avec l'impétueuse mobilité de son esprit, demanda, non plus seulement que le clergé eût la surveillance de l'enseignement primaire, mais qu'il en prit la direction exclusive 🖫 Plus tard, du reste, en rédigeant ses Mémoires, M. Guizot a reconnu que la loi de 1833 n'avait pas, sur ce point, réalisé toutes sea espérances, et il a déploré les sacrifices qu'il s'était cru obligé de faire à l'isréligion du temps ..

La loi de 1893 n'avait pas seulement organisé l'enseignement public, elle avait sussi ouvert la porte toute grande à l'enseignement libre, c'est-à-dire, en fait, aux écoles de Frères et de Sœurs. Dans la discussion, M. Vatout ayant proposé des mesures restrictives contre les congrégations religieuses, le ministre les combattit et les fit écarter. Il a même raconté, plus tard, qu'il eût déairé donner à ces congrégations a une marque publique de confiance et de respect », en leur permettant de suppléer, par la lettre d'obédience, au brevet de capacité; mais il n'osa pas, en présence des dispositions de la Chambre. M. Guizot tenait à bien établir qu'il ne se méfiait » aucunement du zèle libre et surtout du zèle chrétion, qu'il regardait au contraire son concours comme heureux et nécessoire. « Je pris grand soin, n-t-il dit dans ses Mémoires, de défendre les associations religieuses contre les préventions et le manyais vouloir dont elles étaient souvent l'objet; nonsculement je les protégeai dans leur liberté, mais je leur vins

¹ Expression de M. Thiers dans les débats de la communion de 1840.

² Les Débats de la Commission de 1849, par H. on Lacoura, p. 35, et 31 à 34.

Memoires de M. Guisol, t. 11f., p. 70, 71 et 85.

en uide dans leurs besoins, les considérant comme les plusbonorables concurrents et les plus surs auxiliaires que, dans ses efforts pour l'éducation populaire, le pouvoir civil pût rencontrer. • Pendant la discussion même de la loi de 1838, il offrit la croix d'honneur au supérieur général des Frères de la Doctrine. chrétienne. Plus tard, it félicits publiquement ces religieux du sèle et de l'intelligence qu'ils montraient dans l'organisation des écoles d'adultes. Apprenant-il quelques yexations des municipalités ou des agents universitaires contre l'enseignement libre, il les blàmait, et, s'il le pouvait, les réprimait. Les Frères, chassés des écoles publiques de Beauvais, fondaient-ils une école privée, il lans allouait une subvention de mille frança. L'Ami de la Religion, peu sympathique au gouvernement de Juillet, ne pouvait capendant s'empêcher de losser « l'appartialité haute et intelligente - avec laquelle M. Guizot avait - singulièrement favorisé les congrégations enseignantes"». En 1883, le supérieur général des Frères de la Doctrine chrétienne écriveit au ministre : . Nons conserverous, tant que nous vivrons, le souvenir et la reconnaissance de vos inappréciables bontés, et nous publierons hautement, comme nous le faisons tous les jours, les marques de bien veil lance et de protection que nous recevons, à chaque instant, du gouvernement du Roi et en particulier de M. le ministre de l'instruction publique. • L'appée survante, les membres principaux de l'ordre, réunis en « comité triennal » à Paris, renouvelaient l'expression de leur « reconnaissance » envers le ministre.

En janvier 1836, à la veille de la dissolution du cabinet, M. Guisot déposa un projet de loi sur l'instruction secondaire. Ce projet ne devait être discuté que plus tard, sous un autre ministère, sans du reste jameis aboutir. Pour le moment, bor-

^{&#}x27; Journal des Debuts du 28 notabre 1883. — Ce journal exprimeit d'ailleurs le sentiment de M. Gussot, quand il jugesit auns la conduite du nousel manicipal de Beauvais : « C'est là ce que quelques gens, en petit nombre, il est vrai, appellent encore du Liberaliame. Le vrai liberaliame, c'est de mettre à la portée du peuple tous les moyens d'austraction possibles ... c'est d'éstrur des écoles pour toutes les crovances, j'allais presque dure pour tous les préjugés.... Le reste n'est que de l'intelécance, de la tressance.»

¹ Ame de la Religion du 25 novembre 1834.

nons-nous à noter que s'il contenuit la trace de quelques concessions faites à regret aux préventions du temps, il organisait loyalement la liberté d'enseignement et ne prononçait aucune exclusion contre les associations religieuses, notamment contre les Jésuites. En somme, il était plus libéral que tous les projets qui devaient être ultérieurement déposés, de 1840 à 1848, et donner lieu à de si ardentes controverses.

Cette justice et cette bienveillance croissantes à l'égard de la religion méritaient d'être dénoncées par ceux qui, comme le Conantanonnel, faimient profession de combattre le « parti prétre ». Des 1833, ce journal reprochast à « l'association doctrinaire de vouloir relever le clergé catholique de l'impaissance dont l'avait frappé la révolution de Juillet », et signalait « un système suivi de réaction ministérielle en faveur du clergé 1 . . C'est surtout en 1835 que cette accusation se produisit avec fracas : toute la presse de gauche s'y associa. Le National railiait l' « orthodoxie - de ce gouvernement qui « reprenait les traditions de la Congrégation »; le Courrier déclarait, d'un tou menacaut, que l'opinion allait repartir en guerre contre le catholicisme, et qu'il fallait « multiplier, de nouveau, les éditions de Rousseau, de Voltaire, de Diderot, de Dupuis, de Courier * . . 54 Constisutionnel dénonçait « la tendance du gonvernement à faire entrerl'Eglise dans l'État », et il ajoutait : « Nous ne savons quel vent de dévotion a soufflé de la cour; mais, depuis quelque temps, on est tant aux petits soins auprès du clergé, on se pique d'une si acrupuleuse déférence pour tout ce qui tient à l'Église, on voit des choses et l'on entend des paroles si étranges, ne serait-ce que M. Thiers invoquant à mains jointes la Providence, qu'il ne faut pas s'étonner si les préventions d'une autre époque sont revenues contre le clergé, et si beaucoup de gens crozent, de très-bonne foi, que nous approchons du temps ou, avec un billet de confession, on arrive à tout. »

Ces accusations front si grand bruit que le Journal des Débats se crut obligé de publier plusieurs articles pour protester que le

^{1 22} mai et 12 décembre 1833.

^{*} Novembre 1835.

gouvernement ne voulait pas se faire « le grand prévôt d'une réaction religieuse ». La feuille ministérielle ne s'en teneit pas à cette apologia. Elle prenait l'offensive et raillait avec esprit les terreurs de ses contradicteurs : « Quand il n'y aurait plus de Jéauites dans le monde, disait-elle, l'opposition en referant, pour avoir le plaisir de due que le gouvernement de Juillet favorise. les Jésuites... Le tour des Jésuites et de la Congrégation devait venir; il est venu; c'est tout simple. La raison de ceci est facile à donner. Tout le monde n'entend pas de même le mot de liberté religieuse. Selon nous, la liberté religieuse doit profiter à l'Église tout aussi bien qu'à l'État. Au nom de la liberté religieuse, il faut interdire au prêtre d'inquiéter la conscience des citayens et de porter la main sur ce qui tient au domaine de la politique; mais, au nom de la même bberté, il faut lauser le prêtre administrer les sacrements, précher le dogme et maintenir la discipline, selon les règles qui lui sont prescrites par sa foi. Ce n'est pas tout : comme la séparation absolue de l'Église et de l'État n'est qu'une chimère, comme il y a des rapports nécessaires entre la puissance publique et les hommes qui, par leur munistère, sont appelés à exercer une si grande influence sur la direction morale de la société, la raison veut également que, dans ces rapports, le clergé trouve, auprès du gouvernement protection, bienveillance, bonneur... Les peuples les plus libres du monde ont au respecter la religion et honorer ses ministres. . Le Journal des Débau faisait ensuits vivement justice de « ces gens qui, en défendant à l'Église d'interveour dans l'État, prétendraient intervenir tons les jours dans l'Église, au nom de l'État : . «Surtout, ajoutait-il, on humilierait le clergé, on l'abasserast par tous les moyens amaginables; on ne lui jetterait son salaire qu'à regret et avec des paroles de mépris; on aurait bien soia de lui faire entendre qu'on espère, le plus tôt possible, se passer de lui, qu'on est fort au-dessus de toutes les superstitions : et si le clergé s'avisait de se plaindre, on le traiterait en révolté 1. « Cette politique, que l'organe auto-

Jeurnal des Débets du 10 octobre 1835.

risé de la monarchie de Juillet repoussait ainsi avec mépris et dégoût, n'a-t-elle pas été ramassée, dépuis, par un autre gouvernement?

Ш

A ce régime de tolérance, de liberté et de paix relatives, la religion regagnait peu à peu ce qu'elle avait perdu dans les âmes. Ce qui pouvait même lui manquer encore, comme protection et faveur du pouvoir, lui était, dans l'état des esprits, plutôt profitable que nuisible. Elle venait de souffrir, sous le Restauration, pour avoir été trop bien en cour; un peu de disgrace temporelle effaçait ce passé compromettant et lui refassait une popularité. De ce retour vers le christianisme, il y avait d'ailleurs d'autres causes, moins extérieures, plus profondes, plus efficaces. La reison humaine, un moment exaltée de sa pleine victoire, en devenait, chaque jour, plus embarrassée. Chaque jour, elle était plus effrayée du vide qu'avaient fait ses destructions, plus humiliée et troublée de son ampuissance à zien construire pour remplir ce vide. Que de déceptions douloureuses et salutaires venaient, dans tous les ordres de faits et d'idées, punir et éclairer l'orgueil de cette raison révoltée l'Enmême temps, la lassitude des agitations révolutionnaires, l'habitude reprise d'un gouvernement régulier faisaient sentir davantage aux âmes le besoin de la paix et de la stabilité intérieures.

Les contemporains ont souvent laissé échapper des aveux et des gémissements qui permettent d'entrevoir et de survre, au plus intime de leur être, cette crise décisive. Théodore Jouffroy avait été, à la fin de la Restauration, l'un des guides de cette jeunesse, si confiante dans ses propres forces et si dédaigneuse du catholicisme : plus que tout autre, par son talent, par l'élévation de son esprit et de sa doctrine, par sa sincérité même, il avait contribué à éloigner de la foi l'élite de sa génération. C'est lui qui avait écrit, dans le Globe, le trop fameux article : Comment

les dogmes finissent. Maintenant, quelle était la secrète souffrance qui marquait son front d'une tristesse inconsolable et donneit à sa parole un accent singulièrement poignant? C'était l'impuissance douloureuse et découragée de rationalisme. Etudiant, à propos de la loi des associations, les causes du mal social contre lequel le législateur essayait de lutter, il disait à la trihune de la Chambre des députés : « Le christianisme avait jeté dans la société, fondé dans notre Europe, un ordre moral, c'est-à-dire un ensemble de vérités sur tous les points qui inté-Areseent le plus l'homme et la société, vivant de ces vérités.. » Paus, après avoir rappelé comment cet ordre moral avait été miné, ébranlé, renversé, dans les ames, l'orateur ajoutait : « Le vide laissé par cette immense destruction, ce vide est partout, il est dans tous les caurs, il est obscurément senti par les masses, comme il est plus clairement senti par les esprits distingués. Ce vide, il faut le remplir ; tant qu'il ne sera pas rempli, je prétends que la société ne sera pas calmée... Telle est la prefende, la

M. de Sacy, qui avait été, sous la Restauration, « libéral » et voltairien », — lui-même en a fait la confession, dans ses vieux jours*. — écrivait, en 1835, sous le titre : De la réaction religieuse, cette page, expression éloquente du malaise ressenti par les esprite nobles de ce temps : « Le dix-huitième siècle a en le plaisir de l'incrédulité; nous en avons la peine; nous en sentous le vide. En philosophie comme en politique, c'est un beau temps que celui où tout le monde est de l'opposition. On se laisse aller au torrent... Oui, mais gare le réveill G'est le moment où il n'y a plus rien à attaquer, rien à détruire,... le moment où il faut compter avec soi-même et voir un peu où l'on en est avec ses idées, ce que l'on ne croit plus et ce que I'on croit encore, et où l'on s'aperçoit, trop souvent, non sans surprise, que l'on a fait le vide en soi-même et autour de soi, et que, dans le temps où l'on croyait acquérir des idées nouvelles, on chassait tout bonnement des idées acquises. Le jour du

véritable cause de l'inquiétude sociale !! •

¹ Dissert du 10 mars 1835.

Metics our M. Douden.

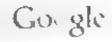
réveil, o'est notre époque l... Le sentiment vrai, c'est le sentiment du vide; c'est un besoin inquiet de croyance; c'est une sorte d'étonnement et d'effroi, à la vue de l'isolement où la philosophie du dix-huitième siècle a laissé l'homme et la société : l'homme, aux prises avec ses passions, sans règle qui les domine; aux prises avec les chances de la vie, sans appui qui le soutienne, sans flambeau qui l'éclaire, la société, aux prises avec les révolutions, sans une foi publique qui les tempère et les ramène du moine à quelques principes immuables. Nous sentons notre cour errer comme un char vide qui se précipite. Cette incrédulité, avec laquella le dix-buitieme siècle marchaît si légèrement, plein de confiance et de folle gueté, est un poida accablant pour nous; nous levons les yeux en haut, nous y cherchous une lumière éteinte, nous gémussons de ne plus la voir briller l. »

Faut-il citer encore le Journai des Débats, disant, le 13 juillet 1835 : « Tous aujourd'hui, nous en sommes arrivés à nous sentir profondément saisis et attristés par le spectacle de la désorgamisation intellectuelle, par l'absence de tout lien moral, par l'insubordination, l'indépendance presque sauvage des esprits, le délire, le dévergoudage, l'inconséquence et la contradiction des idées, par l'abàterdissement, l'avortement des systèmes. » Et il qualifiait cet état moral d'« effroyable anarchie ».

Qu'y avant-il au fond de tous ces cris de désarroi et de désespérance, sinon le besoin d'une religion? Or cette religion, il ne pouvait être question, surtout après la faillite du messes saint-simonien, de le chercher silleurs que dens le christianisme. Ceux même qui ne pouvaient retreuver pleinement, pour leur compte, la foi perdue, disasent du moins avec Jouffroy : «Je ne suis pas de ceux qui pensent que les sociétés modernes penvent se passer du christianisme; je ne l'écrirais plus sujourd'hui. « On encore : « Tout ces systèmes ne ménent à rieu; mieux veut, mille et mille fois, un bon acte de foi chréticane !. » Mais, chez heaucoup d'autres, ches les jeunes gens surtout, il y avait plus que cet avec et que on hommage. Un prêtre, alors au

De la réaction roligiouse. (Variétés, t. II.)
 Propes repportés per M. A. de Margorie. (Correspondent du 25 juillet 1876.)

début d'une brillante et féconde carrière, l'abbé Dupanloup, observant, à la fin de 1835, ce retour des âmes vers Dieu. écrivait : « Il se passe et s'accomplit, depuis un certain temps, quelque chose d'admirable parmi nous... Les influences religieuses out repris leur empire, et, au moment même où les plus sages crurent que la vérité, la justice et l'honneur avaient succombé avec la religion et avec la croix, un jour plus favorable, plus pur et plus vrai, s'élevait pour elle... Les préventions se dissipent, les mensonges es taisent, les calomnies sont plus rares. Vainement l'impiété a-t-elle récemment essayé de faire autendre de nouveau ses plus honteux cris de guerre; elle n'a fait par la que trahir son extrémité et revéler sa détresse : elle n'a même pu réussir à créer l'agitation irréligieuse à la surface, et, an fond, il y a tonjours un mouvement religieux, vague pour plusieurs, mais irrésistible, et de plus un retour certain et sérieux pour un grand nombre. » L'abbé Dopanloup constatuit que ce monvement se produisait surtout chez les hommes du monde, dans les classes élevées et studienses. Pais il ajoutait : « Dans les plus hautes régions sociales, n'a-t-onpas entendu parler, à la face de la France, par les hommes qui la représentent, un langage grave et élevé qui promettait un meilleur avenir, et où les grandes leçons de la Providence semblaient avoir été comprises? Mais c'est surtout la jeunesse, nous le disons avec un profond attendrissement et une ferme espérance, qui se livre à ce noble mouvement... Tous ceux à qui il. a été donné de faire entendre leur voix à la jeunesse, pour lui parler le langage de la vérité, ont trouvé tout à coup, dans ces jeunes cœurs, un écho profond. On ne peut plus lui parler aujourd'hui d'incrédulité; c'est dans les rangs de la jeunesse. que la Foi et l'Espérance chrétiennes ont fait les plus glorieuses et les plus brillantes conquêtes... N'avez-vous pas entendu les vicillards eux-mêmes, élevés, par le malheur des temps, à l'école de l'imprété, applaudir avec bonheur au mouvement refigieux qui entraîne leurs jeunes fils 🔭 =



Le Christianisme présenté sux hommes du monde, Discours préliminaire, par M. l'abbé Dosamoco.

Croit-on que le prêtre exegérait et prenait trop facilement ses désirs pour une réalité? Voici qu'à la même époque un témoin, impartial entre tous et d'une clarryoyance incontestée, M. de Tocqueville, notait aussi « le mouvement général de réaction qui entratoait les esprits vers les idées religieuses ». Et il ajoutait, confirment encore l'une des observations de l'abbé-Dupanloup: « Le changement le plus grand se remarque dans la jeunesse. Depuis que la religion est placée en dehors de la politique, un sentiment religieux, vegue dans son objet, mais très-puissant déjà dans ses effets, se découvre parmi les jeunes gens. Le besoin d'une religion est un texte fréquent de leurs discours. Plusieurs croient; tous voudraient croire 1. . M. Saint-Marc Garardin, bien placé pour observer les étudiants, disait autai, vers la même époque : « Je vois la jeunesse cherchant, au milieu des désordres du siècle, où se prendre et se retenir, et demandant aux croyances de ses pères si elles ont un peude vie et de salut à lui donner, »

Nous pourrions multiplier ces témoignages. Tout le monde parlait alors du « mouvement religieux » , de la « réaction chrétienne ». On en discutait l'origine et la portée; nul n'en contestait la réalité. Ausai bien, pour s'en convaincre, suffisait de voir la foule inaccoutumée qui, deputs quelques années, sa pressait au pied des autels. « Depuis dix-sept ans que je commus Paris, écrivait madame Swetchine, le 11 avril 1833, je n'y avais encore jamais vu ni une telle affluence dans les églises, ni un tel zèle. » Et elle ajoutant, en dépit de ses préférences royalistes : « Combien la Restauration, avec ses impulsions religieuses, avec les exemples de ses princes, a été loin d'obtenir de tels résultats : Cette affluence augmentait encore, les années suivantes. Le Constitutionnel constatait, d'un ton boudeur et inquiet, ce phénomène auquel il ne comprenait rien. « Qu'est-ce que cela veut dire? lui répondait en raillant le Journal des Debats. Le sentiment religieux n'est donc pas détruit? Le catholicisme n'est donc pas mort? L'esprit de Voltaire n'est donc

^{*} Lettre de mai 4835. (Corremondance inédite, t. [1, p. 48,

plus l'esprit detoinant? On sommence donc à songer a la réligion? L'opposition ne comprend men à tout cela. Pétrifiée dans ses rancunts irréligiouses, l'esprit de notre temps et ses vicissitudes no fout rien sur l'opposition; elle n'a men oublié, elle non plus n'a rien appris. C'est un émpré qui revient de Ferney. un Épicaénide qui se léve du fauteurt du baron d'Holbach et qui crost que tout est demeuré comme il l'a laissé, L'opposition a peut-être bien entendu dire, depuis quelque temps, que la jeunesse recommençait à s'inquiéter de la religion, que, dans les jours mints, les églises étatent plemes, qu'il y a eu, ce carême. des prédicateurs plus suivis et plus écoutés que nos avocats, que, dans ces auditoires d'église, il y avait des hommes de toutes les sortes et de toutes les opinions, qui venaient pour s'instruire : elle a pris tout cela pour des caquets de socristie, ne pouvant pas s'imaginer que le peuple use penser autrement qu'elle, et que les jeunes gens toient libéraux sans être impies. Il faut pourtant, quoique tout cela soit étrange, que l'oppoattion s'y habitue, car c'est in l'état des esprits. Nous ne voulons pas dire que la popularité du clergé commence et que celle de l'opposition finit. Nous voulons dire seulement que, pour etre populaire, il ne suffit plus de frapper fort sur le clergé, mais qu'il faut aussi frapper juste ". .

En même temps, dans le sein du catholicisme se produisant comme un généreux élan pour aller au-devant de ces générations désabusées. Prêtres et fidèles, ceux du moins qui n'avaient pas prus part à l'aventure isolée et promptement désavouée de l'Aveur, n'étaient d'abord renfermés, sous le coup de 1830, dans une attitude discrète et un peu effacée. Gette réserve, en son temps, n'avait pas été sans avantage; elle avait contribué à faire tember bien des préventions ; M. Dupin, se plaignant, à la

¹ Journal des Débate du 28 avril 1835

^{**}M. l'abbé Meignan, depute évêque, a écrit, ou rappoinnt les souvanirs de cette époque : « Le cierge tenomple, par ce mélange de feréseté et de conciliation, de force et de douceur, par ce desortéramement, cette humilire, cette abmégation que la religion scule inspire. Il n'arrache point les armes à ses concemes, man courtei les déposérent sur-mêmes. On me saurant dare combien le prêtre grandie promptament dans l'estame des gogulations estamos, par la decla-

tribune, de la réaction qui s'opérait en favour du clergé, l'avait attribuée à l'habileté avec laquelle, au lendemain de la révolution, celui-ci avait « fait le mort ». Mais l'heure était venue, pour ce même clergé, de se montrer vivant. Et en effet, la vie circulait et fermentait dans toutes les parties du corps de l'Égliss. Les catholiques, sortant hardiment de leur réserve, ne bornaient plus leur ambition à obtenir de leurs vamqueurs un pau de paix pour pauser leurs blessures; ils voulaient prendre une éclatante et généreuse revanche.

Signe consolant entre tous, cette we apparaissait d'abord dans la nouvelle génération. Dans le monde des écoles, naguère si mélé à tontes les agitations révolutionnaires, s'était formé un petit groupe de jeunes apôtres, peu nombreux sans doute au milieu de la foule des indifférents ou des hostiles, mais représentant le ferment sacré qui devait faire lever toute la pête. Ils reconnaisseient alors pour chef un étudient lyonness, à l'âme haute et modeste, ardente et pure, tendre et vaillante, qui faisait déjà aimer et qui devait bientôt illustrer le nom de Frédéric Osanam. Arrivé, à vingt ans, dans ce Paris de 1851, où il trouveit au foi universellement répudiée, Osanam avait tout de mite concuet inspiré à ses amis un grand et généreux dessein. S'il sentait vivement les misères de son aiècle, il l'aimait et n'en désespérait pas, mais croyait que la religion seule le sauverait. « La terre s'est refroidic, écrivait-il le 22 février 1835; c'est à nous, estholiques, de ranimer la chaleur vitale qui s'éteint. » Avec l'entrain, la foi, l'enthousiasme, le dévouement, ces jeunes gens fassaient preuve d'une sagesse modeste qui avait manqué aux hommes de l'Avenir : « Nous autres, écrivait Ozanam, la 21 juillet 1853, nous sommes trop jeunes pour intervenir dans la lutte sociale. Resterons-nous donc inertes an milion du monde qui souffre et qui gémit? Non, il nous est ouvert une

zecion qu'il de du renter étrusque à toute précompation politique, par le devois qu'il s'imposts de pretiquet une frenche mentralité, par l'activité, l'intelligence, le discrépan dont à it preuve, en organissent, pertout su il pouvent, des meneres de charité, en ouvrett des aulot, des nicliere, des écoles, par le sele qu'il deploys à instruire, à consoler, en un mot par le simple axercies de son pieux minurère. » (D'un mentrement autireligence en Franço, Correspondent du 25 férrier 1860.)



voie préparatoire; avant de faire le bien public, nous pouvons essayer de faire le bien de quelques-uns; avant de régénérer la France spirituelle, nous peuvons soulager quelques uns de ses pauvres; aussi, je voudreis que tous les jeunes gens de tête et de cour s'uniment pour quelque œuvre charitable. » G'est sous cette inspiration si pure que, dans cette même année 1333, Osanam et ses amis se réunirent en « conférence » pour visiter quelques familles pauvres, et foudèrent ainsi, presque sans s'en douter, cette Société de Saint-Vincent de Paul dont les ramifications s'étendent aujourd'hui dans le monde entier. Ils n'avaient eru faire qu'une bonne œuvre pour leur édification personnelle; ils avaient fait, à leur insu, une grande œuvre, qui devait, plus que bien des événements bruyants, contribuer à « christianiser » les nouvelles générations.

L'initiative d'Ozanam et de ses amis se retrouve aussi dans le fait religieux le plus éclatant de cette époque. Ce fut sur leur demande, réstérée deux années de suite, que Mgr de Quéleu se décida, en 1635, à inaugurer les conférences de Notre-Dame. Libres penseurs et chrétiens, également stupéfaits, virent alors, sous les voûtes, naguere presque désertes, de la vieille basilique, six mille hommes, jeunes pour le plupart, représentant toute la vie intellectuelle du temps et toutes les espérances de l'avenir. se presser pour entendre la parole d'un prêtre. A considérer leur tenue pendant les longues heures d'attente, à les regorder. enneant, déployant des journaux, tournant le dos à l'autel, on reconnaissant bien qu'ils n'étaient pas des habitués d'église. C'était le société nouvelle, celle d'où vensient de sortir tant de gémissements et d'aveux d'impuissance. On s'en aperçut bien eu frémissement de l'auditoire, quand, des le premier jour, l'ornteur lui jeta brusquement ce cra: « Assemblée, assemblée, que me demandes-vous? que voulez-vous de moi? La vérité? Yous ne l'aves donc pas en vous-même, puisque vous la cherches icil » Get orateur dont le som avait aturé la foule, dont le saisissante parole la retenant et en faisait un auditoire si fixe, si indestructible, qu'il subsiste encore aujourd'hui, était ce jeune : prêtre qui naguère s'échappait, meuriri, suspect et découragé.

des ruines de l'Avenur : c'était l'abbé Lacordaire. Depuis lors, dans l'obscurité solitaire d'une vie de travail, de mortification et de prière, il avait attendu patiemment l'heure de Dieu. Fils da siècle, en ayant partagé les généreux espoirs, les illusions et même, dans une certaine mesure, les erreurs, - tout jusqu'à ses fautes, comme il le disart lui-même, lui ayart préparé accès dans le cœur de son pays et de son temps ». Il faut chercher là. presque autant que dans sa merveilleuse éloquence, la cause d'un succès qui fut immense, à la fois retentessant et profond, subit et derable. N'est-ce pas de cette époque que date le retour des anciennes classes dirigeantes au christianisme? Et, pour que tout fût extraordinaire et imprévu dans cet événement le prélat qui présidait à cette assemblée et sous la bénédiction duquel elle s'inclinait respectueuse, était ce même archevêque, chassé quelques amées auparayant de son palais saccagé et réduit à se cacher dans sa ville épiscopale. Ne temblait-il pas que l'inauguration de ces conférences de Notre-Dame marquit, après une longue rupture, comme une solennelle reprise des relations entre l'élite de la société moderne et l'Église? Le catholicisme, naguere proscrit ou, ce qui était pis, oublié, y apparaissait tout d'un coup avec un incomparable éclet et mème avec une popularité telle qu'il n'en avast pas connu depuis des siècles : transition rapide du mépris à l'honneur, dont les chrétiens de ce temps n'ont pu se rappeler, plus tard, l'émotion et la surprise, sans sentir leurs yeux - se moniller de larmes involontaires .. et sans - tomber en actions de graces devant Gelui qui est inénarrable dans ses dons ' • .

LACORDAINE, Notice sur Ozenem,

CHAPITRE KIY

LA POLITICUS ÉTRANOÈME AOUS LE RECEPTRAR EU 11 OCTUBRE

(Dotabre 1828 — Férrier 1826)

E. La question de paix ou de guerre, d'élection depuis 1830, est maintenant résolue. Etat des effeires de Belgeres, d'Italia et de Pologos. — II. Guerre entre l'Espete et la Torquie Mehemet Ali. Le mitun vaincu fait appel aux primances. Actueil fait à upt appel. La Porte domende le sessure de la Ruspe. Le ministère du \$4 patabre cherche à éparter gotta pumpaos. L'ameral Rossus à Construtigopie, Paix entre le sultan et le pacha. Tracté d'Unhac-Sheismi. Son effet an Europe. -- III. Le Gier vendreit ponner à von croissée sontre le France, Dapontrene gu'il renotativ en dutriche at en Pranse, hatrevas de Manchesgracta. Proideur du gonvernement de Berlin. Les trois notes adressees à la Prança. Répouse busto et resde du due de Breglia. Inoficacité de la manifique ention des pessamens. Entrovans de Laliach et de Toplita. - IV. Hateute de la Pesaco et de l'Angletoure. Effects futte par M. du Telloyrand pour la trassformer en une ellemes formelle et generale. Traité de la Quadruple Allimes. - V. Origine et portée de la Quadruple & Histon, Quanties de la succession popula en l'apagne et en Porinçal. Effet du truté en Portagal, Maurais étas des affaires d'Isabelle. Le gueverneux espagnot demande l'intervention de la France. Discussion on two du measulée françois. M. Thosa et la Hat. On decido da refener l'extervention. -- VI. Les desegréments de l'alliance anglaise. Le due de Broglie vont ospendant y demourer fidele. M. de Talleysand et Lenis-Philippo destrout la relacher et su supprecher des passances continoundes: Santament du dot de Broglie ter est detaieres. Relations du Res neur les ambassadours et les ministem étrougers. Sur certains posets, espendent, manvajas valenté presistante des puisasses. Na quel la Bui se trompait et au quai le dan de Reaghe était trop raide. - VII, Plan du dan de Scoglie, dans la question d'Orient, pour rupprocher l'Autriche des deux puissances acculintales. Dute quelle mesere l'Asgisture et l'Autriche étaient disposses à y nonanneir. Combine il est multienreux que se plan y sit pa être ciolisi.

I

L'orsque le ministère du 11 ectobre preud le pouvoir, la grande question de paix ou de guerre, qui, depuis doux aus, s'était



débattue si souvent à la tribune française, est définitivement tranchée dans le sens de la paix. Les belliqueux de la gauche sentent que les événements leur ont donné tort, et les conservateurs ne se privent pas de le leur rappeler. Le général Lamarque n'est plus, et, si M. Mauguin essaye encore parfois ses vicilles déclamations, elles demeurent sans écho : la thèse et l'homme sont usés et discrédités. Il ne faut donc plus s'attendre à voir reprendre, à la Chambre, ce retentissant et tragique débat sur la politique extérieure, commencé après 1830, continué sous Casimir Périer, et où, chaque fois, avait été mis en jeu le repos du monde. À l'époque où nous sommes arrivés, ce n'est pas sur les affaires étrangères que se livrent les grandes batailles de tribune entre l'opposition et le gouvernement, à paine faut-il faire exception pour la discussion sur le créance américane, discussion qui, on le seit, amena, en avril 1834, la démission du duc de Broglie !.

Que reste-t-il d'ailleurs des trois questions qui, au dehors, de 1830 à 1832, avaient presque seules fixé l'attention du public français, éveillé ses passions et alimenté ses controverses? Quelle raison, quel prétexte aurait-on désormais de refaire, à la tribune, ce que M. Dupin appelait nagaère « les trois voyages obligés » en Belgique, en Italie et en Pologne? Co triple foyer, allumé à la flamme de Juillet et d'où l'on avait pu craindre de voir sortir l'embrasement général de l'Europe, est à peu près éteint. Dès l'avénement du ministère, l'expédition d'Anvers a, sinou mis un terme, da moins fait faire un pas décisif à l'affoire bolge, de ce côté, le succès de notre polétique est assuré. En Italie, tout semble apaisé, ou en tout carsuspendu dans l'espèce d'équilibre que l'occupation d'Ancône a établi entre les influences française et autrichienne; les deux : paussances rivales s'observent, se contiennent, luttent même sourdement, mais aucun éclet ne se produit qui attire les regards. Un moment, on peut craindre qu'une expédition révolationnave, préparée par Mazzini en Suisse, plus ou moias d'accord avec les républicains français, et dirigée sur le Pié-

^{*} Weir plea baut, p. 247 et surv.

mont, ne vienne rouvrir la question et ranimer le conflit, dans des conditions favorables pour l'Autriche et compromettantes pour la France. Mais cette expédition avorte misérablement dés le début ¹. Le cabinet de Vienne a'y trouve qu'un argument de plus pour se plaindre de la propagande révolutionnaire dont la France est le centre, et pour obliger, malgré nous, la Suisse à restrendre le droit d'assie qu'elle accordent aux réfugiés.

Reste l'infortunée Pologne. Là, ce ne sont, hélas ! ni le succès, ni l'apaisement qui out amené notre silence : c'est l'impaissance constatée de nos efforts. Tout a été noyé et éteint dans le sang des insurgés vainous. Chaque année, cans douts, malgré les anges conseils du ministère, la Chambre s'obstine à insérer, dans son Adresse, des phrases de sympathie et de protestation en faveur de la Pologne : elle entend, en ces occasions, des discours où le sentiment a plus de part que la raison. Le seul résultat de ces manifestations est d'irriter l'organil du Czar et de rendre sa main plus dure. Pendant ce temps, notre gouvernement se borne à marquer diplomatiquement ses réserves, à mesure que Nicolas détruit les dermers restes du royanme de Pologne et de l'organisation établie par les trastés de Vienne. Lorsque la chancellerie rouse fait publier, en 1833, dans la Gasette officielle de Saint-Pétersbourg, un article contestant gax puissances autres que l'Autriche et la Prusse le droit d'invoquer les stipulations du traité de Vienne, et déclarant que la Russe en est déhée par l'effet de l'insurrection, le cabinet de Paris fait aussitôt soutenir la thèse contraire dans le Monitour. Mass on sent been qu'il agit saus espoir, sans entrain, par acquit de conscience, pour satisfaire les exigences de l'opinion, et avec la pleine connaissance de l'inefficacité de ses démarches.

C'est ailleurs que se porte l'activité de notre diplomatie. Des questions nouvelles sont nées, qui, pour occuper moins les Chambres françaises, pour être négligées, qualquefois ignorées d'elles, n'en ont pas moins une réelle importance : il convient donc de les examiner de près, d'autant plus que le duc de

⁴ Janvier 1834.

Broglie, alors chargé de diriger non affaires étrangères, apportait, dans l'appomplissement de cette tàche, des idées et des procédés à lui.

П

An moment où la ministere du 11 octobre prezent la direction des affaires, la guerre sévissait, à l'extrémité de la Mediterranée, antre le sultan et le pacha d'Égypte. Quoique loistaine, cette guerre touchait, par plus d'un point, aux intérêts français et mettait en oagse tout l'équilibre européen. C'était, en effet, l'una des phases de cette éternelle et redoutable question d'Orient, sans cesse posée, jamais résolue, encore aujourd'hui l'un des plus périlleux problèmes de la politique européenne. Élrange destinée de cet empire ottoman, de mettre toujours en danger le repos de la chrétienté, autrefois par sa puissance, aujourd'hui par sa faiblesse! Cette guerre avait éclaté en 1831, sans que la France, distraite et absorbée par d'autres affaires, s'en fût presque aperçue. Le prétexte avait été une querelle sans importance entre la pacha d'Égypte et celus de Saint-Jean d'Acre. La cause réelle était l'ambition du premier, le célèbre Méhémet-Ali, qui voulait à la fois étandre sa domination en Asia et conquérir son indépendance.

Co soldat pervenu, qui s'était appris à lire à cinquante ans, possédait quelques-unes des qualités du grand homme et était adroit à feindre les autres. Sous sa volonté de fer qui faisait tout plier et trembler, l'Égypte avait paru se transformer. Il en avait tiré, de force, une armée nombreuse, disciplinée à l'euro-péenne, et prétendait y acclimater l'industrie, en faisant venir d'Occident des ingénieurs et des contre-maîtres. Sans doute, il y avait là plus d'un trompe-l'œil. Comme on l'a dit, le pacha a tapissait sur la rue, du côté de l'Europe ». Sur beaucoup de points, l'œuvre était factice, superficielle et stérile. Pression passagere d'un tyran, et non pas impulsion durable d'un réfor-

mateur. Les populations étaient violentées plutôt que changées. Cet étalage de puissance cachait mai la ruine d'un pays épuisé d'hommes et d'argent. Dermère une devanture de civilisation moderne, subsistait le vieux fond de barbarie musulmane et de despotisme oriental.

En France, cependant, les esprits étaient séduits et éblouis. L'Egypte était restée chère à notre imagnation, depuis l'expédition, si vite légendaire, de Bonaparte. Très-artificieux et comédieu, sous son masque de rudesse sanvage, le vieux pacha soignait adroxement sa popularité occidentale, se proclamant · cufent de la France - , nous emprantant ses instructeurs militaires et industriels, professant le culte de Bonaparte, et faisant écorcher par ses soldats le chant de la Merseillage. Aussi la Revue der Deux Mondes le louait-elle, en termes enthousiastes, d'avoir « francisé l'Égypte » et « épousé la pensée de Napoléon • apr ce pays. Engouement universel et irrésistible, tel qu'il s'en produit parfois dans notre pays. On s'échauffait pour l'Égypte de Méhémet-Ali, comme naguere pour la Gréce de Caparis. Il a 'était pas jusqu'aux démocrates qui se saluassent, dans ce tyran oriental, • un homme nouveau, un fils de ses œuvres, un élu des révolutions modernes . Quant aux politiques, ils révaient vaguement d'une sorte « d'empire arabe » , créé sons le patronage de la France, assurant sa prépandérance dans la Méditerranée et faisant contre-poids à l'ampire ottomas. que dominait la Russie .

Pendant que l'Égypte semblait revivre, la Turquie était plus meribonde que jamais. L'effort fait, en 1828 et 1829, pour soutenir le guerre contre la Bussie, l'avait épuisée. Quant au sultan, le ferouche Mahmoud, s'il avait massacré les jamssaires, comme Mébémet-Ali les mameluks, il n'était pas pour cele de la taille du pacha. Usé par la débauche, capable d'un accès de violepos, non d'une volonté persistante, il avait désorganisé la

⁴ Louis Branc, Mictoure de dix ons, t. Y. p. 207.

⁸ M. de Poliguac paraît avoir paremé le projet de cet empire afroctin qu'il conduit étendre pasqu'à Algar; il avoit ou l'idée de form châtier le day par Méhimet-Ali.

vieille féodalité turque, sans men mettre à la place. Il n'avait donc pour résister à l'attaque, ni force matérielle ni force morale. A perse les hostalités ouvertes, les Égyptiens, commandés par librahim, fils de Méhémet-Ali, a'étaient emparés, en courant, de la Palestine, de la Syrie, et avaient mis en déroute les armées successivement envoyées par le sultan pour les arrêter. Des le milien de 1832, Mahmoud, effrayé, à bout de ressources, a'était tourné vers les quatre grandes puissances, Russie, France, Angleterre et Autriche, implorant leur intervention contre son vassal rebelle.

L'avantage de la Russie sur le reste de l'Europe était d'avoir, dans la question d'Orient, une idée simple et nette, mieux encore, une idée fixe Quelle n'est pas, en politique, la force de l'idée fixel Pendant que les autres puissances se laissaient souvent distraire, quelquefois dévoyer, par des préoccupations diverses, le gouvernement du Caar aliait droit son chemin, les yeux toujours dirigés vers le Bosphore, résolu à profiter de tous les événements, de tous les accidents, pour s'en rapprocher. Aussi l'appel de la Porte ne le trouve-t-il ni mattentif ni héait tant yil s'empressa d'offrir le secours, non-seulement de sa diplomatre, mais de ses armées, trop heureux de s'ouvrir, à titre de protecteur, cette ville de Constantinople, où il n'avait pu entrer encore comme conquérant.

Arrivée à Paris, dans l'espèce d'interrègne ministériel qui avait séparé le mort de Périer de la constitution du cabinet du 11 octobre, la demande de la Turquie avait pris le gouvernement français un peu au dépourva. Celui-ci n'avait même pas d'ambassadeur auprès du divan et n'y était représenté que par un chargé d'affaires. Savait-il, d'ailleurs, aussi bien que la Russie, ce qu'il voulait en Orient? La vieille tradition qui, depuis François I^{es}, avait lié la France à la Turquie, a'était trouvée, comme tant d'autres, singulièrement dérangée et brouillée depuis quarante ans. L'expédition de Bonaparte en Égypte, l'engouement philhellénique qui nous avait conduits, pendant la Restauration, à anéantir, dans les caux de Navarin, la flotte turque, au plus grand profit de la Russie; enfin, le

concours moral donné en 1828 et 1829 au Crar en guerre contre la Porte, dans l'espoir que l'alliance russe nous vandrait des compensations en Belgique ou sur le Rhin, n'étaient-ce pas entant d'anfidélités à cette tradition? La révolution de Juillet, en rendant désormais impossible toute partie liée avec Saint-Pétersbourg, aurait pu nous ramener à notre accienne politique. Mais alors à était présentée, comme un obstacle ou tout au moins comme une complication, la sympathie pour Méhémet-Ali. De là, des incertitudes et pariois des contradictions dans notre action.

Malgré ces difficultés, notre chargé d'affaires à Constantinople, M. de Varennes, s'employa activement à contrecarrer les desseins du Csar, détournant la Porte d'accepter ses offres, excitant le centiment torc contre la Russie, tentant une sorte de médiation satre le sultan et le pacha, conseillant au premier de ne pas refuser des concessions nécessaires, au second de modérer ses exigences : œuvre singulièrement ardue que ne rendaient pas plus aisée les intrigues de la Russie, l'enivrement du pache et la baine furieuse que loi portait Mahmoud '. M. de Varennes ne rencontrait pas, d'ailleurs, chez les représentants de l'Autriche et de l'Augleterre, le concours qu'il avait probablement espéré. La peur qu'inspirait à M. de Metternich la France révolutionnaire lui fuisait fermer les yeux sur les dangers de la Russie conquérante; il s'employest à rassurer les autres puissances sur les desseins du Czar à Constantinople et à les inquiéter sur nos visées en Égypte 1. Rien de plus facile que d'éveiller, sur ce dernier point, les ombrages de l'Angleterre : même arec un ministre moins jaloux et moins méfiant que lord. Palmerston, nos vomine d'outre-Manche n'eussent pu voir avec indifférence Suez et l'Euphrate, c'est-à-dire les deux routes de l'Inde, aux mains d'un client de la France. D'ailleure, le chef do Foreign Office n'evait pas en jusqu'et l'occasion de beau-

[&]quot; - Que m'importe l'empire? dissit un jour Mahanoud à un constiller qui cherchait à l'effrayer sur les desseins des Russes, que m'importe Constantinople? Je domernis Constantinople et l'empire à celui qui m'apporterait in tête de Méhémet-Ali, e

Mémoires de M. de Metternich, s. V, p. 400 à 500.

conneissait mat ce côté de la politique européeure; l'ambassade anglaise à Constantinople étuit sans utalaire, et il n'avait pas envoyé, depuis un au, d'instructions à son chargé d'affaires. Par ces causes diverses, la première réponse du ministra anglais à la demande de secours de la Turquie fut un refus fermel. Ce refus arriva à Constantinople en même temps que la nouvelle d'une seconde défaite subie par l'armée ottomane, à Koniah, le 31 décembre 1633. Le sultan, épouventé, au tenant plus comptu des objections de notre représentant, se jois dans les bras de la Russie, accepta ses offres de secours et lui demanda formellement d'envoyer une flotte dans le Bosphore et une armée à Constantinople.

A ce moment, le ministère du 11 octobre était aux affaires. Le duc de Broglie comprit, dès le premier jour, le danger de l'intervention russe et voulut s'y opposer. Se tournant vers l'Angleterre, il la presen vivement de s'entendre avec lui pour une action commune, mais sans parvenir è secouer son indifférence où à vaincre ses méficaces. En même temps, pour fortifier notre influence à Constantinople, il y envoyait, comme ambassadeur, l'amiral Boussin. Ses instructions étaient « de faire en sorte, par tous les moyens utiles et raisonnables, que les Russes n'occupassent pas Constantinople du consentement de la Porte, hien sûr que s'ils l'occupaient contre le gré de la



Je croin, - écrivait confidentiellement le des de Braglie à Telleymand, le 21 jauvier 1813, — que les intérêts du gouvernement anglais, sur eu point, cont identiques aux môtres et que le temps presen. J'as tout lieu de croire que, à sion deux gouvernements s'entendent bien, à Autriche finira par sa réunir à nons costre l'agrandusciment éventuel de la Russie. C'est là l'enevre que vous avez centes an gongrès de Vienne et que les Cent-Jours sont senne déranger. C'est à vous qu'il appartient de l'achever, » Un peu plus turd, le dan de Braglia se plaignait de · l'extrême froideur avec laquelle le gouvernement anglais avait accomili, depuis trois mois, ses diverses ouvertures relativement à l'Orient a. Et il moutait : » Na várstá, es a est pas me faute. Depuis men antrée na munistère, ja n'ai comfi de solliester I Angletorre d'ouvoyer un ambassadour à Goustantinople. J'ai communique, presque jour par jour, à lord Granville, toutes les dépèches que je receves et que j'ecrivais à ce sujet. Je l'ai averti, pris, presse... Tout serait in; à Alexandre et à Constrouneple, et le cubinet anglais avent voule. « (Correcpondance confidentielle du duc de Broglie et de M. de Talleyrand, Bornnecht ingrists.)

Porte, cela deviendrait tout de suite une affaire européenne, et que nous aurions plus d'alkée qu'il ne nous en faudrait pour les en faire déguerais! » . L'amiral était un homme considérable dont la parole devait avoir une autorité particulière ; sa conduite dans le récent conflit avec le Portugal lui avait valu un renom d'énergie et de décision ; mais son espet hardi, entier, impérieux, toujours dominé par une seule idée, n'avait pas toutes les qualités qui convenuient à un diplomate, surtout dans une négociation es complexe 🗘 con arrivée à Constanti-K nople, en février 1888, il trouva la flotte russe entrant dans le Bosphore et s'apprétant à débarquer des troupes. L'éloigner à tout prin fut aussitôt sa soule pensée. Il parla haut et férme au divan, et comme celui-ci argunit de l'impossibilité ou il était de se défendre autrement contre les prétentions de sen vassal, l'ambassatieur français, pour couper court à cette objection, se porta fort de faire accepter les conditions turques par Méhémet-Ali, si les Russes étaient congédiés. La Porte, surprise de nous voir ainsi prendre son parti contre les Égyptiens, se hata de nous sainir au mot et invita les Russes à s'éloigner. Cela parut d'abord un échec pour le gouvernement de Saint-Pétersbourg, un succès pour la politique française : M. de Metternich dit en présence de tous les ambassadeurs « que ce traité était le plus bean succes diplomatique obtenu de nos jours . Mais cette impression ne dura pas. Quand l'amiral Roussia signifia au pacha. l'engagement pris en son nom, celui-ci, qui avait entendu. jusqu'alors, un tout autre langage de nos agents à Alexandrie, répondit par un refue très-nets, Quel moyen de le faire céder? La atuation de l'ambassadeur devenant fausse et mortifiante.

Lettre confidentielle de dus de Broglie à Telloyrand, du 32 mars 1832. (Documents incdus.)

E Méhemet-Ala, dans ses convertations avec les contain etrangers, se dusis a étouns que la gouvernement français, qui, depus deux ans, n'avantomié de faire des démarches auprès de lui pour l'engager à déclarer la guerre à la Forte, coût maintenant les proposer la paux à des conditions as peu avantageuses », (Hinne-stans, Geschichte Frankreicht, 1830-1870, s. 7, p. 581., Le pache dénaturale éndamment les faits, pour axeiter ses autres puissances, nessenaine il est certain que le langure de notre council à Alexandre n'ayant pu le preparer à la communection de l'ameral Roussin.

La Porte, se fondant sur l'impuissance où il était de lui faire avoir ce qu'il lui avait promis, rappela de nouveau les Russes, qui, par mer et par terre, reprirent avec empressement le chemma de Constantinople. Le 5 avril 1833, la flotte du Czar jetait l'ancre dans le Bosphore, et cinq mille hommes de troupes de débarquement campaient sur le rivage asiatique.

Capendant, la cabinet de Londres se réveillait enfin de son sommeil. Il ne pouvait voir sans alarme l'escadre russe dans le Bosphore, ni peut-être sans quelque jalousie le représentant de le France jouer le rôle principal à Constantinople. Quand lord Palmeraton avait appris à l'ambassadeur de la Porte à Londres. comment l'amiral Roussin venait d'obtenir l'éloignement de la flotte russe, le Turc l'avait écouté en silence, puis lui avait demandé : « Et où est l'Angleterre dans tout ceci '? » Ce mot avait du faire réfléchir le ministre britannique. Lord Ponsonby, que nous avons déjà rencontré à Bruxelles, fut envoyé comme ambassadeur auprès de la Porte avec mission d'agir contre la Russe, M. de Talleyrand écrivait de Londres au duc de Broglie, le 25 avril 1833 : « Ici, d'une longue léthargie, on passe à une sorte d'épouvante ; cette alarme n'a cependant produit aucun expédient. Checun alors est venu me parler et me demander mon avis. . Le duc répondit à l'ambassadeur : « J'espère que nous allons reprendre l'affaire d'Orient sur de nouveaux frais, et je vous conjure de ne pas laisser le gouvernement anglais s'endormir encore une foist. »

L'Autriche elle-même, bien que toujours en méliance contre le gouvernement de Paris et en ménagement avec celui de Samt-Pétersbourg, propose, au vif déplaisir de ce dernier, une action diplomatique des grandes puissances à Constantinople. M. de Metternich s'en ouvrit aux ambassadeurs de France et d'Angleterre. « Les affaires d'Orient, leur dit-il, ne peuvent

• Mémoires de Gréville, t. 11, p. 367.

³ Correspondance confidentielle du duc de Broglie et de M. de Talleymod. (Dominants médats.)

⁸ M. de Metternick se plaignast, avec une extrême amorteme, de l' » intelérable jelousie de l'ameral Bousses », (Nemores, t, V, p. 502 à 508)

être arrangées qu'en commun. Précisément parce que les quatre puissances se jalousent et se soupcompent, elles doiveut se surveiller, et pour se surveiller, elles doivent marcher easemble. ... Je ne veux ni conférence, ni protocoles, ni formes solennelles; je propose sculement qu'on trouve quelque part des hommes au courant de la question, informés des intentions de leurs gouvernements et accrédités, sinon pour concluse un arrangement, au moins pour s'entendre sur les moyens qui peuvent le préparer. » Sans le dire expressément, il laissait voir son dési? que le siège de cette négociation fût établi à Vienne. Quant aux bases sur lasquelles l'entente pourrait se faire, il indiquait : l' une déclaration des quatre grandes puissances, qui emporternit garantie en faveur du sultan de toutes les parties de son empire; 2º l'engagement que lesdites puissances devaient prendre les unes envers les autres de ne jamais, dans une hypothèse quelconque, accepter la possession d'un saul village de la Turquie européenne. Du reste, M. de Metternich affectant de se porter caution des bons sentiments de la Russie. Ces ouvertures furent transmises à Paris et Londres. Mais les gouvernements de Prance et d'Angleterre se mébaient de l'énergie et même un peu de la sincérité du chancelrer de Vienne. Après en avoir délibéré ensemble, ils répondirent, le 14 juin 1833, à leure ambassadeurs à Vienne e qu'il n'y avait pas lieu de donner suite à la proposition qui leur avait été faite, que lord Palmerton avant sondé le prince de Lieven, ambassadeur de Russia à Londres, et jugé d'après son langage que l'empereur Nicolas. a'y opposerat péremptoirement ; que M. de Metternich n'était. pas homme à la souteair evec vigueur, et que la négociation, ne pouvant most venir à bien, aurait pour résultat de consucret en quelque sorte par une tentative inutile pour l'infirmer la position spéciale et privilégiée que la Russie voulait s'attribuer en Orient - . A la dépêche officielle que le duc de Broglie adressah à son ambassadeur, il ajouta dans une lettre particulière : Si le gouvernement autrichien se trouveit réduit à l'alternative. de rompre avec la Russie on de lui laisser faire tout ce qu'elle. voudrant, jusques et y compris l'occupation définitive de

Constantinople, il est clair, pour moi du moins, qu'il s'y résignernet. M. de Metternich ne parut pas désappointé de voir son offre déclinée. Peut-être cût-il été au contraire fort embarrané, s'il lui avait fallu y donner suite; il savait, en effet, qu'à Saint-Pétersbourg on s'en montrait fort mécontent.

Pendant ce temps, à Constantinople, l'amiral Rossin avait viré de bord avec sa promptitude et sa brusquerie accoutumées. N'ayant pu arriver à la pacification en faisant céder le pacha, il cherchait mainteannt à y arriver en faisant odder le sultan, Les négociations furent inborieuses. Mahmoud, excité par les Russes, repoussant les exigences de Méhémet-Ali. A la fin, cependant, pressé par notre ambassadeur, effrayé des révoltes qui se produisaient sur d'autres points, a céda. Un firman, en date du 5 mai 1833, accorda à Méhémet le gouvernement de la Syrie dans les conditions qu'il avait demandées. Par contre, l'armée égyptienne se retira des États du sultan. Ce fut ce qu'on appela l'arrangement de Rutaièh. L'un des résultate de cette paix, et non le mome important, fut le départ des troupes et de la flotte russes : ce départ eut lien le 10 juillet. C'était une revanche, promptement obtenue, de la récente mésaventure de l'amiral Roussin. Aussi celui-ci écrivait-il à son collègue à Vienne : « C'est moi qui ai fait la paux ; je l'ai même faite deux fois, à des conditions différentes, j'en conviens, meis qu'importe? L'essentiel était d'éloigner les Russes". » A Paris, la presse ministérielle fit quelque bruit de ce qui lui paraissait un succès. « L'influence française, disait le Journal des Débats le 1^{es} août 1833, a été si efficace dans tout le cours de cette négociation, elle a été a activement mêlée aux événements de l'Asse Mineure et à leur heureux dénoument, que nous pouvons nous féliciter hautement du rôle que la France a joué dans cette mémorable circonstance. »

Les autres cours d'Europe, au contraire, accueillirent mal l'arrangement de Kutaièh. A Vienne, surtout, on était fort mécontent. « L'Europe, disait M. de Metternich, sera peut-être

Mad.



L Memaires inedite de M. de Samte-Adaira.

troublée pendant cinquante aus, par suite de la triste influence que l'amiral Roussin vient d'exercer sur le Divan '. . En tout cas, il fut bientôt trop visible que l'affaire n'était pas finie. On apprit, en effet, que, le 8 juillet 1833, deux jours avant le départ des Russes, le comte Orloff, ambassadeur extraordinaire du Czar, avait conclu avec la Porte une convention de défense réciproque : par ce pacte, connu sous le nom de traité d'Unkiar-Skelessi, la Russie s'obligeart à fournir à son alhée toutes les forces de terre et de mer dont elle aurait besoin « pour la tranquillité et la sureté de ses États », expressions qui, dans l'état de l'empire ottoman, pouvaient servir de prétexte à une intervention permanente; la Porte s'obligeait, de son côté, « à fermer la détroit des Dardanelles, c'est-à-dire à ne permettre à aucun bâtiment de guerre étranger d'y entrer, sous un prétexte quelconque »; par suite, des travaux considérables étaient entrepris sur les deux rives du détroit, sous la direction d'ingénieurs russes. Le but poursuivi par Catherine II semblait atteint : son successeur avait trouvé le chemin de Bysancs. Que ses armées y entrassent comme protectrices ou comme ennemies, n'était-ce pas à peu près la même chose?

A la révélation de ce traité, l'émotion fut grande en Europe. Le gouvernement anglais, naguère si mattentif, était le plus irrité : il ne proposait à la France rien moins que de forcer les Dardanelles pour aller brûler la flotte moscovite. Le duc de Broglie, tout hostile qu'il fût aux dessems de la Russie, ne croyait pas que l'on pût autaut brusquer les choses. A son avis, il fallait protester, refuser d'accepter ce qui s'était fait, mais prendre garde de s'engager dans un conflit prématuré et de réveller la question d'Orient qui semblait s'assoupir. En réalité, le duc sentait la France encore trop pres de la révolution de 1830, des troubles que cette révolution avait produits au dedans, des méfiances qu'elle avait suscitées au dehors, pour



Mémoures medits de M. de Sointe-Aulaire.

^{*} Au premier abord, M. de Talleyrand oût ets assez disposé a se laisser emporter à la siste du gouvernement anglais. (Correspondance confidentielle du duc de Broglie et de M. de Talleyrand. Documents anédits.)

risquer déjà une grande guerre. On se borns donc à quelques manifestations des flottes anglaises et françaises sur les côtes de Turquee, et a des protestations diplomatiques que les deux puissances occidentales firent à Constantinople et à Saint-Pétersbourg. Le Divan parut recevoir ces protestations avec plus de satisfection que de chagrin. Le Reise-Effendi et le Sérosquier viprent en remercier l'amiral Robasin. « Us n'avaient. discient-ils, signé le traité du 8 juillet qu'avec une graude répugnance, et, ne se dissimulant pas l'effet déplocable que l'alliance russe produisait dans l'empire, ils tenaient beaucouppour leur part à en décliner la responsabilité. « Ils protestèrent de leur attachement pour lu France, rappelerent que « c'était. d'elle qu'ils avaient d'abord sollicité l'appui; ils s'étaient jetés dans les bras de son ambassadeur, quand, au mois de février précédent, il était arrivé à Constantinople; sa protection avait malheureusement été alors inefficace, et c'était faute d'autres ressources qu'ils n'étaient résignés à subir celle du plus mortel. ennemi de leur pays . L'acqueil fut tout différent à Saint-Pétersbourg. On y répondit sur un tel ton n nos protestations qu'on put croire une rupture imminente. M. de Metternich s'interpose. Au fond, le traité d'Unkier-Skelessi déplaisait fort au gouvernement de Vienne I, mais la peur de la révolution ne

1 M. de Metternich as pouvait même se cacher qu'un pette deconstance il avait été complétement jour par le cabinet de Saint-Petersbourg. En affet, pendant que le trute d'Unkiar-Skelean se concluert, le chanceller autrichier accorait à M. de Sauste-Aulaire, alors ambastadeur de Prance à Vicane, « que en changement complet, in opiné, s'etait opéré depuis peu dans la positique du calimet. ranse ». Il montant, avec un sir de mystère : « le veux vans confier que dermèrement l'empereur Nicolai a foit venir dans son exhaut M, de Fiquelment. Il est convenu que ses anterésents poursient nous inspirer de fécheuses préventions, mais il & formellement abjuré son accienne politique. Il a roche que notre ambostedem écrivit, som su dietée, l'engagement d'honneur de se plus vien foies qui avec nous et par nous dans les affaires d'Urient. Jugez is, après une déclaration or categorique, envoyée par cent directement à l'empereur Prançois, nons sommes fondés à nous porter garante et des octos et des projete de l'empereur Nicolas - a Et M. de Metterrich se pleasast à répéter a qu'il aveit dompté le less moscovice, et que desorman il me craspacit su surprise si rématante ». Quelquit pours spres cotta conversation, M. da Sainto-Audien nyunt appris la traité d'Univer-Sheless, se hirait d'after l'annoncer au chancelier, foet curieux, de somi: a relai-ci avait été, en cette affaire, complion on dage. M. de Metteroich resta ausa imparible que de conteme, se hornant à émettre des doncse our



lui permettait pas de se séparer de la Russie; il accepta donc le traité, se bornant à donner en même temps au Czar des conseils de modération. Tâchant de se persuader que ces conseils étaient entendos, il crut pouvoir se porter fort, à Paris et à Londres, que l'intention du gouvernement russe était de laisser le traité à l'état de lettre morte. La Prusse suivit en tous points l'Autriche. Cette intervention ca mante de M. de Metternich, aidée de la prudente résolution du duc de Broglie, amens, à la fin de 1833 et au commencement de 1834, une certaine détente et une sorte d'accalmie; toutefois, bien que le chancelier autrichien se flattat que la « question russoturque » fût, grâce à lui, « dissipée en fumée le », les difficultés n'étaient pas résolues, elles étaient seulement ajournées.

Ш

L'opposition faite à la politique russe en Orient n'était pas de nature à diminuer la baine passionnée que l'empereur Nicolas avait, dès le premier jour, vouée à la monarchie de Juillet. Aussi l'avait-on vu, en 1833, au moment même où nous faitions retirer ses troupes du Bosphore, s'agiter une fois de plus pour déterminer une sorte de croisade de l'Europe continentale contre la France révolutionnaire. Dans sa pensée, il s'agissait bien de nous déclarer la guerre. L'envoyé prussien à Saint-Pétersbourg écrivait le 11/23 juin 1833 : « La Russie veut et désire la guerre; elle la tient pour aussi inévitable que néces-aure *. « Pour y déterminer la vieille Europe, elle comptait sur

l'ensitence même du traité. « Sur mon honneur et ma comeience, dit-il, a la traité existe, il a été conçu et accompli sans ma participation, sans qu'ancune circonstance ais pa éveiller ma prévision » Toutefois, il ne voulut pas se lauser amouer à témoigner une desapprobation du la conduite de la Russe. (Memoires medits de M. de Saunte-Auloure.)

1 Memoires de M. de Metermich, t. V. p. 596.

^{*} Cf. les dépèches citées par thillabrand. (Geschichte Frankreschs, 1830-1870, t. I, p. 542.)

l'impression qu'y avait produite notre révolution. Toutefois. cette impression n'avait pas la netteté qu'eût souhaitée la passion du Czar. Dans les diverses cours, on attendant, on prédisait, on désirait la chute du gouvernement de 1830, mais. en même temps, on la redoutait. Quand ce gouvernement prenant le dessus sur les partis de désordre, il était malaisé de sayoir ce qui l'emportait, dans les chancelleries étrangères, du plaisir d'être tranquillisé ou du déplaisir d'être décu. « On voudrait toutes sortes de maux à la révolution de Juillet, écrivait de Turin M. de Barante, le 19 octobre 1832, a l'en ne devait pas en souffrir sos-même, et l'on se trouve à la fois rassuré et contrarié, quand elle se montre honorable et sensée '. . De là, un état d'esprit bisarre, compliqué : beaucoup de méchante humeur et de mauvaise volonté, sans ries de précis m d'efficace. Pour déterminer une hostilité plus vive, le Csarfaisait valoir contre nous des griefs plus spéciaux et plus récents : il rappeluit comment, dans les affaires belges, le cabinet de Paris, se faisant suivre de celui de Londres, avait passé outre aux résistances des puissances continentales : il montrait l'effort fait d'abord par Louis-Philippe, après la mort de Périer, et continué par le duc de Broghe, pour reprendre en Allemagne. l'ancienne tradition française, s'immiscer dans les affaires de la Confédération germanique, se faire, contre l'Autriche et la Praise, le protecteur des petits États, et, dans ce dessein, y favoriser la mouvement constitution nel *, il n'avait garde enfin de passer sous silence les tentatives d'émeules ou de conspirations qui venaient de se produire à Francfort et à Turin, et derrière lesquelles on découvrait sans peine la propagande partie de Paris, l'action

1. Letter à M. le duc de Broglie, (Dommente médés.)

^{*} BRAKERANO, Geschiehte Frankreichs, 1830-1870, t. 2, p. 558 à 355 esp. 550.

— Le 8 juniet 1833, le Journal des Debuts publiait, sur la atuntion de l'Alis-magne, un article ou al combettait la pretention de l'Autriche et de la Prance d'annuler les prints bitats de la Confederation, et où il rappetait qua le traisi du Vienne avait consider l'independance de ces Etats. Le gouvernement françan observait aussi, avec une vig lance particulière, ce qui se passait en Laurenbourg, et declarait tres-haut qu'il ne laurecant par la diète alternande y mattre le pued, en cut de soulevement populaire. Cette publique était plus prevoyante que cuile qui devait plus tare laurer faire et même seconder l'unité allemende.

des réfugiés si nombroux dans cette ville depuis les journées de Justlet, et si directement lide avec les révolutionnaires français.

Etait-ce asses pour que l'Autriche et la Prusse entendusent l'appel belliqueux du Caar? A Vienne, si l'on nous témoignait presque autant d'autipathie et de dédain qu'au lendemain de 1830 , mains encare qu'à cette époque on était disposé à se jeter dans les grosses aventures (M. de Sainte-Aulaire, qui

³ Le dec de Bruglie fealt trèp-amouleur de cette hostilles de l'Austiche, di âtuit mome dapuse à l'exagérer. On le voit par les instructions qu'il donne à M. de Samto-Autaire, an avril 1633, quand if l'envoys comme ambanaciour à Torque Il y proprinte l'America comme evant été des la Restouration en actagrantes avec la France, et cela à rance de la « di fivence absolve des principat do laura gravernoposta e nonlament, negat (120, regis hantilità etnit importmate : la coor de Vienne étant bromilée grou la Burne et a'arest pour elle que PAnglamore Rutra annustra continuació de una toranta i « Pan Cottos de la riveluthen do fulfing on partous day ordinaryous and floor pulcts if upp respinsion à l'antern de l'Europe, que état de chaque o houssoop change. Autont la pantieu de la Banne et de la Prince a cet affichile, autont su contraire a set associarese celle de gagrerogaget rupe engry le polamet de Tomog s'art office devant l'arrestant han plus grando varrer que la révalutica française at arille de Pi-leger ant Impress à l'empereur Rivelus. Le Preuss, trepeur tremblante en princere des marrements révolutionemères, tenjunes dispuses à marifer au betent de s'en gazante les nueve combinesses de se politique, s'est auns empreschée de us puntanta remor, comprere 1819, elle centreplacre una ardicection, elle lai à leur reprendre une le corps germanque cette supressite, abjet constant de leur giunkte.... Enfin, las petes presere à l'estre, dept et tente par l'enconder revolue Congress, and sures not exemple over plus d'abendus encers, et deux intervalitions successives and establic pour lengtoness dans la Princeple sette propotence and l'Autriche u'n ru, è sucure spoque, y baser que sur la force meteriolis..... L'haptilité moule gristante outra la Franco et L'Autogho no as consident più à das quella accadentela, man au fend même de la acussian, au soran ar laire une Anagerouse Mission que de comprez, pour la faire ansser, sur des motels points dans las versusades aedino-res de la policique. Cette hostilisé diavora tant que lita dans pays continue cont a unarcher à la title des deux ardem d'appaiets et d'adém gue partagore aujocard'han l'Europa en deux comps onacosis, ou du mains unt que con aparenna n'aurent par urque nom de unitorité et de nalme pour pouveur americates came anywer combinantinguest à en désendre fluga l'autre. Dis espect possijeljuri que le viter, memorar la munta, deducta facilement de set expect la anions at l'objet de la mission que vous ourse à remple. Il ne nivere dans quantion pour fongerage, à quater de cirronaumens hans exercertauxies, de 1994 viuller à aporte un en sprochement àutime entre deux pars reparés par des dividons acon profuedre. Tomers les demarches qui on ferme dons ce bat de sondraigt qu'à menager au tabuset de Tienne un mayen de mons dommes augein de mag gibre. La rela da Lambaradour du Raj approx de la mor empirale est d'elempppe attentivament lie manururra ténéhennes d'un eshinat au renceunt tonjung shoutir tous let filt du tombuturous diragées contra la France, « (Monarcy incidate de All, de Austre-Aufaire ()

avait quitté l'ambassade de Rome pour prendre celle de Vienne. écrivait un duc de Broglie, le 20 mars 1633, à peine arrivé à son poste : « Cu que j'ni déjà bien vu, c'est qu'on nous déteste, personnes et choses; ne nous flattons pas à cet égard. » Main il ajoutait aussitét ce correctif . . La cour et les ministres cont généralement sans passion... Ils cherchent bonnement leurs intérêts, aiment le repos et la paix, et se coucheront près de nous, a nous ne les empéchons pas de dormir. . Tout en se plaisant à dogmatiser sur les vices du régime de Juillet, à prophétiser se ruine, à le dénoncer comme un péril enropéen, M. de Metternich se défendant de vouloir nous attaques. « Attendre le développement des événements », se » réduire à une attitude pour ainsi dire passive », tel était, à son avis, « le vérité pretique, la seule applicable aux positions du jour ». Il ajoutait : « Dans la situation morale où se trouve la Prance, la plus grande faute que pourraient commettre les puissances serait de l'attaquer... La guerre défensive est la seule qui leur offrirait des chances de succès... C'est cette chance que nous ne cessons d'avoir en vue 1. • En attendant, tous les efforts du chancelier se bornaient à poursu wre le rétablissement au moins partiel de cette Sainte-Alliance qu'il avait tant gémi de voir se relacher et se dissoudre pendant la Restauration. Telle avait été, nous l'avons vu, sa première préoccupation, à la nouvelle des journées de Juillet. Depuis lors, il avait sans cesse préché la nécessité de former et surtout de proclamer, en face de l'entente franco-anglaise, l'union étroite et, pour parler son langage, l' « unité compacte et indissoluble » des trois cours continentales. Mais derrière ce sèle pour les généralités conservatrices et les démonstrations diplomatiques, fort peu de disposition à agir : peut-être même n'aurait-il pas été difficile de discerner. une certaine méhance des incartades possibles du Caar et un désir d'amener adroitement ce dernier à se contenter de démarches inoffeasives.

Déplahe confidentielle de M. de Maxemaich à M. de Boudelles, minutre d'Autriche à Turin, en dans du 27 décembre 1832. (Mémoires, t. V, p. 420 à 423.)

La Prusse, au moins en la personne de son roi, répugnant encore plus à toute action violente. On n'a pas oublié la prudence, doublée d'un peu de fatigue, qui avait marqué, après 1830, l'attitude du vieux Frédéric-Guillaume III. Depuis lors, la conduite de la monarchie nouvelle, les gages, chaque jour plus décisifs, qu'elle donnait de sa volonté pacifique et conservatrice, avaient confirmé ce prince dans sa modération. Sans cesser d'être un tenant de la Sainte-Alhance, sans oser rompre l'habitude de fidélité un peu subalterne qui le hait à l'Autriche et à la Russie, et tout en se défendant, comme d'une injure, du seul soupçon d'accueiller les avances de la France ', il s'étant presque pris de goût pour Louis-Philippe et s'intéressait à son succès. Il était d'ailleurs encouragé dans ces sentiments par l'habile et entreprenant diplomate que le gouvernement français avait accrédité auprès de lui, M. Bresson. Vainement le prince royal, la jeune cour, les officiers, plus impatients, plus ambitieux, révaient-ils des batailles où les poussait la Russie, le Roi ne se laissant pus entraîner ; ainsi que disait de lui son conseiller, le prince Wittgenstein, « il n'était pas comme les sous-lieutenants, n'avait pas de grades è gagner, et tout ce qui condussant à la paix lui faisant plaisir * . Le Czar se plaignait, avec une umertume îrritée, de la résistance inerte qu'il rencontrait chez son beau-père, la roi de Prusse . M. de Metternich lui-méme déplorait, non sans quelque dédain, les faiblesses. du gouvernement de Berlin *.

En présence de ces dispositions, Nicolas dut renoncer à tout espoir d'entraîner l'Europe dans une agression armée

Mémoires de M. de Metternich, t. V. p., 537-538.

Do pes plus tard, vers la fin de 1834, le ministre dirignate de Prante. M. Ancillou, denouçuit, dans une dépêche, le dessem conçu par le duc de Broglie et le roi Louis-Philippe de séparer la Prusse de l'Autriche et de la Russe. « Mais, dissut-il, nous ne sommes pas dupes des espoieries et des douceurs que la Prance nous prodique dans toutes les occasions. Son seul but est de séparer se qui est fortement uns. « (Husandane, Geschichte Frankreichs, 1830-1870, t. 1, p. 555.)

^{*} Lettre de M. Bremon au due de Broghe, en date de 17 janvier 1834. (Docu-

Hillemann, Geschichte Frankreicht, 1830-1876, t. 1, p. 545.

contre la France. Force lui fut de se rabattre sur une démonstration plus platenique et moins dangereuse, dont l'idée paraît lui avoir été suggérée de Vienne. Presque chaque année, les souverains du Nord avaient l'habitude de se rencontrer dans quelque petite ville d'Allemagne et de s'y entretanir de leurs affaires. L'attitude à prendre en face de la Révolution et de la France qui en pareissait le foyer, était le sujet principal de ces anguetes entretiens. Ce fut une réunion de ce genre, plus solennelle dans son appareil, plus précise et plus comminatoire dans ses résultats, que proposa M. de Metternich. et que le Caur accepta faute de mieux. Le prudent chanceher, tout en se flettant d'en faire sortir enfin cette résurrection de la Sainte-Albance, cette manifestation de l' « union des trois cours », qu'il poursuivait depuis 1830, se sentait garante contre le danger d'être entraîné trop loin, par la froideur de la Prusse 1.

Dès le début, cette froideur se manifesta d'une facon assex piquante. L'entrevue officielle, les conférences importantes devaient avoir lieu le 9 septembre, à Münchengraets, petite ville de Bohème. Frédéric-Guillaume se hâta, le 14 août, avant l'arrivée de Ricolas, de rendre visite à l'empereur d'Autriche, on son château de Theresienstadt, près de Torplitz. Puis il se porta au-devant du Gzar qui se dirigeait rapidement vers Münchengraetz, et le rencontra seul à Schwedt sur l'Oder, le 5 septembre. Quatre jours plus tard, quand les deux empereurs furent, avec leurs chanceliers, un rendez-vous de Manchengraets, ni le rot de Prasse at son ministre dirigeant ne s'y trouvaient. La cour de Berlin n'était représentée que par le prince royal, et celui-ci n'avait pes le pouvoir d'engager son père. Si vif que fût le désappointement des monarques rouse et autrichien, ils le dissimulèrent, pour ne pes révéler au public la mauvaise volonté de leur albé. Réduits à conférer à deux.



M. de Praiormo, ministre de Sardaigne à Vienne, observait que la tiédeur de la Prince « permettant su chancelor Mettertieb un peu d'énergie, mus qu'il crugait d'être pris au mot ». Dépèche confidentielle du 15 janvier 1833 (Hausstann, Gerchichte Frankreichs, 1930-1870, p. 545.)

ils traitérent de la Pologne, de l'Orient, de la Belgique, des troubles d'Allemagne on d'Italie, de l'appui que les refugiés trouvaient en France. De plus, sur la demande de M. de Metternich, ils convincent d'un acte qui manifestat l'union des trois puissances et fât la contradiction du principe français de non-intervention. On sait combien cette question tenait à cour an chancelier d'Autriche. Mais rien n'était fait, tant qu'on n'avait pas l'adhésion du roi de Prusse. Il fallut négocier à Berlin pour l'obtenir. Sans opposer de refus absolu, Frédéric-Guillaume ne disemulait pas sa répugnance pour un acte qui, disait-il, - entreprenait tant sur l'avenir ! - . Se résistance tint tout en suspens pendant plusieurs semaines, et ce seul retard contraria singulièrement l'effet qu'avaient espéré produire les organisateurs de la réunion de Münchengraetz. On s'en rondait compte à Vienne, et c'était un sujet de plaintes amères 1. Enfin. le 10 octobre, après de laborieux pourparlers, le roi de Prusse, pressé par ses alliés, poussé par son 6ls, le prince royal, et par sa fille, l'impératrice de Russie, consentit à signer un traité : l'article le proclamait le droit de tout souvernin indépendant d'appeler à son secours un autre souverain, et le droit de ce dermier de donner ce secours, sans que personne fût fondé à l'en empécher : l'article II portait : « Dans le cas où l'assistance matérielle de l'une des trois cours d'Autriche, de Prusse et de Russie aurait été réclamée, et qu'une puissance quelconque voulat s'y opposer par la force des armes, les trois cours considéreraient comme dirigé contre chacune d'elles tout acte d'hostilité entrepris dans ce but*. » La Russie et l'Autriche eussent désiré que les trois cours signifiassent ce traité à la France par une note identique. La Prusse exigea, pour readre

Historiano, Geschichte Frankreicht, 1830-1870, t. V, p. 548,

^{*} La princesse de Mettermeh écrivait dans son Journal, à la date du 10 octobre :

On ne suit pus encore se Arcellou a signé les conventions arrêtées à München-gracit. Dans l'intervalle, il a perdu un temps reéparable, un temps qui prouve aux Français et aux Anglais que les trois puissances ne sont pas ent crement d'accord. « (Mémosrer de M. de Mettermeh, c. V, p. 453)

Noir le texte du traité, dans les Memoires de M. de Mettermeh, t. V, p. 542.
à 544.

la démarche moins provocante, que l'existence du traité restat cachée : on lui céda « pour en finir », comme le disait avec dépit M. de Metternich. Par le même motif, il fallut se contenter de notes séparées, adressées à la France par chaque puissance et rédigées dans des esprits fort différents : celle du cabinet de Berlin, par exemple, était plaine de témoignages d'estime pour la gouvernement du roi Louis-Philippe, il fut convenu seulement de terminer les trois notes par une conclusion identique, où, sans faire aucune mention du traité, était à peu près textuellement reproduite la déclaration de l'article II.

Cos pourparlers avec la Prusse avaient pris du temps ; ce ne fut que dans les premiers jours de novembre que les ambassadeurs des trois puissances vinrent successivement, l'Autrichien en tête, donner lecture au duc de Broglie des notes de leurs gouvernements. M. de Metternich avait compté sur cette démarche pour emberrasser et intimider le ministre français; il raillait d'avance cet embarres : « J'ai quelque peine à croire, écrivant-il à son ambassadeur en lui donnant ses instructions. que M. de Broglie oppose à vos communications autre chose qu'un auguste silence, silence que la Doctrine commande aux adeptes quand ils ne savent que dire'. . Le chancelier autrichien se flattait. Sans connaître tout ce qui s'était passé à Münchengraetz, le duc de Broglie en savait essez pour avoir pu préparer son attitude 1. Son sentiment était celui de M. Bresson, qui lui écrivait de Berlia : « Il n'y a aucane alarme à concevoir de cette bravade de trois cours dont deux au moins ne peuvent vouloir la guerre... Mais se nous leur permettons un moment

Lettre du 22 octobre 1453. (Mémoirer de M. Metternich, t. V, p. 541, 542.)

M. de Metternich avest tont fast ospendant pour se cacher du gouvernement franças. Avent l'intrevue, quelques indices de us qui su préparait étaient arrivés à la comainance de M. de Sainte-Aulaire. Il avoit au notemment qu'un tailleur de Saint-Petersbourg était appelé à Vienne pour faire un uniforme russe à l'empereur François. Il interroges M. de Metternich qui son tout, et comme notre ambanadeur citait le fait du tailleur, le chaocolter imagina une lustoire de vulet de chambre qui, en rangeant la garde-robe de son maltre, aurait treuvé l'uniforme mangé aux vers tou cels arrangé en soène de camédie, avec contrefaçon de la voir des intérlucuteurs et invention d'une foule de détails. M. de Mettarnich professeit cette maxime = qu'on ne dett pas la vérite à ceux qui n'ont pas la droit

de nous supposer de la timidité ou de l'inquiétude, elles feront tant de sottises et se donneront de si grands airs, que nécessité sera d'y mettre ordre... Ne les laissons pas se croire forts'. . Le duc de Broglie avant donc résolu d'être - roide et haut ... Il l'était parfois sans le vouloir, à plus forte raison quand il le youlait. Ce fut le diplomate autrichien qui essuya son premier feu, et qu'à dessein d'ailleurs il traita le plus mal. Dans touts cette machine, il devinait la main de M. de Metternich, qui avait particulièrement le don de l'agacer. Il releva donc sévèrement les insinuations que la note du cabinet de Vienne paraissait diriger contre le gouvernement français, au tujet de la propagande révolutionnaire, puis, arrivent à l' « espèce d'intimidation » qu'il découvrait dans la conclusion de cette note, il l'écarta dédaigneusement et y opposa cette déclaration : « Il est des pays où, comme nous l'avons dit pour la Belgique, pour la Suisse, le Piémont, la France ne souffrirait à aucun prix une intervention des forces étrangères. Il en est d'autres à l'égard desquels, sans approuver cette intervention, elle peut ne pas s'y opposer, dans une circonstance donnée, d'une manière aussi absolue. Dans ces cas, nous nous croirons en droit de suivre la ligne de conduite que nos intérêts exigeront. - Avec l'ambassadeur prussien, dont la note était bienveillante, le duc de Broglie se montra plus amical. Avec le russe, les explications furent sommaires. Mais aux trois il 6t voir avec fermeté « que nous étions décidés à ne tolérer l'expression d'aucun doute injurieux sur nos intentions, que les insinuations et les reproches seraient également impuissants à nous faire dévier d'une ligne de conduite avouée par la politique et

de nous la demander », et, en pareil cas, il mentait sum aucun ambarras de conscience on de physionomie. Ce l'et seulement la 31 noût qu'à Vicons on annouça à M. de Sainte-Aulaire la reprontre en Bohème des deux empereurs, mais avec assurance qu aucun sujet de haute politique ne serait traité entre eux A la même date, M. Porsa fit à Paris une communication analogue. (Memoires insellés de M. de Sainte-Aulaire.)

1 Lettre confidentielle du 1# décembre 1833 (Documents inédits.)

⁹ L'irritation méprisonte de duc de Brughe à l'endrait de la manifestation de Münchengracts se manifestant dans se correspondance confidentielle de catte époque. (Documents inédits.)

la loyauté, et qu'en dépit de menaces plus ou moins déguisées, nous ferions, en toute occurrence, ce que nous croirions conforme à nos intérêts ». Le ministre ne se contenta pas d'avoir ainsi reçu la démarche des ambassadeurs; il envoya à tous ses agents une circulaire où il rapportait, sans l'atténuer, et dans les termes mêmes que nous venous de reproduire, la réponse qu'il avait faite; il se vantait même d'avoir tenu au chargé d'affaires d'Autriche « un langage roide et haut », d'avoir été » au peu dédaigneux envers le cabinet de Saint-Pétersbourg », et autorisait ses agents « à faire part du contenu de cette dépêche au ministre du gouvernement auprès duquel ils étaient accrédités ! ». Quelques-uns de ces agents trouvèrent la dépêche si » roide », qu'ils n'esèrent la communiquer intégralement.

Les puissances furent quelque peu abasourdies d'une riposte qui trompait si étrangement les prévisions de M. de Metternich. Days son dépit, celui-ci feignit d'abord d'avoir mal entendula réponse qui lui était faite et de croire que, dans l'énumération des pays où il ne tolérerait pas une intervention étrangère, le duc de Broglie avait nommé la Belgique et la Suime, mais non le Piémont, qui intéressant de beaucoup plus près la politique autrichleune. Le ministre français ne laissa pas un seul instant subsister cette équivoque; il affirma très-nettement que sa déclaration s'appliquant au Piémont et qu'il avait désigné cet État, dès le premier jour, dans son entretien avec le chargé d'affaires d'Autriche. Une étrange querelle s'ensaivit. Dans des dépêches communiquées à toutes les autres puissances et qu'appuyaient la Russie avec aigreur, la Prusse avec mollesse et qu'appuyaient la Russie avec aigreur, la Prusse avec mollesse et qu'appuyaient la Russie avec aigreur, la Prusse avec mollesse et qu'appuyaient la Russie avec aigreur, la Prusse avec mollesse et qu'appuyaient la Russie avec aigreur, la Prusse avec mollesse et qu'appuyaient la Russie avec aigreur, la Prusse avec mollesse et qu'appuyaient la Russie avec aigreur, la Prusse avec mollesse et qu'appuyaient la Russie avec aigreur, la Prusse avec mollesse et qu'appuyaient la Russie avec aigreur, la Prusse avec mollesse et qu'appuyaient la Russie avec aigreur, la Prusse avec mollesse et qu'appuyaient la Russie avec aigreur la Prusse avec mollesse et qu'appuyaient la Russie avec aigreur la Prusse avec mollesse et qu'appuyaient la Russie avec aigreur la Prusse avec mollesse et qu'appuyaient la Russie avec aigreur la Prusse avec mollesse et qu'appuyaient la Russie avec aigreur la Prusse avec mollesse et qu'appuyaient la Russie avec aigreur la Prusse avec mollesse et qu'appuyaient la Russie avec aigreur la Prusse avec mollesse et qu'appuyaient la Russie avec aigreur la Russie

1 Cf. la toute de cette depúthe, Histoire de la politique amérique du genterment français, 1830-1640, par M. o'Histoiresent, t. 1, p. 47 à 51.

Dans une leure confidentielle du 17 decembre 1433, M. Bressen rapportuit que M. Ancillon, teut en n'orant se séparer de Vienne et de Saint-Peterabourg, était au fond tres-mecontent de la manyance affa re où l'avait engage M. de Matternich. Motre embassedour ajoutett : « Les entours du lies, que votre énergie a interneles, prodiquent des explications et des excuses qui équivalent à un denneue... Tont cet entourage se compose d'excellentes gens, très-pacifiques, qui ne demandent qu'à finir leurs jours dans le calme. » (Decements madue.)

parlé du Piémont, le ministre français faisait une sorte de foux diplomatique, pour se donner, apres coup, une fermeté d'attitude qu'il n'avait pas eue tout d'abord. De cette guerre de dépêches, de cet échange de démentis, résultait entre la France et les autres passances beaucoup de tension et d'aigreur. Encore était-il heureux que tout cela ne fêt pas connu ailleurs que dans les chancelleries : à la placé du due de Broglie, un homme d'État d'un patriotisme moins désintéressé eut-il reasté à la tentation de faire montre de sa fermeté et de sa roideur, d'y chercher un titre de popularité auprès de ce public français, alors si disposé à accuser ses gouvernants d'être trop humbles et trop timides en face de l'étranger?

On cherche vainement quel intérêt l'Autriche trouvait à engager cette controverse. Que la déclaration relative au Piemont eut été faite à un moment ou a un autre, elle avait une égale portée, et le gouvernement de Turin, qui s'en était fort ému, ne s'y trompait pas . D'ailleurs, qui peut sérieusement avoir un doute en présence des affirmations réitérées et formelles d'un homme tel que le duc de Broglie ?? N'était-ce pas, depuis 1830, l'habitude de notre diplomatie de comprendre le Piémont parmi les pays où aous ne pouvions permettre une intervention étrangère? Déjà M. Laffitte l'avait proclamé à la tribune, en 1831, et le Journal des Débats le répétant, quelques semaines avant que le duc de Broglie ent à s'expliquer sur ce point avec l'embassadeur d'Autriche. L'invraisemblable eut donc été,

^{*} Veir la correspondance de M. de Barante, clors ambassadeur à Torin. M. s'illanssonvire, flutioire de la politique exterieure, t. 1, p. 247 à 251.

^{*} Le duc de Broghe écrivait notamment à M. Bresson, en parlant du récit qu'il a rait fait, dans sa dépêche circulaire, de l'entretien avec le charge d'affaires autrechien : « Ja semis prêt à prêter acronnt de l'exectitude de ce recit, et ja porte déli à qui que en soit du le contradire en ma présence. « Il d'aût encora dans une lettre à M. de Sainte-Ambieu » Le sois de ma voix acticulaist cette porde (sur le Pirmont) rententit engare dans mos orethe » (Pirmon atsécrale)

Le Journal des Debats des nt, le Biseptembre 1833 : « Nous lacons la France Tavoir porte d'abord sa sofficitude à ses frontières et d'avoir det : « El ne s'y « fera rien sans men, » La Belgique, la Sausse et le Piemont, question d'indépendance. La Pologue, l'Italie, l'Allemagne, question d'influence. Dans le premier ess, les armes, dans le second, les negociations. »

non pas que le duc de Broglie nommat le Piémont, mais qu'il l'omit :

Quoi qu'il en sort, ce n'était pas en soulevant cette manyaise. querelle que les primances pouvaient disamuler l'inefficacité de leur manifestation de Münchengraetz Bien loin d'avoir intimidé le gouvernement français, comme elles s'en étaient flattées, elles s'étaient attiré de se part une très-verte répartie; et il leur fallait s'en tenir lè, à moins de pousser jusqu'à la guerre dont elles ne voulaient pas. Piteuse sortie après une entrée en scène si festueuse. Les trois cours étaient en fond obligées de reconnaître « qu'elles avaient jeté un trait dans l'eau . A Vicone et à Saint-Pétersbourg, on s'en prenaît au roi de Prusse, dont on déplorait plus amèrement que jameis la faiblesse et la tiédeur. Frédéric-Guillaume conclusit au contraire que, malgré tous ses tempéraments, il était encore allé trop lom. Le premier promoteur de tout ce mouvement, le Caar, se rendant si bien compte de l'échec, qu'il en venuit à faire des coquetteries au gouvernement français". Quant à celuici, il se senta:t tout animé et enhardi d'avoir pu le prendre de si haut avec la vieille Europe; nos agents diplomatiques étaient fiers de l'attitude qu'on leur faisait prendre; l'un des plus intelligents, M. Bresson, écrivait au duc de Broglie, le 17 décembre 1833 : « Je vous remercie de m'avoir rendu l'organe d'une politique si nette, si loyale et si nationale. »

Les puissances ne devaient pas se sentir encouragées à recommencer. Deux uns plus tard, en sout et septembre 1835, le Caar



I M. Hillebrand, dans l'ouvrage allemand que nous avens plusteurs fois su l'occasion de ester, et où il se montre fort hostile à la France, sans deute pour la rensercer de l'hospitalité et des faveurs qu'il en a longtemps retoin, tâche de reprendre l'accusation portée autrefois coutre le dun de Broglie et lui reproche formellement d'avoir forge, après coup, un faux récet de son autretion avec le chargé d'affaires autrechese. Ce que nous avons des suffit à réfetter l'histories pruséen. D'estleurs, cette quarelle, qui avait dejà peu d'intérêt our le moment même, en u moins encour dans l'histoire : elle stait vrasment indigne d'y ètre transportée.

^{*} Hittantana, Geschichte Frankreiche, \$530-1870, t. I. p. 562.

² Le dec de Broghe écrivant, à la fin de 1833, à Mr. de Suinte-Aulaire : « En attendent, il n'y a sorte de coquetterie que le gourannement rame nu cherche à nous fore. « (Decuments inédits.)

invitait de nouveau l'empereur d'Autriche et le roi de Pruise a se réunir, avec lui, à Kulisch, en Pologne, pour assister à des parades militaires, et à Tœplits, en Bohème, pour conférer sur la situation de l'Europe . Le sujet des conversations fut le même qu'à Münchengraets. Pas plus que la première fois, Nicolas ne parvint à entraîner ses deux alliés dans une croisade contre la France Si l'on conveut de quelques mesures intérieures contre la propagande révolutionnaire, on se garda bien de faire une démarche diplomatique pareille à celle de 1832 et de s'exposer à une seconde rebuffade du duc de Brogne : on avait assez de la première. Pour déguiser cette inaction et ce silence, M. de Metternich écrivait pompeusement au somte Apponyi, ambassadeur d'Autriche à Paris : « Les trois cabinets sont maintenant tombés d'accord de que point adresser, à la suite de leur réumon, un manifeste ni même des circulaires à leurs missions. Ce que venient les trois cours est généralement connu; le redire est inutile et ne pourrait avoir d'autre résultat que d'affaiblir leur situation inexpugnable. Les vagues viennent se briser contre le rocher, le rocher ne s'avance pas pour briser la lame.... Opposes à des questions induscrètes une sérieuse impassibilité... Que tous sachent que les monarques se sont séparés comme ils se sont rencontrés, animés des mêmes sentiments, et décides an maintien de leur attitude immusble. » Dans une lettre confidentielle au même agent, le chanceher cherchait à so persuader que « le silence serast plus imposant que tout ce qu'on aurait pu dire " C'était, en tout cas, avouer qu'on ne se iélicitait pas d'avoir l'ompu ce silence après Münchengraets. M. Bresson pouvait écrire au duc de Broglie, le 2 novembre 1835, que l'entrevue provoquée par le Czar avait été qualifiée partout en Allemagne de « pur enfantillage » et de « sottise pompeuse ». Et le ministre, répondant à l'ambassadeur, parlait dédaigacusement des « farces de Kalisch » et de « la peine que



² A cette époque, l'enfanad vensit de succéder, à Vienne, à l'empereur Prouque. Du reste, M. de Motternich continuent à gouverner la diplomatic satrianie.

Mómoires de M. de Mettermich, t. VI, p. 51, 52 et 92.

le Russie se donnait, à chaque instant, pour entretenir un feu qui s'éteignait et pour rammer des passions qui s'amor-tassaient! ».

IV

Si, en 1833, les poissances contineutales n'avaient pas misex pénssi à intimider le gouvernement de Juillet, si celui-ci avait pu répondre de si haut, il le devait à son entente avec l'Angleterre: entente qui, an lendemain de l'avénement du ministère du II octobre, s'était manifestée, avec éclat et efficacité, dans les affaires belges. Dans la démarche tentée par les trois cours, à la suite de l'entrevue de Münchengraetz, lord Palmerston avait vu tout de suite « une levée de boucliers contre les États constitutionnels » : d'ailleurs, fort échanffé à ce moment contre le traté d'Unkiar-Skelessi et ne pensant guère à antre chose, il soupconnaît le Czar d'avoir surtout cherché, dans cette résurrection de la Sainte-Albance, un appui pour sa politique en Turquie. A Saiot-Pétersbourg, à Vienne, à Berlin, on se sentait singulièrement empêché par cette union des deux Etats occidentaux. Aussi que d'efforts pour détacher l'Angleterre "; et, quand on y avait échoué, quelle colère contre le cabinet de Londres, denoncé comme étant plus révolutionnaire encore que celui de Paris 1 1

Parmi les hommes d'État français, aul plus que M. de Talleyrand à cette époque ne prisait l'avantage et ne proclamait la nécessité de l'accord avec l'Angleterre. A peine les ministres du l'I octobre avaient-il pris les affaires en main, que l'ambassadeur écrivait de Londres, le 19 novembre 1832, au duc de Broglie : « N'oubliez jamais, je vous en prie, que notre union

Mémouve de M. de Metternich, t. V, p. 590, 621, 643 à 646.

Documents inédits.

³ • Les autrestres anglais, écrivait M, de Nettermeh, le 6 avril 1838, sont mille fois pures que le juste millem pris en manse et en détail. » (Memoure, t. V, p. 163.) Cl. aussi ébid., p. 581.

avec l'Angleterre est la seule qui, dans les circonstances actuelles, puisse être sincère : il est donc dans l'intérêt de notre gouvernement de ne misser s'établir, entre nos deux gouvernements, ut aigreur ni défiance, de même qu'il est dans l'intérêt des autres puissances que cette union effraye, de la troubler par de manvaises et fausses insinuations. • Un un plus tard, le 10 décembre 1833, au plus fort des discussions soulevées par la démonstration du Münchengraetz, il écrivait encore au duc de Broglie : Notre liaison avec l'Angleterre est si nouvelle, si fort opposés à toutes les traditions, que sans cesse les anciennes habitudes reparaissent sous une forme on sous une autre. Les exigences parlementaires des doux pays sont souvent aussi en opposition entre elles, et les nécessités que vous impose la Chambre de Paris sont habituellement en raison inverse de celles auxquelles le cabinet auglais est obligé de se soumettre. Mais, enfin, il faut prendre les choses comme elles sont, diminuer le plus possible ce qu'elles out de désagréable, et passer franchement l'éponge sur tout ce qui, dans les questions actuelles, n'a pas été anssi. simple que note devions nous y attendre. »

M. de Talleyrand attachait tant de prix à cette bonne entente des deux monarchies constitutionnelles, qu'il essaya, à la fin de 1833, de la aceller par une alliance écrite et formelle. Un tel acte lui eût paru particulièrement opportun, au lendemain de Münchengrasts. Il s'en ouvrit au Boi et au duc de Broglie, qui entrèrent dans son idée, mais la tinrent secrète et n'en parlièrent pas aux autres membres du cabinet. Le ministre des affaires étrangères rédiges même un projet de traité qu'il envoya à M. de Talleyrand . Dans la longue dépêche qu'il lui adressa à cette occasion et où il développart toute une série d'arguments



Le présentate de emprojet de traité dissit : « Voulant, dans un espect de concitation et de parx, resserver en lieux étraits qui unessent dejà en deux pemples, et offirir à l'Europe, par cette aliance fondée nor la for des traites, la justice en les principes conservateurs de l'indépendance des Etats et du repos des nations, un nouveau gage de sécurité et de confinces ...» L'acticle pression stipulait une saliance defension ». L'article 2 dustit que les deux parties » « engagement a se conterter, dans toutes les occasions on le repos de l'Europe et l'indépendance des États qui la composent leur paragrament compromis ». (Depress combdentielle du 16 décembre 1833. Documents médés)

à l'adresse de l'Angleterre, il présentait cette alliance comme un moyen d'arrêter la Russie en Turquie, l'Autriche en Italie, la Prusse en Allemagne. « Elle deviendra, ajoutait-il, le noyau d'un nouveau groupe d'intérêts, le point d'appui naturel de tous les souversies qui se sentiront une velléité de résistance; du roi de Naples, en Italie, contre la domination autrichienne; du duché de Bade, de la ville de Francfort, du duché de Nassau, contre les douanes prussiennes; de tous les petits princes allemands, contre la prépotence de la diéte 1. » Dans quelle mesure la négociation (ut-elle engagée avec le gouvernement anglais? Il ne paratt guère y avoir en que des conversations Accueille. favorablement par lord Granville, ambassadeur à Paris, l'idée fut moins bien vue de lord Palmerston, plus méfiant, celus-cirépugnant « à se gêner par des engagements qui n'avaient pas un but spécial et déterminé* ». Tout fut, du reste, interrompupar l'incident parlementaire qui, comme nous l'avons vu, amena, en avril 1834, la démission du duc de Broghe et l'éloigos pour une année du ministère.

Mais à peme, par l'effet de cette démission, le portefeuille des affaires étrangères ent-il passé aux mains de l'amirai de Rigny, qu'éciata la nouve le d'un traité de quadruple alliance, conclu, le 22 avril 1834, entre la France, l'Angleterre, l'Espagne et le Portugal. L'objet spécifié était l'assistance à donner aux gouvernements de Madrid et de Lisbonne contre don Carlos et don Miguel. Personne ne crut que le traité ent seulement cet objet restreint. Chacun, ami ou ennemi, y vit une réponse à Münchengraetz, l'union des puissances constitutionnelles se constituant en face de celle des cours absolutistes. L'effet en fut immense, ausei bien chez ceux qui y cherchaient un encourage-



^{&#}x27;Documents indéte. — M. Guinet, dans ses Mémoires (t. 111, p. 284 à 287), présents le due de Bruglie, comme étant opposé à ce projet d'alliance; M. Hille-brand (Geschichte Frankreicht, t. 1, p. 361) prétend, de son côté, que M. de Talleyrand avait proposé cette alliance à l'Angletorre, tans avoir consulté le det de Bruglie. Cet deux assertions na parametent pas consiliables avec les fints que mon révéle la consuppondance annéhisement de dec de Bruglie et de M. de Talleyrand.

^{*} Lettre de M. de Tolleyrand au due de Broglie, en date da 3 janvier 1835. (Decements médite.)

ment pour les causes libérales, que chez ceux qui s'en inquiétaient pour les intérêts conservateurs. Cette émotion du public reposait sur une méprise. La vérité, qui ue fut plemement dévoilée que longtemps après, était plus modeste. Le traité ne réglait réellement que les affaires d'Espagne et de Portugal. De plus, les conditions dans lesquelles il avait été conclu, loin de marquer l'intimité croistante que l'on supposait entre la France et l'Angleterre, eussent révélé au public, s'il les avait commes, un trop réel refroidissement. Mais pour bien comprendre ces faits, il convient de revenir un peu en arrière et d'exposer brièvement ce qui s'était passé dans la péninsule lbérique.

v

Perdinand VII, roi d'Espagne, était mort le 20 septembre 1883, léguant sa couronne it sa fille Isabelle, âgée de trois ans et placée sous la tutelle de la reine mère Marie-Christine. Don Carlos, frère de Perdinand, contestant la légitimité d'une succession féminine, s'était aussitôt porté le compétiteur de sa nièce et avait été proclame en Biscaye. Le vieux droit espagnol admettait les femmes au trône. La dynastie bourbouienne y avait substitué, en 1714, sinon la loi salique, du moins une pragmatique qui restreignait la succession des femmes au cas où il a'y aurait aucun héritier mâle. Et 1789, Charles IV, révoquant cette pragmatique, avait rétabli l'ancien droit espagnol, et Ferdinand VII avait, en 1830, solennellement confirmé et publié cette révocation. Il semblait donc que la question de droit fût tranchée au profit des femmes ; mais il s'y mélait une lutte de parti. Les absolutistes comptaient sur don Carlos, tandis que Marie-Christine était favorable aux libéraux. Les premiers étaient des lors intéressés à la succession masculine, les autres à la féminine. Un combat d'influence et d'intrigues se livra entre les deux partis, pendant les deraières années de Ferdinand, chacun d'eux cherchant à obtenir un acte



royal en faveur de sa thèse. Le Roi oscillait entre son affection pour sa fille et ses sympathies pour le parti absolutiste; un moment, celus-ci crut l'avoir emporté; son triomphe fut de courte aurée : Ferdinand rétracta tout ce que lui avaient arraché les partisans de la succession masculine, et mourut en proclamant le droit de sa fille.

Loin d'avoir un parti pris contre la succession masculine, Louis-Philippe et ses ministres l'enssent préférée. Avec une reine, en effet, un mariage pouvait mettre sur le trône d'Espagne un prince étranger à la maison de Bourbon, hostile même, et détruire ainsi l'œuvre de Louis XIV 1. Mais, en droit comme en fait, le gouvernement de Judiet ne jugea pas que les titres de la fille de Perdinand pussent être contestés. Il savait d'ailleurs mauvais gré à don Carlos de représenter les idées absolutistes et de faire cause commune avec les légitimistes français. Il se prononça donc nettement, avec l'Angleterre, en faveur d'Isabelle, envoya M. Mignet en ambassada extraordinairo pour donner à la jeune reme un témoignage solennel de son appui, et réunit une armée d'observation au pied des Pyrénées. Il commençait ainsi, à l'égard de la monarchie libérale d'Espagne, un rôle de protection qui augmentait sans doute la chentèle de la France, mais où les difficultés ne devaient pas lui manquer. Celles-ci apparurent dès le premier jour. C'était d'abord l'insurrection carliste, aussitôt éclatée dans les provinces basques, et contre laquelle le gouvernement de Madrid paraissait croire que nous nous étions obligés à lui donner un secours armé. C'était surtout, dans la partie même de l'Espagne qui se disast constitutionnelle, l'embarres de faire fonctionner les



Le due de Broglie écrivait à lord Brougham, le 25 octobre 1833 : « Quant à nous, nous sussions fort préféré que des Carlos est succédé naturellement à sou frère, selon la loi de 1713. Cela étant infimment plus dans l'interêt de la France. Le succession féminime, qui menace de nous donner us jour pour voisin je ne sam qui, nous est au fond defavorable. « (Documents mediat.) Louis-Philippa développait la même idéa dans une conventation qu'il evant avec le pennet Reterbazy, le 23 mai 1834. (Memoure: de M. de Mettermich, t. V. p. 606.) Cf. nousi, ene les contiments de Louis-Philippe, relativement à des Carlos, Biuwau, Life of Polimerator, t. II, p. 26; et Il manage, Gerchichte Frankreicht, 1830-1876, t. I, p. 597.

institutions de la liberté avec une nation qui a'en avait pas les meurs; la timidité des uns, l'imprudence des autres, la maladresse de tous; les incertitudes, les faux pas et les exigences de ministres sans expérience; les exigences impatientes de l'opinion qui se croyait victorieuse; la part de passion révolutionaire en arréligieuse qui se mélait trop souvent à ce libéralisme d'importation étrangère; par suite, un état de malaise et de désordre, où il était aussi difficile, aussi compromettant pour nous d'intervenir que de nous abstenir, d'approuver que de contredire, et où, si grande que pût être notre influence, notre responsabilité paraissait l'être encore devantage.

La crise de l'Espagne était encore compliquée par le voirihage de la guerre civile qui, depuis plusieurs années, déchirait
le Portugal. Là aussi, une jeune reine, donn Maria, soutenne
par les « libéraux », se voyait disputer la couronne par son
oncle, don Miguel, qui s'appuyait sur les absolutistes et avait
partie hée avec les carlistes espagnels comme avec les légitimistes français . Le gouvernement de Madrid, estimant que la
pacification du Portugal important à celle de l'Espagne, résolut,
au commencement de 1834, d'apporter son concours armé à
donn Maria. Il s'en ouvrit au cabinet anglais, toujours sur l'œit
quand il s'agussait du Portugal, et lui demanda de l'aider dans
cette entreprise. Cette démarche abount, presque subitement, à
la négociation d'un traité de triple alliance, offert par l'Angleterre aux deux puissances ibériques. Tout marcha tres-vite; le



^{**} Que les léctimistes français affectament du mettre sur le même rang le dus de flordenus, dont le titre héréaissire états incontestable, et den Carlos, dont le droit états au means dont un, on peut en être sur its. Man un conserved encore plus ma comment du soit larisais et la cause de lleurs princes avec celle de don Mignel, le moirs a légiture a des prétendants. Jean VI, mort en fêtB, avait la-sé la concoune à son éte siné don Pedra. Colon-et, depa empereur du Bres I, abriqua la concoune à son éters carlot don Nignel, et lus promit le mun de la Vem Mans, à pours out arrangement peus, don Mignel nouve la concoune du celle qui était à la fois sa mère, sa papelle et su fiancre (1927). En 1831, don Pedro, sount celle l'empare du Bresil à son life, vent, en personne et les armes à la main, revendiquer les droits de su bile. Après une guerre achamée, il s empare de Lisbound, se trouve maître de presque tout le Portogal et les toutailler sa constitué de la bile. Après une guerre achamée, il s empare de Lisbound, se trouve maître de presque tout le Portogal et les toutailler sa constitue de listès.

15 avril, les représentants de trois gouvernements étaient d'accord sur les stipulations du truté. De la France, il n'avent pas été question. Bien plus, on s'était caché d'elle si soigneasement, que son ambassadeur à Londres n'est vent de l'affaire qu'au moment où il ne restait plus qu'à donner les signatures, Co mystère ne cachast pas d'intentions mauvaises de la part du gouvernement de Madrid qui s'était trouvé entraîné, presque sans avoir en le temps de la réflexion, là où il ne s'attendait nullement à aller. Tout était l'œuvre de lord Palmerston et, du reste, portait sa marque. Celui-ci avait cru de l'intérêt britannique de ne pas nous admettre à partager la protection du Portugal; et quant à l'Espages, n'étart-il pas dans la tradition. anglaise, - qu'on remontat à Louis XIV, à Napoléon ou seulement à Louis XVIII, - d'y combattre, tout au moins d'y jalouser l'influence française Nous étions cependant fondés à trouver étrange la conduite de la diplomatie britannique, d'autant plus que c'était le duc de Broglie qui avait conçu, le premier, le plan d'une intervention simultanée pour la déliveance du Portugal, et qui l'avait communiqué à l'ambassadeur d'Angleterre à Madrid 1. Aux réclamations de l'ambassadeur français, le chef. du Foreign office répondit en lui offrant d'accéder, après coup. en traité qui avait été débbéré et conclu sans lui. Cette situa-Lon secondaire ne pouveit nous convenir. De Paris, ou proposa un traité nouveau, où la France figurait sur le même pied que l'Angleterre; pendant que celle-ci y promettait, contre don Miguel et don Carlos, le concours d'une force navele, celle-là, dans le cas où sa coopération armée serait jugée nécessaire, s'engageant « à faire, à cet égard, ce qui serait arrêté, d'un commun accord, entre elle et ses trois alliés » . Lord Palmerston .



[•] Un peu plus tard, le dus de Broghe dirait dess une lettre confidentielle à M. Bresson : • Je ne saurais oublier que mon attesfant ani Villiers (qui devait ture lord Clarendon), passant par Paris pour se rendre en Espagne, et emportent, sorit de ma main, le plan d'une intervention assultance entre la France, l'Augleterre et l'Espagne, pour la déliveance du Partugal, plan qui n'entrast pes dans ses instructions, mais qui lui u peru bon à mettre en œuvre, n'e rien en de plus pressé, tout en l'adoptant, que de travailler à en exclure le gouvernement français qui l'avait suggere, « (Lettre du 12 octobre 1835, Documents inedits.)

de fort mauvaise humeur, cut bien voulu ne pas accepter notre contre-projet, mais sea collègues, plus fidèles à l' « entente cordiale », l'y contraignirent. Cette négociation fut, du reste, enlevée très-lestement par M. de Talleyrand. Le 22 avril, les signatures étazent données. Aunsi fut conclu ce traité de la Quadruple Alliance où l'opinion et les chancelleries croyaient déconvrir l'expression et le couronnement, habilement prémédités, de l'intimité franco-anglaise.

Le traité eut tout d'abord un résultat. Don Miguel vaincu, découragé, fut obligé de capituler à Evera, le 26 mai 1834. et s'ongages, movennant une pension de 375,000 francs, à ne jamais rentrer en Portugal Don Carlos, qui était avec lui, dut aussi se réfugier en Angleterre. Mais à peins s'y trouvait-ji depuis quelques jours, qu'il s'embarquait socrétement, traverant la France, sans que notre police y vit rien, et pénétrait en Espagoe, le 10 juillet. Sa présence donna un nouvel élan à la guerre civile. Fort incapable par lui-même, il avait cette chance que son principal heutenant, Zumalacerreguy, réunisant, à un rare degré, les qualités de l'homme de guerre, du chef de parts et du héros populaire. Sous ce commandement, les bandes carlistes gagnaient du terrain. Vainement les généraux se succédaient-le à la tête des troupes libérales, aucun d'eux ne parvenut à relever leur fortune. Des deux parts, la lutte prenait un caractère de sanglante férocité. En même temps, les affaires intérieures du gouvernement de Madrid étaient loin de s'améhorer. La ministère, sans força ou sans volonté pour dominer l'opposition radicale dans les Chambres, se laissait souvent battre par elle ou, ce qui était pis, lui cédait. Il ne se montrait pes plus capable de maintenir l'ordre matériel dans le pays que la fidélité de l'armée, sur plusieurs points éclataient des séditions populaires avec massacres de prêtres, on des tentatives de pronunciamientos militaires. L'Autriche, la Prusse et la Russie, qui avaient d'abord gardé une attitude expectante, se décidaient à rompre avec le gouvernement d'Isabelle et rappelaient leurs représentants de Madrid. Prenant de plus en plus ouvertement parti pour don Carios, ils recevaient ses envoyés, lui fournissaient des subsides et des encouragements. Les trois cours se décidaient moine par une rasson de droit que par une considération de sympathie politique. Elles détestaient dans la fille de Marie-Christine une reme constitutionnelle, cliente des puissances occidentales; elles goutaient au contraire dans son compétiteur le représentant de leurs propres idées. Ainsi pressée, d'une part par les our-listes, de l'antre par les révolutionnaires, muse au ban d'une partie de l'Europe, embarrassée et discréditée par sa propre impuissance, la monarchie de la jeune Isabelle semblait en proche péril de mort.

Dans cette extrémité, le gouvernement de Madrid se tourna vers la France, et lui demanda officiellement, le 17 mai 1835, la « coopération » prévue par le traité du 22 avril 1834. G'était pour notre gouvernement une question singulièrement délicate, qu'il prévoyait depuis longtemps, qu'il redoutait même, et qui avait été souvent examinée, à l'avance, dans ses conseils. Il était très-disposé à fournir largement son concours moral, à y joindre tous les secours indirects, surveillance de la frontière, envois de munitions, facilités d'enrôlement; il offrait même de prêter une partie de la légion étrangère qui servait en Algérie. Mais devait-il faire plus, intervenir directement sous le nom et avec le drapeau du la France? Le traité de la Qua-

Mémoires de M. de Maternich, t. V, p. 566, 507, 551 à 351, 614, 626 à 552.

^{5 «} La reine Isabelle, écrivais M. de Metternich , le 17 septembre 1834, est in Bévolution incurnée dans la forme la plus damereuse; don Carles représente la principe monarchique ent prises avec le Revolution pere. La question ainsi posés ait claire, et les vues comme les viènts des puimances conservateices ne sauraient former l'objet d'un donte, » (élemoires, t. T. p. 648.) M. Ancillon, ministre dirigeant de la France, avait det, de son côte, le 27 octobre 1838 : « On ne saurait ne déguner que com la question de la succession se cuche une question ben. gatrament importante et vitale pour la politique curopernau, menir : l'Espagne restore-t-elle atteches an systems sensorvaleur et pursueut monarchique, et, dans le cas d'une guerre générale, sera-t-elle pour les défenseurs du ce système, na bospin, une al bée utile? ou blen l'Espagne entreta-t-elle dans le système rave-Intionnum et constitutionnel, et auttechera-t-elle un char de la France?... La premiare alternative avenit lieu ai don Cartos montait sur le trône, la seconde se real serast nafaribblement, tôt ou tard, par la triumpha de la causa de la Raine. » (Hi crimina, Geschichte Frankroiche, 1830-1870, c. 14t, p. 578-576.) - Lo mus Nacolas était pant-être plus chand ancore pour des Carles.

druple Alliance lui laissait toute liberté d'appréciation; comme nous l'avons vu en effet, le rot des Français s'était engagé seu-lement, pour le cos où sa coopération seruit jugée nécessaire, « à faire, à cet égard, ce qui serait arrêté d'un commun accordentre lui et ses trois alliés ».

L'intervention trouva tout de suite, au sein du gouvernement, un partisan très-ardent : c'était M. Thiers. Qu'elle fot la mégation du principe posé par nous, après Juillet, à propos des affaires de Belgique, il s'en inquiétait peu. A l'entendre, — et. il s'appuyait sur les dépêches de notre ambassadeur M. de Rayneval, - repousser la demande qui nous était faite, c'était manquer de parole à nos chents libéraux d'Espagne, rumer le prestige et l'influence de la France au delà des Pyrénées, vouer à une chute prochaine et inévitable la royauté d'Isabelle. Encore n'était-ce pas la question espagnole en elle-même qui occupait. le plus M. Thiers. Ce qui le séduissit en cette affaire, c'était un prétexte pour faire, au dehors, quelque acte retentissant, remuer des troupes, faire parler la poudre et rédiger des bulletins de victoire. Détà blasé sur la politique intérieure, sa curiosité commençant à se porter sur les affaires étrangères. Or sa vive et mobile imagination ne pouvait longtemps se contenter de la sagesse prudente et parfois modeste qui avait été imposée, depuis 1850, à notre diplomatie. En écrivant l'histoire de la Révolution et en préparant celle du Consulat, son esprit ne s'était-il pas habitué à d'autres coups de théatre? Une nouvelle expédition d'Espagne lui paraissuit d'un succès facile. et de risques limités. Sans doute, elle eût été très-mal vue par les paissances continentales; mais M. Thiers était persuadé que, de ce côté, tout se passerait en colère diplomatique 1. Il ne lui déplarant pas, du reste, que la monarchie de Juillet eût ainsil'occasion de braver ces puissances sans trop s'exposer, de leur montrer son armée, de prouver qu'elle avait la force et la hardiesse de s'en servir, sinon contre elles, du moins malgré elles.



Les dépaches des nucleannies en des chancellerses étrangères montrent bire, en effet qu'un moine, au promise moment, il n'y aurait en sucur sete de guerre, (Hellennaus, Geschechte Frankresche, 1830-1870, t. 1", p. 582-583.)

Autant M. Thiers était ardent pour l'intervention, autant le Roi y était opposé, Louis-Philippe n'admettant pas que la monarchie espagnole fût incapable de se sauver elle-même, et, après tout, les faits lui opt donné raison. L'intervention lui paraissant pleine de périle. Les Espagnols ne nous résisteraient pas au premier moment, mais ils seraient prêts à se soulever, aussitot après notre départ. Nous serious condamnés à prolonger indéfiniment notre occupation et à prendre la tatelle du gouvernement. Or, Louis XVIII, ayant 80,000 hommes en Espagne, n'avait-il pas été réduit à rappeler son ambassadeur, parce qu'il ne pouvait faire écouter ses conseils? « Je connais les Espagnols, disait le Roi, ils sont indomptables et ingouverpables pour des étrangers, ils nous appellent aujourd'hui; à peine y serous-nous, qu'ils hous détesteront et nous entraveront de tous leurs moyens. Ne nous mettons pas ce boulet aux piede. Si les Espagnols peuvent être sauvés, il faut qu'ils se sauvent eux-mêmes ; eux seuls le peuvent. Si nous nous chargeons du fardeau, ils nous le mettront tout entier sur les épaules, et puis de nous rendront amposable de le porter. • A un point de vue plus général, le Roi ne prenaît pas aussi facilement que M. Thiers son parti du mécontentement des puissances contimentales : ce ne serait sans doute qu'une mauvaise humeur peuefficace, si l'expédition devait être courte; mais ce pouvait devenir un grave embarras ou même un péril cérieux, avec une occupation destinés à se prolonger plusieurs années. D'ailleurs, comme nous le verrons plus loin, Louis-Philippe, à cette époque, proyait possible de se repprocher des cours de l'Est ; il cherchait personnallement à se les concilier, et l'un de ses moyens, pour y parvenir, était précisément de leur donner, par-dessus la tête de ses ministres, l'essurance que jamais il ne permettrait une intervention en Espagne , l'ambassadeur de Prusse se croyait fondé à rapporter à son gouvernement ce mot du duc d'Orléans : «La Roi casserait douse Chambres et prendrait son

Mémoires de M. de Metternich, t. V. p. 606. — Hunnans, Geschichte Frankruchs, 4830-1870, t. 34, p. 578-583.

valet de chambre pour maistre, plutôt que d'intervenir ...

Louis-Philippe était vivement encouragé, dans sa résistance, per M. de Talleyrand, qui, lui aussi, à cette époque, révait d'un rapprochement avec les puissances continentales ; « G'est l'intérêt de votre dynastie, disait-il au Roi, de ne pas vous engager en Espagne 3. • Le maréchal Soult peasait de même : comme on lui parlait d'une expédition ne comprenant que dix mule hommes : « Ni dix mille, ni cinq mille, ni cent, répondait-il; j'ai été trop longtemps en Espagne pour donner ce conseil au Roi. . Le maréchal Gérard, au contraire, un moment président du conseil après la retraite du maréchal Soult, et le maréchal Maison, qui entra plus tard dans le cabinet, étaient conquis par M. Thiers à l'intervention. Quant à MM. de Broglie et Guizot, ils paraissent avoir hésité quelque temps entre M. Thiers et la Roi, également frappée des difficultés d'une action militaire et de l'inconvénient de la refuser, souhaitant surtout que le gouvernement de la reine Isabelle renonçăt à la demander. Le duc écrivait à M. de Rayneval, ambassadeur à Madrid, de longues lettres, où, sans conclure formellement, il développait toutes les objections contre l'intervention, tachait de rendre courage au cabinet espagnol, et l'engageait à faire ses affaires lui même .

Le public français attendait avec émotion le parti qui serait pris. Bien que la question n'eût pas été débattue au Parlement, elle occupait beaucoup les esprits. La presse la discutait avec vivacité. La Bourse, l'oreille au guet, descendait ou montait anivant que le vent lui paraissait ou non souffier du côté de l'intervention. L'idée d'une nouvelle expédition d'Espagne était fort impopulaire. Presque tous les journaux la combattaient, et ceux des ministres qui hésitaient, ayant voulu sonder les députés, n'en trouvèrent pas vingt qui y fussent favorables.

Cet état de l'opinion, joint à la résolution si arcèlée du Roi,

¹ Hillenram, Geschichte Frankreicht, t. 1, p. 518

^{*} Hilliaming *ibia.*, p. 588.

Documents inédas.

Correspondance du dun de Broglie. (Documents inélits)

ne pouveit pas ne pas agir sur M. Guizot et le duc de Braglie. Ge dernier émitl'avis, aussitét adopté, que, d'après les stipulations mêmes de la Quadruple Alliance, l'Angleterre devait d'abord être consultée sur le point de savoir s'il convenait de venir militairement au secoure du gouvernement aspagnol. Cette démarche se trouve fournir un argument déciaf aux adversaires de l'intervention. Était-ce crainte jalouse de voir de nouveau une armée française qu'à son avis, le moment n'était pas venu de donner à la reine d'Espagne l'assistance prévue par le traité du 22 avril 1934, et que, si la France agissait, il « ne voulait en aucune manière se rendre solidaire d'une pareille mesure qui pourrait compromettre le repos général de l'Europe ». Devant cette réponse, M. Thiers lui-même dut, au moins pour le moment, renoncer à tout projet d'intervention.

Il fallut donc avertir le gouvernement espagnol que sa demande ne pouvait être accueillie . Bien que le gouvernement français offrit en même temps tous les témoignages de sa bienverillance et tous les secours indirects en son pouvoir, la déception fut grande à Madrid. Au premier abord, les événaments parurent donner raison à ceux qui avaient prophétisé des désastres, au cas où nous refuserions d'agir. Les carlistes, enhardis, infligerent de nouveaux échecs à l'armée constitutionnelle et la forcèrent à repusser l'Ébre; sauf quelques villes, ils occupaient la Biscaye, la Navarre, la Catalogne et l'Aragon. Dans le reste de la Péninsule, redoublement d'agitation révolutronnaire, d'émeutes et de massacres de moines. Les ministres relativement modérés et clients de la France. MM. Martines. de la Rosa et de Toreno, découragés, débordés, furent contraints de céder la place A M. Mendizabal, chef du parti radical et se réclament du patronage anglais (février 1836). C'était un échec pour notre influence, un périt pour la moaarchie espagnole. Plus que jamais donc, les affaires de la Péninsule devaient occuper le gouvernement français; elles



I Depeter da Ngum 1835.

fixeront, en effet, d'une façon particulière, l'attention du cabinet qui succédera, le 22 février 1836, au ministère du 11 octobre.

11

L'affaire de la Quadruple Alliance a bien montré quelles étaient alors les difficultés de nos relations avec l'Angleterre. Sur beaucoup d'autres théâtres, notamment à Bruxelles, à Constantinople, à Athenes, nous rencontrions, sournoise ou patente, la jalousie qui s'était manifestée à propos du Portugal et de l'Espagne. Dans presque toutes les capitales, on eût dit que les ambassades ou les légations britanniques avaient pour tàche de se créer une influence rivale, souvent ennemie de la nôtre. Certains agents diplomatiques y apportment d'autant plus de passion, qu'ils avaient été, en quelque sorte, dressés à combattre la Prance 1. On eût dit que, dans le gouvernement comme dans l'opinion d'outre-Manche, la tradition d'une iniminé de plusieurs siècles l'emportait sur les devoirs, encore mal compris ou mai acceptés, d'une alliance toute récente. Avec une telle disposition, le rapprochement même des deux nations, la multiplicaté de leurs points de contact, la communauté de leurs intérêts, ne devengient qu'une occasion de froissements et de chocs plus fréquents; c'était à se demander si l'harmonie n'eût pas été moins malaisée à maintenir entre deux Etats ayant des préoccupations plus différentes, des théâtres d'action pius éloignés l'un de l'autre. En même temps que les accidents désagréables se multiplinient, les signes extérieurs

I Dans une settre scrite de Berlin, le 2 novembre 1835, M. Bresson disait de sir R. Adair, ministre angla s'en Prusse, chez lequei il avait constate peu de bicavestlance envers la France, a Pendant conquante ana, il a vu la lutte de l'Angleterre et de la brance i il y a joué un role. Ses habitudes sont prises, ses inclinations formess. Il n'accepte qu'avec controction l'allance actuelle des deux pays. « Il indiquest comme » a'nyant pas d'autre manneré de laire », lord Prosente, acceptant à donations qu', sur l'enterie. Lamb, and a side or à Vienne, M. Vilterre, amba sade ar à Ma Irid. (Incomments incolats.)

d'entente se faisaient plus rares et plus incertains. Le traité du 22 avril 1834, où amis et ennemis avaient cru voir la consolidation définitive et solennelle de l'alliance des deux puissances occidentales, semblait au contraire devoir être la dernière manifestation de cette alliance et le point de départ, sinon d'une rupture, du moins d'un refroidissement chaque jour plus visible.

Par ca qu'on peut déjà connaître du caractère et des sentiments de lord Pulmerston. — de ce patriotisme égoiste, intolérant, apre, bargueux, incapable de comprendre qu'il y ait, dans le monde, un autre droit que l'intérêt de l'Angleterre; de ce sans géne que n'arrétait aucun scrupule de principe, de générosité, de loyauté ou seulement de politesse; de ce tempérament querelleur qui transformant aussitôt la moindre dissidence en aigre conflit ', - on devine que la présence d'un tel homme à la tête du Foreign Office n'était pas faite pour diminuer, entre les deux puissances occidentales, les causes naturelles de froissement; elle eat suffi, au contraire, à en créer. Cet homme d'État mettait son ambition à mériter le nom de « bouledogue de l'Angleterre », et c'était surtout contre la France que son instinct le portait à aboyer et à montrer les dents. Tout ce que la vieille politique britannique avait en de passion gallophobe survivait dans son âme. Aussi le trouvait-on absolument réfractaire à l' « entente cordiale : vamement le cabinet whig l'avait-il inscrite en tête de son programme et voulait-il sincèrement la pratiquer, le ministre des affaires étrangères cherchait, en dépit

¹ C'est en facent allution à cette diplomatic querelleure que Bobert Peel, à la veille même de sa mort, dissit à lord Palmerston, au pleine Chambre des commences : « 6à votre diplomatie mest employée qu'à univer chaque bicume, à envenimer les ressentiments un lieu de les amortir; si rous placez dans chaque cour de l'Europe un menutre, non point dans le désient de prévenir des querelles ou d'y mettre un terme, mais abn d'entretener d'irritantes correspondances, ou afic, dans tel intérêt suppose de l'Angleterre, de fomenter des dissensions avoc les représentants des puntances étrangères, alors, non-seulement cette institution est manutenne à grande frais, par les peuples, en pure parte, mais une organisation autoptée par les sociétés sivilisées pour assurer les bienfaits du la part, est prevertée en une cause nouve'le de troubles et d'hostilités. »

de ses collegues, tous les moyens de se passer de la France, ou même toutes les occasions de la mortifier et de lui nuire.

L'Angleterre nous marchandait donc chaque jour davantage les profits de son alliance et nous épargnait moins les désagréments de sa rivalité. Les autres gouvernements s'en apercevaient. M. de Metternich ne se refusait pas le plaisir de révéler, de temps à autre, à notre ambassadeur, les mauvais tours que lord Palmerston cherchait à nous jouer. Il se défendait cependant de nous pousser à une rupture : « Vous broudler avec l'Angleterre, s'écriait-il, ce serait comme si nous nous brouillions, nous, avec la Russie. » Mais il sjoutait maliciensement : « Prenez-y garde, rien n'est plus utile que l'altiance de l'homme avec le cheval ; seulement il faut être l'homme et non le cheval . »

Le duc de Broglie ne contestant pas les mauvais procédés du gouvernement anglais : il n'en regardant pas moins comme nécessaire de rester fidèle à cette alliance, en « l'acceptant avec ses conditions inévitables et ses vicissitudes naturelles. avec ses hauta et ses bas 11 l'est expliqué sur ce aujet, dans une longue et très-remerquable lettre, écrite, en 1835, à l'un de ses agents *. Après y avoir rappelé comment l'allience anglaise était née, après 1830, et l'immense service qu'elle nous avait rendu, il observait, avec finesse, les conditions particultères qui faisaient de nos voisins des alliés si incommodes : " L'Augleterre, disnit-il, est une île; l'Angleterre est. une grande puissance maritime; l'Angleterre n'entretient point. de grandes armées de terre. Comme lle, comme grande puissance maritime, elle ne court aucun risque d'invasion ; elle joue en quelque sorte sur le velours, lorsqu'elle se mêle des affaires du continent; elle peut des lors avoir, sans trop d'inconvénient, une politique brusque, violente, téméraire, agissant par secousses et par succades; elle n'a point trop à redouter les conséquences de ses incartades. Comme puissance qui n'entretient pas de grandes armées de terre, assez pen lus importe de s'engager par



Dépenhe de M. de Salute-Aublie du 7 décembre 2883.

I lettre du 12 octobre 1835 à M. Bresson, (Documents médits.)

ses paroles, ou même par ses actes; on trouve tout naturel qu'elle ne soutienne pas ses menaces, qu'elle se renferme ches elle, et se croise les bras tranqualement après avoir jeté fou et flamme..... Cette même position de l'Angleterre qui lei épargne tout ce qu'il peut y avoir de grave dans les conséquences d'une politique hasardouse, tout ce qu'il peut y avoir d'irrémédiable dans les partis pris à la légère, nous explique également pourquoi sa manière d'agir est souvent bizarre et moonséquente. C'est un enfant gâté qui ne résiste guère à ses premiera mouvements et qui se passe souvent ses fautaisies du jour et du quart d'heure..... Enfin, lorsque nous nous sommes alliés à l'Angleterre, nous avons da compter que partout où l'intérêt bien évident de l'albance ne sermt pas en saillie, nous retrouverions l'esprit jaloux, inquiet, soupconneux, de l'ancienne politique anglaise vis-à-vis de la France, cette envie de briller. aux dépens d'autrui, de primer, de faire parade d'influence aniquement pour prouver qu'on en a. . Le duc de Broglie citait de nombreux exemples des incartades et de la malveillance anglaises. Puis il ajoutait : « Que conclure de tout cela? Bien autre chose, amon que la situation actuelle ne diffère pas essenticliement de ce qu'elle était il y a deux ans, qu'il ne nous arrive men, en ce moment, qui ne nous soit arrivé chaque jour, depuis 1831, rien à quoi nous n'ayons du nous attendre, rien dont nous devices nous effaroucher bien fort L'alliance de la Russie coûte assurément plus cher, depois cinq aus, à M. de Metternich, que l'alliance englaise ne nous a coûté, et, si nom sommes forcés de passer bien des choses au ministre anglais, nous lui avons fait avaler, il faut en convenir, de notre coté, quelques pilules assez amères, témoin l'expédition d'Ancône. et nos déclarations publiques aur la possession d'Alger. » Après avoir recommandé de dissimuler nos dissentiments avec l'Angleterre, pour que les cabinets étrangers ne s'en emparassent pas, le ministre terminait ainsi : « Il faut que le plus sage des deux. cabinets couvre les fautes de l'autre, ne regarde pas de tropprès à de légers torts, cède même, au besoin, tous les avantages qui seraient véritablement sans importance. C'est par une politique calme et réfléchie, pertévérante et conséquente, raisonnée et régulière, qu'un gouvernement s'honore et s'affermit. C'est par là qu'il acquiert à la longue un ascendant durable, et cet accendant-là est le seul dont il doive faire cas. Tout le reste, toutes les petites irritations, toutes les petites susceptibilités, toutes les petites envies de bril er, de primer, de faire preuve d'influence, ne sont, si je puis ainsi parler, que de la fatuité diplomatique. Il faut laisser cela à ceux qui ne sont pas obligés comme nons de prendre les choses au sérieux et qui n'ont pas à jouer une aussi grosse partie que la nôtre.

Tout le monde ne voyait pas les choses d'aussi haut et avec autent de sérénité que le duc de Broghe. On conçoit que d'autres esprits, plus accessibles à l'impatience et à l'agacement, fussent conduits à se demander si la France ne pouvait pas tronver sur le continent des alliés plus simables et plus profitables. De canombre fut M. de Talleyrand, l'homme même qui avait, après 1830, inventé et pratiqué l'entente cordiale avec l'Angleterre, qui, en 1832 et en 1833, recommandant au duc de Broglie d'y demourer quand même fidèle et tâchuit de la transformer en alliance formelle et générale 1. Le vieux diplomate se décidait-il par des considérations de baute politique? Gédait-il au ressentiment des importmences que ne lui avait pas épargnées lord. Palmerston et auxqueiles la déférence universelle des diplomatea auropéens ne l'avait pas préparé 19 Ou bien en core aubissait-il l'influence russe de la princesse de Liéven qu'il avait beaucoup vue à Londres Toujours est-il que, vers la fin de 1834, il disait au Roi : « Qu'est-ce que Votre Mujesté a encore à attendre de l'Angleterre? Nous avons exploité son allience et nous n'avons plus aucua avantage à en reurer. C'est à notre alliance avec l'Angleterre que nous devous la conservation de



¹ A la fin de 1834, M. de Talleyrand, en allégment son âge et en senté, donne. In démusion d'ambasadeur à Londres.

I Lord Pelmenton, comme le dit con biographe angleis, Inleter, « n'aveit pan la bome de la vénération » ; et paus il avait eté fort mortifié des caricatures sumbreuses qui, en Angleterre, le représentaient somme étant l'instrument et le joust de M. de Telleyrand à M. de Reglie, du 17 décembre 1832. Descripte inédits.)

la paix; maintenant elle n'a que des révolutions à vous offrir. L'intérêt de Votre Majesté exige donc qu'elle se rapproche des poissances orientales... Les grandes cours ne vous aiment pas, mais elles commencent à vous estimer...

Le Roi avait toujours tenu grand compte des avis de M. de Talleyrand, Cette fois, il était d'autant plus disposé à les suivre qu'ils répondaient à son sentiment personnel. Peut-être même, dans cette voie, avait-il devancé son ambassadeur. Dès la fin de 1833, et surtout à partir de 1834, on eut pu noter ches Louis-Philippe une tendance nouvelle à se mettre en bons termes avec les gouvernements du continent. Divers symptômes lui donnaient à penser que ces gouvernements, surtout ceux de Berlin et de Vienne, étaient au fond un peu les et découragés de leur hostilité contre la monarchie de Juillet, à domi désarmés par la bonne tenne de cette dernière, et par suite moins opposés à un rapprochement. Aussi croyait-il le moment venu de leur faire des avances et de leur donner des gages. Sans la bien connaître, le public soupçonnaît cette évolution de la politique personnelle du Roi, et ce fut une occasion d'attaques trés-vives. La presse de gauche affectait de ne voir là que la couardise d'un prince trop pacifique qui tremblait devant les menaces de la Sainte-Alliance, ou l'empressement d'un parvenu qui mendicit. son admission parma les vieilles monarchies, cherchait à se faire pardonner son origine, et sacribait, pour cela, l'intérêt et l'honneur de la Prance libérale. En présentant ainsi les choses, l'opposition, suivant son habitude, se montrait ni largeur d'esprit, ni justice. Que le prince fût personnellement flatté à la pensée de se voir enfin traité avec politeme et même recherché par les gouvernements qui, jusqu'alors, avaient le plus suspecté et dédaigné sa provenance révolutionnaire, c'est possible, et, après tout, rien de plus naturel, ni de plus légitime; en cette circonstance, comme presque toujours d'adleurs, l'intérêt de la Prance et celui de la dynastie se confondaient. Mais cette con-



⁶ Ce leaguge est supporté dens une déptobe de M. de Worther, embassaique de Presseit Paris, en date du 1^{ee} juin 2005. (HILLEMANN, Geschichte Frankreischi, 2006-1070, c. I. p. 587-568.)

duite ne pouvait-elle pas s'expliquer par une autre raison, raison de haute politique qui regardait la nation elle-même? Jamais une puissance n'est une alliée facile et obligeante, quand elle sait être une alliée unique et nécessaire. Telle était, par le malheur de 1830, la situation de l'Angleterre à notre égard. Du jour où l'on surait appris, à Londres, que rien ne nous empéchait plus de choisir nes amis parmi les Etats du continent, lord Palmeraton lui-même ne serait-il pas devenu plus souple et plus bienveillant? Dût-on donc, en fin de compte, demeurer fidèle à l'alliance anglaise, il importait cependant de faire disparattre l'espèce d'incompatibilité que la révolution avait semblé créer entre notre monarchie et celles de la vieille Europe. Nous ne nous demandons pas, pour le moment, ai le Roi avait bien choisi l'heure et les moyens. Maus au moins ne faut-il pas rapetisser ui dénaturer le motif qui le déterminait et la but auguel il visait.

Sans méconnaître de quel avantage il est été de reconquérar le libre choix de nos alliances, le duc de Broglie croyait que les puissances continentales gardaient contre nous trop de préventions et de dédams, pour qu'un rapprochement avec elles pût être dignement et utilement tenté, pour qu'il y cût lieu même d'accueillir leurs avances. . An fond de l'âme, écrivait-il à M 'de Sainte-Aulaire, notre ambassadeur à Vienne , M. de Metternich nous but et nous méprise comme des bourgeois que nous sommes, mais il se figure que la mombre cajelerie d'un grand seigneur européen comme lui doit nous tourner la tête, et que, dans notre isolement continental, la moindre avance de l'Autriche doit nous paraître une bonne fortune inopinée. Je sus bien aise qu'il sache, une fois pour toutes, que nous nous trouvons de taille à le regarder de haut en bas. » Et encore : · Toutes les fois que je vois M. de Metternich se tourner de notre coté, il me semble voir un homme qui pose sa main pour s'appuyer sur un fagot d'épines, et qui la retire à l'instant même... Le baine du gouvernement de Juillet, en tant que tel,

³ Catte citation et celles qui vont vaivre sont tirres de la correspondance confidentielle du due de Briglie avec ses subassadeurs. (Documents enedits.)



a est pas moindre aujourd'hui qu'il y a tross ans. Je me règle là-dessus. » Il se défendait d'avoir, au fond, beaucoup plus de confiance dans le gouvernement prussien. Tout au plus notait-il qu'à Berlin on était - moins grand seigneur -, qu'on avait « moins de morgue », et qu'il y avait, par suite, plus de possibilité d'entente. Sur la Russie, il s'exprimait ainsi : « Si nous voulions essaver de nous rapprocher de la Russie, de lui promettre toute liberté dans ses desseins sur Constantinople, à la condition d'avoir son appui pour envahir la Belgique et prendre la rive gauche du Rhin, outre que ce serait, de notre part, un manque de foi odieux et méprisable, ce serait une entreprise dont nous n'aurions que la honte. La haine de l'empereur de Russie pour nous est encore la plus forte de toutes ses passions; il ne nous a jamais fast aucune ouverture dont nous puissions nous prévaloir pour changer de ligne de conduite et de drapeau, et s'il en accaeil ait de notre part, ce ne pourrait être qu'un stralagème, ce ne pourrait être que pour nous trabir ensuite et nous déconsidérer : nous l'aurions bien mérité.

Aussi le duc de Broglie préciseit-il en ces termes l'attitude qu'il conseillait à ses agents, en face des gouvernements du continent : « Your avez vu quelquefois un homme de mérite, mais sans naissance, qu'un événement, glorieux pour lui, introduit dans la haute société. Quel doit être le principe de conduite d'un pareil homme en pareille situation? Je n'hésite point à dire que son principe de conduite doit être la réserve, une dignité polie, mais un peu froide. Il doit se tenir à distance des grands personnages dont le sort l'a rapproché, et les teux en même temps à distance de lui-même, attendre les avances et n'en point faire le premier, de crainte de les voir repoussées on de les voir tournées en indicule ; lorsqu'il en reçoit, il doit les recevoir sans affectation, sans empressement, comme une chose toute simple; lorsqu'il n'en reçoit pas," il doit trouver la el ose plus simple encore, témoigner, en un mot, qu'il soit ce qu'il vaut, qu'il n'a besom de personne et ne demande men, sauf co qu'il est rigourcusement en droit d'exiger. Supposes enfin que l'occasion se présente de régler quelques affaires, quelques



intérêts, il doit prendre soin que les arrangements dans lesquels il entre portent sur des données précises, limitées, positives; il doit éviter de se compromettre dans des relations vagues et générales qui ne peuvent s'entretenir que par l'intimité et la confiance, par une certaine identité de vues, d'habitade et de sentiments. En bien, est homme-là, c'est le gouvernement de Juillet. Considéré dans ses rapports avec les autres gouvernements, c'est un parvenu. Son moyen de parvenir a été légitime, glorieux, mais, je le repète, c'est un parvenu. Il ne doit point en rough; il doit en contraire s'en faire honneur et se conduire en conséquence. Tel est le caractère que je m'applique, pour mon propre compte, à imprimer à nos relations diplomatiques. Le gouvernement français est isolé sur le continent de l'Europe, e'est un fait qu'il faut reconneltre, et c'est une situation dont il ne faut pas se montrer empressé de sortir. Ce gouvernement-ci e'affermit, octte nation se calme et se ressure, ce pays-ci prospère et s'enrichit. Ce qui nons manque, c'est ce qu'aucune combination politique se seurait nous donner tout à coup, le temps, la durée, cette confiance dans le lendemain qui natt de ce qu'on a un passé, de ce que le jour présent ressemble à la veille. Mon unique ambition, c'est d'assurer à ce gouvernement-ci du temps, de la durée ; c'est de le maintenir en paix : avec tout le monde, en prévenant, autant qu'il se peut, tout accroissement de prépondérance qui serait de nature à tourner contre nous; c'est de lui procurer le genre de considération que mérite un gouvernement sérioux, sensé, fidèle à en parole et disposant d'une puissance grande et réelle « Comme conclusion, le duc de Broghe engageait ses agents à « entretenir avec les cours du continent des relations polies, aisées, bienveillantes, telles, en un mot, qu'il en existe entre gens bien élevés, mais sans jamais donner à croire que nous prétendions à transformer ces relations en intimité véritable, en amitié bon argent, en confiance réelle ».

Cette attitude différait, sur plus d'un point, de celle qu'ent désirée Louis-Philippe. Il y avait donc divergence grave entre le Rei et seu ministre. On comprend mieux maintenant pour-

quoi le premier accepta si facilement la démission du seconda. à la suite du débat sur l'indemnité américaine, et pourquei nassi il se montra si longtempe opposé à sa rentrée. En effet, pendant l'année où le portefeuille des affaires étrangères fut aux mams de l'amiral de Rigny, d'avril 1834 en mars 1835, le Roi fut plus à l'aise pour essayer de faire prévaloir ses vues. Mais il n'y renonçait pas, même avec le duc de Broglie dans son conseil. On ne saurait s'en étonner. Le souverain, même consutationnel, a le droit et le devoir d'exercer une action, le plus souvent prépondérante, dans la direction des affaires étrangères. Combien avait-il été heureux pour la France que Louis-Philippe l'exercit après 1830 ¹1 Seulement, avec le duc de Broglie, ce prince a-t-il toujours recours aux moilleurs procédés? Quand il se prononçait ouvertement contre l'intervention en Espagne et pesait sur son conseil pour faire prévaloir son opinion, ries de plus correct. Mass il ne s'en tenait pas là : il semblait parfoisvouloir neutraliser ou corriger l'action de ses ministres, perdessus leur tête et plus ou moins à leur insu. Il profitait des relations amicales, presque familières, où il avoit admis les ambassadeurs étrangers, notamment ceux de Russie, d'Autriche et de Prusse, des longues conversations auxquelles il les avait

¹ Le rume Victorie, quelle que fit se serventien perfenentaire, a enerci esta action, et elle en a révélé alle-même l'étendus dans le livre qu'elle rient de faire écrire our le prince Albert. L'auteur de ce livre, M. Théodore Martin, a résemé ninal, sur cu sujet, la doctrine conservée par l'unge august : « Nes relations applicares comprenent les questions vitales de paix et de georre ent toujours dei considéries comme engenet, d'une menière spéciale, l'attention de souverum Si quelqu'un doit tente plus striemement que personne à rehanter la dignité, la pulsarmen et le prorage de ce pays, ou peut le présumer à bon droit, c'est le souversin qui percide à ses dustraces et un qui en majorte se personnifie. Si quelquian doit, plus que parasene, nimer la part et tous les bens qu'ella dispense, c'est le souvereux. Aucun ministre, quel que soit see patriotisme, quelle que son se consessere, n'est bourne à surveiller de qui es passe sur le ecotionet, à s'imposetor de la constante prospérité du pays, avec plus de viglange et plus de pénétration que la surversio, pareçue, de tratta las parecules. du reyname, il me le plus étroitement identifié avec me intérête et con fronneur... C'est pour et motif que la courouse a toujeure du l'émineure foucues de vailler exectement, continuellement ser l'état de non relations extérioures, per consiquest de sa tenir plemement reformée de la politique du gouvernement et de tost detail succepel de ceux politique postant influer par les relations du dehora. . (Thiodore Maxim, The Life of the Prince-Consert, t. 11, p. 300-301.)

habitués , pour leur tenir un langage sensiblement différent de celui de M. de Broghe. Il leur finsait confidence de son désir de se rapprocher des puissances continentales, de ses griefs contre l'Angleterre *, ou même de ses désaccords avec ses propres ministres. Y avait-il, dans les actes de ces derniers. quelque chose qui pôt contrarier les trois cours, il cherchait à l'atténuer. Amsi, après le traité d'Unkier-Skelessi, donnait-ill'assurance qu'il ne suivruit pas lord Palmerston dans sa campagne contre la Russie 1; après Münchengraetz, désavouart-il à demi la roideur du duc de Broglie *, et, après le traité de la Quadruple Alliance, s'empresseit-il de diminuer la portée de cet acte, affirmant que, malgré l'opinion contrare d'une partie de son conseil, il ne permettrait jemais une intervention en Espagne . A plusieure reprises, M. de Broglie, d'accord avec l'Angleterre, avait refusé de s'associer aux démarches des puissances continentales, pour imposer à la Suisse des mesures contre les réfugiés politiques; il avait même protégé la résistance de ce petit État, Louis-Philippe laissait voir aux ambassadeurs qu'il eut voulu, au contraire, se ranger du côté des puissances, se piaignait à eux de la « marotte suisse » de son ministre, profitant de l'intervalle où celui-ci n'était plus au pouvoir pour imprimer, sur ce point, une direction différente à notre diplomatic, et telle était son insutance, qu'à la fin de 1835, après la

* Le Boi déchirait à M. de Werther, sa commenorment de 1836, « n'eveir à mouyer, de la part de l'Angleterre, que métance et engence ». (Il sessain, Genéralte Frankreiche, t. 1, p. 566.)

⁴ Dopôches diverses des subbassadeum on des munistres étrangers, à la 6n de 1833 au un commencement de 1834. (Higgsmann, ières, p. 862 à 56b.) L'ambinsadeur de Prusse prétend même qu'en janvier 1834, le Roi avant écrit, dans ca sens, au Case, une lettre autographe que le duc de Broglie prit sur lus de expprimer. La Roi n'aurunt comme estte suppremien qu'en avril, après le démission du due, et auruit alors enveyé une copie de me focus nu marechal Maisen, une sonbomedeur à Samt-Pétarobourg.

Après avoir écouté, en cette octation, les plaintes des ambanudeurs sur la suideur » du dut de Broglie, Louis-Philippe ajoutait : « Mais vous auves : le Roi régne et ne gouverne pas. Cependant, au besoin, je course bien empêcher qu'en sièle trop loin. » (Histophium, ibid., p. 556, 568)

6 Hirannian, ibid., p. 573; Mémoires de Metternich, t. V., p. 606, 607.

² C'est en qui fainset dire à M. de Metternich : « Louis-Philippe est ennaur; il fendrait lui envoyer un neurd-most pour empêcher qu'en lui répondit » (Memorres, t. VI, p. 11.)

rentrée du duc, il finissait par l'amener en partie aux mesures qu'il voulait. Les ambassadeurs se prétaient avec empressement à ces épanchements, transmettalent à leur gouvernement ce qui leur était ainsi révélé, notant surtout avec soin, peut-être même exagérant les boutades ou les blâmes qui avaient pu échapper au Roi contre son propre ministre. L'écho de ces conversations revenuit souvent à ce dérnier, soit par ses agents du dehors, soit par les diplomates étrangers. De la, entre la couronne et ses conscillers, une tension de rapports qui fut pour beaucoup dans les déplorables crises ministérielles de 1834 et de 1835, et bientôt dans la chute, plus déplorable encore, du cabinet du 11 octobre.

Pour encourager ces dispositions du Roi, les gouvernements du continent ne tarissaient pas en éloges sur sa modération, sur sa sagesse, qu'ils opposaient au mauvais esprit de ses ministres, particulièrement du duc de Broghe de lui faisaient parvenir des témoignages de confiance, de reconnaissance et d'estime, auxquels il était très-sensible. M. Ancillon et la prince de Metternich proclamaient la tenue de Louis-Philippe « plus correcte encore et meilleure que celle de lord Wellington » 4. Il n'était pas jusqu'au Czar qui ne le fit remercier de ses efforts pour contenir lord Palmerston ». Les ambassadeurs trouvaient, plus d'une fois, leur intérêt à traiter ainsi directement avec le Roi, par-dessus la tête de ses ministres ». Ils avaient cru d'ailleurs observer que sa volonté personnelle finissait toujours par

Google

¹ Cl. diverses déptebre des ambresseleurs étrangers, citées par Billobrand (Conchichte Prandresche, c. I, p. 612), notamment dépôches de Werther, des 25 mars, 4° et 21 avril 1835. Ces affaires de Suine prendront besucoup plus d'importance sous les nommeres suivants : 2000 y réviendrons à ce mangent.

^{*} Cf. Jes nomin cuses dépèches des senhant dours étrangers, esteés par l'inflérand dans les passages vises en-dessus.

Mémorres de M. de Mattermen, t. V, p. 067.

A Plus on allait, plus les puissances continentales respentales d'enimonité contre le duc de Breglie Leur revitation fut vive, quood, en mars 1835, elles le virent rentres au ministère : Nous aurons du fil à retordre avec ces homms », écrivait M. de Mattaensch. (Mémoures, t. VI, p. 32.)

Déjeches du jaurier 1835. (Usuannanu, Geschiehte Frankreicht, t. I., p. 583.)

⁶ Ibd., p. 564.

l'emporter, quand elle était nettement exprimée. C'est ce qu'avait cherché à établir, des novembre 1833, l'ambassadeur de Russie, Poszo di Borgo, dans un Memorandum communiqué à ceux des membres du corps diplomatique qui faisment cause commune avec lui '. Ceux-ci furent confirmés encure dans ce sentiment, quand ils virent Louis-Philippe faire prévaloir dans les affaires espagnoles la politique de non-intervention qui leur tenat tant à cœur ". M. de Sales, ambassadeur de Sardaigne, en conclusit que « le Roi était bien le maître et le directeur du ministère " ».

Les choses en vintent à ce point qu'à partir de 1834 et surtout de 1835, des communications secrétes s'établirent entre M. de Metternich et Louis-Philippe *. Tout se passait en dehors et même, dans une certaine mesure, à l'insu des ministres. Dans des lettres adressées à l'ambassadeur d'Autriche, mais, en réalité, destinées à être mises sous les yeux du Roi, ou tout au moins à lui être lues en partie, le chancelier, répondant à l'invitation qui paraît lui avoir été faite *, indiquait ses vues, donnait ses conseils, professait ses doctrines, non-seulement sur les affaires étreageres, mais aussi sur la politique intérseure, sur la nécessite de combattre la révolution et de répudier « l'utopie libérale »; il y mélait des compliments à l'adresse du prince qu'il proclamait la seule force et la seule lumière de son gouvernement, et des attaques coatre les ministres, spécialement contre

⁴ Dépinhe de Worther, du 14 novembre 1885. (Geschichte Frankreiche, t. I., p. 563.)

^{* «} Le fait de la non-intervention, écrivais M. de Metternich le 10 jein 1835, est d'une importance bien grande et hien générale. J'un noticipé nos téléctations un roi Louis-Philippe, et, en effet, en ne peut que les adresses des félicitations. » (Mémoures, r. VI, p. 36)

Depèche du 20 juin 1835. (Hintstatute, Geschichte Frankreicht, t. I., p. 585.)
 Plassurs de ces lettem se trouvent publiées dans les Mentouver de M. de Mespenich, un début du tome VI.

^{*} M. de Mettermich dessit, dans une de ses lettres : « Les explications confidentielles dans lasquelles le roi Louis-Philippe me permet d'entrer avec les , le facilité que ce prince met à nous rendre compte de sa propre passée, offrent, dans une situa son qui généralement est difficile, de bien grands synutages à ce que je qualité, sans héntation, de cause generale et commans. « (Memotres, t. VI, p. 33.) Plus tard, M. de Metternich faisait allusion au « désir qu'avent le Roi de nonnattre le sentiment » du chancelier d'Autriche. (1814., p. 137.)

les doctrinaires, présentés comme des esprits faux, orgueilleux, déplaisants, qui voulaient supplanter le Roi et conduisaient
le monarchie à sa ruine. En même temps qu'il entr'ouvrait discrètement à son auguste correspondant la porte de la SainteAlliance, il ne manquait pas une occasion d'exciter en méhance
ou son ressentiment contre l'Angleterre X Louis-Philippe, sans
doute, n'était ni d'êge ni de goût à se mettre à l'école, et surtout à l'école de M. de Metternich; il était trop fin pour ne pas
sourire, à part lui, de la solemnté dogmatisante, de la bienveillance protectrice, avec lesquelles cet homme d'État avant pris, à
son égard, le rôle de précepteur et presque de directeur spirituel. Toutefois il se gardait de le décourager. Ces rapports lui
paraissaient sider au rapprochement qu'il poursuivait avec les
cabinets du continent et qu'il croyait utile à la politique française.

Les trois cours n'étaient pas cependant toujours en humeur de répondre avec courtoisie aux avances du roi des Français. Pendant que celui-ci se félicitait de l'intimité confante des rapports qui s'étaient établis entre lui et l'ambassateur de Russie, M. Poszo di Borgo, le Gzar, sans autre raison que d'être désagréable à Louis-Philippe, rappelait ce diplomate, en 1834, l'envoyait à Londres, et laissait, pendant près d'un au, l'ambassade de Paris vacante. A la fin de 1835, il se décidait à y nommer le comte Pahlen; mais, dans les lettres de

'Après avoir agnalé les attaques du la presse ministérielle auglaise contre le gouvernament français et fait une sortie contre lord l'almerstra, M. de Metternich s'écriait : « Quellé albunce, grand Dieu! que cette allumer pour le roi det Français! Lui qui, avant tout, surait besoin de repos et d'appia, et qui ne recueille, de cette prétendue amitié, que de l'agitation et des menacis. » (Mémosses, t. VI, p. 184.)

Les autres chancelleries n'ignoraient par les relations qui s'étaient ainsi établies entre M. de Metteroleb et Louis-Philippe. Le comte de Pralumo, suprésentant de la Sardaigne à Vienna, écrivait à sa cour le 3 juin 1834 : « Le chancelair de cour et d'État a pris envers Louis-Philippe le rôle de présingue et de menter positique. Il lui prodique les conseils, les exhortations et les admonstions, le tout mêle de quelques flagorneries sur la haute expecté et l'intelligence du Roi. De son côté, le 1 où n'épargne au prince n' les compliments ni les flatteries, « (Huapmann, Genéralité Frankresche, 1830-1870, t. I, p. 563.) Ces communications, comme nous le verrous plus tard, devatent continuer après le chote de manustère du 11 octobre.

créance, il affectait de ne pas appeler Louis-Philippe « Monsieur mon frère », si bien que celui-ci, pour éviter les difficul-tés, cachait ces lettres à son ministre . En même temps, M. de Barante, envoyé comme ambassadeur à Saint-Pétersbourg, y recevait un accueil peu gracieux. A la suite de l'attentat Fieschi, le Roi avait témoigné le désir que ses nonveaux arais des cours du Nord saisissent cette occasion de déclarer que le maintien de sa dynastie était un intérêt européen; il ne paraît pas qu'aucun d'eux se soit empressé de satisfaire à ce désir; bien plus, le Czar eut soin de ne faire féliciter le Roi que verbalement, tandis qu'il écrivait onvertement une lettre autographe à la veuve du maréchai Mortier ».

A Vienne, les formes étaient plus polies; mais, quand il s'agassant de répondre à Louis-Philippe autrement que par des compliments ou des leçons de politique réactionnaire, y avait-il là plus de bonne volonté? L'une des principales préoccupations du Roi était le mariage du jeune duc d'Orléans : obtenir pour lui quelque princesse de l'une des grandes familles régnantes eût été le signe que sa dynastie était vraiment acceptée et traitée d'égale par les autres cours; c'eût été aussi répondre aux légitimistes qui se vantaient tout haut d'avoir établi un « blocus matrimonial » autour de la nouvelle monarchie. Il est même permis de supposer que cette pensée du mariage de l'héritier du trône n'avait pas peu contribué à faire chercher un rapprochement avec les puissances continentales. Aussi, dès la fin de 1834, faisait-on sonder M. de Metternich, sur un projet de voyage de duc d'Orléans à Vienne, et sur la possibilité du mariage de ce prince avec une archiduchesse d'Autriche. Mais le chancelier n'avent aussitôt qu'une pensée, faire écarter ce projet que, dans ses lettres à Apponyi, il déclarait, à pluaicura reprises, - saugreou - et - seulement explicable par la légèreté qui caractérise certaines têtes françaises, sous quelque régime qu'elles se trouvent placées ». « Le voyage du duc

Dápôche de Werther, novembre 1885. (Histomann, Geschichte Frankresofie, 2830-1870, c. I., p. 557.)

^{*} Dépèche de Bressier du 18 octobre 1835, (Hasarmann, ibid., p. 65f..)

d'Orléans, ajoutait-il, est une entreprise fort hasardée et positivement intempestive. Il sera recu partout, et en particulier à Vienne, comme il est naturel de recevoir le fils du roi des Français avec lequel on est en paix. S'attendre à plus, c'est se tromper, et croire à la possibilité d'un mariage, c'est se tromper encore une fois. . Survait une dissertation ou le chancelier expliquait que le gouvernement français « ressemblait à un bâtard » . Au cours de ces peu agréables pourparlers, qui se continuèrent de décembre 1834 à mara 1835, survincent la mort de l'empereur François et l'avénement de Ferdinand. Toute la crainte de M. de Metternich fut que Louis-Philippe ne sajoit cette occasion d'envoyer son fils à Vienne. Il charges son ambassadeur de detourner le coup. « Je me flatte, lui écrivait-il, que l'idée n'en viendra pas au Roi ; ce qui a fast nattre jei celle d'un envoi parest, c'est l'errivée du prince Guillaume, fils du roi de Pruise. Celuici a été recu à bras ouverts, mais aussi quelle différence de position! - Plus tard, en mai 1835, Louis-Philippe avant fast faire de nouvelles ouvertures par M. de Chahot à M. de Metternich, celui-ci donna à entendre « avec franchise qu'il na fallait. point toucher cette corde ' ...

Ces incidents ae donnent-ils pas à penser que Louis-Philippe s'avançait un pen vite vers les puissances continentales, sans s'etre asses assuré qu'elles étaient vraiment disposées à le payer de retour? Si réelle que fût la détente produite de ce coté, il restait encore trop des anciennes suspicions contre le régime et les hommes de 1830. G'était illusion surtout de se flatter d'une sorte de rapprochement général. Tout au plus pouvait-on entrevoir, dans un aventr plus ou moins éloigné, la possibilité d'une entente sur quelque point déterminé, où l'intérêt évident de telle puissance la ferait passer par-dessus ses préventions; telle serait, par exemple, la question d'Orient pour l'Autriche, Dans ces conditions, eut-il été prudent de laisser, des maintement, rompre ou relâcher l'entente avec l'Angleterre? D'ailleurs, a'il était politique de travailler à effacer l'incompatibilité créée

¹ Mémerous de M. de Meuernich, t. V. p. 620, 655 à 665; t. VI, p. 35.

per 1830 entre la France et les cours orientales, ce ne devait pas être pour nous rattacher à la Sainte-Alhance, mais bien pour dissoudre celle-ci et pour y substituer un nouveau classement des États de l'Europe, ainsi qu'il avait été fait sous la Restauration. Or quel était le dessein hautement proclamé des trois cours, celui dont elles déclaraient poursuivre l'accomplissement per leurs rapports directs avec Louis-Philippe? Elles so présentaient comme formant une triuité indissoluble et protestaient vivement qu'elles ne se laisserajent jamais séparer. Dans une des lettres destinées à passer sous les youx de Louis-Philippe, M. de Metternich traitait dédaigneusement d' « utopie libérale doctrinaire » l'idée d'ane » union politique entre les deux cours maritimes et l'Autriche 1 . Par contre, les puissances prétendaient dissondre cette alliance francoanglaise qui avait si souvent fait échec à leurs desseins, depuis 1830, et qui leur avait imposé notemment l'indépendance de la Belgique. Là était le mobile avoué de toutes les coquetterres qu'elles faisaient au Roi, le but qu'elles poursuivaient avec une obstinution passionnée. Sur ce point, à Vienne, à Berlin, à Saint-Pétersbourg, on pensait et l'on agissait de même, Pendant que M. de Metternich excitait Louis-Philippe contre l'Angieterre, le gouvernement russe envoyait M. Pozzo da Borgo à Londres, avec instruction d'enfoncer le coin le plus avant possible entre les deux États occidentaux. M. de Nesselrode, à la fiu de 1835, déclarait attacher autant de prix que le chancelier autrichien à la dissolution de l'alliance francoanglaise; il reconnaissat que, « pour y arriver, les trois puisagaces devaient aller un peu gu-devant du roi Louis-Philippe, en profitant de la disposition que ce prince montrait à sa rapprocher d'elles ». Il protestait d'ailleurs qu'il avait « travaillé de bonne foi dans ce sens 1 » . Et qu'offrait-on à la France, en échange de l'alliance qu'on la poussait à rompre? Une petite place bien humble à la queue de la Sainte-Alhance. Dans la lettre citée plus haut, M. de Metternich, après avoir repoussé toute

Monoires de M. de Metternich, t. VI, p. 40.

Hittamian, Geschichte Frankreiche, \$136-1870, t. I. p. 194.

ndée d'une séparation entre l'Autriche et les deux États du Nord, dissit : « Ce que je regarderais comme possible, ce serait que le rot des Français, pour se renforcer contre les atteintes toujours renouvelées des factions révolutionnaires, se plaçàt sur le terrain conservateur; sur ce terrain, il nous rencontrera, nous et nos alhés. » Encore ajoutait-il . « St je regarde un tel fait comme possible, je ne le considére pas, pour cela, comme facile. » Nons n'étions donc même pas pleinement assurés qu'après avoir fait aux trois cours le plaisir de nous brouiller avec notre allié d'outre Manche, nous serions admis dans leur concert, et qu'elles ne s'uoiraient pas à l'Angleterre, pour refaire contre la France la coalition de 1813? Est-ce d'ailleurs une hypothèse en l'air? N'est-ce pas ce qui devait arriver en 1840?

Parce que nous notons, sur ce point particulier, l'erreur du Roi, estimons-nous que le duc de Broglie fût, de son côté, sans faute? Il avait raison de ne pas juger le moment venu d'abandonner l'alliance anglaise, mais n'avait-il pas tort d'être troproide avec les puissances confinentales? De quelle facon ne traitait-il pas M. de Metternich, devenu sa bête noire! Nonseulement il pensart beaucoup de mal de lui, de ses idées, de son caractère, mais il mettait son point d'honneur à le lui faire savoir et prenant som d'exprimer sa méhance et son dédain, dans des lettres qu'il savait devoir être ouvertes par la police du chancelier. Ces offenses ne sont jamais habiles ni prévoyantes, fût-ce contre une puissance aves laquelle on s'appréte à croiser le fer, à plus forte raison contre un gouvernement avec lequel on voulait vivre en paix, et dont même on devait bientot désirer et rechercher l'alliance. Aussi M. de Sainte-Aulaire, avec la liberté que lui permettait une vieille

^{&#}x27;A propos d'un incident de or genre, M. de Broglie écrivait à M. de Sainte-Aulaire, le 11 juiliet 1835 : » Si M. de Mesternich trouve cele dans une lettre qu'on tot confe et qu'il e la bassesse de décachetar, je un vois pas que j'une moralement à une reprocher de l'y avoir une. Mais est-il à propos qu'en suche ce que nous avons dons l'âme? Je le cross. M. de Metternich un nous en haire pas davantage, celu un peut se faire; mass je cross qu'il cera au fond aues troublé de se voir aussi comm et jugé, u (Documents inédats.)

LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DE 1832 A 1886.

amitié, reprochait à son chef de vouloir lui faire prendre une attatude trop hostile et trop méprisante '.

Chez le duc de Broglie, c'était plus encore défaut de nature qu'erreur politique. Il avait, pour le poste qu'il occupait, des qualités de premier ordre : vues élevées et lointaines ; instruction étandue ; probité dont la candeur même devenuit souvent une habileté, dans un milieu où l'on était blasé sur la rouerie :: caractère supérieur aux séductions vulgaires et aux petites làchetés personnelles; souci exclusif du bien public; sens du commandement et de la responsabilité". Mais à ces dons si rares se mélait ce je ne sais quoi dont il avait conscience et qui lui fassait dire qu'il n'avait pas le maniement des hommes. Ne s'inquiétant pas assez de plaire, il était trop porté à croire qu'il lui suffisait d'avoir raison, et encore, dans sa manière d'avoir raison, y avait-il quelque chose d'inflexible, de cassant et de hautain. Trop peu de cet art, si essentiellement diplomatique, qui sait envelopper les pointes et s'arrêter au pramier sang, Aussi, après quelque temps, les ambassadeurs et les ministres étrangers, — il est vrai que ce n'étaient pas les meilleurs amis de la France, et qu'ils n'avaient pas eu le dessus dans leurs chocs avec notre ministre, — se répandaient en récriminations sur la croident » et l' « aigreur » de M de Broghe. N'eût-il pas mieux. valu leur avoir infligé les mêmes échecs, sans leur avoir fourni les mémes griefs?

Ces reprochet se tronvent notamment dans det lettres confidentielles de 28 join 1833 et du 12 février 1834.

² Un homme qui, loi, n'avait rien de candido, M. de Tallayeard, écrivait au duc de Breglie, le 20 janvier 1824 : « Il y a une certaine candeur qui, pour étre parfaitement vouis, n'en est pas moins habile. Votre excellente lettre du 16 en est la meilleure preuve. » (Documente inédits.)

^{3 %.} Guizot a dit justement du due de Broglio : « Lout de laisser ses agents dans le vague sur ses intentions, pour être moins responsable de laure actes, il leur adresses toujours des instructions detaillées, précises, et pransit toujours, dans la conduite des négociations, le première et la plus forte part de responsabilité. »

VII

Si le duc de Broghe jugeait nécessaire de garder l'alhance de l'Angleterre, et au moins inopportun de rechercher celle des puissances continentales, il ne regardait pas, pour cela, comme eatisfaisant et définitif le partage des puissances européennes tel que l'avait fait la révolution de 1830? On a vu comment, après le traité d'Uakiar-Skelessi, il s'en était tenu à une ferme protestation contre la politique russe en Orient et avait évité la rupture immédiate à laquelle cemblait veuloir l'entrainer l'impétueuse irritation de lord Palmerston. Depuis, d'ailleurs, son attention grait été successivement sollicitée par les événements de Münchengraetz et les affaires d'Espagne. Mais, tout en laissant, pour le moment, la question d'Orient s'assoupir, il ne la perdait pas de vue et n'était nullement disposé à abandonner, dans l'avenir, le champ libre à la Russie, us même à lui donner quitus du passé. Bien au contraire, les affaires d'Orient devinrent l'une de ses principales préoccupations. Il y entrevit l'occasion d'une grande opération de diplomatie et de guerre dont le résultat cut été de modifier gravement le classement des paissances. Dès le 4 février 1834, son plan était formé, et il l'avait exposé dans une longue lettre confidentielle h. M. Bresson, notre ministre à Berlin 1. Cette lettre, dont les contemporains n'ont pas soupçonné l'existence et qui n'a james été publiée, est trop remarquable et traite de questions aujourd'hui ançore tropvivantes, pour qu'il ne soit pas intéressant d'en citer des pasanges étendus.

Le due de Broglie, après avoir signalé le dessein formé par la Russie de s'approprier la meilleure partie des déposities de l'empire ottoman, entre autres Constantinople, se demandait comment cette puissance s'y prendruit pour arriver à ses fins. La réponse qu'il faisait témoigne dess prophétique clairvoyance.

[·] Documents inéclits. Le 23 favrier mivant, il expessit les nômes idées à M. de Stinte-Aulure.

Est-ce de vive force, dissit-il, enseignes déployées, en écrivant sur ses drapeaux qu'elle va s'emparer de Constantinople? Il faudrait être bon enfant pour le croire. Le bon sens, les antécédents, l'histoire du partage de la Pologne nous apprenuent que les moyens les plus propres pour parvenir à ce but sont des occupations armées, colorées de divers prétextes : des occunations successives, a les premières rencontrent trop de difficultés de la part des autres puissances ; des occupations prolongées, si la résistance est moindre; mais des occupations conduites jusqu'à ce point que la prise de possession de Constantinople soit considérée comme un fait accompli, c'est-à-dire comme un fait sur lequel tout le monde s'arrange et prend son parti. Aussi, lorsque M. de Metternich nous déclare que, si l'empereur Ricolas prétend s'emparer d'un seul village ottoman, l'empereur d'Autriche tirera son grand sabre, lorsqu'il nous déclare que l'empereur d'Autriche repoussemit avec horreur la simple idée de recevoir en partage un seul village de l'empire ottoman, il fait un étalage de rhétorique fort inutile. L'occasion ne se présentere pas directement de déployer tant de courage et de désintéressement. L'empereur Nicolas n'élèvera jamais de prétentions directes et estensièles à s'emparer de tout ou partie de l'empire ottoman ; mais il a'y établira, si on le laisse faire, sous quelque prétexte, du consentement de l'Autriche, et, une fois établi, l'Autriche fera comme le chien qui portait au cou le déjeuner de son maître, elle acceptera sa part après coup, ce qu'elle ne ferait probablement pas, si on lui proposuit de procéder au partage à main armée et de propos delsbéré. 😼

Quel moyen de « prévenir un tel résultat »? Le duc de Broglie n'en voyait qu'un, et il ne craignait pas de l'appeler par son nom : « la guerre » . « La guerre seule, disait-il , peut empêcher la Russie de s'emparer de Constantinople. Il faut que les deux puissances qui ont eu, dans le dix-hustième siècle, le tort et la honte de souffrir d'abord l'occupation armée de la Pologne, puis le partage de ce malheureux pays, soient bien déterminées à ne point souffrir d'abord l'occupation, puis ensuite le partage de la Turquie. » Mais ses deux puissances

ne seront pas seules, et c'était là l'un des points importants du plan : « Si l'Angleterre et la France s'engagent à fond dans cette question, l'Antriche s'y angagera un peu plus tard, un peu de mauvaise grâce, mais enfin elle s'y engagera; car il est tresvrai qu'an fond elle ne désire point le partage de la Turquie et que les restes de l'empereur Nicolan ne lui font pas grande envie. « L'éminent homme d'État ajoutait que, pour ne pas rejeter l'Antriche dans les hres de la Russie, il fellait abandonner toute armère-peusée de mettre Méhémet-Ali à la place da sultan. Il se dégageait ainsi de cet engouement égyptien qui devait, en 1840, coaliser l'Europe contre nous.

Voilà donc le plan. Quand convenant-it de le mettre à exécution? A la différence des politiciens qui ne voient que l'effet de moment et non l'autérêt permanent et lointain du pays, le duc de Broglie était patient. Il cherchait moins à accomplir tout de suite quelque entreprise qui fit du bruit autour de son nom, qu'à chouir le moment vraument opportun. Or, pour braver sons péril de révolution l'excitation et le secousse d'une telle guerre, et surtout pour obtenir l'alliance de l'Autriche, il lui paraissait nécessaire d'attendre que la France fût encore un peu plus loin de 1830. « Plus nous avançons, disait-il, plus la situation intérieure de la France se consolide, plus se développe son ascendant au debors, plus grand sera alors le rôle que la France pourra jouer dans la guerre. Si la rivière coule du côté de la Russie en Orient, la rivière coule du côté de la France en Europe. Elle est placée naturellement à la tête du mouvement des esprits et des idées. Sa tâche, sa mission, c'est de contenir et de régler ce mouvement, quand elle y réussit, elle en est payée avec usure; il ne faut pas qu'elle se hasarde légèrement et sans nécessité à laisser les esprits se lancer de nouveau dans la carrière des révolutions et des aventures. Le temps approche où la guerre pourza étre engagée, poursuivie, conduite dans des voies régulières et sans déchainer toutes les imaginations. !] n'est pas encore venu. D'un autre côté, à mesure que nous nous éloignons de la révolution de Juillet, la coalition du Nord que cette révolution a ressuscitée et resservée tend à a affaiblir et à sa

disloquer. Plus nous différerons, plus nous aurons de chances de voir les alliés de la Russie se détacher d'elle, dans cette question. » Le noble duc ajoutait d'ailleurs, avec ce sens pre-tique qui distingue les hommes d'État des réveurs : « Il faut que la Providence ait fait les trois quarts ou les cinq sixièmes de la besogne, pour que les plus fortes têtes puissent entrevoir le dénoûment et y travailler.

On vott tont de suite les avantages du plan de M. de Broglie. Au lieu de confirmer et d'irriter la Sainte-Alliance, comme
eût fait l'intervention en Espagne, si passionnément demandée
par M. Thiers; au lieu de nous mettre à la queue de cette
Sainte-Alliance, comme il fût arrivé si, obéissant à une invitation peu désintéressée, nous avions rompu avec l'Angleterre
pour nous rapprocher des puissances continentales, il dissolvait l'union des trois cours, et en détachait l'Autriche; sans
nous séparer de l'Angleterre, il la rendait plus souple et plus
aimable, en lui montrant qu'elle cessait d'être l'alhée unique;
il fournissait à la France l'occasion d'un grand auccès diplomatique et militaire, libérait, pour l'avenir, sa politique extérieure, et effaçait, sous ce rapport, les conséquences malheureuses de la révolution de 1830.

Ce planétait-il donc irréalisable? L'Angleterre se serait volonters prétée à l'exécuter. Lord Palmerston, si froid au début des affaires d'Orient, était devenu bientôt tout feu contre la Russie : nous n'avions que l'embarras de le contenir. Il nous proposa même, au mois de décembre 1835, un traité d'alliance, en vue de mainteuir l'intégrité de l'empire ottoman, avec possibilité d'accession pour l'Autriche!. La duc de Broglie accueillit l'idée avec réserve; pour les raisons que nous avons indiquées, il ne croyait pas encore le moment venu d'agir; il n'ignorait pas, d'ailleurs, que Louis-Philippe non-seulement était opposé à toute agression contre la Russie, mais qu'il se faisant honneur de son opposition auprès des ambassadeurs étrangers, disant très-baut et de



³ Correspondance confidentielle du général Sébastiani, nlors ambassadeur à Londres, et du due de Broglie. It y ent d'asses nommercuses lettres échangées sur ce aujat en decembre 1835. (Documents inésite.)

façon à être entendu de ces derniers: « Je briserais mon conseil des ministres comme un roseau, plutôt que de céder sur ce point . » Le ministre néanmoins aveit garde de rebuter l'allié qui s'offrait. Il prit l'attitude d'un homme disposé à étudier le projet qui lui était commun.qué et répondit lui-même par des contre-propositions. Son intention évidente était de gagner du temps, de ménager et de réserver, pour un moment plus favorable, la bonne volonté du gouvernement angless. Tout fut interrompu, en février 1836, par la chata du ministère du 11 octobre.

L'Autriche était moins prête et moins prompte à entrer dans les vues du duc de Broglie. C'est surtout pour l'attendre, pour lui laisser le temps d'accomplir son évolution, que notreministre ne voulait rien brusquer. Si, en effet, le gouvernement de Vienne avait le sentiment, chaque jour plus vif, du péril que le politique russe lui faisait courur et de l'accord d'intérêts où il se trouveit avec la France en Orient, il ne lui en répuguait pasmoins de tendre le main à la royauté de Juillet et de dissoudre lui-même la Sainte-Alkance qu'il avait mis tant de soin à reformer après 1820.] Anssi, quand il rencontrait formulée l'idée d'une entente de l'Autriche et des deux paissances occidentales. le premier mouvement de M. de Metternich était-il de protester 1. Copendant, vere la fin de 1835, il était visible que ces dispositions se modificient peu à peu à notre égard, sortout quand qualque événement mettait en plus vive lumière les desseins du Czar. L'ambassadeur français, M. de Sainte-Aulaire, qui, dès 1888, avait indiqué la question d'Orient comme colle où l'on pouvait préparer, pour l'avenir, un rapprochement avec l'Autriche³, notait, au fur et à mesure, ce changement d'attitude. Il écrivait, le 23 novembre 1835, au duc de Broghe : On est ici pour nous très-poli dans la forme, et, je crois, aussi. très-bienveillant dans le fond. Les incertades de l'empereur

¹ Dépêche de M. de Sales, ambasandeur de Sardaigne à Paris, du 29 janvier 1836. (Historian, Geschichte Fraudresche, 1830-1870, t. I., p. 598.)

^{*} Memoires de Metterwich, £. V1, p. 40.

^{*} Lettre du 28 juin 1833 et du 43 fevrier (835. (Documente inédits.)

Nicolas sont odienses au gouvernement de Vienne : soyez-en son. Ros allures lui agréent au contraire beaucoup; cela estégalement certain, pour le moment . Le chanceller se laissant plus souvent aller à se plaindre des envahissements incommodes de la Russie; il écoutait avec moins de trouble les rasmustions de notre ambassadeur ou lui faisait même des confidences asses inattendues. Tout en écartant, autant qu'il le pouvait, la seule pensée d'une complication et d'un conflit avec son vouin du nord, tout en voulant prolonger le plus possible son rôle de conciliateur, il s'accoutumait insensiblement à chercher, dans les puissances occidentales, un point d'appui contre l'ambition moscovite.

Le duc de Broglie, si prévenu qu'il fût contre le gouvernement de Vienne, prenait acte de ces dispositions nouvelles et commençait à comprendre la nécessité de les oultiver. Il répondait à M. de Sainte-Aulaire, le 14 décembre 1835 : « La disposition de M. de Metternich est de se dire : « L'empereur Nicolas sect un fou : on ne sait trop our quoi compter avec hu; il est possible qu'il fasse, du soir au lendemain, quelque incartade. « qui me mettrait dans un grand embarras. Le roi des Prançais e est très-ramonnable; il no fera point de folies; on sait à pene près à quoi s'en tenir avec lui. Mais c'est une terrible chose « qu'une alliance avec la Prance : e'est un bien bon point d'appui r que la Russie. Attendons, patientons ; à chaque jour sa peine. En attendant, donnous-nous les airs du médiateur général, de « l'homme qui tient dans sa main le sort de tout le monde. » Je pense, comme vous, que cette disposition d'esprit doit être cultivée, secondée, ménagée, plutôt qu'attaquée vivement. . Le duc de Broghe demandait même n, pour presentir le chanceher, il n'y aurait pas lieu de lui proposer une entente sur quelque sutre sujet moins effrayant, par exemple, sur l'évacuation d'Ancone. « Ne serait-il pas possible, écrivait-il, de remettre



¹ Documente indélie. Le même ambassadeur éctivait, un peu plus tard : « Les formes estérieures cont plus amicales, et nom avons gagné notablement dans l'opinion de la société. Nutle chiférence, aujourd'hat, entre l'attitude de cette société suvers mous et celle qu'elle avait it y a dix ans. Cela vant es que cela vout. »

sur le tapis cette affaire de l'engagement réciproque, de l'accord préalable à l'évocation de la Romagne, en fatsant sentir à M. de Metternich quel intérêt s'attache aujourd'hui à la parfaite harmonie entre l'Autriche et la France, en lui faisant entendre qu'au premier dissentiment, à la première complication entre ces deux puissances, la Russie poussers sur-le-champ ses affaires à Constantinople, assurée que l'Autriche lui appartient corps et bien? Si l'ou parvenait à décider M. de Metternich à une convention sur ce sujet, cela aurait, outre l'avantage de la convention elle-même, l'avantage beaucoup plus grand d'un traité fait en que d'une entente contre la Russie dans les affaires d'Orient l. » Si l'Autriche était changée, M. de Broglie ne l'était-il pas quelque peu, et ne devait-il pas être alors le premier à reconsitre que naguère il avait traité trop durement ceux avec lesquels, si peu de temps après, il était amené à chercher un accord?

Qu'avec le temps et la pression des événements, l'Autriche dût finir par venir à nous, nous n'en voulons pour preuve que ce qui s'est passé depuis, en 1839, quand la question d'Orient s'est rouverte : le premier mouvement de l'Autriche a été de se joindre à la France et à l'Angleterre; elle ne s'est détachée de nous, à regret, que quand notre politique égyptienne nous est brouillés avec le gouvernement de Loudres.

Donc, qu'on regarde l'Angleterre ou l'Autriche, l'entreprise dont le duc Broglie avait trecé le plan, dés février 1834, n'avait rien de chimérique. Ce fut grand dommage pour la France et la monarchie de Juillet que le renversement du cabinet du 11 octobre n'ait pas permis à l'éminent homme d'État d'ydonner



[·] Documents insidia.

[&]quot;M. de Sainte-Aubure écrivait en effet à M. Guizet le 1" décembre 1346 x a Au debut de l'affaire d'Orant (mai 1839), M. de Metterusch s'est uni à nors, de très-homne foi, contre la Rassie. Il a suru, avec plus de résolution que ne le permettant au circompaction habitaclie, une pointique indépendante, et, pour cominuer dans les même votes, il un nors demandait que du region unis à l'Angleterre. Quend notre discontinues avec cette puissance a éclaté, il e'a par hèssié à me déclarer qu'il se rangeait du côté de l'Angleterre... Dans tous les use, d'ailleurs, on ne pouvert raisonnablement espèrer que l'Autriche fit focs à la Russie et à l'Angleterre... Il un seruit donc pas équitable de parder rancome à M. de Metteruch pour son udheum su traté de Landres; il l'a donnée aven regret, après de longues héstations. »

suite, grand dommage aussi que M. Thiers y ait substitué plus tard la déplorable aventure de 1840. Il a fallu attendre jusqu'à la guerre de Crimée, pour voir réaliser par le second Empire le projet formalé, vingt ana auparavant, par un ministre de Louis-Philippe. En 1854-1855, la France, se dégageant enfin des auspicions créées par la république et le premier empira, et ravivées en 1630, a heureusement accompli ce dont on l'avait crue, ce dont elle s'était jugée elle-même, si longtemps, incapable, une grande guerre qui demeurat politique et localisée, qui ne fit pas surgir d'un côté la révolution, de l'autre la coalition. Cette guerre, heureuse entre toutes, non-sculement a ainsi libéré sa politique extérieure, mais elle lui a donné, en Europe, une situation incomparable avec laquelle on efit pu faire les plus grandes choses, si tent n'avait été aussitôt gaché et perdu pur les réveries et les complicités italiennes de Napoléon III. Eût-il donc été impossible d'avancer de plusieurs années cet événement? N'était-il pas juste que l'avantage en appartint à la monarchie constitutionnelle, sans torts envers l'Europe, au lieu d'échoir, par une étrange ironie, à l'héritier même du conquérant contre lequel s'était formée la Sainte-Alliance?

CHAPITRE XY

LA CHUTE DU MINISTÈRE DU 11 OCTOBRE

(Décembre \$635 -- février \$656)

I, Bon état des affaires on dedans et au debors, vers la fin de 1835. Le minitère va-t-il en requeillie le bénéfice? — II. Discussion de l'Adresse de 1836.
Incidant sur la Pologne. Presentiments dans les régions ministérielles. Déclaration de M. Humann sur le conversion des rentes. Démission du ministre des
finances. Débût sur la conversion. Le ministère, mus en minorité, donne se
demission. Qu'y a-t-il derrière le vote de la Chambre? Manantire du tien
parti. Le groupe Gameron. Dans quelle mesure faut-il y voir la mais de
Louis-Philippe? — III. Le Roi s'eccupe de constituer un mouveau cabinet. Il
vous en charger M. Thiers. Colui-si est poussé par M., de Tallayrand. Premise
refus do M. Thiers. Il finit par consenur. Séparation irrévocable de M. Guiset
et de M. Thiers. Maihaur de cotte separation qui a été mieux compris plus ard.
Grandes choses accomplies dans les six premières années de la monarchie de
Jui les.

1

A la fin de 1835, au moment où allait s'ouvrir la session de 1836, le gouvernement pouvait considérer avec quelque satisfaction l'état où il avait mis les affaires du pays. Au dehors, nulle complication n'était à craindre. La politique suivie avait eu ce résultat que la France, loin d'être menacée, était courtisée par les puissances que notre révolution avait le plus effaronchées. L'étranger commençait à prendre confiance dans la durée d'un régime qui lui avait d'abord semblé si précaire ¹. Au dedans, le proces des accusés d'avril et les

¹Un Anglais, M. Croker, dissit à M. Guizot, en 1848: « Après l'attentit Pieschi, quand je via par quelle fortune le roi Louis-Philippe y avait échappé, et avec quelle vigueur son gouvernement défendait la société menacie, je le crus, pour la première fois, destiné à fonder en France le régime constitutionnel et se dynamics » Même sentiment se manifestait à Berlin et à Vienne.

Google

lois de septembre avaient consommé l'éclatante et complète défaite du parti républicain. L'opposition dynastique, atteinte par la déconfiture de la faction avec la guelle elle s'était trop souvent compromise, cherchait, sans l'avoir encore trouvée, une nouvelle tactique pour remplacer celle qui lui avait si mal réusei 1. Un peu de lustre militaire s'ajoutait heureusement à ces succès politiques. En Algérie, où, depuis cinq aus, nous avions tant tâtonné, le maréchal Clauzel venait de venger des échecs récents, par une heureuse expédition contra Mascara *... Le jeune due d'Orléans avait obtenu d'y prendre part et s'y était moutré aussi intelligent que brave ; sa présence marquait l'importance que le pouvoir central, devenu plus libre de regarder au loin, allait désormais attacher aux opérations militaires d'outre-mer : première page d'une brillante histoire que notre armée n'a pas oubliée, celle des campagnes des Pils de France pur la terre d'Afrique. Dans le sein même du gouvernement, l'union la plus complète régnait entre les hommes considérables qui compossiont ce cabinet d'un éclat et d'une autoraté sans pareils; la leçon des crises récentes suffisait à prévenir toute tentation de désecond. Ainsi, de quelque côté que l'on portat les yaux, l'horizon paraissait serein. Le pays goôtait cette parx et cette sécurité si nouvelles. Le commerce et l'industrie prensient un développement inconnu jusqu'alors 2. M. de Tocqueville écrivait à M. Senior : « Excepté l'agriculture qui souffre un peu, tout le reste prospère d'une manière surpremante ; l'idée de la stabilité pénètre, pour la première fois depuis cinq ans, dans les esprits, et avec elle le goût des extreprises. L'activité presque fébrile qui nons caractéries en tout temps quitte la politique, pour se porter vers le bien-être

[&]quot;C'est ce qui fore dire tout à l'houre à M. Odilou Barret, dans la discussion de l'Adresse : « Je n'es pres ancene part à la discussion sur la politique autorioure ; je seis accepter des faits accomplie, je seis prendre en politique un posse de déport, et no pas continuellement recommander la passé et renouveler des l'attes qui sons terminées. »

^{*} Novembre et décembre 1838.

³ Un des oranters de l'opposition, M. Biguon, a reconnu l'existence de cette grande prospérité, dans la descrition de l'Adresse de Jeuvier 1936.

matériel. On je me trompe fort, ou nous allons voir, d'ici è peu d'années, d'immenses progrès dans ce sens... La nation a été horriblement tourmentée ; elle jouit avec délices du repos qui lui est enfin donné 1. =

De si heureux résultats n'allaient-ils pas profiter au ministère qui les avait obtenus? Son pouvoir n'en devait-il pas être afferms, sa durée garantie? Se flatter de cet espoir serait oublier que, dans la majorité conservatrice d'alors, le retour de la sécurité avait presque toujours pour conséquence l'indiscipline et les divisions. Dans son beau discours sur la loi de la presse, après avoir marqué la responsabilité que le cabinet assumait, le duc de Broglie avast ajouté, avec une mélaucolique fierté : Les périls s'éloigneront; avec le péril, le souvenir du péril passera; car nous vivons dans un temps où les esprits sont bien mobiles et les impressions bien passagères. Les haines et les ressentiments que nous ayons amassés sur nos têtes subsisteteront; car les haines sont vivaces et les ressentiments ne s'éteignent pas. A mesure que l'ordre se rétablira, le poste que nous occupons deviendra, de plus en plus, l'objet d'une noble ambition; les Chambres, dans un temps plus tranquille, verront les changements d'administration comme quelque chose qui compromet moins l'ordre public. Les hommes s'usent vite, d'ailleurs, messieurs, aux luttes que nous soutenons. Savezvous ce que nous aurons fait? Nous aurons préparé, hâté l'avénement de nos successeurs. Soit, nous en acceptons l'augure avec joie, nous en embrassons avidement l'espérance.

L'heure était proche où la prédiction du duc de Broglie allait s'accomplir.

11

Dans les premiers jours de la session, ouverte le 29 décembre 1835, rien cependant qui fit prévoir un accident. Le dis-

1 Lettre du 27 janvier 1846.



conva du trône n'était nullement provocant. Il « se sélicitait de la situation du paya », constatait que « sa prospérité s'accroissait chaque jour, que sa tranquillité intérieure paraissait désormais hors d'atteinte et assurait sa puissance au dehors ». Puis il terminait par ces paroles d'apaisement qui convenzient après la pleine victoire : « J'espère que le moment est venu pour la France de recueillir les fruits de sa pradence et de son conrage. Éclairés par le passé, profitons d'une expérience si chèrement acquise; appliquous-nous à caimer les esprits, à perfectionner nos lois, à protéger, par de judicieuses mesures, tous les intérêts d'une nation qui, après tant d'orages, donne au monde civilisé le salutaire exemple d'une noble modération, seul gage des succès durables. Le soin de son repos, de sa liberté, de sa grandeur, est mon premier devoir; son bonheur sera ma plus chère récompense. »

Dans la discussion de l'Adresse, un seul épisode intéressa. vivement la Chambre et l'opinion. Il s'agissait de la Pologne. Le Czar, en revenant de Tosplitz, vers la 6n de 1835, s'était arrêté à Varsovie : il y avait manifesté, avec une affectation de dureté, ses ressentiments et ses menaces contre des sujets infidèles. Peu après, des ukases avaient supprimé les derniers vestiges du royaume de Pologne, et, en conséquence, l'exeguatur avait été retiré au consul général de France à Varsovie. Il n'en fallait pas tent pour soulever l'opinion à Paris. Toute la presse, le Journal des Débats en tête, aspit lancé de brûlants réquisitoires contre le despote moscovite. Le gouvernement, plus réservé parce qu'il était tenu à plus de prévoyance, p'ayait rien dit de ces événements dans le discours du trône, Il sut désiré que l'Adresse gardat le même silence : c'était impossible avec l'excitation des esprits; il obtint du moins de la commission qu'elle se contentât de recommander, en termes généraux, « le maintien des droits consocrés par les traités », sans nommer la Pologue. Mais cela ne suffit pas à la Ghambre ; un amendement fut présenté, contenant un vœu pour « la conservation de l'antique zatronalité polonaise » Mainement le duc de Broglie fit-il entendre le langage de la raison politique,

l'amendement, appuyé par M. Saint-Marc Girardia et M. Odilon Barrot, fut adopté à une grande majorité. Ce vote tout sentimental n'indiqualt pas d'hostilité coutre le cabinet. Gelui-ci, du reste, l'emporta sans difficulté dans tous les autres paragraphes de l'Adresse.

En somme, la discussion avait été singulièrement passible, et les votes peu disputés. Le Journal des Débats le remarquait 1. « Nous agnalons avec plaisir, dissit-il, le caractère de modération qui a marqué toute cette discussion. Le calme est dans la Chambre comme il est dans le pays... La passion manque, parce que la cause qui passionnait n'existe plus, et que, la question révolutionnaire vidée, il n'y a pas de question purement parlementaire qui puisse émouveir fortement la Chambre et le pays. Il n'y en a pas, parce qu'au fond tout ce que le pays demandait, la révolution de Juillet le lui e donné. » Mais la feuille ministérielle ajoutait aussitôt : « Le calme me doit pas nous engourdir, à Dieu ne plaise! Ce serait une puérdité de croire que tout soit fini, et qu'un jour de calme soit l'éternité!... Le danger resserre les rangs de tous les bons citoyens; la sécurité les relache et les ouvre, si l'on n'y prend garde... Une époque est finie, l'époque des violences révolutionnaires et du tumulte des rues. Une autre commence, qui aura aussi ses difficultés et ses périls. La calma dont nous jouissons n'est qu'un moment de halte après une journée fatigante; c'est la récompense de cinq années de peine et de travail, moment beureux dont il faut savoir profiter pour assurer l'avenir. Les jours de danger nous ont trouvés fermes et courageux; il faut espérer que les jours de prospérité ne nous trouveront pas insoucients et présomptueux. » Ce langage révélait quelque inquiétude dans les régions ministémelles, peut-être une sorte de pressentiment.

Le jour même où paraissait cet article, le 14 janvier 1886, M. Humann, ministre des finances, lisait à la Chambre l'exposé des motifs du budget de 1837. Personne ne s'attendait à voir

³ Journal des Débats du 14 janvier 1836.

sortir une crise d'un document de ce genre. Mais à peine le ministre eut-il commencé, que l'attention, d'ordinaire asset distraite pendant de telles lectures, fut saisie par une déclaration imprévue sur la conversion des rentes 6 pour 100 ; M. Humana présentait comme nécessaire et imminente cette mesure que M. de Villèle avait tentée sans succès, en 1824. L'accueil de la Chambre fut généralement favorable. Par contre, surprise et irritation des autres membres du cabinet, qui n'avaient ni approuvé ni même connu d'avance cette déclaration. Le procédé était si insolite qu'on y a soupconné quelque complot mystérieux, tendant à la dislocation du ministère. Rien de pareil. Personne ne se cachait derrière M. Humann. Celmi-ci, a écrit son collègue M. Guizot, était « un esprit à la fois profond et gauche, obstiné et timide devant la contradiction, persévérant dans ses vues, quoique embarrassé à les produire et à les soutenir . . Il tenuit beaucoup à la conversion et s'imagine ainsi l'avancer. Il est été flatté d'ailleure de marquer son ministère par un acte important où son initiative personnelle ent été bien manifeste. « Que voulez-vous? disnit M. Royer-Collard avec sa moue railleuse, M. Guizot a sa loi sur l'instruction primaire, M. Thiers sa loi sur l'achèvement des monuments publics. Humann aussi vent avoir sa glore. u Il y ent de sa part, dit encore M. Guizot, une imprudence un peu égoiste et sournoise, mais point d'intrigue. »

Devant les réclamations fort vives de ses collègues, M. Humann dut reconnaître l'incorrection de me conduite, et donne sa démission : M. d'Argout prit sa place. Mais les choses n'en restèrent pas là. Dès le premier jour, une interpellation avait été annoncée. Le débat s'ouvrit, le 18 janvier. Loin de se dérober, le duc de Broglie aborda sans mésagement la question de la conversion. « On nous demande, dat-il, s'il est dans les intentions du gouvernement de proposer la mesure dans cette session. Je réponds : Non. Est-ce clair? « L'impatience et la roideur de ce langage piquèrent la Chambre. Le fameux : « Est-ce clair? » fut ausentôt commenté et envenimé par tous ceux qui désiraient un conflit. Des

députés répondirent à la provocation qu'ils prétendaient leur avoir été faite, en déposant des propositions de conversion. De part et d'autre, on résolut d'en finir promptement, et la discussion de l'une des propositions, celle de M. Gouin, fut fixée au 4 février.

Le ministère engageait ainsi son existence sur une question spéciale et tout à fait étrangere à la direction de la politique générale. Mauvais terrain pour une bataille parlementaire : il s'exposait à rencontrer contre lui, outre l'opposition, prompte à saisir toute occasion de lui faire échec, ceux des conservateurs qui pensaient autrement que lui sur ce problème économique. L'idée de la conversion paraissait alors assea populaire : les porteurs de rente étaient encore peu nombreux en dehors de Paris; la province ne voyait donc dans cette mesure que l'avantage d'alléger le budget, et de l'alléger aux dépens des capitalistes parisiens, ce qui se déplaisait pas à ses petites jalousies. Aussi, quand vint le débat, le gouvernement, par l'organe de M. Thiers et de M. Duchâtel, ent beau combattre avec force la proposition et se borner à demander un ajournement, les esprits étaient prévenus et montés; l'ajournement fut repoussé par 194 voix contre 192 (5 février). Au sortir de la séance, tous les ministres portérent un Roi leur démission.

Bien petit gram de sable pour arrêter une machine si puissante et qui semblait marcher si bien! Disproportion singulière entre la cause apparente et l'effet réel, surtout si l'on pense que cet ajournement, repoussé au prix d'une crise ministérielle, prévaudra en fait, sans que personne y trouve à redire, et que, le cabinet tombé, il ne sera pas donné suite à la proposition de conversion! N'y avait-il donc pas, derrière ce vote, autre chose que la question financière qui avait fourni l'occasion et le terrain de la bataille? A bien chercher, on y est découvert les mêmes causes qui avaient amené les crises ministérielles de la fin des années précédentes, et surtout l'action dissolvante du tiers parti. Celui-ci avait été plus mortifié et urrité que découragé et affaibli par ses récentes mésaventures.

Pour n'avoir plus osé faire une guerre ouverte qui n'était pas, da reste, dans ses goûts, il n'en avait pas moins poursaivi ses manteuvres souterraines. Aux conservateurs de frontière, on ausimusit que les ministres dont l'énergie avait vaiucu le désordre, n'étaient peut-être pas les plus propres à l'œuvre d'apaisement qui devait suivre le combat. On invoquait le besoin d'hommes nouveaux, argument qui, depuis Aristide, a toujours réussi auprès des médiocrités envieuses. On exploitait l'impopularité de M. Guisot, accusé vaguement de vouloir ramener les idées de la Restauration. On irritant toutes les petites blessures qu'avait pa faire la roideur un peu gauche du duc de Broglie, toutes les jalousies qu'éveillait au haute considération 1. Ce travail n'avait pas été sans obtenir quelque succès. Au début même de la session, un gronpe d'une cinquaetaine de députés, venus les uns du tiers parti, les autres de la majorité ministérielle, s'était constitué et as réunissait d'habitude dans l'hôtel de M. Ganneron. Leur prétention était d'être entièrement « indépendants » à l'égard du cabinet. Le bruit courant qu'ils s'étaient engagés à toujours voter ensemble. Ce Ganneron était un riche fabricant de chandelles, esprit court et fantasque, mais qui s'éluit fest une sorte d'importance politique, depuis que, président le tribunal de commerce, au début de la révolution de Juillet, il avait déclaré l'illégalité des Ordonnances. Conservateur et ministériel taut qu'il avait eu peur des émeutes, il se trouvait maintenant assez rassuré pour se poser en « indépendant ». Le groupe Ganneron paralt avoir joué un rôle décisif et fatal dans l'affaire de la conversion.

On a voule voir là également la main du Roi. N'a-t-on pas été jusqu'à accuser ce dernier d'avoir tramé, contre son ministère, une sorte de complot machiavélique? Pure fantasmagorie. Ce qui est vrai, c'est qu'autour du Roi, plus d'un conseil-

Google

^{*} Il nurant falla besuccup d'art au doc de Broglie, écrivait à cette époque un de ses aux s, pour se faire pardomeir, tout à la fois, se hante position aristo-cratique, sois inreprochable probité, non desintéressament, son talent. Cet art, qui n'aut autre que colos de menager les amours-propres, M. de Broglie au l'éjameis en, « (Documents inédats.)

ler poussait, depuis quelque temps, au renversement du cabinet. entre autres M. de Talleyrand, le plus écouté de tous. Celui-ci en voulait au duc de Broglie de ne l'avoir pas suivi dans l'évo-Intion par laquelle il s'était éloigné de l'Angleterre, pour se rapprocher des trois cours orientales. Del'hôtel de la sue Saint-Florentin, partaient, contre le ministre des affaires étrangères, des condamnations en forme d'oracles, qui circulaient à la conf. et dans le monde politique. Le duc y était déclaré absolument impropre à la diplomatie et convaince de s'être mis à dos tous les représentants des puissances étrangères. Ces dermiers, et particulièrement les ambassadeurs d'Autriche et de Prusse dont nous avons signalé ailleurs les relations fréquentes avec le Roi, secondaient, autant qu'il était en leur pouvoir, les efforts de M. de Talleyrand. Louis-Philippe, bien que ses rapports personnels avec le duc de Broglie fussent moins tendus depuis un an, ne refusait pas d'écouter ce qu'on disait contre le président de son conseil. Il l'avait vu sans plaisir rentrer en mars 1835 ; il était préparé à voir sans regret son nouveau départ ; peutêtre même, suivant l'expression du général de Ségur, en « attenduit-il l'occasion * ». Il sentait le duc peu disposé à le suivre dans ses tentatives pour se rapprocher des puissances continentales. Un autre ministre, surtout si l'on a vait soin de le

¹ M. Molé écravait à M. de Barente, le 21 février 1836 : « La devise de M. de Telleyrand est : « Tout platét que M. de Beoglie. » (Postuments la élite)

** a C'att un fuit que le Rei, préparé à cu changement, en attendait l'éconsion » (Mémoires du général de Seyar, t. VII, p. 348.) Le genéral de Ségur reconte au même endroit de me Mémoires qu'ayant emprimé en due de Breglie son étennement de la enceptabilité qu'is avait montrée dans l'affaire de la convenien, ce develor lut « explique qu'il cédait bien ens us à cet tecidant, qu'à une incompatibilité tele-proposerie enque lut et Louis-Philippe ».

[&]quot; « Sa vocation est de n'être pes ministre des affaires étrangères », disait M. de Talleyrand du due de Bruglie. Ou bien succes » à Je un suit comment a fait M. de Broglie, mais il a trouve moyen de m rendre désegréable tout à la fait Londres, à Vienne et à Saint-Petersbourg; s'est jouer de mailleur. » M. de Talleyrand se trompeit, ou moins en ce qui regarde Londres. Les hommes d'Eist angleis ne cachalent pes combien ils enseent désiré la maintien du due de Broglie. La fait est soustate par une dépêche de M. de Werther, ambas-indeer de Prusse à Paris. (Histograms, Geschichte Frankraiche, 1830-1870, c. I., m. 506.)

choisir de tempérament moins inflexible, n'entrerait-il pas plus facilement dans l'idée royale?

Les ennemis du cabinet s'étaient d'ailleurs efforcés de réveiller chez le prince sa vieille répugnance pour les ministères imposants qui lui laissaient trop peu d'action et de prestige; on tàchait de lui faire voir dans l'union du 11 octobre une coalition menacante qu'il avait intérêt à dissoudre Certaines gens, rapporte M. Guizot, disaient à la couronne qu'au lien d'un cabinet unique avec lequel il lui fallait compter, elle pouvait s'en ménager deux, dont un toujours en réserve et prêt à remplacer l'autre. Ces insinuations et ces conseils, habilement présentés, n'étaient pas mal reçus. Quant au péril d'affaiblir ainsi le gouvernement, nous avons déjà vu que le Roi croyaut pouvoir n'en pas tenir compte, ayant le sentiment très-fondé de sa capacité, mais se faisant illusion sur l'étendue de son action, « il était porté à croire, comme le dit encore M. Guizot, que, par lui-même, il suffirait toujours pour faire prévaloir la bonne politique ». Tont cela sans doute ne prouve pas que Louis-Philippe ait comploté la chute de son cabinet, mais cela explique comment il le vit tomber sans faire effort ni pour le maintenir, ni pour le restaurer,

Ш

Conduit à constatuer un ministère nouveau, le Roi s'adressa d'abord, sans succès, à M. Humann, au comte Molé et au maréchal Gérard. Il fit aussi appeler les personnages importants du tiers parti, MM. Dupin, Passy et Sanzet; ceux-ci, peu soncieux de recommencer le fiasco du ministère des trois jours, apportèrent plus d'objections que de solutions, prêts à être ministres, non à se charger de faire un ministère. Le Roi avait probablement prévu ces refus, et ce n'est pas de ces côtés qu'il désirait vraiment réussir. Dès le premier jour, reprenant du reste un dessein aurien, il avait résolu de détacher M. Thiers

de ses anciens collègues et d'en faire le chef de la nouvelle administration. Nous avons déjà au occasion de noter le faible du prince pour ce jeune et brillant homme d'État. Au lendemain d'une victoire sur les oppositions de gauche, un ministère Thiers, sans les doctrinaires, lui paraissait avoir cet avantage de marquer, à l'intérieur, une sorte de détente, sans cependant être en réalité un désaven on un abandon de la politique suvie jusqu'alors. L'humble origine et la fortune récente de celui dont on voulait faire un président du conseil, son autorité morale encore contestée, et ausu la mobilité de son esprit, faisaient supposer qu'il n'apporterait pas, dans ses rapports avec la couronne, trop d'arrogance ou d'entétement. D'ailleurs, au besoin, ne pourrait-on pas avoir raison de ses résistances, en lui faisant entrevoir un ministère Guizot?

M. de Talleyrand patronnait chaleureusement M. Thiers; se flattait-il de le dominer? A l'entendre, c'était l'homme indispensable. « M. Thiers, disait-il sentencieusement, n'est pas parvenu, il est arrivé. » Il lui obtenait même l'appui de ceux des ambassadeurs étrangers qui désiraient avant tout ne plus avoir affaire au duc de Broghe. Il leur faisait valoir que son protégé s'était montré récemment opposé à l'alliance proposée par l'Angleterre à la France, en vue d'use action en Orient!. Peut-être était-ce déjà par l'effet de ces recommandations qu'en septembre 1835, M. de Metternich, tout en tachant d'exciter le Boi contre le duc de Broglie, avait ghasé quelques compliments à l'adresse de M. Thiers, qu'il « regordait, disait-il, comme doué d'un esprit plus droit que plusieurs de ses collègues ² ».

Que M. Thiers fût ou non au courant de ces manœuvres, su tenue n'en avait pas moins été très-correcte avant et pendant lu crise. Loin d'avoir trempé dans l'intrigue sous laquelle était tombé le cabinet, il avait pris la parole contre la conversion. Aux premières offres que lui fit le Roi, il répondit par un refus. « M. Thiers, écrivait, le 6 février, un anni de M. de Broglie, s'exprime avec une extrême vivacité. Il veut qu'on ne

Hittamuna, Geschichte Frankreicht, 1830-1870, t. 1, p. 593.
 Nemaires de Mettermich, t. VI, p. 48.

prisse conserver aucun doute sur sa ferme intention de ne pas se séparer de ses collègues. Cela dérange singulièrement les calculs des intrignate qui comptaient sur son concours pour composer un ministère. • Il déclarait hautement, devant de nombreux députés, que « celui des ministres du 11 octobre qui reparattrait sur le banc ministériel mériterait d'en étre chassé à coups de pied . Quel était le motif du jeune ministre ! était-ce intelligence petriotique des avantages de l'union qu'on l'invitait à rempre? était-ce, maigré sa confiance en soi, souci des risques qu'il courait, en brusquant trop la fortune et en voulant marcher seul * ? Toujours est-il que sa résistance fut d'abord trèsnette et très-ancère. Les tentateurs ne s'en émurent pas outremesure; ils connaisseient cette ambitionse imagination, et ils comptaient sur elle pour développer les germes qu'ils y avaient. jetés. Quel réve, pour le journaliste d'hier, de se voir à trentehuit ans président du conseil, comme Casimir Périer, comme le maréchal Soult, comme le duc de Broglie, et avant M. Guizoti Son esprit si ardemment curieux et si vite blasé n'était-il pas possédé depuis quelque temps du désir de manier les affaires étrangères, désir que M. de Talleyrand avivait encore, en lui répétant que l'Europe se désirait et l'attendait ? On lui persuadeit qu'il ménerait à bonne fin le projet de mariage du ducd'Orléans avec une archiduchesse d'Autriche. Allait-il sacrifier de si brillantes visées pour rester à jamais lié à des collègues avec lesquels il avait peu d'affinités, dont il avait toujours jalousé la considération supérieure, et dont l'impopularité luiavait tant de fois para compromettante? De toutes parts, il se voyait pressé par le Roi, par M. de Tolleyrand, par ses amis particuliers de la Chambre qui se trouveient être, pour la plupart,

· Dugumants inedite.

If There so reppolait-il as que lai avait dit peu superavant Romini, un jour que le municien avait dottaé ches le jeune ministre le désur de se separer de ses solleques? - Mon ober monsione Thiere, avant dit Romini, vous avec tert. Quand, nous autres municiens, nous voulous former une bonne troupe, nous ne nous contentous pas d'un seul chanteur : il nous fros ens basse, un baryton, un binor. Bubini n'exclut ni Lablache, ni Tumburani, Vous, mon cher monsieur, vous êtes le Rubini de la bande, p

les ennemis des doctrinaires, et jusque par les opposants de gauche qui, comprenant de quel intérêt il était pour eux de diviser les hommes du 11 octobre, lui faisaient espérer leur bienveillance. Enfia, pour piquer son amour-propre, on kai rapportant que les doctrinaires trantaient son élévation à la présidence du conseil de acandale impossible et promettaient à sa présomption le plus prompt châtiment. Il y avait là de quoi ébranier un cœur plus fidèle, plus austère et plus ferme. Aussi s'aperçut-on bientôt qu'il s'habituait peu à peu à l'idée d'une séparation. Toutefois, pour faire le pas décisif, il eût voulu y être poussé ou au moins automsé par ses anciens collègues eux-mêmes. On dissit généralement que les membres du cabinet s'étaient engagés, les uns envers les autres, à s'en aller ou à rentrer tous ensemble. L'engagement avait-il été formel, ou n'était-ce qu'une obligation morale, résultant de la situation plus encore que des paroles échangées? Toujours est-il que M. Thiere se sontait géné, tant qu'il n'avait pas été délié par le duc de Broglie dont l'autorité morale lui impossit. Il loi fit, à plusieurs reprises, des insinuations dans ce seus, affectant de le prendre pour confident de ses moertstudes et de ses sorspules ; mais le duc ne voulait pas comprendre. Le Roi se décida alors à intervenir et à demander à M. de Broglie de rendre la liberté à son jeune collègue. L'ancien président du conseil était trop fier pour refuser. Il déclara donc que M. Thiers était entièrement libre; soulement, avec une clairvoyance à laquelle ne se mélait aucune petite jalousie, il invita Louis-Philippe à bien réfléchir, avant de donner suite à son dessein, l'avertissant que s'il élevait une fois M. Thiers au premier rang, il devrait I'v garder toujours; car il ne pourrait l'en faire descendre sans risquer de le rejeter dans le parti révolutionnaire. Le Boi n'était pas en disposition d'écouter l'avertissement; il se borna. à remercier le duc de Broglie d'avoir levé l'obstacle devant lequel hésitait M. Thiers, et il le fit avec une effusion qui révélait tout le prix qu'il attachait à voir aboutir sa combinaison.

Dès lors, M. Thiers ne se défendit plus. Son parti pris, il se fut pas long à constituer son ministère. Tout fut terminé le

23 février. Il garda trois membres de l'ancien orbinet, le maréchai Masson, l'amiral Duperré et le comte d'Argout, et il leur adjoignit trois députés du tiers parti, MM. Passy, Samet et Pelet de la Losère, ainsi que M. de Montalivet, qui avant la confiance du Roi. Il cût voulu conserver aussi M. Duchètel, mais celui-ci refusa.

Dans la dissolution qui venast de s'accomplir, il y avait de l'irréparable. Le ministère tombé n'était pes de ceux qui ont chance de se relever. Gette chute brissità jamais l'union fragile, mais préciouse et féconde entre toutes, qui, commencée sous l'autorité de Casimir Péner, confirmée dans le cabinet du Il octobre, avait rassemblé sons le même drapeau, dans le même faisceau, des bommes comme le duc de Broglie, M. Guizot et M. Thiere. Le drapeau replié, le fauceau rompu, chacun de ons bocames reprenait sa liberté d'action, et des lors devaient éclater entre enz les contradictions de leurs origines, de leurs patures et de leurs doctrines. La formation du nouveau ministère hata l'explosion de ces contradictions, Pendant que M. Thiere prenait le pouvoir dans des conditions qui le forçaient à incliper vers la gauche. M. Guizot se retrouvait la chef des consesvateurs purs, dans une attitude d'observation pen bienveillante, mquiet pour ses idées et frossé dans son ambition, attendant impatiemment le moment où il pourrait à la fois rétablir la vraie politique de résistance et regagner l'avance que son jeune rival renazt de prendre ser lei . Quelques esprita claurvoyante,



⁵ M. Gunet a reproduit dans see Mémolose les lettres qui s'échangieunt entre hi et M. Thiers, on moment de la formation du achiest providé per se dormet. Sous la freede politimat, un entrepoit les bestilités qui se préparent. M. Thans écrivait ; a Mon cher Monmeur Guizot, je n'ai pas eu le temps d'aller vous impower, her sor, notre consuguos delimitre, car nous sommes surtis fort tard des Turberies. Les événements uses aut aipares, mais els lesserent sebestur, je l'appère, les sentaments qu'avasent faut nature tent il annoca passées essemble d<u>ons</u> les mêmes párils. S'il deposé de mos, il restora benucome de motre uness, sur nous avons ansora beaugosp de services à sendre à la même canes, quoique placés deus des secuebous diverses. Je forçà de mon misem pour qu'il en soit maril. J'ann vons vous des que g'annai suffi una necessatie du premier moment, s M. Guizot répondit : « Mon cher ami, yens gues raison de croire à la durée des sontemente qu'e foit neltre entre nome une a longue communauté de travary et da perili. I appartigos à la causa que noga avons soutables encendies. Firei où elle me minure, et je compte bun vent y retreuver tonjeurs. Adies, l'irui vens voir die que je vous pappasera: un pus de louir, e

soucieux d'empêcher ou d'atténuer une séparation si facheuse, cussent désiré que M. Guisot fût porté à la présidence de la Chambre. M. Davergier de Hauranne s'en ouvrit à M. Thiers. « Vous aves, lui dit-il, M. Guizot et vous, servi puissamment, par votre union, notre cause commune. Il faut que, séparés, vous La servies encore tous les deux. Puis donc que vous ne pouves plus faire partie du même ministère, que l'un soit chef du cabinet et l'autre président de la Chambre. Ainsi vos amis ne se diviserant pas, la majorité restera unie, et, ce qui est, à la vérité, une considération secondaire, M. Dupin, qui depuis trois ans travaille à vous diviser, sera puni par son propre succès. En parlant eines, M. Davergier de Hauranne regardait avec attention son interlocuteur. Tout alla bien jusqu'à l'allusion faite à la présidence de la Chambre. Mais, à ce mot, il vit la lèvre du jeune ministre se recourber et son sourcil se froncer. Il lui fat clair, des ce moment, que si M. Thiers entrait au ministère, ce serait pour rompze avec M. Guizot et chercher son appui sulleurs!. Quant au duc de Broglie, il vit tomber le ministère qu'il présidant, avec tristesse pour son pays, sans regret pour hui-même, emportant, des intrigues qu'il avait vues s'agiter autour de lui et contre lui, une impression de dégoût sans augreur, mais non sans mépris, qui augmenta encore son éloignement naturel pour le pouvoir. Aussi, étranger désormais aux compétitions de personnes, supérieur aux coteries, s'en tiendra-t-il, jusqu'à la fin de la monarchie, au rôle d'une sorte de politique consultant, servant parfois de parrain on de conseiller aux ministres, mais résolu à ne plus être leur collègue ; heureux d'ailleurs de pouvoir reprendre des études fièrement solitaires dont il ne sentira même pas le besoin de livrer le résultat au public, et surtout de se livrer aux méditations philosophiques et religieuses, si droites et si viriles, qui devaient, par une montée laborieuse, mais constante, l'élever peu à peujusqu'à la plaine possession de la vérité chrétienne.

Pendant son existence, le ministère du 11 octobre, à la dif-

A Notes etédites du M. Duvergier de Heuranne.

férence du ministère Périer, n'avert pas toujours été apprécié à sa valeur par l'opinion conservatrice Mais si tout le monde ne vit pas, au moment même, ce qu'avait d'irrémédiable et de néfaste la séparation des hommes qui vennient de gouverner ensemble la France pendant plus de trois ans, on allait bientôt s'en rendre compte, au spectacle de la longue cruse qui devait se prolonger de 1886 à 1840 : triste période de décomposition parlementaire et d'instabilité ministérielle, qui aboutire au dedans au démoralisant scandale de la coalition, au dehors à la périlleuse mésaventure de 1840, et dont les fâcheuses conséquences peseront jusqu'à la révolution de Février sur notre politique intérseure et extérieure. Combien alors d'hommes politiques comprendront trop tard et regretteront amèrement le mal fait à la cause conservatrice, au régime parlementaire, à la monsrchie, à la France, par la rupture consommée en février 1836 !

Avant de passer à cette nouvelle phase de la monarchie de Juliet, jetone, de haut et de loin, un dernier et rapide regard sur les années qui viennent de s'écouler. Considérons les grands résultats d'ensemble, sans nous arrêter aux petites misères de détail, conséquences nécessaires de tout gouvernement humain. pas plus nombreuses, mais seulement plus en vue avec le régime parlementaire. Que voyons-nous? En 1830, la révolution maitresse de toutes les institutions et de tous les esprits, avec une puissance d'élan à laquelle men no semble devoir résister : au dedans, le règne de l'anarchie, l'émente dans la presse, dans les clubs et dans la rue, toutes les forces gouvernementales désorganisées, toutes les autorités sociales sans crédit sur la foule, sans confiance en elles-mêmes, la menace d'une immense faillite pesant sur les fortunes privées et sur la fortune publique, le désordre ayant son contre-coup dans les intelligences et dans les àmes, l'effondrement des croyances, la guerre au christianisme, des aberrations comme le saint-simonisme: au dehors, la France suspecte, mise au bau de l'Europe monarchique, et le péril imminent d'une guerre où, sans finances. avec une armée affaiblie, il none faudrait combattre soule

contre une nouvelle coalition. Six ans s'écoulent, et au dedans la révolution est contenue, les émeutes écrasées, les clube fermés, les sociétés accrètes dissoutes, la presse réprimée, la sécurité rétablie; le gouvernement a reconquis sa force matérielle et une partie de son autorité morale; le crédit public est restauré, le commerce et l'industrie jouissent d'une prospérité sans précédent; la religion même a retrouvé, auprès de la société moderne, une popularité qu'elle n'avait pas connue depuis longtemps. Au dehors, la parx est assurée, tous les périls extérieurs sont écartés, des avantages considérables, comme la constitution de la Belgique, ont été obtenus, d'autres peuvent être espérés; la France de 1830 a obligé l'Europe à compter avec elle et kui a appris à compter sur elle. Et cette victoire sur la révolution a été remportée sans qu'il en ait rien coûté à la liberté, sans un acte arbitraire, sans une heure de dictature. C'est a la tribune même que cette émouvante et décisive bataille a été livrée et gagnée.

Avec les premières années de la Restauration, ces débuts de la monarchie de Juillet sont une des périodes les plus honorables de l'histoire des gouvernements libres. Nous ne méconnaissons pas les différences des deux époques. Mais enfin, dans l'une et l'autre, la royanté constitutionnelle a eu ce mérite, rare entre tous, de remonter la pente sur laquelle les événements l'avaient placée; elle l'a fait par sa volonté, et par la vertu même de son institution. Après 1815, elle s'était élevée généreusement à la hoerté, malgré tout ce qui menaçait de la faire retomber dans l'ancien régime. Après 1830, elle a courageusement vétabli l'ordre et restauré l'autorité, malgré tout ce qui la poussait vers la révolution.

FIN DU TOME SECOND.

TABLE DES MATIÈRES

LIVRE II

LA POLITIQUE DE RÉSISTANCE (15 mas 1831 — 22 pévares 1835) (SUITE)

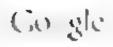
	Pages.
Chaptere IV. — La réstatance de Castiere Péries (mars 1831 — m	ai 4832). ·
 Lutte de Comme Périer contre la parti révolutionnaire. R 	epirekkiologi
don émeutes. Cellen-ci devisonent plus rares. Insurrection	
en acrembre 1831. Troubles de Granoble, en mars 1822	
II. Procès politiques. Le jury. Soundale de ses acquittements.	
qui suivent ses rares condamnations. Aedace des accusé	
dience. Le manistre continue néaumains à ordonner des pa	
ISI. Périur feit surtout appel à l'opinion Comment si use de la pr	
h tribune, Perier grateur. Il raffermit et échauffe la ma	
combat l'opposition. Tactique de celle-es pour seconder o	
les séditiens. Langues que les tient le ministre. Attitude	
en face des émentes qui mirant la prine de Varsovie et de	
ennion sur la révolte de Lyon. Il souffre et s'épusse dans	
men cense renouvelees	
CHAPITAR W. LES LIEUTERANTS DE CARRIEN PÉRIER (MATE 1831 - M	ad 1832).
1. Casimir Périer sait grouper autour de lau les orateurs les p	Ine consi-
dérables, M. Dupin, Son importance à cette époque. Sa	
sa résolution que service de Périer. Ses rancunes centre	
révolutionnmes et ses inquiétudes personnelles. Caracté	
rématance.	
27. M. Guizot, Co qu'était slors son talent tratoire. Champi-	
de la résistance. Sa préoccapation des principes. Sa thèse	
gine de la mouerchie nouvelle. Son impopulanté, Ce que	
de lui le Roi et Périer.	32
III. M. Thiers. Ses variations an lendemain de 1830 Succes	HIVOIDED!
collaborateur du baron Louis et de M. Laffitte. Defeuse	nr ardent
de Casant Périer. Son défaut d'autorité. En quoi et conc	
la monarchie différait de celle de M., Guizot. Son duceurs	en favour
de la pairie. See débute oretoures. Il est très-attaqué par l	a gaucke.
La supériorité de talent est du côté du ministère	37
CELETTER VI LES PATRICIPIES DE LA POLITIQUE DE CARMIN	
 Périer est obligé de combaure avec des armes émousées et 	
On reppelle sux ministres lour pamé. État des esprits dan	is le parti

			-
		conservatory. Le sondment monarchique y fait défant. Quantien de	
		In laces cerale. Pemphlete de M. de Cormerón, Débac à la Chambre.	50
		Concessione que Porser se ervit ablige de faire su trauble des espessa.	
		Question de la paixe. Discours de Royar-Collard. Suppression de	
		Pleridak	41
	III.	Politique sellifeum. Amilioration produite per l'ardrement de	
		Périer Dispositions du chergé. Attinuée du Papa, Bentimente per-	
		gannels de Persir. Le gueverneuest n'ops superir Soint-Germans.	
		l'Ausceron et relatte l'archevéché. D'apernan des Teappistes de la	
		Moillernyn, Interdiction des processions, Obasques de Leve-pas Gei-	
		guire. Alfares de l'abbe Guillon. Vetations des memorpolités. Le abristianeme banei de toutes les colonnies officielles. La religion	
		maisteres deve l'attriguement public. Le hadget des guites à la	
		Chombre, Langage élevé de M. Grinst.	48
ė.,,		E VII MALADIE ET HOST DE CASCHES PÉRSON (MORS - mai 1858).	90
_	/4/A -	Direitate de la politique de Périer - Succès complet à l'antidreur ;	
,		meine complet, mos considérable, à l'intérione. Ce excele produmé	
		per les emis et recornes per les adverseires. C'est l'apreve parace-	
		malle da Páriar. Sa tristana. D'ait manast-elle?	100
1	H.	Le cheléra. Physionemie da Paris en prate su fidea. Dévenopere du	
•		alogi. Émeutre bilosses récélent le moledie morale de la marien	OM
1	н.	Canimir Périer etterat par le chalire. Violences de seu agraie.	
		Maniferenteens halossesse de see adversoires et décolation de au	
		amo. Se mort, le 16 mei 1453. Depuis lors, la gloire de Cadade	
		Porfer n'e fact que grandie.	6 15
Čina)	MTE	z VIII L'drecoous ou unurrière Catron Prasen (mai-occo-	
		bes (832)	TVA.
	ļ.	On so rempless pur Countir Piece, tout on politeriant organizer	
		non a système a Y a-t-il volléisé de réduire rétraspectivement le	
		ptio de Perior? Sentiments du Rai à set égard. Son drue de gou-	
		verser et de persière gouverner. Il ne west pas, du reste, faire	
		Biehir in ministeren, and a service of the service	KM
1	I	L'in product dans le gouvernoment per la desperition de Périse.	
		Deprise d'agitation dans le parte révolutions are: L'apposition par-	
		fementaire public son « compte rendu »	123
	Ш	I, ansercement du général Lamarque, le 5 juin, est l'occasion d'une	
		âmenta. Ecorgio de la répressana. La lutte se prolonge le 6 juin.	
		Victoire du gonvernement. Asusude des abels du parti republican	
		pandent ets dros porteces. Démarche de MM. O. Bearet, Luffitte et Acego auprès de Louis-Philippe.	1
1	w	Les journates de gruche procégent les volucus des 5 et 8 juin.	
		L'ardonnince d'etit de meje et les polemagnes qu'elle souleve. Aerêt.	
		de la Cour de mantine. Retrait de l'ordenzamen.	139
,		Las revolutes an angleveret on Vonder, un meine temps que les répu-	
	•	blicarus è Paris. La preset legitimente apres 1830. Chetenubrand.	
		M. de Consude, Tontative d'union des apprennts de desits et de	
		gnoche. Cette hentilete des revolutes resemble à la fais de geoverne-	
		parent de l'uillet et à la speas légionniste.	180
1	71.	Le parti é active parmi les repaleces, Le complet des Presvaires.	
		Reve d'une perte d'armes en Vereite et dans le 16th. La decheuse	
		As Been as Charles V. La dechare missan and amiditar as	



		Pages.
	lon débarquement. Elle échosu dans le Midi. Tentative Je	
	ent en Vendés. Elle set aussitöt réprimés	111
	n virtore de la monarchie de Juillet jur les républicains et.	
	autes est completes par la mort du duc de Reschaudt, L'an-	
	ministère n'est pas cependant retubile. Il parali incapable	
de tieer p	acti de ses victoires. Mêmo insoffisance pour la politique	
étrangere	. La nobinat n'est pur ou mourre de su présuntre devant	
	bres. La Roi es résigne à un romanement cornetéral. 🗸	LOU
	LA PONHAZION ВТ LES ВЕЗОТЯ ВІЗ МІНЦІТЕЛЕ ВО 11 ОСТОВИК.	10
	ilippe, obligé à regret de modifier ten minutère, s'adrante	
	pen. Refus de ce durnier Ses motele. Le meréchal Soult	
	s former un cabsost de coalition conservatrice. Difficultés	
	es preventions soulevées contre M. Guinet. Ouvertures faites	
And the d	e Broglie, and a grant and a g	100
II. Antácéde	ente du due da Braglie, pou populaire, mais très-respecté	
	moment pour le pouvoir. Il ne vout pas entrer en minutire. Guisset.	170
	te M. Guitot en la plaçant nu ministère de l'imptraction	17.0
	Composition or programme du cableat.	176
	pour le ministère d'en impeser à l'opinion. Occasion	
	nr la question beige. Convention du 22 octobre avec l'An-	
	Les troupes françaises en marche contro Anten	178
	prince par M. Thiere pour se saint de la duchesse de Berry.	
	da Douts. Que faire de la prisonniere? On rearts l'idea	
	che, La prinomen transfirda à Maye	113
VI. Ouvertue	e de la session. Discussion de l'Adresse., Succès du mi-	
mistère.	,	187
Will. Souge et	prior d'Anvers. Résoltats houroux de cette expédiuen pour	
la Belgig	us et pour la France,	183
	le Chambre, sur le declarer de Berry. Le bruit se répand	
	et est enceunte. Agitation des esperm et conduits du gou-	
	nt. Après son accourbement et la déclaration de son ma-	
	ret, le princesse set miss en liberté. Sentimente du Roi en lure. Fauts commitées en la commune de l	400
	listes obligirs de renencer à la pelt signe des coups de manne.	192
Berrer.	Son origine, Son attitude sprin 1830. Il cherche à tire	
	de toute l'opposition Sen succès. Aventages que en résul-	
	le parte royaliste. Berryer est orpondant attaque par eme	
_	de ce parti	200
L. Chateaule	mand as tient à l'écart, découragé, bien que non admiri-	
Şon état	d'esprit Sa triste siedlesse.	905
	ó législativo des assistens de 1832 et 1883. Calmo et pro-	
	n pays. Après tant de secousse, étatous donc soits teriré	
	da rapos?	208
	Сия пласиняством в'анки. (juin 1833 — juin 1836)	313
	te des Prosti de l'homme. Blin entrotient et excite les pas-	
	rolutionnaires. Preparatifs d'émeute en vue des fêtes de	
	La question des « forte détachés » L'émeute averte. » .	213
	n acconfiste. Declaration par laquelle la Société des Besits. us se met tout le patronage du Rabrepterre. Effet produit	
A contrado	dos républicaine moderés, particulorement de Carrel, Co.	
W endwille	not talescount measured becateratement to contact to	

			Physics
		dirente est eura exterité et jehoné dans una parti. Ses difineres et	
		00 triplement a	220
	m.	Efforte de gurvernoment pour réprimer le décardre. Pathiesses du	
		pary. L'affaire des crieurs publics quet un lumiere Littenfliment de	
		la legislation. Les aposervatours compressont la mérente de lois	
			- Barri
		more illustration and the second seco	21
	IV.	Socion da 1886. Les eur les ericorropublics. Les eur les automatiques.	
		Cette dernibre est une bel de défance et de déseption. A que le	
		ficate?	931
		Institution des sociétés efectutionneires. Appel à l'insurrection. En-	
		harras dus chefs. La akustion à Lyon. Detaille dans ten russ de	
		notte vibe, du 9 qui få gerti. Defnite den innurgen, Emption pro-	
		diate par les neuvelles de Lyan. L'émeute eclate à Paris et est.	
		promptoment vancue. A view toutaires d'insurréction en province.	211
	WF.	Loss pour augmenter l'effectif de l'acmés at pour interdire la detau-	
	***	tion des sours de gutern. Découragement des republicains. Most	
		de La l'oyette. Electrons de prin 1934, marquest le defette du porte	
		provincemente, Grand d'un de prospèraté matérielle,	240
,		g XI. — Las casoss givistériation et la visas rusy (vitil 1884	
		mass 1935)	233
	I.	Le troce des 25 millions avec les Eints-Vois. Le Chambre rejette	
		la aréast. Demenion du dus de Braglia. Pourquei le Bei accuper	
		facilement ceme demission Repensistation du cabiret,	25.1
	H.	Difficultus outre la marrehal Sanit et nes milignes, Rupture à l'on-	
		nation de la question algérmane. Dominion du maréchel, Il est pen-	
		place per le maréchal Gérard. Paute commiss	254
		Discrédit de la proche parlemenquise. Le stere parti, Co qu'il desit.	
		Rôle qu'y jount M. Dupm, La Constitutounel,	203
	IT.	Promotre manesserre du tiers parts dans à Adresse de 2834. Il surt	4004
		peur nombreun der élections de join 1936,	360
		Nouvelle manustre dans ('Admire d'autt 1831, Agitation page	ANN
	T.	Property Commerce and Charles and the first and	
		l'annutie. Le manichel Gérard, poussé par le urre parte, en pro-	444
	_	mange en fevere de l'amaistie. Il donne les démissions	960
	VII.	Rabores pour trouver un préordent du sonnié. Le Roi en sout	
		pas de des de Braghe. Mouvau effet produit per la probagazion de	
		la crier. M. Guitet et M. Thiers décident de céder le pisce ou teur	
		parti. Démission des ministres. La Rei esseye vannement de déta-	
		cher M. Thors de M. Gustet. Le constitée des trais jours, Rossa-	
		abtution de l'aucteu aubinet sous le prosidence du marechal Martier,	171
	VII.	Le gouvernement oblige in Chambre à se procencer. Vote d'un	
		arden du jour favorable. Debat que la construction d'une salle d'aqu-	
		dience pour le cour des paire. Insertitudes de la majorete. Puléga-	
		quas ser l'abannes d'un visi président du conseil. Nonvenus effects	
		pour orporer M. Thiere of M. Gonzet. Devisions some for meninger.	
		Démission du marichal Mortier.	1057
	2012	M. Gunet est résolu à exager le rentrés du dec de Broglie. Après	1097
	* 8144	aver manement comyé d'autres combinaments, le Boi coment à cette	
		contrie. Rimanes de M. Thiere, qui test aum par cider. Repos-	
		response to the same to a second of the seco	
^_		ottution du enhinet sons la présidence du due de Bruglis.	305
	Chi.dia	m XII — La recole n'avell, que can note an antiferent (mare	



			Peres
	E.	Succioparlementaries du ministère. La traité du 25 millions approuvé par la Chambre. Discussion sur les jouds accrets. Accord de M. Gus-	
	lı.	not et de M. Thiers. Bous rapports du duc de Broglie et du Res Proois des maurgés d'avoil. L'affaire des defenseurs. La révolte à	20
	***	Pandieuen, M. Panquine, Attitude de parti républicam. La préten-	
		due lettre des délenseurs Discrédit des sécusée. La cour parvient	
		à dominer tentes les tentetires d'abstruction. Condespution des	
		ancusés lyormess. Le deruser errêt est rendu lo 26 janvier 1836. Tort	
		que se mes fant les républicaines	305
	tii.	La machine informate du boulevard du Tomple. Fieschi, Morey et	,
		Pepen, Leur proom. Responsabilite du parti republicate dans cu	
		CPMM6:	343
	IV.	Effet produit par l'attentat. Loss proposées sur le jury, sur les actes	
		de rébellion et sur le presse. Accueil fait par l'openion. Le ducui-	
		man. Bissones de Royer-Collard et du duc de Breghe, Répultat	
		And haire die septembres and a service and a septembres and a service and a septembres and a service	311
	٧,	Le parti républicain est plemement values. État d'esprit de Carrel.	
		Bon duel avec M. de Girardin et sa mort.	32
CA,	VM.	 XIII. — La querzien reliefacie sons un ministrum du 11 octo- 	
		mit (octobre 1831 — février 1836)	333
	I.	Les perrentions rereligiouses, non completement dissipées, sont	
		copendant moins fortes. Disponitions de la Chamben. Amendement	
		analuant, los prêters dus avanvils gândenan et leur refount la pr -	
		tence de droit dans les comités de surveillance des écules. Votes	
		émis relauvement à la redocuon du nombre des évéchés. L'insole-	
		mace a diminué dons les conseils électifs et dans les administra-	
		tions. Témoignage de M. de Tocqueville,	\$22
	11	Conduite du ministère dans les affaires religieuses. Malgré quelques	
		merristades, il y a unreboration. Fasts à l'appel. Les congrégations	
		toleres. Las nominations d'évêques M. Guitot et la los de l'en-	
		tesperment primaire. La religion dinse l'école publique. Le curé	
		dans le accesté de aurveilfance. Circulaires pour l'enécution de aute	
		partie de la loi. La liberté de l'enseignement, M. Guisot et les	
		congrégations entriquentes. Projet sur l'instruction secondaire, Lo	776
		pouvernement accusé de rénction réligiente.	339
	4144	La religion regagne ce qui elle avait perdu dans les limes. Décep- tion dos loureurs du gationalisme. Avent et gémissements des con-	
		temporaine. Retour à la religion, surteut dans la jeuneure. Affuence	
		dans les égunes. Elan dans le nein du entholiciame. Ozonom et la	
		persone estholique. La Secrété de Sant-Viscont de Paul. Les con-	
		férences de Nour - Dame,	350
C no	e de la composición della comp	XIV — La гомицов бладоски дове ил минетил во 11 осто-	W. F.
- Contract	n e i demo	seg (eccobre 1832 — fercier 1836)	439
	ı.	La question de paix ou de guerre, debuttere depuis 1850, est main-	
	••	tenant résolue. Etat des affaires de Bolgique, d'Italie et de Pologne	37.0
	11.	Guerre ontre l'Egypta et la Turque Mehemet-Ah. Le sustan-	-2-16
	***	raince fait appel aux pursances. Accueil fait à cet appel. La Porte	
		demande le secoure de la Russia. Le ministère du 18 octobre cher-	
		che à écarter cette passennes, L'agural Rosson à Constantinople.	
		Para entre le sultan et la pocho. Traité d'Unitier-Skelenn, Son	
		effet en Europe	389

TABLE DES MATIÈRES.

MAI



	JH.	Le Cour vendrait pousser à une cruisade contre la France. Dispo- étaves qu'il resonntre en distriche et en Presse. Entrevue de Mis- chengrants. Franceur du genvermente de Berlin. Les trais nom-	
		televacion à la France L'épance haque et rande du due de Braylon, Inefficiente de la manufestation des passantess. Entrevats de Ka- Kosh et de Toplies.	373
	IV.	Enseute de la France et de l'Augletorre. Effects fints par 31 de l'abovend pour la transformer en une sièunce formelle et générale.	
	₹.	Treaté de la Quadruple Alliance. Organe et portre de la Quadruple Alliance. Quation de la sociam- mos royale en Espagne et en Portugal. Mouvase etst des affaires	396
		d'Imbelio. Le gouvernement espagnel demande l'intervention de la France Discussion au que de manaties français, id. These et la	
	¥1,	Rei. On décide de refuser l'interrencement	300
		déstreut le relâcher et se suppracher des puessaness continentales. Soutament du duc de Broglie sur ces deraseres. Belations du Bai	
		even les ambantadours et les manuteus étrongers. Ser cortains points, copondant, mètrésist volenté persistants des puessones. Re que le Les se trompoit et en quei le duc de Braghe étan trup resde.	809
	¥JĮ.	Play du that de Breglis, dans la question d'Orient, pour rappre- des l'Autriche des donc publisseurs sociétateles. Dans quelle	
Č.	. er Tul	meure l'Angletorre et l'Antitobn étaient d'apurées à y construit. Combine il est malheureux que ce plan n'ait pa être réalisé E XV. — La cours su mantress su 11 octobre (éccembre 1535 —	518
		fewriter 1836	526
	I.	Ron état des affaires au delons et an debors, vers le fin de 1838. Le ministère va-t-si en reconsiler le bénéfice?	576
	11.	Discussion de l'Adresse de 1838. Ensedent our la Palogne. Pros- graciangent dans four agons manistée alles Déclaration de M. Il un son	
		sur la convenion des rontes. Démission du ministre des financia. Débat que la convenion, Le ministre, mas en minorité, danne m	
		demonon. Quy a-t-al dernése le vote de la Chambrel Manauvre du tiers parts. Le groupe Gameron. Dans quelle momre font-il v- vair le meso de Louis-Philippel	421
	E11	Le Roi o necupe de constituée un nouveou rebinet. Il veut en chre- ger M. Th ers. Colon-et est poupé par M. de Talleyrand. Premier	
		refue de M. Thiere. Il finit par concentir. Léparation irrévecable de M. Guinet et de M. Thiere. Melhour de pette apparation, qui a	
		été mieut campris plus tard. Grandes choires accomplies dans les	
		nu premieres ennées de la monarchie de Juillet.	435

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES.

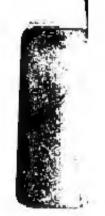
Politic — Prin Independent of c^{ij} , \bar{t}_{ij} and determine. ~ 13212 ,



PLEASE RETURN TO ALDERMAN LIBRARY

DUE 1/15/SB

XX 000 443 856





Digitized by Google

